

**ANNEXE I : AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES,
AUTRES PERSONNES PUBLIQUES CONSULTEES et MRAe**

1.0 ETAT

2.0 RESEAU DE TRANSPORT D'ELECTRICITE (RTE)

3.0 SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS (SDIS)

**4.0 COMMISSION DEPARTEMENTALE DE PRESERVATION DES ESPACES
NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS (CDPENAF)**

5.0 MINISTERE DES ARMEES

6.0 DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

7.0 SYNDICAT DU BASSIN D'ARCACHON VAL DE L'EYRE (SYBARVAL)

8.0 COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BASSIN D'ARCACHON SUD (COBAS)

9.0 CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE (CCI) BORDEAUX GIRONDE

10.0 COMMUNE D'ARCACHON

11.0 SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU BASSIN D'ARCACHON (SIBA)

12.0 MISSION REGIONALE DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE (MRAe)

**13.0 COMMISSION DEPARTEMENTALE DE LA NATURE DES PAYSAGES ET DES
SITES (CDNPS)**

Page 1/439
Chaîne d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A7
Publié le : 19/12/2025
Par : DAVET Patrick
Document certifié conforme à l'original
<http://publiad.fr/documentPublic84435>

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Sous-préfecture d'Arcachon

Arcachon, le 23 juillet 2025

LE SOUS-PRÉFET D'ARCACHON

à

**MONSIEUR LE MAIRE
MAIRIE DE LA TESTE-DE-BUCH**

Objet : avis de l'État sur le projet arrêté de plan local d'urbanisme de la commune de La Teste-de-Buch

Ref : notes techniques intermédiaires du 23 janvier 2025 et du 14 mars 2025

PJ : 1 + 1 annexe

Par courrier reçu le 15 avril 2025, vous m'avez adressé pour avis le projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU) arrêté par délibération du Conseil Municipal le 10 avril 2025.

La procédure de révision générale engagée par la commune est fondée sur l'article L 153-31 du Code de l'urbanisme.

La commune de La Teste-de-Buch fait partie du SCOT du SYBARVAL approuvé le 16 juin 2024, document avec lequel le projet de révision de PLU doit être compatible.

Au regard des objectifs affichés par la commune et des enjeux portés par l'État sur son territoire, conformément à l'article R. 153-4 du Code de l'urbanisme, je porte à votre connaissance l'avis de l'État que vous trouverez ci-joint.

Je souligne la volonté de la commune de La Teste-de-Buch de porter un projet politique engagé. Le document se distingue par son volontarisme en matière de construction de logements sociaux et son souhait d'équilibrer le modèle de développement de La Teste-de-Buch dans un contexte contraint marqué par une pression foncière importante et les enjeux environnementaux qui sont forts. Le rapport de présentation se démarque par sa clarté et la qualité de son analyse paysagère.

La commune a par ailleurs régulièrement associé l'État à l'élaboration de son PLU dans un souci de construction partenariale et d'échanges réguliers. En retour, les services de l'État ont mis en œuvre un accompagnement renforcé ponctué de retours techniques formalisés, élaborés sur la base des informations transmises par la commune.

L'analyse de votre projet de PLU met toutefois en lumière des insuffisances soulignées dans le document joint. Je souhaite appeler votre attention sur les points particulièrement saillants ci-après.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

1- Sur la reconstruction des cabanes de résinier brûlées dans la forêt usagère

Le projet de révision du PLU prévoit la reconstruction des cabanes brûlées lors des incendies de 2022. A cet effet, le PADD avance comme objectif de : « Reconstruire à l'identique les cabanes de résiniers existantes détruites par l'incendie de 2022 (sans création de logement) à condition que ces projets présentent des conditions de sécurité acceptables. » Cet objectif est décliné dans le règlement.

L'État a précisé à plusieurs reprises qu'il n'accepterait pas la création de lieux d'habitation (par changement de destination ou par reconstruction après sinistre) et d'enjeux isolés en forêt dont la répartition sur l'ensemble du massif, la difficulté d'accès et l'absence de possibilité de refuge ne permettraient pas la défendabilité, ni la mise en sécurité. Ce volet devra être revu afin que les cabanes qui ont été détruites ou en ruines ne soient pas reconstruites ou réhabilitées.

2- Sur la prise en compte du risque feu de forêt dans les OAP

Les OAP de La Teste-de-Buch traduisent une volonté d'encadrer le développement urbain tout en répondant aux objectifs de mixité sociale. Toutefois, les OAP n° 1 les Prés Salés Ouest, OAP n° 4 Lede de la Seuve, OAP n° 8 Cap de Mount, OAP n°9 Jaumar Pins de Cazaux, ainsi que les OAP n° 11 et n° 12 Cazaux Nord 1 et 2 n'apportent pas suffisamment de précisions concernant le risque incendie. La prescription 63 du SCOT prévoit une bande inconstructible d'au moins 50 m permettant d'assurer la défendabilité du site et intégrée au règlement écrit. Les services de l'État demandent à ce que ces dispositions soient reprises dans le PLU. Par ailleurs, les OAP 11 et 12 représentent une augmentation du linéaire d'interface avec la forêt, en contradiction avec la prescription 64 du SCOT.

3- Sur le déclassement des espaces boisés significatifs en vue d'étendre le golf d'Arcachon et de créer un nouveau parking à proximité de la Dune du Pilat

Le projet de PLU intègre une intention de déclassement de 25ha d'espaces boisés significatifs motivés par l'extension du Golf d'Arcachon. Les justifications avancées par la commune ne mentionnent pas le fait que les boisements concernés ne constitueraient plus un des espaces boisés significatifs de la commune (L. 121-27 du Code de l'urbanisme). Le classement actuel du site en Natura 2000 et en zone naturelle d'intérêt environnemental, floristique et faunistique sur sa partie sud-ouest tend plutôt à démontrer l'intérêt environnemental du lieu et le fondement de son classement en EBS. Par ailleurs, la partie sud-ouest présente un fort intérêt paysager. L'État demande à la commune de démontrer que les secteurs concernés ne constituent plus des espaces boisés significatifs de la commune.

Le PLU prévoit également le déclassement de 2ha d'espaces boisés significatifs afin de créer un parking à proximité de la dune du Pyla. Cette parcelle est située en zone Natura 2000, en zone naturelle d'intérêt environnemental, floristique et faunistique, et au sein du site classé de la Dune du Pilat et de la forêt usagère. Ce déclassement diffère du SCOT, qui identifie le secteur comme un espace boisé significatif. Le rapport de présentation ne démontre pas que le site ne constitue plus un espace boisé significatif. Par ailleurs, les équipements destinés à l'accueil du public (aires de stationnement notamment) doivent rester exceptionnels en site classé. L'Etat demande par conséquent de ne pas changer le zonage de cette parcelle, qui doit rester en zone naturelle stricte avec un fort niveau de protection comme sur le reste du site classé (Nrfu), et d'envisager des alternatives pour améliorer la desserte du site du Pilat en privilégiant, si le site classé ne peut être écarté, l'implantation de tout nouvel aménagement à proximité immédiate des aménagements existants, soit du côté ouest de la route départementale.

4- Sur l'application de la Loi littoral

L'urbanisation des OAP est soumise au principe de continuité au titre de la Loi littoral. Le PLU devra donc prévoir que la réalisation des OAP sur Cazaux intervienne par ordre de complétion suivant : n°8, n°11 et n°12 afin de respecter le principe d'extension en continuité de l'urbanisation.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-215305295-20251218-DEL2025-12-5178-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

détachées des constructions existantes en secteur diffus sont interdites. Le PLU n'a pas intégré ces dispositions de manière exhaustive. Le règlement du zonage N comporte des formulations pouvant laisser penser que sont autorisées des constructions nouvelles ou des extensions disproportionnées en secteur diffus. Afin d'éviter toute confusion, ces dispositions devront être clarifiées.

Par ailleurs, les zonages A et N affirment : « les extensions et piscines des habitations existantes à la date d'approbation du PLU sont autorisées ». Le règlement permet également la construction d'annexes non-accolées à l'existant. Dans la mesure où elles permettent des extensions et des annexes de manière systématique, ces dispositions contreviennent au Code de l'urbanisme.

Le règlement du PLU permet des extensions de constructions existantes de différentes nature en espaces remarquables en zone NLa (parkings, commerces, restauration, artisanat, activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle, équipements sportifs, bureau, dans la limite de 30 % de l'emprise au sol). Ces dispositions ne sont pas conformes avec l'article R. 121-5 du Code de l'urbanisme, qui prévoit en espace remarquable des dispositions spécifiques pour les extensions bâtimementaires et les constructions de parking. Par ailleurs, la circulaire du 15 septembre 2005 précise qu'en espaces remarquables les extensions de construction existantes doivent être limitées de 10 % à 20 % maximum de la surface initiale du bâtiment. Les zonages NLhi et Nlt comportent également des dispositions contraires à la Loi littoral qui doivent être corrigées.

5- Sur la consommation ENAF

Le PADD ne mentionne pas d'objectifs chiffrés de consommation ENAF pour les projets économiques et les infrastructures et équipements tel quel prévu par le SCOT. En effet, le SCOT décline trois types d'enveloppe maximale de consommation ENAF en extension à l'échelle du Bassin d'Arcachon Sud : 91ha dédiés à l'habitat, 21ha pour la réalisation des équipements et infrastructures nécessaires à la population, et 59ha pour les activités économiques. Ces deux derniers types d'enveloppes ne sont pas mentionnés dans le PADD, ce qui ne permet pas d'avoir une visibilité complète sur les objectifs de consommation ENAF de la commune. Afin d'assurer la comptabilité avec le SCOT et d'être en conformité avec l'obligation de présenter dans le PADD les objectifs chiffrés sur la consommation ENAF prévues à l'article L.151-5 du Code de l'urbanisme, la commune devra reprendre la déclinaison opérée par le SCOT.

6- Sur l'étude de densification

L'étude de densification du projet de révision affiche un potentiel brut total de 3886 logements pouvant être construits dans les espaces libres des zones urbanisées de la commune, dont 3362 logements en agglomération. L'étude de densification affiche un objectif net de 1324 logements correspondant aux unités foncières libres et aux unités foncières densifiables. Le PLU pourrait utilement détailler la méthodologie ayant permis de passer d'un potentiel de 3386 à 1324 logements.

7- Sur la densité des OAP

Le projet de PLU ne permet pas de connaître la densité moyenne des différents projets de territoire. La densité nette ne peut que difficilement être appréhendée sur les secteurs d'OAP étant donné que seule la surface brute est communiquée. De manière générale, la densité brute calculée sur les secteurs d'OAP va de 8,6 logements/ha à 109 logements/ha, avec une moyenne de 26 logements/ha. La compatibilité avec le SCOT du SYBARVAL devra être démontrée sur ce point.

8- Sur la relocalisation des campings du Pilat et de la RD 218

La prescription 274 du SCOT du SYBARVAL prévoit que le PLU de la commune identifie dans son rapport de présentation le volume et la temporalité des relocalisations à prévoir pour les cinq campings de la Dune du Pilat menacés par l'avancée dunaire, ainsi que pour la RD 218. Le rapport de

présentation du PLU révisé n'a pas intégré ces éléments.

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

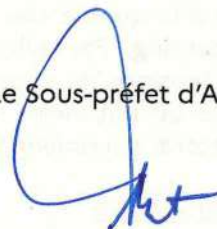
Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Le règlement NLC du PLU prévoit d'autoriser des extensions de construction existantes à hauteur de 30 % de l'emprise au sol. Cette disposition est contraire à la réglementation applicable en espace remarquable, où les extensions bâtementaires sont soumises à des conditions strictes. La commune devra par conséquent revoir le zonage NLC du règlement.

Compte tenu des observations formulées ci-dessus et des clarifications attendues par l'État, développées dans l'annexe technique ci-jointe à laquelle je vous demande de porter attention pour la poursuite de la procédure, j'émet en l'état un avis réservé sur le projet de révision générale du PLU.

Je reste, avec la DDTM, à votre écoute pour vous apporter l'aide et le conseil qui vous seraient nécessaires pour apporter les corrections demandées.

Le Sous-préfet d'Arcachon



Jean-Louis AMAT



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Sous-préfecture d'Arcachon

Arcachon, le 23 juillet 2025

LE SOUS-PRÉFET D'ARCACHON

à

**MONSIEUR LE MAIRE
MAIRIE DE LA TESTE-DE-BUCH**

Objet : avis de l'État sur le projet arrêté de plan local d'urbanisme de la commune de La Teste-de-Buch

Ref : notes techniques intermédiaires du 23 janvier 2025 et du 14 mars 2025

PJ : 1 + 1 annexe

Par courrier reçu le 15 avril 2025, vous m'avez adressé pour avis le projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU) arrêté par délibération du Conseil Municipal le 10 avril 2025.

La procédure de révision générale engagée par la commune est fondée sur l'article L 153-31 du Code de l'urbanisme.

La commune de La Teste-de-Buch fait partie du SCOT du SYBARVAL approuvé le 16 juin 2024, document avec lequel le projet de révision de PLU doit être compatible.

Au regard des objectifs affichés par la commune et des enjeux portés par l'État sur son territoire, conformément à l'article R. 153-4 du Code de l'urbanisme, je porte à votre connaissance l'avis de l'État que vous trouverez ci-joint.

Je souligne la volonté de la commune de La Teste-de-Buch de porter un projet politique engagé. Le document se distingue par son volontarisme en matière de construction de logements sociaux et son souhait d'équilibrer le modèle de développement de La Teste-de-Buch dans un contexte contraint marqué par une pression foncière importante et les enjeux environnementaux qui sont forts. Le rapport de présentation se démarque par sa clarté et la qualité de son analyse paysagère.

La commune a par ailleurs régulièrement associé l'État à l'élaboration de son PLU dans un souci de construction partenariale et d'échanges réguliers. En retour, les services de l'État ont mis en œuvre un accompagnement renforcé ponctué de retours techniques formalisés, élaborés sur la base des informations transmises par la commune.

L'analyse de votre projet de PLU met toutefois en lumière des insuffisances soulignées dans le document joint. Je souhaite appeler votre attention sur les points particulièrement saillants ci-après.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

1- Sur la reconstruction des cabanes de résinier brûlées dans la forêt usagère

Le projet de révision du PLU prévoit la reconstruction des cabanes brûlées lors des incendies de 2022. A cet effet, le PADD avance comme objectif de : « Reconstruire à l'identique les cabanes de résiniers existantes détruites par l'incendie de 2022 (sans création de logement) à condition que ces projets présentent des conditions de sécurité acceptables. » Cet objectif est décliné dans le règlement.

L'État a précisé à plusieurs reprises qu'il n'accepterait pas la création de lieux d'habitation (par changement de destination ou par reconstruction après sinistre) et d'enjeux isolés en forêt dont la répartition sur l'ensemble du massif, la difficulté d'accès et l'absence de possibilité de refuge ne permettraient pas la défendabilité, ni la mise en sécurité. Ce volet devra être revu afin que les cabanes qui ont été détruites ou en ruines ne soient pas reconstruites ou réhabilitées.

2- Sur la prise en compte du risque feu de forêt dans les OAP

Les OAP de La Teste-de-Buch traduisent une volonté d'encadrer le développement urbain tout en répondant aux objectifs de mixité sociale. Toutefois, les OAP n° 1 les Prés Salés Ouest, OAP n° 4 Lede de la Seuve, OAP n° 8 Cap de Mount, OAP n°9 Jaumar Pins de Cazaux, ainsi que les OAP n° 11 et n° 12 Cazaux Nord 1 et 2 n'apportent pas suffisamment de précisions concernant le risque incendie. La prescription 63 du SCOT prévoit une bande inconstructible d'au moins 50 m permettant d'assurer la défendabilité du site et intégrée au règlement écrit. Les services de l'État demandent à ce que ces dispositions soient reprises dans le PLU. Par ailleurs, les OAP 11 et 12 représentent une augmentation du linéaire d'interface avec la forêt, en contradiction avec la prescription 64 du SCOT.

3- Sur le déclassement des espaces boisés significatifs en vue d'étendre le golf d'Arcachon et de créer un nouveau parking à proximité de la Dune du Pilat

Le projet de PLU intègre une intention de déclassement de 25ha d'espaces boisés significatifs motivés par l'extension du Golf d'Arcachon. Les justifications avancées par la commune ne mentionnent pas le fait que les boisements concernés ne constitueraient plus un des espaces boisés significatifs de la commune (L. 121-27 du Code de l'urbanisme). Le classement actuel du site en Natura 2000 et en zone naturelle d'intérêt environnemental, floristique et faunistique sur sa partie sud-ouest tend plutôt à démontrer l'intérêt environnemental du lieu et le fondement de son classement en EBS. Par ailleurs, la partie sud-ouest présente un fort intérêt paysager. L'État demande à la commune de démontrer que les secteurs concernés ne constituent plus des espaces boisés significatifs de la commune.

Le PLU prévoit également le déclassement de 2ha d'espaces boisés significatifs afin de créer un parking à proximité de la dune du Pyla. Cette parcelle est située en zone Natura 2000, en zone naturelle d'intérêt environnemental, floristique et faunistique, et au sein du site classé de la Dune du Pilat et de la forêt usagère. Ce déclassement diffère du SCOT, qui identifie le secteur comme un espace boisé significatif. Le rapport de présentation ne démontre pas que le site ne constitue plus un espace boisé significatif. Par ailleurs, les équipements destinés à l'accueil du public (aires de stationnement notamment) doivent rester exceptionnels en site classé. L'Etat demande par conséquent de ne pas changer le zonage de cette parcelle, qui doit rester en zone naturelle stricte avec un fort niveau de protection comme sur le reste du site classé (Nrfu), et d'envisager des alternatives pour améliorer la desserte du site du Pilat en privilégiant, si le site classé ne peut être écarté, l'implantation de tout nouvel aménagement à proximité immédiate des aménagements existants, soit du côté ouest de la route départementale.

4- Sur l'application de la Loi littoral

L'urbanisation des OAP est soumise au principe de continuité au titre de la Loi littoral. Le PLU devra donc prévoir que la réalisation des OAP sur Cazaux intervienne par ordre de complétion suivant : n°8, n°11 et n°12 afin de respecter le principe d'extension en continuité de l'urbanisation.

En secteur diffus, la Loi littoral dispose que les extensions de construction sont autorisées à condition de respecter un principe de proportionnalité avec la construction initiale. Par ailleurs, les annexes

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEI2025-12-517a-DEI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

détachées des constructions existantes en secteur diffus sont interdites. Le PLU n'a pas intégré ces dispositions de manière exhaustive. Le règlement du zonage N comporte des formulations pouvant laisser penser que sont autorisées des constructions nouvelles ou des extensions disproportionnées en secteur diffus. Afin d'éviter toute confusion, ces dispositions devront être clarifiées.

Par ailleurs, les zonages A et N affirment : « les extensions et piscines des habitations existantes à la date d'approbation du PLU sont autorisées ». Le règlement permet également la construction d'annexes non-accolées à l'existant. Dans la mesure où elles permettent des extensions et des annexes de manière systématique, ces dispositions contreviennent au Code de l'urbanisme.

Le règlement du PLU permet des extensions de constructions existantes de différentes nature en espaces remarquables en zone NLa (parkings, commerces, restauration, artisanat, activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle, équipements sportifs, bureau, dans la limite de 30 % de l'emprise au sol). Ces dispositions ne sont pas conformes avec l'article R. 121-5 du Code de l'urbanisme, qui prévoit en espace remarquable des dispositions spécifiques pour les extensions bâtementaires et les constructions de parking. Par ailleurs, la circulaire du 15 septembre 2005 précise qu'en espaces remarquables les extensions de construction existantes doivent être limitées de 10 % à 20 % maximum de la surface initiale du bâtiment. Les zonages NLhi et Nlt comportent également des dispositions contraires à la Loi littoral qui doivent être corrigées.

5- Sur la consommation ENAF

Le PADD ne mentionne pas d'objectifs chiffrés de consommation ENAF pour les projets économiques et les infrastructures et équipements tel quel prévu par le SCOT. En effet, le SCOT décline trois types d'enveloppe maximale de consommation ENAF en extension à l'échelle du Bassin d'Arcachon Sud : 91ha dédiés à l'habitat, 21ha pour la réalisation des équipements et infrastructures nécessaires à la population, et 59ha pour les activités économiques. Ces deux derniers types d'enveloppes ne sont pas mentionnés dans le PADD, ce qui ne permet pas d'avoir une visibilité complète sur les objectifs de consommation ENAF de la commune. Afin d'assurer la comptabilité avec le SCOT et d'être en conformité avec l'obligation de présenter dans le PADD les objectifs chiffrés sur la consommation ENAF prévues à l'article L.151-5 du Code de l'urbanisme, la commune devra reprendre la déclinaison opérée par le SCOT.

6- Sur l'étude de densification

L'étude de densification du projet de révision affiche un potentiel brut total de 3886 logements pouvant être construits dans les espaces libres des zones urbanisées de la commune, dont 3362 logements en agglomération. L'étude de densification affiche un objectif net de 1324 logements correspondant aux unités foncières libres et aux unités foncières densifiables. Le PLU pourrait utilement détailler la méthodologie ayant permis de passer d'un potentiel de 3386 à 1324 logements.

7- Sur la densité des OAP

Le projet de PLU ne permet pas de connaître la densité moyenne des différents projets de territoire. La densité nette ne peut que difficilement être appréhendée sur les secteurs d'OAP étant donné que seule la surface brute est communiquée. De manière générale, la densité brute calculée sur les secteurs d'OAP va de 8,6 logements/ha à 109 logements/ha, avec une moyenne de 26 logements/ha. La compatibilité avec le SCOT du SYBARVAL devra être démontrée sur ce point.

8- Sur la relocalisation des campings du Pilat et de la RD 218

La prescription 274 du SCOT du SYBARVAL prévoit que le PLU de la commune identifie dans son rapport de présentation le volume et la temporalité des relocalisations à prévoir pour les cinq campings de la Dune du Pilat menacés par l'avancée dunaire, ainsi que pour la RD 218. Le rapport de présentation du PLU révisé n'a pas intégré ces éléments.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

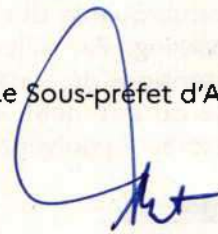
Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Le règlement NLC du PLU prévoit d'autoriser des extensions de construction existantes à hauteur de 30 % de l'emprise au sol. Cette disposition est contraire à la réglementation applicable en espace remarquable, où les extensions bâtementaires sont soumises à des conditions strictes. La commune devra par conséquent revoir le zonage NLC du règlement.

Compte tenu des observations formulées ci-dessus et des clarifications attendues par l'État, développées dans l'annexe technique ci-jointe à laquelle je vous demande de porter attention pour la poursuite de la procédure, j'émet en l'état un avis réservé sur le projet de révision générale du PLU.

Je reste, avec la DDTM, à votre écoute pour vous apporter l'aide et le conseil qui vous seraient nécessaires pour apporter les corrections demandées.

Le Sous-préfet d'Arcachon



Jean-Louis AMAT

Chaîne d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 85 3C 3C 5E A8 A7
Publié le : 19/12/2025
Par : DAVET Patrick
Document certifié conforme à l'original
<http://publiact.fr/documentPublic/844435>

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Commune de La Teste de Buch

Projet de révision du **PLAN LOCAL D'URBANISME** de **La Teste-de-Buch**

Arrêté par délibération du Conseil Municipal du 10/04/2025

AVIS DE L'ÉTAT

23 juillet 2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

SOMMAIRE

1. Contexte.....	4
2. Cohérence et justification du projet de territoire.....	4
2.1. Croissance démographique.....	4
2.2. Objectifs et besoins en logements.....	5
2.2.1. Objectifs de production de logements.....	5
2.2.2. Production de logements sociaux et article 55 de la Loi SRU.....	6
2.2.3. La densification des zones urbaines existantes.....	7
2.2.4. La consommation des espaces NAF.....	7
2.2.5. Les OAP destinés à l'habitat.....	8
2.3. Activités économiques, équipements et services.....	13
2.3.1. Localisation et consommation d'espace des activités économiques et commerciales.....	13
2.3.2. L'OAP « Économie ».....	15
2.4. Mobilités.....	16
3. Environnement et cadre de vie.....	17
3.1. Protection de l'environnement et mise en œuvre de la démarche ERC.....	17
3.1.1. Mise en œuvre de la démarche ERC.....	17
3.1.2. L'intégration des protections environnementales dans le règlement.....	18
3.2. Protection du patrimoine paysager et architectural.....	19
3.2.1. La prise en compte des paysages et des objectifs de qualité paysagère dans le PLU.....	19
3.2.2. La protection du patrimoine architectural.....	21
3.2.3. Le cas du quartier du Pyla, élément patrimonial unique.....	21
3.3. Application de la Loi Littoral.....	22
3.3.1. Espaces constitutifs du littoral.....	22
3.3.2. Les espaces naturels du territoire au titre de la Loi littoral.....	23
3.3.3. Définition des espaces urbanisés.....	26
3.3.4. Principe de continuité avec l'urbanisation construction d'annexes et extension de constructions existantes en secteur diffus.....	27
4. Salubrité publique.....	28
4.1. Gestion des eaux pluviales.....	28
4.2. Assainissement.....	29
4.2.1. Assainissement collectif.....	29
4.2.2. Assainissement non collectif.....	30
4.3. Gestion de l'Adduction d'Eau Potable (AEP).....	30
4.4. Gestion des déchets.....	31
4.5. Installations classées, sites et sols pollués.....	31
4.6. Nuisances sonores.....	32
5. Prise en compte des risques naturels.....	34
5.1. Risques inondation.....	34
5.2. Mouvements de terrain.....	34

Accusé de réception du document : 96 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A7

033-213305295-20251218 DE 2025-12-5179-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

5.3 Feux de forêt.....	34
5.3.1. Intégration du risque feu de forêt dans le PLU.....	34
5.3.2. Reconstruction des cabanes de résiniers dans la forêt usagère.....	35
6. Observations sur le contenu du dossier.....	36
6.1. Servitudes d'utilité publiques.....	36
6.2. Numérisation du PLU au standard CNIG.....	36
7. Annexe.....	37

1. Contexte

La commune de La Teste de Buch (LTDB) est située au sud-ouest du département de la Gironde, au sud du Bassin d'Arcachon. Elle est bordée à l'Ouest par l'Océan Atlantique, au Nord par le Bassin d'Arcachon, et au Sud par le Lac de Cazaux.

La commune de LTDB connaît une croissance démographique notable (25 990 habitants en 2014, 26 269 en 2020) ainsi qu'une pression foncière forte. Ces dynamiques sont liées à l'attractivité de la commune et à l'importance de son secteur touristique, qui amène par ailleurs une population saisonnière conséquente.

Le territoire est traversé par de nombreux enjeux : prégnance des risques naturels (risque feu de forêt, risque de submersion marine, risque de gonflement des sols, etc.), un patrimoine naturel unique (près de 10 000 d'espaces boisés significatifs, site classé de la Dune du Pilat, nombreux espaces sensibles et espèces protégées), et un patrimoine architectural et urbain emblématique du Bassin d'Arcachon.

La commune de LDTB est dotée d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil Municipal du 6 octobre 2011, modifié à trois reprises depuis son adoption. Le 12 avril 2022, le Conseil municipal de la collectivité a prescrit la révision de son PLU.

Cette révision a pour objectifs (extraits de la délibération de prescription) :

1. Mise en compatibilité du PLU avec le SCOT du Bassin d'Arcachon et du Val de l'Eyre :
2. Mise à jour liée à l'évolution du projet de territoire :
3. Dresser le PLU en PLU patrimonial.

Le PADD a fait l'objet d'un débat du Conseil municipal le 26 septembre 2024 et le 6 février 2025.

2. Cohérence et justification du projet de territoire

2.1. Croissance démographique

En 2021, la commune comptait 26 556 habitants, avec un taux de croissance moyen de 0,3% par an (INSEE 2015-2021). Le rapport de présentation (RP) expose trois scénarios sur lesquels pourrait être basée la stratégie de développement de la commune : une hypothèse basse (0,6%), une hypothèse médiane (0,75%) et une hypothèse haute (0,86%). Le choix s'est finalement porté sur une quatrième hypothèse reposant sur une croissance démographique de 0,8% par an. Cette hypothèse n'est pas détaillée dans le diagnostic.

L'objectif démographique inscrit dans le Projet d'Aménagement Stratégique du SCOT approuvé est décliné à l'échelle de chaque intercommunalité en tenant compte du profil et des capacités de chacune d'elle. Pour la COBAS, le DOO prévoit une croissance démographique en deux étapes :

- une 1ère phase à 2030, avec une croissance annuelle moyenne à 0,8 %,
- une 2ème phase à 2040, avec une croissance annuelle moyenne à 0,7%.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

2.2. Objectifs et besoins en logements

2.2.1. Objectifs de production de logements

Le PLU prévoit la réalisation de 2460 nouveaux logements d'ici 2037, soit 205 logements par an. Le PLH de la COBAS affiche, pour la commune de LTDB, un objectif de production de 1230 résidences principales sur 6 ans, soit 205 logements par an. Le PLU affiche des objectifs de production conformes aux objectifs du PLH exécutoire.

Le rapport de présentation développe l'étude du point mort, qui permet de mettre en évidence le nombre de logements nécessaires au maintien de la population. Ainsi, il est précisé qu'environ 2391 logements seront nécessaires pour répondre aux besoins de la population déjà présente sur La Teste de Buch sur les 10 prochaines années. Le PLU prend bien en considération les besoins en logement des populations présentes sur son territoire. Toutefois, cette estimation s'avère supérieure à l'objectif de production de 2050 logements sur 10 ans présenté dans le PLU.

Cette incohérence peut être due :

- soit à une erreur de calcul du point mort : Il est par exemple à noter que la composante liée au desserrement des ménages semble surestimée (1958 logements affichés contre 663 logements calculés par la Direction départementale des territoires et de la mer) ;
- soit à une erreur d'estimation du besoin en logements : après application d'un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de 0,8 % et d'une taille de ménages de 1,6 (hypothèse prise dans le diagnostic), 1425 logements seraient nécessaires sur les 10 prochaines années pour loger les 2280 habitants supplémentaires. En ajoutant les besoins liés aux populations présentes (point mort de 2391 logements), un total de 3816 logements seraient nécessaires pour répondre aux besoins exogènes et endogènes sur la commune pour les 10 prochaines années.

L'explication du projet du PLU (p. 251) détaille le potentiel mobilisable en densification de l'enveloppe urbaine existante et en extension. Sont concernées les unités foncières densifiables, les unités foncières libres, les OAP et les zones à urbaniser :

NOMBRE DE NOUVEAUX LOGEMENTS				
Type d'espaces libres	U	1AU	2AU	Total
Unité Foncière libre habitat	604			604
Unité Foncière densifiable habitat	720			720
OAP	415	750	566	1731
Total général	1739	750	566	3055

Un potentiel de 3055 logements a ainsi été calculé dont 1739 en zone urbaine (soit 57 % de la production nouvelle).

Le potentiel de production identifié en zone U et 1AU (2489 logements) permettra la réalisation de l'objectif de construction de 2460 nouveaux logements sur 12 ans choisis par le PLU.

Il est à noter que l'objectif de remise sur le marché de 132 logements vacants (objectif de 11 logements vacants/an) n'a pas été comptabilisé dans le tableau ci-dessus.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-5178-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

De même, le rapport de présentation (explication du projet p 190) cite les projets en cours de réalisation dont le permis de construire a été accordé depuis le diagnostic établi par le PLH. Toutefois, seule la réalisation de 751 logements sociaux apparaît, et non la production globale de logements. **Cette information mériterait d'être reprise dans les perspectives de création de logements.**

Par ailleurs, plusieurs imprécisions et incohérences ont été relevées sur différents documents, rendant difficile la compréhension du projet de la collectivité :

- dans le document d'OAP, 11 secteurs sont présentés en zones U et 1AU, et aucun en 2AU (contrairement à ce qui apparaît dans le tableau ci-dessus). Si le total du potentiel de logements en zone 1AU correspond bien aux données du tableau ci-dessus, le potentiel en zone U diffère (313 logements contre 415 logements).
- dans l'étude de densification (p. 60) et le RNT (p. 31), un diagramme présente de nouveaux chiffres : 893 logements dans les secteurs d'OAP en zones U et 1AU (contre 1165 dans le tableau affiché ci-dessus ou 1063 logements dans le document d'OAP) et 704 logements en zone 2AU (contre 534 en p 59 de l'étude de densification ou 566 logements dans le rapport de présentation).

2.2.2. Production de logements sociaux et article 55 de la Loi SRU

Au 1er janvier 2024, la commune dispose d'un parc de logements locatifs sociaux de 2194 logements, soit un taux de 15,11 % (source : inventaire réalisé par la DDTM). Le nombre de logements locatifs sociaux (LLS) manquants pour atteindre le taux de 25 % requis par l'article 55 de la Loi SRU s'élève à 1437 logements.

Le projet de PLU, conformément aux objectifs présentés dans le PLH, prévoit la production de 1560 logements dans les 12 prochaines années, soit 130 logements locatifs sociaux par an. Cela représente 63 % de son objectif de production globale de nouveaux logements (205 logements/an). Il est à noter qu'une incohérence a été observée dans l'étude de densification (p. 60), qui indique un objectif de production de 112 LLS par an (au lieu de 130 LLS/an).

Les objectifs inscrits au PLU, identiques à ceux fixés dans le PLH, permettront bien de répondre aux objectifs SRU pour les périodes triennales 2023-2025, 2026-2028 et 2029-2031 (sous réserve du renouvellement d'un CMS abaissant pour la période triennale 2026-2028). Toutefois, en fonction de la réalisation effective de ces CMS, la commune pourra être amenée à revoir les objectifs triennaux pour respecter la loi SRU.

Le PLU impose, à travers les servitudes de mixité sociale inscrites dans le règlement écrit, un minimum de 35 % de logements locatifs sociaux dans les opérations de plus de 4 logements situées dans les zones UA, UB, UC, Up, UF et Usdu. **Le PLU aurait pu détailler le potentiel de développement du parc social à travers la mise en œuvre de ces servitudes.**

Il existe un réel besoin de diversifier le parc de logements, notamment en taille, afin de s'adapter aux besoins des personnes âgées et des jeunes présents sur la commune, mais aussi pour répondre aux besoins des ménages en décohabitation. Le rapport de présentation met en évidence la forte représentation de logements de grande taille sur la commune et le manque de petits logements. En effet, 57 % des logements sont des T4 et plus, pour seulement 16,3 % de T1 et T2 (INSEE 2021). Le diagnostic (p. 22) précise que la diversification de l'offre est en cours (avec une augmentation des logements collectifs et de petite taille).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305235-20231248 DEL 2023-12-31 16h05

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Bien que le PADD incite à poursuivre cette diversification de l'offre afin de permettre la fluidification des parcours résidentiels, le PLU ne met pas d'actions ou d'outils en place pour favoriser la production d'une offre diversifiée, en particulier en termes de taille.

De même, le logement des personnes âgées ne peut pas être uniquement traité par les maisons de retraites présentes sur la commune. Le maintien à domicile des personnes âgées doit être envisagé par le PLU. Pour cela, les dispositifs de l'Anah, mentionnés dans le diagnostic (p. 27) peuvent apporter une aide pour l'adaptation des logements face à la perte d'autonomie (vieillesse ou handicap) dans le cadre de l'OPAH en cours.

2.2.3. La densification des zones urbaines existantes

Dans le cadre de l'élaboration du PLU, une étude de densification a été menée, dont les conclusions sont présentées dans le rapport de présentation. Une analyse des capacités foncières au sein de l'enveloppe urbaine et du potentiel de logements constructibles a été réalisée.

L'étude de densification affiche ainsi un potentiel brut total de 3886 logements pouvant être construits dans les espaces libres des zones urbanisées de la commune, dont 3362 logements en agglomération. Finalement, l'étude de densification affiche un objectif net de 1324 logements correspondant aux unités foncières libres et aux unités foncières densifiables. **Le PLU aurait pu utilement détailler la méthodologie ayant permis de passer d'un potentiel de 3386 à 1324 logements.**

2.2.4. La consommation des espaces NAF

Toutes vocations confondues et tous types d'espaces confondus, 129,76 hectares ont été consommés à La Teste-de-Buch sur la dernière décennie.

Sur ces 129,76 hectares consommés :

- Les espaces NAF (Naturel, Agricole ou Forestiers) représentent 67,2 ha des espaces consommés ces dernières années, soit 51,8 % ;
- Cela est principalement dû aux activités économiques et de tourisme (29,4 ha soit 44 % des espaces NAF consommés) ;
- L'habitat a artificialisé 20 ha d'espaces NAF ;
- Le bilan de la consommation passée des espaces NAF est de 69,9 ha consommés entre 2013 et 2022.

Le projet prévoit la consommation de 36,85 ha dédiés à l'habitat pour la période 2025-2037. Cet objectif représente une diminution nette de la consommation ENAF comparé à la décennie précédente. Toutefois, le PADD ne mentionne pas d'objectifs chiffrés de consommation ENAF pour les projets économiques et les infrastructures et équipements tel quel prévu par le SCOT. En effet, le SCOT décline trois types d'enveloppe maximale de consommation ENAF en extension à l'échelle du Bassin d'Arcachon Sud : 91ha dédiés à l'habitat, 21ha pour la réalisation des équipements et infrastructures nécessaires à la population, et 59ha pour les activités économiques. Ces deux derniers types d'enveloppes ne sont pas mentionnés dans le PADD, ce qui ne permet pas d'avoir une visibilité complète sur les objectifs de consommation ENAF de la commune.

Afin d'assurer la comptabilité avec le SCOT et d'être en conformité avec l'obligation de présenter dans le PADD les objectifs chiffrés sur la consommation ENAF prévues à l'article L151-5 du Code de l'urbanisme, l'État demande à la commune de reprendre la déclinaison opérée par le SCOT, y compris dans le cas d'un objectif de zéro ha.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213301295-20251218-DL-2025-12-31-PA-DD

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

2.2.5. Les OAP destinés à l'habitat

Les OAP de La Teste-de-Buch traduisent une volonté d'encadrer le développement urbain tout en répondant aux objectifs de mixité sociale. Toutefois, la plupart des OAP restent générales dans leur formulation, notamment concernant le traitement des reculs paysagers, souvent limités aux lisières économiques et formulés de manière facultative. Leur mise en œuvre gagnerait à être davantage qualitative (plantations, haies, arbustes, prairies fleuries) et encadrée par un plan de composition. Par ailleurs, malgré l'importance du patrimoine paysager communal et les enjeux relevés dans l'État Initial de l'Environnement (EIE) (entrées de ville, coupures d'urbanisation, habiter sous la forêt, vues), aucune OAP n'est spécifiquement dédiée à la valorisation du paysage, ce qui constitue un manque dans la stratégie d'aménagement.

Si le PADD précise que les formes urbaines seront adaptées pour répondre aux objectifs de densité du SCOT, le PLU n'indique pas un objectif de densité moyenne qui sera appliquée dans les projets. La densité nette ne peut que difficilement être appréhendée sur les secteurs d'OAP étant donné que seule la surface brute est communiquée. De manière générale, la densité brute calculée sur les secteurs d'OAP va de 8,6 logements/ha à 109 logements/ha, avec une moyenne de 26 logements/ha. À titre indicatif, le SCOT du SYBARVAL fixe une densité moyenne de 50 logements/ha à développer sur la commune. **Le PLU devra démontrer sa compatibilité avec le SCOT du SYBARVAL en matière de densité moyenne des surfaces en extension destinées à l'habitat.**

L'urbanisation des OAP est soumise au principe de continuité au titre de la Loi littoral. Nonobstant les autres observations sur chaque OAP, la réalisation des OAP sur Cazaux devra par conséquent intervenir par ordre de complétion suivant : n°8, n°11 et n°12. Le règlement devra également intégrer ce principe de continuité, notamment le zonage 1Auk qui prévoit la possibilité de réaliser des constructions en discontinuité en contradiction avec la Loi littoral.

OAP n°1 – Les prés sales Ouest

L'OAP des Prés Salés Ouest, située dans l'entité du bourg, concerne un site déjà partiellement urbanisé entre la RD 650 et la voie ferrée, en façade littorale. Le projet prévoit 65 à 85 logements (50 % sociaux), un musée, de l'hôtellerie, des activités économiques et de loisirs. L'objectif est de restructurer un quartier urbain autour de formes denses (R+2), favorisant les mobilités douces et intégrant les enjeux de biodiversité, de gestion des eaux et d'assainissement.

Cependant, le schéma d'orientation manque de lisibilité à grande échelle et ne précise pas suffisamment les principes paysagers, notamment la valorisation de la façade maritime, le traitement des lisières et l'implantation des essences végétales. Ces éléments sont essentiels pour garantir une intégration paysagère de qualité. Les cheminements doux doivent respecter les recommandations du CEREMA (largeur minimale de 3 mètres, revêtement pérenne et/ou suffisamment entretenu et facilité d'accès notamment aux Personnes à Mobilités Réduites)

L'OAP étant en contact avec le massif forestier sur son versant nord, celle-ci devra intégrer la bande de sécurisation d'une largeur de 50 m non-bâtie prévue par le SCOT, afin de permettre de limiter le contact entre le massif boisé et le projet. Ces dispositions devront être traduites dans le règlement du PLU.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



OAP n°2 – L'enclos du cap Lande

L'OAP « Enclos du Cap Lande » prévoit 58 logements (50 % sociaux) sur un îlot boisé de 14 ha situé dans un quartier pavillonnaire en cœur de ville. Le projet propose une densification mesurée (villas collectives, pavillons groupés), des stationnements en grappes, des revêtements perméables et une gestion des eaux pluviales par infiltration. Il vise la préservation de la trame végétale, en particulier en lisière du site, et favorise les circulations douces.

Le schéma d'orientation est équilibré, mais la qualité environnementale reste limitée : seuls 18 arbres sont identifiés comme conservés, aucun taux minimal d'espace non artificialisé n'est fixé, et aucun diagnostic phytosanitaire n'est imposé à l'opérateur. Enfin, l'intégration paysagère souffre du manque de traitement des limites et de l'absence de coupes ou de schémas explicites.

OAP n°3 – Bordes Est

L'OAP de « Bordes Est » concerne un site de 1,2 ha au nord de l'agglomération, dans un tissu pavillonnaire à proximité du Bassin d'Arcachon. Elle prévoit environ 50 logements (50 % sociaux), dans une logique de densification maîtrisée, avec de l'habitat individuel en périphérie et un petit collectif en cœur d'îlot.

L'aménagement intègre la préservation d'un îlot boisé central, un maillage viaire nord-sud, des cheminements doux et des revêtements perméables, avec une gestion des eaux par infiltration. Le projet prend en compte les enjeux environnementaux liés à la proximité des Prés Salés et au Plan de Prévention du Risque de Submersion Marine (PPRSM). Toutefois, le schéma d'orientation manque de précision, notamment pour encadrer la forme urbaine et les transitions paysagères.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-5178-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

OAP n°4 – Lède de la Seuve

L'OAP « Lède de la Seuve » prévoit 60 logements (dont 75% sociaux) sur un site de 2,3 ha en limite sud de l'agglomération, à proximité du cimetière. L'aménagement s'appuie sur le relief pour organiser deux secteurs (individuel à l'ouest, petits collectifs à l'est), en préservant les alignements arborés et les continuités écologiques. Le projet prend en compte la gestion des eaux pluviales, les espèces locales et les risques naturels.

Cependant, les principes d'aménagement paysager restent très généraux, similaires à ceux utilisés dans d'autres OAP, sans adaptation claire au site. Le schéma d'orientation manque de précision et n'intègre ni coupe, ni traitement explicite des limites ou de l'insertion dans le relief.

L'OAP est en contact avec le massif forestier sur un linéaire d'environ 16m sur son versant sud-ouest. Cette partie devra intégrer la bande sécurisation d'une largeur de 50 m non-bâtie prévue par le SCOT, afin de permettre de limiter le contact entre massif boisé et le projet. Ces dispositions devront également être traduites dans le règlement du PLU.



OAP n°5 – Le Baou Les Maraîchers

L'OAP « Le Baou – Les Maraîchers » prévoit 250 logements (60% sociaux) sur 11ha en entrée de ville, avec un programme mixte (logements, commerces, hôtellerie, activités tertiaires, pôle multimodal). Le projet vise une requalification urbaine avec un traitement paysager structuré le long de la RN 250 et une transition vers le tissu pavillonnaire.

Toutefois, le schéma reste général : pas de coupe, principes paysagers peu adaptés, absence de traitement clair du boulevard du Pyla. La qualité des abords (parking public, carrefour rue du Baou/rue Victor Hugo) n'est pas intégrée, malgré l'enjeu identifié dans le diagnostic.

OAP n°6 – Secary

L'OAP « Sécarry » prévoit 150 logements (60% sociaux) sur 4,3ha entre quartier pavillonnaire et zone d'activités, avec un habitat mixte et un maillage viaire structurant. Le projet prend en compte les eaux pluviales, la remontée de nappe et prévoit de préserver certains arbres.

Les principes paysagers sont génériques (reproduits d'autres OAP), sans adaptation au contexte boisé. Le schéma d'orientation manque de lisibilité, de coupe et de traitement des limites, illustrant une tendance à la banalisation des formes urbaines déjà évoquée dans la Charte paysagère de 2011.

OAP n°7 – La Humeyre

L'OAP 7 « La Humeyre » prévoit 120 logements (50% sociaux) et des commerces en rez-de-chaussée sur un site stratégique de 1,1ha en façade portuaire, proche du centre-ville. Le projet vise une recomposition urbaine mixte et attractive, avec valorisation du front portuaire, création d'espaces publics qualitatifs, liaisons vers la gare et respect du patrimoine bâti existant. Il prévoit une densification en R+2, une gestion des eaux pluviales adaptée et des cheminements doux vers les axes majeurs.

Le schéma d'orientation reste toutefois général : il manque de coupes, de précisions sur les formes urbaines et les transitions, et n'encadre pas clairement l'articulation entre espaces publics et privés. La réussite du projet dépendra du respect rigoureux des prescriptions environnementales et patrimoniales.

OAP n°8 – Cap de Mount

L'OAP 8 « Cap de Mount » prévoit 150 logements (60% sociaux) sur 5,7ha, à l'entrée nord de Cazaux, entre zone commerciale et forêt Natura 2000. Elle propose un habitat mixte, des cheminements doux, ainsi qu'une bande de 50m de recul incendie (non définie dans son usage) et un recul paysager sur la RD 112.

Le schéma reste général, sans coupe ni précision sur les transitions urbaines et paysagères. L'entrée de ville, pourtant stratégique, est insuffisamment mise en valeur au regard des enjeux identifiés dans le diagnostic.

L'OAP étant en contact avec le massif forestier sur son versant ouest, celle-ci devra prévoir la bande sécurisation d'une largeur de 50 m non-bâtie prévue par le SCOT, afin de permettre de limiter le contact entre massif boisé et le projet. Afin de remplir cette obligation et considérant l'existence d'une craste et d'une SUP déboisée à l'ouest, la commune a la possibilité de réduire le couvert forestier à 10 % sur la partie située entre la ripisylve et le bâti afin d'assurer une gestion efficiente du risque feu de forêt.

OAP n°9 – Jaumar pins de Cazaux

L'OAP « Jaumar Pins de Cazaux » prévoit 40 logements (50% sociaux) sur un site boisé en bordure de quartier pavillonnaire, à proximité du massif forestier. Le projet combine habitat pavillonnaire groupé et petits collectifs (R+1), en intégrant la gestion des eaux pluviales et la préservation des zones humides.

Une bande de recul incendie est prévue, mais sans précision sur sa largeur ni ses usages. Le schéma d'orientation, bien que cohérent, reste général, sans coupe ni détail sur l'intégration paysagère. Le projet nécessite un cadrage plus précis pour assurer une transition maîtrisée entre espaces bâtis et milieux naturels. L'OAP pourrait davantage

Accusé de réception par le préfet : 19/12/2025

033-213301100-2025-18-REL0005-13-037-DE

Accusé de réception

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

assurer la continuité et la sécurité des liaisons douces vers les équipements (commerces, pistes existantes).

L'OAP étant en contact avec le massif forestier sur son versant sud, celle-ci devra intégrer la bande de sécurisation d'une largeur de 50 m non-bâtie prévue par le SCOT, afin de permettre de limiter le contact entre massif boisé et le projet. Ces dispositions devront également être traduites dans le règlement du PLU.

OAP n°10 – Cazaux Ouest/canal

L'OAP « Cazaux Ouest / Canal » prévoit 50 logements (50% sociaux) sur un site stratégique de 5,7ha, avec des activités tertiaires et un maillage viaire favorisant les cheminements doux. Le projet vise une bonne articulation avec le canal et les quartiers voisins. Il chevauche en partie une zone de préemption au titre des espaces naturels sensibles.

Le schéma d'orientation est pertinent mais reste trop général, sans précisions sur les formes urbaines ni traitement des transitions paysagères. Aucune coupe n'est fournie pour illustrer l'intégration du projet dans son environnement. La cohérence globale est là, mais la réussite dépendra de la mise en œuvre rigoureuse des prescriptions techniques.

OAP n°11 – Cazaux Nord 1

L'OAP « Cazaux Nord 1 » prévoit 50 logements (50% sociaux) sur 6,2ha à l'interface entre tissu pavillonnaire et espaces naturels, avec un habitat mixte en R+2. Elle comprend un maillage viaire structurant et des cheminements doux. Une bande de recul incendie est prévue en lisière forestière, mais sans précision sur sa largeur ni ses usages, en contradiction avec le SCOT.

Le schéma reste trop général, sans coupe ni détails sur les transitions paysagères ou formes urbaines. L'urbanisation est conditionnée à la réalisation préalable de l'OAP 8, conformément à la loi Littoral.



L'OAP représente enfin une augmentation du linéaire et de l'interface avec la forêt en contradiction avec la prescription 64 du SCOT. Elle devra également intégrer la bande de sécurisation d'une largeur de 50 m non-bâtie prévue par le SCOT, afin de permettre de limiter le contact entre massif boisé et le projet. Ces dispositions devront être traduites dans le règlement du PLU.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305200-2025-10-10-2025-12-01-78-00

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

OAP n°12 – Cazaux Nord 2

L'OAP « Cazaux Nord 2 » prévoit un camping d'une capacité d'accueil d'environ 600 personnes sur une superficie de 4ha. Elle représente une augmentation du linéaire et de l'interface avec la forêt en contradiction avec la prescription 64 du SCOT. Elle devra également intégrer la bande de sécurisation d'une largeur de 50 m non-bâtie prévue par le SCOT, afin de permettre de limiter le contact entre massif boisé et le projet. Ces dispositions devront être traduites dans le règlement du PLU.



2.3. Activités économiques, équipements et services

2.3.1. Localisation et consommation d'espace des activités économiques et commerciales

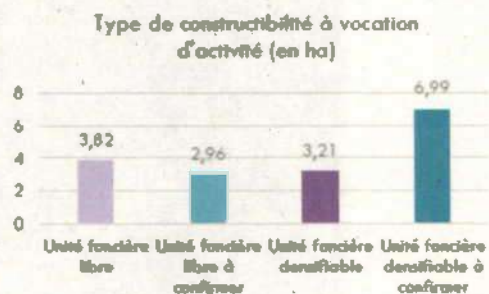
Le PADD comprend comme objectif de « Se réapproprier le secteur de la façade maritime, en développant un parcours marchand et un parc actif et naturel, avec la mise en place d'une OAP. Il est envisagé notamment le développement d'activités économiques (commerces, restauration, artisanat...) sur une partie de la façade maritime, où actuellement des bâtiments existants sont en état dégradé voire en friche. »

L'étude de densification identifie 16,98 hectares d'espaces libre à vocation d'activités économiques.

Une analyse de la consommation d'espace des dix dernières années a été réalisée au sein du RP page 22. Toutes vocations confondues et tous types d'espaces confondus, 129,76 hectares ont été consommés à La Teste-de-Buch. 42,56 ha à vocation d'activité économique / tourisme ont été consommés à LTDB.



	En agglomération	Mors agglomération	Total
Unité foncière libre	2,24	1,58	3,82
Unité foncière libre à confirmer		2,96	2,96
Unité foncière densifiable	3,21		3,21
Unité foncière densifiable à confirmer	3,44	3,55	6,99
Total	8,89	8,09	16,98

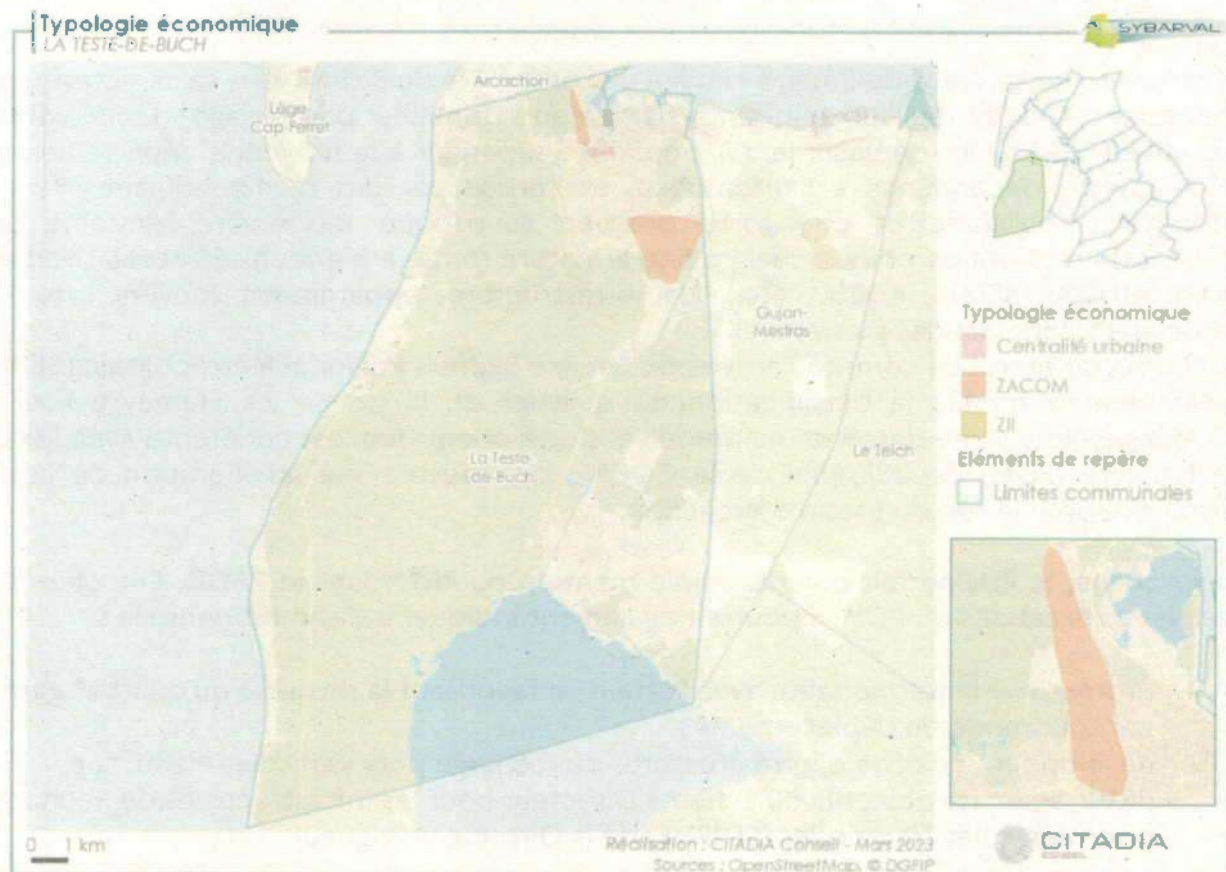


Parmi ces espaces libres, 4,54 hectares se trouvent en espaces Naturels Agricoles et Forestiers (NAF). 2,96 hectares sont considérés non libres car des projets sont déjà existants sur ces terrains, au moment de la rédaction du diagnostic.

Les ZACOM concernent les pôles commerciaux qui concentrent l'offre commerciale la plus importante, la plus lourde et la plus diversifiée du territoire. Si ces pôles ne peuvent pas être apparentés à des centralités, de par leur caractère monofonctionnel, ils demeurent attractifs et répondent aux besoins des populations, allant de l'échelle de la quotidienneté jusqu'aux fréquentations occasionnelles.

La commune dispose de deux zones commerciales majeures situées le long de la RN 250 et identifiées dans le SCOT du Bassin d'Arcachon Val de l'Eyre : - le secteur de Cap Océan ; - le secteur de Caillivole EIC (Espace Industriel et Commercial), conforté par le Pôle de Santé (intégré au Parc d'Activités du Pays de Buch).

La prescription 200 du SCOT définit les centralités urbaines et les secteurs d'implantation périphériques (ZACOM et ZII) comme localisations préférentielles pour les commerces. Toutefois, plusieurs zonages du règlement du PLU, notamment les zones 1Aub et Uc, autorisent les commerces en dehors de ces zones.



Extrait DOO du SCoT Sybarval p50

2.3.2. L'OAP « Économie »

L'OAP thématique « Économie » définit une stratégie de valorisation des zones d'activités sur l'ensemble du territoire communal, visant l'intensification des fonctions économiques, l'optimisation foncière et une meilleure intégration architecturale et paysagère. Elle intègre les enjeux de transition écologique et de gestion des flux.

Cependant, le document reste très général, sans zooms ni coupes permettant de concrétiser les orientations. Les modalités d'articulation entre les zones et les échelles d'intervention ne sont pas précisées, ce qui affaiblit son encadrement opérationnel. L'OAP reste cohérente sur le fond, mais nécessite un cadrage plus rigoureux pour être réellement efficace. Enfin, elle pourrait intégrer davantage les problématiques de mobilité douce, d'accessibilité universelle, de stationnement et des infrastructures de recharge de véhicules électriques.

2.4. Mobilités

Le territoire de La Teste-de-Buch, à l'image de l'ensemble du SYBARVAL, se caractérise par une forte mobilité de ses habitants, largement dominée par l'usage de la voiture individuelle (72 % des déplacements), un chiffre supérieur à la moyenne départementale (70 %). Cette dépendance à l'automobile, exacerbée par des flux pendulaires vers la métropole bordelaise et une forte pression touristique saisonnière, entraîne une congestion routière chronique, malgré une armature routière hiérarchisée et relativement dense (RN250, RD218, RD650, etc.). Les infrastructures apparaissent souvent saturées, particulièrement lors des pics estivaux.

Le PLU révisé prend en compte l'arrivée du Service Express Régional Métropolitain (SERM), notamment à travers la densification du quartier de la gare « La Humeyre » et le développement d'une desserte multimodale. Cette orientation est cohérente avec le Plan de Mobilité (PDM) du 26/04/24 de la COBAS, qui prévoit une amélioration de l'offre ferroviaire pour le sud du Bassin d'Arcachon.

En revanche, le PLU ne fait qu'une simple mention du PDM dans le PADD. En cohérence avec les orientations du PDM, il pourrait également indiquer qu'il ambitionne de :

- promouvoir l'intermodalité avec le train en favorisant la desserte du quartier gare par tout mode de déplacements ;
- développer une offre d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE) selon les objectifs du Schéma Directeur pour les Infrastructures de Recharge pour Véhicules Électriques (SDIRVE) de la Gironde en vigueur.

Des OAP thématiques consacrées à la mobilité auraient également permis d'assurer une meilleure lisibilité de ces objectifs, en renforçant la cohérence entre ambitions et planifications avec le PDM de la COBAS.

Le réseau de transports en commun, bien que présent et renforcé en période estivale, reste inégalement réparti : les périphéries (Cazaux, Pyla) sont moins bien desservies que le centre-ville. Ce déséquilibre, couplé à des cadences faibles et une accessibilité encore déficiente, limite leur attractivité, en particulier pour une population vieillissante croissante.

La mobilité partagée et la transition énergétique représentent également des leviers importants. Le développement de parkings relais et d'aires de covoiturage, ainsi que le déploiement d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE), en cohérence avec le schéma directeur du Syndicat Départemental Énergies et Environnement de la Gironde (SDEEG), validé en mars 2023 (action 16 du PDM), devraient être intégrés aux documents de planification. Il conviendrait également de prévoir des emplacements pour ces équipements dans les zones économiques et dans les futures zones d'aménagement, comme le recommande l'action 21 du PDM.

La création de parkings relais et de covoiturage mériterait une prise en compte plus précise (actions 5 et 17), ainsi qu'une desserte en transport collectif plus pertinente et intégrée au sein des futures zones d'aménagement (action 4). Il en va de même avec la mise en place d'emplacements réservés pour les Personnes à Mobilités Réduites et l'accessibilité des voiries et des espaces publics, conformément aux actions 12 et 13 du PDM.

Par ailleurs, la politique de mobilités douces impulsée par la COBAS, illustrée par le développement du maillage cyclable et la valorisation d'itinéraires structurants comme la Vélodyssée, reste souvent cantonnée à une logique touristique. Une planification plus volontariste favoriserait leur usage dans les déplacements quotidiens (travail, école,

services). L'article L228-2 du Code de l'environnement rappelle d'ailleurs l'obligation de prendre en compte les itinéraires cyclables lors des rénovations ou créations de voiries, notamment en intra-zones.

Enfin, bien que le stationnement soit aujourd'hui bien dimensionné (plus de 1000 places gratuites dans l'hypercentre), cette offre pourrait, à moyen terme, accentuer la pression foncière et l'artificialisation, en contradiction avec les objectifs de réduction des émissions de Gaz à Effets de Serres (GES) et de limitation de l'extension urbaine (loi ZAN, 2021). La logique de mutualisation engagée par la commune avec l'arrivée du SERM (aires de covoiturage, intermodalité, gare) apparaît donc indispensable et devrait être renforcée.

En conclusion, l'accueil de nouvelles populations à La Teste-de-Buch s'inscrit dans une dynamique de développement soutenu, mais nécessite une articulation plus fine entre urbanisation, équipements publics et dessertes en transports collectifs. Les outils actuels (restructuration d'échangeurs, transport à la demande, OAP) témoignent d'une volonté de maîtrise et gagneraient à s'inscrire dans une stratégie globale et coordonnée pour répondre aux défis de durabilité, d'accessibilité et de transition écologique.

3. Environnement et cadre de vie

3.1. Protection de l'environnement et mise en œuvre de la démarche ERC

La commune possède un patrimoine naturel très riche. De nombreuses zones protégées et espaces classés couvrent la majorité du territoire, terrestre comme maritime : 5 sites Natura 2000, des ZNIEFF de type I et de type II, une ZICO, 6 sites classés Espaces Naturels Sensibles, une Réserve Naturelle Nationale, un Parc naturel Marin et des sites du conservatoire du littoral.

3.1.1. Mise en œuvre de la démarche ERC

L'article R 104-18 du Code de l'urbanisme précise que : « Les documents d'urbanisme mentionnés à la section 1 qui ne comportent pas de rapport de présentation en application d'autres dispositions sont accompagnés d'un rapport environnemental comprenant : 5° La présentation des mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du document sur l'environnement ».

Au sein du tome État initial de l'environnement (page 135) du Rapport de Présentation, une présentation de la démarche ERC (Éviter, Réduire, Compenser) est réalisée. La méthodologie des investigations naturalistes, réalisées en mars 2024, est clairement exposée. Sur les 18 sites envisagés, cinq n'ont pas fait l'objet d'une investigation naturaliste (faune, flore, zone humide) en raison de difficultés d'accès car il s'agissait de propriétés privées clôturées (sites 6, 7, 9, 15, 16). Ces cinq sites correspondent à des dents creuses en milieu urbain.

Le résultat des investigations sur les 18 sites envisagés présente un certain nombre d'enjeux de biodiversité, en lien avec la Trame Verte et Bleue. Le diagnostic précis de chaque secteur est présenté en annexe du tome Évaluation Environnementale du rapport de présentation.

À la suite de ces investigations écologiques, sur les 18 secteurs envisagés :

- trois secteurs ont été totalement évités et classés en zone naturelle (secteurs 1, 3, 11) ;
- trois secteurs ont vu leur périmètre réduit et ont été classés partiellement en zone à urbaniser et en zone naturelle, agricole ou 2AU fermée à l'urbanisation (secteurs 10, 12, 13) ;
- deux sites ont été intégralement classés en zone à urbaniser (secteurs 2, 4) ;
- dix secteurs ont été classés en zone urbaine car ils se situent déjà au sein du tissu urbain existant (secteurs 5 à 9 et 14 à 18).

3.1.2. L'intégration des protections environnementales dans le règlement

Les zones 1AU et Ux au nord du secteur Cazaux sont situées en partie sur la ZNIEFF de type I associée à la craste de Nezer. En dehors de ces cas, les sites et espaces protégés sont en grande majorité couverts par un zonage de type N, Nr, Np, NEPR, NRfu, NLa et NS pour les sites terrestres, et NM, Nmb et Nmi pour les sites marins. Quelques secteurs font exception : le secteur urbanisé autour du golf correspondant aux zones UD, UG1 et UG2, la zone UMo correspondant aux ports de la Teste et du Rocher, et un secteur de 6,5 ha classé en zone A.

L'analyse de la Trame Verte et Bleue révèle des enjeux particuliers autour des réseaux de cours d'eau, notamment en milieu urbain. Le PADD indique ainsi une volonté de considérer l'eau comme un outil d'aménagement, et de préserver les milieux sensibles liés aux cours d'eau et zones humides.

Le rapport de présentation indique notamment que « Les principaux cours d'eau de la commune et leurs ripisylves sont protégés par un classement en zone NR ou NP et souvent par un EBC » (RP tome 3 p.166). Or, on retrouve par exemple au nord-est de la commune une ZNIEFF de type I associée à la craste de Nezer identifiée en zone N au règlement graphique. Afin de garantir la cohérence entre les pièces du PLU, cette zone devra être requalifiée en Nr ou Np.



ZNIEFF associée à la craste de Nezer (au nord de la RN250)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Chaine d'intégrité du document : 98 E3 D 86 AB FE F6 7C 11 15 85 3C 3E 5E A8 7E
 Publié le : 19/12/2025
 Par : DAVET Patrick
 Document certifié conforme à l'original
 http://publiact.fr/documentPublic/844435

Page 28/439



3.2. Protection du patrimoine paysager et architectural

PLU

Chaque secteur (bourg, Pyla, Cazaux) est ainsi défini par ses caractéristiques urbaines et paysagères propres, par l'impact qu'ils ont sur le territoire (en termes d'urbanisation et d'évolution des paysages et des espaces NAF) mais aussi inversement par l'impact du territoire sur ces secteurs (incendies, préservation de la forêt et des espaces naturels comme les prés salés par exemple).

Accusé de réception Ministère de l'Intérieur

033-213309295-20291218 DEL 2023-23479 DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Les coupures d'urbanisation retenues proviennent principalement de la prise en compte de la Loi Littoral dans le rapport de présentation et dans la partie 3 sur « l'explication du projet et de la déclinaison réglementaire » (p.220 et 221). Il est nécessaire de préciser que les coupures d'urbanisation ne doivent pas s'entendre seulement comme une coupure entre deux secteurs urbanisés, mais aussi lorsque qu'une voirie représente, d'un côté et de l'autre d'une voie, une limite à l'urbanisation.

Les objectifs de qualité paysagère dans un PLU visent à préserver, valoriser et aménager le paysage pour garantir un cadre de vie agréable, durable et respectueux de l'environnement.

Dans le projet, ces objectifs ne sont pas directement cités et listés mais peuvent se retrouver dans :

→ la protection des paysages remarquables. En identifiant et en protégeant les sites naturels, les panoramas, les vues remarquables et les éléments paysagers emblématiques (forêts, cours d'eau, collines, etc.). Dans le projet, cela se retrouve par exemple dans la protection des cabanes forestières, des cabanes sur l'Île aux oiseaux et des cabanes ostréicoles ;

→ par l'intégration harmonieuse des constructions tel le renouvellement urbain dans le bourg (lorsqu'il prend en compte les matériaux, les couleurs, les formes et la densité), la qualité d'intégration urbaine au Pyla, la protection des secteurs et éléments paysagers au titre de l'article L151-19 ;

→ par la préservation de la biodiversité avec le maintien et le renforcement des continuités écologiques (TVB, ZNIEFF..., les espaces verts, les haies, les boisements) afin de préserver la faune et la flore locales., mais aussi les protections au titre de l'article L151-23

→ la qualité des espaces publics et des abords. Améliorer et valoriser les espaces publics (parcs, places, chemins), leurs aménagements et leurs connexions paysagères. Dans le dossier, une attention particulière est portée à la qualité des espaces publics au Pyla, notamment la préservation des allées ;

→ la gestion durable de l'environnement. Sur ce point, se retrouvent les pratiques d'aménagement qui limitent l'impact environnemental, comme la gestion des eaux pluviales, la lutte contre l'érosion, ou la réduction de la pollution visuelle (panneaux publicitaires, éclairage, etc.) ;

→ le maintien des caractères ruraux ou urbains spécifiques. Conserver l'identité paysagère locale, qu'elle soit rurale, périurbaine ou urbaine, en respectant les spécificités culturelles et historiques.

Certains points nécessiteraient cependant d'être développés comme le traitement des entrées de ville ou partagés comme la réduction de la pollution visuelle (éclairage public...). Les éléments pertinents du règlement local de publicité pourraient être spécifiés dans le PLU. Les règles concernant les constructions rendues possibles en zone naturelle gagneraient également à être enrichies pour garantir une insertion paysagère satisfaisante des constructions et aménagements.

3.2.2. La protection du patrimoine architectural

Aux pages 155 et 156 du document d'explication du projet ainsi que dans le règlement écrit (zones NMi, NR et NRfu) relatif aux cabanes ostréicoles et forestières, une vigilance particulière doit être portée à la rédaction concernant les exigences en matière de qualité architecturale et environnementale. En l'état, les formulations apparaissent trop permissives, voire présentent des contradictions avec les cahiers de prescriptions co-construits et appliqués par les services en charge des sites classés.

L'inventaire du patrimoine des cabanes forestières n'a pas été actualisé depuis l'incendie de juillet 2022, qui a entraîné la destruction d'un grand nombre de cabanes de résinier. Il est nécessaire de procéder à un nouveau recensement, plus exhaustif que le précédent. Ce recensement devrait, pour chaque cabane, inclure les informations suivantes : la parcelle cadastrale concernée, la date de construction, les matériaux utilisés, ainsi que des photographies du bâtiment plus grandes et plus précises.

L'inventaire n'a par ailleurs pas vocation à être intégré dans le volet réglementaire du PLU. Il pourra être placé dans le dossier des annexes, à l'instar de la Charte architecturale communale. En effet, le contenu du dossier du règlement écrit est exclusivement réservé aux documents réglementaires.

La Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) élaborée par la commune en 2007, n'ayant pas abouti, il convient d'éviter toute référence à ce document (pages 19 et 124) et ce de manière à éviter toute confusion. Concernant la servitude AC2 correspondant à la protection des sites et monuments naturels, le service gestionnaire est la DREAL.

3.2.3. Le cas du quartier du Pyla, élément patrimonial unique

La commune a érigé en priorité la préservation du patrimoine architectural présent dans le quartier du Pyla. L'État salue cette initiative qui répond aux enjeux du territoire.

Le couvert forestier qui fait l'identité même du quartier du Pyla tend à diminuer par manque d'entretien et de mesures de régénération, du fait de la densification des constructions. Le projet de PLU note ainsi une tendance à l'atténuation des composantes naturelles, avec la banalisation du paysage. De même, le fort développement de l'urbanisation des dernières décennies et la pression foncière ont fait diminuer cette présence arborescente dans les quartiers récents.

Il est fait le constat qu'une certaine identité locale est ainsi abandonnée peu à peu au profit d'ambiances résidentielles plus périurbaines et banales où les relations entre habitat et forêt sont relativement faibles. Il arrive donc de trouver des lotissements avec une forme urbaine fermée et des caractéristiques banalisantes : parcelles en limite du lotissement tournant le dos à la forêt (grillages, clôtures, haies de thuyas...), accès à la forêt peu nombreux ou absents, continuité de cheminements rompue ou menacée. Le constat est donc fait que la « Charte paysagère de Pyla-sur-Mer de 2011 » n'a pu empêcher la banalisation des compositions urbaines.

Cependant, le diagnostic ne localise pas les secteurs ayant été banalisés ce qui ne permet pas la rédaction d'un règlement permettant de respecter les préconisations présentes dans la charte. De même, le projet pourrait élargir la notion d'« Habiter sous la forêt » à d'autres secteurs de la commune (bourg, Cazaux...) suivant les projets envisagés.

Dans les zones de protections paysagères et le quartier Pyla-sur-Mer, l'implantation des

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

constructions doit tenir compte de la végétation existante et du système racinaire des arbres pour garantir leur bon ancrage dans le sol. À cet effet, toute construction ou extension devra être située à une distance minimale de 5 mètres de part et d'autre du tronc, ou en dehors de la zone de projection au sol du houppier.

Le règlement UPAC interdit les équipements sportifs. Toutefois, la justification de ce zonage mentionne à raison l'école de voile, assimilée à un équipement sportif, comme un élément emblématique du secteur. L'État recommande de clarifier cette incohérence et de justifier s'il y a lieu l'interdiction des équipements sportifs sur ce secteur.

Par ailleurs, une zone 2AU est envisagée au nord du quartier de Pyla-sur-Mer. Il s'agit de la seule partie entre Arcachon et la Dune qui n'a pas été entièrement urbanisée, offrant ainsi un espace de respiration et une vue remarquable depuis le littoral sur le coteau boisé. **Afin de préserver la qualité paysagère et les caractéristiques actuelles des lieux, toute zone 2AU est à écarter. Le secteur doit être compris en zone naturelle et le couvert arboré existant doit être protégé (EBC).**

Enfin, la villa Rothschild au Pyla-sur-Mer a été protégée au titre des sites inscrits par arrêté ministériel du 9 juin 1943. Aussi, comme mentionné dans l'atlas des sites de la Gironde, il est essentiel de préserver et renforcer la façade végétale ainsi que l'unité de traitement de la digue en rive du bassin. Cela implique de conserver le couvert végétal existant et de replanter de jeunes pins en remplacement des arbres disparus sous les tennis et les maisons. Le projet de PLU prévoit sur cette emprise un zonage « UP1 » et identifie des « espaces arborés majeurs » à protéger en bordure des voies et de la façade littorale.

Or, pour répondre aux enjeux du secteur et aux préconisations mentionnées dans l'atlas des sites, l'intégralité de l'emprise du site inscrit doit faire l'objet d'une protection renforcée. **Pour cela, il est attendu un zonage de type EBC, ou à minima une identification et protection intégrale du site au titre de l'article L 151-19 du Code de l'urbanisme.**

3.3. Application de la Loi Littoral

La commune est soumise à la loi Littoral, qui régit l'urbanisation des communes littorales en fixant des principes d'aménagement et de protection du littoral. Ces règles sont intégrées dans le Code de l'Urbanisme, notamment aux articles L.121-1 à L.121-30.

Le SCOT, en intégrant les exigences de la Loi Littoral, fixe le cadre de compatibilité auquel devra se conformer le PLU, notamment en matière de paysage, d'urbanisme et de préservation des espaces littoraux.

3.3.1. Espaces constitutifs du littoral

La bande littorale (art. L.121-16 à L.121-19)

Conformément à la loi, aucune construction ou installation n'est permise dans la bande littorale de 100 mètres hormis celles autorisées par le Code de l'Urbanisme. Ce principe d'inconstructibilité s'applique aux constructions et installations nouvelles, mais également aux extensions des constructions et installations existantes ainsi qu'aux changements de destination. La bande littorale est clairement identifiée sur le règlement graphique, et les règles d'autorisation y afférentes sont respectées dans le règlement écrit. **La commune est donc compatible avec les prescriptions du SCOT en vigueur.**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DE2025-12-51-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

sein du règlement graphique au titre de l'article L.121-22-2 du Code de l'Urbanisme.

Les espaces proches du rivage (art. L.121-13 à L.121-15)

Le PLU arrêté de la commune identifie les espaces proches du rivage (EPR) en reprenant directement les dispositions et cartographie du SCOT en vigueur. La délimitation des EPR a été réalisée via une approche géomatique prenant en compte la co-visibilité depuis le rivage, la configuration des lieux, la présence de ruptures visuelles ou fonctionnelles, ainsi que les limites de salure des eaux. Plusieurs zones situées au sein des espaces proches du rivage correspondent à une activité maritime et plus généralement en lien avec le littoral. Ces derniers sont repris au sein du projet de PLU (p.68, tome EIE, du rapport de présentation).

En vertu de l'article L.121-13 du Code de l'Urbanisme, ces secteurs sont soumis au principe d'extension limitée de l'urbanisation. Au sein du règlement écrit et du rapport de présentation, les constructions d'extension sont limitées et justifiées conformément aux dispositions du SCOT et de la législation en vigueur.

Toutefois, ces espaces sont identifiés au sein de plusieurs zonages rendant la lecture et la compréhension complexe tant au sein du règlement écrit que graphique. Ainsi, bien qu'il soit difficile d'identifier les secteurs associés aux EPR, ces derniers peuvent correspondre notamment aux zonages Nepr, NP, NR, NRfu. Le règlement écrit mentionne que ces espaces relèvent de zones naturelles de protection des espaces remarquables identifiés au titre de l'article L.146-6 du Code de l'Urbanisme et des espaces naturels proches du rivage.

Le PLU arrêté reprend la délimitation des espaces proches du rivage (EPR) définie dans le SCOT. Ces EPR comprennent des zones liées aux activités maritimes et au littoral. Toutefois, leur identification dans le PLU est complexe car ils ne sont pas caractérisés en tant que tels. Afin de fournir une information claire au public, la commune devra identifier explicitement les EPR sur le règlement graphique.

3.3.2. Les espaces naturels du territoire au titre de la Loi littoral

Les espaces remarquables (art. L.121-23 à L.121-26 et R.121-4 à R.121-6)

Le projet de PLU reprend le zonage des espaces remarquables identifiés par le SCOT du SYBARVAL. Ces espaces sont protégés par les articles L. 121-23 et L. 121-24 du Code de l'Urbanisme et seuls des aménagements légers définis limitativement par l'article R. 121-5 du même code sont autorisés.

Toutefois, le règlement du PLU permet des extensions de constructions existantes de différentes nature en espaces remarquables en zone NLa (parkings, commerces, restauration, artisanat, activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle, équipements sportifs, bureau, dans la limite de 30 % de l'emprise au sol). Ces dispositions ne sont pas conformes avec l'article R. 121-5 du Code de l'urbanisme, qui prévoit en espace remarquable des dispositions spécifiques pour les extensions bâtementaires et les constructions de parking. Par ailleurs, la circulaire du 15 septembre 2005 précise qu'en espaces remarquables les extensions de construction existantes doivent être limitées de 10 % à 20 % maximum de la surface initiale du bâtiment. Les zonages NLhi et Nlt comportent également des dispositions contraires à la Loi littoral qui doivent être retirées.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-21330520520251218-DE/2025/2025173-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

l'article R. 121-5 du Code de l'urbanisme. Ils doivent donc être corrigés.

Les espaces boisés les plus significatifs (EBS) (art. L.121-27)

Les Espaces Boisés Classés et Significatifs (EBS) sont protégés au sein du règlement écrit et graphique conformément à la réglementation en vigueur. Ils s'étendent sur les zonages NP, NRfu, NR et NV. Au sein de ces secteurs, le règlement écrit protège ces espaces naturels : aucun usages des sols, changements de destinations, de nouvelles constructions ou de quelconques activités n'est autorisé en raison de considérations liées à la préservation des enjeux environnementaux et/ou à la protection des qualités paysagères du site.

Le projet de PLU prévoit le classement de 55 ha d'EBS supplémentaires et le déclassement de 87 ha d'EBS. L'article 121-27 du Code de l'urbanisme indique que les déclassements d'EBS doivent reposer sur la démonstration que les espaces déclassés ne constituent plus des espaces boisés significatifs de la commune. Dans cette optique, la jurisprudence a établi qu'un classement en EBS n'était pas de nature à compenser le déclassement d'un autre EBS. Les déclassements doivent également être compatibles avec le SCOT.

Les évolutions sur la façade océane et dans le cadre des plans plage prévoient un classement de 15ha et un déclassement de 68ha d'EBS. Elles sont motivées par l'érosion et résultent donc d'une évolution de l'occupation des sols. **Ces projets sont compatibles avec le SCOT et les motifs indiqués par la commune démontrent que les espaces concernés n'appartiennent plus aux espaces boisés significatifs de la commune** (article L 121-7 du Code de l'urbanisme).

Le PLU prévoit le déclassement de 2ha d'EBS afin de créer un parking à proximité de la dune du Pilat. L'objectif du projet est de fluidifier la fréquentation du site. Cette parcelle, zonée en Nla, est située au sein du site classé de la Dune du Pilat et de la forêt usagère protégées par arrêtés ministériels du 9 juin 1943 et 28 juin 1994. Les équipements destinés à l'accueil du public (aires de stationnement notamment) doivent rester exceptionnels en site classé. Ce déclassement diffère du SCOT, qui identifie le secteur comme un EBS (règlement graphique du SCOT avec les EBS en vert ci-dessous). Par ailleurs, les arguments avancés dans le rapport de présentation ne mentionnent pas le fait que le boisement concerné ne constituerait plus un des espaces boisés significatifs de la commune. Le classement actuel du site en Natura 2000 et en ZNIEFF tendrait plutôt à démontrer l'intérêt environnemental du lieu et le fondement de son classement en EBS, remettant en question le déclassement envisagé au titre du L 121-7 du Code de l'urbanisme.

Il est ainsi demandé à la commune de ne pas changer le zonage de cette parcelle, qui doit rester en zone naturelle stricte avec un fort niveau de protection comme sur le reste du site classé (Nrfu) et de ne pas déclasser l'EBS.

En amont de tout projet d'aires de stationnement dans le site classé, il sera impératif de réaliser une étude des mobilités touristiques afin de définir les besoins réels sur ce secteur à moyen et long terme. **Si l'étude des mobilités confirme le besoin de nouvelles aires de stationnement, ce projet devrait être travaillé avec l'inspection des sites de Gironde de la DREAL, en privilégiant, si le site classé ne peut être écarté, l'implantation de tout nouvel aménagement à proximité immédiate des aménagements existants, soit du côté ouest de la route départementale, sous couvert de la réglementation en vigueur.**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



Le PLU intègre également un projet de déclassement de 25ha d'EBS motivés par l'extension du Golf d'Arcachon. Dans le même temps, le PLU prévoit le classement de 40ha d'EBS à proximité. Le projet de la commune est compatible avec le SCOT (règlement graphique du SCOT avec les EBS ci-dessous). Les motifs avancés par la commune ne mentionnent pas le fait que les boisements concernés ne constitueraient plus un des espaces boisés significatifs de la commune (L. 121-27 du Code de l'urbanisme).

Le classement actuel du site en Natura 2000 et en ZNIEFF sur sa partie sud-ouest tend plutôt à démontrer l'intérêt environnemental du lieu et le fondement de son classement en EBS. Par ailleurs, la partie sud-ouest présente un fort intérêt paysager. Ainsi, l'atlas des sites conseillait déjà en 2007 de « redonner une homogénéité à la façade ouest du site [...] en plantant par exemple de jeunes pins pour retrouver l'esprit du lotissement d'origine ». Enfin, le classement d'EBS à proximité n'est pas de nature à motiver le déclassement d'autres EBS. **Au vu de ces éléments et afin d'assurer la conformité du PLU avec la réglementation, l'État demande à la commune de démontrer que les secteurs concernés ne constituent plus des espaces boisés significatifs de la commune ou, le cas échéant, de reconsidérer le projet tel qu'il est prévu.**

Page 34/439

Chaine d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 85 3C 3C 5E A8 A7
Publié le : 19/12/2025
Par : DAVET Patrick
Document certifié conforme à l'original
<http://publact.fr/documentPublic/64435>

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



3.3.4. Principe de continuité avec l'urbanisation construction d'annexes et extension de constructions existantes en secteur diffus

L'article L.121-8 du Code de l'urbanisme dispose que l'extension de l'urbanisation se réalise en continuité avec les agglomérations et villages existants. Le juge administratif considère qu'il résulte des dispositions du L.121-8, éclairées par les travaux préparatoires de la loi du 3 janvier 1986, qu'aucune construction ne peut être autorisée, même en continuité avec d'autres constructions, dans les zones d'urbanisation diffuse éloignées des agglomérations et des villages (CE, 27/07/2015, n° 370846).

Le Conseil d'État précise que « le législateur a entendu interdire en principe toute opération de construction isolée dans les communes du littoral. Toutefois, le simple agrandissement d'une construction existante, c'est-à-dire une extension présentant un caractère limité au regard de sa taille propre, de sa proportion par rapport à la construction et de la nature de la modification apportée, ne peut être regardé comme une extension de l'urbanisation prohibée par ces dispositions. Le caractère de l'agrandissement envisagé s'apprécie par comparaison avec l'état de la construction initiale, sans qu'il y ait lieu de tenir compte des éventuels agrandissements intervenus ultérieurement. » (CE, 30/04/2024, n° 490405)

En somme, les extensions de construction sont autorisées à condition de respecter un principe de proportionnalité avec la construction initiale. Par ailleurs, les annexes détachées des constructions existantes en secteur diffus sont interdites. Toutefois, les annexes pourront être regardées comme une extension de l'habitation existante sous condition cumulative qu'elles soient de taille limitée, situées à proximité immédiate et qu'elles forment avec elle un ensemble architectural (CE 15 avril 2016, n°389045).

Un certain nombre de dispositions du règlement ne respectent pas ces obligations. En premier lieu, le règlement de la zone N liste les constructions autorisées et indique de manière séparée et distincte que seules les extensions limitées à 30 % sont autorisées en secteur diffus (extrait ci-dessous).

Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail	Autorisé	Seulement en NLa, NLc En secteur diffus (L.121-8 du code de l'Urbanisme), seule l'extension limitée (30% de l'emprise au sol et/ou de la surface plancher) des constructions existantes est autorisée.
	Restauration	Autorisée	Seulement en NLa et NLc En secteur diffus (L.121-8 du code de l'Urbanisme), seule l'extension limitée (30% de l'emprise au sol et/ou de la surface plancher) des constructions existantes est autorisée.

Cette séparation au sein du règlement entre les deux dispositions pourrait laisser penser que sont autorisées de nouvelles constructions. Afin de remédier à cette possible confusion, il convient d'intégrer explicitement la notion d'extension limitée des constructions existantes à toutes les constructions autorisées.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305205 2025-01-10 15:05:25

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

En deuxième lieu, le règlement indique que la surface de référence retenue pour calculer les 30 % d'extension limitée d'un bâtiment en secteur diffus se situe à la date d'approbation du PLU (p. 262). **La surface de référence doit être la surface initiale du bâtiment. Il convient donc de préciser que les 30 % portent sur la surface initiale du bâtiment, nonobstant les agrandissements ultérieurs ayant pu avoir lieu.**

En troisième lieu, les zonages A et N affirment : « les extensions et piscines des habitations existantes à la date d'approbation du PLU sont autorisées ». Dans ses pages p.264 et p.265, le règlement permet également la construction d'annexes non-accolées à l'existant. **Dans la mesure où elles permettent des extensions et des annexes de manière systématique, ces dispositions contreviennent au Code de l'urbanisme et doivent être retirées.**

En quatrième lieu, le zonage NLhi autorise des constructions en secteur diffus sans restrictions (p.262). Le zonage Nlt laisse la possibilité de réaliser des constructions nouvelles en secteur diffus, en secteur EBC. **Ces dispositions doivent être corrigées.**

La zone UZ correspond à la zone urbaine dédiée au parc zoologique de la commune et située en secteur diffus. Le règlement indique à juste titre que seule les extensions de bâtiment sont possibles, dans la limite de 30 % de l'emprise existante. **Afin de sécuriser l'usage de ces éventuelles extensions, l'État préconise que le PLU indique que ces extensions ne doivent concerner que les activités liées aux besoins de fonctionnement du zoo.**

L'État demande à la commune que les dispositions liées à la Loi littoral soient rigoureusement appliquées dans le règlement.

Le règlement NLc applicable aux campings autorise l'installation de nouveaux HLL et de RML en secteur diffus, ce qui est illégal au titre de la Loi littoral. Par ailleurs, le règlement permet les extensions limitées des constructions existantes à hauteur de 30 % de l'emprise au sol. La circulaire du 15 septembre 2005 précise qu'en espaces remarquables, dans les terrains de campings situés en espaces remarquables pré-existants à l'entrée en vigueur de la Loi littoral, ne seront autorisés que les travaux d'entretien ou de réfection.

L'État demande que le règlement du zonage NLc soit corrigé afin qu'il soit mis en conformité avec la Loi littoral.

4. Salubrité publique

4.1. Gestion des eaux pluviales

La commune de la Teste-de-Buch fait face à un problème de saturation des réseaux d'eaux usées lors de fortes pluies, ce qui a des conséquences importantes sur l'état des masses d'eau en aval et sur la conchyliculture du Bassin d'Arcachon. Trois schémas directeurs d'assainissement des eaux pluviales permettent d'identifier localement les causes de cette situation. Il s'agit essentiellement d'un sous-dimensionnement de certaines canalisations et du manque de solutions de stockage.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL 2025-12-517a-DE-

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

zonage pluvial approuvé en 2019. Le réseau est entièrement séparatif et interdit tout rejet d'eau pluviale dans le réseau d'eaux usées. Le PLU prévoit également la création de bassins de stockage-décantation des eaux pluviales, qui font l'objet de dix emplacements réservés identifiés au règlement (B1 à B10).

En parallèle, le SIBA a engagé plus de 40 000 contrôles de raccordement depuis 2013 et développe des travaux de désimperméabilisation et de gestion à la parcelle. Il convient de noter que, dans le cadre de l'instruction des demandes d'urbanisme, le SIBA recommande une surélévation des bâtiments d'au moins 30 cm par rapport au terrain naturel.

4.2. Assainissement

4.2.1. Assainissement collectif

Le SIBA est maître d'ouvrage unique. Le service est délégué à ELOA (filiale de Veolia) jusqu'au 31 décembre 2026 dans le cadre d'un contrat de délégation de service public. Aux habitants permanents du territoire communal s'ajoute une forte fréquentation touristique saisonnière, laquelle induit des variations notables dans les volumes d'eaux usées à traiter.

Trois schémas directeurs sont en vigueur sur la commune de La Teste-de-Buch. Celui du bourg, révisé en 2017, identifie 13 zones de débordements liés à des déficits capacitaires. Celui de Pyla-sur-Mer (2011) souligne la prédominance de la gestion à la parcelle et la nécessité de remplacer certaines citernes d'infiltration. Le schéma de Cazaux, actualisé en 2015, met en lumière la saturation des sols et la remontée de nappe comme causes principales des inondations.

Le réseau séparatif repose sur un collecteur principal couplé à un réseau secondaire avec 419 postes de pompage (dont 94 à La Teste-de-Buch). **Aucune information n'est transmise sur l'état de ces stations de pompages et de leurs vétustés qui peut être un frein lors de débit fort.** Les effluents, répartis à parts égales entre effluents urbains et industriels, sont dirigés vers le Wharf de la Salie, à 800 m en mer, sans aucun rejet dans le Bassin d'Arcachon. En 2023, les résultats indiquent une qualité qualifiée de « bonne » sur l'ensemble des points de suivi (champ proche et champ lointain, p.142 du RP EIE du PLU) suite à des contrôles mensuels réalisés. Ce collecteur assure l'évacuation des eaux usées des dix communes membres du SIBA, ainsi que celles de la papeterie Smurfit Westrock et de la base aérienne de Cazaux.

Afin de prévenir tout débordement, notamment lors de fortes pluies ou d'interventions techniques, le réseau comprend 270 000 m³ de bassins de sécurité, dont 30 000 m³ à Lagrua mis en service en 2019. Un autre bassin de 45 000 m³, situé en aval de la station de LTDB, permet de stocker les eaux traitées issues de plusieurs stations, dont celles de Biganos, Smurfit Westrock et La Teste. Un bassin spécifique de 80 000 m³ est également utilisé par l'usine Smurfit Westrock.

La commune de LTDB est desservie par deux stations d'épuration : la STEP de La Teste-de-Buch (mise en service en 2007), d'une capacité nominale de 150 000 EH, et la STEP de Cazaux, dont la capacité a été portée à 7400 EH en 2023 pour intégrer les effluents de la base aérienne avec une filière renouvelée. En 2023, les taux de sollicitation observés sont de 116 113 EH pour La Teste (capacité : 150 000 EH) et 5712 EH pour Cazaux (capacité : 7400 EH).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Les taux de sollicitation en 2023 restent inférieurs aux capacités nominales et aucun dépassement critique n'a été constaté. La capacité de traitement reste suffisante au vu des charges observées en 2023 et la conformité des stations d'épuration est de 100 % selon les dernières données validées par l'État.

Un projet de station d'épuration supplémentaire est programmé sur le Nord du Bassin d'Arcachon d'ici 5 ans. Elle devra assurer le traitement d'environ un tiers des eaux usées du territoire, avec un rejet par infiltration dans le sol, conformément aux objectifs de qualité environnementale et de développement maîtrisé du territoire inscrit au sein du SCOT du SYBARVAL.

En 2023, 1871 m de réseaux ont été renouvelés (0,44 %) témoignant d'une gestion patrimoniale active (renouvellement station de pompage, de réseaux secondaires et du collectif principal). Un plan de 11 M€ sur 5 ans est lancé après les débordements de fin 2023, dont 6 M€ pour les réseaux et 5 M€ pour les régulations amont. Des travaux ont démarré en 2024, notamment sur la commune au niveau du « Craste de Menan » visant à améliorer le niveau de protection face aux risques d'inondation. Cette stratégie doit être poursuivie dans la commune dans le cadre du plan d'investissement prévu par le SIBA.

4.2.2. Assainissement non collectif

Conformément à la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et à l'article L 2224-8 du Code général des collectivités territoriales, les communes doivent assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette compétence est exercée, sur le territoire du SIBA, depuis 2006, par le Syndicat Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), créé par délibération du 1er juillet 2005 et géré en régie directe.

Au 31 décembre 2023, le parc d'installations non collectives compte 2773 dispositifs pour une population desservie estimée à 6933 habitants (source : RPQS 2023). Le taux de conformité des dispositifs atteint 94 % en 2023, en progression constante depuis 2019 (87 % selon les mêmes données). L'ensemble des installations a été contrôlé depuis la mise en place du service et affiche un taux de conformité très satisfaisant au regard d'autres territoires à l'échelle du département de la Gironde.

4.3. Gestion de l'Adduction d'Eau Potable (AEP)

Depuis 2016, la COBAS délègue la gestion de l'eau potable à Véolia via la société SEEBAS. La création d'un Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable (SDAEP) a été lancée en 2023.

L'approvisionnement en eau potable provient de 11 forages profonds (dont 6 à La Teste) et du lac de Cazaux. En 2023, 68 % de l'eau provient des nappes profondes et 32 % du lac. L'approvisionnement provient de l'aquifère de l'oligocène, évalué en bon état quantitatif et chimique par le SDAGE mais qui subit une pression de prélèvement significative. Les nappes profondes de la Gironde, dont cet aquifère fait partie, sont régulées par un SAGE, entré en révision en 2024. Ce SAGE définit des unités de gestion ayant chacune leur stratégie propre de gestion quantitative. L'unité de gestion Littoral, dont relève La Teste-de-Buch est non-déficitaire.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-5179-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

L'arrêté préfectoral de décembre 2022 fixe une autorisation de prélèvements à hauteur de 8 600 000 m³. La COBAS respecte ces autorisations puisqu'en 2023, le volume prélevé était de 7 480 549 m³, chiffre relativement stable par rapport aux années précédentes.

Toutefois, la consommation par habitant (213 litres/jour) est élevée en raison de la présence de nombreux gros consommateurs d'eau liés au tourisme (hôtels, campings, infrastructures de loisirs). Au vu des projections démographiques, le SDAEP prévoit des tensions sur la ressource particulièrement marquées en période estivale. Les solutions envisagées sont l'augmentation des prélèvements sur le lac de Cazaux et la création de nouveaux forages. **L'État attire l'attention de la commune sur cette problématique qui devrait s'accroître si les mesures nécessaires ne sont pas prises.**

Concernant la performance du réseau d'adduction d'eau potable, on note une diminution du rendement ainsi qu'une augmentation des pertes par fuites (mesurées par l'ILP) depuis 2021. La collectivité met en œuvre des investissements pour renouveler les canalisations, et a mis en place une sectorisation par SIG qui couvre 100 % du territoire, facilitant la détection des fuites.

Enfin, selon l'ARS Nouvelle-Aquitaine, l'eau distribuée est de qualité « convenable » (catégorie B). Le lac de Cazaux est toutefois vulnérable à certaines pollutions diffuses et bactériennes (ESA-métolachlore, OXA-métolachlore). Les captages sont quant à eux tous dotés d'un périmètre de protection visant à limiter la pollution à leurs abords.

4.4. Gestion des déchets

La gestion des déchets de La Teste-de-Buch est assurée par la COBAS pour environ 70 000 habitants. Elle dispose de la compétence globale en collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés, conformément aux articles L.2224-13 et L.2224-14 du CGCT. En 2023, 61 649 tonnes de déchets ont été produites, soit 706 kg/hab. Le taux global de valorisation atteint 89 %.

Les ordures ménagères résiduelles (OMr) ont diminué de 1008 tonnes entre 2022 et 2023. La production par habitant a baissé pour la 5^e année consécutive (-4,6 %). La collecte sélective en porte-à-porte est en légère baisse (-21 t, soit -0,4 % ou -0,5 kg/hab), mais reste supérieure à la moyenne régionale (+9 kg/hab).

4.5. Installations classées, sites et sols pollués

Selon la base Géorisques, neuf sites sont recensés sur la commune comme pollués ou potentiellement pollués et nécessitant une action publique (anciens sites BASOL).

Conformément à l'article R.125-45 du Code de l'Environnement, des Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) ont été définis par arrêté préfectoral du 21 février 2019 pour la COBAS. Sur La Teste-de-Buch, quatre sites sont concernés. Un nouvel arrêté a été pris en septembre 2024 pour le site des Grands Chantiers des Prés Salés.

Ces SIS constituent des servitudes d'utilité publique et sont annexés au PLU.

Le document d'urbanisme ne prévoit pas la décontamination ni la remise en état initiale du site conformément à l'article L.241-1 du Code de l'Environnement ainsi que les dispositions des articles L. 512-6-1, L. 512-7-6 et L. 512-12-1 du même Code qui encadrent la cessation d'activité d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



Carte extraite du RP, EIE, p.256

4.6. Nuisances sonores

Le bruit, en forte augmentation avec l'urbanisation, les transports et les activités humaines, impacte la qualité de vie et la santé publique. Il provoque des troubles physiologiques chez l'homme (stress, troubles du sommeil) et perturbe la faune (reproduction, migration, alimentation). Les nuisances sonores ont aussi un coût économique, lié à l'insonorisation ou à la dépréciation des biens immobiliers.

Les infrastructures de transport (notamment routières) sont une source majeure de bruit. Le classement sonore, défini réglementairement et segmente les voies en tronçons selon leur niveau sonore. Ce classement effectué par arrêté préfectoral permet d'identifier les secteurs à isoler acoustiquement. Dans ces zones, les nouvelles constructions sensibles (logements, écoles, hôpitaux, établissements touristiques) doivent respecter des seuils d'isolation renforcée :

- 35 dB de jour(6h – 22h)
- 30 dB de nuit(22h – 6h)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Sur la dernière décennie, les eaux de baignade de la commune témoignent d'une excellente qualité globale, confirmant l'efficacité des contrôles sanitaires et des actions de gestion des rejets en amont réalisé par les différents acteurs locaux.

5. Prise en compte des risques naturels

La commune est concernée par trois principaux types de risques naturels : inondation, mouvements de terrain et feux de forêt. Le dossier de révision du PLU présente clairement dans un tableau les articulations des plans, schémas et programmes avec le PLU de La Teste-de-Buch. Le SCOT a bien été intégré au projet de PLU, à l'exception de certaines dispositions liées au risque feu de forêt.

5.1. Risques inondation

Le périmètre du zonage PPRSM est bien reporté dans le PLU. Le risque de remontée de nappes est également clairement identifié dans la cartographie réalisée par le BRGM.

5.2. Mouvements de terrain

La carte du zonage PPRMT est bien annexée au PLU.

Le risque gonflement d'argiles n'est toutefois pas suffisamment abordé. il est impératif de fournir les règles de l'art simples et bien connues qui permettront d'éviter tout sinistre, grâce à la réalisation de fondations ad hoc notamment. L'article 68 de la loi ELAN met ainsi en place un nouveau dispositif permettant de s'assurer que les règles de l'art soient bien mises en œuvre pour les maisons individuelles construites dans les zones exposées au phénomène de retrait gonflement des argiles.

C'est dans ce cadre que l'arrêté du 22 juillet 2020, publié le 9 août 2020, définit les zones exposées au phénomène de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols argileux. Cette carte, disponible sur le site www.georisques.gouv.fr, doit être annexée au PLU.

5.3 Feux de forêt

5.3.1. Intégration du risque feu de forêt dans le PLU

Le SCOT du SYBARVAL introduit des prescriptions et recommandations sur la prise en compte du risque feu de forêt (prescriptions 59 à 63).

Le rapport de présentation du PLU présente p.179 la prise en compte des prescriptions du SCOT en matière de prise en compte du risque feu de forêt. **L'application de la prescription 63 semble cependant limitée aux opérations d'aménagement d'ensemble.**

Le règlement ne prévoit par ailleurs pas dans son chapitre « dispositions générales » un **item spécifique au risque feu de forêt (contrairement au risque inondation ou retrait-gonflement des argiles)** mais un rappel des obligations légales de débroussaillage, **lesquelles ne sont pas suffisantes pour garantir une prise en compte du risque subi par les constructions et les tiers face à un feu de forêt.**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305698-20251218-DEL2025-12-18-78-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Les dispositions sur le risque feu de forêt applicables aux OAP sont précisées au 2.2.5. du présent document.

Si le PLU ne prévoit pas de changements de destination en tant que tel, le règlement de la zone A en mentionnant la possibilité, il est rappelé que les changements de destination doivent au contact avec le massif également prendre en compte le risque feu de forêt et ne pas augmenter la vulnérabilité de la zone.

Les emplacements réservés identifiés dans le PLU n'appellent pas de remarques particulières en matière de risque feu de forêt.

5.3.2. Reconstruction des cabanes de résiniers dans la forêt usagère

Le PADD du PLU avance comme objectif de : « Reconstruire à l'identique les cabanes de résiniers existantes détruites par l'incendie de 2022 (sans création de logement) à condition que ces projets présentent des conditions de sécurité acceptables. »

Le règlement écrit du PLU indique, notamment concernant les zonages Nr et NrFu, que :

« Sont autorisées sous conditions particulières les occupations et utilisations du sol suivantes :

(...)

- Les aménagements nécessaires à la gestion et à la remise en état d'éléments de patrimoine identifiés au document graphique du règlement, reconnus par un classement au titre de la loi du 31 décembre 1913 ou localisés dans un site inscrit ou classé au titre des articles L341-1 et L341-2 du code de l'environnement à condition qu'elles concernent :

1. La réfection des cabanes forestières conformément aux caractéristiques fixées par l'inventaire joint en annexe du PLU,
2. La reconstruction à l'identique après sinistre des cabanes forestières existantes répertoriées sur la planche d'ensemble et suivant les caractéristiques fixées par l'inventaire,
3. La construction à l'identique après sinistre des constructions existantes. Toutefois en site classé l'aspect extérieur des constructions devra être conforme aux prescriptions du chapitre Qualité architecturales, urbaines, paysagères et environnementales ».

Le projet de PLU précise enfin que :

« Suite au terrible incendie de 2022, la reconstruction à l'identique les cabanes de résiniers existantes détruites est un point important introduit dans le règlement de la zone à l'occasion la révision du PLU.

Cette reconstruction est conditionnée. Les projets de reconstruction des cabanes forestières doivent présenter les mesures cumulatives de sécurité publique et architecturales suivantes :

- avoir deux accès obligatoires, pour répondre à la sécurité si un incendie se déclarait.
- débroussailler l'espace autour de chaque cabane selon un rayon de 50 m,
- prouver la régularité de l'édification de la cabane,
- respecter les caractéristiques architecturales selon l'inventaire d'identification des cabanes. »

L'État a précisé qu'il n'accepterait pas la création de lieux d'habitation (par changement de destination ou par reconstruction après sinistre) et d'enjeux isolés en forêt dont la répartition sur l'ensemble du massif, la difficulté d'accès et l'absence de possibilité de refuge ne permettraient pas la défendabilité, ni la mise en sécurité.

Accusé de réception : Ministère de l'Intérieur

033-213305295 20251218 DEL 2025-12-517a DEL

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

De plus, le dossier d'inventaire des cabanes forestières dresse la liste des cabanes forestières avec l'état de chaque bâti. Certaines cabanes sont en ruine, voire brûlées. Elles peuvent être considérées comme ne représentant plus d'enjeux isolés en forêt. De ce fait, elles ne devront pas faire l'objet de restauration/reconstruction afin de ne pas augmenter la vulnérabilité sur le site et de créer de nouveaux enjeux avec l'impossibilité pour les services de défense incendie de pouvoir mettre à l'abri les occupants des cabanes.

La commune ne prend pas suffisamment en compte le risque de feu de forêt et ne respecte pas les prescriptions et recommandations du SCOT. Ce volet devra être revu afin que les cabanes qui ont été détruites ou en ruines ne soient pas reconstruites ou réhabilitées.

6. Observations sur le contenu du dossier

6.1. Servitudes d'utilité publiques

Le tracé du réseau de canalisations Terega n'est pas reporté sur le plan des Servitudes d'Utilité Publique "Pièce 6.1". Celui-ci a été mis à jour à partir des éléments de l'Arrêté Préfectoral SUP 33-2017-01-06-173.

6.2. Numérisation du PLU au standard CNIG

Le Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, en partenariat avec l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN), a ouvert le Géoportail de l'urbanisme en 2016.

Le Géoportail de l'urbanisme est la plateforme d'information nationale de diffusion dans un format numérique unique national des documents d'urbanisme (plans locaux d'urbanisme communaux, intercommunaux et documents en tenant lieu, cartes communales, schémas de cohérence territoriale) et servitudes d'utilité publique.

Cette publication permet de rendre le document d'urbanisme en vigueur accessible en ligne afin d'en favoriser l'appropriation par les citoyens et les acteurs locaux.

L'alimentation du Géoportail de l'urbanisme par les autorités compétentes en matière de document d'urbanisme a été organisée par l'ordonnance n° 2013-1184 du 19 décembre 2013 relative à l'amélioration des conditions d'accès aux documents d'urbanisme et aux servitudes d'utilité publique.

Ainsi, entre le 1er janvier 2016 et jusqu'au 1er janvier 2020, la loi a institué une période transitoire durant laquelle tout nouveau document d'urbanisme devait être transmis au format numérique à l'État et publié en ligne. Cette version numérisée devait respecter le standard de dématérialisation du Conseil National de l'Information Géographique (CNIG) en application des articles L.133-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-5178-DE

Accusé certifié en application

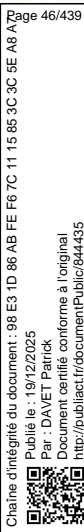
Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Depuis le 1er janvier 2020, la publication du document d'urbanisme dans le Géoportail de l'urbanisme devient obligatoire pour toute nouvelle version de celui-ci au titre du Code de l'Urbanisme. L'ouverture d'un compte sur le Géoportail de l'urbanisme permet d'y publier le document d'urbanisme et les servitudes d'utilité publique dont la commune a la gestion. La DDTM peut apporter à la commune les éléments techniques nécessaires pour respecter cette obligation.

7. Annexe

Annexe 1 : Avis du SDIS du 27 mai 2025



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Gironde

Le Directeur Départemental,

à

**Monsieur le Directeur des Territoires
et de la Mer de la Gironde**
SUAT/Unité planification
Cité Administrative
Rue Jules Ferry - BP 90
33090 BORDEAUX Cedex

à l'attention de M. PONNOU DELAFFON

Bordeaux, le **27 MAI 2025**

Groupement des Risques Industriels et technologiques et Urbanisme
Service Prévision
GRIU/PRS/RMU/PHE/NPS/A.25166-25833/2025- 30545
Vos réf. : V/Transmission en date du 29 avril 2025
Affaire suivie par le capitaine BROUILLET

**Objet : Plan Local d'Urbanisme – Arrêté du PLU
Commune de LA TESTE DE BUCH**

- P.J. :**
- Fiches de contrôle des points d'eau incendie
 - Annexe « Les voies engins »
 - Annexe « Les voies échelles »
 - Annexe « Dispositifs de restriction d'accès »
 - Avis du SDIS au stade du Porter à Connaissance en date du 4 août 2022

Par courrier cité en référence, vous sollicitez l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours dans le cadre de la révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Teste de Buch au titre de l'arrêté.

Après examen des zonages proposés dans le projet, veuillez trouver mes observations venant en complément de celles formulées précédemment lors du porter à connaissance.

J'attire votre attention sur le fait que mes services ont identifié des secteurs bâtis présentant une défense incendie insuffisante lors de la consultation au titre du porter à connaissance (cf. avis du SDIS en date 4 août 2022).

1. Accessibilité aux véhicules d'incendie et de secours

Les zones de développement urbain, les zones d'activité, leurs bâtiments ou enjeux divers devront être desservis par des voies « engins » et voies « échelles » dont les caractéristiques sont énoncées dans les annexes correspondantes, afin de permettre l'engagement et l'intervention des équipes de secours.

Les dispositifs de restriction d'accès devront être compatibles avec les principes évoqués dans l'annexe correspondante.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Toute correspondance doit être adressée de façon impersonnelle au Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours de la Gironde
Réception par le préfet : 19/12/2025
22, Boulevard Pierre 1^{er} - 33 081 BORDEAUX CEDEX - Téléphone 05 56 01 84 40 - Télécopie 05 56 79 26 18
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

2. Prise en compte des risques majeurs dans les opérations d'aménagements

La commune est classée dans le Dossier Départemental des Risques Majeurs comme étant exposée aux risques d'inondation, littoral, feux de forêt, retrait gonflement argile, sismique (très faible) et radon. Il convient donc d'annexer au PLU les éventuels plans de prévention des risques approuvés par l'autorité préfectorale.

Dans les espaces exposés au risque feu de forêt (à moins de 200 m d'un espace boisé), en application de l'Art. L. 134-6 du Code forestier et du règlement interdépartemental de protection de la forêt contre les incendies du 7 juillet 2023, les règles de débroussaillage doivent être incluses dans le règlement du plan local d'urbanisme.

J'attire votre attention sur l'intérêt du débroussaillage dans les zones situées à l'interface de la forêt et des zones urbanisées. En effet, les retours d'expériences montrent que ce sont dans ces zones que se produise le plus grand nombre de départs de feu. Cette augmentation du nombre de départs de feu s'explique par la forte présence humaine en lisière de forêt induite par l'urbanisation. La gestion de cette interface permet de prévenir efficacement les incendies de forêt susceptibles de menacer les habitations et inversement.

Par conséquent, au contact des espaces naturels non agricoles (forêt, landes, bois, friches), pour protéger les constructions du massif forestier et inversement, mes services recommandent la mise en place d'une bande de roulement périmétrale d'une largeur de 4 m et des accotements de part et d'autre de 1 m de large, hors fossés, englobant l'ensemble des bâtiments, équipements ou ouvrages projetés et disposant d'un accès normalisé à la forêt tous les 500 m.

S'agissant des obligations liées à des exploitations ou installations particulières, l'implantation de bâtiments industriels est interdite à moins de 20 m des peuplements résineux. Cette distance est portée à 30 m pour des installations classées, soumises à déclaration ou à autorisation, représentant des risques particuliers d'incendie ou d'explosion.

L'actualité récente des feux de forêts en Gironde renforce l'intérêt d'une bonne prise en compte des recommandations faites par mes services.

3. Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI)

3.1. Réglementation applicable

La DECI doit permettre de disposer des ressources en eau nécessaires à la lutte contre les incendies.

Le Règlement de Défense Extérieure Contre l'Incendie de la Gironde (RDDECI), élaboré par le SDIS et approuvé par arrêté préfectoral le 26 juin 2017, définit les principes de la Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Ce règlement adapte le dimensionnement de la défense incendie en fonction de 5 niveaux de risque courant (très faible, faible, ordinaire, important, très important). A chaque niveau de risque correspond un volume d'eau ou débit ainsi qu'une distance maximale entre le point d'eau incendie et l'enjeu bâtementaire à défendre.

Ainsi, pour les niveaux de risque très faible et faible, le règlement permet d'accepter une DECI correspondant à 30 m³/h pendant 1 h, soit une réserve de 30 m³ minimum à une distance maximale de 400 m (risque très faible) et 200 m (risque faible) du bâti à défendre.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Le RDDECI de la Gironde est consultable sur le site des services de l'Etat : <https://www.gironde.gouv.fr/Politiques-publiques/Securite>

Il appartient à la collectivité, à partir de la grille de dimensionnement de la DECI, de s'assurer que chaque bâti dispose d'une défense incendie adaptée et proportionnée au risque à défendre.

Les grilles de couverture sont consultables dans le RD DECI page 17.

3.2. État de la défense incendie existante

Au vu des éléments techniques en possession du SDIS, mes services sont en mesure de vous communiquer les résultats de contrôle des Points d'Eau Incendie (PEI), ainsi que la liste des lieux-dits dépourvus de toute défense incendie.

3.2.1. Résultats de contrôle des PEI

Il s'avère que sur le territoire communal de La Teste de Buch un certain nombre de PEI présentent un débit disponible inférieur à 30 m³/h ou une capacité inférieure à 30 m³.

Conformément au RDDECI de la Gironde, ces PEI ne sont pas utilisables pour la lutte contre l'incendie (cf. Résultats de contrôle).

Il y a lieu d'étudier les solutions permettant d'augmenter les performances du réseau d'Adduction d'Eau Potable (AEP) ou de suppléer ces PEI par d'autres solutions techniques.

3.2.2. Liste des lieux-dits dépourvus de défense incendie

Il s'agit des secteurs dont certains bâtis sont situés à plus de 400 m d'un PEI : Nord du lieu-dit Jaumard, Sud du lieu-dit Becassierre.

Il appartient à la collectivité, à partir de la grille de dimensionnement de la DECI, de s'assurer que chaque bâti dispose d'une défense incendie adaptée et proportionnée au risque à défendre.

Les grilles de couverture sont consultables dans le RD DECI page 17.

3.2.3. Zones à urbaniser relevant du risque particulier

Concernant ces zones à urbaniser, la consultation de mes services, lors des instructions d'autorisations d'occupation du sol (demandes de permis de construire, de lotir, d'aménager), permettra d'apporter une réponse de DECI adaptée à chaque projet.

Mes services restent à votre disposition, pour tout conseil technique en matière de DECI.

4. Schéma Communal de DECI (SCDECI) (facultatif)

Afin d'avoir une vision prospective de la défense incendie, la collectivité peut faire le choix, de réaliser un Schéma Communal de DECI. Ce document facultatif d'analyse et de planification de la DECI permettra :

- ✓ de réaliser un état des lieux précis de la DECI existante,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

- ✓ d'établir un bilan des écarts au règlement départemental de DECI,
- ✓ de définir des priorités d'équipements,
- ✓ de corréler le plan d'équipements de DECI aux projets de développements urbains.

Pour réaliser ce SCDECI, il est possible de récupérer le positionnement des PEI du territoire sous forme de données SIG (Système d'Information Géographique).

A ce sujet, le système d'information géographique, dont le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Gironde bénéficie, s'avère être mutualisé au travers d'un partenariat inter-services placé sous l'égide d'un Groupement d'Intérêt Public dénommé Aménagement du Territoire et Gestion des Risques (GIP ATGeRi), implanté sur Bordeaux.

En conséquence, la collectivité peut se rapprocher de cette entité (05.57.85.40.42) afin d'étudier les modalités pratiques d'une mise à disposition des données souhaitées.

Mes services restent à votre disposition, pour tout conseil technique en matière de DECI et pour apporter son aide dans la démarche d'élaboration du SCDECI.

5. Modification du Plan

Tout projet ultérieur de modification doit faire l'objet d'une consultation du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Gironde.

 Le Sous-Directeur Opérations
Le Directeur Départemental,
Lieutenant-Colonel Philippe HARGUINDEGUY

Contrôleur Général Marc VERMEULEN

Copies pour information à :

- Monsieur le chef du Groupement Territorial Sud-Ouest
- Monsieur le chef du CIS La Teste de Buch
- urbanisme@latestedeBuch.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Gironde

Le Directeur Départemental,

à

**Monsieur le Directeur des Territoires
et de la Mer de la Gironde**
SUAT/Unité planification
Cité Administrative
Rue Jules Ferry - BP 90
33090 BORDEAUX Cedex

à l'attention de M. PONNOU DELAFFON

Bordeaux, le **27 MAI 2025**

Groupement des Risques Industriels et technologiques et Urbanisme
Service Prévision
GRIU/PRS/RMU/PHE/NPS/A.25166-25833/2025- 30545
Vos réf. : V/Transmission en date du 29 avril 2025
Affaire suivie par le capitaine BROUILLET

**Objet : Plan Local d'Urbanisme – Arrêté du PLU
Commune de LA TESTE DE BUCH**

P.J. : - Fiches de contrôle des points d'eau incendie
- Annexe « Les voies engins »
- Annexe « Les voies échelles »
- Annexe « Dispositifs de restriction d'accès »
- Avis du SDIS au stade du Porter à Connaissance en date du 4 août 2022

Par courrier cité en référence, vous sollicitez l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours dans le cadre de la révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Teste de Buch au titre de l'arrêté.

Après examen des zonages proposés dans le projet, veuillez trouver mes observations venant en complément de celles formulées précédemment lors du porter à connaissance.

J'attire votre attention sur le fait que mes services ont identifié des secteurs bâtis présentant une défense incendie insuffisante lors de la consultation au titre du porter à connaissance (cf. avis du SDIS en date 4 août 2022).

1. Accessibilité aux véhicules d'incendie et de secours

Les zones de développement urbain, les zones d'activité, leurs bâtiments ou enjeux divers devront être desservis par des voies « engins » et voies « échelles » dont les caractéristiques sont énoncées dans les annexes correspondantes, afin de permettre l'engagement et l'intervention des équipes de secours.

Les dispositifs de restriction d'accès devront être compatibles avec les principes évoqués dans l'annexe correspondante.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Toute correspondance doit être adressée de façon impersonnelle au Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours de la Gironde
Publication : 19/12/2025
22, Boulevard Pierre 1^{er} - 33 081 BORDEAUX CEDEX - Téléphone 05 56 01 84 40 - Télécopie 05 56 79 26 18
Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

2. Prise en compte des risques majeurs dans les opérations d'aménagements

La commune est classée dans le Dossier Départemental des Risques Majeurs comme étant exposée aux risques d'inondation, littoral, feux de forêt, retrait gonflement argile, sismique (très faible) et radon. Il convient donc d'annexer au PLU les éventuels plans de prévention des risques approuvés par l'autorité préfectorale.

Dans les espaces exposés au risque feu de forêt (à moins de 200 m d'un espace boisé), en application de l'Art. L. 134-6 du Code forestier et du règlement interdépartemental de protection de la forêt contre les incendies du 7 juillet 2023, les règles de débroussaillage doivent être incluses dans le règlement du plan local d'urbanisme.

J'attire votre attention sur l'intérêt du débroussaillage dans les zones situées à l'interface de la forêt et des zones urbanisées. En effet, les retours d'expériences montrent que ce sont dans ces zones que se produisent le plus grand nombre de départs de feu. Cette augmentation du nombre de départs de feu s'explique par la forte présence humaine en lisière de forêt induite par l'urbanisation. La gestion de cette interface permet de prévenir efficacement les incendies de forêt susceptibles de menacer les habitations et inversement.

Par conséquent, au contact des espaces naturels non agricoles (forêt, landes, bois, friches), pour protéger les constructions du massif forestier et inversement, mes services recommandent la mise en place d'une bande de roulement périmétrale d'une largeur de 4 m et des accotements de part et d'autre de 1 m de large, hors fossés, englobant l'ensemble des bâtiments, équipements ou ouvrages projetés et disposant d'un accès normalisé à la forêt tous les 500 m.

S'agissant des obligations liées à des exploitations ou installations particulières, l'implantation de bâtiments industriels est interdite à moins de 20 m des peuplements résineux. Cette distance est portée à 30 m pour des installations classées, soumises à déclaration ou à autorisation, représentant des risques particuliers d'incendie ou d'explosion.

L'actualité récente des feux de forêts en Gironde renforce l'intérêt d'une bonne prise en compte des recommandations faites par mes services.

3. Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI)

3.1. Réglementation applicable

La DECI doit permettre de disposer des ressources en eau nécessaires à la lutte contre les incendies.

Le Règlement de Défense Extérieure Contre l'Incendie de la Gironde (RDDECI), élaboré par le SDIS et approuvé par arrêté préfectoral le 26 juin 2017, définit les principes de la Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Ce règlement adapte le dimensionnement de la défense incendie en fonction de 5 niveaux de risque courant (très faible, faible, ordinaire, important, très important). A chaque niveau de risque correspond un volume d'eau ou débit ainsi qu'une distance maximale entre le point d'eau incendie et l'enjeu bâtementaire à défendre.

Ainsi, pour les niveaux de risque très faible et faible, le règlement permet d'accepter une DECI correspondant à 30 m³/h pendant 1 h, soit une réserve de 30 m³ minimum à une distance maximale de 400 m (risque très faible) et 200 m (risque faible) du bâti à défendre.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Le RDDECI de la Gironde est consultable sur le site des services de l'Etat : <https://www.gironde.gouv.fr/Politiques-publiques/Securite>

Il appartient à la collectivité, à partir de la grille de dimensionnement de la DECI, de s'assurer que chaque bâti dispose d'une défense incendie adaptée et proportionnée au risque à défendre.

Les grilles de couverture sont consultables dans le RD DECI page 17.

3.2. État de la défense incendie existante

Au vu des éléments techniques en possession du SDIS, mes services sont en mesure de vous communiquer les résultats de contrôle des Points d'Eau Incendie (PEI), ainsi que la liste des lieux-dits dépourvus de toute défense incendie.

3.2.1. Résultats de contrôle des PEI

Il s'avère que sur le territoire communal de La Teste de Buch un certain nombre de PEI présentent un débit disponible inférieur à 30 m³/h ou une capacité inférieure à 30 m³.

Conformément au RDDECI de la Gironde, ces PEI ne sont pas utilisables pour la lutte contre l'incendie (cf. Résultats de contrôle).

Il y a lieu d'étudier les solutions permettant d'augmenter les performances du réseau d'Adduction d'Eau Potable (AEP) ou de suppléer ces PEI par d'autres solutions techniques.

3.2.2. Liste des lieux-dits dépourvus de défense incendie

Il s'agit des secteurs dont certains bâtis sont situés à plus de 400 m d'un PEI : Nord du lieu-dit Jaumard, Sud du lieu-dit Becassierre.

Il appartient à la collectivité, à partir de la grille de dimensionnement de la DECI, de s'assurer que chaque bâti dispose d'une défense incendie adaptée et proportionnée au risque à défendre.

Les grilles de couverture sont consultables dans le RD DECI page 17.

3.2.3. Zones à urbaniser relevant du risque particulier

Concernant ces zones à urbaniser, la consultation de mes services, lors des instructions d'autorisations d'occupation du sol (demandes de permis de construire, de lotir, d'aménager), permettra d'apporter une réponse de DECI adaptée à chaque projet.

Mes services restent à votre disposition, pour tout conseil technique en matière de DECI.

4. Schéma Communal de DECI (SCDECI) (facultatif)

Afin d'avoir une vision prospective de la défense incendie, la collectivité peut faire le choix, de réaliser un Schéma Communal de DECI. Ce document facultatif d'analyse et de planification de la DECI permettra :

- ✓ de réaliser un état des lieux précis de la DECI existante,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

- ✓ d'établir un bilan des écarts au règlement départemental de DECI,
- ✓ de définir des priorités d'équipements,
- ✓ de corrélér le plan d'équipements de DECI aux projets de développements urbains.

Pour réaliser ce SCDECI, il est possible de récupérer le positionnement des PEI du territoire sous forme de données SIG (Système d'Information Géographique).

A ce sujet, le système d'information géographique, dont le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Gironde bénéficie, s'avère être mutualisé au travers d'un partenariat inter-services placé sous l'égide d'un Groupement d'Intérêt Public dénommé Aménagement du Territoire et Gestion des Risques (GIP ATGeRi), implanté sur Bordeaux.

En conséquence, la collectivité peut se rapprocher de cette entité (05.57.85.40.42) afin d'étudier les modalités pratiques d'une mise à disposition des données souhaitées.

Mes services restent à votre disposition, pour tout conseil technique en matière de DECI et pour apporter son aide dans la démarche d'élaboration du SCDECI.

5. Modification du Plan

Tout projet ultérieur de modification doit faire l'objet d'une consultation du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Gironde.

 Le Sous-Directeur Opérations
Le Directeur Départemental,
Lieutenant-Colonel Philippe HARGUENDEGUY

Contrôleur Général Marc VERMEULEN

Copies pour information à :

- Monsieur le chef du Groupement Territorial Sud-Ouest
- Monsieur le chef du CIS La Teste de Buch
- urbanisme@latestedeBuch.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



VOS RÉF. Consultation du 29/04/2025

NOS RÉF. TER-ART-2025-33529-CAS-
208894-W3H0V1

INTERLOCUTEUR : RTE-CDI-TOU-SCET-URBANISME

TÉLÉPHONE : 05.62.14.91.00

E-MAIL : rte-cdi-tou-urbanisme@rte-france.com

OBJET : PA – Révision générale du PLU de
la commune de **La Teste-de-
Buch**

DDTM de la GIRONDE

Cité Administrative
BP 90
33090 Bordeaux Cedex

A l'attention de MR Ponnou
Delaillon

[christian.ponnou-
delaillon@gironde.gouv.fr](mailto:christian.ponnou-
delaillon@gironde.gouv.fr)

Toulouse, le 13/05/2025

Monsieur le Préfet de la Gironde,

Nous accusons réception du dossier du projet de révision du **PLU de la commune de La Teste-de-Buch** arrêté par délibération en date du 10/04/2025 et transmis pour avis le 29/04/2025 par votre service.

RTE, Réseau de Transport d'Électricité, est le gestionnaire du réseau de transport d'électricité à haute et très haute tension sur l'ensemble du territoire métropolitain. Dans ce cadre, RTE exploite, maintient et développe les infrastructures de réseau et garantit le bon fonctionnement, la sécurité et la sûreté du système électrique dans le respect, notamment, de la réglementation technique (l'arrêté technique du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique).

A cet égard, nous vous informons que, sur le territoire couvert par ce document d'urbanisme, sont implantés des ouvrages du réseau public de transport d'électricité dont vous trouverez la liste ci-dessous.

Il s'agit de :

Liaisons aériennes 63 000 Volts :

Ligne aérienne 63kV N0 2 MASQUET-SECARY

Ligne aérienne 63kV N0 1 MASQUET-SECARY

Centre Développement Ingénierie Toulouse

82, chemin des courses BP 13731

31037 Toulouse CEDEX 1

TEL : 05.62.14.91.00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



Page 1 sur 5

www.rte-france.com

05-09-00-COUR

RTE Réseau de transport d'électricité - société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 2 132 285 690 euros - R.C.S. Nanterre 444 619 258



Liaisons souterraines 63 000 Volts :

Liaison souterraine 63kV N0 1 SECARY-TESTE (LA)
Liaison souterraine 63kV N0 1 CAZAUX (ENEDIS) - SECARY
Liaison souterraine 63kV N0 1 ARCACHON (ENEDIS) - SECARY

Liaison aérosouterraine 63 000 Volts :

Liaison aérosouterraine 63kV N0 1 ARCACHON-FACTURE-LAMOTHE

Postes de transformation 63 000 Volts :

POSTE 63kV N0 1 CAZAUX
POSTE 63kV N0 1 SECARY
POSTE 63kV N0 1 TESTE (LA)

Au regard des éléments précités, et afin de préserver la qualité et la sécurité du réseau de transport d'énergie électrique (infrastructure vitale), de participer au développement économique et à l'aménagement des territoires ainsi que de permettre la prise en compte, dans la planification d'urbanisme, de la dimension énergétique, RTE attire votre attention sur les observations ci-dessous :

1/ Le report des servitudes d'utilité publique (servitudes I4)

1.1 Le plan des servitudes

En application des articles L. 151-43 et L. 152-7 du Code de l'Urbanisme, il convient d'insérer en annexe du PLU les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol, que constituent les ouvrages électriques listés ci-dessus (servitudes I4), afin que celles-ci puissent être opposables aux demandes d'autorisation d'occupation du sol.

Conformément aux articles L. 133-1 à L. 133-5 du Code de l'urbanisme, un Portail national de l'urbanisme au sein duquel seront insérées les servitudes d'utilités publiques affectant l'utilisation du sol existe. Vous pourrez vous y reporter sur le site du Géoportail qui sera alimenté au fil de l'eau par tous les acteurs bénéficiant de telles servitudes.

Le tracé du générateur et l'emprise de l'assiette de notre servitude codifiée I4 sont disponibles en téléchargement sur le Géoportail de l'urbanisme directement accessible via ce lien :

<https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/>

Il est donc possible de télécharger ces données et de les apposer au plan de servitude en annexe du PLU.

Après étude du plan de servitudes, nous constatons que les ouvrages électriques cités ci-dessus sont bien représentés.

1.2 La liste des servitudes

Compte tenu de l'impérative nécessité d'informer exactement les tiers de la présence de ces ouvrages (sécurité et opposabilité), et en particulier dans le cadre de l'instruction des

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

RTE Réseau de transport d'électricité

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



demandes d'autorisation du sol, **il convient de noter, au sein de la liste des servitudes, l'appellation complète et le niveau de tension des servitudes I4**, ainsi que le nom et les coordonnées du Groupe Maintenance Réseaux chargé de la mise en œuvre des opérations de maintenance sur votre territoire :

**RTE
Groupe Maintenance Réseaux Gascogne
12 rue Aristide Bergès
33270 FLOIRAC**

A cet effet, les ouvrages indiqués ci-dessus vous permettront de compléter la liste mentionnée dans l'annexe du PLU.

2/ Le Règlement

Nous vous indiquons que les règles de construction et d'implantation présentes au sein de votre document d'urbanisme ne sont pas applicables aux ouvrages exploités par RTE.

Les ouvrages listés ci-dessus traversent les zones **UA, UB, UC, UC*, UD, UD1, UE, UI, UIc, Uhi, Uz, 1AU, 2AU, A, N, NLhi, NP, NR, NRfu, Ns** du territoire.

C'est la raison pour laquelle nous vous demandons de bien vouloir indiquer les mentions suivantes dans les chapitres spécifiques de toutes les zones concernées par un ouvrage du réseau de transport public d'électricité :

2.1 Dispositions générales

Les ouvrages du réseau public de transport d'électricité constituent des « *équipements d'intérêt collectif et services publics* » (4° de l'article R. 151-27 du Code de l'urbanisme), et entrent au sein de la sous-destination « *locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilées* » (4° de l'article R. 151-28 du même Code). A ce titre, nos ouvrages correspondent à des « constructions techniques nécessaires au fonctionnement des services publics » (article 4 de l'arrêté du 10 novembre 2016 relatif aux sous-destinations) et peuvent ainsi être mentionnés au sein de cet article.

2.2 Dispositions particulières

A) Pour les lignes électriques HTB

S'agissant des occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

Il conviendra de préciser que « *les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont autorisées dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris et que les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont donc également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.* »

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

RTE Réseau de transport d'électricité

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



S'agissant des règles applicables dans la bande littorale et dans les espaces remarquables ou caractéristiques du littoral

Il conviendra d'indiquer que le PLU fait application des articles L. 121-17 et L. 121-25 du code de l'urbanisme et autorise ainsi, dans la bande littorale et dans les espaces remarquables ou caractéristiques du littoral, l'atterrissage des canalisations des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité et leurs jonctions, lorsque ces canalisations et jonctions sont nécessaires à l'exercice des missions de service public définies à l'article L. 121-4 du code de l'énergie et répondent aux conditions fixées dans les articles susmentionnés du code de l'urbanisme.

S'agissant des règles d'exhaussement et d'affouillement de sol

Il conviendra de préciser que « *les exhaussements et affouillements de sol sont autorisés pour les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics* ».

B) Pour les postes de transformation

S'agissant des postes de transformations, il conviendra de préciser que « *les règles relatives à la hauteur et/ou aux types de clôtures / la surface minimale des terrains à construire / l'aspect extérieur des constructions / l'emprise au sol des constructions / la performance énergétique et environnementale des constructions / aux conditions de desserte des terrains par la voie publique / aux conditions de desserte par les réseaux publics / aux implantations par rapport aux voies publiques / aux implantations par rapport aux limites séparatives / aux aires de stationnement / aux espaces libres ne s'appliquent pas aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif que constituent nos ouvrages* ».

3/ Incompatibilité avec les Espaces Boisés Classés

Certains ouvrages du réseau public de transport d'électricité peuvent être situés en partie dans un EBC.

Or, nous attirons votre attention sur le fait que les servitudes I4 d'établissement et d'entretien des ouvrages RTE sont incompatibles avec le classement d'un terrain en EBC.

Dans le cas d'une ligne électrique existante, un tel classement serait illégal. Cette absence de prise en compte serait par ailleurs de nature à fragiliser juridiquement le document d'urbanisme et pourrait conduire, en cas de contentieux, à son annulation (*Conseil d'Etat, 13 octobre 1982, Commune de Roumare, Conseil d'Etat, 14 novembre 2014, Commune de Neuilly-Plaisance*).

Dans le cadre des servitudes d'élague et d'abattage d'arbres, RTE coupe les arbres et branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient, par leur mouvement ou leur chute, occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages. La largeur de cette zone d'entretien dépend de la topologie des lignes. Elle est donc déterminée spécifiquement pour chaque portée par des experts.

Comme évoqué en début de la présente concernant la matérialisation de la servitude I4, vous pouvez vous appuyer sur les assiettes de la servitude I4 disponibles sous le Géoportail de l'Urbanisme pour matérialiser ces emprises et donc y retrancher les EBC.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

RTE Réseau de transport d'électricité

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



Accessible via ce lien : <https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/>

Nous vous demandons par conséquent que, sur les documents graphiques, le report du tracé des ouvrages concernés soit réalisé de façon à faire apparaître clairement, par un surlignage sans ambiguïté, l'axe des implantations d'ouvrages et que soient retranchés les espaces boisés classés.

Conformément à ces indications, nous vous demandons de bien vouloir procéder au déclassement des EBC sous les lignes :

- **Liaison aérosouterraine 63kV N0 1 ARCACHON-FACTURE-LAMOTHE**
- **Liaison souterraine 63kV N0 1 ARCACHON (ENEDIS) – SECARY**

Restant à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de notre considération très distinguée.

Le chef de service
Concertation, Environnement, Tiers
Centre D&I TOULOUSE

Stéphane CALLEWAERT

Annexe : Télécharger_visualiser_données_SUP-I4_GPU_TOULOUSE

Copie : Mairie de La Teste-de-Buch mairie@latestedeBuch.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

RTE Réseau de transport d'électricité

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Les données de la servitude d'utilité publique I4 sur le Géoportail de l'urbanisme (GPU)

1. Pour télécharger les données depuis le GPU :

- Page d'accueil du GPU :



- Cliquer sur « Recherche avancée » :



- Page « Recherche avancée » :

RECHERCHE AVANCEE



Le moteur de recherche ci-dessous vous permet de rechercher des documents d'urbanisme ou des servitudes d'utilité publique sur la base des documents publiés sur le Géoportail de l'Urbanisme. Les informations descriptives de la donnée sont accessibles en cliquant sur l'icône ⓘ les données sont quant à elles directement visualisables et téléchargeables en cliquant sur les icônes ↗ et ⬇

Form fields for advanced search:

- Titre : PLU de Motteff
- Type de document : Tous
- Territoire : [Empty field]
- Organisme producteur (*) : [Empty field]
- Buttons: + Ajouter, Rechercher

- Cliquer sur le menu déroulant « Type de document » et choisir « Servitudes d'utilité Publique »

Type de document

- Tous
- Plan local d'urbanisme (PLU)
- Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi)
- Plan d'occupation des Sols (POS)
- Carte Communale (CC)
- Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV)
- Schéma de Cohérence des Territoires (SCoT)
- Servitudes d'Utilité Publique (SUP)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



Veillez effectuer

- Une fenêtre « Catégories de SUP » apparaît, cliquer sur « Ajouter » :

*** Catégories de SUP**

+ Ajouter

- Cocher la SUP I4 dans la liste proposée puis « Valider » :

AJOUTER DES CATEGORIES DE SUP

Cochez dans la liste déroulante ci-dessous les catégories de SUP pour lesquelles vous donnez les droits de gestion :

- ☐ ELIV - Coeurs de parcs nationaux
- ☐ EL11 - Servitude relative aux interdictions d'accès grevant les propriétés limitrophes des autoroutes, routes express et déviations d'agglomération
- ☐ EL12 - Associations syndicales autorisées, associations syndicales constituées d'office et leurs unions
- ☐ EL2 - Défense contre les inondations
- ☐ EL2bis - Servitude qui concerne la Loire et ses affluents
- ☐ EL3 - Servitude de halage et de marchepied
- ☐ EL4 - Servitude relative au développement et à la protection des montagnes
- ☐ EL5 - Servitude de visibilité sur les voies publiques
- ☐ EL6 - Servitude grevant les terrains nécessaires aux routes nationales et aux autoroutes
- ☐ EL7 - Servitudes d'alignement des voies publiques
- ☐ EL8 - Servitude de protection des champs de vue des établissements indispensables à la sécurité et à la surveillance de la navigation maritime
- ☐ EL9 - Servitude de passage sur le littoral
- ☐ I1 - Servitudes relatives à la maîtrise de l'urbanisation autour des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques et de certaines canalisations de distribution de gaz
- ☐ I1bis - Construction et exploitation de pipe-line
- ☐ I2 - Servitudes relatives à l'utilisation de l'énergie hydraulique
- ☐ I3 - Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques
- ☒ I4 - Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques
- ☐ I5 - Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de distribution de gaz
- ☐ I6 - Servitude relative à l'exploitation des mines et carrières
- ☐ I7 - Servitudes de protection relative au stockage souterrain de gaz, hydrocarbures et produits chimiques
- ☐ I8 - Servitude relative à la protection des stockages souterrains de gaz naturel, d'hydrocarbures liquides, liquéfiés ou gazeux ou de produits chimiques à destination industrielle dans les

Valider

- Dans la fenêtre « Territoire » cliquer sur « Ajouter »

Territoire

Organisme producteur (*)

+ Ajouter

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

- Choisir un maillage régional (par exemple Occitanie)

Choisissez un maillage

Inscrivez dans le champ ci-dessous le maillage géographique (nom de commune, département...) pour lequel vous souhaitez donner les droits de gestion, et cliquez sur une des propositions :

OCCITAN

R76 : OCCITANIE

Ajouter

- Cliquer ensuite sur « Rechercher » :

Titre
ex : PLU de Motreff

Type de document
Servitudes d'Utilité Publique (SUP)

* Catégories de SUP
I4

Territoire
OCCITANIE

Organisme producteur (*)
ex : DDT, commune, agence, ...

(*) : champ issu des métadonnées, dont la qualité de remplissage est de la responsabilité des organismes producteurs de la ressource.

Rechercher

- Télécharger les données

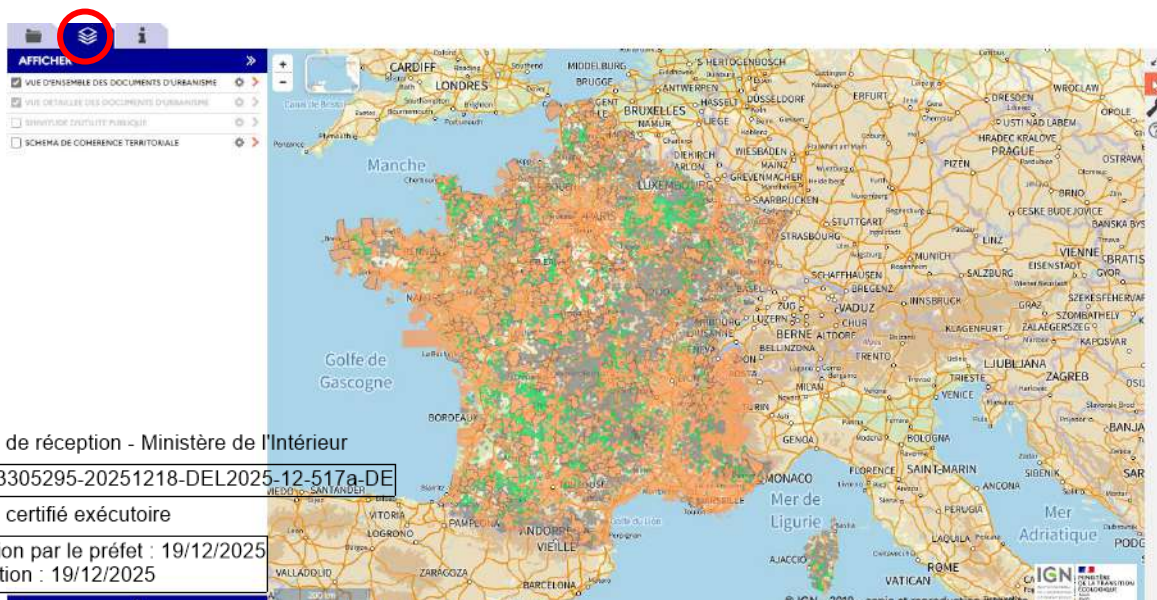
Servitude d'Utilité Publique (SUP) de la catégorie I4 - OCCITANIE - 444619258



Les données sont disponibles au format Shapefile et en projection RGF93-Lambert93.

2. Pour visualiser les données sur le GPU

La visualisation se passe via l'onglet « Cartographie ». Choisir ensuite l'onglet « Couches » :



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

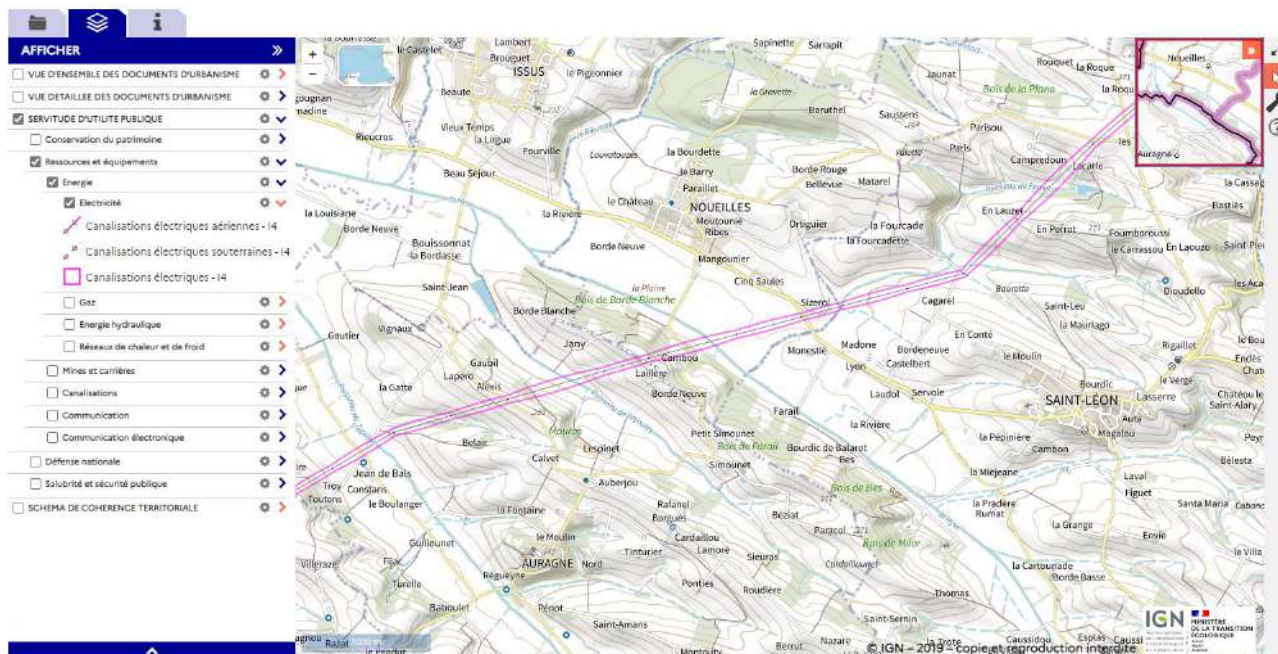
Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Après avoir zoomé sur le territoire considéré, dérouler les sous-menus des couches comme suit :

SERVITUDE D'UTILITÉ PUBLIQUE/Ressources et équipements/Energie/Electricité :



Nota : A date de mars 2023, seules les données de la SUP I4 dont bénéficie RTE (ouvrages HTB > à 50 kV) semblent disponibles sur le GPU. Pour les autres gestionnaires des ouvrages < à 50 kV, il est nécessaire de se rapprocher d'Enedis ou des régies de distribution le cas échéant.

3. Les usages des données de la SUP I4

- En application des articles L. 151-43 et L. 152-7 du code de l'urbanisme, insérer précisément ces données dans les plans des servitudes en annexe des documents d'urbanisme dans le cadre du porter à connaissance ou dans le cadre du projet arrêté ;
- Prendre en compte la présence des ouvrages dans le cadre de la procédure Autorisation du Droit des Sols (ADS), de l'information au titre des Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP), Emplacements Réservés (ER)... ;
- Détramer les éventuels Espaces Boisés Classés (EBC) en se basant sur l'assiette de la SUP puisque cette dernière est incompatible avec un tel classement.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Gironde

Le Directeur Départemental,

à

**Monsieur le Directeur Départemental
des Territoires et de la Mer**

SUAT/Unité planification

Cité Administrative

Rue Jules Ferry - B.P. 90

33090 BORDEAUX Cedex

à l'attention de M. PONNOU DELAFFON

Bordeaux, le **- 4 AOUT 2022**

Groupe Opération Prévision

Service Prévision

GOP/PRS/RMU/PHE/NPS/A.54498/2022- 69699

Vos réf. : V/Transmission en date du 10 juin 2022

Affaire suivie par le capitaine CASTAING

**Objet : Plan Local d'Urbanisme - Porter à connaissance
Commune de LA TESTE DE BUCH**

P.J. : - Fiches de contrôle des Points d'Eau Incendie (PEI)
- Annexe « Les voies engins »
- Annexe « Les voies échelles »
- Annexe « Dispositifs de restriction d'accès »

Par courrier cité en référence, vous sollicitez l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours sur la défense incendie de la commune de LA TESTE DE BUCH dans le cadre de la révision du Plan Local d'Urbanisme au titre du Porter à Connaissance.

1. Accessibilité aux véhicules d'incendie et de secours

Les zones de développement urbain, les zones d'activité, leurs bâtiments ou enjeux divers devront être desservis par des voies « engins » et voies « échelles » dont les caractéristiques sont énoncées dans les annexes correspondantes, afin de permettre l'engagement et l'intervention des équipes de secours.

Les dispositifs de restriction d'accès devront être compatibles avec les principes évoqués dans l'annexe correspondante.

2. Prise en compte des risques majeurs

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEI 2025-12-517a-DEI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

La commune est classée dans le Dossier Départemental des Risques Majeurs

comme étant exposée aux risques d'inondation, feux de forêt, retrait/gonflement

d'argile, sismique (très faible).

22, Boulevard Pierre 1^{er} - 33 081 BORDEAUX CEDEX - Téléphone 05 56 01 84 40 - Télécopie 05 56 79 26 18

Il convient donc d'annexer au PLU les éventuels plans de prévention des risques approuvés par l'autorité préfectorale.

La Teste de Buch étant une commune classée à dominante forestière, dans les espaces exposés au risque feu de forêt (à moins de 200 m d'un espace boisé), en application de l'Art. L. 134-6 du code forestier et du règlement interdépartemental de protection de la forêt contre les incendies du 20 avril 2016, les règles de débroussaillage doivent être incluses dans le règlement du plan local d'urbanisme.

J'attire votre attention sur l'intérêt du débroussaillage dans les zones situées à l'interface de la forêt et des zones urbanisées. En effet, les retours d'expériences montrent que c'est dans ces zones que se produisent le plus grand nombre de départs de feu. Cette augmentation du nombre de départs de feu s'explique par la forte présence humaine en lisière de forêt induite par l'urbanisation. La gestion de cette interface permet de prévenir efficacement les incendies de forêt susceptibles de menacer les habitations et inversement.

Par conséquent, au contact des espaces naturels non agricoles (forêt, landes, bois, friches), pour protéger les constructions du massif forestier et inversement, mes services recommandent la mise en place d'une bande de roulement périmétrale d'une largeur de 4 m et des accotements de part et d'autre de 1 m de large, hors fossés, englobant l'ensemble des bâtiments, équipements ou ouvrages projetés et disposant d'un accès normalisé à la forêt tous les 500 m.

S'agissant des obligations liées à des exploitations ou installations particulières, l'implantation de bâtiments industriels est interdite à moins de 20 m des peuplements résineux. Cette distance est portée à 30 m pour des installations classées, soumises à déclaration ou à autorisation, représentant des risques particuliers d'incendie ou d'explosion.

3. Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI)

3.1. Réglementation applicable

La DECI doit permettre de disposer des ressources en eau nécessaires à la lutte contre les incendies. Elle doit être dimensionnée en fonction du niveau de risque évalué par le SDIS.

Le Règlement de Défense Extérieure Contre l'Incendie de la Gironde (RDDECI), élaboré par le SDIS et approuvé par arrêté préfectoral le 26 juin 2017, définit les principes de la Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Ce règlement adapte le dimensionnement de la défense incendie en fonction de 5 niveaux de risque courant (très faible, faible, ordinaire, important, très important). A chaque niveau de risque correspond un volume d'eau ou débit ainsi qu'une distance maximale entre le point d'eau incendie et l'enjeu bâtiminaire à défendre.

Ainsi, pour les niveaux de risque très faible et faible, le règlement permet d'accepter une DECI correspondant à 30 m³/h pendant 1 h, soit une réserve de 30 m³ minimum à une distance maximale de 400 m (risque très faible) et 200 m (risque faible) du bâti à défendre.

Le RDDECI de la Gironde est consultable sur le site des services de l'Etat : <https://www.gironde.gouv.fr/Politiques-publiques/Securite>

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

3.2. État de la défense incendie existante

Au vu des éléments techniques en possession du SDIS, mes services sont en mesure de vous communiquer les résultats de contrôle des Points d'Eau Incendie (PEI), ainsi que la liste des lieux-dits dépourvus de toute défense incendie.

3.2.1. Résultats de contrôle des PEI

Il s'avère que sur le territoire communal de La Teste de Buch un certain nombre de PEI présentent un débit disponible inférieur à 30 m³/h ou une capacité inférieure à 30 m³.

Conformément au RDDECI de la Gironde, ces PEI ne sont pas utilisables pour la lutte contre l'incendie (cf. Résultats de contrôle).

Il y a lieu d'étudier les solutions permettant d'augmenter les performances du réseau d'Adduction d'Eau Potable (AEP) ou de suppléer ces PEI par d'autres solutions techniques.

3.2.2. Liste des lieux-dits dépourvus de défense incendie

Il s'agit des secteurs dont certains bâtis sont situés à plus de 400 m d'un PEI : Nord du lieu-dit Jaumard , Sud du lieu-dit Bécassierre.

Il appartient à la collectivité, à partir de la grille de dimensionnement de la DECI, de s'assurer que chaque bâti dispose d'une défense incendie adaptée et proportionnée au risque à défendre.

Les grilles de couverture sont consultables dans le RD DECI page 17.

4. Schéma Communal de DECI (SCDECI) (facultatif)

Afin d'avoir une vision prospective de la défense incendie, la collectivité peut faire le choix, de réaliser un Schéma Communal de DECI. Ce document facultatif d'analyse et de planification de la DECI permettra :

- ✓ de réaliser un état des lieux précis de la DECI existante,
- ✓ d'établir un bilan des écarts au règlement départemental de DECI,
- ✓ de définir des priorités d'équipements,
- ✓ de corréler le plan d'équipements de DECI aux projets de développements urbains.

Pour réaliser ce SCDECI, il est possible de récupérer le positionnement des PEI du territoire sous forme de données SIG (Système d'Information Géographique).

A ce sujet, le système d'information géographique, dont le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Gironde bénéficie, s'avère être mutualisé au travers d'un partenariat inter-services placé sous l'égide d'un Groupement d'Intérêt Public dénommé Aménagement du Territoire et Gestion des Risques (GIP ATGeRi), implanté sur Bordeaux.

En conséquence, la collectivité peut se rapprocher de cette entité (05.57.85.40.42) afin d'étudier les modalités pratiques d'une mise à disposition des données souhaitées.

Mes services restent à votre disposition, pour tout conseil technique en matière de DECI et pour apporter son aide dans la démarche d'élaboration du SCDECI.

5. Modification du Plan

Tout projet ultérieur de modification doit faire l'objet d'une consultation du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Départemental Adjoint,

Colonel Thierry DEDIEU

Copies pour information à :

- Monsieur le chef du Groupement Territorial Sud-Ouest
- Monsieur le chef du CIS La Teste/Le Pyla

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Commune : LA TESTE DE BUCH (Convention 100% tous les ans)

Fait par : LTB

Le : 01/12/2021

Date : 01/12/2021

Tourner les ressources en eau n° : 2021-TESTE-001-TEST

Commune : LA TESTE DE BUCH

Planche 589

N°	Mesure	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
726	X	PI100	RTE DE BISCARROSSE - CHEZ TINTIN (FACE ENTRÉE)	7,0	4,0				43	Disponible
727	X	PI100	RTE DE BISCARROSSE - CHEZ TINTIN (APRES ENTRÉE)	5,5	4,5					Disponible
729	X	PI100	RTE DE BISCARROSSE (PARKING DULET SUD)	6,0	6,0					Disponible
730	X	PI100	RTE DE BISCARROSSE (ENTRÉE DULET)	6,0	5,0					Disponible
731	X	PI100	RTE DE BISCARROSSE APRÈS CARREFOUR PISTE 214	6,5	5,5					Disponible
732	X	PI100	RTE DE BISCARROSSE CAMPING DE LA FORÊT	0,0	0,0	0	0		41	Indisponible
733	X	PI100	RTE DE BISCARROSSE CAMPING DE LA DUNE	3,0	2,0					Disponible
734	X	PI100	RTE DE BISCARROSSE PYLA CAMPING	3,0	1,5					Disponible
735	X	PI100	RTE DE BISCARROSSE APRÈS PYLA CAMPING	0,0	0,0	0	0		6 - 31	Indisponible
736	X	PI100	RTE DE BISCARROSSE HÔTEL LES SABLONEYS	3,0	1,5					Disponible
737	X	PI100	RTE DE BISCARROSSE CHE DU DÉSERT	4,0	2,0					Disponible
738	X	PI100	RTE DE BISCARROSSE CAMPING LE PANORAMA	4,0	2,0					Disponible
740	X	PI100	RTE DE BISCARROSSE CAMPING PETIT NICE	4,0	2,0				1	Disponible
741	X	PI100	RTE DE BISCARROSSE MAISON FORESTIÈRE	7,0	6,0				10	Disponible
742	X	PI100	RTE DE BISCARROSSE FACE CHE CABANE NEUVE	7,0	4,0				43	Disponible
743	X	PI100	RTE DE BISCARROSSE PARKING PETIT NICE	7,0	7,0				11	Disponible
744	X	PI100	PISTE 214 SOUSSINES	6,2	5,5				11	Disponible
747	X	PI100	PISTE 214 CABANNE HOURN-LAURÉS	6,0	4,5				11 - 48 - 63 Hydrant penché	Disponible
748	X	PI100	PISTE 214 CABEY DE BAS	5,0	4,0				11	Disponible
754	X	PI100	RD 218 ENTREE PORTAIL ONF DFCI	7,0	4,0				11	Disponible

Commune : LA TESTE DE BUCH (Convention 100% tous les ans)

Fait par : LTB

Le : 01/12/2021

Date : 01/12/2021

Tournée des ressources en eau n° : 2021-TESTE-002-TEST

C.I.S : LA TESTE DE BUCH

Planche 684

N°	Mesure	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
13	X	PI100	HARAS DE LA BECASSIERE - DERRIERE LE ZOO	3,0	1,5					Disponible
245	X	PI100	AÉRODROME VILLEMARIE ENTRÉE GENDARMERIE	3,0	2,7					Disponible
246	X	BI100	AVE DE L'AÉRODROME - ECOLE D'AVIATION	3,0	2,7					Disponible
308	X	PI100	PISTE 214 FACE RESERVE DU NATUS	0,0	0,0	0	0		6 - 11 - 31 - 48	Indisponible
349	X	PI100	ZOO (ENTREE)	3,5	2,5					Disponible
411	X	PI100	DERRIERE NATUS DEVANT CHENIL	3,0	0,0	47	47			Disponible
433	X	BI100	D 256 AIRE ACCUEIL GENS VOYAGE	0,0	0,0	0	0		1 végétation - 5 - 9 - 29 - 31 - 79	Indisponible
827	X	PI100	VILLEMARIE DEVANT AEROCUB	3,0	2,7					Disponible

Accusé de réception en préfecture de l'intérieur

033-21330295-0251218-01202512-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le référent : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Accusé de réception Ministère de l'Intérieur
033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le référent 19/12/2025
Publication 19/12/2025
Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Date : 01/12/2021
Commune : LA TESTE DE BUCH (Convention 100% tous les ans)
Fait par : LTB
Le : 01/12/2021

Tournée des ressources en eau n° : 2021-TESTE-003-TEST

C.I.S. : LA TESTE DE BUCH

Planche 727-728

N°	Mesure	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
755	X	PI100	RTE ACCES LAGUNE SANITAIRES	7,0	4,0					Disponible
756	X	PI100	PARKING LAGUNE RESTAURANT	0,0	0,0	0	0		5	Indisponible
757	X	PI100	RD 218 ENTREE DFCI 12/1.	7,0	3,5				11	Disponible
758	X	PI100	D 218 / PISTE 12-2 - ENTREE - LD LA SALIE NORD	7,0	3,0				10 - 11	Disponible
759	X	PI100	SALIE NORD - ENTREE - RD 218	7,0	4,0					Disponible
760	X	PI100	SALIE NORD - PARKING - SANITAIRES	7,0	4,0					Disponible
761	X	PI100	MAISON ONF POSTE DES DOUANES	7,0	2,0					Disponible
762	X	PI100	SALIE SUD - PARKING - FACE RESTAURANT	7,0	3,0				11	Disponible
763	X	PI100	SALIE SUD - MAISON ONF	8,0	3,0					Disponible

Commune : LA TESTE DE BUCH (Convention 100% tous les ans)

Fait par : CIS LA TESTE

Le : 05/12/2021

Date : 05/12/2021

Tournée des ressources en eau n° : 2021-TESTE-004-TEST

CIS : LA TESTE DE BUCH

Planche 24146 Z4 147

N°	Mesure	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
603	X	BI100	ALL DES GEMEAUX AU N° 002	4,5	3,0					Disponible
604	X	PI100	AVE DES TROPIQUES AU N° 023	4,0	3,0					Disponible
605	X	BI100	AVE DES ETOILES AU N° 015	5,0	2,0					Disponible
607	X	PI100	ALL VENTOSE FACE AU N° 022	7,0	0,0	25	28		31	Indisponible
608	X	BI100	ALL FRUCTIDOR AU N° 009	0,0	0,0	0	0		6 - 31	Indisponible
609	X	BI100	ALL FRUCTIDOR AU N° 024	4,0	1,5					Disponible
610	X	BI100	ALL FRUCTIDOR FACE AU N° 063	4,0	2,0					Disponible
611	X	BI100	ALL FRUCTIDOR AU N° 056	7,0	5,5					Disponible
612	X	BI100	ALL FRUCTIDOR / BLD DES CRÊTES	7,0	4,5				43 - 56	Disponible
613	X	BI100	BLD DES CRÊTES FACE AU N° 015	2,5	2,0					Disponible
614	X	BI100	ALL MESSIDOR - ALL FLORÉAL FACE AU N° 007	4,0	2,0					Disponible
615	X	BI100	ALL MESSIDOR FACE AU N° 019	4,0	2,0					Disponible
616	X	BI100	BLD DES CRÊTES FACE AU N° 043 ET FACE AU N° 052	5,0	0,0	56	58			Disponible
617	X	PI100	AVE DES CRÊTES / BLD DE LA CROIX DU SUD	5,0	0,0	54	57			Disponible
618	X	BI100	AVE DE LA BALANCE AU N° 006	7,6	2,0					Disponible
619	X	BI100	AVE DU FIRMAMENT AU N° 027	3,5	0,0	30	32			Disponible
620	X	PI100	AVE MAL FOCH - 30 M APRES LOT	4,0	2,5					Disponible
621	X	BI100	ALL FOCH AU FOND	3,0	2,0					Disponible
622	X	PI100	AVE DE BELLEVUE AU N° 049	3,0	2,5					Disponible
623	X	BI100	AVE DE BELLEVUE AU N° 058	2,5	1,5					Disponible
624	X	BI100	AVE DE BELLEVUE FACE AU N° 032	4,0	3,0					Disponible

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le référent : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Date : 05/12/2021

Reçu par le préfet : 19/12/2025
Application : 19/12/2025
Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

CH (Convention 100% tous les ans)
Fait par : CIS LA TESTE
Le : 05/12/2021

Pointe de ressources en eau n° : 2021-TESTE-004-TEST
CIS LA TESTE DE BUCH
Planche 24146 Z4 147

N°	Mesure	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
625	X	BI100	ROND-POINT MAL JUIN	4,5	4,0					Disponible
626	X	BI100	AVE DES BRUYÈRES / AVE THOMAS ILLYRIQUE	5,2	4,0					Disponible
627	X	BI100	AVE ST FRANÇOIS XAVIER AU N° 053	5,5	4,5					Disponible
628	X	PI100	AVE DES GALIPS / AVE DES VIOLETTES	4,8	0,0	40	48			Disponible
632	X	BI100	AVE DE LA PLAGE AU N° 002	5,0	4,0					Disponible
750	X	PI100	SQR DU ZÉNITH PROX DU N° 011	4,5	4,0					Disponible
751	X	BI100	AVE GAL DE GAULLE / AVE DE LA MER	3,8	2,8					Disponible
764	X	PI100	SQR DES EMBRUNS AU N° 005	5,0	3,5					Disponible

Date : 05/12/2021 Commune : LA TESTE DE BUCH (Convention 100% tous les ans)
Fait par : CIS LA TESTE
Le : 05/12/2021

Tournée des ressources en eau n° : 2021-TESTE-005-TEST

C.I.S. : LA TESTE DE BUCH

Planche Z4 148 Z4 149

N°	Mesure	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
7	X	BI100	RUE FUSTEL DE COULANGE FACE AU N° 049	5,0	0,0	30	38		56	Disponible
8	X	BI100	BLD D'ARCACHON FACE AU N° 040	7,0	0,0	55	60		56	Disponible
141	X	BI100	BLD D'ARCACHON FACE AU N° 052	0,0	0,0	0	0		31 - 33	Indisponible
331	X	PI100	RUE LAGRUA À CÔTÉ SERRE D'ARCACHON	4,0	3,0					Disponible
415	X	PI100	RUE LAGRUA FACE IVANTOUT	5,0	4,0					Disponible
602	X	PI100	AVE DES ETOILES / ALL DE LA PINÈDE	2,0	2,0					Disponible
606	X	BI100	AVE VENTOSE /	5,5	0,0	40	48		43	Disponible
348	X	PI100	LOT ESPACE PLAISANCE RUE LAGRUA	4,5	3,5					Disponible
332	X	BI100	RUE LAGRUA DEVANT MAC DONALD	4,0	2,5					Disponible
319	X	PI100	AVE GAL LECLERC À CÔTÉ STATION SERVICE	4,0	0,5	20	26		31	Indisponible

Accusé de réception Ministère de l'Intérieur

033-21330295-20251218-TEL202512-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le référent 19/12/2025

Publication 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Accusé de réception
033-213305295-0251218-DEL2025-12-517a-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le référent : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025
Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Date : 06/12/2021
Commune : LA TESTE DE BUCH (Convention 100% tous les ans)
Fait par : CIS LA TESTE
Le : 06/12/2021

Tourner les ressources en eau n° : 2021-TESTE-006-TEST

CIS LA TESTE DE BUCH

Planche 24150 Z4 396...

N°	Mesure	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
34	X	BI100	AVE DES OSTRÉICULTEURS AU N° 014	4,5	3,0					Disponible
35	X	BI100	AVE DES HUTTIERS AU N° 036	4,5	4,0					Disponible
36	X	BI100	CLUB DU LARGE AU N° 020	4,5	3,0					Disponible
40	X	PI100	RUE A. LESCA / RUE DE LA PEGUILLERE	4,0	3,0					Disponible
167	X	PI100	RUE OVIDE ROUSSET 20 M COOP. MARITIME	4,5	3,5					Disponible
175	X	PI100	ALL DES PARQUEURS	4,5	3,5					Disponible
194	X	BI100	RUE J. BART AU N° 008	4,5	3,5					Disponible
216	X	BI100	RUE R. SURCOUF AU N° 024	4,5	3,5					Disponible
217	X	BI100	AVE DES OSTRÉICULTEURS 30 M APRÈS PONT	4,5	2,0					Disponible
247	X	PI100	DIGUE EST APRÈS LE CANAL FACE TRANSFO	4,5	3,5					Disponible
250	X	PI100	RUE DE LA PEGUILLERE	4,5	3,5					Disponible
306	X	PI100	PORT DE LA TESTE DIGUE OUEST CROISEMENT RUE ROUSSET	4,5	3,5					Disponible
330	X	PI100	AVE DES OSTRÉICULTEURS 80M FIN DIGUE	4,5	1,5				25	Disponible
356	X	PI100	RUE DES EIDEIRS / RUE DES SOUCHETS	4,5	3,0					Disponible
357	X	PI100	RUE DES SOUCHETS AU N° 007	4,5	3,5					Disponible
358	X	BI100	CHE DU PETIT BORDES COLONIE BONNES VACANCES	0,0	0,0	0	0		6 - 31	Indisponible
359	X	PI100	CHE DE L'ENBRANCHEMENT (PETIT PORT)	4,5	0,9	0	0		31	Indisponible
363	X	PI100	RUE DU PARADIS DES CANARDS AU N° 023	4,5	3,5					Disponible
364	X	PI100	RUE O. ROUSSET DIGUE OUEST CABANE N° 088	4,5	3,5					Disponible
365	X	PI100	RUE DES PÊCHEURS CABANE N° 095	4,5	2,5					Disponible
367	X	PI100	PORT DU ROCHER CABANE N° 009	4,5	3,0					Disponible

Date : 06/12/2021

Avisé par réception - Ministère de l'Intérieur

000021305295-2025-12-517a-DE

Avisé par l'exécutif

Réception par le projet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de la Teste de Buch, Patrick DAVET

Chaîne d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A7 79
Publié le : 19/12/2025
Par : DAVET Patrick
Document certifié conforme à l'original
<http://publiad.fr/documentPublic/84435>

H (Convention 100% tous les ans)

Tournées de sources en eau n° : 2021-TESTE-006-TEST

Fait par : CIS LA TESTE

Le : 06/12/2021

CIS : LA TESTE DE BUCH

Planche Z4 150 Z4 396...

N°	Mesure	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
373	X	PI100	RUE ROGER DUBOIS AU N° 008	4,5	3,5					Disponible
374	X	PI100	RUE ROGER DUBOIS / RUE DE LA PEGUILLERE	4,5	3,0					Disponible
397	X	PI100	ALL DES ECLUSES - PROLONGEMENT	4,0	2,5					Disponible
410	X	PI100	ALL DE LA GLACIERE	4,5	4,0					Disponible
889	X	PI100	ALL DES PINASSEYRES	4,5	4,0					Disponible
886	X	B100	RUE DU MOULIN DES BORDES AU N° 021	4,5	3,5					Disponible
912	X	PI100	RUE DES CORDIERS	4,5	3,5					Disponible

Date : 09/12/2021
Commune : LA TESTE DE BUCH (Convention 100% tous les ans)
Fait par : CIS LA TESTE
Le : 09/12/2021

Tournée des ressources en eau n° : 2021-TESTE-007-TEST
C.I.S. : LA TESTE DE BUCH
Planche Z4 402 Z4 403...

N°	Mesure	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomales	Etat
629	X	BI100	AVE DES GALIPS AU N° 026	4,5	0,0	52	56			Disponible
630	X	BI100	AVE DES GALIPS AU N° 004	4,5	0,0	42	42			Disponible
631	X	BI100	AVE DES GENÊTS / AVE DES MÛRES	4,5	0,0	40	42			Disponible
633	X	BI100	BLD DE L'OCEAN AU N° 133	5,0	4,5					Disponible
634	X	BI100	AVE DE LA PLAGE / AVE DE LA JAGUDE	5,0	4,5					Disponible
635	X	BI100	AVE DES VIOLETTES FACE AU N° 056	5,0	0,0	26	29		31	Indisponible
636	X	BI100	AVE DES PINS / AVE DES GENÊTS	5,0	4,0					Disponible
637	X	BI100	AVE DE L'ERMITAGE FACE MAIRIE	0,0	0,0	0	0		5 - 9 - 31	Indisponible
638	X	BI100	BLD DE L'OCEAN DEVANT DISCOTHEQUE	5,0	4,0					Disponible
639	X	BI100	AVE DE L'ERMITAGE / AVE DES CAMÉLIAS	5,0	0,0	38	40		9	Disponible
640	X	BI100	AVE DE L'ERMITAGE / AVE DES MIMOSAS	5,0	0,0	43	48		9	Disponible
641	X	PI100	AVE DES MIMOSAS AU N° 002	0,0	0,0	0	0		31 - 32	Indisponible
642	X	BI100	AVE DES CHÊNES / AVE DES AJONCS	0,0	0,0	0	0		5 - 9 - 31	Indisponible
643	X	PI100	AVE DES AJONCS AU N° 023	3,5	0,0	20	25		31	Indisponible
644	X	BI100	AVE DES AJONCS / AVE DES CHENES VERTS	2,5	0,0	40	43			Disponible
645	X	PI100	L'ERMITAGE / CHÊNES VERTS	2,5	1,5					Disponible
646	X	PI100	LOT L'ERMITAGE - ROND-POINT DES BAIES N° 24	4,5	2,0					Disponible
647	X	PI100	LOT L'ERMITAGE (EXTENSION) - SQR DES BAIES	3,5	1,5				25	Disponible
648	X	PI100	LOT L'ERMITAGE (EXTENSION) - CÔTÉ NORD	4,5	2,5				25	Disponible
649	X	PI100	AVE DES BAIES AU N° 027	2,5	0,9	58	58		11	Disponible
651	X	BI100	AVE DES CHÊNES VERTS AU N° 001	0,0	0,0	0	0		5 - 31	Indisponible

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-02512182-CEL202512-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le référent : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Date : 09/12/2021

H (Convention 100% tous les ans)

Tournée des ressources en eau n° : 2021-TESTE-007-TEST

Fait par : CIS LA TESTE

CIS : LA TESTE DE BUCH

Le : 09/12/2021

Planche Z4 402 Z4 403...

N°	Mesure	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
10	X	PI100	BLD D'ARCACHON FACE AU N° 029	1,5	1,0					Disponible
11	X	PI100	BLD DE PYLA DERNIÈRE MAISON	7,0	0,0	48	50		11	Disponible
12	X	BI100	BLD DE PYLA FACE AU N° 055 / CHE DU MOULLEAU	4,0	3,5					Disponible
307	X	PI100	ALL DE L'HOPITAL AU N° 006	7,5	6,0					Disponible
394	X	PI100	CHE DU MOULLEAU AU N° 021	4,5	4,0					Disponible
395	X	PI100	RUE DU CIPPE DE BREMONTIER AU N° 010	4,5	2,5					Disponible
420	X	PI100	LOT LES PORTES DU PYLA	7,0	6,0					Disponible
422	X	PI100	LOT LES PRES DU GREEN	4,5	4,0					Disponible

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
033-21330595-20251218-51712517a-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le Préfet : 19/12/2025
Publication 9/12/2025
Le Maire de la Teste de Buch Patrick DAVET

Date 09/12/2021
Commune : LA TESTE DE BUCH (Convention 100% tous les ans)
Fait par : CIS LA TESTE
Le : 09/12/2021

Tournée des ressources en eau n° : 2021-TESTE-008-TEST

CIS LA TESTE DE BUCH

Planche Z2 147 Z2 448...

N°	Mesure	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
14	X	BI100	ALL DU BOIS DE ROME AU N° 004	4,5	0,0	23	28		31	Indisponible
15	X	BI100	ALL DE LA LISIÈRE DU GOLF AU N° 018	4,5	2,5					Disponible
16	X	BI100	ALL DE LA LISIÈRE DU GOLF AU N° 038	4,5	3,0					Disponible
17	X	BI100	ALL DE LA LISIÈRE DU GOLF AU N° 060	4,5	2,5					Disponible
18	X	BI100	RUE DES MARAÎCHERS AU N° 002	4,5	2,0				9	Disponible
19	X	BI100	RES QUINCARNEAU CÔTÉ SUD	4,5	3,5					Disponible
20	X	BI100	CHE DU BAOU / GALERIE MARCHANDE	4,5	3,5					Disponible
21	X	BI100	CHE DU BAOU / RUE DES CHASSEURS	4,5	3,5					Disponible
22	X	BI100	RES QUINCARNEAU CÔTÉ NORD	4,5	3,5					Disponible
23	X	PI100	AVE DE VERDUN / RUE FRANCOIS LEGALAIS	4,5	3,5				11	Disponible
27	X	BI100	RUE DES PRÉS SALÉS AU N° 010	4,5	3,8					Disponible
28	X	BI100	CHE LAGRUA AU N° 020	4,5	2,0					Disponible
29	X	PI100	RUE DU DIAPASON	4,5	2,5					Disponible
66	X	BI100	RUE DU BRAOQUET AU N° 002	4,5	2,0					Disponible
67	X	BI100	RUE DES POILUS / RUE DES CHASSEURS	4,5	0,0	40	45			Disponible
68	X	BI100	RUE DES POILUS FACE AU N° 034	4,5	0,9	50	52			Disponible
69	X	BI100	CHE DU BRAOQUET FACE AU N° 025 -RUE DU BAOU	4,5	3,5					Disponible
70	X	BI100	RUE GUYNEMER / RUE DES BOÏENS	4,5	4,9					Disponible
72	X	PI100	RUE DU DADÉ AU N° 019	4,5	4,0					Disponible
127	X	BI100	RUE DE LA GAROLLE FACE AU N° 008	4,5	2,5					Disponible
148	X	BI100	AVE DE VERDUN / RUE C. DE VILLIERS	4,5	3,5					Disponible

N°	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
152	BI100	BLD DE PYLA / ALL BOIS DE ROME	4,5	0,0	23	28		31	Indisponible
238	PI100	PARKING RUE VICTOR HUGO	4,5	3,5					Disponible
293	PI100	RUE G. SORE - SALLE DES FÊTES PIERRE CRAVEY	0,0	0,0	0	0		31 - 48	Indisponible
296	PI100	SQR DE LA MARELLE LOT LES PEUPLIERS	4,5	0,0	20	26		31	Indisponible
300	PI100	GALERIE MARCHANDE CÔTÉ OUEST FACE LEADER PRICE	4,5	2,5					Disponible
313	PI100	CARREFOUR RUE CAP OCEAN	4,5	3,5					Disponible
314	PI100	CARREFOUR RUE CAP OCEAN	4,5	1,5					Disponible
315	PI100	CARREFOUR 21 RUE CAP OCEAN	4,5	3,5					Disponible
316	PI100	CARREFOUR CÔTÉ SUD À DROITE STATION	4,5	3,8					Disponible
317	PI100	CARREFOUR CÔTÉ SUD À GAUCHE STATION	4,5	3,9					Disponible
350	PI100	CLOS DES CHÊNES	4,5	0,0	48	49			Disponible
383	PI100	CHE DE LA PALUE	4,5	3,5					Disponible
391	PI100	CHE DE LA PALUE / CHE DES TANNERIES	4,5	4,0					Disponible
423	PI100	CARREFOUR - NOUVEAU PARKING - FACE ENTREE	4,5	4,0					Disponible
929	BI100	RUE DE MENAN FACE AU N° 008	0,0	0,0	0	0		5	Indisponible

Date : 17/12/2021 Commune : LA TESTE DE BUCH (Convention 100% tous les ans)
Fait par : CIS LA TESTE
Le : 17/12/2021

Tournée des ressources en eau n° : 2021-TESTE-009-TEST

C.I.S. : LA TESTE DE BUCH

Planche Z2449 Z2 450...

N°	Mesure	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
2	X	PI100	RUE ARISTIDE ICHARD	4,0	3,9					Disponible
24	X	BI100	AVE DE VERDUN - TERRE PLEIN (MILIEU)	4,5	3,0					Disponible
25	X	BI100	RUE VICTOR HUGO / RUE CHANZY	4,8	3,5					Disponible
26	X	BI100	RUE GAL CHANZY / RUE DE BRÉMONTIER	4,6	3,9					Disponible
30	X	BI100	RUE E. ROSTAND / RUE H. ORNON	4,7	4,1					Disponible
31	X	BI100	RUE CAMILLE PELLETAN AU N° 015	0,0	0,0	0	0		28 - 31	Indisponible
32	X	PI100	RUE CAMILLE PELLETAN - SURF CAFE	4,5	3,5				11	Disponible
33	X	BI100	RUE HUMEYRE FACE AFFAIRES MARITIMES	4,5	0,0	47	63		27	Disponible
37	X	BI100	RUE DES HIPPOCAMPES FACE AU N° 014	4,5	4,0					Disponible
38	X	PI100	RUE DES PLATANES / BLD DE CUREPIPE	4,7	4,0					Disponible
54	X	BI100	RUE PASTEUR AU N° 038	4,5	0,0	24	29		31	Indisponible
55	X	BI100	RUE PASTEUR / RUE J. FAVRE	4,5	0,0	24	27		31	Indisponible
56	X	BI100	RUE DU PORT / AVE PASTEUR	4,5	3,6					Disponible
57	X	PI100	RUE DU PORT AU N° 012	4,5	3,5				4 végétation	Disponible
58	X	BI100	PCE J. HAMEAU DEVANT MAISON LALANNE	0,0	0,0	0	0		5 - 31	Indisponible
59	X	BI100	AVE C. DE GAULLE AU N° 017	4,5	3,5					Disponible
60	X	BI100	AVE C. DE GAULLE AU N° 039	4,5	4,0					Disponible
61	X	BI100	RUE H. DHEURLE - ARRÊT BUS CES	0,0	0,0	0	0		6 - 31	Indisponible
62	X	BI100	RUE DU CAPITALAT AU N° 026 AU PIED DU FEU	4,5	0,0	53	61		9	Disponible
63	X	BI100	RUE PDT CARNOT / RUE C. RAMOND	4,5	4,0					Disponible
64	X	BI100	PCE GAMBETTA	4,0	3,5					Disponible

H (Convention 100% tous les ans)

Fait par : CIS LA TESTE

Le : 17/12/2021

Tournée des ressources en eau n° : 2021-TESTE-009-TEST

CIS : LA TESTE DE BUCH

Planche Z2 449 Z2 450...

N°	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
65	BI100	RUE DU 14 JUILLET / RUE E. DORÉ	4,4	3,5				10	Disponible
82	PI100	PCE THIERS FACE ENCADREUR	4,0	3,5				32	Indisponible
83	BI100	RUE PDT CARNOT AU N° 058	4,2	3,4					Disponible
84	BI100	RUE G. DE FOIX / RUE DE GRAILLY	4,0	3,0					Disponible
85	BI100	RUE G. DE FOIX AU N° 064	4,0	3,5				9	Disponible
130	BI100	AVE DES HUTTIERS	4,5	3,5				9	Disponible
133	BI100	RUE DU PORT AU N° 050 (15M AVANT SNCF)	0,0	0,0	0	0		6 - 31	Indisponible
134	BI100	RUE H. DHEURLE À CÔTÉ TRANSFORMATEUR	4,0	0,0	23	28		31	Indisponible
139	BI100	AVE C. DE GAULLE / RUE DE LA GEMME	4,0	3,0					Disponible
149	BI100	PCE J. HAMEAU DÉBUT RUE DU CAPITALAT	4,5	3,5					Disponible
150	BI100	AVE GAL LECLERC PASSAGE DE LA TRAÎNE	0,0	0,0	0	0		31 - 60 Carré manœuvre inutilisable	Indisponible
151	BI100	RUE MAL FOCH AU N° 011	4,5	3,0					Disponible
169	BI100	RUE C. RAMOND / RUE P. DAUSSY	4,0	1,0					Disponible
204	BI100	RUE J. BOISOT 10 M AVANT TRANSFO	4,5	0,0	24	27		31 - 43	Indisponible
219	BI100	RUE DE LA GEMME	4,2	2,0					Disponible
220	BI100	RUE A. DAUDET AU N° 010	4,5	2,5					Disponible
221	BI100	AVE DE LA BRASSERIE GRAND VILLAGE	4,5	1,0					Disponible
222	BI100	AVE DE LA BRASSERIE / RUE SAUBONNA	4,5	4,0					Disponible
223	BI100	RUE G. DE FOIX AU N° 050	4,5	3,0					Disponible
271	BI100	LOT LES EGLANTIERS RUE DE MAUPASSANT	4,5	4,0					Disponible
276	BI100	RUE J. FAVRE AU N° 016	4,5	3,0					Disponible
292	BI100	RUE ORNON / RUE A. DIGNAC	4,5	2,0					Disponible

Fait par : CIS LA TESTE

Le : 17/12/2021

Date : 17/12/2021

Tournée de ressources en eau n° : 2021-TESTE-009-TEST

CIS : LA TESTE DE BUCH

Planche Z2 449 Z2 450...

N°	Mesure	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
301	X	PI100	AVE DES OSTRÉICULTEURS DIGUE EST AVANT RESTAURANT	4,5	3,5					Disponible
329	X	PI100	RUE A. LESCA AU N° 017	4,5	3,0				25	Disponible
354	X	PI100	RES DU PARC DERRIÈRE PARKING IMP MAL JOFFRE	4,5	3,0				11	Disponible
382	X	PI100	RUE DES BOYENS FACE AU N° 017	4,0	4,0				11	Disponible
387	X	PI100	RUE DU CHE DES DAMES AU N° 029/031	5,0	4,5					Disponible

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
033-213305295-251218-DEL2025-12-517a-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le référent : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025
Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Date : 14/12/2021
Commune : LA TESTE DE BUCH (Convention 100% tous les ans)
Fait par : CIS LA TESTE
Le : 14/12/2021

Tournée des ressources en eau n° : 2021-TESTE-010-TEST

C.I.S. : LA TESTE DE BUCH

Planche 24407

N°	Mesure	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomales	Etat
39	X	BI100	RUE A. LESCA / CHE DU MOULIN DE BORDES	4,5	4,0				10	Disponible
43	X	BI100	RUE PEYRET POQUE AU N° 016	4,5	3,0					Disponible
45	X	BI100	ALL RENÉ FONCK AU N° 002	4,5	3,0				10	Disponible
46	X	BI100	ALL RENÉ FONCK / AVE C. ADER	4,5	3,0				43	Disponible
86	X	BI100	RUE G. DE FOIX - LOT LES BRUYÈRES (ENTRÉE)	4,5	3,5					Disponible
87	X	BI100	RUE PAUL LANGEVIN AU N° 024	3,5	3,0					Disponible
88	X	BI100	RUE PAUL LANGEVIN / RUE DR LACASSIE	3,5	3,0				9	Disponible
132	X	BI100	AVE C. DE GAULLE 30 M AVANT DDE	4,5	4,0					Disponible
137	X	BI100	RUE P. DE COUBERTIN FACE ENTRÉE CES	4,5	3,0					Disponible
140	X	BI100	AVE PASTEUR / IMP DU PORTILLON	4,5	0,0	28	34			Disponible
153	X	BI100	RUE H. DHEURLE RUE P. DE COUBERTIN	4,0	3,0					Disponible
184	X	PI100	RUE DU PARC DE L'ESTEY / AVE D'AQUITAINE	4,5	3,5					Disponible
185	X	PI100	RUE DU PARC DE L'ESTEY / SQR DU BERRY	4,0	2,5					Disponible
186	X	BI100	ALL DE GASCogne AU N° 002	4,5	2,5					Disponible
187	X	BI100	ALL DE GASCogne FACE AU N° 020 SUR PATERRE	0,0	0,0	0	0		31 - 41	Indisponible
188	X	BI100	ALL DE PROVENCE FACE AU N° 005	4,5	3,0					Disponible
189	X	BI100	ALL DE PROVENCE AU N° 016	4,5	2,5					Disponible
190	X	BI100	RUE DE L'ANJOU AU N° 001 / RUE G. DE FOIX	4,0	3,5					Disponible
239	X	BI100	RUE ST GEORGES AU N° 002 FACE IMP CNE DU CHEYRON	4,4	2,0				9	Disponible
261	X	PI100	AVE DE LA PINÈDE DU CONTEAU FACE AU LOT 18	3,5	3,0				32 - 43	Indisponible
262	X	PI100	AVE DE LA PINÈDE DU CONTEAU FACE TRANSFO	4,0	2,5				32 - 43	Indisponible

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
036-21305295-2025-12-517a-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025
Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

H (Convention 100% tous les ans)
Fait par : CIS LA TESTE
Le : 14/12/2021

Tournée ressources en eau n° : 2021-TESTE-010-TEST
CIS : LA TESTE DE BUCH
Planche 24 407

N°	Mesure	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
EDF										
263	X	PI100	AVE DE LA PINEDE DU CONTEAU / RUE DES PRUNUS SUD	4,0	3,0					Disponible
269	X	PI100	RUE J. COOK LOT LE PRÉ ST VINCENT N° 101	4,5	2,0				4 MURETTE - 25	Disponible
270	X	PI100	RUE A. LESCA FACE AU N° 002	4,5	4,0				11 - 32	Indisponible
298	X	BI100	RUE DES PRUNUS AU N° 015 PINÈDE DU CONTEAU	3,5	3,0					Disponible
305	X	PI100	RUE A. LESCA AU N° 053	4,5	3,0				25 - 32	Indisponible
362	X	PI100	RUE DU PARADIS DES CANARDS AU N° 007	4,5	4,0					Disponible
416	X	PI100	BLD DE CUREPIPE DEVANT RES VILLAS DU PORT	4,5	3,5				32	Indisponible
916	X	BI100	AVE GAL DE GAULLE / CHE DE LA MAGRETTE	4,5	4,0				9 - 10	Disponible
928	X	BI100	AVE GAL DE GAULLE AU N° 045 / AVE PASTEUR	4,5	4,0					Disponible

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
033-213305295-251218-2-517a-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le référent : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025
Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Date : 13/12/2021
Commune : LA TESTE DE BUCH (Convention 100% tous les ans)
Fait par : CIS LA TESTE
Le : 13/12/2021

Tourner les ressources en eau n° : 2021-TESTE-011-TEST

C.I.S. : LA TESTE DE BUCH

Planche 24408

N°	Mesure	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
42	X	B1100	RUE A. LESCA / RUE PEYRET POQUE	4,5	1,5					Disponible
47	X	B1100	RUE J. MOULIN / RUE A. PRAT	4,5	3,5					Disponible
48	X	B1100	RUE YVES DU MANOIR AU N° 001	4,0	3,0					Disponible
49	X	B1100	RUE J. ST MARC AU N° 032	4,5	3,0					Disponible
50	X	B1100	RUE J. ST MARC AU N° 027	0,0	0,0	0	0		6 - 31	Indisponible
51	X	B1100	RUE J. ST MARC AU N° 008	4,5	3,0					Disponible
170	X	P1100	ALL GIONO AU N° 001	4,5	3,0					Disponible
171	X	B1100	RUE F. MAURIAC FACE AU N° 006	4,5	3,0					Disponible
172	X	B1100	RUE F. MAURIAC / RUE LEO LAGRANGE	4,5	3,3					Disponible
173	X	B1100	RUE F. MAURIAC FACE AU N° 036	4,5	3,2					Disponible
174	X	B1100	RUE J. MOULIN / RUE M. PAGNOL	4,0	3,0					Disponible
181	X	B1100	RUE F. MAURIAC AU N° 047	4,0	3,0					Disponible
182	X	B1100	RUE J. ST MARC FACE AU N° 083	4,5	0,0	13	18		31	Indisponible
214	X	B1100	RUE J. ST MARC AU N° 048 DEVANT PASSAGE	0,0	0,0	0	0		31	Indisponible
917	X	P1100	AVE GAL DE GAULLE A 30M RESTO LE CABANON	4,5	3,8					Disponible

Accusé de réception du Ministère de l'Intérieur

033-213302295-02512182-CEL2025-112-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le référent 19/12/2025
Publication 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Date : 21/12/2021 **Commune : LA TESTE DE BUCH (Convention 100% tous les ans)**
Tournée des ressources en eau n° : 2021-TESTE-012-TEST
C.I.S. : LA TESTE DE BUCH

Fait par : CIS LA TESTE
Le : 21/12/2021

Planche 24417

N°	Mesure	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
661	X	BI100	BLD DE L'OCEAN AU N° 155	5,0	3,5					Disponible
662	X	BI100	RUE DES PINSONS AU N° 016	5,0	3,0					Disponible
666	X	BI100	AVE DES COLS VERTS AU N° 018	6,5	1,5				56	Disponible
667	X	BI100	AVE DES COLS VERTS / AVE DES LINOTS	3,5	2,0					Disponible
672	X	BI100	AVE DES COLOMBES AU N° 004	0,0	0,0	0	0		6 - 31	Indisponible
673	X	BI100	BLD DE L'ATLANTIQUE AU N° 038	2,5	1,5				9	Disponible
674	X	PI100	AVE DES BOUVREUILS AU N° 037	3,0	0,0	42	55			Disponible
675	X	PI100	RUE DES COLS VERTS FACE AU N° 004	5,5	0,0	10	14		31	Indisponible
676	X	BI100	AVE DES LINOTS FACE AU N° 026	3,5	0,0	19	26		31	Indisponible
677	X	PI100	AVE DES MOUETTES (EN FACE) - AVE DES PINSONS	4,5	0,0	42	50		11	Disponible
678	X	BI100	AVE DES VERDIERS FACE AU N° 004	0,0	0,0	0	0		31	Indisponible
679	X	BI100	AVE DES COURLIS FACE AU N° 009	2,0	0,0	12	20		31	Indisponible
680	X	BI100	BLD DE L'OCEAN FACE AU N° 160	5,0	4,0					Disponible
681	X	BI100	BLD DE L'OCEAN VIRAGE ROTSHILD	5,0	3,5					Disponible
682	X	BI100	BLD DE L'OCEAN AU N° 201	5,0	3,5					Disponible
683	X	BI100	AVE DES VANNEAUX FACE AU N° 008	5,0	2,5					Disponible
684	X	BI100	AVE DES GOÉLANDS AU N° 016	5,0	3,0					Disponible
685	X	BI100	AVE DES MERLES AU N° 011	5,0	2,5					Disponible
687	X	BI100	BLD DE L'OCEAN AU N° 231	5,0	3,0					Disponible
688	X	PI100	LOT LE DOMAINE AVE VENDURA	4,0	2,5					Disponible
689	X	PI100	LOT LE DOMAINE - ALL DE LA PINATELLE	1,5	0,0	8	18		31	Indisponible

Date : 21/12/2021

Avisé par réception - Ministère de l'Intérieur

0012-213-05295-2025-12-18-DEL-2025-12-517a-DE

Avisé par l'exécutif

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

H (Convention 100% tous les ans)
Fait par : CIS LA TESTE
Le : 21/12/2021

Tourner les ressources en eau n° : 2021-TESTE-012-TEST

CIS : LA TESTE DE BUCH

Plaque n° 24417

N°	Mesure	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
690	X	PI100	AVE DU DOMAINE FACE AVE DU BERNET	5,0	2,0					Disponible
691	X	PI100	AVE DU DOMAINE / AVE DE L'ILE	5,5	4,0					Disponible
692	X	BI100	BLD DE L'ATLANTIQUE AU N° 102	5,0	4,0					Disponible
693	X	BI100	BLD DE L'ATLANTIQUE AU N° 126	4,5	3,0					Disponible
694	X	PI100	BLD DE L'ATLANTIQUE / ALL ANTONIO VIVALDI	4,0	3,0				11	Disponible
695	X	BI100	AVE MAURICE RAVEL AU N° 006	4,0	2,0					Disponible
696	X	BI100	AVE DE LA CHAPELLE FORESTIÈRE AU N° 099	4,5	3,5					Disponible
697	X	BI100	AVE DE LA CHAPELLE FORESTIÈRE AU N° 066	4,5	3,0					Disponible
698	X	BI100	AVE DE LA CHAPELLE FORESTIÈRE FACE AU N° 049	5,0	3,5					Disponible
699	X	BI100	AVE DE LA CHAPELLE FORESTIÈRE AU N° 016	4,5	2,0					Disponible
700	X	BI100	AVE DE LA CHAPELLE FORESTIÈRE AU N° 004	4,0	1,5				43	Disponible
702	X	BI100	BLD DE L'OCEAN AU N° 259	5,0	3,0					Disponible
765	X	PI100	SQR DE LA CHENAIE / LE DOMAINE	5,0	2,5					Disponible

Date : 17/12/2021
Commune : LA TESTE DE BUCH (Convention 100% tous les ans)
Fait par : CIS LA TESTE
Le : 17/12/2021

Tourner les ressources en eau n° : 2021-TESTE-013-TEST

CIS LA TESTE DE BUCH

Planche 24420

N°	Mesure	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
73	X	BI100	CHE DE L'OUSTALET / RUE DU BRAOQUET	4,5	3,0				43	Disponible
74	X	BI100	RUE DE L'OUSTALET AU N° 055	4,5	4,0					Disponible
75	X	BI100	RUE DE L'OUSTALET AU N° 029	4,5	4,0					Disponible
76	X	BI100	RUE H. DUNANT AU N° 020 (CITÉ DES DUNES)	4,5	0,0	32	34			Disponible
77	X	BI100	RUE H. DUNANT AU N° 006 (CITÉ DES DUNES)	4,5	3,5					Disponible
78	X	BI100	RUE DE LA MIGREQUE FACE AU N° 003	4,5	3,5				65 A rehausser	Disponible
96	X	BI100	RUE DE LA SÉOUBE / RUE MIGREQUE	4,5	3,0					Disponible
196	X	BI100	RUE DU DADÉ / RUE O. MOUREAU	4,5	3,5					Disponible
227	X	BI100	RUE DE LA MIGREQUE AU N° 048	4,5	3,0					Disponible
228	X	BI100	LOT DE LA MIGREQUE RUE DE LA PEYLE AU N° 010	4,5	3,5					Disponible
243	X	PI100	RUE DES FRÈRES MONTGOLFIER AU N° 006 / RUAT	4,5	3,0					Disponible
251	X	BI100	RUE F. COLI / RUE F. CAPITAL DE RUAT	4,5	3,5					Disponible
253	X	BI100	RUE F. COLI / RUE PEYJEAN	4,0	3,5					Disponible
256	X	BI100	RUE F. DE RUAT AU N° 041	4,5	2,5					Disponible
257	X	PI100	RUE PILATRE DE ROSIER / RUE LÉDE DE LA SEUVE	4,5	3,0					Disponible
258	X	BI100	RUE LEDE DE LA SEUVE FACE AU N° 018	4,0	2,5					Disponible
259	X	PI100	RUE DE L'OUSTALET	4,0	3,5				11	Disponible
272	X	PI100	RUE PEYJEHEAN AU N° 012	4,0	3,5				11	Disponible
273	X	PI100	RUE DE LA CALANDRELLE AU N° 010	4,0	3,0				25	Disponible
274	X	PI100	RUE H. LATHAM AU N° 010 - LOT LA CALANDRELLE	4,0	3,0					Disponible
275	X	PI100	RUE PEYJEHEAN AU N° 047	4,0	3,5				11	Disponible

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-251218-2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le référent : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de la Teste de Buch, Patrick DAVET

Date : 17/12/2021

Reçu par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025
Le Maire de la Teste de Buch, Patrick DAVET

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
03121305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Plaque n° 24420

CIS : LA TESTE DE BUCH

Tournée des ressources en eau n° : 2021-TESTE-013-TEST

Fait par : CIS LA TESTE

Le : 17/12/2021

H (Convention 100% tous les ans)

N°	Mesure	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
288	X	PI100	ALL DES PORTES DU BASSIN	4,0	3,5					Disponible
295	X	PI100	RUE DE LA SEOUGUE AU N° 003	4,0	3,5				11	Disponible
297	X	PI100	RUE DE LA MIGREQUE IMP LACOSTE	4,5	4,0					Disponible
309	X	PI100	RUE DES COLIBRIS	4,0	3,0					Disponible
310	X	PI100	RUE DES PASSEREAUX AU N° 013	4,0	3,0				4 végétation	Disponible
328	X	PI100	IMP DES CHARDONNETS AU N° 006	4,5	3,5					Disponible
360	X	PI100	RUE ADRIENNE BOLLAND FACE AU N° 009	4,0	2,5				11	Disponible
361	X	PI100	RUE HENRI FARMAN FACE AU N° 015	4,0	3,5				11	Disponible
396	X	PI100	CHE DE LA MOLE DE BRAOQUET	4,5	4,0				11	Disponible
399	X	PI100	CHE DE LA MOLE DE BRAOQUET (FOND)	4,0	3,5				11	Disponible
432	X	PI100	RUE DE L'HOURLIQUEY	4,5	3,0					Disponible

Date : 17/12/2021
Commune : LA TESTE DE BUCH (Convention 100% tous les ans)
Fait par : CIS LA TESTE
Le : 17/12/2021

Tournée des ressources en eau n° : 2021-TESTE-014-TEST

C.I.S. : LA TESTE DE BUCH

Planche 24 421

N°	Mesure	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
71	X	BI100	AVE DE BISSERIÉ AU N° 019	0,0	0,0	0	0		5	Indisponible
79	X	BI100	RUE GUYNEMER AU N° 023	4,0	3,5				4 végétation	Disponible
80	X	BI100	RUE FRANCON / RUE P. LARIEU	4,0	1,5				9	Disponible
81	X	BI100	RUE DES ALLIÉS / RUE E. LALANNE+5M	4,0	0,0	0	10		31	Indisponible
89	X	BI100	CITÉ LES PIGUES (ENTREE) / RUE DU COUTOUM	0,0	0,0	0	0		6 - 31	Indisponible
90	X	BI100	AVE DE BISSERIÉ AU N° 003	4,0	3,0					Disponible
91	X	PI100	RUE NOTRE DAME DES MONTS AU N° 032	4,5	3,5					Disponible
92	X	PI100	RUE NOTRE DAME DES MONTS AU N° 079	4,5	3,5					Disponible
93	X	BI100	RUE DE BÉRANGER AU N° 031	4,5	3,5				9	Disponible
94	X	PI100	RUE G. LOUDE AU N° 041	4,0	3,5					Disponible
95	X	BI100	RUE G. LOUDE AU N° 025	4,5	3,5				34	Disponible
97	X	BI100	AVE ST-EXUPÉRY / RUE BÉRANGER	4,0	3,5					Disponible
98	X	PI100	CITÉ JEAN HAMEAU À DROITE AVANT CONCIERGE	4,0	0,0	40	50			Disponible
99	X	PI100	RUE LOUIS GAUME AU N° 007	4,0	0,0	46	55		11	Disponible
100	X	BI100	AVE ST-EXUPÉRY AU N° 048	4,0	3,5					Disponible
129	X	BI100	RUE N. POUSSIN FACE AU N° 018	4,0	3,0					Disponible
131	X	BI100	CHE DES FACTEURS FACE AU N° 044	4,0	3,5				9	Disponible
136	X	BI100	AVE ST-EXUPÉRY AU N° 017	4,0	3,5					Disponible
138	X	BI100	BLD DE CAZAUX AU N° 006	4,0	0,0	40	47			Disponible
154	X	PI100	RUE DES VIEUX CHÊNES AU N° 005	4,0	3,0					Disponible
178	X	BI100	RUE DES PINS VERTS AU N° 006	4,0	3,0				9	Disponible

	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
179	RUE J. B. CHARDIN AU N° 002	4,0	3,5					Disponible
180	RUE ICARE AU N° 012	4,0	3,0				9	Disponible
191	RUE DES PINS VERTS AU N° 055	4,0	0,0	51	60		9	Disponible
192	RUE DES PINS VERTS AU N° 031	4,0	0,5	55	67		9	Disponible
198	ALL DES ALBIZZIAS / RUE DES CATALPAS	4,0	3,0					Disponible
199	ALL DES NOISETIERS FACE AU N° 004	4,0	2,5					Disponible
200	AVE DU PAYS DE BUCH FACE ALL NOISETIERS	4,0	3,0				48	Indisponible
212	ALL DES MARRONNIERS AU N° 001	4,0	3,0					Disponible
224	AVE ST EXUPÉRY FACE AU N° 012	4,0	3,0					Disponible
225	RUE DES ALLIÉS / RUE DE LA VICTOIRE	4,5	3,0					Disponible
226	PCE DES PRÉS VERTS	0,0	0,0	0	0		48	Indisponible
248	RUE JEAN LARRIEU 50 M APRÈS CIMETIÈRE	4,0	3,5					Disponible
255	RUE DE BÉRANGER / RUE DES TAILLADINS	4,0	3,5					Disponible
260	LOT LE TAILLADIN AU N° 027 - RUE DES TAILLADINS	4,0	3,0				9	Disponible
278	RUE DU CAREYROT AU N° 005	4,0	2,0				9	Disponible
289	CHE DES FACTEURS AU N° 014	4,5	3,5					Disponible
291	ALL DES PRÉS ST JEAN	4,0	3,0					Disponible
345	RUE NOTRE DAME DES MONTS FACE RUE DES PRÉS FLEURIS	4,5	3,5				4 végétation	Disponible
385	IMP DES MOUSQUETAIRES FACE AU N° 019	4,0	2,5					Disponible
389	IMP LES COQUELICOTS AU N° 001	4,0	3,0				11	Disponible
401	RUE DES ALLIÉS / RES BEL-AIR	4,5	4,0					Disponible
421	ALL DES NINOTS / ALL DES BAILLONS	4,0	3,0					Disponible

Date : 17/12/2021

H (Convention 100% tous les ans)

Tournée des ressources en eau n° : 2021-TESTE-014-TEST

Fait par : CIS LA TESTE

CIS : LA TESTE DE BUCH

Le : 17/12/2021

Planche 24421

N°	Mesure	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
887	X	PI100	AVE GUSTAVE LOUDE RES FELIX ARNAUDIN	4,5	3,5					Disponible
908	X	PI100	RUE FACE AU N°041 RUE GUSTAVE LOUDE (A 120M QUEST)	4,5	2,5					Disponible
388	X	PI100	IMP DU BOSQUET AU N° 001 - HOTEL IBIS (ENTREE)	4,0	3,0					Disponible

Date : 28/12/2021
Commune : LA TESTE DE BUCH (Convention 100% tous les ans)
Fait par : CIS LA TESTE
Le : 28/12/2021

Tournée des ressources en eau n° : 2021-TESTE-015-TEST

CIS : LA TESTE DE BUCH

Planche 24422

N°	Mesure ?	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
104	X	BI100	CHE DE MAUGIS AU N° 018	4,0	3,0					Disponible
105	X	BI100	RUE A. FLEMMING AU N° 013	4,0	0,0	31	38			Disponible
106	X	BI100	CHE DE MAUGIS / CHE DE LA PROCESSION	4,0	3,5					Disponible
107	X	BI100	CHE DE SECARY PROX N° 043	4,0	2,5				26 - 48	Indisponible
118	X	PI100	BLD DE L'INDUSTRIE - USINE À BÉTON	4,0	3,0					Disponible
119	X	BI100	AVE VULCAIN - USINE INCINÉRATION (ENTRÉE)	4,0	2,5					Disponible
120	X	BI100	CHE DE SÉCARY	4,0	3,0					Disponible
121	X	PI100	CHE DE SÉCARY FACE AU N° 050	4,0	2,5				11	Disponible
122	X	PI100	AVE DE BISSERIÉ PROLONGÉE	4,0	3,0					Disponible
123	X	BI100	AVE FRÉDÉRIC DE CANDALE AU N° 013	4,0	3,0					Disponible
124	X	BI100	AVE DE BISSERIÉ AVANT VOIE FERRÉE	4,0	3,0					Disponible
125	X	BI100	AVE DE BISSERIÉ AU N° 063	4,0	3,0					Disponible
126	X	BI100	AVE DE BISSERIÉ AU N° 051	4,0	3,5					Disponible
155	X	BI100	CHE DE MAUGIS AU N° 032	4,0	3,5					Disponible
193	X	BI100	RUE A. DUMAS AU N° 014	0,0	0,0	0	0		6 - 31 - 48	Indisponible
195	X	BI100	RUE CAMILLE GUÉRIN FACE AU N° 011	4,0	3,0					Disponible
229	X	PI100	CHE DE CAILLIVOLE FACE AU N° 015	4,0	2,5					Disponible
254	X	PI100	RUE DU COUTOUM / VOIE FERRÉE MILITAIRE	4,0	4,0				11	Disponible
265	X	BI100	RUE DES IFS LOT LA PINÈDE DU CONTEAU	4,0	2,5					Disponible
266	X	BI100	AVE DE LA PINÈDE DU CONTEAU PROX N° 067	4,0	3,5					Disponible
267	X	PI100	AVE DE LA PINÈDE DU CONTEAU / RUE DES	4,0	3,0				4 végétation	Disponible

Accusé de réception Ministère de l'Intérieur

033-2133012295-10251218-EL2025112-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le référent 19/12/2025

Publication 19/12/2025
Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Date : 28/12/2021

CH (Convention 100% tous les ans)

ournir les ressources en eau n° : 2021-TESTE-015-TEST

Fait par : CIS LA TESTE

Le : 28/12/2021

CIS LA TESTE DE BUCH

Planché 24422

N°	Mesure	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
THUYAS										
268	X	BI100	AVE DE LA PINÈDE DU CONTEAU / AVE DES SEQUOIAS	4,0	3,0					Disponible
287	X	BI100	RUE DES CÈDRES - LOT PINÈDE DU CONTEAU	4,0	2,5					Disponible
294	X	PI100	LOT L'ARROUSINEY CHE DE MAUGIS	4,0	2,5					Disponible
302	X	PI100	ZI GARAGE RENAULT	4,0	2,5					Disponible
303	X	PI100	ZI FACE BONNEVAL N 250 PINAULT	3,5	3,0				11	Disponible
343	X	PI100	MAC DONAL'D	4,0	3,0					Disponible
344	X	PI100	AVE DE BINGHAMTON	4,0	2,5				11	Disponible
346	X	BI100	RUE DU COUTOUM APRÈS ROND-POINT AU N° 072	4,0	2,5					Disponible
347	X	PI100	RUE DU CARROUSSEL AU N° 003 - LOT CAILLIVOLLE	4,0	3,0					Disponible
375	X	PI100	RUE DES LAVANDES / RUE DES ROMARINS	4,0	3,5					Disponible
402	X	PI100	RUE CLOS ALBY	4,0	2,5					Disponible
425	X	PI100	AVE VULCAIN	4,0	3,0					Disponible
426	X	PI100	LOT LE CLOS D ALICE	4,0	3,0					Disponible
885	X	PI100	RES SQR DU BASSIN RUE LABARTHE	4,0	2,0				11	Disponible
888	X	PI100	AVE DE BISSERIE AU N° 051 - RES MOULIN A VENT	4,0	2,0					Disponible
890	X	PI100	RES LE DOMAINE DES DUNES	4,0	3,0					Disponible
909	X	PI100	IMP DES LITORNES	4,0	1,5					Disponible
894	X	PI100	DECATHLON	4,0	2,0					Disponible

Reçu par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
033-213305295-1251218-DEL2025-12-517a-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le référent : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025
Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Date : 28/12/2021 **Commune : LA TESTE DE BUCH (Convention 100% tous les ans)** **Fait par : CIS LA TESTE**
Tournée des ressources en eau n° : 2021-TESTE-016-TEST **Le : 28/12/2021**

CIS : LA TESTE DE BUCH
Planche 24423

N°	Mesure	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
41	X	PI100	PLAINE BONNEVAL - CENTRE HEBERGEMENT MUNICIPAL	3,0	0,0	44	51			Disponible
197	X	PI100	FACE PISCINE MUNICIPALE PLAINE BONNEVAL	3,0	0,0	31	49			Disponible
320	X	PI100	AVE DE L'EUROPE ZI GARAGE FORD	4,0	3,0					Disponible
321	X	PI100	AVE DE L'EUROPE ZI JARDILAND	3,0	3,0					Disponible
322	X	PI100	AVE DE L'EUROPE ZI	0,0	0,0	0	0		11 - 31	Indisponible
369	X	PI100	SALLE OMNISPORTS	3,5	2,0					Disponible
370	X	PI100	TERRAIN DE BOULES NORD	3,5	3,0				11	Disponible
371	X	PI100	TERRAIN DE BOULES SUD	4,0	2,0				11	Disponible
372	X	PI100	RTE PARALLÈLE BONNEVAL	4,0	2,0				11	Disponible
379	X	PI100	AVE VULCAIN	4,0	3,5				11	Disponible
381	X	PI100	AVE DU PARC DES EXPOSITIONS	3,5	3,0				11	Disponible
417	X	PI100	BONNEVAL - CENTRE DE LOISIRS	3,5	1,5					Disponible
884	X	PI100	RUE GILBERT MOGA PISCINE MUNICIPALE	4,0	2,5				11	Disponible

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213300295-2512187-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le référent : 19/12/2025
 Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Date: 25/12/2021
 Commune : LA TESTE DE BUCH (Convention 100% tous les ans)
 Fait par : CIS LA TESTE
 Le : 25/12/2021

Tournée des ressources en eau n° : 2021-TESTE-017-TEST

C.I.S. LA TESTE DE BUCH

Planche 24432

N°	Mesure	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
707	X	BI100	AVE DES SARCELLES AU N° 002	4,5	2,0				9	Disponible
708	X	BI100	BLD DE L'OCEAN AU N° 277	5,0	3,0					Disponible
709	X	BI100	BLD DE L'OCEAN / AVE JEAN MERMOZ	5,0	2,5				9	Disponible
710	X	BI100	BLD DE L'OCEAN / RTE DE BISCARROSSE	5,0	3,5					Disponible
711	X	BI100	AVE LOUIS GAUME AU N° 005	5,0	3,0					Disponible
712	X	BI100	BLD LOUIS GAUME AU N° 017	4,5	2,5					Disponible
713	X	BI100	BLD LOUIS GAUME APRES N° 047	6,5	4,0					Disponible
714	X	BI100	AVE DES SABLES AU N° 018 / BLD LOUIS GAUME	4,0	2,5					Disponible
715	X	BI100	AVE DE L'OBSERVATOIRE / BLD LOUIS GAUME	4,0	2,5					Disponible
716	X	PI100	AVE DES DUNES FACE AU N° 028	3,5	2,5				11 - 43	Disponible
717	X	BI100	AVE DE LA FORÊT AU N° 033	5,0	3,5					Disponible
718	X	PI100	AVE ESKUALDUNA / AVE DE LA FORÊT	4,0	1,5				11	Disponible
719	X	BI100	AVE HAITZA AU N° 015	4,0	2,0					Disponible

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
033-213305295-251218-2025-12-517a-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le référent : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025
Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Date : 25/12/2021 **Commune : LA TESTE DE BUCH (Convention 100% tous les ans)** **Fait par : CIS LA TESTE**
Commune : LA TESTE DE BUCH **Le : 25/12/2021**

Tournée des ressources en eau n° : 2021-TESTE-018-TEST

CIS LA TESTE DE BUCH

Planche 24433

N°	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
701	ALL CAMILLE ST SAENS AU N° 016	4,5	1,5				25	Disponible
703	MAISON DE RETRAITE RESIDALIA	6,5	0,0	55	71		10	Disponible
704	AVE DES CIGALES AU N° 014	5,5	2,5					Disponible
705	AVE JEAN MERMOZ AU N° 026	4,5	2,5					Disponible
706	AVE DES SARCELLES AU N° 014	4,5	2,5					Disponible
720	AVE CHAMBRELANT QUARTIER PYLA	4,5	2,0					Disponible
721	AVE DE LA FORÊT AU N° 062	0,0	0,0	0	0		6 - 29 - 31 - 48	Indisponible
722	AVE COL SALDOU - CASERNE POMPIERS	7,5	5,5					Disponible
723	RTE DE BISCARROSSE LA GRAVE	7,5	5,5					Disponible

Commune : LA TESTE DE BUCH (Convention 100% tous les ans)

Fait par : CIS LA TESTE

Le : 21/12/2021

Date : 21/12/2021

Tournée des ressources en eau n° : 2021-TESTE-020-TEST

C.I.S. LA TESTE DE BUCH

Planche 24438

N°	Mesure	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
128	X	PI100	AVE DES CHANTERELLES FACE AU N° 018 ESPACES VERTS	4,0	1,5					Disponible
159	X	BI100	RES JOLYBOIS DEVANT BAT N° 002	3,5	2,0					Disponible
161	X	BI100	BLD DES MIQUELOTS / CHANTEBOIS	4,0	3,3					Disponible
162	X	BI100	BLD DES MIQUELOTS / ALL DES SAULES	3,7	3,3					Disponible
163	X	BI100	AVE DU PAYS DE BUCH 15 M AVE DES BOULEAUX	4,0	3,0					Disponible
164	X	BI100	ALL DES CHARMES FACE AU N° 020	4,0	2,0					Disponible
165	X	BI100	RUE DE CHANTEBOIS FACE RTE MATERNELLE MIQUELOTS	4,0	3,0					Disponible
166	X	BI100	RUE DE CHANTEBOIS / RUE DES MOUSSERONS	4,0	3,0					Disponible
176	X	BI100	AVE DU PAYS DE BUCH / RUE DES ORMES	4,0	3,0					Disponible
201	X	BI100	RUE P. RONSARD FACE AU N° 021	4,0	2,5					Disponible
202	X	BI100	SQR F. VILLON / F. RABELAIS	3,5	1,5					Disponible
203	X	BI100	ALL C. COLOMB AU N° 026	3,5	1,5					Disponible
205	X	BI100	ALL C. COLOMB DERRIÈRE INTERMARCHÉ	3,5	2,5					Disponible
206	X	BI100	ALL C. COLOMB / ALL CDT CHARCOT	2,5	1,5					Disponible
207	X	BI100	ALL J. CARTIER FACE AU N° 027	2,0	0,0	54	74			Disponible
208	X	BI100	ALL J. CARTIER PROX N° 013	2,5	1,0					Disponible
209	X	BI100	ALL J. CARTIER / ALL DE MAGELLAN	3,0	2,0					Disponible
210	X	PI100	LES MIQUELOTS INTERMARCHÉ DEVANT COIFFEUR	3,5	2,5					Disponible
213	X	BI100	ALL DES OYATS FACE ENTRÉE MATERNELLE	4,0	1,5					Disponible
230	X	BI100	ALL DES AIGRETTES AU N° 013	3,0	2,0				48	Indisponible

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213362295-0251218-DEL202512-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le référent : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Date : 21/12/2021

Attesté par le préfet - Ministère de l'Intérieur

Attesté par le préfet - Ministère de l'Intérieur

Reçu par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Chaîne d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A8 A8
Publié le : 19/12/2025
Par : DAVET Patrick
Document certifié conforme à l'original
<http://publiad.fr/documentPublic844435>

CH (Convention 100% tous les ans)

Tourner les ressources en eau n° : 2021-TESTE-020-TEST

Fait par : CIS LA TESTE

Le : 21/12/2021

CIS LA TESTE DE BUCH

Plancher 24438

N°	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
231	ALL J. DU BELLAY AU N° 012	3,0	2,5					Disponible
232	RUE F. RABELAIS / PONTUS DE THIAUD	0,0	0,0	0	0		6 - 31	Indisponible
233	RUE F. RABELAIS AU N° 038	2,5	1,5					Disponible
234	RUE F. RABELAIS AU N° 066	2,5	1,0					Disponible
235	BLD DES MIQUELOTS FACE STATION	3,5	0,0	52	86		11	Disponible
277	ALL DES CORMORANS AU N° 023	3,5	2,5					Disponible
311	CENTRE LES MIQUELOTS CÔTÉ NORD	0,0	0,0	0	0		11 - 31 - 49	Indisponible
312	CENTRE LES MIQUELOTS CÔTÉ SUD	4,0	3,0					Disponible
324	RUE DE MAPOUTCHET AU N° 021	3,0	2,0					Disponible

Date: 28/12/2021 Commune : LA TESTE DE BUCH (Convention 100% tous les ans)
Fait par : CIS LA TESTE
Le: 28/12/2021

Tourner les ressources en eau n° : 2021-TESTE-021-TEST

CIS LA TESTE DE BUCH

Planche 24439

N°	Mesure	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
108	X	BI100	BLD DE CAZAUX FACE CHE CAILLIVOLLE	4,0	0,0	41	50			Disponible
110	X	PI100	BLD DE CAZAUX / RUE G. EIFFEL	4,0	2,0					Disponible
111	X	BI100	RUE AMPÈRE COMPTOIR ELECTRIQUE BORDELAIS	4,0	0,0	13	17		31	Indisponible
112	X	PI100	BLD DE CAZAUX FACE GARAGE NISSAN / AGS	3,5	3,0					Disponible
113	X	BI100	BLD DE L'INDUSTRIE DEVANT AUTOBUS	3,5	2,5					Disponible
114	X	PI100	BLD DE L'INDUSTRIE - ETS DUJARDIN	3,5	1,5				11	Disponible
115	X	PI100	RUE G. EIFFEL ETS PINTURAUD	4,0	0,0	47	58		11	Disponible
116	X	PI100	RUE G. EIFFEL YACHTING FRANCE	3,5	3,0				11	Disponible
117	X	PI100	BLD DE L'INDUSTRIE - ETS NOFAL	3,5	2,5					Disponible
143	X	BI100	RUE G. EIFFEL FACE À SODIBO	3,5	3,0					Disponible
144	X	PI100	RUE DENIS PAPIN ETS NANNI DIESEL	3,5	2,5				11	Disponible
145	X	BI100	RUE DENIS PAPIN / RUE C. CHAPPE	3,5	2,5					Disponible
146	X	PI100	AVE DE L'AÉRODROME / RUE D. PAPIN	3,5	2,5				11	Disponible
147	X	PI100	BLD DE CAZAUX / AVE DE L'AÉRODROME	3,5	2,5					Disponible
156	X	BI100	AVE JAMES JOULE FACE MAISADOUR	3,5	1,5					Disponible
157	X	BI100	BLD DES MIQUELOTS / BLD DE CAZAUX	4,0	3,0					Disponible
158	X	PI100	RES JOLYBOIS DEVANT BAT N° 005	3,5	1,5					Disponible
160	X	BI100	BLD DES MIQUELOTS ECOLE CALENDRETA	4,0	3,5					Disponible
211	X	BI100	ZI FACE ARC HABITAT RUE E. FRESSINET	3,5	2,0					Disponible
215	X	BI100	AVE DES CHANTERELLES+5M	4,0	3,0					Disponible
236	X	BI100	RUE FRÉDÉRIC SAUVAGE - ETS SALOU	0,0	0,0	0	0		6 - 31	Indisponible

Accusé de réception Ministère de l'Intérieur

033-213305295-192512182-EL202512-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le référent: 19/12/2025

Publication: 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Fait par : CIS LA TESTE

Le : 28/12/2021

Date : 28/12/2021

Tournée des ressources en eau n° : 2021-TESTE-021-TEST

CIS : LA TESTE DE BUCH

Plans n° 24439

N°	Mesure	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
252	X	BI100	AVE DE L'AÉRODROME FACE ETS MERRY	0,0	0,0	0	0		31 - 60 Carré manœuvre absent	Indisponible
304	X	PI100	AVE DE L'ABBE EDME MARIOTTE - ZI	3,5	1,5				11	Disponible
318	X	PI100	RUE DASSAULT AU N° 140	3,5	1,5					Disponible
342	X	PI100	AVE H. BECQUEREL AU N° 211	3,5	1,5					Disponible
398	X	PI100	RUE MARCEL DASSAULT	3,5	2,5				11	Disponible
409	X	PI100	RUE ALBERT EINSTEIN Z.I	3,5	2,0					Disponible

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le référent : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025
Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Date : 28/12/2021
Commune : LA TESTE DE BUCH (Convention 100% tous les ans)
Fait par : CIS LA TESTE
Le : 28/12/2021

Tournée de ressources en eau n° : 2021-TESTE-022-TEST

CIS LA TESTE DE BUCH

Planche 24440

N°	Mesure	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
244	X	BI100	AÉRODROME DEVANT TIR À L'ARC	3,5	3,0					Disponible
264	X	PI100	RUE G. EIFFEL SERVICES TECHNIQUES VILLE	3,5	2,5				11	Disponible
386	X	PI100	AVE DE L AERODROME FACE DECHETTERIE	3,5	2,5				11	Disponible
404	X	PI100	AVE GUSTAVE EIFFEL Z.I	3,5	2,5					Disponible
406	X	PI100	AVE DU PARC DES EXPOSITIONS Z.I	3,5	2,0				11	Disponible
407	X	PI100	AVE DU PARC DES EXPOSITIONS Z.I	3,5	5,0				11	Disponible
408	X	PI100	AVE DU PARC DES EXPOSITIONS Z.I	3,5	2,5				11	Disponible
907	X	PI100	RUE EUGENE CHEVREUL	0,0	0,0	0	0		5 - 31	Indisponible
902	X	PI100	LECLERC - PARKING - BRASSERIE - AU SUD	3,5	2,0					Disponible
903	X	PI100	LECLERC - PARKING - BRASSERIE - EN FACE	3,5	1,5					Disponible

Accusé de réception du Ministère de l'Intérieur
033-213302295-19251218-DEL2025-112-517a-DE
Accusé de réception en préfecture
Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025
Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Date : 25/12/2021 **Commune : LA TESTE DE BUCH (Convention 100% tous les ans)** **Fait par : CIS LA TESTE**
Tournée des ressources en eau n° : 2021-TESTE-023-TEST **Le : 25/12/2021**

C.I.S. : LA TESTE DE BUCH

Planche 28151

N°	Mesure ?	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
501	X	PI100	RTE DE CAZAUX - CAMPING (FACE ENTRÉE)	3,5	4,0				1 végétation	Disponible
502	X	PI100	RTE DE CAZAUX 120M AVE DU CAMPING	3,5	1,5					Disponible
503	X	PI100	RUE DE LA CAONE AVANT ESSO REP A DROITE	2,5	2,0					Disponible
504	X	PI100	ALL DES FUSILLÉS AU N° 025	3,5	4,0					Disponible
505	X	BI100	RUE MAL LECLERC AU N° 008	2,0	1,0					Disponible
506	X	PI100	RUE MAL LECLERC AU N° 034	2,0	1,0					Disponible
507	X	BI100	RUE SANCHEZ AU N° 051	2,0	1,5					Disponible
508	X	PI100	ALL PORTE TENY AU N° 020	2,0	1,0					Disponible
509	X	PI100	ALL EMILE LANUSSE AU N° 035	2,0	1,0					Disponible
510	X	PI100	ALL SANCHEZ / RUE LAFOND	2,0	1,0				11	Disponible
511	X	PI100	ALL SANCHEZ - APRÈS ÉGLISE	2,0	1,5					Disponible
512	X	BI100	RUE DE VERDUN AU N° 035 BIS	2,0	1,0					Disponible
514	X	BI100	RUE CDT MARZAC ENTRÉE N° 019 ET N° 021	2,0	1,0					Disponible
515	X	BI100	RUE DES FRÈRES DUPUY AU N° 022	2,0	0,0	26	41			Disponible
516	X	BI100	RUE CDT MARZAC ENTRÉE BA 120	2,0	1,0					Disponible
517	X	BI100	RUE CDT MARZAC AU N° 035	0,0	0,0	0	0		31 - 41	Indisponible
518	X	BI100	RUE JEAN DASSIÉ AU N° 021	2,0	0,0	8	16		31	Indisponible
519	X	PI100	RUE RAYMOND DAUGEY AU N° 048 (30M AVE DEFAURE)	2,0	1,0					Disponible
520	X	PI100	RUE LAVIGNE AU N° 060	0,0	0,0	0	0		31 - 36	Indisponible
521	X	BI100	RUE LAVIGNE AU N° 028	2,0	1,5					Disponible
522	X	PI100	ALL DES ÉCUREUILS (TERRE-PLEIN)	4,5	3,5					Disponible

Date : 25/12/2021

Au service de réception - Ministère de l'Intérieur

0012-213-05295-20161218-DEL2025-12-517a-DE

Au service de réception - Ministère de l'Intérieur

Reçu par le portet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

H (Convention 100% tous les ans)

Fait par : CIS LA TESTE

Le : 25/12/2021

Tournée des ressources en eau n° : 2021-TESTE-023-TEST

CIS : LA TESTE DE BUCH

Planché 28151

N°	Mesure	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
523	X	BI100	RUE EDMOND DORÉ AU N° 028	2,0	1,0					Disponible
524	X	BI100	RUE GUYNEMER AU N° 022 (FACE TENNIS)	2,5	2,0					Disponible
525	X	BI100	RUE GUYNEMER - FACE CAMPING	3,5	1,0					Disponible
528	X	PI100	RUE MAL LECLERC / RUE LAFOND	2,0	1,0					Disponible
529	X	BI100	ALL DES REINETTES AU N° 016	2,0	0,5	44	71			Disponible
530	X	BI100	ALL DES GEMELLES FACE AU N° 015 ET TRANSFO. EDF	2,0	1,0					Disponible
531	X	PI100	AVE DU CLAVIER FACE TRANSFO EDF	2,0	0,0	57	85		11	Disponible
532	X	PI100	ALL DR ORFILA	2,5	0,0	13	17		31	Indisponible
533	X	PI100	SALLE OMNISPORTS	0,0	0,0	0	0		6	Indisponible
534	X	PI100	ALL MARCEL LEGUAY - CITÉ CAZAUX CENTRE	2,0	1,0					Disponible
535	X	PI100	ALL MARCEL LEGUAY AU N° 024	2,0	0,0	21	44			Disponible
536	X	PI100	LOT LES PLATANES DE CASTERA 2	2,0	0,5	47	64			Disponible
537	X	PI100	RUE CLÉ DE CAZAUX / ALL RIVE GAUCHE DU CANAL	5,0	2,5					Disponible
538	X	BI100	RUE DE LA CAONNE (AV. PISTE CYCLABLE)	4,0	3,5					Disponible
539	X	PI100	RUE FERNAND PLOS / RUE SAUGERE	5,0	3,5					Disponible
540	X	PI100	AVE DE MOZART	2,0	1,5					Disponible
541	X	PI100	RUE MARIE DUFAURE - DÉCHETTERIE	2,0	1,0				11	Disponible
542	X	PI100	RUE JEAN CASTANDET AU N° 029	5,0	3,0					Disponible
543	X	PI100	RUE JEAN CASTANDET AU N° 009	2,5	2,0				10	Disponible
544	X	PI100	RUE PAUL CROSNIER	5,0	4,0				11	Disponible
545	X	PI100	RUE J.CASTERA / RUE BONNIS	5,0	3,0					Disponible

Date: 25/12/2021
Pour les ressources en eau n° : 2021-TESTE-023-TEST
CIS LA TESTE DE BUCH
Planche 28151

Fait par : CIS LA TESTE
Le : 25/12/2021

N°	Reception	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
546	X	PI100	RUE G. FERNAND PLOS	5,0	2,5					Disponible
547	X	PI100	ALL RIVE GAUCHE DU CANAL	5,0	2,5					Disponible
548	X	PI100	RTE DE CAZAUX PORTAIL MILIEU JAUMARD	3,5	3,0				11	Disponible
549	X	PI100	RUE JEAN CASTANDET AU N° 048	5,0	3,0					Disponible
550	X	PI100	RUE ETIENNE BONNIS AU N° 024	5,0	3,0					Disponible
551	X	PI100	ALL G. FERNAND PLOS / ALL DU SOUS-BOIS	5,0	3,5					Disponible
552	X	PI100	ALL DES PIVERTS	5,0	3,0					Disponible
553	X	PI100	ALL DU SOUS BOIS	5,0	2,0					Disponible
554	X	PI100	ALL DU SOUS-BOIS	5,0	2,0					Disponible
555	X	PI100	ALL JEAN CASTANDET AU N° 055	3,5	1,0					Disponible
556	X	PI100	ALL DU SOUS-BOIS	5,0	2,0					Disponible
557	X	PI100	ALL DES PLATANES DE CASTERA AU N° 006	2,0	1,0					Disponible
558	X	PI100	ALL DES PLATANES DE CASTERA / GREPINS	2,0	0,0	33	55			Disponible
559	X	PI100	RUE DU MOULIN / PORTAIL DOM D ARGUIN	2,0	1,5					Disponible
564	X	BI100	RUE RAYMOND SANCHEZ AU N° 039	2,0	1,0					Disponible
565	X	PI100	RUE EMILE LANUSSE AU N° 015	2,0	0,0	44	64			Disponible
566	X	PI100	RUE JEAN DAGROS	3,5	0,0	30	32		4 MURETTE - 11	Disponible
567	X	PI100	RUE VALMONT BAL / PIERRE GUILHEM	2,0	1,0					Disponible
568	X	PI100	RUE MAL LECLERC AU N° 048	2,0	1,0					Disponible
569	X	PI100	ALL DES BECASSES AU N° 003	2,0	1,0					Disponible
570	X	PI100	LOT LES PLATANES DE CASTERA 3 / AIDE LA GARLUCHE	2,0	1,0					Disponible
571	X	PI100	ALL DE LA CLAIRIERE	3,5	0,0	39	86			Disponible

Date : 25/12/2021

BUCH (Convention 100% tous les ans)

Point de ressources en eau n° : 2021-TESTE-023-TEST

Fait par : CIS LA TESTE

CIS LA TESTE DE BUCH

Le : 25/12/2021

Planche 28151

N°	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
572	X	RUE JEAN DAGROS	3,5	0,5	50	90			Disponible
573	X	RUE JEAN LAVIGNE AU N° 013	4,0	2,0					Disponible
853	X	RUE CASTANDET	4,0	2,0					Disponible
906	X	IMP MOUNT DE HAUT	5,0	2,0					Disponible
526	X	RUE OSMIN DUPUY AP. CAFÉ À DROITE	3,0	1,0				11	Disponible
527	X	FACE AU LAC APRES DERNIÈRE MAISON	0,0	0,0	0	0		31	Indisponible
905	X	RUE OSMIN DUPUY FACE AU N° 007 (CAZAUX)	4,5	1,0					Disponible

Chaîne d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A8 7B
Publié le : 19/12/2025
Par : DAVET Patrick
Document certifié conforme à l'original
Publication : 19/12/2025
<http://publiad.fr/documentPublic/84435>

Commune : LA TESTE DE BUCH (Convention 100% tous les ans)
Fait par : PERALDI/RIEUBLANC
Le : 21/12/2021

Commune : LA TESTE DE BUCH (Convention 100% tous les ans)
Fait par : PERALDI/RIEUBLANC
Le : 21/12/2021

N°	Mesure	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
1	X	B1100	RUE DE L'AIGUILLON FACE AU N° 023	4,9	3,2					Disponible
3	X	PI100	AVE GAL LECLERC DEVANT GARDIEN ARCOA	4,5	3,0					Disponible
4	X	B1100	CITÉ ARCACHON MARINES	4,5	3,1					Disponible
5	X	B1100	ARCACHON MARINES DEVANT BAR DU C.CIAL+5M	4,2	3,1					Disponible
6	X	PI100	AVE RÉGUE VERTE DEVANT BAT. 2 À GAUCHE	4,5	3,0					Disponible
135	X	B1100	RUE J. MANCILLAC FACE AU N° 005	5,0	4,2					Disponible
218	X	B1100	RUE DE LA RÉGUE BLANQUE FACE AU N° 009	5,0	3,0					Disponible
290	X	PI100	ARCACHON MARINES ENTRÉE AVE MAL LECLERC	4,8	3,2					Disponible
366	X	B1100	AVE GAL LECLERC FACE HOTEL ALTICA	4,6	3,2					Disponible
384	X	PI100	RUE DU LAPIN BLANC	4,8	3,6					Disponible
418	X	PI100	BLD CHANZY AVANT LA PLAGE DE L AIGUILLON	4,9	2,9					Disponible
883	X	PI100	CHE DE LA DUNE DE CAMICAS	4,2	2,0					Disponible
910	X	B1100	CHE DE LA DUNE CAMICAS AU N° 009C	4,2	1,9					Disponible

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
033-213306295-22518-91L2025-12-517a-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025
Le Maire de la Teste de Buch, Patrick DAVET



Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Gironde

Le Directeur Départemental,

à

**Monsieur le Directeur des Territoires
et de la Mer de la Gironde**

SUAT/Unité planification

Cité Administrative

Rue Jules Ferry - BP 90

33090 BORDEAUX Cedex

à l'attention de M. PONNOU DELAFFON

Bordeaux, le **27 MAI 2025**

Groupement des Risques Industriels et technologiques et Urbanisme
Service Prévision

GRIU/PRS/RMU/PHE/NPS/A.25166-25833/2025- 30545

Vos réf. : V/Transmission en date du 29 avril 2025

Affaire suivie par le capitaine BROUILLET

**Objet : Plan Local d'Urbanisme – Arrêté du PLU
Commune de LA TESTE DE BUCH**

- P.J. :**
- Fiches de contrôle des points d'eau incendie
 - Annexe « Les voies engins »
 - Annexe « Les voies échelles »
 - Annexe « Dispositifs de restriction d'accès »
 - Avis du SDIS au stade du Porter à Connaissance en date du 4 août 2022

Par courrier cité en référence, vous sollicitez l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours dans le cadre de la révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Teste de Buch au titre de l'arrêté.

Après examen des zonages proposés dans le projet, veuillez trouver mes observations venant en complément de celles formulées précédemment lors du porter à connaissance.

J'attire votre attention sur le fait que mes services ont identifié des secteurs bâtis présentant une défense incendie insuffisante lors de la consultation au titre du porter à connaissance (cf. avis du SDIS en date 4 août 2022).

1. Accessibilité aux véhicules d'incendie et de secours

Les zones de développement urbain, les zones d'activité, leurs bâtiments ou enjeux divers devront être desservis par des voies « engins » et voies « échelles » dont les caractéristiques sont énoncées dans les annexes correspondantes, afin de permettre l'engagement et l'intervention des équipes de secours.

Les dispositifs de restriction d'accès devront être compatibles avec les principes évoqués dans l'annexe correspondante.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Toute correspondance doit être adressée de façon impersonnelle au Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours de la Gironde
Le Maire de La Teste de Buch, 22 Boulevard Pierre Batis, 33081 BORDEAUX CEDEX - Téléphone 05 56 01 84 40 - Télécopie 05 56 79 26 18

2. Prise en compte des risques majeurs dans les opérations d'aménagements

La commune est classée dans le Dossier Départemental des Risques Majeurs comme étant exposée aux risques d'inondation, littoral, feux de forêt, retrait gonflement argile, sismique (très faible) et radon. Il convient donc d'annexer au PLU les éventuels plans de prévention des risques approuvés par l'autorité préfectorale.

Dans les espaces exposés au risque feu de forêt (à moins de 200 m d'un espace boisé), en application de l'Art. L. 134-6 du Code forestier et du règlement interdépartemental de protection de la forêt contre les incendies du 7 juillet 2023, les règles de débroussaillage doivent être incluses dans le règlement du plan local d'urbanisme.

J'attire votre attention sur l'intérêt du débroussaillage dans les zones situées à l'interface de la forêt et des zones urbanisées. En effet, les retours d'expériences montrent que ce sont dans ces zones que se produise le plus grand nombre de départs de feu. Cette augmentation du nombre de départs de feu s'explique par la forte présence humaine en lisière de forêt induite par l'urbanisation. La gestion de cette interface permet de prévenir efficacement les incendies de forêt susceptibles de menacer les habitations et inversement.

Par conséquent, au contact des espaces naturels non agricoles (forêt, landes, bois, friches), pour protéger les constructions du massif forestier et inversement, mes services recommandent la mise en place d'une bande de roulement périmétrale d'une largeur de 4 m et des accotements de part et d'autre de 1 m de large, hors fossés, englobant l'ensemble des bâtiments, équipements ou ouvrages projetés et disposant d'un accès normalisé à la forêt tous les 500 m.

S'agissant des obligations liées à des exploitations ou installations particulières, l'implantation de bâtiments industriels est interdite à moins de 20 m des peuplements résineux. Cette distance est portée à 30 m pour des installations classées, soumises à déclaration ou à autorisation, représentant des risques particuliers d'incendie ou d'explosion.

L'actualité récente des feux de forêts en Gironde renforce l'intérêt d'une bonne prise en compte des recommandations faites par mes services.

3. Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI)

3.1. Réglementation applicable

La DECI doit permettre de disposer des ressources en eau nécessaires à la lutte contre les incendies.

Le Règlement de Défense Extérieure Contre l'Incendie de la Gironde (RDDECI), élaboré par le SDIS et approuvé par arrêté préfectoral le 26 juin 2017, définit les principes de la Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Ce règlement adapte le dimensionnement de la défense incendie en fonction de 5 niveaux de risque courant (très faible, faible, ordinaire, important, très important). A chaque niveau de risque correspond un volume d'eau ou débit ainsi qu'une distance maximale entre le point d'eau incendie et l'enjeu bâtementaire à défendre.

Ainsi, pour les niveaux de risque très faible et faible, le règlement permet d'accepter une DECI correspondant à 30 m³/h pendant 1 h, soit une réserve de 30 m³ minimum à une distance maximale de 400 m (risque très faible) et 200 m (risque faible) du bâti à défendre.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Le RDDECI de la Gironde est consultable sur le site des services de l'Etat : <https://www.gironde.gouv.fr/Politiques-publiques/Securite>

Il appartient à la collectivité, à partir de la grille de dimensionnement de la DECI, de s'assurer que chaque bâti dispose d'une défense incendie adaptée et proportionnée au risque à défendre.

Les grilles de couverture sont consultables dans le RD DECI page 17.

3.2. État de la défense incendie existante

Au vu des éléments techniques en possession du SDIS, mes services sont en mesure de vous communiquer les résultats de contrôle des Points d'Eau Incendie (PEI), ainsi que la liste des lieux-dits dépourvus de toute défense incendie.

3.2.1. Résultats de contrôle des PEI

Il s'avère que sur le territoire communal de La Teste de Buch un certain nombre de PEI présentent un débit disponible inférieur à 30 m³/h ou une capacité inférieure à 30 m³.

Conformément au RDDECI de la Gironde, ces PEI ne sont pas utilisables pour la lutte contre l'incendie (cf. Résultats de contrôle).

Il y a lieu d'étudier les solutions permettant d'augmenter les performances du réseau d'Adduction d'Eau Potable (AEP) ou de suppléer ces PEI par d'autres solutions techniques.

3.2.2. Liste des lieux-dits dépourvus de défense incendie

Il s'agit des secteurs dont certains bâtis sont situés à plus de 400 m d'un PEI : Nord du lieu-dit Jaumard, Sud du lieu-dit Becassierre.

Il appartient à la collectivité, à partir de la grille de dimensionnement de la DECI, de s'assurer que chaque bâti dispose d'une défense incendie adaptée et proportionnée au risque à défendre.

Les grilles de couverture sont consultables dans le RD DECI page 17.

3.2.3. Zones à urbaniser relevant du risque particulier

Concernant ces zones à urbaniser, la consultation de mes services, lors des instructions d'autorisations d'occupation du sol (demandes de permis de construire, de lotir, d'aménager), permettra d'apporter une réponse de DECI adaptée à chaque projet.

Mes services restent à votre disposition, pour tout conseil technique en matière de DECI.

4. Schéma Communal de DECI (SCDECI) (facultatif)

Afin d'avoir une vision prospective de la défense incendie, la collectivité peut faire le choix, de réaliser un Schéma Communal de DECI. Ce document facultatif d'analyse et de planification de la DECI permettra :

- ✓ de réaliser un état des lieux précis de la DECI existante,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

- ✓ d'établir un bilan des écarts au règlement départemental de DECI,
- ✓ de définir des priorités d'équipements,
- ✓ de corrélérer le plan d'équipements de DECI aux projets de développements urbains.

Pour réaliser ce SCDECI, il est possible de récupérer le positionnement des PEI du territoire sous forme de données SIG (Système d'Information Géographique).

A ce sujet, le système d'information géographique, dont le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Gironde bénéficie, s'avère être mutualisé au travers d'un partenariat inter-services placé sous l'égide d'un Groupement d'Intérêt Public dénommé Aménagement du Territoire et Gestion des Risques (GIP ATGeRi), implanté sur Bordeaux.

En conséquence, la collectivité peut se rapprocher de cette entité (05.57.85.40.42) afin d'étudier les modalités pratiques d'une mise à disposition des données souhaitées.

Mes services restent à votre disposition, pour tout conseil technique en matière de DECI et pour apporter son aide dans la démarche d'élaboration du SCDECI.

5. Modification du Plan

Tout projet ultérieur de modification doit faire l'objet d'une consultation du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Gironde.

 Le Sous-Directeur Opérations
Le Directeur Départemental,
Lieutenant-Colonel Philippe HARGUINDEGUY

Contrôleur Général Marc VERMEULEN

Copies pour information à :

- Monsieur le chef du Groupement Territorial Sud-Ouest
- Monsieur le chef du CIS La Teste de Buch
- urbanisme@latestedeBuch.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Service départemental d'incendie et de secours de la Gironde

Commune de LA TESTE-DE-BUCH

Etat opérationnel des PEI

N°	Adresse	Type	Disponibilité	Anomalie(s)	Complément anomalies	Date de contrôle	Type de contrôle	Pression statique (bar)	Pdyn à 60 m3/h (bars)	Débit à 1 bar (m3/h)	Débit Max (m3/h)	Capacité (m3)	Réalimentation	Domaine	Gestionnaire de réseau d'eau
1	RUE DE L'AIGUILLON FACE AU N° 023	BI de 100	Disponible	Signalisation inexistante, Autre anomalie (préciser)	Vidange de coffre hs	11/12/2023	Mesure	5	3.5					Public	SO"BASS
3	AVE GAL LECLERC DEVANT GARDIEN ARCOA	PI de 100	Disponible	Bouchon(s) manquant(s) ou défectueux		11/12/2023	Mesure	5	3.5					Public	SO"BASS
4	CITÉ ARCACHON MARINES	BI de 100	Disponible	Aucune		11/12/2023	Mesure	5	4.2					Public	SO"BASS
5	ARCACHON MARINES DEVANT BAR DU C.CIAL+5M	BI de 100	Disponible	Débit faible > à 30 m3/h < à 60 m3/h (PI100 / BI100 / MFLD / PRIR / BIIR / PIIR)		11/12/2023	Mesure	5	0	42	46			Public	SO"BASS
6	AVE RÈGUE VERTE DEVANT BAT. 2 À GAUCHE	PI de 100	Disponible	Débit faible > à 30 m3/h < à 60 m3/h (PI100 / BI100 / MFLD / PRIR / BIIR / PIIR), Bouchon(s) manquant(s) ou défectueux		11/12/2023	Mesure	5	0	40	53			Public	SO"BASS
7	RUE FUSTEL DE COULANGE FACE AU N° 049	BI de 100	Indisponible Depuis le : 16/10/2023	Débit insuffisant < à 30 m3/h (PI et BI)		16/10/2023	Mesure	4.5	0.82	20	26			Public	SO"BASS
	BLD D'ARCACHON FACE AU N° 040	BI de 100	Disponible	Aucune		16/10/2023	Mesure	5.2	0.82	47	62			Public	SO"BASS
	BLD D'ARCACHON AU N° 047	BI de 100	Disponible	Débit faible > à 30 m3/h < à 60 m3/h (PI100 / BI100 / MFLD / PRIR / BIIR / PIIR)		16/10/2023	Mesure	4.5	0.82	46	59			Public	SO"BASS
	BLD D'ARCACHON FACE AU N° 029	PI de 100	Disponible	Bouchon(s) manquant(s) ou défectueux		16/10/2023	Mesure	2	1.5					Public	SO"BASS
	BLD DE PYLA DERNIÈRE MAISON	PI de 100	Disponible	Débit faible > à 30 m3/h < à 60 m3/h (PI100 / BI100 / MFLD / PRIR / BIIR / PIIR), Bouchon(s) manquant(s) ou défectueux		04/10/2023	Mesure	7.8	0.8	48	52			Public	SO"BASS
	BLD DE PYLA FACE AU N° 055 / CHE DU MOULLEAU	BI de 100	Disponible	Autre anomalie (préciser)		04/10/2023	Mesure	4.5	4					Public	SO"BASS

Page 114/439
Chaîne d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A8 A8
Publié le : 19/12/2025
Par : DAVET Patrick
Document certifié conforme à l'original
<http://publiact.fr/documentPublic/844435>

Reception - Ministère de l'Intérieur
31213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE
cusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025
Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

N°	Adresse	Type	Disponibilité	Anomalie(s)	Complément anomalies	Date de contrôle	Type de contrôle	Pression statique (bar)	Pdyn à 60 m3/h (bars)	Débit à 1 bar (m3/h)	Débit Max (m3/h)	Capacité (m3)	Réalimentation	Domaine	Gestionnaire de réseau d'eau
30	RUE E. ROSTAND / RUE H. ORNON	BI de 100	Disponible	Aucune		19/10/2023	Mesure	5	4.5					Public	SO"BASS
31	RUE CAMILLE PELLETAN AU N° 015	BI de 100	Indisponible Depuis le : 17/12/2021	Aucune		31/10/2023	Mesure	5	0.82	20	28			Public	SO"BASS
32	RUE CAMILLE PELLETAN - SURF CAFE	PI de 100	Disponible	Aucune		30/10/2023	Mesure	4.5	4					Public	SO"BASS
33	RUE HUMEYRE FACE AFFAIRES MARITIMES	BI de 100	Disponible	Débit faible > à 30 m3/h < à 60 m3/h (PI100 / BI100 / MFLD / PRIR / BIIR / PIIR)		18/10/2023	Mesure	5	0.82	40	45			Public	SO"BASS
34	AVE DES OSTRÉICULTEURS AU N° 014	BI de 100	Disponible	Abords non entretenus (végétation, etc)		17/10/2023	Mesure	5	3.5					Public	SO"BASS
35	AVE DES HUTTIERS AU N° 036	BI de 100	Disponible	Aucune		17/10/2023	Mesure	5.2	3.8					Public	SO"BASS
36	CLUB DU LARGE AU N° 020	BI de 100	Disponible	Ouverture très difficile, Fermeture difficile		18/10/2023	Mesure	5.2	3.5					Public	SO"BASS
37	RUE DES HIPPOCAMPES FACE AU N° 014	BI de 100	Disponible	Aucune		18/10/2023	Mesure	5	4.2					Public	SO"BASS
38	RUE DES PLATANES / BLD DE CUREPIPE	PI de 100	Disponible	Aucune		18/10/2023	Mesure	5.3	4.5					Public	SO"BASS
39	RUE A. LESCA / CHE DU MOULIN DE BORDES	BI de 100	Disponible	Aucune		18/10/2023	Mesure	5	4.5					Public	SO"BASS
40	RUE A. LESCA / RUE DE LA PEGUILLERE	PI de 100	Disponible	Aucune		30/10/2023	Mesure	5	4					Public	SO"BASS
41	PLAINE BONNEVAL - CENTRE HEBERGEMENT MUNICIPAL	PI de 100	Disponible	Débit faible > à 30 m3/h < à 60 m3/h (PI100 / BI100 / MFLD / PRIR / BIIR / PIIR)		27/10/2023	Mesure	5	0.82	48	55			Public	SO"BASS
42	RUE A. LESCA / RUE PEYRET POQUE	BI de 100	Disponible	Aucune		30/10/2023	Mesure	4	2					Public	SO"BASS
43	RUE PEYRET POQUE AU N° 016	BI de 100	Disponible	Aucune		30/10/2023	Mesure	5	3					Public	SO"BASS
44	ALL RENÉ FONCK AU N° 002	BI de 100	Disponible	Aucune		18/10/2023	Mesure	5	4.3					Public	SO"BASS
45	ALL RENÉ FONCK / AVE C. ADER	BI de 100	Disponible	Couvercle BI cassé, Fuite		18/10/2023	Mesure	5	4.7					Public	SO"BASS
46	RUE J. MOULIN / RUE A. PRAT	BI de 100	Disponible	Aucune		18/10/2023	Mesure	5	3.7					Public	SO"BASS
47	RUE YVES DU MANDOR AU N° 001	BI de 100	Disponible	Aucune		18/10/2023	Mesure	5	3.5					Public	SO"BASS

Chaîne d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 85 3C 3C 5E A8 A7
Page 116/439
Publié le : 19/12/2025
Par : DAVET Patrick
Document certifié conforme à l'original
<http://publiact.fr/documentPublic844435>



Guichet de Réception - Ministère de l'Intérieur
3-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Document certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



N°	Adresse	Type	Disponibilité	Anomalie(s)	Complément anomalies	Date de contrôle	Type de contrôle	Pression statique (bar)	Pdyn à 60 m3/h (bars)	Débit à 1 bar (m3/h)	Débit Max (m3/h)	Capacité (m3)	Réalimentation	Domaine	Gestionnaire de réseau d'eau
49	RUE J. ST MARC AU N° 032	BI de 100	Disponible	Aucune		18/10/2023	Mesure	5	3					Public	SO"BASS
50	RUE J. ST MARC AU N° 027	BI de 100	Indisponible Depuis le : 13/12/2021	Hydrant cassé ou renversé, inutilisable : PEI indisponible (préciser), Vis de manœuvre défectueuse	Carré de man?uvre hs	18/10/2023	Mesure							Public	SO"BASS
51	RUE J. ST MARC AU N° 008	BI de 100	Disponible	Aucune		18/10/2023	Mesure	5	3.5					Public	SO"BASS
54	RUE PASTEUR AU N° 038	BI de 100	Indisponible Depuis le : 17/12/2021	Débit insuffisant < à 30 m3/h (PI et BI)		19/10/2023	Mesure	5	0.82	13	17			Public	SO"BASS
55	RUE PASTEUR / RUE J. FAVRE	BI de 100	Disponible	Aucune		19/10/2023	Mesure	5	4.2					Public	SO"BASS
56	RUE DU PORT / AVE PASTEUR	BI de 100	Disponible	Aucune		19/10/2023	Mesure	5	4.2					Public	SO"BASS
57	RUE DU PORT FACE AU N° 012	BI de 100	Disponible	Autre anomalie (préciser)	Bouche incendie	19/10/2023	Mesure	5	4.5					Public	SO"BASS
58	PCE J. HAMEAU DEVANT MAISON LALANNE	BI de 100	Disponible	Aucune		19/10/2023	Mesure	5	4.5					Public	SO"BASS
59	AVE C. DE GAULLE AU N° 017	BI de 100	Disponible	Signalisation inexistante		19/10/2023	Mesure	5	4.7					Public	SO"BASS
60	AVE C. DE GAULLE AU N° 039	BI de 100	Disponible	Aucune		19/10/2023	Mesure	5	4.2					Public	SO"BASS
61	RUE H. DHEURLE - ARRÊT BUS CES	BI de 100	Disponible	Aucune		20/10/2023	Mesure	4.7	4.2					Public	SO"BASS
	1 rue Henri dheurle A l'angle	BI de 100	Disponible	Aucune		20/10/2023	Mesure	5	4.4					Public	SO"BASS
	RUE PDT CARNOT / RUE C. RAMOND	BI de 100	Disponible	Aucune		23/10/2023	Mesure	5	4					Public	SO"BASS
	PCE GAMBETTA	BI de 100	Disponible	Ouverture très difficile		23/10/2023	Mesure	5	4					Public	SO"BASS
	RUE DU 14 JUILLET / RUE E. DORÉ	BI de 100	Disponible	Aucune		23/10/2023	Mesure	5	4.5					Public	SO"BASS
	RUE DU BRAOUEAU N° 002	BI de 100	Disponible	Aucune		23/10/2023	Mesure	4.5	2.5					Public	SO"BASS
	RUE DES POILUS / RUE DES CHASSEURS	BI de 100	Disponible	Débit faible > à 30 m3/h < à 60 m3/h (PI100 / BI100 / MFLD / PRIR / BIIR / PIIR), Ouverture très difficile, Fermeture difficile		23/10/2023	Mesure	4	0.82	42	49			Public	SO"BASS
	RUE DES POILUS FACE AU N° 034	BI de 100	Disponible	Aucune		23/10/2023	Mesure	5	3					Public	SO"BASS

Guichet de Réception - Ministère de l'Intérieur
3-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

cusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Page 117/439

Chaîne d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A7

Publié le : 19/12/2025

Par : DAVET Patrick

Document certifié conforme à l'original

http://publiact.fr/documentPublic844435

N°	Adresse	Type	Disponibilité	Anomalie(s)	Complément anomalies	Date de contrôle	Type de contrôle	Pression statique (bar)	Pdyn à 60 m3/h (bars)	Débit à 1 bar (m3/h)	Débit Max (m3/h)	Capacité (m3)	Réalimentation	Domaine	Gestionnaire de réseau d'eau
83	RUE PDT CARNOT AU N° 058	BI de 100	Indisponible Depuis le : 23/10/2023	Obstacle rendant la manœuvre impossible (préciser)	Rue en travaux	23/10/2023	Mesure							Public	SO"BASS
84	RUE G. DE FOIX / RUE DE GRAILLY	BI de 100	Disponible	Aucune		20/10/2023	Mesure	5	3.5					Public	SO"BASS
85	RUE G. DE FOIX AU N° 064 A l'angle du rond point	BI de 100	Disponible	Aucune		20/10/2023	Mesure	4.7	4					Public	SO"BASS
86	RUE G. DE FOIX - LOT LES BRUYÈRES (ENTRÉE)	BI de 100	Disponible	Aucune		20/10/2023	Mesure	4.7	3.5					Public	SO"BASS
87	RUE PAUL LANGEVIN AU N° 022	BI de 100	Disponible	Aucune		24/10/2023	Mesure	4.8	4.5					Public	SO"BASS
88	RUE PAUL LANGEVIN / RUE DR LACASSIE	BI de 100	Disponible	Aucune		24/10/2023	Mesure	4.8	3.5					Public	SO"BASS
89	CITÉ LES PIGUES (ENTREE) / RUE DU COUTOUM	BI de 100	Disponible	Aucune		24/10/2023	Mesure	4.8	3.5					Public	SO"BASS
90	AVE DE BISSERIE AU N° 003	BI de 100	Disponible	Aucune		24/10/2023	Mesure	4.8	4					Public	SO"BASS
91	RUE NOTRE DAME DES MONTS AU N° 032	PI de 100	Disponible	Aucune		25/10/2023	Mesure	4.8	4.2					Public	SO"BASS
92	RUE NOTRE DAME DES MONTS AU N° 079	PI de 100	Disponible	Aucune		25/10/2023	Mesure	4.7	4					Public	SO"BASS
	RUE DE BÉRANGER AU N° 031	BI de 100	Disponible	Ouverture très difficile		25/10/2023	Mesure	4.6	3.3					Public	SO"BASS
	RUE G. LOUDE AU N° 041	PI de 100	Disponible	Aucune		25/10/2023	Mesure	4.6	4					Public	SO"BASS
	RUE G. LOUDE AU N° 025	BI de 100	Disponible	Fuite		25/10/2023	Mesure	4.7	4					Public	SO"BASS
	RUE DE LA SÉOUBE / RUE MIGREQUE	BI de 100	Disponible	Coffre BI cassé		25/10/2023	Mesure	4.8	4					Public	SO"BASS
	AVE ST-EXUPÉRY / RUE BÉRANGER	BI de 100	Disponible	Aucune		24/10/2023	Mesure	4.5	4					Public	SO"BASS
	CITÉ JEAN HAMEAU À DROITE AVANT CONCIERGE	PI de 100	Disponible	Débit faible > à 30 m3/h < à 60 m3/h (PI100 / BI100 / MFLD / PRIR / BIIR / PIIR), Abords non entretenus (végétation, etc)	Une haie en face de l'ouverture principale	25/10/2023	Mesure	4.7	0.82	41	48			Public	SO"BASS

Page 119/439

Chaîne d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A8 A8

Publié le : 19/12/2025

Par : DAVET Patrick

Document certifié conforme à l'original

Document public

http://publiact.fr/documentPublic/844435

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Cusé de réception - Ministère de l'Intérieur

3-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Cusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

N°	Adresse	Type	Disponibilité	Anomalie(s)	Complément anomalies	Date de contrôle	Type de contrôle	Pression statique (bar)	Pdyn à 60 m3/h (bars)	Débit à 1 bar (m3/h)	Débit Max (m3/h)	Capacité (m3)	Réalimentation	Domaine	Gestionnaire de réseau d'eau
116	RUE G. EIFFEL YACHTING FRANCE	PI de 100	Disponible	Bouchon(s) manquant(s) ou défectueux		27/10/2023	Mesure	4.3	3.5					Public	SO"BASS
117	BLD DE L'INDUSTRIE - ETS NOFAL	PI de 100	Disponible	Aucune		27/10/2023	Mesure	4.5	3					Public	SO"BASS
118	BLD DE L'INDUSTRIE - USINE À BÉTON	PI de 100	Disponible	Aucune		27/10/2023	Mesure	4.5	3.5					Public	SO"BASS
119	AVE VULCAIN - USINE INCINÉRATION (ENTRÉE)	BI de 100	Disponible	Aucune		27/10/2023	Mesure	4.3	3.5					Public	SO"BASS
120	CHE DE SÉCARY	BI de 100	Disponible	Aucune		27/10/2023	Mesure	4.5	3.5					Public	SO"BASS
121	CHE DE SÉCARY FACE AU N° 050	PI de 100	Disponible	Aucune		27/10/2023	Mesure	4.5	3.5					Public	SO"BASS
122	AVE DE BISSERIÉ PROLONGÉE	PI de 100	Disponible	Aucune		24/10/2023	Mesure	4.5	3.5					Public	SO"BASS
123	AVE FRÉDÉRIC DE CANDALE AU N° 013	BI de 100	Disponible	Aucune		24/10/2023	Mesure	4.8	4.4					Public	SO"BASS
124	AVE DE BISSERIÉ AVANT VOIE FERRÉE	BI de 100	Disponible	Aucune		24/10/2023	Mesure	4.5	4					Public	SO"BASS
125	AVE DE BISSERIÉ AU N° 063	BI de 100	Indisponible Depuis le : 21/10/2022	Pas d'eau		24/10/2023	Mesure							Public	SO"BASS
126	AVE DE BISSERIÉ AU N° 051	BI de 100	Disponible	Aucune		24/10/2023	Mesure	4.5	4					Public	SO"BASS
127	RUE DE LA GAROLLE FACE AU N° 008	BI de 100	Disponible	Aucune		30/10/2023	Mesure	5	2					Public	SO"BASS
128	AVE DES CHANTERELLES FACE AU N° 018 ESPACES VERTS	PI de 100	Disponible	Aucune		26/10/2023	Mesure	4.3	3.5					Public	SO"BASS
129	RUE N. POUSSIN FACE AU N° 018	BI de 100	Disponible	Couvercle BI cassé, Ouverture très difficile		25/10/2023	Mesure	4.8	3.5					Public	SO"BASS
130	AVE DES HUTTIERS	BI de 100	Disponible	Aucune		17/10/2023	Mesure	5.5	4					Public	SO"BASS
131	CHE DES FACTEURS FACE AU N° 044	BI de 100	Disponible	Aucune		24/10/2023	Mesure	4.5	3.2					Public	SO"BASS
132	AVE C. DE GAULLE 30 M AVANT DDE	BI de 100	Disponible	Aucune		18/10/2023	Mesure	5	4.5					Public	SO"BASS
133	RUE DU PORT FACE AU N° 50	BI de 100	Disponible	Aucune		19/10/2023	Mesure	5	4.2					Public	SO"BASS

Page 121/439

Chaîne d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A7

Publié le : 19/12/2025

Par : DAVET Patrick

Document certifié conforme à l'original

Document Public844435

http://publiact.fr/documentPublic844435

Cusé de réception - Ministère de l'Intérieur
6-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Cusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



Chaine d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 85 3C 3C 5E A8 A7
 Publié le : 19/12/2025
 Par : DAVET Patrick
 Document certifié conforme à l'original
<http://publiact.fr/documentPublic/844435>

Page 122/439

Reception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025
Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

N°	Adresse	Type	Disponibilité	Anomalie(s)	Complément anomalies	Date de contrôle	Type de contrôle	Pression statique (bar)	Pdyn à 60 m3/h (bars)	Débit à 1 bar (m3/h)	Débit Max (m3/h)	Capacité (m3)	Réalimentation	Domaine	Gestionnaire de réseau d'eau
151	RUE MAL FOCH AU N° 011	BI de 100	Disponible	Aucune		19/10/2023	Mesure	5	4					Public	SO"BASS
152	BLD DE PYLA / ALL BOIS DE ROME	BI de 100	Disponible	Aucune		16/10/2023	Mesure	5	1					Public	SO"BASS
153	RUE H. DHEURLE RUE P. DE COUBERTIN	BI de 100	Disponible	Aucune		20/10/2023	Mesure	6	4					Public	SO"BASS
154	RUE DES VIEUX CHÊNES AU N° 005	PI de 100	Disponible	Aucune		26/10/2023	Mesure	4.5	3.5					Public	SO"BASS
155	CHE DE MAUGIS AU N° 032	BI de 100	Disponible	Aucune		25/10/2023	Mesure	4.7	3.5					Public	SO"BASS
156	AVE JAMES JOULE FACE MAISADOUR	BI de 100	Indisponible Depuis le : 10/10/2022	Douille à rebord saillant cassée, Hydrant cassé ou renversé, inutilisable : PEI indisponible (préciser)		27/10/2023	Mesure							Public	SO"BASS
157	BLD DES MIQUELOTS / BLD DE CAZAUX	BI de 100	Disponible	Aucune		30/10/2023	Mesure	4.3	3.8					Public	SO"BASS
158	RES JOLYBOIS DEVANT BAT N° 005	PI de 100	Disponible	Aucune		30/10/2023	Mesure	4	1.7					Public	SO"BASS
159	RES JOLYBOIS DEVANT BAT N° 002	BI de 100	Disponible	Aucune		30/10/2023	Mesure	4	2					Public	SO"BASS
160	BLD DES MIQUELOTS ECOLE CALENDRETA	BI de 100	Disponible	Aucune		30/10/2023	Mesure	4.5	4					Public	SO"BASS
161	BLD DES MIQUELOTS / CHANTEBOIS	BI de 100	Disponible	Aucune		30/10/2023	Mesure	4.3	3.7					Public	SO"BASS
	BLD DES MIQUELOTS / ALL DES SAULES	BI de 100	Disponible	Aucune		26/10/2023	Mesure	4.2	3.8					Public	SO"BASS
	AVE DU PAYS DE BUCH 15 M AVE DES BOULEAUX	BI de 100	Disponible	Aucune		26/10/2023	Mesure	4.5	3.5					Public	SO"BASS
	ALL DES CHARMES FACE AU N° 020	BI de 100	Disponible	Aucune		26/10/2023	Mesure	4.5	2.5					Public	SO"BASS
	RUE DE CHANTEBOIS FACE RTE MATERNELLE MIQUELOTS	BI de 100	Disponible	Aucune		26/10/2023	Mesure	4.5	4					Public	SO"BASS
	RUE DE CHANTEBOIS / RUE DES MOUSSERONS	BI de 100	Disponible	Aucune		26/10/2023	Mesure	4.3	4					Public	SO"BASS

Page 123/439

Chaîne d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A8

Publié le : 19/12/2025

Par : DAVET Patrick

Document certifié conforme à l'original

http://publiact.fr/documentPublic/844435

cusé de réception - Ministère de l'Intérieur

3-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

cusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

N°	Adresse	Type	Disponibilité	Anomalie(s)	Complément anomalies	Date de contrôle	Type de contrôle	Pression statique (bar)	Pdyn à 60 m3/h (bars)	Débit à 1 bar (m3/h)	Débit Max (m3/h)	Capacité (m3)	Réalimentation	Domaine	Gestionnaire de réseau d'eau
167	RUE OVIDE ROUSSET 20 M COOP. MARITIME	PI de 100	Disponible	Aucune		30/10/2023	Mesure	5	4					Public	SO"BASS
169	RUE C. RAMOND / RUE P. DAUSSY	BI de 100	Disponible	Ouverture très difficile, Fermeture difficile		23/10/2023	Mesure	5	1.2					Public	SO"BASS
170	ALL GIONO AU N° 001	PI de 100	Disponible	Aucune		18/10/2023	Mesure	5	3.5					Public	SO"BASS
171	RUE F. MAURIAC FACE AU N° 006	BI de 100	Disponible	Aucune		18/10/2023	Mesure	5	2					Public	SO"BASS
172	RUE F. MAURIAC / RUE LÉO LAGRANGE	BI de 100	Disponible	Aucune		18/10/2023	Mesure	5	2					Public	SO"BASS
173	RUE F. MAURIAC FACE AU N° 036	BI de 100	Disponible	Aucune		18/10/2023	Mesure	5	2.8					Public	SO"BASS
174	RUE J. MOULIN / RUE M. PAGNOL	BI de 100	Disponible	Aucune		18/10/2023	Mesure	5	3					Public	SO"BASS
175	ALL DES PARQUEURS	PI de 100	Disponible	Abords non entretenus (végétation, etc)		17/10/2023	Mesure	5.2	4.8					Public	SO"BASS
176	AVE DU PAYS DE BUCH / RUE DES ORMES	BI de 100	Disponible	Signalisation inexistante		26/10/2023	Mesure	4.5	4					Public	SO"BASS
178	RUE DES PINS VERTS AU N° 006	BI de 100	Disponible	Ouverture très difficile		25/10/2023	Mesure	4.7	2					Public	SO"BASS
179	RUE J. B. CHARDIN AU N° 002	BI de 100	Disponible	Aucune		25/10/2023	Mesure	4.5	2.2					Public	SO"BASS
180	RUE ICARE AU N° 012	BI de 100	Disponible	Aucune		25/10/2023	Mesure	4.5	3.8					Public	SO"BASS
	RUE F. MAURIAC AU N° 047	BI de 100	Disponible	Aucune		18/10/2023	Mesure	5	2.8					Public	SO"BASS
	RUE J. ST MARC FACE AU N° 083	BI de 100	Disponible	Aucune		18/10/2023	Mesure	5	1					Public	SO"BASS
	RUE DU PARC DE L'ESTEY / AVE D'AQUITAINE	PI de 100	Disponible	Aucune		18/10/2023	Mesure	5	4.5					Public	SO"BASS
	RUE DU PARC DE L'ESTEY / SQR DU BERRY	PI de 100	Disponible	Obstacle gênant la manœuvre (préciser)	Muret trop près du poteau	18/10/2023	Mesure	5	3.2					Public	SO"BASS
	ALL DE GASCOGNE AU N° 002	BI de 100	Disponible	Fuite		18/10/2023	Mesure	5	4					Public	SO"BASS
	ALL DE GASCOGNE FACE AU N° 020 SUR PARTERRE	BI de 100	Indisponible Depuis le : 14/12/2021	Pas d'eau, Hydrant cassé ou renversé, inutilisable : PEI indisponible (préciser), Ouverture impossible	Ouverture impossible	18/10/2023	Mesure							Public	SO"BASS

Page 124/439

Chaîne d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A7

Publié le : 19/12/2025

Par : DAVET Patrick

Document certifié conforme à l'original

DocumentPublic844435

http://publiact.fr/documentPublic844435

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

cusé de réception - Ministère de l'Intérieur

3-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

cusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

N°	Adresse	Type	Disponibilité	Anomalie(s)	Complément anomalies	Date de contrôle	Type de contrôle	Pression statique (bar)	Pdyn à 60 m3/h (bars)	Débit à 1 bar (m3/h)	Débit Max (m3/h)	Capacité (m3)	Réalimentation	Domaine	Gestionnaire de réseau d'eau
188	ALL DE PROVENCE FACE AU N° 005	BI de 100	Disponible	Fuite		18/10/2023	Mesure	5	3.7					Public	SO"BASS
189	ALL DE PROVENCE AU N° 016	BI de 100	Disponible	Aucune		18/10/2023	Mesure	5	4.5					Public	SO"BASS
190	RUE DE L'ANJOU AU N° 001 / RUE G. DE FOIX	BI de 100	Disponible	Aucune		20/10/2023	Mesure	5	3.5					Public	SO"BASS
191	RUE DES PINS VERTS AU N° 055	BI de 100	Disponible	Aucune		25/10/2023	Mesure	4.5	0.82	55	62			Public	SO"BASS
192	RUE DES PINS VERTS AU N° 031	BI de 100	Disponible	Ouverture très difficile		25/10/2023	Mesure	4.6	1					Public	SO"BASS
193	RUE A. DUMAS AU N° 014	BI de 100	Disponible	Aucune		24/10/2023	Mesure	4.5	3.5					Public	SO"BASS
194	RUE J. BART AU N° 008	BI de 100	Disponible	Aucune		18/10/2023	Mesure	5	4					Public	SO"BASS
195	RUE CAMILLE GUÉRIN FACE AU N° 011	BI de 100	Disponible	Aucune		24/10/2023	Mesure	4.6	2.8					Public	SO"BASS
196	RUE DU DADÉ / RUE O. MOUREAU	BI de 100	Disponible	Ouverture très difficile		23/10/2023	Mesure	5	4					Public	SO"BASS
197	FACE PISCINE MUNICIPALE PLAINE BONNEVAL	PI de 100	Disponible	Aucune		27/10/2023	Mesure	4.3	3					Public	SO"BASS
198	ALL DES ALBIZZIAS / RUE DES CATALPAS	BI de 100	Disponible	Aucune		26/10/2023	Mesure	4.5	3.5					Public	SO"BASS
199	ALL DES NOISETIERS FACE AU N° 004	BI de 100	Disponible	Aucune		26/10/2023	Mesure	4.5	3.5					Public	SO"BASS
	AVE DU PAYS DE BUCH FACE ALL NOISETIERS	BI de 100	Disponible	Aucune		26/10/2023	Mesure	4.5	4					Public	SO"BASS
	RUE P. RONSARD FACE AU N° 021	BI de 100	Disponible	Aucune		30/10/2023	Mesure	4.2	2.5					Public	SO"BASS
	SQR F. VILLON / F. RABELAIS	BI de 100	Disponible	Autre anomalie (préciser)	Modification adresse 1 square villon	30/10/2023	Mesure	4	3.5					Public	SO"BASS
	ALL C. COLOMB AU N° 026	BI de 100	Disponible	Aucune		30/10/2023	Mesure	3	1.7					Public	SO"BASS
	RUE J. BOISOT 10 M AVANT TRANSFO	BI de 100	Indisponible Depuis le : 17/12/2021	Débit insuffisant < à 30 m3/h (PI et BI)		19/10/2023	Mesure	5	0.82	13	16			Public	SO"BASS
	ALL C. COLOMB DERRIÈRE INTERMARCHÉ	BI de 100	Disponible	Aucune		30/10/2023	Mesure	3.8	3					Public	SO"BASS

Page 125/439

Chaîne d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A7

Publié le : 19/12/2025

Par : DAVET Patrick

Document certifié conforme à l'original

DocumentPublic844435

http://publiact.fr/documentPublic844435

 **cusé de réception - Ministère de l'Intérieur**
3-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE
cusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025
Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



Reception - Ministère de l'Intérieur
Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025
Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



N°	Adresse	Type	Disponibilité	Anomalie(s)	Complément anomalies	Date de contrôle	Type de contrôle	Pression statique (bar)	Pdyn à 60 m3/h (bars)	Débit à 1 bar (m3/h)	Débit Max (m3/h)	Capacité (m3)	Réalimentation	Domaine	Gestionnaire de réseau d'eau
206	ALL C. COLOMB /ALL CDT CHARCOT	BI de 100	Indisponible Depuis le : 12/10/2022	Débit insuffisant < à 30 m3/h (PI et BI), Carré de manœuvre inutilisable : PEI indisponible (préciser)	Tourne dans le vide	30/10/2023	Mesure	0	0	0	0			Public	SO"BASS
207	ALL J. CARTIER FACE AU N° 027	BI de 100	Disponible	Aucune		30/10/2023	Mesure	2.4	1.3					Public	SO"BASS
208	ALL J. CARTIER PROX N° 013	BI de 100	Disponible	Aucune		30/10/2023	Mesure	2.7	1.3					Public	SO"BASS
209	ALL J. CARTIER / ALL DE MAGELLAN	BI de 100	Disponible	Aucune		30/10/2023	Mesure	3.5	2					Public	SO"BASS
210	LES MIQUELOTS INTERMARCHÉ DEVANT COIFFEUR	PI de 100	Disponible	Aucune		30/10/2023	Mesure	3.8	3					Public	SO"BASS
211	ZI FACE ARC HABITAT RUE E. FRESSINET	BI de 100	Disponible	Aucune		26/10/2023	Mesure	4	2.5					Public	SO"BASS
212	ALL DES MARRONNIERS AU N° 001	BI de 100	Disponible	Aucune		26/10/2023	Mesure	4.5	3.5					Public	SO"BASS
213	ALL DES OYATS FACE ENTRÉE MATERNELLE	BI de 100	Disponible	Ouverture très difficile, Fermeture difficile		26/10/2023	Mesure	4.5	3					Public	SO"BASS
214	RUE J. ST MARC AU N° 048 DEVANT PASSAGE	BI de 100	Disponible	Aucune		18/10/2023	Mesure	5	3					Public	SO"BASS
215	AVE DES CHANTERELLES+5M	BI de 100	Disponible	Aucune		30/10/2023	Mesure	4.5	3					Public	SO"BASS
	RUE R. SURCOUF AU N° 024	BI de 100	Disponible	Aucune		18/10/2023	Mesure	5	4					Public	SO"BASS
	AVE DES OSTRÉICULTEURS 30 M APRÈS PONT	BI de 100	Disponible	Aucune		18/10/2023	Mesure	4.7	3.5					Public	SO"BASS
	RUE DE LA RÈGUE BLANQUE FACE AU N° 009	BI de 100	Disponible	Signalisation inexistante		11/12/2023	Mesure	5.1	3.8					Public	SO"BASS
	RUE DE LA GEMME	PI de 100	Disponible	Aucune		19/10/2023	Mesure	5	4.5					Public	SO"BASS
	RUE A. DAUDET AU N° 010	BI de 100	Indisponible Depuis le : 24/10/2023	Accès impossible (préciser)	Prévoir arceau de sécurité	24/10/2023	Mesure							Public	SO"BASS
	AVE DE LA BRASSERIE GRAND VILLAGE	BI de 100	Disponible	Ouverture très difficile, Fermeture difficile		23/10/2023	Mesure	5	4					Public	SO"BASS
	AVE DE LA BRASSERIE / RUE SAUBONA	PI de 100	Disponible	Aucune		23/10/2023	Mesure	5	4					Public	SO"BASS

N°	Adresse	Type	Disponibilité	Anomalie(s)	Complément anomalies	Date de contrôle	Type de contrôle	Pression statique (bar)	Pdyn à 60 m3/h (bars)	Débit à 1 bar (m3/h)	Débit Max (m3/h)	Capacité (m3)	Réalimentation	Domaine	Gestionnaire de réseau d'eau
223	RUE G. DE FOIX AU N° 050	BI de 100	Disponible	Aucune		20/10/2023	Mesure	5	4.2					Public	SO"BASS
224	AVE ST EXUPÉRY FACE AU N° 012	BI de 100	Disponible	Aucune		24/10/2023	Mesure	4.8	4.2					Public	SO"BASS
225	RUE DES ALLIÉS / RUE DE LA VICTOIRE	PI de 100	Disponible	Bouchon(s) manquant(s) ou défectueux		24/10/2023	Mesure	4.8	2.7					Public	SO"BASS
226	PCE DES PRÈS VERTS	BI de 100	Disponible	Aucune		25/10/2023	Mesure	4.7	3.7					Public	SO"BASS
227	RUE DE LA MIGREQUE AU N° 048	BI de 100	Disponible	Couvercle BI cassé, Fuite		25/10/2023	Mesure	4.8	4					Public	SO"BASS
228	LOT DE LA MIGREQUE RUE DE LA PEYLE AU N° 010	BI de 100	Disponible	Aucune		25/10/2023	Mesure	4.6	3.6					Public	SO"BASS
229	CHE DE CAILLIVOLE FACE AU N° 015	PI de 100	Disponible	Bouchon(s) manquant(s) ou défectueux		27/10/2023	Mesure	4.5	2.5					Public	SO"BASS
230	ALL DES AIGRETTES AU N° 013	BI de 100	Disponible	Aucune		26/10/2023	Mesure	3.5	2.5					Public	SO"BASS
231	ALL J. DU BELLAY AU N° 012	BI de 100	Disponible	Aucune		30/10/2023	Mesure	3.5	2.8					Public	SO"BASS
232	RUE F. RABELAIS / PONTUS DE THIARD	BI de 100	Indisponible Depuis le : 27/10/2017	Pas d'eau, Débit insuffisant < à 30 m3/h (PI et BI)		30/10/2023	Mesure	0	0	0	0			Public	SO"BASS
233	RUE F. RABELAIS AU N° 038	BI de 100	Disponible	Ouverture très difficile		30/10/2023	Mesure	2.5	1.5					Public	SO"BASS
	RUE F. RABELAIS AU N° 066	BI de 100	Disponible	Aucune		30/10/2023	Mesure	2.5	1.3					Public	SO"BASS
	BLD DES MIQUELOTS FACE STATION	PI de 100	Disponible	Bouchon(s) manquant(s) ou défectueux		26/10/2023	Mesure	4	3					Public	SO"BASS
	RUE FRÉDÉRIC SAUVAGE - ETS SALOU	BI de 100	Disponible	Aucune		27/10/2023	Mesure	4.5	3					Public	SO"BASS
	PARKING RUE VICTOR HUGO	PI de 100	Disponible	Aucune		16/10/2023	Mesure	5.2	4.5					Public	SO"BASS
	RUE ST GEORGES AU N° 002 FACE IMP CNE DU CHEYRON	BI de 100	Disponible	Signalisation inexistante		30/10/2023	Mesure	5	4.5					Public	SO"BASS
	RUE DES FRÈRES MONTGOLFIER AU N° 006 / RUAT	PI de 100	Disponible	Bouchon(s) manquant(s) ou défectueux		23/10/2023	Mesure	4.7	4.3					Public	SO"BASS

Page 127/439

Chaîne d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A7

Publié le : 19/12/2025

Par : DAVET Patrick

Document certifié conforme à l'original

http://publiact.fr/documentPublic844435

cusé de réception - Ministère de l'Intérieur

3-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

cusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Chaine d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 85 3C 3C 5E A8 A7
 Publié le : 19/12/2025
 Par : DAVET Patrick
 Document certifié conforme à l'original
<http://publiact.fr/documentPublic/844435>

Page 129/439

Reception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025
Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

N°	Adresse	Type	Disponibilité	Anomalie(s)	Complément anomalies	Date de contrôle	Type de contrôle	Pression statique (bar)	Pdyn à 60 m3/h (bars)	Débit à 1 bar (m3/h)	Débit Max (m3/h)	Capacité (m3)	Réalimentation	Domaine	Gestionnaire de réseau d'eau
301	AVE DES OSTRÉICULTEURS DIGUE EST AVANT RESTAURANT	PI de 100	Disponible	Aucune		30/10/2023	Mesure	4.5	3.7					Public	SO"BASS
302	ZI GARAGE RENAULT	PI de 100	Disponible	Aucune		27/10/2023	Mesure	4.3	3.7					Public	SO"BASS
303	ZI FACE BONNEVAL N 250 PINAULT	PI de 100	Disponible	Bouchon(s) manquant(s) ou défectueux		27/10/2023	Mesure	4.3	3.7					Public	SO"BASS
304	AVE DE L'ABBE EDME MARIOTTE - ZI	PI de 100	Disponible	Bouchon(s) manquant(s) ou défectueux		27/10/2023	Mesure	4.4	3.5					Public	SO"BASS
305	RUE A. LESCA AU N° 053	PI de 100	Disponible	Aucune		19/10/2023	Mesure	5	3.5					Public	SO"BASS
306	PORT DE LA TESTE DIGUE OUEST CROISEMENT RUE ROUSSET	PI de 100	Disponible	Aucune		30/10/2023	Mesure	5	4.2					Public	SO"BASS
307	ALL DE L'HOPITAL AU N° 006	PI de 100	Disponible	Accès difficile (préciser)		04/10/2023	Mesure	8	6					Public	SO"BASS
308	PISTE 214 FACE RESERVE DU NATUS	PI de 100	Disponible	Bouchon(s) manquant(s) ou défectueux		06/10/2023	Mesure	6.5	6					Public	SO"BASS
309	RUE DES COLIBRIS	PI de 100	Disponible	Aucune		23/10/2023	Mesure	5	4					Public	SO"BASS
310	RUE DES PASSEREAUX AU N° 013	PI de 100	Disponible	Abords non entretenus (végétation, etc), Autre anomalie (préciser)	Pi caché par la végétation. Pi à droite du transfo EDF	23/10/2023	Mesure	5	4					Public	SO"BASS
311	CENTRE LES MIQUELOTS CÔTÉ NORD	PI de 100	Disponible	Autre anomalie (préciser)	Erreur de position sur la cartographie.	30/10/2023	Mesure	3.8	3.3					Public	SO"BASS
	CENTRE LES MIQUELOTS CÔTÉ SUD	PI de 100	Disponible	Abords non entretenus (végétation, etc)		30/10/2023	Mesure	3.7	3					Public	SO"BASS
	CARREFOUR RUE CAP OCEAN	PI de 100	Disponible	Bouchon(s) manquant(s) ou défectueux		17/10/2023	Mesure	5.2	3.5					Public	SO"BASS
	CARREFOUR RUE CAP OCEAN	PI de 100	Disponible	Bouchon(s) manquant(s) ou défectueux, Ouverture très difficile		17/10/2023	Mesure	5.2	4.5					Public	SO"BASS
	CARREFOUR 21 RUE CAP OCEAN	PI de 100	Disponible	Aucune		17/10/2023	Mesure	5.2	4.2					Public	SO"BASS
	CARREFOUR CÔTÉ SUD À DROITE STATION	PI de 100	Disponible	Aucune		19/10/2023	Mesure	5.2	4.2					Public	SO"BASS

Cuse de réception - Ministère de l'Intérieur

3-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

cusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Chaîne d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A7
Page 131/439
Publié le : 19/12/2025
Par : DAVET Patrick
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/844435



Chaine d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 85 3C 3C 5E A8 A7
 Publié le : 19/12/2025
 Par : DAVET Patrick
 Document certifié conforme à l'original
<http://publiact.fr/documentPublic/844435>

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



Page 133/439
Chaîne d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 85 3C 3C 5E A8 A7
Publié le : 19/12/2025
Par : DAVET Patrick
Document certifié conforme à l'original
<http://publiact.fr/documentPublic/844435>



Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



N°	Adresse	Type	Disponibilité	Anomalie(s)	Complément anomalies	Date de contrôle	Type de contrôle	Pression statique (bar)	Pdyn à 60 m3/h (bars)	Débit à 1 bar (m3/h)	Débit Max (m3/h)	Capacité (m3)	Réalimentation	Domaine	Gestionnaire de réseau d'eau
331	RUE LAGRUA À CÔTÉ SERRE D'ARCACHON	PI de 100	Disponible	Bouchon(s) manquant(s) ou défectueux		17/10/2023	Mesure	5	4.3					Public	SO"BASS
332	RUE LAGRUA DEVANT MAC DONALD	BI de 100	Disponible	Aucune		17/10/2023	Mesure	4.5	2.5					Public	SO"BASS
339	RUE DE L'ILE AUX OISEAUX CÔTÉ OUEST	PI de 100	Indisponible Depuis le : 21/12/2021	Pas d'eau, Débit insuffisant < à 30 m3/h (PI et BI), Bouchon(s) manquant(s) ou défectueux		30/10/2023	Mesure	0	0	0	0			Public	SO"BASS
340	RUE DE LA RÉOUSSE AU N° 012	PI de 100	Disponible	Aucune		26/10/2023	Mesure	3.5	3					Public	SO"BASS
341	AVE DU HAMEAU DES BARONS BAS AU N° 033	PI de 100	Disponible	Bouchon(s) manquant(s) ou défectueux		26/10/2023	Mesure	4	2.5					Public	SO"BASS
342	AVE H. BECQUEREL AU N° 211	PI de 100	Disponible	Aucune		26/10/2023	Mesure	4.3	3.5					Public	SO"BASS
343	MAC DONAL'D	PI de 100	Disponible	Aucune		26/10/2023	Mesure	4.3	3.4					Public	SO"BASS
344	AVE DE BINGHAMTON	PI de 100	Disponible	Bouchon(s) manquant(s) ou défectueux		26/10/2023	Mesure	4.5	3.1					Public	SO"BASS
345	RUE NOTRE DAME DES MONTS FACE RUE DES PRÈS FLEURIS	PI de 100	Disponible	Ouverture très difficile		25/10/2023	Mesure	4.8	4					Public	SO"BASS
346	RUE DU COUTOUM APRÈS ROND-POINT AU N° 072	BI de 100	Disponible	Aucune		24/10/2023	Mesure	4.7	4					Public	SO"BASS
	RUE DU CARROUSSEL AU N° 003 - LOT CAILLIVOLLE	PI de 100	Disponible	Aucune		27/10/2023	Mesure	4.5	3.5					Public	SO"BASS
	LOT ESPACE PLAISANCE RUE LAGRUA	PI de 100	Disponible	Aucune		17/10/2023	Mesure	5	3.2					Public	SO"BASS
	ZOO (ENTREE)	PI de 100	Disponible	Aucune		05/10/2023	Mesure	4	3					Public	SO"BASS
	CLOS DES CHÊNES	PI de 100	Disponible	Débit faible > à 30 m3/h < à 60 m3/h (PI100 / BI100 / MFLD / PRIR / BIIR / PIIR)		23/10/2023	Mesure	5	0.82	50	55			Public	SO"BASS
	LE HAMEAU DE PIERRILLE CÔTÉ DROIT	PI de 100	Disponible	Aucune		30/10/2023	Mesure	3.5	2.5					Public	SO"BASS
	BLD DES MOQUELOTS	BI de 100	Disponible	Aucune		30/10/2023	Mesure	3.5	3					Public	SO"BASS

Cuse de réception - Ministère de l'Intérieur
6-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE
cuse certifié exécutoire

N°	Adresse	Type	Disponibilité	Anomalie(s)	Complément anomalies	Date de contrôle	Type de contrôle	Pression statique (bar)	Pdyn à 60 m3/h (bars)	Débit à 1 bar (m3/h)	Débit Max (m3/h)	Capacité (m3)	Réalimentation	Domaine	Gestionnaire de réseau d'eau
354	RES DU PARC DERRIÈRE PARKING IMP MAL JOFFRE	PI de 100	Disponible	Accès difficile (préciser), Bouchon(s) manquant(s) ou défectueux	Accès compliqué barrière	19/10/2023	Mesure	5	4					Public	SO"BASS
355	IMP DES ANGOULINS	PI de 100	Disponible	Accès difficile (préciser)	Murette gênante il faudrait le décaler	30/10/2023	Mesure	3.2	1.5					Public	SO"BASS
356	RUE DES EIDEIRS / RUE DES SOUCHETS	PI de 100	Disponible	Aucune		18/10/2023	Mesure	5.3	3.8					Public	SO"BASS
357	RUE DES SOUCHETS AU N° 007	PI de 100	Disponible	Aucune		18/10/2023	Mesure	5.2	4					Public	SO"BASS
358	CHE DU PETIT BORDES COLONIE BONNES VACANCES	PI de 100	Disponible	Aucune		30/10/2023	Mesure	4.5	2					Public	SO"BASS
359	CHE DE L'ENBRANCHEMENT (PETIT PORT)	PI de 100	Disponible	Abords non entretenus (végétation, etc)	Végétation	30/10/2023	Mesure	5	2					Public	SO"BASS
360	RUE ADRIENNE BOLLAND FACE AU N° 009	PI de 100	Disponible	Bouchon(s) manquant(s) ou défectueux		25/10/2023	Mesure	4	3					Public	SO"BASS
361	RUE HENRI FARMAN FACE AU N° 015	PI de 100	Disponible	Aucune		25/10/2023	Mesure	4.5	3.4					Public	SO"BASS
362	RUE DU PARADIS DES CANARDS AU N° 007	PI de 100	Disponible	Aucune		18/10/2023	Mesure	5.1	3.5					Public	SO"BASS
	RUE DU PARADIS DES CANARDS AU N° 023	PI de 100	Disponible	Aucune		18/10/2023	Mesure	5	3.5					Public	SO"BASS
	RUE O. ROUSSET DIGUE OUEST CABANE N° 088	PI de 100	Disponible	Aucune		30/10/2023	Mesure	4.8	4					Public	SO"BASS
	RUE DES PÊCHEURS CABANE N° 095	PI de 100	Indisponible Depuis le : 18/10/2022	Débit insuffisant < à 30 m3/h (PI et BI), Hydrant cassé ou renversé, inutilisable : PEI indisponible (préciser)		31/10/2023	Mesure	0	0	0	0			Public	SO"BASS
	AVE GAL LECLERC FACE HOTEL ALTICA	BI de 100	Disponible	Accès difficile (préciser), Signalisation inexistante		11/12/2023	Mesure	4.9	4					Public	SO"BASS
	PORT DU ROCHER CABANE N° 009	PI de 100	Disponible	Aucune		30/10/2023	Mesure	5	4.5					Public	SO"BASS

Page 134/439

Chaîne d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A7

Publié le : 19/12/2025

Par : DAVET Patrick

Document certifié conforme à l'original

http://publiact.fr/documentPublic/844435

cusé de réception - Ministère de l'Intérieur

3-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

cusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



N°	Adresse	Type	Disponibilité	Anomalie(s)	Complément anomalies	Date de contrôle	Type de contrôle	Pression statique (bar)	Pdyn à 60 m3/h (bars)	Débit à 1 bar (m3/h)	Débit Max (m3/h)	Capacité (m3)	Réalimentation	Domaine	Gestionnaire de réseau d'eau
388	IMP DU BOSQUET AU N° 001 - HOTEL IBIS (ENTREE)	PI de 100	Disponible	Aucune		24/10/2023	Mesure	4.5	3					Public	SO"BASS
389	IMP LES COQUELICOTS AU N° 001	PI de 100	Disponible	Bouchon(s) manquant(s) ou défectueux		26/10/2023	Mesure	4.5	4					Public	SO"BASS
390	RUE DE LA FONTAINE ST JEAN	PI de 100	Disponible	Aucune		30/10/2023	Mesure	2.7	2					Public	SO"BASS
391	CHE DE LA PALUE / CHE DES TANNERIES	PI de 100	Disponible	Bouchon(s) manquant(s) ou défectueux		16/10/2023	Mesure	5.2	4.5					Public	SO"BASS
394	CHE DU MOULLEAU AU N° 021	PI de 100	Disponible	Aucune		04/10/2023	Mesure	5	4					Public	SO"BASS
395	RUE DU CIPPE DE BREMONTIER AU N° 010	PI de 100	Disponible	Aucune		04/10/2023	Mesure	4.5	3.2					Public	SO"BASS
396	CHE DE LA MOLE DE BRAOUE	PI de 100	Disponible	Bouchon(s) manquant(s) ou défectueux		16/10/2023	Mesure	4.8	4.5					Public	SO"BASS
397	ALL DES ECLUSES - PROLONGEMENT	PI de 100	Disponible	Débit faible > à 30 m3/h < à 60 m3/h (PI100 / BI100 / MFLD / PRIR / BIIR / PIIR)		17/10/2023	Mesure	5.2	0.82	39	43			Public	SO"BASS
398	RUE MARCEL DASSAULT	PI de 100	Disponible	Bouchon(s) manquant(s) ou défectueux		27/10/2023	Mesure	4.2	3.5					Public	SO"BASS
399	CHE DE LA MOLE DE BRAOUE (FOND)	PI de 100	Disponible	Bouchon(s) manquant(s) ou défectueux		16/10/2023	Mesure	4.7	4					Public	SO"BASS
	RUE DES ALLIES / RES BEL-AIR	PI de 100	Disponible	Aucune		25/10/2023	Mesure	5	4.2					Public	SO"BASS
	RUE CLOS ALBY	PI de 100	Disponible	Aucune		24/10/2023	Mesure	4.5	3.5					Public	SO"BASS
	AVE GUSTAVE EIFFEL Z.I	PI de 100	Disponible	Aucune		27/10/2023	Mesure	4.2	3.5					Public	SO"BASS
	AVE DU PARC DES EXPOSITIONS Z.I	PI de 100	Disponible	Bouchon(s) manquant(s) ou défectueux		27/10/2023	Mesure	4.5	3.7					Public	SO"BASS
	AVE DU PARC DES EXPOSITIONS Z.I	PI de 100	Disponible	Bouchon(s) manquant(s) ou défectueux		27/10/2023	Mesure	4.3	3.8					Public	SO"BASS
	AVE DU PARC DES EXPOSITIONS Z.I	PI de 100	Disponible	Bouchon(s) manquant(s) ou défectueux		26/10/2023	Mesure	4	3.5					Public	SO"BASS

Page 136/439

Chaîne d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A7

Publié le : 19/12/2025

Par : DAVET Patrick

Document certifié conforme à l'original

http://publiact.fr/documentPublic844435



cusé de réception - Ministère de l'Intérieur

3-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

cusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET




N°	Adresse	Type	Disponibilité	Anomalie(s)	Complément anomalies	Date de contrôle	Type de contrôle	Pression statique (bar)	Pdyn à 60 m3/h (bars)	Débit à 1 bar (m3/h)	Débit Max (m3/h)	Capacité (m3)	Réalimentation	Domaine	Gestionnaire de réseau d'eau
409	RUE ALBERT EINSTEIN Z.I	PI de 100	Disponible	Abords non entretenus (végétation, etc), Bouchon(s) manquant(s) ou défectueux		26/10/2023	Mesure	4	3.5					Public	SO"BASS
410	ALL DE LA GLACIERE	PI de 100	Disponible	Aucune		17/10/2023	Mesure	5	3					Public	SO"BASS
411	DERRIERE NATUS DEVANT CHENIL	PI de 100	Disponible	Débit faible > à 30 m3/h < à 60 m3/h (PI100 / BI100 / MFLD / PRIR / BIIR / PIIR)		05/10/2023	Mesure	3	0.82	46	56			Public	SO"BASS
415	RUE LAGRUA FACE IVANTOUT	PI de 100	Disponible	Aucune		17/10/2023	Mesure	5	4.5					Public	SO"BASS
416	BLD DE CUREPIPE DEVANT RES VILLAS DU PORT	PI de 100	Disponible	Aucune		18/10/2023	Mesure	5.2	3.7					Public	SO"BASS
417	BONNEVAL - CENTRE DE LOISIRS	PI de 100	Disponible	Débit faible > à 30 m3/h < à 60 m3/h (PI100 / BI100 / MFLD / PRIR / BIIR / PIIR)		27/10/2023	Mesure	4.7	0.82	43	53			Public	SO"BASS
418	BLD CHANZY AVANT LA PLAGE DE L AIGUILLON	PI de 100	Disponible	Aucune		11/12/2023	Mesure	5	4					Public	SO"BASS
420	LOT LES PORTES DU PYLA	PI de 100	Disponible	Aucune		04/10/2023	Mesure	7.5	4					Public	SO"BASS
421	ALL DES NINOTS / ALL DES BAILLONS	PI de 100	Disponible	Aucune		25/10/2023	Mesure	5	4.5					Public	SO"BASS
422	LOT LES PRES DU GREEN	PI de 100	Disponible	Aucune		04/10/2023	Mesure	5	4.5					Public	SO"BASS
	CARREFOUR - NOUVEAU PARKING - FACE ENTREE	PI de 100	Disponible	Aucune		19/10/2023	Mesure	5.2	4.6					Public	SO"BASS
	AVE VULCAIN	PI de 100	Disponible	Bouchon(s) manquant(s) ou défectueux		27/10/2023	Mesure	4.5	3.5					Public	SO"BASS
	LOT LE CLOS D ALICE	PI de 100	Disponible	Aucune		24/10/2023	Mesure	4.5	3.5					Public	SO"BASS
	RUE DE L'HOURIQUEY	PI de 100	Disponible	Aucune		23/10/2023	Mesure	5	4.5					Public	SO"BASS
	D 256 AIRE ACCUEIL GENS VOYAGE	BI de 100	Indisponible Depuis le : 05/10/2023	Signalisation inexistante, Abords non entretenus (végétation, etc), Débit insuffisant < à 30 m3/h (PI et BI)		05/10/2023	Mesure	0	0	0	0			Public	SO"BASS

Page 137/439
Chaîne d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A7
Publié le : 19/12/2025
Par : DAVET Patrick
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/844435

cusé de réception - Ministère de l'Intérieur
3-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE
cusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025
Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

N°	Adresse	Type	Disponibilité	Anomalie(s)	Complément anomalies	Date de contrôle	Type de contrôle	Pression statique (bar)	Pdyn à 60 m3/h (bars)	Débit à 1 bar (m3/h)	Débit Max (m3/h)	Capacité (m3)	Réalimentation	Domaine	Gestionnaire de réseau d'eau
555	ALL JEAN CASTANDET AU N° 055	PI de 100	Disponible	Aucune		03/10/2023	Mesure	3	2					Public	SO"BASS
556	ALL DU SOUS-BOIS	PI de 100	Disponible	Bouchon(s) manquant(s) ou défectueux		03/10/2023	Mesure	3	1.5					Public	SO"BASS
557	ALL DES PLATANES DE CASTERA AU N° 006	PI de 100	Disponible	Aucune		05/10/2023	Mesure	2.2	1.2					Public	SO"BASS
558	ALL DES PLATANES DE CASTERA / GREPINS	PI de 100	Disponible	Débit faible > à 30 m3/h < à 60 m3/h (PI100 / BI100 / MFLD / PRIR / BIIR / PIIR)		05/10/2023	Mesure	2.3	0.82	42	58			Public	SO"BASS
559	RUE DU MOULIN / PORTAIL DOM D ARGUIN	PI de 100	Disponible	Bouchon(s) manquant(s) ou défectueux		05/10/2023	Mesure	2.2	1.5					Public	SO"BASS
564	RUE RAYMOND SANCHEZ AU N° 039	BI de 100	Disponible	Aucune		04/10/2023	Mesure	2.2	1.5					Public	SO"BASS
565	RUE EMILE LANUSSE AU N° 015	PI de 100	Disponible	Aucune		05/10/2023	Mesure	2.3	1					Public	SO"BASS
566	RUE JEAN DAGROS	PI de 100	Disponible	Bouchon(s) manquant(s) ou défectueux		02/10/2023	Mesure	4	2					Public	SO"BASS
567	RUE VALMONT BAL / PIERRE GUILHEM	PI de 100	Disponible	Aucune		04/10/2023	Mesure	2.2	1.1					Public	SO"BASS
568	RUE MAL LECLERC AU N° 048	PI de 100	Disponible	Aucune		04/10/2023	Mesure	2.2	0.8	39	70			Public	SO"BASS
569	ALL DES BECASSES AU N° 003	PI de 100	Disponible	Aucune		04/10/2023	Mesure	2.2	1.5					Public	SO"BASS
570	LOT LES PLATANES DE CASTERA 3 / AIDE LA GARLUCHE	PI de 100	Disponible	Aucune		05/10/2023	Mesure	2.2	1					Public	SO"BASS
571	ALL DE LA CLAIRIERE	PI de 100	Disponible	Aucune		03/10/2023	Mesure	3.5	2.5					Public	SO"BASS
572	RUE JEAN DAGROS	PI de 100	Disponible	Aucune		02/10/2023	Mesure	3.5	1.5					Public	SO"BASS
573	RUE JEAN LAVIGNE AU N° 013	BI de 100	Disponible	Aucune		05/10/2023	Mesure	2.2	0.82	30	60			Public	SO"BASS
574	AVE DES ETOILES / ALL DE LA PINÈDE	PI de 100	Disponible	Aucune		16/10/2023	Mesure	3.5	2.5					Public	SO"BASS
575	ALL DES GÉMEAUX AU N° 002	BI de 100	Indisponible Depuis le : 16/10/2023	Fuite, Vis de manœuvre défectueuse		16/10/2023	Mesure	5	3.5					Public	SO"BASS
576	AVE DES TROPQUES AU N° 023	PI de 100	Disponible	Aucune		13/10/2023	Mesure	4	3.2					Public	SO"BASS

Chaîne d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A7
Publié le : 19/12/2025
Par : DAVET Patrick
Document certifié conforme à l'original
<http://publiact.fr/documentPublic/844435>



3-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE
cuseé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025
Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

N°	Adresse	Type	Disponibilité	Anomalie(s)	Complément anomalies	Date de contrôle	Type de contrôle	Pression statique (bar)	Pdyn à 60 m3/h (bars)	Débit à 1 bar (m3/h)	Débit Max (m3/h)	Capacité (m3)	Réalimentation	Domaine	Gestionnaire de réseau d'eau
605	AVE DES ETOILES AU N° 015	BI de 100	Disponible	Signalisation inexistante		16/10/2023	Mesure	5	1.5					Public	SO"BASS
606	AVE VENTOSE /	BI de 100	Disponible	Débit faible > à 30 m3/h < à 60 m3/h (PI100 / BI100 / MFLD / PRIR / BIIR / PIIR), Ouverture très difficile		13/10/2023	Mesure	6.5	0.82	20	30			Public	SO"BASS
607	ALL VENTOSE FACE AU N° 022	PI de 100	Disponible	Débit faible > à 30 m3/h < à 60 m3/h (PI100 / BI100 / MFLD / PRIR / BIIR / PIIR)		13/10/2023	Mesure	8	0.82	26	53			Public	SO"BASS
608	ALL FRUCTIDOR AU N° 009	BI de 100	Disponible	Aucune		13/10/2023	Mesure	4.5	1.5					Public	SO"BASS
609	ALL FRUCTIDOR AU N° 024	BI de 100	Disponible	Ouverture très difficile		13/10/2023	Mesure	3.5	1.5					Public	SO"BASS
610	ALL FRUCTIDOR FACE AU N° 063	BI de 100	Disponible	Aucune		16/10/2023	Mesure	5.5	2.5					Public	SO"BASS
611	ALL FRUCTIDOR AU N° 056	BI de 100	Disponible	Aucune		16/10/2023	Mesure	8	5					Public	SO"BASS
612	ALL FRUCTIDOR / BLD DES CRÊTES	BI de 100	Disponible	Couvercle BI cassé, Ouverture très difficile		16/10/2023	Mesure	7.2	4.5					Public	SO"BASS
613	BLD DES CRÊTES FACE AU N° 015	BI de 100	Disponible	Couvercle BI cassé		16/10/2023	Mesure	3.2	2.5					Public	SO"BASS
614	ALL MESSIDOR - ALL FLORÉAL FACE AU N° 007	BI de 100	Disponible	Autre anomalie (préciser)	Carré arrondi, user	13/10/2023	Mesure	4.4	2					Public	SO"BASS
615	ALL MESSIDOR FACE AU N° 019	BI de 100	Disponible	Autre anomalie (préciser)	Carré usé, Carré arrondi	13/10/2023	Mesure	4.5	2					Public	SO"BASS
	BLD DES CRÊTES FACE AU N° 043 ET FACE AU N° 052	BI de 100	Indisponible Depuis le : 13/10/2023	Débit insuffisant < à 30 m3/h (PI et BI), Fuite, Ouverture impossible, Ouverture très difficile, Vis de manœuvre défectueuse		13/10/2023	Mesure	5	0.82	25	28			Public	SO"BASS
	AVE DES CRÊTES / BLD DE LA CROIX DU SUD	PI de 100	Disponible	Aucune		13/10/2023	Mesure	5	1					Public	SO"BASS
	AVE DE LA BALANCE AU N° 006	BI de 100	Indisponible Depuis le : 18/10/2022	Débit insuffisant < à 30 m3/h (PI et BI)		13/10/2023	Mesure	2.5	0.82	7	8			Public	SO"BASS
	AVE DU FIRMAMENT AU N° 027	BI de 100	Disponible	Débit faible > à 30 m3/h < à 60 m3/h (PI100 / BI100 / MFLD / PRIR / BIIR / PIIR), Couvercle BI cassé		16/10/2023	Mesure	4.1	0.82	31	36			Public	SO"BASS

Page 142/439

Chaîne d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A7

Publié le : 19/12/2025

Par : DAVET Patrick

Document certifié conforme à l'original

http://publiact.fr/documentPublic/844435

cusé de réception – Ministère de l'Intérieur

3-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

cusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

N°	Adresse	Type	Disponibilité	Anomalie(s)	Complément anomalies	Date de contrôle	Type de contrôle	Pression statique (bar)	Pdyn à 60 m3/h (bars)	Débit à 1 bar (m3/h)	Débit Max (m3/h)	Capacité (m3)	Réalimentation	Domaine	Gestionnaire de réseau d'eau
638	BLD DE L'Océan Devant Discothèque	BI de 100	Disponible	Aucune		13/10/2023	Mesure	5.5	4.5					Public	SO"BASS
639	AVE DE L'ERMITAGE / AVE DES Camélias	BI de 100	Disponible	Débit faible > à 30 m3/h < à 60 m3/h (PI100 / BI100 / MFLD / PRIR / BIIR / PIIR)		13/10/2023	Mesure	5.4	0.82	39	44			Public	SO"BASS
640	AVE DE L'ERMITAGE / AVE DES MIMOSAS	BI de 100	Disponible	Débit faible > à 30 m3/h < à 60 m3/h (PI100 / BI100 / MFLD / PRIR / BIIR / PIIR)		16/10/2023	Mesure	5.2	0.82	42	47			Public	SO"BASS
641	AVE DES MIMOSAS AU N° 002	PI de 100	Disponible	Aucune		13/10/2023	Mesure	5.5	4.2					Public	SO"BASS
642	AVE DES CHÊNES / AVE DES AJONCS	BI de 100	Disponible	Signalisation inexistante		13/10/2023	Mesure	4.8	3.5					Public	SO"BASS
643	AVE DES AJONCS AU N° 023	PI de 100	Disponible	Débit faible > à 30 m3/h < à 60 m3/h (PI100 / BI100 / MFLD / PRIR / BIIR / PIIR)		13/10/2023	Mesure	4	0.82	30	35			Public	SO"BASS
644	AVE DES AJONCS / AVE DES CHENES VERTS	BI de 100	Disponible	Débit faible > à 30 m3/h < à 60 m3/h (PI100 / BI100 / MFLD / PRIR / BIIR / PIIR)		16/10/2023	Mesure	2.6	0.82	23	30			Public	SO"BASS
645	L'ERMITAGE / CHÊNES VERTS	PI de 100	Disponible	Aucune		16/10/2023	Mesure	2.5	2					Public	SO"BASS
646	LOT L'ERMITAGE - ROND-POINT DES BAIES N° 24	PI de 100	Disponible	Fuite		13/10/2023	Mesure	5	2.5					Public	SO"BASS
647	LOT L'ERMITAGE (EXTENSION) - SQR DES BAIES	PI de 100	Disponible	Aucune		13/10/2023	Mesure	4	2					Public	SO"BASS
648	LOT L'ERMITAGE (EXTENSION) - CÔTÉ NORD	PI de 100	Disponible	Aucune		13/10/2023	Mesure	4.8	2.7					Public	SO"BASS
649	AVE DES BAIES AU N° 027	PI de 100	Disponible	Aucune		13/10/2023	Mesure	4.5	2					Public	SO"BASS
650	AVE DES CHÊNES VERTS AU N° 001	BI de 100	Disponible	Aucune		12/10/2023	Mesure	2.2	1.8					Public	SO"BASS
651	BLD LOUIS LIGNON AU N° 070 EN DESCENDANT À DROITE	PI de 100	Disponible	Manque numérotation, Autre anomalie (préciser)		12/10/2023	Mesure	4.5	3.5					Public	SO"BASS

Page 144/439

Chaîne d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A7

Publié le : 19/12/2025

Par : DAVET Patrick

Document certifié conforme à l'original

Document certifié conforme à l'original

http://publiact.fr/documentPublic/844435

Cusé de réception - Ministère de l'Intérieur

3-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Cusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



Chaine d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 85 3C 3C 5E A8 A7
 Publié le : 19/12/2025
 Par : DAVET Patrick
 Document certifié conforme à l'original
<http://publiact.fr/documentPublic/844435>

Page 145/439

3-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Reception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

N°	Adresse	Type	Disponibilité	Anomalie(s)	Complément anomalies	Date de contrôle	Type de contrôle	Pression statique (bar)	Pdyn à 60 m3/h (bars)	Débit à 1 bar (m3/h)	Débit Max (m3/h)	Capacité (m3)	Réalimentation	Domaine	Gestionnaire de réseau d'eau
682	BLD DE L'Océan AU N° 201	BI de 100	Indisponible Depuis le : 10/10/2023	Signalisation inexistante, Manque numérotation, Débit insuffisant < à 30 m3/h (PI et BI)		10/10/2023	Mesure	5	0.82	22	26			Public	SO"BASS
683	AVE DES VANNEAUX FACE AU N° 008	BI de 100	Disponible	Ouverture très difficile		10/10/2023	Mesure	5	2.5					Public	SO"BASS
684	AVE DES GOÉLANDS AU N° 016	BI de 100	Disponible	Aucune		10/10/2023	Mesure	5	3					Public	SO"BASS
685	AVE DES MERLES AU N° 011	BI de 100	Disponible	Aucune		09/10/2023	Mesure	4.8	2.5					Public	SO"BASS
687	BLD DE L'Océan AU N° 231	BI de 100	Disponible	Aucune		10/10/2023	Mesure	5	2.8					Public	SO"BASS
688	LOT LE DOMAINE AVE VENDURA	PI de 100	Disponible	Aucune		10/10/2023	Mesure	4.2	2					Public	SO"BASS
689	LOT LE DOMAINE - ALL DE LA PINATELLE	PI de 100	Indisponible Depuis le : 21/12/2021	Débit insuffisant < à 30 m3/h (PI et BI)		10/10/2023	Mesure	6	0.82	18	24			Public	SO"BASS
690	AVE DU DOMAINE FACE AVE DU BERNET	PI de 100	Disponible	Aucune		10/10/2023	Mesure	4.5	2.5					Public	SO"BASS
691	AVE DU DOMAINE / AVE DE L'ILE	PI de 100	Disponible	Aucune		10/10/2023	Mesure	5.5	4					Public	SO"BASS
692	BLD DE L'ATLANTIQUE AU N° 102	BI de 100	Disponible	Aucune		09/10/2023	Mesure	5	3.5					Public	SO"BASS
	BLD DE L'ATLANTIQUE AU N° 126	BI de 100	Disponible	Aucune		09/10/2023	Mesure	5.2	2.5					Public	SO"BASS
	BLD DE L'ATLANTIQUE / ALL ANTONIO VIVALDI	PI de 100	Disponible	Bouchon(s) manquant(s) ou défectueux		09/10/2023	Mesure	4.5	3.2					Public	SO"BASS
	AVE MAURICE RAVEL AU N° 006	BI de 100	Indisponible Depuis le : 10/10/2023	Carré de manœuvre inutilisable : PEI indisponible (préciser), Ouverture impossible		10/10/2023	Mesure							Public	SO"BASS
	AVE DE LA CHAPELLE FORESTIÈRE AU N° 099	BI de 100	Disponible	Aucune		10/10/2023	Mesure	5	2.5					Public	SO"BASS
	AVE DE LA CHAPELLE FORESTIÈRE AU N° 066	BI de 100	Disponible	Aucune		10/10/2023	Mesure	5.5	3					Public	SO"BASS

Page 147/439

Chaîne d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A7

Publié le : 19/12/2025

Par : DAVET Patrick

Document certifié conforme à l'original

DocumentPublic844435

http://publiact.fr/documentPublic844435



cusé de réception - Ministère de l'Intérieur


3-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

cusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET





N°	Adresse	Type	Disponibilité	Anomalie(s)	Complément anomalies	Date de contrôle	Type de contrôle	Pression statique (bar)	Pdyn à 60 m3/h (bars)	Débit à 1 bar (m3/h)	Débit Max (m3/h)	Capacité (m3)	Réalimentation	Domaine	Gestionnaire de réseau d'eau
698	AVE DE LA CHAPELLE FORESTIÈRE FACE AU N° 049	BI de 100	Disponible	Manque numérotation		10/10/2023	Mesure	5.5	4					Public	SO"BASS
699	AVE DE LA CHAPELLE FORESTIÈRE AU N° 016	BI de 100	Disponible	Aucune		09/10/2023	Mesure	4.3	2					Public	SO"BASS
700	AVE DE LA CHAPELLE FORESTIÈRE AU N° 004	BI de 100	Disponible	Débit faible > à 30 m3/h < à 60 m3/h (PI100 / BI100 / MFLD / PRIIR / BIIR / PIIR)		09/10/2023	Mesure	5	0.82	46	51			Public	SO"BASS
701	ALL CAMILLE ST SAENS AU N° 016	PI de 100	Disponible	Aucune		09/10/2023	Mesure	4	0.82	52	66			Public	SO"BASS
702	BLD DE L'OCÉAN AU N° 259	BI de 100	Disponible	Aucune		09/10/2023	Mesure	4.8	2.2					Public	SO"BASS
703	MAISON DE RETRAITE RESIDALIA	PI de 100	Disponible	Obstacle gênant la manœuvre (préciser), Abords non entretenus (végétation, etc)		09/10/2023	Mesure	4.1	1.5					Public	SO"BASS
704	AVE DES CIGALES AU N° 014	BI de 100	Disponible	Aucune		09/10/2023	Mesure	5	2.4					Public	SO"BASS
705	AVE JEAN MERMOZ AU N° 026	BI de 100	Disponible	Aucune		09/10/2023	Mesure	4.2	2.7					Public	SO"BASS
706	AVE DES SARCELLES AU N° 014	BI de 100	Disponible	Aucune		09/10/2023	Mesure	5	2.7					Public	SO"BASS
707	AVE DES SARCELLES AU N° 002	BI de 100	Disponible	Aucune		09/10/2023	Mesure	4.8	1.5					Public	SO"BASS
	BLD DE L'OCÉAN AU N° 277	BI de 100	Disponible	Autre anomalie (préciser)	BI sur place de parking	09/10/2023	Mesure	5	2.7					Public	SO"BASS
	BLD DE L'OCÉAN / AVE JEAN MERMOZ	BI de 100	Disponible	Aucune		09/10/2023	Mesure	5	2.5					Public	SO"BASS
	BLD DE L'OCÉAN / RTE DE BISCARROSSE	BI de 100	Disponible	Aucune		09/10/2023	Mesure	5	2.3					Public	SO"BASS
	AVE LOUIS GAUME AU N° 005	BI de 100	Disponible	Aucune		09/10/2023	Mesure	5	2.7					Public	SO"BASS
	BLD LOUIS GAUME AU N° 017	BI de 100	Disponible	Aucune		09/10/2023	Mesure	4.5	2					Public	SO"BASS
	BLD LOUIS GAUME APRÈS N° 047	BI de 100	Disponible	Aucune		09/10/2023	Mesure	6	5					Public	SO"BASS
	AVE DES SABLES AU N° 018	BI de 100	Disponible	Couvercle BI cassé		09/10/2023	Mesure	5	2.5					Public	SO"BASS

Aus 018 Bld de L'OCÉAN - Ministère de l'Intérieur
LOUIS GAUME 295-20251218-DEL2025-12-517a-DE
cusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025
Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

N°	Adresse	Type	Disponibilité	Anomalie(s)	Complément anomalies	Date de contrôle	Type de contrôle	Pression statique (bar)	Pdyn à 60 m3/h (bars)	Débit à 1 bar (m3/h)	Débit Max (m3/h)	Capacité (m3)	Réalimentation	Domaine	Gestionnaire de réseau d'eau
732	RTE DE BISCARROSSE CAMPING DE LA FORÊT	PI de 100	Disponible	A réhausser ou rabaïsser : PEI disponible (préciser)		06/10/2023	Mesure	5	3.5					Public	SO"BASS
733	RTE DE BISCARROSSE CAMPING DE LA DUNE	PI de 100	Disponible	Aucune		06/10/2023	Mesure	3.5	2					Public	SO"BASS
734	RTE DE BISCARROSSE PYLA CAMPING	PI de 100	Disponible	Aucune		06/10/2023	Mesure	3.2	1.5					Public	SO"BASS
735	RTE DE BISCARROSSE APRÈS PYLA CAMPING	PI de 100	Disponible	Aucune		06/10/2023	Mesure	2.7	1.5					Public	SO"BASS
736	RTE DE BISCARROSSE HÔTEL LES SABLONEYS	PI de 100	Disponible	Aucune		06/10/2023	Mesure	2.7	1.6					Public	SO"BASS
737	RTE DE BISCARROSSE CHE DU DÉSERT	PI de 100	Disponible	Aucune		06/10/2023	Mesure	4.5	3					Public	SO"BASS
738	RTE DE BISCARROSSE CAMPING LE PANORAMA	PI de 100	Disponible	Aucune		06/10/2023	Mesure	4	3					Public	SO"BASS
740	RTE DE BISCARROSSE CAMPING PETIT NICE	PI de 100	Disponible	Aucune		06/10/2023	Mesure	3	2.7					Public	SO"BASS
	RTE DE BISCARROSSE MAISON FORESTIÈRE	PI de 100	Disponible	Abords non entretenus (végétation, etc)		06/10/2023	Mesure	8.5	5					Public	SO"BASS
	RTE DE BISCARROSSE FACE CHE CABANE NEUVE	PI de 100	Disponible	Aucune		06/10/2023	Mesure	7	4.5					Public	SO"BASS
	RTE DE BISCARROSSE PARKING PETIT NICE	PI de 100	Disponible	Bouchon(s) manquant(s) ou défectueux		06/10/2023	Mesure	4	4					Public	SO"BASS
	PISTE 214 SOUSSINES	PI de 100	Disponible	Bouchon(s) manquant(s) ou défectueux		06/10/2023	Mesure	7	5.5					Public	SO"BASS
	LOT L'EDEN FACE AU N° 017	PI de 100	Disponible	Aucune		12/10/2023	Mesure	5.2	3.5					Public	SO"BASS

Ministère de l'Intérieur

5-213505295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

cusé certifié exécutoire

N°	Adresse	Type	Disponibilité	Anomalie(s)	Complément anomalies	Date de contrôle	Type de contrôle	Pression statique (bar)	Pdyn à 60 m3/h (bars)	Débit à 1 bar (m3/h)	Débit Max (m3/h)	Capacité (m3)	Réalimentation	Domaine	Gestionnaire de réseau d'eau
905	RUE OSMIN DUPUY FACE AU N° 007 (CAZAUX)	PI de 100	Disponible	Bouchon(s) manquant(s) ou défectueux		02/10/2023	Mesure	4	2.5					Public	SO"BASS
906	IMP MOUNT DE HAUT	PI de 100	Disponible	Aucune		02/10/2023	Mesure	3.6	1					Public	SO"BASS
908	RUE FACE AU N°041 RUE GUSTAVE LOUDE (A 120M OUEST)	PI de 100	Disponible	Aucune		25/10/2023	Mesure	4.5	3.5					Public	SO"BASS
909	IMP DES LITORNES	PI de 100	Disponible	Aucune		27/10/2023	Mesure	4.5	2.5					Public	SO"BASS
910	CHE DE LA DUNE CAMICAS AU N° 009C	BI de 100	Disponible	Signalisation inexistante		11/12/2023	Mesure	4	1					Public	SO"BASS
912	RUE DES CORDIERS	PI de 100	Disponible	Aucune		17/10/2023	Mesure	5.5	3.5					Public	SO"BASS
916	AVE GAL DE GAULLE / CHE DE LA MAGRETTE	BI de 100	Disponible	Signalisation inexistante, Abords non entretenus (végétation, etc)		18/10/2023	Mesure	5	4.5					Public	SO"BASS
917	AVE GAL DE GAULLE A 30M RESTO LE CABANON	PI de 100	Disponible	Aucune		18/10/2023	Mesure	5	4					Public	SO"BASS
928	AVE GAL DE GAULLE AU N° 045 / AVE PASTEUR	BI de 100	Disponible	Aucune		18/10/2023	Mesure	5	4					Public	SO"BASS
929	RUE DE MENAN FACE AU N° 008	BI de 100	Disponible	Aucune		23/10/2023	Mesure	5	3.3					Public	SO"BASS
	BLD DE L'INDUSTRIE AU N° 1321 - SOURCE ABATILLES	PI de 150	Disponible	Aucune		27/10/2023	Mesure	4.2	2.7					Public	SO"BASS
	PISTE 214 /ENTREE CIRCUIT QUAD	PI de 150	Disponible	Aucune		05/10/2023	Mesure	3.2	3					Public	SO"BASS
	Chemin de la Tannerie Craste douce	PI de 100	Disponible	Abords non entretenus (végétation, etc)		16/10/2023	Mesure	5	4.5					Public	
	67 avenue de l'hermitage	PI de 100	Disponible	Aucune		17/10/2023	Mesure	3.2	5.2					Public	

Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Gironde

Page 153/439

Chaîne d'intégrité du document : 98 E3 1 D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A7

Publié le : 19/12/2025

Par : DAVET Patrick

Document certifié conforme à l'original

http://publiact.fr/documentPublic/844435

cusé de réception - Ministère de l'Intérieur

3-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

cusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

DISPOSITIFS DE RESTRICTION D'ACCÈS

Les équipements, mobiliers et dispositifs destinés à restreindre ou condamner l'accès aux véhicules ou aux personnes (voir exemples ci-contre) doivent faire l'objet d'une maintenance régulière.

Afin de permettre l'intervention des secours, ils doivent être **manoeuvrables ou manoeuvrés, à tout moment et sans délais**, par l'une des solutions suivantes :



SYSTÈME D'OUVERTURE OU DE DÉVERROUILLAGE manoeuvrable avec la clé multifonction (normée NF S61-580) en dotation des véhicules d'incendie et de secours du SDIS 33 ;



DISPOSITIF FRAGILISÉ, SÉCABLE, ET REPÉRABLE par les sapeurs-pompiers permettant l'ouverture ou le déverrouillage ;



DISPOSITIF D'OUVERTURE MANUELLE OU COMMANDABLE À DISTANCE mis en oeuvre par le gestionnaire du dispositif de restriction ou les occupants du site, sur simple demande des sapeurs-pompiers qui se présentent sur les lieux ou sur demande téléphonique du Centre de Traitement de l'Alerte (18/112)*.

Les systèmes électriques doivent être à « sécurité positive » en cas de rupture de l'alimentation ou dysfonctionnement.

* uniquement pour les collectivités, établissements, sites, à risques particuliers répertoriés par le SDIS 33 et disposant d'une venue permanente.

PORTAL D'ACCÈS



CADENAS « POMPIER »



BORNE ESCAMOTABLE



LA MISE À DISPOSITION PRÉVENTIVE DE BADGES, CLÉS, CODE D'ACCÈS SPÉCIFIQUES N'EST PAS ACCEPTÉE.

TOUTEFOIS, IL EST POSSIBLE DE COMMUNIQUER UN CODE D'ACCÈS LORS DE L'APPEL DES SECOURS (18 OU 112).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Pôle Coordination Opérationnelle - Groupement Opération Prévision - Service Prévision

LES OUTILS COMPATIBLES

EN DOTATION DES VÉHICULES DU SDIS 33

1 LE COUPE BOULON

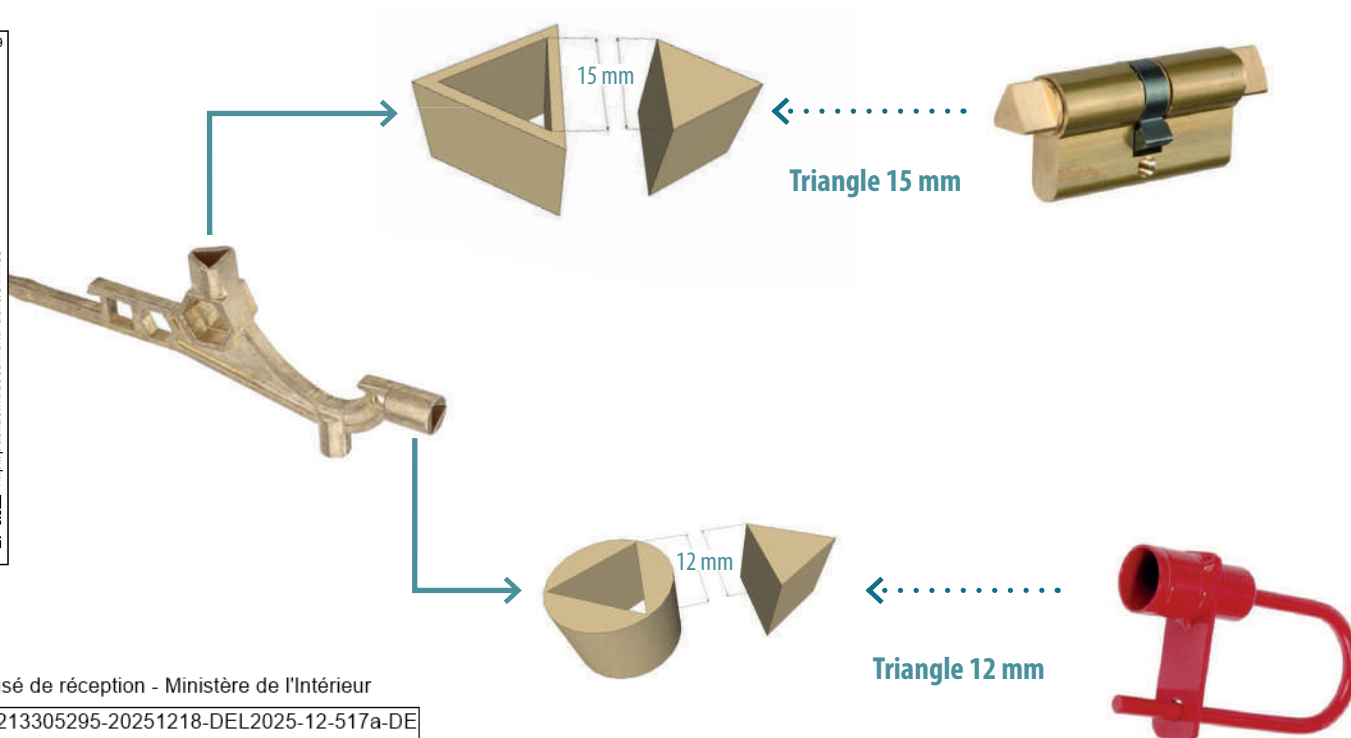


Le coupe boulon permet de sectionner un maillon de chaîne ou à défaut un cadenas d'un diamètre de 10 à 12 mm.



LA RESPONSABILITÉ DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS NE SAURAIT ÊTRE ENGAGÉE SUITE À UN RETARD DANS LE DÉPLOIEMENT DES SECOURS LIÉ À LA PRÉSENCE DE DISPOSITIFS DE RESTRICTION D'ACCÈS.

2 LA CLÉ MULTIFONCTION « POLYCOISE »



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

SDIS de la Gironde • 22 Boulevard Pierre 1er - 33081 BORDEAUX Cedex

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET
TEL : 05.56.01.84.40 • Mail : direction@sdis33.fr

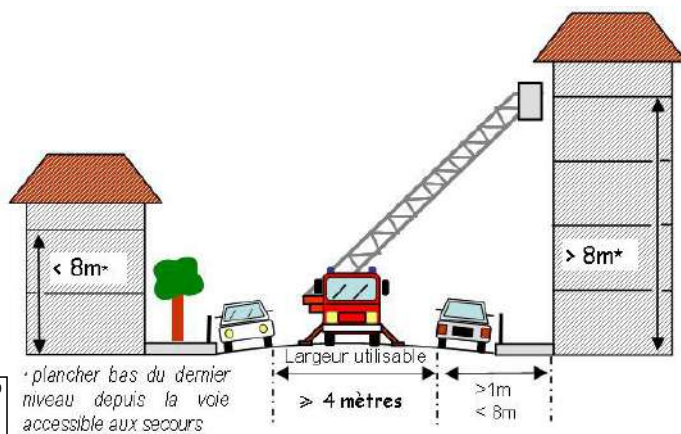
OBJET

Les échelles empruntent les « voies engins » pour se déplacer. Mais elles doivent disposer de « voies échelles » pour permettre leur mise en station au droit des façades des bâtiments. Elles doivent pouvoir accéder aux différents niveaux, supérieurs à 8 mètres et inférieurs à 28 mètres (échelle de 30 mètres).

RÉFÉRENCES RÉGLEMENTAIRES

- Arrêté du 25 juin 1980 relatif au règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (art. CO2-§2 « section de voie utilisable pour la mise en station des échelles aériennes »).
- Arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la protection contre l'incendie dans les bâtiments d'habitation (art.4-A- voie utilisable pour la mise en station des échelles).

CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DES VOIES



Largeur utilisable : ≥ 4 mètres

bandes réservées au stationnement exclues)

Lorsque la voie est en impasse, la largeur utilisable doit être portée à au moins **7 mètres** pour les Etablissements Recevant du Public.

Longueur utilisable : ≥ 10 mètres

Distances vis-à-vis des façades

- voie échelle en parallèle : $> 1\text{m}$ et $< 8\text{m}$
- voie échelle perpendiculaire : $< 1\text{m}$

Pente de la section de mise en station $\leq 10\%$

► **Force portante :**

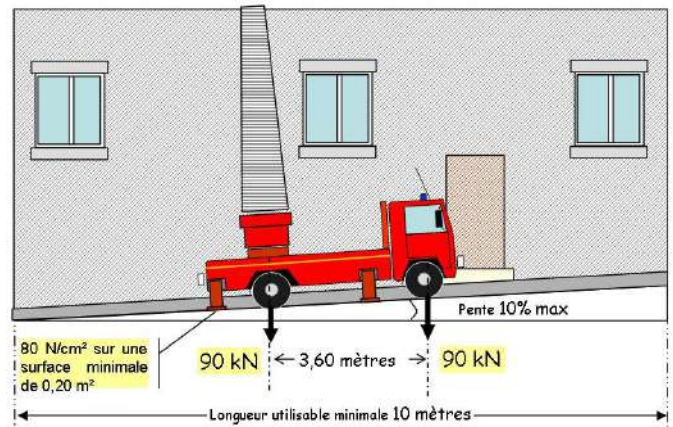
calculée pour un véhicule de 160 kilos newtons

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



- avec un maximum de 90 kilos newtons par essieu,
- ceux-ci étant distants de 3,60 mètres au minimum

► **Résistance au poinçonnement :**

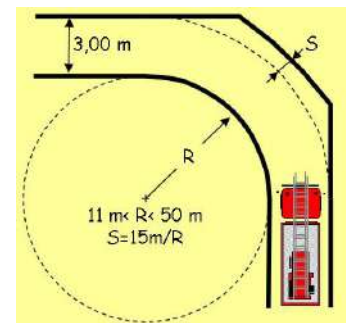
80 N/cm² sur une surface minimale de 0,20 m²

► **Rayon intérieur minimum de braquage :**

$R > 11$ mètres

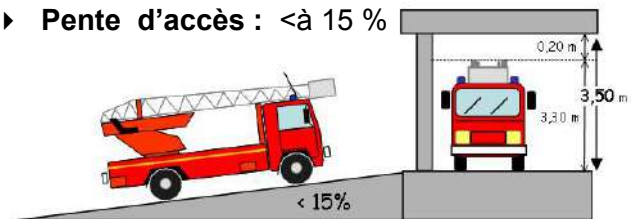
► **Sur largeur :**

$S = 15/R$ dans les virages de rayon inférieur à 50 m (S et R exprimés en mètres)



► **Hauteur libre de passage : 3,50 mètres**

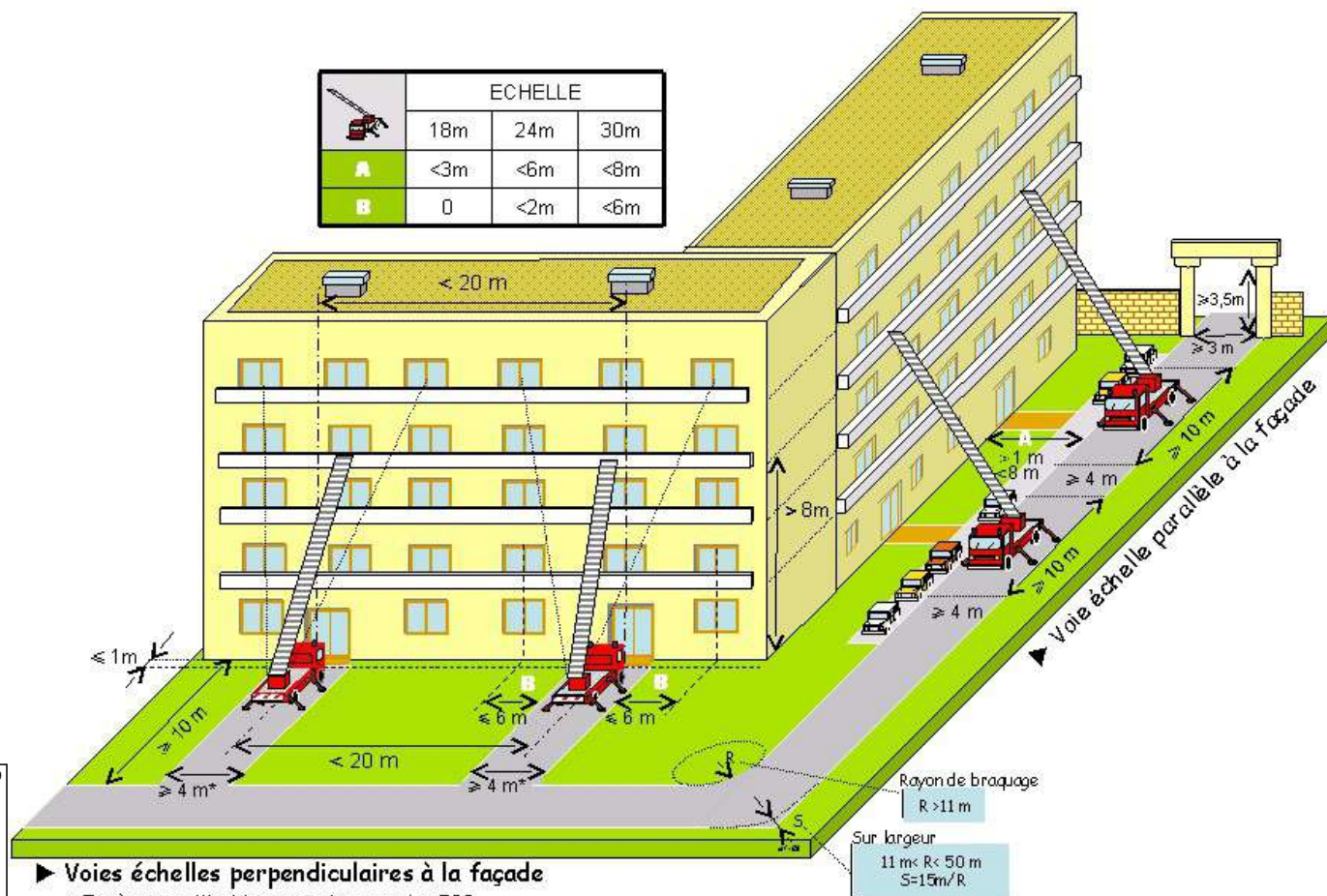
► **Pente d'accès : $< 15\%$**



► **Disposition par rapport à la façade**

La disposition des « voies échelle », parallèles ou perpendiculaires aux façades doit permettre à une échelle aérienne d'atteindre toutes les baies situées entre 8 et 28 mètres, soit directement ou par des balcons ou terrasses à partir de points d'accès distants de moins de **20 mètres**.

SCHEMA GENERAL CARACTÉRISTIQUES



OBJET

Elles permettent le déplacement et le stationnement des véhicules d'incendie et de secours normalisés.

RÉFÉRENCES RÉGLEMENTAIRES

Arrêté du 25 juin 1980 relatif au règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ERP. (art. CO2- §1)

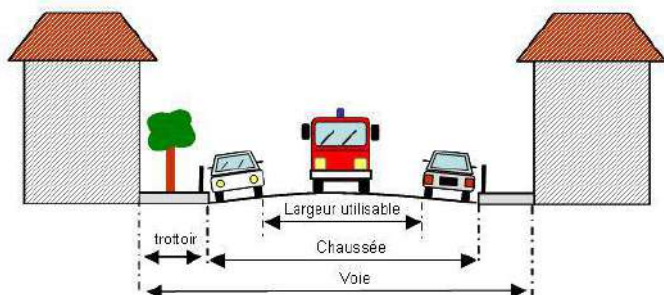
Arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la protection contre l'incendie dans les bâtiments d'habitation (art.4-A).

DISTANCE CONSTRUCTION – VOIE ENGIN

En dehors de toute réglementation plus contraignante (ERP, habitat collectif, installations classées, etc), les engins de lutte contre l'incendie doivent pouvoir s'approcher à moins de 60 mètres de l'entrée de tout bâtiment.

CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DES VOIES

La « voie engins » est une voie dont la chaussée répond aux caractéristiques suivantes :



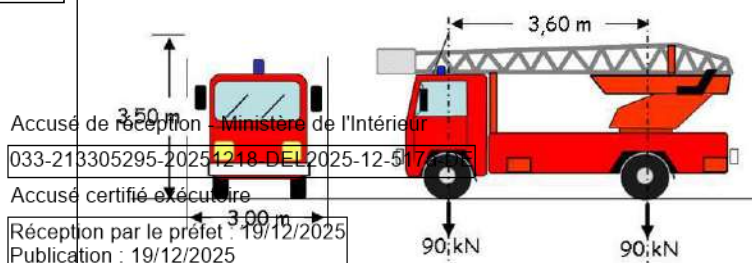
- **Largeur utilisable : ≥ 3 mètres**
(bandes réservées au stationnement exclues)

► Force portante

- calculée pour un véhicule de 160 kilonewtons
- avec un maximum de 90 kilonewtons par essieu,
- ceux-ci étant distants de 3,60 mètres au minimum

► Résistance au poinçonnement

- 80 N/cm² sur une surface minimale de 0,20 m²

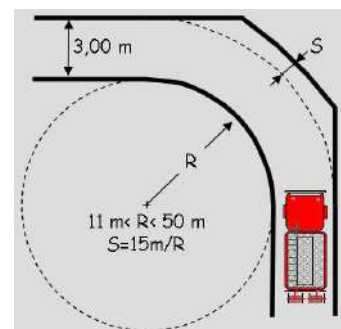


► Rayon intérieur minimum de braquage :

$R > 11$ mètres

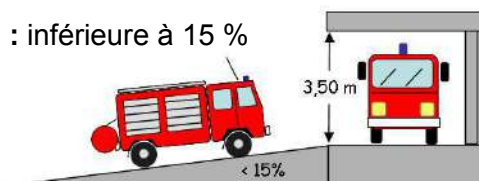
► Sur largeur

$S = 15/R$ dans les virages de rayon inférieur à 50 m (S et R exprimés en mètres)



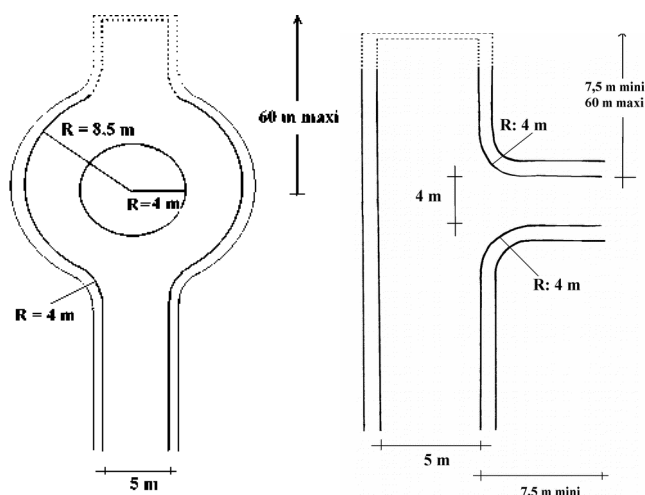
► Hauteur libre de passage : 3,50 mètres

► Pente : inférieure à 15 %

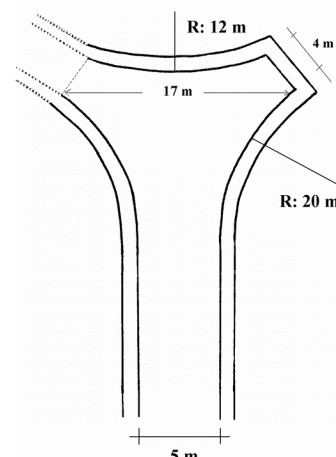


► Voie en cul de sac > 60 mètres

La voie doit permettre le croisement des engins en ayant une largeur utilisable de **5 mètres** et permettre leur demi-tour par la mise en place de l'une des trois solutions ci-après :



Si le cul de sac ne dessert qu'un seul logement ; sa largeur minimale sera de **3 mètres** et le demi-tour pourra être aménagé sur la parcelle.



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
033-213305295-20251218 DEL2025-12-517
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires et de la mer

**Commission départementale de la préservation
des espaces naturels agricoles et forestiers**

réunion du 2 juillet 2025

COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH

**Plan local d'urbanisme
projet de révision**

La CDPENAF de la Gironde s'est réunie à la cité administrative de Bordeaux sous la présidence de M. Benoît HERLEMONT, directeur départemental adjoint des territoires et de la mer de la Gironde, représentant monsieur le préfet de la Gironde.

Étaient présents :

- M. LE BOT Stéphane, conseiller départemental du canton Nord-Médoc, représentant le président du Conseil départemental de la Gironde,
- M. MOUTIER Philippe, maire de Gironde-sur-Dropt, représentant l'association des maires de Gironde,
- M. PAPADATO Patrick, représentant le président de Bordeaux métropole,
- M. MOURGUES Ghislain, représentant le directeur départemental des territoires et de la mer de Gironde,
- M. GRENOUILLEAU Rolland, représentant le président de la chambre d'agriculture de Gironde,
- M. BARDEAU Yohan, représentant le président de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA),
- M. DERRETT Christopher, représentant le président de la Coordination rurale de Gironde,
- M. SEGUY Jean-Francis, représentant le président de la Fédération départementale de la chasse de Gironde,
- M. POINT Patrick, représentant le président de la société pour l'étude et l'aménagement de la nature dans le sud-ouest (SEPANSO) pour la Gironde,
- M. BERNES Lucas, représentant le directeur de la ligue de protection des oiseaux Aquitaine,
- Mme FOUERE Marie-Armelle, représentant la directrice de l'Institut national de l'origine et de la qualité (INAO) de Gironde.

Étaient excusés :

- M. DUCOUT Pierre, président de la communauté de communes Jalle Eau Bourde, représentant les établissements publics mentionnés à l'article L.143-16 du Code de l'urbanisme (pouvoir transmis à M. MOUTIER),
- M. BERGEON Thierry, représentant l'association GAEC & SOCIÉTÉS (pouvoir transmis à M. BARDEAU),
- M. DE ROQUEFEUIL Pierre, représentant le président des jeunes agriculteurs de Gironde (pouvoir transmis à M. GRENOUILLEAU),
- Mme TEIXEIRA Aurélie, maire de Listrac-Médoc, représentant l'association des maires de Gironde,
- Mme CARRERE Gabriella, représentant le président du syndicat des sylviculteurs du sud-ouest,
- Mme CAMSUZOU-SOUBIE Laura, représentant l'association des maires de Gironde, à titre d'experte.

Assistaient également à la réunion :

- M. LACHAT Michel, directeur départemental de la société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) Aquitaine Atlantique, invité à titre d'expert,
- Mme GRISSER Florence, représentant le conseil départemental de Gironde, à titre d'experte,
- Mme ARQUEY Marie-Hélène, représentant la chambre d'agriculture de Gironde, à titre d'experte,
- Mme CHANUDET Violette, représentant la chambre d'agriculture de Gironde, à titre d'experte,
- Mme DUBOURNAIS Sabrina, représentant le conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux (CIVB), à titre d'experte,
- M. MARTINEAU Alexandre, représentant le directeur départemental des territoires et de la mer de Gironde,
- M. PALLOIS Florent, représentant le directeur départemental des territoires et de la mer de Gironde,
- M. ROUAULT Christian, rapporteur de la CDPENAF.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé de réception - Direction départementale

2 rue Jules Ferry - BP 90 33090 Bordeaux cedex
Réception Par : 16/08/25 19:13:20
Publication Par : 19/12/25 19:13:20
www.gironde.gouv.fr

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Nombre de votants (3 pouvoirs compris) : 15
Quorum : le quorum est atteint.

SYNTHÈSE DU PROJET

La commission est saisie par la commune pour émettre un avis sur le projet de révision de son PLU engagée le 12/04/2022 et arrêtée le 10/04/2025.

DÉBAT ET CONCLUSION

La CDPENAF relève qu'aucun secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) n'est désigné comme tel dans le PLU, tant en zone A qu'en zone N. Elle regrette l'absence de précisions sur les secteurs projetés en zones A et N qui sont à désigner comme étant des STECAL, ainsi que sur les potentialités de construire dans les secteurs déjà existants.

En ce qui concerne le règlement des zones A et N, la commission relève les contradictions / confusions qui peuvent apparaître à la lecture du règlement desdites zones, qui fait état d'annexes qui doivent être par rapport à la construction principale en extension et par ailleurs, non accolées.

Enfin, en ce qui concerne les bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination, la commission relève que cette possibilité n'est précisée que dans les dispositions générales du règlement du PLU pour la seule zone A. Aucune indication n'est apportée sur la possibilité d'un changement de destination en zone N. Cette possibilité n'est cependant pas reprise dans le règlement spécifique de la zone A.

La commission précise aussi que la commune étant soumise à la Loi littoral, l'article L.121-10 du Code de l'urbanisme dispose que le changement de destination des constructions ou installations nécessaires aux activités agricoles ou forestières ou aux cultures marines est interdit.

En outre, la CDPENAF s'interroge sur le taux prévu pour la croissance de la population, qu'elle considère déraisonnable au regard du dernier taux connu sur la commune.

En conclusion, la commission émet à l'unanimité un avis défavorable sur la délimitation de STECAL et un avis favorable sur l'encadrement des extensions et annexes aux bâtiments d'habitation existants dans les zones agricoles, naturelles ou forestières.

RÉSULTATS DU VOTE

Au titre de l'article L.151-13 du Code de l'urbanisme,
15 voix pour l'AVIS DÉFAVORABLE
0 voix contre,
0 abstention.

Au titre de l'article L.151-12 du Code de l'urbanisme,
15 voix pour l'AVIS FAVORABLE
0 voix contre,
0 abstention.

Pour le préfet, président de la CDPENAF,
et par délégation,
le directeur départemental adjoint des territoires et de la mer


Benoît HERLEMONT

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé de réception
Cité administrative
2 rue Jules Ferry - BP 90 - 33090 Bordeaux cedex
Réception par le préfet le 10/12/2025
Publication le 10/12/2025
www.gironde.gouv.fr
ddtm-cdpnaf@gironde.gouv.fr

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**État-major des Armées
Etat-major de zone de défense Bordeaux
Sous-chef de coordination**

Bordeaux, le 8/08/25
N° 50187/EMA/EMZD-BDX/SC-COORD/BUSI/NP

Le général de division Stéphane Canitrot
commandant La zone Terre Sud-Ouest
et général adjoint engagements
à l'officier général de zone de défense et de sécurité Sud-Ouest

à

Unité PRAC

Direction Départementale des Territoires et de la Mer (33)

OBJET : 33 – Avis de l'État sur le projet de révision générale du PLU de La-Teste-de-Buch
arrêté par délibération du Conseil Municipal en date du 10 avril 2025 – Consultation
des personnes publiques associées.

RÉFÉRENCE : Courriel du 20/05/2025 de M. Arnaud Nicoulaud (responsable du service
aménagement de la Mairie de La Teste de Buch).

ANNEXE : Une.

Par correspondance de référence, vous me demandez d'émettre un avis sur le projet de révision
générale du PLU de La-Teste-de-Buch, arrêté par délibération du Conseil Municipal en date du 10 avril
2025.

L'étude globale du dossier appelle plusieurs remarques et demandes de modifications concernant les
emprises du Ministère des Armées présentes sur ce territoire :

- ✓ Base aérienne 120 Cazaux
- ✓ Champ de tir du TRENCAT
- ✓ Centre d'essais en vol de Cazaux
- ✓ Logements La-Teste-De-Buch et Cazaux
- ✓ Lac de Cazaux

J'ai donc l'honneur de vous informer que j'émetts un avis défavorable à ce projet de révision générale
et vous demande de bien vouloir prendre en compte les modifications mentionnées en annexe.

Enfin, je vous remercie de continuer à m'associer aux futures études relatives au PLU de La-Teste-de-
Buch et de m'adresser tous les courriers officiels relatifs à ce dossier.



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-218-EMZD-BDX-251218-DEL2025-12-517a-DE

Caserne Nansoury 223, rue de Bégles
CS 21152 - 33068 BORDEAUX cedex

Réception par 19122-0256 vanbesien@intradef.gouv.fr
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

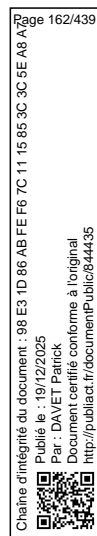
LISTE DE DIFFUSION

DESTINATAIRE

M. Christian Ponnou Delaffon
Unité PRAC - Direction Départementale des Territoires et de la Mer (33)
Cité Administrative BP 90
33090 BORDEAUX CEDEX

COPIES

- Direction de l'Aménagement et de l'Urbanisme – La-Teste-de-Buch (à l'attention de M. Arnaud Nicoullaud et M. Thomas Saphore)
Hôtel de Ville
1, Esplanade Edmond Doré
B.P. 50 105 - 33164 La Teste de Buch Cedex
- SID-SO / DIVGP / BGDU
- COMBdB Cazaux
- EMZD-BDX / SC-COORD / BUSI



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

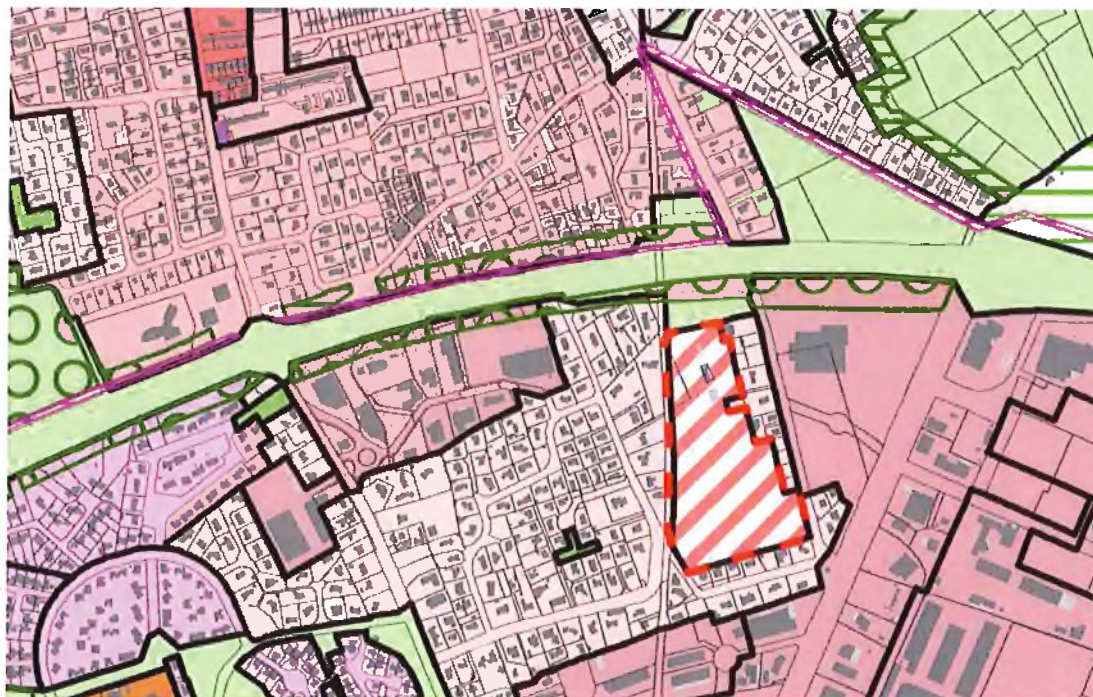
Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

ANNEXE

DEMANDES DE MODIFICATIONS PORTANT SUR LE PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE LA-TESTE-DE-BUCH IMPACTANT LES EMPRISES DU MINISTÈRE DES ARMÉES :

1. Nous constatons que la totalité des emprises du Ministère des Armées sont prévus en zone Ns (Cf. page 10 du Règlement écrit 5.0) : "zone naturelle spécifique des terrains militaires de la BA 120 ainsi que la zone naturelle du lac de Cazaux". De part la nature des activités du Ministère des Armées, de nombreuses constructions de tout type sont d'ores et déjà présentes et d'autres vont venir. Le terme "naturel" ne nous paraît pas adapté.
2. Dans le zonage Ns, il est constaté les oublis d'identification des parcelles du Ministère des Armées suivants (une demande de relevé de propriété est en cours de traitement) :
 - a. Champ de tir du TRENCAT
 - b. Parcelle CO 0090
 - c. Le Courneau : parcelles 0217 et 0219
 - d. Parcelle FS 298
 - e. Parcelle GZ001 : la zone hachurée rouge (zone 1AUS) est une emprise du Ministère des Armées et doit être modifiée en ce sens sur le plan de zonage du PLU en cours.



- f. Les bords de lac de Cazaux sont-ils inclus dans le zonage Ns ? Prescriptions applicables à préciser.

3. Le tableau page 280 à 282 du Règlement écrit 5.0, chapitre 5.5.1.1 "Interdiction et limitation de certaines constructions, usages des sols et activités" ne correspond pas aux autorisations du règlement précédent pour les parcelles militaires.

Accusé de réception du Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

- a) Le Ministère des Armées demande à ce que les interdictions suivantes soient levées car elles sont nécessaires au bon fonctionnement des activités militaires :
- ✓ restauration collective,
 - ✓ exploitation forestière car le Ministère des Armées a une convention de gestion forestière avec l'ONF,
 - ✓ bâtiment de formation, lieu de culte, infirmerie, hangard, garage, abri et atelier de tout type, infrastructure de tir et terrain aménagé pour la pratique du sport,
- b) Dans le zonage Ns, il serait nécessaire de requalifier le contenu du tableau en supprimant : "accueillant du public des administrations publiques et assimilés".
- c) Pourriez-vous confirmer que le document 99_DE_5.3_Charte architecturale est exclusivement réservé aux zones à urbaniser U et ne porte pas sur la zone Ns ?
4. L'emprise comprenant la BA 120 et le centre d'essais en vol de Cazaux est bien répertoriée en tant que zone militaire et le zonage du PPRT est bien indiqué en zone grisée.

Cependant, le changement de la zone UP, ci-dessous, en zone UD : zone urbaine de développement contemporain à vocation résidentielle développée sous forme de construction pavillonnaire semble induire la possibilité de développement pavillonnaire dans le périmètre d'exposition aux risques du PPRT (rayé en rouge ci-dessous) : zonage R+Pro (suppression et projection) et zonage B+Pro (projection) (zonage réglementaire PPRT ci-dessous). Nous demandons donc de ne pas modifier la destination de la zone UP incluse actuellement dans le périmètre du PPRT.



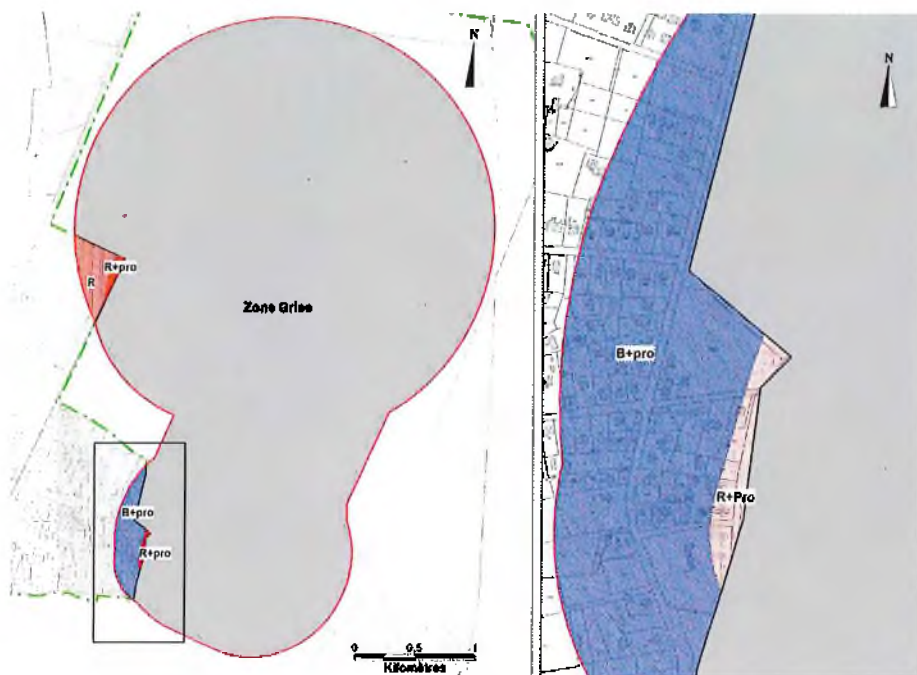
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



Par courrier du 04 juillet 2025, la Direction de l'aménagement et de l'urbansime de La-Teste-De-Buch demande la transmission de toutes les données des servitudes d'utilité publique (cartographies, textes officiels, fiches juridiques) afin de mettre à jour les annexes du PLU en cours de révision.

La liste est en cours d'élaboration par le Ministère des Armées et sera transmise dès que finalisée.

5. Dans le rapport de présentation page 63, il est mentionné : quant à la voie ferrée, *"La ligne de Cazaux déservant initialement la base militaire de Cazaux, aujourd'hui désaffectée."*.

La matérialisation de la voie ferrée et des terrains du Ministère des Armées comprenant cette voie ferrée doit être ajoutée sur le plan de zonage du PLU sachant que le Ministère des Armées souhaite la conserver pour permettre notamment le ravitaillement en carburant.

Ce sujet a d'ores et déjà été développé lors de réunions concernant les projets : RD 250 et Sécarry.

MONSIEUR PATRICK DAVET
MAIRE
HOTEL DE VILLE
1, ESPLANADE EDMOND DORE
BP 50105
LA TESTE DE BUCH CEDEX

Réf à rappeler : DGAT-DHU-SAPUPH- SyG-L- n°2025-
Affaire suivie par Sylvie GARRIGOU et Philippe TOUZEAU
dgat-dhu-sapuph@gironde.fr
Objet : Avis sur le projet arrêté du PLU de La Teste de Buch
Annexe : Carte PDIPR PEDESI

Vos réf. Courrier en date du 18/04/2025

Bordeaux, le 24 JUL. 2025

Monsieur le Maire,

Par courrier en date du 18 avril dernier et reçu le 25 Avril, le Département a été sollicité, en qualité de personne publique associée, pour donner un avis sur le PLU de votre Commune, arrêté par délibération du 12 avril 2025.

De nombreux éléments de votre projet vont dans le sens des **orientations portées par le Département en matière d'aménagement du territoire** tant au vu de ses compétences propres que des projets qu'il mène :

- Le projet met en avant des **principes de protection et de mise en valeur du paysage et du patrimoine** :
 - o Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) « Baou Les Maraîchers », « Secary », « La Humeyre », « Cap De Mount » ont fait l'objet d'un traitement paysager particulièrement pertinent avec la préservation d'espaces verts existants, la création d'espaces partagés et la mise en place de zones de transition entre espace naturel et tissu bâti.
 - o Le Projet de PLU vise à protéger le patrimoine communal : il recense les cabanes forestières, les édifices à protéger, les éléments du patrimoine bâti remarquable et protège les éléments du patrimoine naturel et paysager remarquable au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme. Il intègre, en outre, une charte architecturale et une charte des devantures commerciales.
- Le projet prend en compte les enjeux liés aux risques et aux nuisances :
 - o Dans les OAP, ont été intégrés le **zonage et le règlement du SIBA** en matière de préservation des crastes et fossés en zone non aedificandi, de restauration des axes naturels d'écoulement des eaux, de mesures relatives à la qualité des eaux et à la compensation de l'imperméabilisation.
 - o Une **bande de protection par rapport au risque incendie** a été intégrée dans les OAP.
 - o Les **reculs des constructions par rapport aux routes** départementales figurent dans le PLU et le principe des obligations légales de débroussaillage est rappelé.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

013-28305295-20251118-DHU-2025-12517adPH **Pratiques humaines et territoriales**

Département de la Gironde :

1, esplanade Charles-de-Gaulle, CS 71 223 – 33 074 BORDEAUX CEDEX – Tél. 05 56 99 33 33 – gironde.fr

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

1/5



- **Le projet porte des ambitions en matière de maîtrise du développement urbain et de préservation des Espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF),** notamment par le reclassement d'anciennes zones 2AU ou UPA du précédent PLU (Avenue des Huttiens, Nord de la forêt du Laurey, Vieux Pyla) en zone naturelle.
- **Le projet en matière de diversification de l'offre de logements est ambitieux :** le projet prévoit une production volontariste de logements locatifs sociaux et mobilise différents outils du PLU pour y parvenir (emplacements réservés, servitudes de mixité sociale, programme mixte dans les OAP).

Pour autant, d'importantes réserves peuvent être émises sur votre projet :

- **Les enjeux de préservation de la ressource en eau et de gestion des eaux pluviales auraient pu être mieux pris en compte au vu des effets du dérèglement climatique et de la vulnérabilité du territoire,** avec des mesures strictes visant la remédiation de l'urbanisation existante et la résilience de l'urbanisation à venir, sur les risques sanitaires et de sécurité publique. Il aurait été notamment judicieux d'évaluer les pointes saisonnières de consommation d'eau liées aux activités économiques et d'évoquer le recours possible aux eaux non conventionnelles pour certains usages afin de réaliser des économies d'eau.
- **La préservation des enjeux environnementaux** est imparfaite dans le document au regard notamment de la protection des espaces naturels sensibles et des espaces boisés. A cet égard, l'avis du Département est défavorable sur le secteur de l'OAP Cazaux Ouest canal car il empiète sur le périmètre de la Zone de Préemption de l'Espace Naturel Sensible (ZPENS) du Canal des Landes. Il est demandé de revoir l'emprise de l'OAP afin de respecter le périmètre de la ZPENS.
- **La prise en compte des enjeux liés aux risques justifie un avis défavorable sur l'urbanisation du secteur des Prés salés** au regard de la très forte sensibilité du site aux différents aléas.
- **Des compléments doivent être apportés sur certaines OAP pour préciser les conditions de sécurisation des traversées des routes départementales.** Par ailleurs, les questions de mobilités auraient gagné à être plus explicitées dans le document.
- **Le bénéficiaire de l'emplacement réservé (ER) n° E3 à destination de la « gestion de la maline »,** d'une superficie d'environ 25 296 m² est à modifier. En effet, le Département ayant transféré les ports et n'étant pas en charge de la compétence GEMAPI, il est demandé de ne pas mettre cet ER à son bénéfice.
- **Concernant la prise en compte du Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée,** une boucle locale inscrite au PDIPR (art L361-1 du code de l'Environnement) emprunte la partie ouest de l'OAP Cazaux zone nord 2, à proximité du cours d'eau « Craste de Nezer ». Il est demandé de conserver le cheminement lié à cet itinéraire de randonnée.

Des recommandations ou remarques peuvent aussi être formulées sur votre projet :

- **Précisions sur l'encadrement de l'intensification urbaine :** Le projet aurait à gagner à clarifier la question de la densification du tissu urbain et à la justifier. A noter qu'un décalage apparaît entre les dispositions du SCoT approuvé qui prévoient une densité de 50 logt/ha et la densité annoncée dans le PLU. D'autre part, la densification du tissu existant aurait pu être encadrée par des OAP.
- **Clarification du règlement en zones A et N :** Le projet présente une diminution significative de l'emprise des zones agricoles de type A au profit des zones naturelles, ce qui interroge sur le maintien de l'activité agricole sur la commune. Concernant les zones A et N, l'extension des annexes y est autorisée et devrait être plus strictement encadrée, les bâtiments pouvant changer de destination pourraient être identifiés et les droits à construire concernant les STECAL existants et à venir devraient être précisés.
- **Explicitation du zonage sur le domaine portuaire :** Il est constaté à la fois un déclassement des zones portuaires préservées de toute urbanisation dans le PLU actuel, dont certaines sont

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

en eau, au profit de la zone Umo, et la disparition des dispositions particulières concernant le port de Rocher sans que des justifications ne figurent dans le rapport de présentation.

- ✓ **Traitement des entrées de ville** : Il est recommandé d'intégrer des dispositions dans le PLU en faveur du traitement de l'entrée de ville située entre La Teste de Buch et Arcachon, en concertation avec la commune voisine.
- ✓ **Prise en compte du patrimoine** : il serait judicieux de compléter le relevé du patrimoine par celui des cabanes ostréicoles et de faire figurer des règles de protection spécifiques dans le PLU.

Au vu de ces éléments, j'émet un **avis réservé** sur le projet de PLU avec une demande de modifications du projet envisagé sur le secteur de **Cazaux Ouest-Canal** en raison de l'empiètement de l'aménagement sur le périmètre d'une ZPENS et du bénéficiaire de **l'emplacement réservé n°E3**. D'autre part, je vous encourage à prendre en compte l'ensemble des autres réserves et recommandations dans l'objectif d'une amélioration de la mise en oeuvre de votre projet.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, à l'assurance de toute ma considération.

Pour le Président du Conseil départemental
Et par délégation

Le Directeur Général des Services

Stéphane CORBIN

Page 168/439

Chaine d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A8
Publié le : 19/12/2025
Par : DAVET Patrick
Document certifié conforme à l'original
<http://publiad.fr/documentPublic/844435>

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

DETAILS DES RESERVES DE L'AVIS DU DEPARTEMENT SUR LE PLU DE LA TESTE DE BUCH

- ✓ **Concernant la préservation de la ressource en eau, la gestion de l'assainissement et des eaux pluviales :**

La prospective de consommation en eau potable est basée sur la production de logements traduite en consommation annuelle/habitant, ce qui ne permet pas d'évaluer les consommations d'eau liées aux activités économiques (hôtellerie, loisirs, arrosage, industrie) ni aux pointes saisonnières. Il y a un réel déficit d'analyse des consommations d'eau saisonnière par typologie d'activités qui permettrait d'orienter le PLU vers des solutions innovantes de recours aux eaux non conventionnelles ou aux toilettes circulaires (camping, sites touristiques, sites de loisirs,...), afin de jouer un rôle prescriptif sur des enjeux majeurs actuels et futurs, nécessitant d'opérer de réelles transitions écologiques tenant compte des incidences climatiques.

De manière générale, les secteurs ouverts à l'urbanisation sont soumis à l'aléa remontée de nappes sans dispositions constructives imposées sur les bâtiments (de type pilotis) permettant la totale transparence des eaux et la résilience des sols, dont la préservation des capacités d'engorgement et de débordement est à considérer et à modéliser dans une étude hydraulique. Le règlement permet seulement au pétitionnaire d'adopter en prévention des dispositions constructives, telles que l'élévation des rez-de-chaussée, une adaptabilité des fondations, une utilisation de matériaux non sensibles à l'eau, l'absence de cave et/ou sous-sol. **Des mesures strictes de mise en sécurité des zones ouvertes à l'urbanisation sur la base du principe de précaution seraient souhaitables au regard de la connaissance des aléas.**

Des mesures renforcées sur la gestion des eaux pluviales avec priorité donnée à l'infiltration et au recyclage éventuel seraient attendues au regard du contexte avéré de risques sanitaires et sur la sécurité publique. La problématique de délestage de l'assainissement concerne également la déconnexion des eaux pluviales et l'aléa remontée de nappes. Il est donc nécessaire de conserver des zones non artificialisées permettant de réguler l'engorgement des sols.

La création de solutions de gestion intégrée des eaux pluviales (type noues et jardin de pluie) doit être favorisée dans les OAP afin de réduire les ruissellements pluviaux lorsque le sol est saturé (en période de nappes hautes). Des dispositifs de recours aux eaux non conventionnelles, notamment pour la défense incendie, permettrait de soulager les pressions sur l'eau potable en période de pointe. De même, des recommandations pour des bâtiments innovants sur les économies d'eau, l'eau circulaire et la réutilisation permettrait de limiter au maximum les rejets d'assainissement.

Enfin, un point de vigilance est relevé sur l'obligation de couvrir les stationnements pour les cycles et sur la non obligation de revêtement perméable des zones de stationnements couvertes, qui avec l'évolution réglementaire et la mise en place de couverture photovoltaïque pourrait nuire à la desimperméabilisation des surfaces de stationnements sur un secteur sableux et de littoral où les stationnements en aiguilles de pins damés, qui en plus d'être adaptés aux sols et aux usages, correspondent à l'identité paysagère et favorisent la régulation de l'eau dans le sol, que ce soit par infiltration ou remontée capillaire des eaux de nappes.

- ✓ **Concernant la protection des espaces naturels sensibles et des espaces boisés :**

Sur le secteur de Cazaux Ouest/Canal, l'OAP en extension à vocation d'habitat chevauche la ZPENS du canal des Landes créée en 1984, sur les parcelles n°CO 311/319/305 p alors même que lesdites parcelles sont destinées à de l'habitat collectif et que figure un emplacement réservé n°11 à destination d'un parc public ce qui justifie un avis défavorable.

A noter que cette zone d'extension est située dans le futur périmètre d'aire d'alimentation de captage dont les études ont démarré début 2025 (actuellement périmètre rapproché et éloigné de la prise d'eau potable de Cazaux) qui nécessite une vigilance particulière.

Le projet pourrait en outre comporter une zone de transition ou de lisière côté Est de l'opération afin de limiter les impacts négatifs des futures habitations sur ce secteur naturel.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

La suppression d'espaces boisés significatifs au profit de la l'extension du golf d'Arcachon et la réalisation d'un parking au Pyla interroge d'autant plus qu'ils sont situés dans des secteurs sensibles de type « Natura 2000 » et/ou périmètre de ZNIEFF.

Enfin, **sur l'OAP Sécary**, le projet d'aménagement **ne permet pas d'éviter l'artificialisation d'une zone humide** dont les désordres sur les fonctionnalités hydrauliques ne sont pas évalués, alors qu'il est également mentionné qu'il est concerné par l'aléa remontée de nappes.

✓ **Concernant la prise en compte des risques :**

Le secteur des Prés-salés ouest situé en zone bleue du TRI et en limite de zone rouge est particulièrement vulnérable au regard du risque de tempête et inondations (submersion marine, remontée de nappes...). La commune est identifiée comme **très vulnérable** du fait d'une surexposition liée à sa faible altimétrie et des recensements de catastrophes naturelles d'événements conjugués : tempêtes et inondations (submersion marine, remontée de nappes) et le SLGRI du Bassin d'Arcachon fait état d'un risque sur aléa moyen pour les lotissements situés en arrière-digue des Prés salés Est.

En cas de rupture d'ouvrage, il pourrait être observé une augmentation de la vitesse de pénétration de l'eau et des volumes d'eau, raison pour laquelle il est émis **un avis défavorable à l'urbanisation envisagée sur ce secteur.**

Une réflexion aurait aussi pu être menée sur la **création d'aménagements tampon destinés au cycle naturel de l'eau et au risque feu de forêt** pour renforcer les trames de gestion / ralentissement / infiltration des eaux pluviales et de coupure de feu (sur le modèle des crastes).

✓ **Concernant la sécurité sur les routes départementales et la prise en compte des enjeux de mobilité :**

Les zones de **Cazaux Ouest/canal, Cazaux Nord 1 et 2 et le secteur de Jaumar** se trouvent isolés de par la coupure physique de la RD 112 et du canal des Landes.

De ce fait, il serait souhaitable d'aménager la traversée piéton vélos dans ce giratoire pour se raccorder à la piste cyclable RD 804 E1 parallèle à la RD 112 et de mettre en place une desserte par les transports en commun de type BAIA afin de compléter l'offre en mobilité alternative à la voiture (logique de report modal) avec la piste cyclable existante.

Il est à noter que le carrefour giratoire relatif à l'OAP Jaumar comprend déjà une 4ème branche en attente de raccordement pour cette future urbanisation. Etant en agglomération, il appartient à la commune, au titre de son pouvoir de police, d'aménager la traversée « piéton vélos » dans ce giratoire pour se raccorder à la piste cyclable RD 804 E1 parallèle à la RD 112.

Plus largement, le projet ne propose pas de réflexion globale sur les mobilités à l'échelle de la commune et entre les différents secteurs de développement envisagés. La complémentarité des offres de transports existantes ou à développer (cyclable, piétonne, transports en commun) et la connexion avec la gare auraient pu être mieux explicitées.

Page 170/439

Chaine d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A8 A8
Publié le : 19/12/2025
Par : DAVET Patrick
Document certifié conforme à l'original
<http://publiad.fr/documentPublic84435>

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Page 171/439

Chaîne d'intégrité du document : 98 E3 1D 66 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A8



Publié le : 19/12/2025
Par : DAVET Patrick
Document certifié conforme à l'original
<http://publad.fr/documentPublic84435>

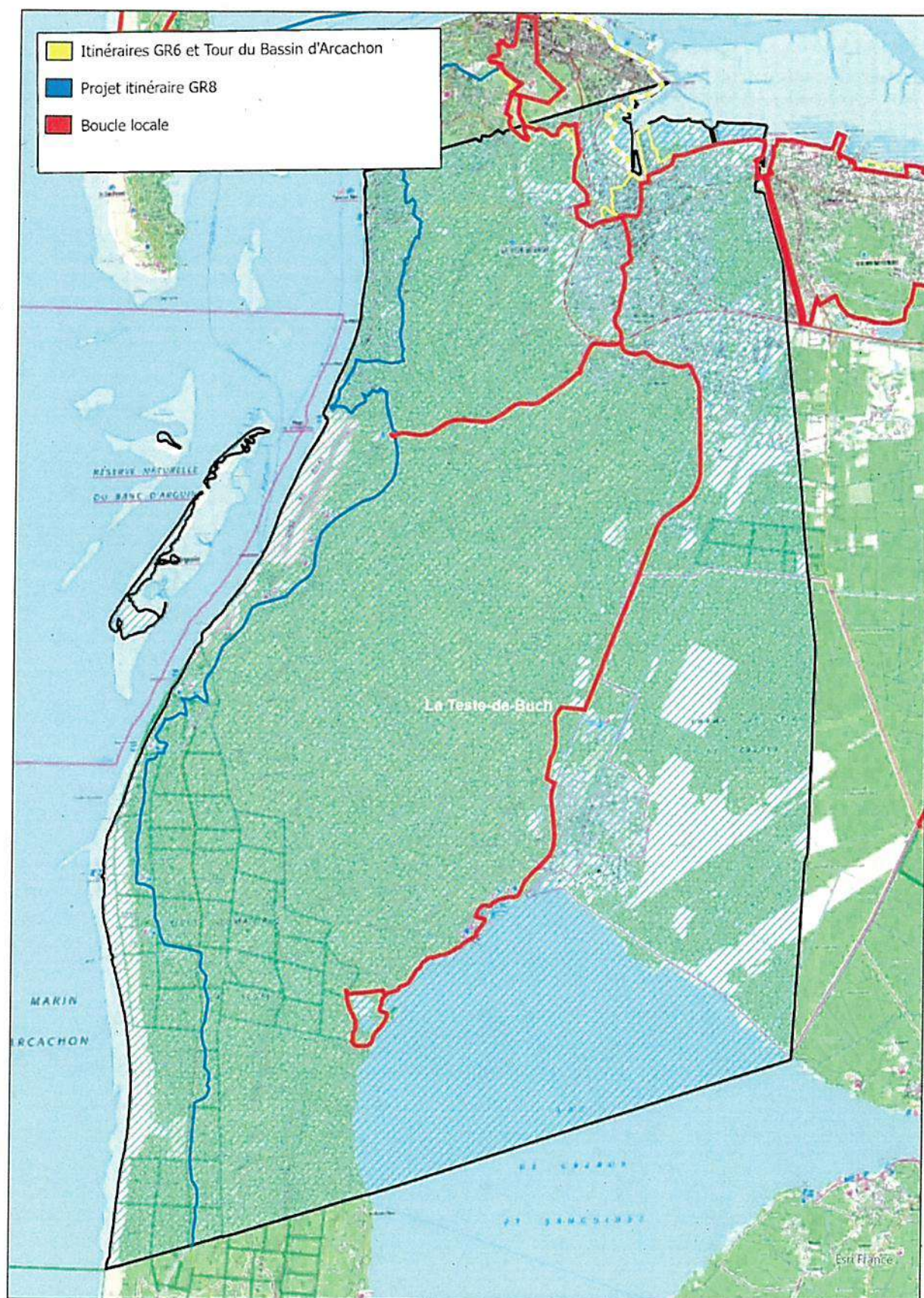
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



Localisation des itinéraires inscrits au PDIPR sur la commune de la Teste de Buch

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

La Présidente
à

11/07/2025
COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH



0000375055

Monsieur le Maire
Hôtel de ville
18 rue du 14 juillet
33260 LA TESTE DU BUCH

Andernos les Bains, le 10 juillet 2025

Envoi en recommandé avec AR n°2C 163 407 2392 9

Nos réf. : ML/016

Objet : Avis en tant que Personne Publique Associée sur le projet de Plan Local d'Urbanisme de La Teste de Buch et compatibilité du projet avec le SCoT du Bassin d'Arcachon Val de l'Eyre

Monsieur le Maire et cher Collègue,

Conformément au Code de l'Urbanisme, vous nous avez transmis le projet de plan local d'urbanisme de votre commune, et je vous en remercie.

Ce projet a fait l'objet d'une lecture au regard du Schéma de Cohérence Territoriale approuvé le 6 juin 2024. Aussi, vous trouverez en pièce jointe, l'analyse technique de votre document.

En résumé, le projet présenté n'appelle que quelques remarques amenant à renforcer le document final. Celles-ci ne remettant pas la compatibilité avec le SCoT, le SYBARVAL émet un avis favorable à ce projet.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire et cher Collègue, à l'assurance de ma considération distinguée.

La Présidente



Marie LARRUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Syndicat du Bassin d'Arcachon Val de l'Eyre

Domaine des Colonies - 46 avenue des Colonies - 33510 Andernos-les-Bains
Tél : 05 57 76 26 86 - secretariat@sybarval.fr - www.sybarval.fr

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Avis sur le projet de PLU de La TESTE de BUCH

Analyse de compatibilité avec le SCoT du Bassin d'Arcachon Val de l'Eyre

INTRODUCTION

Le SCoT constitue le cadre réglementaire pour les documents d'urbanisme locaux. Les orientations du SCoT, validées par l'ensemble des élus du territoire, portent l'ambition d'un avenir commun et solidaire sur l'ensemble du BARVAL. Cette vision doit trouver sa concrétisation au sein des démarches locales et des documents réglementaires qui régissent le droit des sols, comme ce projet de PLU.

Conformément à son rôle assigné par l'article L.121-4 du Code de l'Urbanisme, le Syndicat Mixte du Bassin d'Arcachon et du Val de l'Eyre (SYBARVAL) a pour compétence le suivi, en tant que Personne Publique Associée (PPA), de l'ensemble des procédures réglementaires et autres démarches soumises au devoir de compatibilité avec le SCoT.

Le SYBARVAL constitue donc une Personne Publique Associée (PPA) à l'élaboration et la révision des Plans Locaux d'Urbanisme communaux et intercommunaux mis en œuvre sur le territoire. Comme le rappelle le « *Guide mise en œuvre du SCoT* », le SYBARVAL doit obligatoirement être consulté pour avis sur tout projet de PLU(i) arrêté, conformément à l'article L.153-16 du Code de l'Urbanisme. Dans le cas présent, le SYBARVAL dispose d'un délai de 3 mois afin de formuler des remarques sur le document à compter du 28 avril 2025.

RAPPEL DU CONTEXTE

Par délibération en date du 12 avril 2022, le conseil municipal de la commune de La Teste de Buch a engagé une procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme. A la suite du débat sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), les élus ont arrêté le projet de Plan Local d'Urbanisme le 10 avril 2025.

Le PADD s'articule autour de trois orientations générales :

- 1- Favoriser un développement urbain vertueux
- 2- Pérenniser et conforter les activités économiques
- 3- Protéger un environnement exceptionnel, symbole de l'identité du territoire

Le dossier soumis à avis comporte tous les documents réglementaires composant le PLU.

- **La présente révision du PLU engage la mise en compatibilité avec le Schéma de Cohérence Territoriale approuvé le 6 juin 2024.**

ANALYSE DU DOCUMENT

1. FONCIER

1.1 Croissance démographique

Le scénario choisi par la commune fixe à +0,8% maximum par an la croissance démographique.

Ce scénario s'appuie sur celui du PLH de la COBAS, lui-même compatible avec l'orientation du SCoT. Il est rappelé que le SCoT fixe pour la COBAS (prescription 78) un taux de +0,8% à 2030, puis +0,7% à 2040.

- **Les objectifs de croissance démographique sont compatibles avec le SCoT.**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

1.2 Production de logements

Le Projet d'Aménagement Stratégique (PAS) affiche la forte volonté de réduire la croissance démographique sur le territoire. Le principal levier pour atteindre cet objectif est la réduction de l'offre en logements.

Le PLU affiche l'objectif de produire 205 nouveaux logements par an, dont 130 sociaux (63%). Ces chiffres sont conformes aux objectifs inscrits dans le PLH, lui-même compatible avec le scénario du SCoT.

- Les objectifs de production de logements sont compatibles avec le SCoT.

1.3 Rattrapage des obligations légales en matière de logement sociaux

La prescription 97 du DOO indique que les communes de la COBAS doivent respecter les cibles nationales qui s'imposent à elles. L'objectif est d'atteindre 25% de logements sociaux dans leur parc total de résidences principales en 2040. Le SCoT renvoie les communes de la COBAS aux modalités d'application fixées au niveau national pour le respect de l'objectif de création de logements sociaux (prescription 101). La commune est contrainte par l'arrêté préfectoral et le contrat de mixité sociale. Le PLH a ainsi décliné cet objectif dans son programme d'orientations.

Dans le règlement graphique, des servitudes de mixité sociale peuvent être positionnées sur certaines parcelles ou ensemble de parcelles de manière à favoriser l'émergence d'opérations d'aménagement comportant une proportion importante de logements sociaux.

- Les objectifs de production de logements sociaux sont compatibles avec le SCoT.

1.4 Consommation d'espaces

Les projections du SCoT réservent 91 hectares à vocation d'habitat pour la COBAS sur la période 2020-2030 (chapitre 6.4 du DOO).

Les orientations du PLU sont établies à 2037, avec une différence affichée par décennie, conformément aux temporalités de la Loi Climat et Résilience. Pour la période 2021-2030, le PLU est construit avec une enveloppe de 29,45 hectares, puis de 7,4 ha entre 2031 et 2037.

- Les objectifs de consommation d'espaces sont compatibles avec le SCoT.

1.5 Gisements fonciers

Dans le domaine de l'habitat, le choix a été fait de limiter les potentialités de consommation foncière, en comptabilisant notamment les nombreux espaces libres non construits et présents au sein des principaux espaces déjà agglomérés.

Le bilan des secteurs ouverts à l'urbanisation au sein du PLU de 2011 a été réalisé, en évaluant les disponibilités foncières dans les zones à vocation d'habitat et les zones ouvertes à l'urbanisation (1AU). L'analyse fine des capacités urbanisables restantes fait état d'un volume de 61 ha. Ces parcelles ont été décortiquées précisément en fonction, des zones du PLU.

En hypothèse haute, 3886 logements sont potentiellement constructibles dans les unités foncières libres (34%), dans les unités densifiables (21%) et en démolition/reconstruction (45%).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

- L'analyse des gisements fonciers est très fouillée, permettant une vision et une planification très fine. Ces éléments concourent à la compatibilité avec le SCoT.

1.6 Densité de l'habitat

L'optimisation du foncier passe par l'application de densités pour le logement. Le DOO fixe des densités moyennes à l'échelle communale, tout en laissant à chaque commune la libre définition des densités par secteur au regard des spécificités architecturales, mais aussi dans le souci de préserver le cadre de vie local. La densité moyenne applicable à La Teste de Buch est de 50 logements par hectare.

Le produit de 205 logements par an sur 12 ans, rapportés aux 37 hectares envisagés à 2037 donnent un taux de 66 logements par hectare..

- La densité moyenne projetée à l'échelle de la temporalité du PLU est compatible avec le SCoT.

2. LOI LITTORAL

2.1 Agglomération – Village – Secteur déjà Urbanisé – Agglomération économique

Le rapport de justification reprend (page 197 et suivantes) la délimitation des zones agglomérées définies dans le SCoT.

- Le périmètre de l'agglomération au titre de la Loi Littoral est compatible avec le SCoT. Afin de renforcer la sécurité juridique du document, il conviendrait de rappeler la prescription 233 afin de justifier les cartographies du PLU.

La commune de La Teste de Buch n'est pas concernée par un village au titre de la Loi Littoral.

Par ailleurs, le Code de l'Urbanisme précise que le SCoT définit les SDU et que le PLU les délimite. Conformément à l'article L121-8, la prescription 243 décline ce principe. La commune La Teste de Buch est concernée par un SDU intitulé « Clair Bois ».

Le plan de zonage comprend une zone U indicée « sdu » pour ce secteur. Le contour du périmètre bâti, tel que précisé dans le Code de l'Urbanisme, est respecté grâce aux secteurs Nv.

- L'application du périmètre bâti des SDU est compatible avec le SCoT. Afin de renforcer la sécurité juridique du document, il conviendrait de rappeler la prescription 242 afin de justifier le choix du secteur.
- Cependant, le règlement de la zone Naturelle ne rend pas compte de la spécificité du sous-secteur Nv. Il serait important d'interdire toute urbanisation dans ces micro-secteurs essentiels à la conservation d'un cadre de vie agréable grâce aux respirations qu'ils apportent.

Enfin, le DOO n'a pas cartographié d'agglomération à vocation économique sur la commune de La Teste de Buch. Cependant, la seule prescription opposable est la n°235 listant les 5 critères cumulatifs à respecter pour qu'un secteur soit défini comme tel :

*1-une emprise foncière de plus de 5 hectares : le périmètre de la zone UI*est de 8,16 ha*

2-un ensemble de bâtis d'entreprises, entrepôts ou bâtiments associés avec une densité minimum de bâti de 1500 m² de surface plancher par hectare, permettant de garantir la perméabilité des sols, la qualité architecturale et environnementale du site et une densification en hauteur : la zone présente un ensemble de 1504 m² de surface plancher

3-une emprise d'espace libre : l'emprise d'espace libre est de 69 398 m², soit 6,93ha

Accusé de réception
033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

3-une variété d'activités majoritairement artisanale : les activités présentes sont artisanales à l'exception de l'entreprise Safran qui est une entreprise industrielle

4-une continuité du bâti (distance inférieure ou égale à 120 mètres) : la cartographie montre la continuité du bâti de cette zone

5-une desserte en réseaux d'eau potable, en assainissement collectif, en électricité et un accès routier ou autoroutier direct : la zone est desservie par l'avenue de l'Aérodrome qui se connecte à la RD112 puis à la RN250. La zone est desservie par le réseau d'eau potable, le réseau d'assainissement, le réseau électrique et la défense incendie est assurée par plusieurs poteaux incendie.

- La zone UI* répond aux 5 critères cumulatifs définis par le DOO (P235). Ainsi, nous pouvons considérer qu'elle est compatible avec le SCoT, en tant qu'agglomération à vocation économique.

2.2 Espace Proche du Rivage

La cartographie des espaces proches du rivage du DOO est reprise dans le PLU. La dérogation octroyée à l'urbanisation limitée par la prescription 256 est traduite par un secteur UT.

- La déclinaison des espaces proches du rivage définis est compatible avec le SCoT.
- Cependant, afin de limiter l'impact du projet des prés salés ouest, un taux de pleine terre devrait être défini, soit dans le règlement écrit, soit dans l'OAP. En effet, les prescriptions 28 et 86 s'appliquent aux nouveaux projets de développement et d'aménagement.

2.3 Coupures d'urbanisation

La cartographie des coupures d'urbanisation du DOO est reprise dans le PLU. Les règlements graphiques et écrits traduisent la nécessaire préservation de ces espaces.

- La déclinaison des coupures d'urbanisation est compatible avec le SCoT.

2.4 Espaces remarquables et espaces boisés significatifs

La cartographie des espaces remarquables et des espaces boisés significatifs du DOO est reprise dans le PLU. Les règlements graphiques et écrits traduisent la nécessaire préservation de ces espaces. Il est fait mention de 6000 hectares de zones naturelles remarquables et de 9550 ha d'espaces boisés classés, ce qui est considérable pour une commune de cette taille.

- La déclinaison des espaces remarquables et des espaces boisés significatifs est compatible avec le SCoT.

2.5 La capacité d'accueil du territoire

La capacité d'accueil pose les bases du seuil d'acceptabilité d'un territoire, défini dans une volonté d'équilibre harmonieux entre enjeux de développement urbain, de fréquentation par le public, de protection des espaces pour les activités agricoles et maritimes, de préservation des espaces et milieux littoraux, de prise en compte des risques.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

La méthode construite par la DREAL Nouvelle-Aquitaine et le GIP Littoral (<https://www.giplittoral.fr/ressources/etude-sur-la-capacite-daccueil-des-territoires-littoraux-2023>), reprise et développée dans le SCoT, s'appuie sur 13 items :

1. La qualité et la quantité des eaux
2. La gestion des pratiques génératrices de nuisances
3. La qualité de l'air
4. L'artificialisation des sols
5. La gestion des autres usages du foncier
6. Le maintien de la biodiversité
7. La préservation de l'architecture locale et des paysages
8. La démographie
9. Les mobilités et les déplacements
10. L'offre de santé
11. La gestion des déchets
12. L'habitat
13. L'économie et le commerce

Le chapitre 3.5 du rapport de justification se borne aux questions de production de logements et de prise en compte des risques. Le volet « ressource en eau » est, quant à lui, développé dans l'évaluation environnementale avec la justification que l'accueil de nouvelles populations est compatible avec l'état de la ressource.

- L'analyse de la capacité d'accueil est compatible avec le SCoT.

2.6 La gestion des risques littoraux et la relocalisation des activités

Le dérèglement climatique a un effet direct sur les risques naturels : la hausse du niveau marin accentue les phénomènes de submersion et d'érosion et l'augmentation des températures favorise les départs de feux de forêt. Le territoire est fortement soumis aux différents risques et le SCoT cadre la prise en compte et la déclinaison de ceux-ci dans les PLU.

Le projet de PLU détaille la prise en compte des risques naturels et technologiques qui concernent le territoire (chapitre 7.5 de l'Evaluation Environnementale) :

- Risque d'inondation par submersion marine : les zones inconstructibles strictes du PPRSM (zone grenat) sont classées intégralement en zone naturelle. De plus, aucune zone à urbaniser n'est définie au sein du zonage du PPRSM ;
- Risque d'inondation par débordement de cours d'eau et ruissellement : le règlement préconise un recul minimal à respecter par rapport à la berge des cours d'eau et crastes pour toute nouvelle construction (1,5 m en zone U, 3 m en zone AU, 50 à 100 m en zone N).
- Sur ce point, le règlement est incompatible avec la prescription 56 qui impose un recul minimum de 5 mètres en zone urbaine et de 10 mètres en zone naturelle. La prescription 9 précise que les crastes et fossés ne sont pas concernés par ces reculs. Il convient donc de vérifier et de justifier que les deux prescriptions sont respectées.

Le PLU préserve également les milieux humides qui sont classés en zone naturelle.

- Risque d'inondation par remontée de nappes ;
- Risque d'érosion côtière : aucune zone ouverte à l'urbanisation n'est localisée sur la façade littorale. De plus, le règlement rappelle la nécessité de se conformer aux dispositions du PPR « avancée dunaire et recul du trait de côte » dans les secteurs concernés.

Accusé de réception en date du 19/12/2025

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

- Concernant l'avancée dunaire, la prescription 274 précise :
« Le plan local d'urbanisme de La Teste-de-Buch identifie dans son rapport de présentation, le volume et la temporalité des relocalisations à prévoir pour les cinq campings de la Dune du Pilat menacés par l'avancée dunaire, ainsi que pour la RD218. Il délimite, le cas échéant, un zonage spécifique ou un emplacement réservé, pour cibler le(s) site(s) de relocalisation. Le règlement écrit de ces zones précise strictement l'usage lié aux activités d'hébergements touristique ».
 Or, le PLU (document de justification page 215) indique que *« La relocalisation est un enjeu majeur qui nécessitera une réflexion à long terme concomitante avec la question du déplacement et de relocalisation de la RD218 qui elle aussi sera impactée par les phénomènes naturels liés au recul du trait de côte et à l'avancée dunaire rendant leur disparition inéluctable dans le temps. Le PLU révisé n'a pas intégré de nouveaux sites de relocalisation de ces campings. Ces 5 campings font l'objet de la définition de secteurs NLc dont le règlement ne permet que la gestion de ces secteurs dans les espaces proche du rivage sans possibilité d'extension et nombre d'unités d'hébergement et ni de surface ».*
- Bien que des études aient été réalisées, et que des sites aient été ciblés pour la relocalisation, le projet de PLU ne répond pas à la prescription 274 du DOO.

- Risque de retrait-gonflement des argiles ;
- Risque d'incendie : le règlement rappelle les dispositions à prendre en matière de lutte contre le risque incendie. De plus, le PLU promeut un développement en priorité au sein des enveloppes urbaines existantes, et restreint très fortement l'urbanisation au sein des massifs forestiers, qui sont classés en zone naturelle ;
- La prescription 59 interdit toute nouvelle construction d'habitation et de logement en milieu forestier. Seules sont autorisées les annexes et extensions limitées ne créant pas de nouveau logement. Concernant la proposition de rédaction du règlement de la zone Naturelle, le seuil maximum de 200 m² semble disproportionné pour la surface de bâtiments autorisée en zone forestière.
- Risque industriel.

3. AUTRES SUJETS

3.1 Développement commercial :

Le DOO comporte un document d'aménagement commercial (DAACL). Celui-ci définit et cartographie la hiérarchie des zones commerciales. La Teste de Buch est notamment concernée par deux Zones d'Aménagement Commerciales (ZACOM) faisant l'objet de plusieurs prescriptions (201 à 215).

La prescription 209, notamment, prévoit que :

« Les documents d'urbanisme réalisent des Orientations d'Aménagement et de Programmation thématique « Commerce » pour chacune des ZACOM, en intégrant a minima leurs périmètres. Ces OAP prévoient les modalités d'aménagement commercial de ces espaces en prescrivant obligatoirement les thématiques suivantes :

- *le foncier et sa gestion ;*
- *les flux de déplacement et d'accessibilité aux secteurs ;*
- *les interfaces entre les espaces urbains et les espaces naturels et/ou agricoles ;*
- *l'accroche aux espaces déjà urbanisés ;*
- *la gestion des eaux pluviales ;*
- *la qualité urbaine, paysagère, énergétique et architecturale.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Pour chacune de ces thématiques, le document répond aux différents enjeux identifiés dans le cadre du diagnostic du DAACL ».

- Le projet de PLU ne comporte pas d'OAP sur les deux ZACOM identifiées dans le SCoT, ce qui ne répond pas aux objectifs d'amélioration de la qualité paysagère et environnementale de ces secteurs.

CONCLUSION

Le projet de plan local d'urbanisme de La Teste de Buch répond aux différents enjeux et objectifs détaillés dans le Schéma de Cohérence Territoriale. Quelques remarques sont pointées et pourront être facilement intégrées dans le document approuvé.

Le projet présenté est compatible avec le Schéma de Cohérence Territoriale. Il est proposé d'émettre un avis favorable à ce projet.



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Arcachon, le 9 juillet 2025



Monsieur Patrick DAVET
Maire de La Teste de Buch
Conseiller Départemental
Hôtel de Ville
1 Esplanade Edmond Doré
BP 50105
33260 LA TESTE DE BUCH

N/Réf. : MHDE-MS : 2025-09767
05.56.22.01.27

Monsieur le Maire, Monsieur le Conseiller Départemental,

Cher Patrick

Je fais suite à votre courrier du 18 avril dernier, réceptionné le 25 avril, nous communiquant le projet révisé de Plan Local d'Urbanisme de la ville de La Teste-de-Buch, arrêté par délibération du 12 avril 2025.

Nous avons procédé à l'ensemble des pièces du dossier et à leur analyse, et nous permettons de porter à votre connaissance les quelques remarques ou éléments d'appréciation suivants, en lien avec les compétences de l'agglomération :

1. DECHETS et EAU POTABLE.

5.0 RÈGLEMENT

Titre 1.1 DISPOSITIONS GENERALES

1.3 DISPOSITIONS APPLICABLES A TOUTES LES ZONES

1.8.2 EAU POTABLE (page 12)

« Toute construction ou installation qui le nécessite devra être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable. »

Nous vous proposons d'ajouter au paragraphe 1.8.2 « Cf. règlement d'intervention de la COBAS dans les annexes du PLU ». A cet effet, nous vous adressons le règlement d'intervention (cf. PJ), qui se compose de la notice de raccordement et des prescriptions techniques pour les ensembles immobiliers de plus de 20 logements, afin qu'il soit annexé au règlement du PLU.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

www.agglb-cobas.fr



@cobaslagglo



@agglocobas2024

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

1.8.7 COLLECTE DES DÉCHETS (PAGE 13)

« Cf. règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés de la COBAS dans les Annexes du PLU. »

Le règlement de collecte ne figurant pas dans les annexes transmises, nous vous adressons sa dernière version en vigueur (26/04/2024) afin qu'elle soit annexée au règlement du PLU.

6.0 ANNEXES

99_DE-6.1 liste supplémentaire

AC1 Servitudes attachées à la protection des eaux potables et minérales

- Forage Cabaret des Pins / Service Responsable DDASS
 - Forage du Bourg / Service Responsable DDASS
 - Forage « Villemarie » / Service Responsable DDASS
 - Forage « Pissens » / Service Responsable DDASS
 - Prise d'eau potable de Cazaux Lac dans le lac de Cazaux Sanguinet / Service Responsable COBAS
 - Forage « Goulugne de Bas Cazaux (parcelle CN 80) / Service Responsable COBAS
- Pour l'ensemble de ces forages, il convient de supprimer la référence à la « DDASS » comme service responsable et de la remplacer par la « COBAS ».

Ancienne décharge de Mariolan >> Servitude d'utilité publique NON INSCRITE

Après analyse de l'ensemble des servitudes d'utilité publique (SUP) recensées et inscrites dans le tableau il a été constaté pour l'ancienne décharge de Mariolan (pour laquelle la COBAS assure le suivi post-exploitation), que la servitude d'utilité publique instituée par arrêté préfectoral n° 17122/1 du 25/11/2011 n'est pas inscrite dans le recensement réglementaire. Il conviendrait donc de l'intégrer cette dans la liste des servitudes d'utilité publique 99_DE-6.1. Nous vous joignons l'arrêté préfectoral correspondant.

2. HABITAT

Nous vous adressons en pièce-jointe un tableau de synthèse de nos observations sur volet habitat et vous confirmons la compatibilité du projet de PLU avec les objectifs du Programme Local de l'Habitat (PLH) communautaire 2025-2031.

3. ZONAGE

Le zonage prend bien en compte les différents sites et équipements communautaires, en offrant des possibilités d'adaptation ou d'agrandissement. Si le site de Bassin Formation et la déchèterie du Pyla bénéficient d'un zonage « UE », caractérisant les équipements publics offrant plus de souplesse dans ses dispositions constructibles, vous avez fait le choix d'inclure le Pôle Environnement, la déchèterie et le site du Pôle économique en zone « UI », constitutive des espaces d'activités économiques, et

Accusé de réception l'aérodrome en zone « UI* ».

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Les règles prévues au règlement semblent suffisamment souples pour offrir d'importantes possibilités d'agrandissement de ces bâtiments et ne sont pas incompatibles avec la vocation de ces équipements communautaires, mais je souhaite vous rendre attentif quant à l'éventualité de construction ou d'aménagement d'espaces pédagogiques au sein du pôle économique de la COBAS, en lien avec la recherche et les start-up présentes sur site. En l'état du règlement un tel projet pourrait être remis en cause. Peut-être conviendrait-il, comme pour le pôle environnement ou la déchèterie jouxtant l'hippodrome, d'inclure ces bâtiments dans un zonage « UE » si cela reste possible dans la procédure de révision en cours.

Nous avons bien noté que les terrains situés au Nord de l'aérodrome, ou au Sud de la piste, faisaient l'objet de fortes restrictions quant à leur aménagement, liées aux dispositions de la Loi Littoral et en particulier de celle de l'extension limitée de l'urbanisation, étant situés hors agglomération. Le zonage UI* interdit en revanche les logements, ce qui peut s'avérer contraignant en cas d'extension ou de reconstruction du logement de fonction du directeur de l'aérodrome déjà présent sur le site.

Au-delà de ces quelques remarques formelles, je souhaite souligner la qualité du projet de PLU de La Teste-de-Buch, qualité que nous avons déjà pu relever lors de la présentation du projet aux personnes publiques associées.

Ce dernier s'inscrit pleinement dans la recherche d'une densification indispensable mais raisonnée du territoire, tout en faisant montre d'une grande sobriété foncière, et d'un effort important en matière de développement de l'habitat et particulièrement de l'habitat social. Les logiques de mobilité et de développement économique portées par ce document vont également dans le droit fil et en total relai des politiques communautaires.

Je me permets donc de vous indiquer que la COBAS émet un avis favorable au projet de révision de PLU de La Teste-de-Buch tel qu'arrêté par délibération du 12 avril 2025.

Je vous joins comme convenu les documents annexes vous permettant de compléter votre dossier, ou illustrant nos remarques.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, Monsieur le Conseiller Départemental, à l'assurance de mes salutations les plus distinguées



Marie-Hélène Des ESGAULX
Présidente de la COBAS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Arcachon

Arcachon, le 9 juillet 2025



Monsieur Patrick DAVET
Maire de La Teste de Buch
Conseiller Départemental
Hôtel de Ville
1 Esplanade Edmond Doré
BP 50105
33260 LA TESTE DE BUCH

→ Urbanisme

N/Réf. : MHDE-MS : 2025-09767
05.56.22.01.27

Monsieur le Maire, Monsieur le Conseiller Départemental,

Cho Patrick

Je fais suite à votre courrier du 18 avril dernier, réceptionné le 25 avril, nous communiquant le projet révisé de Plan Local d'Urbanisme de la ville de La Teste-de-Buch, arrêté par délibération du 12 avril 2025.

Nous avons procédé à l'ensemble des pièces du dossier et à leur analyse, et nous permettons de porter à votre connaissance les quelques remarques ou éléments d'appréciation suivants, en lien avec les compétences de l'agglomération :

1. DECHETS et EAU POTABLE.

5.0 RÈGLEMENT

Titre 1.1 DISPOSITIONS GENERALES

1.3 DISPOSITIONS APPLICABLES A TOUTES LES ZONES

1.8.2 EAU POTABLE (page 12)

« Toute construction ou installation qui le nécessite devra être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable. »

Nous vous proposons d'ajouter au paragraphe 1.8.2 « Cf. règlement d'intervention de la COBAS dans les annexes du PLU ». A cet effet, nous vous adressons le règlement d'intervention (cf. PJ), qui se compose de la notice de raccordement et des prescriptions techniques pour les ensembles immobiliers de plus de 20 logements, afin qu'il soit annexé au règlement du PLU.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Tél. 05 56 22 33 44 - www.agglo-cobas.fr

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

@cobasagglo

@agglocobas2024

1.8.7 COLLECTE DES DÉCHETS (PAGE 13)

« Cf. règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés de la COBAS dans les Annexes du PLU. »

Le règlement de collecte ne figurant pas dans les annexes transmises, nous vous adressons sa dernière version en vigueur (26/04/2024) afin qu'elle soit annexée au règlement du PLU.

6.0 ANNEXES

99_DE-6.1 liste supplémentaire

AC1 Servitudes attachées à la protection des eaux potables et minérales

- Forage Cabaret des Pins / Service Responsable DDASS
 - Forage du Bourg / Service Responsable DDASS
 - Forage « Villemarie » / Service Responsable DDASS
 - Forage « Pissens » / Service Responsable DDASS
 - Prise d'eau potable de Cazaux Lac dans le lac de Cazaux Sanguinet / Service Responsable COBAS
 - Forage « Goulugne de Bas Cazaux (parcelle CN 80) / Service Responsable COBAS
- Pour l'ensemble de ces forages, il convient de supprimer la référence à la « DDASS » comme service responsable et de la remplacer par la « COBAS ».

Ancienne décharge de Mariolan >> Servitude d'utilité publique NON INSCRITE

Après analyse de l'ensemble des servitudes d'utilité publique (SUP) recensées et inscrites dans le tableau il a été constaté pour l'ancienne décharge de Mariolan (pour laquelle la COBAS assure le suivi post-exploitation), que la servitude d'utilité publique instituée par arrêté préfectoral n° 17122/1 du 25/11/2011 n'est pas inscrite dans le recensement réglementaire. Il conviendrait donc de l'intégrer cette dans la liste des servitudes d'utilité publique 99_DE-6.1. Nous vous joignons l'arrêté préfectoral correspondant.

2. HABITAT

Nous vous adressons en pièce-jointe un tableau de synthèse de nos observations sur volet habitat et vous confirmons la compatibilité du projet de PLU avec les objectifs du Programme Local de l'Habitat (PLH) communautaire 2025-2031.

3. ZONAGE

Le zonage prend bien en compte les différents sites et équipements communautaires, en offrant des possibilités d'adaptation ou d'agrandissement. Si le site de Bassin Formation et la déchèterie du Pyla bénéficient d'un zonage « UE », caractérisant les équipements publics offrant plus de souplesse dans ses dispositions constructibles, vous avez fait le choix d'inclure le Pôle Environnement, la déchèterie et le site du Pôle économique en zone « UI », constitutive des espaces d'activités économiques, et

l'aérodrome en « UI* ».

Accusé de réception en date du 19/12/2025
033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Les règles prévues au règlement semblent suffisamment souples pour offrir d'importantes possibilités d'agrandissement de ces bâtiments et ne sont pas incompatibles avec la vocation de ces équipements communautaires, mais je souhaite vous rendre attentif quant à l'éventualité de construction ou d'aménagement d'espaces pédagogiques au sein du pôle économique de la COBAS, en lien avec la recherche et les start-up présentes sur site. En l'état du règlement un tel projet pourrait être remis en cause. Peut-être conviendrait-il, comme pour le pôle environnement ou la déchèterie jouxtant l'hippodrome, d'inclure ces bâtiments dans un zonage « UE » si cela reste possible dans la procédure de révision en cours.

Nous avons bien noté que les terrains situés au Nord de l'aérodrome, ou au Sud de la piste, faisaient l'objet de fortes restrictions quant à leur aménagement, liées aux dispositions de la Loi Littoral et en particulier de celle de l'extension limitée de l'urbanisation, étant situés hors agglomération. Le zonage UI* interdit en revanche les logements, ce qui peut s'avérer contraignant en cas d'extension ou de reconstruction du logement de fonction du directeur de l'aérodrome déjà présent sur le site.

Au-delà de ces quelques remarques formelles, je souhaite souligner la qualité du projet de PLU de La Teste-de-Buch, qualité que nous avons déjà pu relever lors de la présentation du projet aux personnes publiques associées.

Ce dernier s'inscrit pleinement dans la recherche d'une densification indispensable mais raisonnée du territoire, tout en faisant montre d'une grande sobriété foncière, et d'un effort important en matière de développement de l'habitat et particulièrement de l'habitat social. Les logiques de mobilité et de développement économique portées par ce document vont également dans le droit fil et en total relai des politiques communautaires.

Je me permets donc de vous indiquer que la COBAS émet un avis favorable au projet de révision de PLU de La Teste-de-Buch tel qu'arrêté par délibération du 12 avril 2025.

Je vous joins comme convenu les documents annexes vous permettant de compléter votre dossier, ou illustrant nos remarques.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, Monsieur le Conseiller Départemental, à l'assurance de mes salutations les plus distinguées



Marie-Hélène Des ESGAULX
Présidente de la COBAS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

RACCORDEMENT DES LOTISSEMENTS OU DES ENSEMBLES IMMOBILIERS DE PLUS DE 20 LOGEMENTS

CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES POUR LA REALISATION DES RESEAUX D'EAU POTABLE

1 PRESCRIPTIONS GENERALE RELATIVE A LA CREATION DE RESEAU D'EAU POTABLE

1.1 CHAMP D'APPLICATION

Ce cahier des prescriptions est destiné à l'ensemble des aménageurs, lotisseurs ou opérateurs privés qui construisent et posent des réseaux d'eau potable sur le territoire de la COBAS.

Ce présent document définit les prescriptions techniques à respecter dans le cadre de la construction des réseaux d'eau potable et de leurs raccordements au réseau public. Il se place en complément du fascicule 71.

Les règles spécifiées dans ce document sont conformes aux règles de l'art et aux dispositions spécifiées dans les normes en vigueur.

Ces règles s'inscrivent dans la perspective de la rétrocession des équipements d'eau potable (cas des ZAC, des permis d'aménager publics voire privés) ou des constructions de réseaux privés (cas des permis de construire générant un linéaire de réseau) pour assurer la qualité de l'eau, l'étanchéité et la pérennité de ces canalisations pour les acquéreurs (syndic, copropriétés..).

Dans le cas de la non application de ces prescriptions, la collectivité par le biais de son délégataire se réserve le droit de refuser le raccordement du réseau créé ou rénové au réseau public. Ceci ne saurait engager la responsabilité de la collectivité ou de son représentant en cas de dysfonctionnement ultérieur.

1.2 CONTEXTE

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud (COBAS), exerce la compétence de production et distribution d'eau potable sur l'ensemble de son territoire.

La COBAS a confié, par contrat de délégation de service public, l'exploitation de son service public d'eau potable, pour une durée de 12 ans, à la société VEOLIA EAU, ayant constitué la société d'exploitation d'eau du Bassin d'Arcachon Sud (SEEBAS).

Conformément aux dispositions du contrat de délégation et notamment aux articles 30.2 et 33, le délégataire dispose d'un droit de contrôle sur les installations qui doivent être raccordées au réseau public de distribution d'eau potable.

La collectivité assurera la validation de la conformité des projets après consultation du délégataire.

Le délégataire assurera, pour le compte de la Collectivité, le contrôle de bonne exécution pendant les travaux de pose des installations, ainsi que la validation de la réception et des essais définis dans le présent document.

Accusé de réception, Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

1.3 PROCEDURE

1.3.1 Phase avant travaux

Lors de tout projet d'aménagement, l'aménageur privé devra **consulter la collectivité qui sollicitera son délégataire en vue de déterminer les points de raccordements** des futurs réseaux à créer et d'en définir le tracé. Les plans d'exécution (date de commencement des travaux, dates de réunions de chantier, plans du projet, modes d'exécution des travaux...) établis conformément aux directives ainsi que les fiches techniques et les attestations de conformité sanitaires de tout le matériel utilisé seront **remis à la collectivité pour validation du projet** après consultation du délégataire. Avant le commencement des travaux, l'aménageur privé devra être en possession des permissions de voirie et arrêté de circulation nécessaires.

Il aura fait son affaire au préalable des demandes de **DT/DICT** auprès des autres concessionnaires dans les délais qui lui sont impartis conformément à la réglementation en vigueur.

1.3.2 Exécution et suivi des travaux

Lors de la réalisation des travaux, et notamment avant le démarrage des travaux, **le délégataire sera associé à toutes les réunions de chantier**. La collectivité, par le biais de son délégataire, sera de plein droit autorisé à contrôler les travaux au cours de leur exécution. Ils auront en conséquence libre accès permanent au chantier et seront destinataires des comptes rendus de chantier.

Si une modification des plans d'exécution était nécessaire en cours de chantier, la collectivité devra en être avertie afin de se prononcer, après consultation de son délégataire, sur la validité de cette modification.

Le non-respect de ces étapes expose l'aménageur privé à la non-conformité de son projet.

1.3.3 Contrôles et Réception

En sus des contrôles propres à l'entreprise (autocontrôle), les contrôles réceptions doivent être effectués par un organisme accrédité COFRAC, en phase finale du chantier avant la réfection définitive des voiries.

Les organismes habilités à effectuer les contrôles doivent respecter les critères suivants :

- L'organisme et les personnes intervenant sont complètement indépendants d'entreprises effectuant des travaux dans le domaine de la construction, de la réhabilitation, et de l'exploitation des réseaux.
- L'organisme ne réalise pas d'essais d'autocontrôle pour le compte de l'entreprise de travaux.
- L'organisme dispose des matériels adaptés au chantier, des personnels qualifiés et compétents, et des références (notamment en autocontrôles). L'organisme devra acquérir la qualification ISO 9003. La société s'interdit le recours à d'autres personnels ou sous-traitants pour la réalisation des essais.
- L'organisme s'engage à respecter strictement les cahiers des charges et protocoles d'essais.

Pour qu'un réseau d'eau potable, réalisé par un aménageur privé, soit raccordé au réseau public, les contrôles suivants auront été réalisés au préalable :

- Le contrôle d'implantation : le plan de récolement remis à la collectivité
- Le contrôle d'étanchéité (essais de pression) remis au délégataire
- Le contrôle sanitaire (désinfection + analyse bactériologique) remis au délégataire

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Lorsque ces contrôles ont satisfait au présent Cahier des Charges, un procès-verbal de constat de conformité est établi par le maître d'ouvrage et visé par le délégataire et la collectivité. Le réseau construit peut alors être raccordé au réseau public et mis en service.

1.3.4 Devenir des installations et raccordement

Seuls les ouvrages et canalisations réalisés au niveaux de voiries ou espaces libres ayant vocation à être classés dans le domaine public pourront être intégrées au réseau public et incorporées au service affermé, après leur remise à la Collectivité par le maître d'ouvrage.

Sont considérés comme tel les opérations pour lesquels le maître d'ouvrage fournira une attestation écrite ou une copie de la délibération de la Commune concernée s'engageant à reprendre les voiries dans le domaine public communal. Ce document doit être fourni par le maître d'ouvrage qui devra en faire directement la demande à la Commune.

Le raccordement au réseau public consistera, sous réserve du procès-verbal de constat de conformité :

- en un raccordement direct au réseau public pour les installations incorporées au service affermé ;
- en un raccordement par l'intermédiaire d'un poste de comptage général pour les installations non incorporées au service affermé. Dans ce cas, le maître d'ouvrage devra souscrire un abonnement à caractère collectif et pourra se rapprocher des services du délégataire afin de mettre en place une procédure d'individualisation des compteurs.

Il est à noter, pour les installations non incorporées au service affermé, que dans le cas où une défense extérieure contre l'incendie devra être mise en place, conformément aux prescriptions du Service de Secours et d'Incendie, celle-ci se fera par le biais d'un réseau dédié à la défense incendie et raccordé par l'intermédiaire d'un système de comptage distinct.

Le raccordement au réseau est à la charge du maître d'ouvrage et réalisé par le prestataire de la collectivité ou le délégataire suivant les conditions prévues au contrat de délégation.

La limite des travaux de raccordement est, au minimum, la limite du domaine public.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

2 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES RELATIVE A LA CREATION DE RESEAU D'EAU POTABLE

Le projet d'alimentation en eau potable de l'opération devra être validé dans son intégralité par la collectivité après consultation de son délégataire ainsi que les services d'incendie et de secours avant tout démarrage des travaux.

Les modalités d'exécution des travaux doivent suivre rigoureusement le fascicule n°71 « Ouvrages d'eau potable » du cahier des clauses techniques générales applicable aux marchés publics des travaux (circulaire n°92-42 du 1er juillet 1992).

2.1 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

2.1.1 Exécution des tranchées

Les tranchées seront réalisées conformément au profil en long. La hauteur de couverture minimale sur la génératrice supérieure sera de 80 cm. En cas d'impossibilité technique d'assurer un tel recouvrement, une protection mécanique complémentaire sera exigée (dalle béton armé de répartition, fourreau ...) toujours en application de la réglementation en vigueur et suivant les directives du délégataire. En tout état de cause, les couvertures minimales des canalisations seront conformes à la norme AFNOR NFP 98-331. Les largeurs de tranchées doivent être suffisantes pour qu'il soit aisé d'y placer les canalisations, tuyaux, appareils de fontainerie, etc. d'y effectuer convenablement les remblais, le compactage, et éventuellement d'y confectionner les joints.

Le fond des tranchées sera dressé et compacté, de façon que les canalisations reposent sur le sol sur toute la longueur. Toute tranchée de profondeur supérieure à 1,30 mètre sera blindée suivant la réglementation en vigueur.

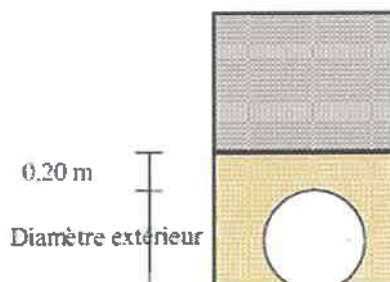
2.1.2 Remblayage des tranchées

Le lit de pose, le calage et l'enrobage de la canalisation seront réalisés avec du sable.

Le lit de pose devra être d'une épaisseur de 10 cm en-dessous de la génératrice inférieure extérieure de la canalisation.

Le remblayage devra être d'une épaisseur de 20 cm au-dessus de la génératrice supérieure extérieure de la canalisation.

➤ Les robinets vanne seront posés



Un grillage avertisseur détectable à la couleur conventionnelle (bleu) sera positionné à 20 cm au-dessus et dans l'axe de la génératrice supérieure de la canalisation, conformément à la norme NF P 98 332.

Accusé de réception du Ministère de l'Intérieur
033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Les remblais sont prioritairement effectués avec des matériaux d'apport conformes aux règles de l'art. Dans le cas d'une réutilisation des matériaux en place, celle-ci doit être validée par le délégataire. Dans tous les cas, les matériaux utilisés doivent être compatibles avec les recommandations éventuelles issues de l'étude géotechnique et permettre à l'entreprise de respecter les objectifs de densification adaptés au type de chaussée.

Les gestionnaires de la voirie (Conseil Général, DDTM, Communes...) pourront imposer d'autres techniques de remblaiement. Le compactage des tranchées est effectué conformément aux prescriptions de la norme NF P 98.331.

2.1.3 Conduites de distribution

Le diamètre des conduites sera ajusté au moment de l'analyse du projet (note de calcul) par le maître d'ouvrage. Il sera remis une note de calcul hydraulique justifiant le diamètre des conduites qui seront conformes à la norme EN 545-2007 et qui devra être validé par la collectivité après consultation de son délégataire.

L'ensemble des matériaux employés devront être conformes aux normes en vigueur pour l'eau potable, normes établies par le CCTG, fascicule 71, soit NF EN 15-61 et EN 545. Ces matériaux doivent disposer d'une Attestation de Conformité Sanitaire (ACS) délivrée que par un laboratoire habilité par le ministre chargé de la santé en application de l'article R*. 1321-52 du code de la santé publique.

Tous les équipements du réseau devront pouvoir satisfaire à une Pression de Fonctionnement Admissible (PFA) de 16 bars minimum.

Les canalisations non détectables devront être équipées de systèmes de puces ou de systèmes assurant leur détectabilité.

Il sera favorisé la pose, soit de joints à griffes, soit de joints verrouillés à la mise en place de butées en béton pour assurer le maintien de la conduite dans le sol.

Toute canalisation en antenne devra, à son extrémité, être équipée d'une plaque pleine taraudée équipée d'une vidange ou d'une purge.

2.1.4 Branchements

Les branchements de DN25 à DN63 sont réalisés par :

- Un collier de prise en charge sur la conduite de distribution en fonte ductile à joint incorporé,
- Un robinet de prise en charge posé sous bouche à clé avec coupelle de centrage
- Une canalisation polyéthylène haute densité avec les caractéristiques suivantes :
 - Type multicouche PE100 RC (résine conforme à la PAS 1075) avec un revêtement intérieur PVDF
 - Dimensions du tube conformes à la NF EN 12201-2 dérivée SDR11
 - Un dispositif de comptage situé en limite de propriété entre le domaine privé et le public :
 - Un coffret de façade isotherme avec une partie aérienne de dimension et de résistance adaptée à l'emplacement et au dispositif de comptage et d'une partie enterrée qui assure la résistance au gel par convection naturelle. ,
 - un robinet d'arrêt (un robinet-vanne selon le diamètre dudit branchement) avant compteur inviolable ou un dispositif équivalent,
 - un robinet de sûreté après compteur avec purgeur incorporé
 - un compteur de classe C (de classe B pour les besoins incendie), fourni par le délégataire
 - un module de télélevé des index, fourni par le délégataire.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Les branchements seront munis d'un dispositif antipollution.

L'ensemble des caractéristiques techniques du dispositif devra être validé par le délégataire.

Les raccords en laiton pour l'assemblage des conduites de branchements en polyéthylène et raccordements seront conformes aux normes DIN 8076 et 190.

Les diamètres des branchements ainsi que ceux des compteurs seront déterminés par le Délégataire, en fonction des prévisions de consommations indiquées par le Maître d'Ouvrage. Le compteur est toujours implanté dans la mesure du possible à 1 m de la limite de propriété et dans tous les cas à moins de 5 mètres de la limite de propriété.

En outre, la pose d'un ensemble de disconnexion conforme à la norme antipollution NF EN 12729 pourra être imposée, si l'installation intérieure présente un risque de pollution spécifique. Le dispositif de protection, ainsi que les conditions de son installation, devront être déterminés en liaison avec le délégataire.

Les branchements seront établis à une profondeur d'environ 0,80 mètre sur toute leur longueur jusqu'à leur point de pénétration dans le coffret (le regard ou la chambre) ou dans le bâtiment à desservir. Ils seront posés perpendiculairement à la conduite sur laquelle ils seront raccordés.

A titre informatif, dans le cadre de l'application de la loi SRU, le pétitionnaire est invité à se rapprocher du Délégataire So'Bass qui lui transmettra les éléments à mettre en œuvre pour organiser une éventuelle individualisation des compteurs d'eau froide dans les logements collectifs.

Les raccordements après compteur sont à la charge du lotisseur

2.1.5 Robinetterie- Fontainerie

L'ensemble des pièces sera en fonte de type GS ou équivalent et devra obligatoirement répondre aux normes du CCTG fascicule 71.

Vannes :

Les vannes seront du type :

- Pour un diamètre inférieur ou égal à 300mm : robinets-vannes à opercule caoutchouc PFA 16 bars posés sous bouche à clé
- Pour un diamètre supérieur à 300mm : robinets-vannes à papillon PFA 16 bars posés sous regards.

Il est rappelé que le sens de fermeture des vannes de réseau sera antihoraire (FSAH).

Bouches à clés :

Les bouches à clés seront de série lourde réhaussables sous chaussées (5kg) et de séries légère (3kg) sous trottoirs, verrouillables, formes hexagonale pour Robinets-vannes, forme carré pour vidange et purges, forme ronde pour robinets de branchements.

Vidanges :

Les vidanges sont des organes de protection du réseau. Elles permettent de vidanger les canalisations autant lors d'interruption de service qu'en exploitation. Elles seront systématiquement mises en place en bout de réseau. Elles seront raccordées sur la conduite par un collier de prise en charge sous bouche-à-clef ou sur une plaque pleine si la conduite est en antenne et présenteront une remontée en polyéthylène bande bleu raccrodé à un coffre ventouse.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Ventouses :

Les ventouses devront permettre le dégazage et l'entrée d'air dans la conduite. Elles seront d'une dimension adaptée au diamètre de la canalisation et seront d'un modèle agréé.

Poteau incendie :

Les poteaux incendie seront en DN 100 mm (sauf cas particulier), incongelable, à prises apparentes et de type renversable.

2.2 RECEPTION ET ESSAIS

2.2.1 Plans de récolement :

En fin de chantier, les plans de récolement seront fournis en plusieurs exemplaires et seront établis au format papier et informatique.

L'aménageur privé devra donner toutes les précisions (tracé, diamètre et nature de la conduite, l'indication des branchements repérés planimétriquement, les bouches-à-clefs ...). Les ouvrages rencontrés lors des fouilles seront reportés sur le plan de récolement.

Ce plan de récolement sera rattaché au système de Coordonnées National RGF 93 (EPSG 2154) et ses projections (Nivellement Général de la France).

Ces dossiers seront conformes au décret du 26 décembre 2000 et à l'arrêté du 25 février 2012. Ils seront remis à la collectivité et soumis à la validation du délégataire avant le constat de conformité du réseau.

2.2.2 Essais de pression

Les épreuves d'étanchéité sont à réaliser sur 100% des linéaires des travaux.

Préalablement à toute réception d'un réseau neuf, l'entreprise doit réaliser les épreuves hydrauliques conformes au fascicule 71 du CCTG travaux.

La pression d'épreuve doit être supérieure ou égale à 1.5 x la pression de service. Les informations sur la pression de service sur la zone concernée seront fournies par le délégataire.

Elle doit être appliquée pendant une durée de 30 minutes sans que la diminution de pression soit supérieure à 0.2 bars (conformément au fascicule 71).

2.2.3 Essais de potabilité

Le code de la santé publique, notamment son article R. 1321-56, impose que les réseaux et installations de distribution d'eau destinées à la consommation humaine doivent être nettoyés, rincés et désinfectés avant toute mise ou remise en service.

Le délégataire a l'obligation de s'assurer de la conformité des analyses avant la première mise en service, ainsi qu'après toute intervention susceptible d'être à l'origine d'une dégradation de la qualité de l'eau. A ce titre, le délégataire fournira au maître d'ouvrage le protocole standard des opérations de désinfection à réaliser.

Les analyses réalisées dans ce but doivent être effectuées par un laboratoire agréé par le Ministère de la Santé et transmises au délégataire pour validation.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Un procès verbal sera établi lors de la dernière réunion de chantier et validé avec d'éventuelles réserves entre le maître d'ouvrage, le délégataire et la collectivité.

2.2.4 Raccordement en partie privée

Les installations publiques de distribution d'eau sont localisées en entrée de desserte de l'aménagement.

En l'absence de rétrocession dans le domaine public formalisée par une attestation écrite ou une copie de la délibération de la Commune d'implantation une chambre de comptage sera prévue à la charge de l'aménageur selon les prescriptions techniques du délégataire.

Dans le cas d'une rétrocession formalisée, le réseau sera mis en attente au point de raccordement, qui pourra être réalisée suite au contrôle et à la validation des documents de réception et d'essai par le délégataire.

L'alimentation en eau potable du projet sera assurée par le réseau privé mis en place par le lotisseur dans le cadre de son aménagement.

L'aménageur se doit d'assurer le raccordement entre les installations publiques et le réseau privé. Celui-ci ne pourra être réalisé que suite à la validation par le délégataire SO'BASS des rapports d'essai de pression et de potabilité. Le délégataire devra impérativement être informé de la date prévue de réalisation du raccordement afin, s'il le souhaite, de pouvoir assurer le contrôle de sa bonne exécution.

Page 196/439

Chaîne d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 85 3C 3C 5E A8 A8
Publié le : 19/12/2025
Par : DAVET Patrick
Document certifié conforme à l'original
<http://publiact.fr/documentPublic/844435>

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Arrêt projet PLU La Teste-de-Buch

Avis COBAS

Partie Habitat

Pièces du PLU (extraits)	Observations COBAS
RAPPORT DE PRESENTATION	
<p>TOME 3 : Explication du projet et déclinaison réglementaire</p> <p>Page 8</p> <p>1.1.4 LES BESOINS REPERTORIES EN MATIERE D'EQUILIBRE SOCIAL DE L'HABITAT</p> <p>« Encadrer le dynamisme démographique par le maintien et l'accueil de jeunes et familles avec enfants pour pérenniser le rajeunissement sur la commune et lutter contre la tendance structurelle de vieillissement de la population.</p> <p>Bien ajuster les besoins fonciers pour la création de logements avec les prévisions d'accueil démographique, en tenant compte notamment des phénomènes de desserrement des ménages et de rétention foncière.</p> <p>Favoriser le développement d'une plus grande diversité et mixité de l'offre d'habitat sur la commune, et notamment favoriser les opérations développant l'offre en habitat locatif et/ou social afin de pouvoir faciliter l'accès au logement à tous les publics ».</p>	<p>Convergent avec le PLH.</p>
<p>Pages 11 & 12 :</p> <p>1.2.1 LES ORIENTATIONS GENERALES DES POLITIQUES D'AMENAGEMENT (dans la partie explication du projet de PADD)</p> <p>Sur la démographie</p> <p>« (...) avec plus de 26269 habitants sur son territoire en 2021, la Ville de La Teste de Buch se doit d'apporter des logements adaptés aux besoins, dans le temps et dans l'espace selon le contexte urbain, paysagers et environnemental. S'appuyant depuis plusieurs années sur un Programme Local de l'Habitat, le territoire bénéficie d'un portage et d'un accompagnement extrêmement important dans le suivi de l'amélioration du parc de logements existants et de la création de logements sociaux. L'enjeu de la démarche d'élaboration du PLU est désormais d'assurer une cohérence d'ensemble dans les démarches de planification et de programmation urbaine. Il s'agit donc de permettre désormais d'aller plus loin dans la recherche d'adéquation de la production de logements neufs avec les besoins réels des habitants du territoire. <u>Le PLU doit donc mettre en place les outils nécessaires à la politique de l'habitat du territoire et qui manquait jusqu'alors, notamment pour répondre aux obligations de production de logements sociaux</u> ».</p> <p>Et d'ajouter :</p>	<p>Le PLH 2025-2031 comporte plusieurs actions visant à répondre aux obligations de production de logements sociaux : financement, projet de charte, accession sociale, partenariat avec l'EPF, etc.</p>

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

« Toutefois, la régulation de l'attractivité démographique d'un territoire ne se décrète pas. A la lecture des objectifs affichés dans le chapitre introductif, la commune a identifié plusieurs hypothèses de croissance permettant de vérifier à la fois :

- La capacité à produire le logement nécessaire à cette croissance, tenant compte des obligations de rattrapage du nombre de logements sociaux ;
 - La nécessité de s'assurer d'une maîtrise du développement urbain au regard des enjeux naturels présents sur le territoire.
- (...)

Et au regard des limites de prélèvement de la ressource en eau potable, avec toutes les difficultés que cela peut générer, la responsabilité du territoire est d'assurer une production de logements et donc un accueil de population qui soient calibrés en fonction des capacités de desserte en eau potable et des capacités d'assainissement.

Cette orientation majeure du projet conduit donc la ville de la Teste de Buch à inscrire son développement dans une perspective de mise sur le marché d'environ 205 nouveaux logements par an, soit environ 2460 logements à échéance du PLU projeté à 2037 comme seuil (il s'agit de se baser sur les objectifs du PLU, sur 6 ans en le reconduisant une fois, soit 12 ans d'application).

(...°

La commune a fait le choix de retenir l'hypothèse intermédiaire avec un taux de croissance à 0,8%. Ce taux de croissance constitue un seuil raisonnable de développement qui permet de prendre en compte la capacité d'accueil du territoire, l'enjeu de la préservation environnementale et également les risques naturels qui pèsent sur celui-ci.

L'enjeu est donc d'établir une corrélation entre :

- Le fait que la commune soit un territoire attractif en expansion ce qui induit de nouveaux besoins en matière de logements, mais également en matière de développement économique ;
- Les obligations en matière de logements sociaux issues des lois SRU : dans le respect d'un rattrapage acceptable et soutenable des 25% de logements sociaux ;
- La protection de notre environnement, symbole de l'identité du territoire ».

Possibilité également d'accompagner les communes dans la mise en œuvre d'outils de régulation ou d'encadrement de la production de logements au titre de la fiche action 13 du PLH 2025-2031.

Conforme au PLH

Remplacer (objectifs du) « PLU » par «PLH».

Le PLH 2025-2031 vise (également) une croissance démographique de 0,8% à 2030 et 0,7% à 2040, conformément au SCOT. Le précédent PLH (2017-2024) évoquait aussi le fait de « revenir à des dynamiques démographiques « raisonnables ».

1.2.1 LES ORIENTATIONS GENERALES DES POLITIQUES D'AMENAGEMENT (dans la partie explication du projet de PADD)

Page 12 :

« **L'équilibre territorial** est donc fondamental dans la révision du Plan Local d'Urbanisme, à la fois en déclinaison géographique pour identifier les centralités à conforter ou développer en compatibilité avec le SCoT du SYBRAVAL, mais également en matière d'accueil de population pour poursuivre en cohérence avec les besoins du territoire les engagements déjà menés par la COBAS dans sa politique d'habitat (PLH). La répartition de la programmation entre les pôles s'appuie donc sur plusieurs facteurs, parfois évolutifs dans le temps :

- un équilibre compatible avec les objectifs du SCoT du SYBARVAL, et des objectifs de réduction de consommation des espaces naturels agricoles et forestiers.

Dont acte

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

<ul style="list-style-type: none"> - un équilibre compatible avec l'application de la loi littoral, - un équilibre compatible avec les orientations du <u>Programme Local de l'Habitat (PLH) : dont l'enjeu majeur est de s'assurer que la ville soumise à l'article 55 de la loi SRU soit en mesure de répondre aux besoins en logements sociaux sur le territoire, tout en poursuivant la politique d'amélioration de l'habitat existant dans le parc de logements public et privé ».</u> <p>et d'ajouter plus loin (en lien avec le développement économique)</p> <p><u>« Ces arguments récents amènent la commune à devoir agir de manière concomitante, afin de combiner le développement du parc résidentiel, tout en proposant un développement des activités économiques nécessaire à l'accueil de ce nouveau parc de logements, mais avec l'idée sous-jacente de garder la maîtrise sur la consommation de l'espace ».</u></p>	<p>Dont acte</p> <p>Dont acte</p>
<p>1.2.7 L'HABITAT (dans la partie explication du projet de PADD)</p> <p>« (...)</p> <p><u>La référence programmatique au Schéma de Cohérence Territoriale constitue un point de cadrage initial du projet programmatique du PLU. En effet, le SCoT du SYBARVAL approuvé en 2024 s'était appuyée sur des perspectives de croissance démographique très ambitieuses, à hauteur de 0,8% par an d'ici à 2030. Or, abstraction faite de la période de pandémie de 2020-2021, force est de constater que La Teste de Buch a plutôt connu une croissance démographique moyenne d'environ 0,2% par an, en particulier sur la période 2014-2020.</u></p> <p>(...)</p> <p><u>La ville a donc plutôt fait le choix initial de s'inscrire dans un scénario de croissance démographique plus soutenu que ces dernières années. Il est donc ressorti la perspective de construire un Plan Local d'Urbanisme s'appuyant sur une perspective démographique de croissance de 0,8% par an jusqu'en 2037. L'année 2037 comme horizon programmatique pour le PLU étant justifié par la logique d'intégrer l'équivalent de deux temps de vie d'un Programme Local de l'Habitat (PLH) dans la déclinaison réglementaire du PLU, à savoir deux fois six ans.</u></p> <p><u>Ainsi la projection démographique et la déclinaison en logements peuvent être déclinées de la manière suivante et de programmer la mise sur le marché d'environ 205 logements par an, soit 2460 logements d'ici 2037, dont 1560 logements sociaux.</u></p> <p><u>Pour diversifier et organiser l'accueil de nouvelles populations, plusieurs orientations sont fixées :</u></p> <p><u>Acter d'une croissance de population de 0,8% par an sur la commune, en compatibilité avec les objectifs fixés par le SCoT du Bassin d'Arcachon et du Val de l'Eyre et répondre aux besoins en logements en découlant.</u></p> <p><u>Répondre aux besoins et aux objectifs de production de logements, à savoir 205 nouveaux logements par an, dont 130 logements sociaux par an (soit 55%) afin de répondre à l'objectif</u></p>	<p>Soit 130 LLS x 12 ans Conforme au PLH</p> <p>Dont acte</p>

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

de rattrapage des obligations légales (cf. Article 55 de la loi SRU),
rappelé par le PLH ;

Poursuivre la diversification du parc de logements (notamment par
la création de logements locatifs) et garantir une mixité sociale et
intergénérationnelle (notamment en favorisant le parcours
résidentiel pour les testerins (étudiants, jeunes ménages) ainsi
qu'en répondant aux besoins d'une population

Permettre le développement de l'offre de logements à destination
des saisonniers en tant que commune touristique »

1.2.7 L'HABITAT (dans la partie explication du projet de PADD)

Page 26 :

« Le Plan Local d'Urbanisme propose plusieurs outils pour
atteindre progressivement les différents objectifs visés :

Dans le règlement écrit, la reconduction systématique d'une
proportion de logements sociaux à réaliser en fonction de plusieurs
paramètres, correspondant à un objectif de diversité sociale dans
les zones urbaines : les zones concernées et les tailles
d'opérations de logements visés avec des seuils de
déclenchement qui débutent à partir d'opération de 4 logements
ou lots.

Dans le règlement graphique, des servitudes de mixité sociale
peuvent être positionnées sur certaines parcelles ou ensembles
de parcelles de manière à favoriser l'émergence d'opération
d'aménagement d'ensemble comportant une proportion
importante de logements sociaux.

Dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation
(OAP) sectorielles, que ce soit pour des communes concernées
par des obligations de production de logements sociaux ou non, la
définition d'un prorata de logements sociaux à réaliser par
opération d'aménagement d'ensemble. Toutes les communes «
SRU » sont concernées aussi bien sur des zones ouvertes à
l'urbanisation (zones 1AU) ou sur des zones urbaines en
renouvellement (zones U).

Des zones 2AU (réserves foncières) inscrites dans la
comptabilisation des logements à produire avec la mise en place
d'une servitude de mixité sociale afin d'atteindre les objectifs de
production de logements sociaux du PADD et du PLH. Ces zones
2AU seront ouvertes dans le cadre d'une révision du PLU au-delà
de la temporalité de 6 ans ».

Et plus loin, d'ajouter :

« De plus, pour atteindre ces objectifs, il est nécessaire de
compléter les outils réglementaires :

- Favoriser la diversité des formes urbaines permettant de
produire un habitat diversifié en opposition à la production
uniforme de lotissements, qui a dominé sur la ville jusqu'au début
des années 2000. L'acceptation d'une densification adaptée
permet de produire des formes plus collectives et qualitatives qui
sont une réelle alternative à la consommation foncière.

Dont acte

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

<p><i>Adapter la production du logement aux besoins en matière de mixité sociale répondant aux objectifs de l'article 55 de la loi SRU portant obligation à la commune de disposer de 25 % de logements sociaux calculés par rapport au nombre de résidences principales. Afin de s'assurer une production allant dans le sens de la loi dans un marché immobilier dynamique, la commune a décidé de renforcer la réglementation du PLU afin d'associer à l'effort de production, les opérateurs et les projets privés ».</i></p>	<p>La future charte en faveur du logement social associera également les promoteurs, aménageurs (fiche action 1).</p>
<p>1.2.7 L'HABITAT (dans la partie explication du projet de PADD) Page 28 (sur la production de logement social)</p> <p><i>« Ainsi en ajoutant les logements sociaux produire dans le cadre du PLU et les logements non encore comptabilisés, le bilan est positif puisqu'il s'élève à 1604 unités, dépassant l'objectif du PLU de 260 logements ».</i></p> <p>Ces 1604 logements sociaux sont calculés comme suit : 853 issus des SMS dans les futures OAP + 751 logements supplémentaires prévus au titre du « travail déjà engagé par la ville ».</p>	<p>N'y aurait pas une erreur sur le chiffre de 260 logements (en dépassement) ? 1604 (logements sociaux prévus) – 1560 (objectif) = 44 et non 260.</p> <p>=> + 44 logements sociaux par rapport à l'objectif de 1560 sur la durée du PLU.</p> <p>Conforme au PLH</p>
<p>ORIENTATIONS</p> <p>Page 6 : <i>« Répondre aux besoins et aux objectifs de production de logements, à savoir 205 nouveaux logements par an, dont 130 logements sociaux par an (soit 63%) afin de répondre à l'objectif de rattrapage des obligations légales (cf. Article 55 de la loi SRU), rappelé par le PLH. »</i></p> <p>Page 7 : <i>« Ainsi, et pour atteindre les objectifs de création de logements (sociaux et libres), il ressort de l'étude de densification menée que sera nécessaire la mobilisation d'environ :</i> - 12 hectares d'« ENAF » situés au sein de l'enveloppe urbaine (et qui seront classés en zones urbaines ou à urbaniser).</p> <p><i>L'objectif est de ne pas étendre l'urbanisation en privilégiant l'intensification le long de certains axes et points stratégiques pour créer de nouvelles centralités secondaires (notamment le long de l'avenue Charles de Gaulle).</i> - 23 hectares d'ENAF situés en extension de l'enveloppe urbaine (et qui seront classés en zones à urbaniser à long terme - 2AU) afin de répondre aux objectifs de mixité sociale, dans le respect du principe de continuité avec de l'« agglomération » de la loi littoral ».</p>	
<p>Conforme au PLH</p> <p>Mobilisation en tout de 53,56 Ha de foncier sur 12 ans : 18 ha en densification + 35,57 ha d'espaces NAF en densification/extension à court terme ou extension à long terme. En sachant que le PLH prévoit 24,6 Ha sur 6 ans.</p> <p>Compatible avec le PLH.</p>	



Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

**REGLEMENT D'INTERVENTION POUR
RACCORDEMENT SUR LE RESEAU
D'EAU POTABLE**

- Notice de raccordement sur le réseau d'eau potable ;
- Cahier des prescriptions techniques pour les lotissements et les ensembles immobiliers de plus de 20 logements.

Page 202/439

Chaine d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 85 3C 3C 5E A8 A8
Publié le : 19/12/2025
Par : DAVET Patrick
Document certifié conforme à l'original
<http://publiact.fr/documentPublic/844435>

Notice de raccordement sur le réseau d'eau potable

L'ALIMENTATION EN EAU EST L'UNE DES PREMIÈRES TÂCHES QUE VOUS DEVEZ ANTICIPER, CAR L'ALIMENTATION EN EAU EST NECESSAIRE POUR LA PLUPART DES TRAVAUX REALISES CHEZ VOUS

✚ Quand faire sa demande de raccordement ?

La demande est à effectuer uniquement après l'obtention du permis de construire ou d'aménager.

Toutefois en cas de projet isolé ou de doute sur la présence d'un réseau d'eau potable sur le domaine public à proximité, vous pouvez, dès la préparation de votre projet prendre l'attache du délégataire du service public d'eau potable dont les coordonnées sont indiquées sur le site

www.agglo-cobas.fr

✚ A qui adresser sa demande ?

La COBAS exerce la compétence EAU POTABLE sur son territoire. Elle a confié, par voie de délégation de service public, l'exploitation de son réseau à un délégataire qui intervient sous la marque de So'Bass.

Votre projet concerne :

- ❖ Une maison individuelle ;
- ❖ Un immeuble ou ensemble de moins de 20 logements ;
- ❖ Autres cas ;

- ❖ Un immeuble ou ensemble de plus de 20 logements ;
- ❖ Un lotissement accompagné de la mise en place de réseau en domaine privé

Contacter la So'Bass

Coordonnées sur www.sobass.fr

Contacter la COBAS

Coordonnées sur www.agglo-cobas.fr

✚ Cas des raccordements de lotissements ou d'ensembles de plus de 20 logements

L'aménageur devra, dès la phase de conception de son projet, intégrer et tenir compte des prescriptions définies dans le « Cahier des prescriptions techniques pour la réalisation des réseaux d'eau potable » accessible depuis le site internet de la COBAS et transmis avec l'autorisation d'urbanisme.

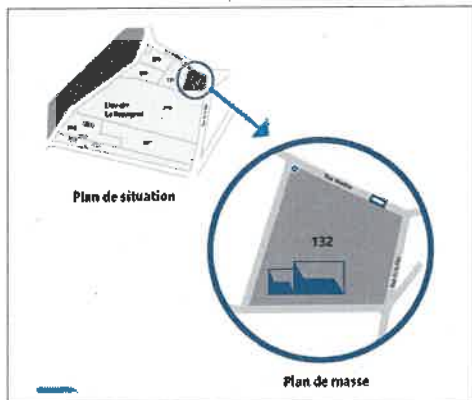
Le non-respect des prescriptions définies dans ce cahier technique expose l'aménageur à un risque de refus de raccordement de l'opération au réseau public.

Cas d'un branchement de maison individuelle

La demande est à réaliser auprès du délégataire après l'obtention du permis de construire.

La démarche est décrite sur le site du délégataire **www.sobass.fr**. Pour réaliser votre demande, préparer les éléments suivants :

La localisation de mon projet :



- ❖ Le permis de construire
- ❖ Le plan de situation de la parcelle dans la commune
- ❖ Le plan de masse en indiquant l'emplacement souhaité :
 - Du compteur,
 - Du branchement d'eau,
 - De votre habitation.
- ❖ En fonction de votre situation :
 - Une attestation de TVA réduite,
 - Un extrait Kbis.

Mes besoins en eau :



- ❖ Nombre d'occupants de la maison,
- ❖ Nombre de salles de bain,
- ❖ Nombre de toilettes,
- ❖ Nombre de points d'eau.

Dans la continuité de votre demande, un technicien du délégataire intervient pour réaliser une visite d'étude et d'implantation de votre branchement. Un devis, tenant compte des spécificités de vos installations, vous est transmis à la suite de cette visite.

La réalisation de votre branchement peut être planifiée après l'acceptation de ce devis.

Description d'un branchement d'eau potable

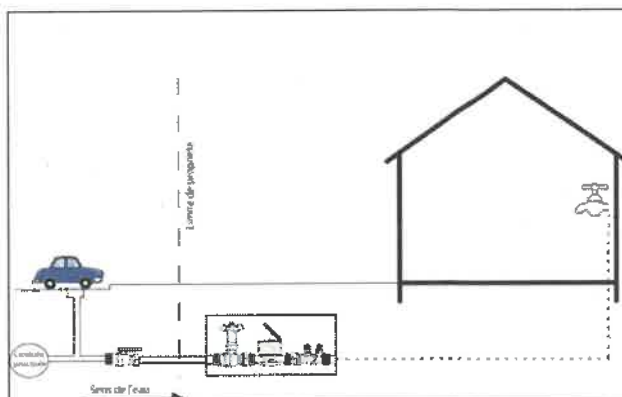
Votre branchement d'eau potable est réalisé par le délégataire du service public d'eau potable qui se charge de l'obtention des autorisations administratives (DICT, autorisations de voirie et arrêtés de circulation)

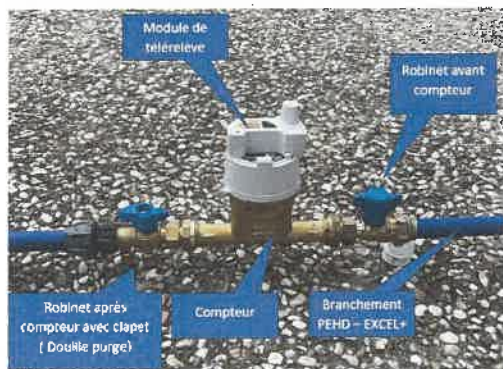
Les travaux de réfection des chaussées et trottoirs de la voie publique sont compris dans les travaux d'installation des branchements

Le terme « branchement » désigne l'ensemble compris entre la prise sur la conduite principale de distribution publique jusqu'à votre compteur.

Il comprend à minima :

- ◆ La prise d'eau sur la conduite publique,
- ◆ Le robinet de prise en charge sous bouches à clé,
- ◆ Le regard ou coffret abritant le système de comptage, pré isolé contre le gel





Le regard de comptage situé à proximité de la limite de propriété et appartenant à l'abonné comprend :

- ◆ Un robinet d'arrêt avant compteur,
- ◆ Un compteur de classe C fourni avec son plombage et équipé d'un système de télérelève des consommations,
- ◆ Un dispositif anti-pollution situé en aval immédiat du compteur et comprenant un clapet anti-retour.

Suivant la configuration de votre installation, votre compteur peut être positionné :

Dans un coffret de façade en limite de propriété

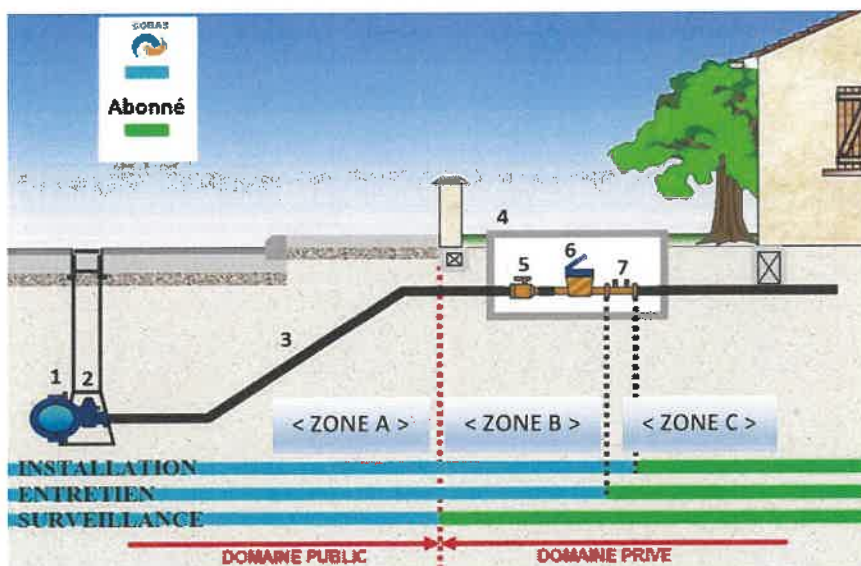


Dans un regard enterré situé au maximum à 1 mètre de la limite publique / privée



Suite à cette étape, les travaux de raccordement au réseau public d'eau potable sont terminés. Il vous appartient de mettre en place la canalisation privée entre le compteur et votre habitation. Pour réaliser ces travaux, vous pouvez faire appel à l'entreprise de votre choix.

Conformément au règlement du service public d'eau potable disponible sur les sites www.agglo-cobas.fr et www.sobass.fr, le régime de responsabilité du branchement est le suivant :



En ZONE A : la portion de branchement située sous la voie publique appartient au service de l'Eau Potable et fait partie intégrante du réseau dès sa mise en service. Le délégataire en assure l'entretien, les réparations et les éventuelles conséquences dommageables.

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

En ZONE B : la partie de branchement avant compteur située à l'intérieur de la propriété appartient au service de l'Eau Potable, excepté le regard ou le coffret qui sont la propriété de l'abonné. Le propriétaire du terrain s'assure que ce linéaire est libre de tout aménagement ou plantation et est garant de son accessibilité tout le long de son parcours. Le délégataire assure l'entretien et les réparations de cette canalisation et peut procéder à une réfection complète de celle-ci le cas échéant.

En ZONE C : la partie de branchement privée appartient au propriétaire de l'immeuble, qui en assure l'entretien et les réparations.

Economies d'eaux et protection de la ressource

L'eau potable est plus que jamais une ressource précieuse qu'il convient de préserver. Sur la COBAS, l'eau est majoritairement issue de nappes profondes. Ces eaux ont transité dans les sols pendant des dizaines d'années leur permettant de présenter une qualité et des caractéristiques particulièrement adaptées à la consommation humaine.

Optimiser sa consommation domestique :

Réduire sa consommation d'eau passe par certains gestes du quotidien et bonnes pratiques qui peuvent faire la différence.

En complément, la mise en place de kits hydro-économiques à votre domicile permet de réduire sensiblement le débit de vos installations. Ces kits sont disponibles gratuitement aux accueils clientèle du délégataire d'eau potable.



Favoriser les ressources superficielles :

Il faut privilégier l'utilisation d'eau potable pour un usage domestique. Sur notre territoire, des ressources alternatives moins vulnérables existent pour votre arrosage et l'entretien de vos extérieurs.

- Création d'un puit ou d'un forage en nappe superficielle,
- Mise en place de cuves de récupération d'eau de pluie en surface ou enterrée.

PS : Ces eaux de surface peuvent également être utilisées, dans le respect des modalités de mise en place définies au règlement de service, pour un usage domestique hors consommation alimentaire notamment pour remplir la chasse d'eau des WC et laver du linge.



Raisonner sa végétalisation :

Favoriser la mise en place d'essences locales acclimatées et peu consommatrices d'eau. L'utilisation d'essences poussant à l'état naturel ou naturalisées depuis longtemps, outre une adaptation au sol, au climat et aux usages locaux, présente l'intérêt d'une intégration harmonieuse au paysage.

Le bouleau verruqueux, les chênes liège, pédonculés, pubescents, verts, le pin maritime, ou encore le poirier commun sont des arbres qui s'adaptent très bien. Côté arbustes, privilégiez les ajoncs d'Europe, les arbusiers, la bruyère à balai, le houx, le pourpier de mer, le saule roux ...



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet - 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



COBAS



Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

Règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés

Approuvé lors du conseil communautaire du 19 décembre 2013
Dernière révision lors du conseil communautaire du 26/06/2024





Vu les textes réglementaires suivants :

- Directive CEE 75/442 du 15 juillet 1975 modifiée par la circulaire CEE 91/156 du 18 mars 1991, portant notamment sur la définition, l'élimination et la valorisation des déchets.
- Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 541-1 à L.541-46 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.
- Articles L.2224-13 à L.2224-17 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.).
- Article L. 5215-20-1 du C.G.C.T.
- Loi n°75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et la récupération des matériaux
- Loi du 13 juillet 1992 relative aux déchets d'emballages dont les détenteurs finaux sont les ménages.
- Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite loi Grenelle 2, codifiée à l'article L.541-21-1 du code de l'environnement
- Loi n°2015-991 du 7 août 2015 dite Loi NOTRe portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République :
- Loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte
- Loi n°202-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et économie circulaire du 10 février 2020
- Règlement sanitaire départemental de la Gironde – Arrêté préfectoral du 23 décembre 1983,
- Arrêtés Municipaux portant Règlement Sanitaire,
- Recommandation R437 de la CNAM relative à la collecte des déchets ménagers et assimilés,
- Délibération du Conseil Communautaire de la COBAS n°08-217 relative au traitement et à la collecte des déchets municipaux,
- Délibération du Conseil Communautaire de la COBAS n°09-134, du 18 mai 2009 relative à la modification du système de collecte,
- Délibération du Conseil Communautaire de la COBAS n° 05-202 du 11 juillet 2005 instaurant la redevance spéciale et validant le règlement d'origine,
- Délibération du Conseil Communautaire de la COBAS n° 06-104, 06-105 et 06-106 du 28 mars 2006 relatives au règlement de la redevance spéciale,
- Délibération n°15-11 du 29 janvier 2015 relative à la reprise en gestion directe du centre de valorisation des déchets,
- Délibération n°15-145 relative à la création d'une régie dotée de la seule autonomie financière chargée de la gestion du service public administratif de collecte et de traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.

Page 209/439

Chaîne d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 85 3C 3C 5E A8 A8
Publié le : 19/12/2025
Par : DAVET Patrick
Document certifié conforme à l'original
<http://publiact.fr/documentPublic/844435>



TABLE DES MATIERES

I. DISPOSITIONS GENERALES.....	9
A. OBJET	9
B. OBJECTIFS DU REGLEMENT DE COLLECTE.....	9
C. COMPETENCES « GESTION DES DECHETS » DE LA COBAS.....	9
D. FINANCEMENT DU SERVICE	10
1. <i>La taxe d'enlèvement des ordures ménagères.....</i>	<i>10</i>
2. <i>La redevance spéciale</i>	<i>10</i>
3. <i>Les autres recettes</i>	<i>10</i>
E. DEFINITIONS.....	10
F. CIRCULATION DES VEHICULES, SECURITE ET FACILITATION DE LA COLLECTE.....	11
1. <i>Prévention des risques liés à la collecte.....</i>	<i>11</i>
2. <i>Facilitation de la circulation des véhicules de collecte.....</i>	<i>11</i>
3. <i>Caractéristiques juridiques et techniques des voies permettant le passage des véhicules de collecte</i>	<i>12</i>
II. LA COLLECTE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES.....	13
A. ORGANISATION DE LA COLLECTE	13
1. <i>Collecte en porte-à-porte</i>	<i>13</i>
2. <i>Collecte en points d'apport volontaire</i>	<i>17</i>
B. GESTION ET UTILISATION DES CONTENANTS POUR LA COLLECTE EN PORTE-A-PORTE.....	17
1. <i>Règles d'attribution des bacs roulants pour les ménages résidant en maison individuelle ...</i>	<i>17</i>
2. <i>Règles d'attribution des bacs roulants pour les ménages résidant en habitat collectif.....</i>	<i>18</i>
3. <i>Présentation des déchets à la collecte</i>	<i>18</i>
4. <i>Vérification du contenu des bacs et dispositions en cas de non-conformité</i>	<i>19</i>
5. <i>Propriété et responsabilité</i>	<i>19</i>
6. <i>Maintenance, entretien et usage des bacs.....</i>	<i>19</i>
7. <i>Modalités de changement des bacs.....</i>	<i>19</i>
C. APPORTS EN DECHETERIES ET POINT VERT RESERVES AUX MENAGES	20
D. COLLECTES EXCEPTIONNELLES.....	20
E. RESIDENCES : COLLECTES SUPPLEMENTAIRES	20
III. LA GESTION DES DECHETS ASSIMILES	21
A. COLLECTE EN PORTE-A-PORTE ET EN PAV	21
B. APPORTS EN DECHETERIES PROFESSIONNELLES.....	21
C. CAS PARTICULIER DES PRODUCTEURS DE BIODECHETS.....	21



IV. PREVENTION ET COMMUNICATION	22
A. LES ACTIONS DE COMMUNICATION DE PROXIMITE	22
B. COMPOSTAGE AUTONOME	22
1. <i>Type de composteurs</i>	22
2. <i>Retrait : modalités, lieu et horaires</i>	22
3. <i>Conditions de mise à disposition</i>	22
4. <i>Prix</i>	22
V. DISPOSITIONS D'EXECUTION ET SANCTIONS	23
A. APPLICATION DU REGLEMENT DE COLLECTE	23
B. MODIFICATIONS DU REGLEMENT DE COLLECTE	23
C. EXECUTION DU REGLEMENT DE COLLECTE	23
D. NON-RESPECT DES MODALITES DE COLLECTE	23
E. DEPOTS SAUVAGES	23
F. BRULAGE DES DECHETS	23
ANNEXE 1 : ACCESSIBILITE DES VOIES AUX VEHICULES DE COLLECTE	25
ANNEXE 2 : REGLEMENT DE COLLECTE EN PORTE A PORTE DES DECHETS PROFESSIONNELS	28
A. OBJET	28
B. LES PERSONNES ASSUJETTIES	28
C. LES PERSONNES NON ASSUJETTIES	28
D. NATURE DES DECHETS ET QUANTITES ACCEPTEES	28
1. <i>Définition des déchets assimilés</i>	28
2. <i>Déchets exclus</i>	29
3. <i>Quantités maximales acceptées</i>	29
4. <i>Contrôles</i>	30
E. MODALITES DE LA COLLECTE EN PORTE-A-PORTE	30
1. <i>Modalités générales de présentation des déchets à la collecte</i>	30
2. <i>Fréquence de collecte</i>	30
3. <i>Cas des jours fériés et évènements exceptionnels</i>	30
F. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DU CONTRAT	31
1. <i>Procédure</i>	31
2. <i>Obligations des parties au contrat</i>	31
G. GESTION ET UTILISATION DES BACS POUR LA COLLECTE EN PORTE-A-PORTE	32
1. <i>Propriété des conteneurs</i>	32
2. <i>Les contenants</i>	32



3. Gestion des bacs	32
H. GESTION ET UTILISATION DES CONTENEURS EN APPORT VOLONTAIRE	33
I. MODALITES FINANCIERES	34
1. Calcul de la redevance pour la collecte en porte-à-porte.....	34
2. Calcul de la redevance spéciale forfaitaire en bacs roulants collectifs ou en point d'apport volontaire 34	
3. Calcul de la redevance pour une collecte en colonnes enterrées ou semi-enterrées équipées d'un contrôle d'accès	34
4. Calcul de la redevance pour une collecte en colonnes enterrées ou semi-enterrées utilisées par un seul usager	34
5. Recouvrement de la redevance spéciale.....	35
6. Révision des tarifs.....	35
7. Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) déductible.....	35
J. DUREE DU CONTRAT	35
K. REVISION DU CONTRAT	36
L. RESILIATION DU CONTRAT	36
M. LITIGES ET RECOURS.....	36
N. EXECUTION ET MODIFICATIONS DU REGLEMENT	36
1. Exécution.....	36
2. Modifications.....	36
O. CONSULTATION DU REGLEMENT	37

ANNEXE 2 BIS – REDEVANCE SPECIALE FORFAITAIRE : GRILLE D'APPLICATION DES FORAITS	38
---	-----------

ANNEXE 3 : COLLECTES EN POINT D'APPORT VOLONTAIRE POUR LES GROS PRODUCTEURS DE DECHETS.....	46
--	-----------

A. PRODUCTEURS CONCERNES.....	46
B. MODALITÉS DE MISE EN PLACE	46
C. CALCUL DE LA DOTATION	46
D. CONTRAINTES DE COLLECTE.....	47
E. CONTRAINTES GENERALES D'IMPLANTATION DES CONTENEURS ENTERRES (OU SEMI-ENTERRES) .	47
F. CARACTERISTIQUES DES VEHICULES DE COLLECTE (D'APRES LES CONTRAINTES MAXIMALES)	47
G. SCHEMAS DES CONTRAINTES DE COLLECTE ET D'IMPLANTATION DES CONTENEURS ENTERRES (OU SEMI-ENTERRES).....	48
H. DEFINITION DES CONDITIONS MINIMALES NECESSAIRES A LA MISE EN ŒUVRE DES PAV	49
I. ABSENCE OU RETARD DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX.....	49

ANNEXE 4 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA COLLECTE DES DECHETS EN HABITAT COLLECTIF DE MOINS DE 30 LOGEMENTS.....	50
---	-----------



A. REGLES D'ATTRIBUTION DES BACS ROULANTS EN HABITAT COLLECTIF	50
1. Détermination du nombre théorique d'occupants	50
2. Détermination du nombre de bacs à mettre à disposition	50
3. Changement de dotation	50
B. DISPOSITIONS RELATIVES A L'AMENAGEMENT DES LOCAUX OU EMBLEMES POUR LE STOCKAGE DES DECHETS	51
1. Détermination de la surface au sol nécessaire	51
2. Dispositions à suivre pour la création d'un local « poubelle » collectif	51
3. Cas des aires de présentation	52

ANNEXE 5 : REGLEMENT DES DECHETERIES ET POINT VERT RESERVÉS AUX PARTICULIERS 53

A. DEFINITION	53
B. ORGANISATION DE LA COLLECTE EN DECHETERIES ET POINT VERT SUR LE TERRITOIRE	53
C. JOURS ET HORAIRES D'OUVERTURE	54
D. CONDITIONS D'ACCES	54
E. ROLE DES USAGERS ET DES PERSONNELS DE DECHETERIES	55
F. REGLES DE SECURITE	55
G. DECHETS ACCEPTEES	55
H. DECHETS INTERDITS	58
I. SEPARATION DES MATERIAUX VALORISABLES	58
J. SURVEILLANCE ET ACCUEIL DES UTILISATEURS	58
K. INFRACTION AU REGLEMENT ET COMPORTEMENT DES USAGERS	59
L. LITIGES	59
M. MODIFICATIONS	59
N. CONSULTATION DU REGLEMENT	59
O. VIDEOPROTECTION	59

ANNEXE 6 : REGLEMENT DES DECHETERIES PROFESSIONNELLES 60

A. DISPOSITIONS COMMUNES AUX DECHETERIES PROFESSIONNELLES DE LA COBAS	60
1. Définition	60
2. Modalités d'accès et de dépôt	60
3. Dispositions financières	62
4. Durée du contrat	62
5. Résiliation du contrat	62
6. Litiges et recours	62
7. Exécution et modifications du règlement	63
B. DISPOSITIONS PARTICULIERES	63




1. Déchèterie professionnelle de La Teste de Buch 63

2. Déchèterie professionnelle du Teich 65

Page 214/439

Chaîne d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A8



Publié le : 19/12/2025
Par : DAVET Patrick
Document certifié conforme à l'original
<http://publiact.fr/documentPublic/844435>



I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

A. OBJET

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions et modalités de collecte des déchets ménagers et assimilés produits sur le territoire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud (COBAS) en vue de leur valorisation/recyclage ou de leur élimination.

Les prescriptions du présent règlement sont applicables à toutes personnes à l'origine de la production de déchets dont l'élimination est confiée à la COBAS, qu'elles soient physiques ou morales, sédentaires ou itinérantes, occupant une propriété, un local, un bâtiment public ou tout autre structure d'accueil, en qualité de propriétaire, locataire, usufruitier ou mandataire.

Le producteur se trouve de fait astreint au respect des règles définies par le présent règlement, lois, directives, décrets et arrêtés en vigueur sur le plan national et européen.

B. OBJECTIFS DU RÈGLEMENT DE COLLECTE

Le présent règlement de collecte répond à plusieurs objectifs :

- Garantir un service public de qualité,
- Définir et délimiter le service public de collecte des déchets,
- Présenter les modalités du service (consignes de tri, gestion des bacs, lieux et horaires, ...),
- Définir des règles d'utilisation du service de collecte,
- Informer et accompagner les usagers afin de favoriser la réduction des déchets et/ou la valorisation des déchets produits,
- Informer sur les différents équipements individuels et collectifs mis à disposition, sur le territoire, à titre gratuit ou onéreux en vue de la prise en charge des déchets par la collectivité,
- Rappeler les obligations de la COBAS et de ses usagers en matière de gestion de l'élimination des déchets, ainsi que les sanctions en cas de violation des règles,
- Assurer la sécurité et le respect des conditions d'exécution du service de ramassage des déchets ménagers et assimilés.

C. COMPÉTENCES « GESTION DES DÉCHETS » DE LA COBAS

La compétence collecte, valorisation et traitement des déchets est assurée par le Pôle Environnement de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud (COBAS) et comprend :

- La collecte des déchets ménagers et assimilés collectés en porte à porte et en point d'apport volontaire,
- La collecte en porte à porte des encombrants ménagers,
- La collecte de manifestations exceptionnelles,
- La gestion des déchèteries réservées aux particuliers,
- La gestion des déchèteries réservées aux professionnels,
- La gestion du centre de transfert et du centre de valorisation des déchets.



D. FINANCEMENT DU SERVICE

1. La taxe d'enlèvement des ordures ménagères

Le financement du service public d'élimination des déchets ménagers et assimilés est assuré principalement par la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés bâties. Le taux de cette taxe est fixé chaque année par la COBAS.

2. La redevance spéciale

Les collectivités qui assurent la collecte et le traitement de déchets non ménagers (des entreprises ou des administrations) « qui, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, peuvent être collectés et traités sans sujétions techniques particulières » (article L.2224-14 du Code Général des Collectivités Territoriales), peuvent instituer sur leur territoire, la redevance spéciale, en complément de la TEOM ; La redevance ne s'applique qu'une fois le montant de la TEOM acquitté et dument justifié au cours de l'année précédente (n-1) dépassé.

3. Les autres recettes

Dans le cadre de l'exercice de sa compétence, la COBAS perçoit des recettes liées à ses performances de tri et de valorisation des déchets de la part des éco-organismes agréés par l'Etat ; elle passe aussi des contrats de reprise des produits après tri avec des prestataires privés chargés de leur valorisation.

E. DÉFINITIONS

Le Décret n°2016-288 du 10 mars 2016 – (art. 6) modifie l'Article R 541-8 du Code de l'Environnement.

Au sens du dit titre, on entend par :

Déchet dangereux : tout déchet qui présente une ou plusieurs des propriétés de dangers énumérées à l'annexe III de la directive 2008/98/ CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives. Ils sont signalés par un astérisque dans la liste des déchets mentionnée à l'article R. 541-7.

Déchet non dangereux : tout déchet qui ne présente aucune des propriétés qui rendent un déchet dangereux.

Déchet inerte : tout déchet qui ne subit aucune modification physique, chimique ou biologique importante, qui ne se décompose pas, ne brûle pas, ne produit aucune réaction physique ou chimique, n'est pas biodégradable et ne détériore pas les matières avec lesquelles il entre en contact d'une manière susceptible d'entraîner des atteintes à l'environnement ou à la santé humaine.

Déchet ménager : tout déchet, dangereux ou non dangereux, dont le producteur est un ménage.

Déchet d'activités économiques : tout déchet, dangereux ou non dangereux, dont le producteur initial n'est pas un ménage.

Biodéchets : tout déchet non dangereux biodégradable de jardin ou de parc, tout déchet non dangereux alimentaire ou de cuisine issu notamment des ménages, des restaurants, des traiteurs ou



des magasins de vente au détail, ainsi que tout déchet comparable provenant des établissements de production ou de transformation de denrées alimentaires.

Ordures ménagères résiduelles : les déchets ménagers et les déchets assimilés collectés en mélange, après le tri à la source.

Tri à la source : le tri à la source tel que défini à l'article D. 543-279 du code de l'environnement ;

Collecte : toute opération de ramassage des déchets, y compris leur tri et leur stockage préliminaires, en vue de leur transport vers une installation de traitement des déchets ;

Collecte en porte à porte : toute collecte à partir d'un emplacement situé au plus proche des limites séparatives de propriétés dans la limite des contraintes techniques et de sécurité du service ;

Collecte séparée : la collecte séparée telle que définie à l'article R. 541-49-1 du code de l'environnement. La collecte des ordures ménagères résiduelles n'est pas une collecte séparée ;

Modalités de collecte : l'ensemble des caractéristiques techniques et organisationnelles de la collecte ;

Zone agglomérée : toute zone au tissu bâti continu ne présentant pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions.

F. CIRCULATION DES VÉHICULES, SÉCURITÉ ET FACILITATION DE LA COLLECTE

1. Prévention des risques liés à la collecte

Les déchets sont présentés exclusivement dans les bacs agréés et fournis par la COBAS (voir Partie II, Chapitre 2) ou ses prestataires.

Tout conducteur d'un véhicule circulant à proximité d'un engin de collecte porte une attention particulière à la sécurité des équipiers de collecte situés sur l'engin ou circulant à ses abords.

2. Facilitation de la circulation des véhicules de collecte

a) Stationnement et entretien des voies

Les riverains des voies desservies en porte-à-porte ont l'obligation de respecter les conditions de stationnement des véhicules sur ces voies et d'entretenir l'ensemble de leurs biens (arbre, haies, ...) afin qu'ils ne constituent en aucun cas une entrave à la collecte ou un risque pour le personnel de collecte.

b) Caractéristiques des voies en impasse

Les voies en impasse doivent se terminer par une aire de retournement libre de stationnement de façon à ce que le véhicule de collecte puisse effectuer un demi-tour sans manœuvre spécifique, conformément aux préconisations définies à l'annexe 1 du présent règlement.



Dans le cas où une aire de retournement ne peut pas être aménagée, une aire de manœuvre en « T » suffisamment dimensionnée pour permettre le repositionnement du véhicule dans toute sa longueur et largeur doit être prévue.

Si aucune manœuvre n'est possible dans l'impasse, une aire de regroupement des bacs doit être aménagée à l'entrée de l'impasse, en proximité immédiate de la voie publique.

En ce qui concerne les voies existantes, une solution pratique propre à chaque cas doit être trouvée en concertation entre les services de la commune, les usagers et les services de la COBAS.

3. Caractéristiques juridiques et techniques des voies permettant le passage des véhicules de collecte

a) Conditions juridiques

Le domaine public est ouvert à la circulation des véhicules de collecte. La collecte est alors effectuée sur présentation par les usagers des conteneurs sur le domaine public.

Le domaine privé n'est pas ouvert à la circulation des véhicules de collecte. La collecte est alors effectuée en un point de regroupement en limite du domaine public. Une dérogation est possible après signature d'une convention bipartite fixant les conditions particulières de collecte.

b) Conditions techniques

Dans le cas où les caractéristiques techniques de circulation ne seraient pas satisfaisantes et mettraient en cause la sécurité des personnes et des biens, les conteneurs seraient présentés en un point de regroupement en limite du domaine public accessible et n'entraînant pas de contraintes de manœuvre.

Dans tous les cas, le recours à la marche arrière lors des opérations de collecte doit être supprimé (hors manœuvres de repositionnement) conformément à la recommandation R437 de la CNAM relative à la gestion des déchets ménagers et assimilés.



II. LA COLLECTE DES DÉCHETS MENAGERS ET ASSIMILES

A. ORGANISATION DE LA COLLECTE

1. Collecte en porte-à-porte

a) Champ de la collecte en porte-à-porte

Les seuls déchets collectés en porte-à-porte sont les suivants :

- Ordures ménagères résiduelles ;
- Déchets recyclables (autres que le verre) ;
- Petits végétaux et biodéchets.

b) Déchets autorisés à la collecte en porte-à-porte

1) Collecte des ordures ménagères résiduelles (OMR)

Ces déchets doivent être présentés dans des sacs opaques fermés dans le bac qui leur est réservé.

Les ordures ménagères résiduelles présentées au service de collecte ne doivent contenir aucun produit ou objet susceptible d'exploser, d'enflammer les détritux, ou d'altérer les récipients, de blesser le public et les agents chargés de l'enlèvement et du tri des déchets, de constituer des dangers ou une impossibilité pratique pour leur collecte ou leur traitement.

Sont autorisés à la collecte des ordures ménagères résiduelles (liste non exhaustive) EN SAC FERMÉ :

- La vaisselle cassée
- Les sacs aspirateurs, balayures et poussières
- Les déchets d'hygiène (cotons, protections hygiéniques, couches*, éponges, lingettes, mouchoirs usagés...)
- Litières et déjections animales

* Attention : certaines protections pour adultes pouvant contenir des traces de traitements médicaux à base d'iode doivent être conservées à domicile assez longtemps pour ne pas présenter de risque de contamination radioactive et de déclenchement de l'alarme à l'entrée du centre de traitement des déchets. Renseignez-vous auprès de votre médecin.

Il est interdit de déverser dans les bacs à ordures ménagères résiduelles :

- Tous liquides et pulvérulents,
- Les objets, métaux, plastique ou autres, dont la plus grande dimension dépasse 80 centimètres,
- Les objets métalliques, autres que les emballages de produits alimentaires vendus au détail,
- Toutes les bouteilles, ou bonbonnes de gaz, même préalablement vidées,
- Les déchets de l'artisanat : plâtres, peintures, solvants, revêtements de sols ou muraux, ...,
- Les pneumatiques de véhicules automobiles,
- Les huiles de vidanges et graisses,
- Les huiles alimentaires,

• **Tous les produits des industries chimiques ou autres,**



- Les produits pharmaceutiques,
- Les déchets de soins à risques infectieux des professions de santé ou des particuliers, tels que les aiguilles, seringues, pansements, ...,
- Les déchets anatomiques et infectieux des établissements hospitaliers ou assimilés,
- Les verres,
- Les batteries, les piles,
- Les déchets verts, issus des jardins privés ou publics,
- Les déchets valorisables pour lesquels ils existent une filière spécifique de collecte et traitement (emballages cartonnés, plastiques et métalliques, papiers, bois, gros cartons, articles de sports et de loisirs, jeux, jouets, articles de bricolage et de jardin déchets inertes, déchets spéciaux ...),
- Les fusées de détresse et tout produit toxique présentant des risques pour la sécurité des personnes et pour l'environnement en raison de son inflammabilité, de sa toxicité, de son pouvoir corrosif ou de son caractère explosif.

2) Collecte des déchets recyclables (hors verre)

En accord avec la Loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte, le Territoire de la COBAS s'est engagé dans la généralisation du tri à TOUS les emballages qu'ils soient en plastique, en métal ou en carton et à TOUS les papiers (hors verre).

Ces déchets doivent être présentés en vrac dans le bac qui leur est réservé.

Sont autorisés à la collecte des déchets recyclables (liste non exhaustive) :

- Les papiers tels que journaux, magazines, prospectus publicitaires, papiers, catalogues, annuaires,
- Tous les emballages plastiques : bouteilles et flacons avec leur bouchon, les bouteilles et flacons opaques ou teintés, les pots et tubes, les barquettes alimentaires en polystyrène et barquettes plastique, les films et plastiques d'emballage.
- Les briques alimentaires,
- Les petits cartons les cartons de lessive, les suremballages cartons...,
- Les contenants métalliques tels que les boîtes de conserve, les canettes en acier ou aluminium, les bouteilles de sirop, aérosols ménagers, capsules de café, plaquettes vides de médicament....

Pour être valorisables, ces contenants doivent être vidés de leur contenu, non imbriqués entre eux, et sans besoin d'être lavés.

3) Collecte des petits végétaux et des biodéchets

a) En maison individuelle

Seuls sont autorisés à la collecte les biodéchets d'origine végétale et biodégradables (essuie-tout, sachets de thé, filtres et marc de café, fruit à coque, coquille d'œufs...) et les déchets verts de petite taille (tontes, feuilles, tailles de haies et d'arbustes, déchets floraux...).

Ces déchets doivent être présentés en vrac exclusivement dans le bac qui leur est réservé.

Pour une gestion encore plus vertueuse des biodéchets, la COBAS privilégie la gestion de proximité et le compostage individuel et propose des composteurs bois ou plastiques.



b) En habitat collectif et chez les professionnels

Sont autorisés à la collecte l'ensemble des biodéchets (déchets de cuisine, essuie-tout, sachets de thé, filtres et marc de café, fruit à coque, restes de viande et de poisson).

Ces déchets doivent être présentés en vrac ou dans des sacs biodégradables exclusivement dans le bac qui leur est réservé.

4) Collecte des encombrants ménagers sur rendez-vous

La collecte des encombrants ménagers, ne rentrant pas dans le coffre d'une voiture, est assurée sur l'ensemble du territoire, après inscription sur appel téléphonique au Pôle Environnement de la COBAS (05.56.54.16.15), selon un planning défini par les services.

Cette collecte se limite aux objets très volumineux ne pouvant pas être transportés en déchèteries par les usagers à l'aide d'un véhicule léger.

Sont autorisés à la collecte des encombrants sur rendez-vous (liste non exhaustive) :

- Les gros électroménagers (réfrigérateur, congélateur, lave-linge, sèche-linge, cuisinière, lave-vaisselle, four classique, téléviseur, ...) ;
- Les gros mobiliers (buffet, vaisselier, éléments de cuisine, armoire, commode, bibliothèque, mobilier de bureau, table (hors plateau en verre), bureau, banc, canapé, lit, sommier, matelas, salon de jardin, ...) ;
- Les sanitaires tels que les baignoires (hors baignoire en fonte), bacs à douche...
- Les encombrants divers (tondeuse à gazon, cumulus, chaudière, cycles, volets, portes, fenêtres (hors baies vitrées) ...).

Sont exclus de la collecte des encombrants :

- Tout déchet d'une longueur supérieure à 2 mètres ;
- Tout déchet dont le poids impose un engin de levage pour sa manipulation ;
- Tout déchet présentant un risque pour les agents de collecte ;
- Tout déchet n'étant pas inclus dans la catégorie des encombrants (gravats, déchets verts, bois, déchets des professionnels, vêtements, cartons ...).
- Tout déchet souillé et non protégé par une enveloppe plastique (matelas, sommier...)

Le volume maximum autorisé par enlèvement ne doit pas être supérieur à 2 m³.

Les demandes ne doivent pas être la conséquence :

- D'un vide grenier ;
- D'un changement ou travaux dans un commerce ;
- De travaux réalisés par un professionnel.



c) Modalités de la collecte en porte-à-porte

1) Modalités générales de présentation des déchets à la collecte

Les déchets doivent être présentés à la collecte exclusivement dans les conteneurs qui leur sont destinés en fonction de leur catégorie, exempts d'éléments indésirables, c'est à dire ne correspondant pas à la définition de ladite catégorie.

Tous les déchets présentés dans d'autres récipients, sacs plastiques ou en vrac (hors des conteneurs) ne sont pas collectés, car ne relevant pas de l'exécution normale du service.

Les bacs présentés à la collecte seront refusés :

- Si les conteneurs sont en surcharge volumique ou massique,
- Si les conteneurs sont compactés mécaniquement,
- Si les conteneurs ne sont pas compatibles avec le système de lève-conteneurs,
- Si les consignes de tri et/ou de présentation ne sont pas respectées.

La collecte reprendra lorsque le contenu du conteneur sera conforme au présent règlement.

2) Fréquences de collecte

I. En habitat individuel

Les ordures ménagères résiduelles, les déchets recyclables, les biodéchets sont collectés par la COBAS une fois par semaine (collecte en C1).

Les usagers peuvent obtenir des informations sur les jours et horaires de collecte par type de déchets auprès du Pôle Environnement, ou sur l'application smartphone « COBAS Collecte déchets ».

II. En habitat collectif

Les ordures ménagères résiduelles et les déchets recyclables sont collectés par la COBAS à minima 1 fois par semaine.

Les biodéchets sont collectés par un prestataire mandaté par la COBAS, à minima une fois par semaine (collecte en C1). L'augmentation des fréquences de collecte de ces déchets est laissée à l'appréciation du prestataire de la COBAS.

III. Les professionnels

Pour les déchets assimilés collectés en porte à porte dans le cadre d'un contrat redevance spéciale, les OMR, les emballages à recycler et les biodéchets sont collectés dans les conditions définies à l'annexe 2 du présent règlement.

d) Cas des jours fériés et événements exceptionnels

Les collectes sont assurées les jours fériés, selon un calendrier annuel défini par la COBAS.

En cas de force majeure ou variation saisonnière, le service de collecte de la COBAS se réserve la possibilité d'adapter ou de modifier les jours et horaires de collecte.

e) Chiffonnage

La récupération ou le chiffonnage sont strictement interdits avant, pendant et après la collecte.



2. Collecte en points d'apport volontaire

a) Champ de la collecte en points d'apport volontaire

Le service de collecte est assuré en apport volontaire sur l'ensemble du territoire de la COBAS par la mise en place de conteneurs spécifiques (bornes aériennes, semi-enterrées ou enterrées, bacs roulants) pour le verre, les emballages, les ordures ménagères, et les biodéchets.

La collecte des textiles est assurée en apport volontaire par des prestataires sur l'ensemble du territoire de la COBAS.

b) Modalités de la collecte en points d'apport volontaire

Les déchets doivent être déposés dans les conteneurs qui leur sont destinés selon les consignes de tri indiquées sur lesdits conteneurs.

Ils doivent être exempts d'éléments indésirables.

La localisation des bornes à verre est présentée sur le site internet de la COBAS et sur l'application « COBAS Collecte déchets ».

c) Dépôts sauvages

Tout déchet déposé au pied des conteneurs sera considéré comme un dépôt sauvage et le contrevenant s'exposera à une amende et des poursuites judiciaires. La gestion des dépôts sauvages sur le domaine public est à la charge des communes membres de la COBAS.

B. GESTION ET UTILISATION DES CONTENANTS POUR LA COLLECTE EN PORTE-À-PORTE

1. Règles d'attribution des bacs roulants pour les ménages résidant en maison individuelle

Des bacs roulants sont mis à la disposition de chaque foyer individuel gratuitement par la COBAS, selon les règles de dotation suivantes :

a) Ordures ménagères résiduelles (OMR) et Emballages recyclables :

Nombre de personnes par foyer	Flux OMR
	Volume du bac
1 à 2	120L
3 à 4	180L
5	240L
6 et plus	340L

b) Biodéchets et petits végétaux

Les volumes de bacs proposés : 120 litres et 240 litres (volume maximal).

Les volumes de bacs proposés : 120 litres et 240 litres (volume maximal), avec un maxi de 2 bacs présentés par foyer. La charge utile est limitée à 48 kgs pour un 120 litres et à 96 kgs pour un 240 litres. Tout bac trop lourd sera refusé à la collecte.



2. Règles d'attribution des bacs roulants pour les ménages résidant en habitat collectif

a) Mise à disposition des contenants

Des bacs roulants sont mis à la disposition de chaque résidence par la COBAS, selon les règles de dotation définies en annexe 4 du présent règlement.

Pour les grands ensembles (nombre de logements supérieur ou égal à 30) la COBAS prévoit la mise en place de bornes enterrées ou semi enterrées pour les ordures ménagères résiduelles et les emballages recyclables et des bacs roulants disposés dans des abri-bac pour les biodéchets, conformément aux préconisations définies en annexe n°3.

b) Préconisations relatives aux locaux de stockage des contenants

1) Caractéristiques techniques

Les locaux de stockage devront répondre aux caractéristiques définies à l'annexe 4 du présent règlement.

2) Propreté des locaux

Les locaux dans lesquels sont entreposés les conteneurs doivent être maintenus en état de propreté constant, désinfectés, dératés et désinsectisés aussi souvent que nécessaire.

3. Présentation des déchets à la collecte

Les bacs doivent être sortis sur le domaine public selon le calendrier et les horaires consultables sur l'application smartphone « COBAS Collecte Déchets ».

Les récipients doivent être remisés le plus rapidement possible après le passage du camion de collecte.

Les conteneurs qui se trouveraient de façon notoire sur la voie publique en dehors de la plage horaire prévue pourront être repris par les agents de la COBAS ou par les agents communaux.

L'utilisateur ne doit pas tasser le contenu des bacs de manière excessive et ne pas laisser déborder les déchets.

Le couvercle des récipients devra obligatoirement être fermé afin de permettre la bonne exécution des opérations de levage/vidage.

Les conteneurs doivent être présentés :

- Devant ou au plus près de l'habitation, en position verticale sur les voies publiques ou privées ouvertes à la circulation publique. S'ils sont situés dans une impasse non accessible aux véhicules de collecte, les usagers doivent présenter les conteneurs en bout de voie accessible au véhicule et permettant son retournement sans contrainte.
- À proximité des locaux « poubelle » sur une zone de regroupement dédiée située en bordure immédiate de voie publique.

Les conteneurs à quatre roues devront être présentés les deux freins appliqués pour assurer leur immobilisation.

En cas de non-respect de ces conditions de présentation, la COBAS se réserve le droit de ne pas assurer la collecte.



4. Vérification du contenu des bacs et dispositions en cas de non-conformité

Les agents de collecte de la COBAS sont habilités à vérifier le contenu des bacs mis à disposition des usagers.

Si le contenu des bacs n'est pas conforme aux consignes de tri en place sur le territoire de la COBAS (guide de tri, site internet...), les déchets ne seront pas collectés.

L'utilisateur fera l'objet d'un complément d'information par les services de la COBAS.

L'utilisateur devra rentrer le ou les bacs non collectés, en extraire les erreurs de tri et les présenter à la prochaine collecte des déchets. En aucun cas les bacs ne devront rester sur la voie publique.

5. Propriété et responsabilité

Les bacs roulants sont mis à la disposition des usagers, qui en ont la garde juridique, mais la COBAS ou son prestataire en reste propriétaire. Les bacs attribués ne peuvent donc être emportés par les usagers lors de déménagement, ventes de locaux ou d'immeubles.

Les usagers en assurent la garde et assument ainsi les responsabilités qui en découlent notamment en cas d'accident sur la voie publique. A ce titre, ils sont chargés de la sortie et de la rentrée des bacs avant et après la collecte, en application des arrêtés municipaux fixant les modalités de présentation des bacs roulants sur le domaine public.

6. Maintenance, entretien et usage des bacs

a) Maintenance, entretien

L'entretien régulier et le lavage des conteneurs sont à la charge des usagers, qui en ont la garde juridique.

Les conteneurs doivent être maintenus en parfait état de propreté.

En cas de défaut d'entretien du bac, le service de collecte pourra en refuser le ramassage.

En cas d'usure correspondant à une utilisation normale du conteneur, la COBAS ou son prestataire réalise les opérations de maintenance (remplacement d'un couvercle ou d'une roue par exemple) sur simple appel téléphonique.

Les bacs devant faire l'objet d'une prestation de maintenance seront détectés par les agents de collecte. Les usagers pourront également exprimer leur demande auprès du Pôle Environnement de la COBAS.

b) Usage

Il est formellement interdit d'utiliser les récipients fournis par la COBAS à d'autres fins que la collecte des déchets correspondants. Il est interdit notamment d'y introduire des liquides quelconques, des cendres chaudes ou tout produit pouvant corroder, brûler ou endommager le récipient.

Aucune surcharge volumique ou massique des conteneurs n'est autorisée.

La COBAS se dégage de toute responsabilité en cas de détérioration d'un conteneur non conforme, en cas de surcharge du conteneur ou de compactage des déchets dans le conteneur.

En cas de non-respect de ces règles d'usage, le remplacement du ou des conteneurs sera à la charge de l'utilisateur.

7. Modalités de changement des bacs

a) Echange, vol, incendie

En cas de vol ou d'incendie, l'utilisateur pourra se faire livrer un nouveau bac mis à disposition par la COBAS ou son prestataire sous réserve de fournir une attestation sur l'honneur de perte ou de vol.



Les services de la COBAS se réservent le droit de contrôler le fondement de la demande. Le remplacement sera à la charge de l'utilisateur à partir de la deuxième demande. Dans le cas où l'utilisateur retrouve son conteneur, il devra le signaler au service.

b) Changement d'utilisateur

Lors d'un changement de propriétaire ou de locataire d'une habitation individuelle, l'utilisateur pourra contacter le Pôle Environnement de la COBAS pour réévaluer le volume des bacs roulants.

En cas de changement de syndic ou de gestionnaire d'un immeuble, les intéressés sont tenus d'en faire la déclaration auprès du Pôle Environnement de la COBAS (bacs@agglo-cobas.fr).

c) Changement de dotation en habitat collectif

La demande de changement de dotation à l'initiative du gestionnaire de l'ensemble immobilier ou de ses occupants fera l'objet d'une facturation selon le tarif fixé par délibération de la COBAS.

C. APPORTS EN DÉCHÈTERIES ET POINT VERT RÉSERVÉS AUX MENAGES

Les conditions d'accès et déchets acceptés en déchèterie sont détaillés dans le règlement des déchèteries et point-vert (annexe n°5).

D. COLLECTES EXCEPTIONNELLES

La COBAS, au titre de sa compétence de gestion des déchets peut être amenée à effectuer des prestations ponctuelles de collecte lors de manifestations publiques ou privées, ou auprès de professionnels ou associations.

E. RÉSIDENCES : COLLECTES SUPPLÉMENTAIRES

L'augmentation de la population durant la période estivale, peut justifier la mise en place de collectes supplémentaires pour les ordures ménagères résiduelles dans les résidences dont la production de déchets évolue considérablement durant cette période et lorsque les locaux poubelles ne permettent pas l'ajout de bacs supplémentaires. La demande est à adresser par courriel à : redavance@agglo-cobas.fr

La COBAS établit alors, pour la saison estivale, une convention de collecte exceptionnelle de déchets, avec les gestionnaires des résidences, en appliquant les tarifs de la régie collecte et traitement des déchets, approuvés par délibération du Conseil communautaire.



III. LA GESTION DES DÉCHETS ASSIMILÉS

A. COLLECTE EN PORTE-À-PORTE ET EN PAV

Pour les producteurs de déchets non ménagers (entreprises, administrations ou associations) produisant des déchets assimilables aux déchets ménagers et pouvant être collectés dans les mêmes conditions que ces derniers, la COBAS propose, un service de collecte en porte à porte ou en point d'apport volontaire (PAV).

Un contrat doit être conclu entre la COBAS et chaque producteur sur le territoire de la COBAS lorsque ce dernier utilise le service public d'élimination et de traitement des déchets, pour lequel la COBAS à compétence. Ce contrat définira le contenu et l'étendue des engagements réciproques.

L'ensemble des dispositions réglementaires et les obligations respectives des parties sont contenus dans le REGLEMENT REDEVANCE SPECIALE, ci-joint et annexé (cf. **annexe 2**) ; les tarifs applicables sont ceux de la régie collecte et traitement des déchets, approuvés par délibération du Conseil communautaire.

B. APPORTS EN DÉCHÈTERIES PROFESSIONNELLES

Les déchèteries professionnelles sont des équipements d'apport volontaire des déchets d'activité des entreprises, des administrations ou associations.

Il s'agit d'un espace aménagé et clôturé où :

- Les professionnels, artisans, commerçants, services communaux, associations peuvent apporter certains déchets en les répartissant dans des conteneurs spécifiques en vue de les valoriser ou de les éliminer,
- Les particuliers voulant déposer des volumes de déchets plus importants que ceux autorisés en déchèterie, ou se présentant avec un véhicule dont le gabarit est supérieur à celui accepté en déchèterie.

L'ensemble des dispositions réglementaires et les obligations respectives des parties est contenue dans le REGLEMENT DECHETERIES PROFESSIONNELLES, ci-joint et annexé (cf. **annexe 6**).

Les tarifs applicables sont ceux de la régie collecte et traitement des déchets, approuvés chaque année par délibération du Conseil communautaire.

C. CAS PARTICULIER DES PRODUCTEURS DE BIODÉCHETS

Conformément au droit Européen et à la loi anti gaspillage du 10 février 2020 dite loi AGECE, le tri des biodéchets est généralisé à l'ensemble des producteurs du territoire.

Un service de collecte séparative dédiée est proposé par la COBAS dans le cadre du contrat redevance spéciale.

IV. PRÉVENTION ET COMMUNICATION

A. LES ACTIONS DE COMMUNICATION DE PROXIMITÉ

Les ambassadeurs du tri de la COBAS sont des agents de proximité, chargés de promouvoir et sensibiliser les ménages du territoire à la prévention et au tri des déchets ménagers et assimilés afin d'en améliorer la qualité.

Ces agents ont reçu mandat de la COBAS pour réaliser des contrôles du respect des consignes de tri des collectes en porte à porte et sont habilités à contrôler le contenu des bacs.

Ils proposent également des animations sur le tri et la valorisation des déchets auprès des organisateurs de manifestations publiques, dans les établissements scolaires, les résidences etc... (zerodechet@agglo-cobas.fr).

B. COMPOSTAGE AUTONOME

La prévention et la réduction de la production de déchets reste une priorité (article 541-1 du Code de l'environnement). Dans le cadre de sa politique en matière de prévention des déchets, la COBAS propose aux particuliers résidant sur son territoire en maison individuelle des actions et équipements permettant de diminuer la quantité de déchets à éliminer en privilégiant la gestion de proximité par le développement du compostage individuel.

1. Type de composteurs

Les composteurs proposés sont éco-labellisés et d'un volume compris entre 300 et 400 litres. Ils peuvent être en bois ou en plastique recyclé.

2. Retrait : modalités, lieu et horaires

La réservation et le paiement du composteur bois ou plastique se font en complétant le formulaire en ligne sur www.agglo-cobas.fr/dechets

Le composteur réservé sera à retirer au Pôle Environnement de la COBAS 680B, Avenue de l'Aérodrome 33260 LA TESTE-DE-BUCH à l'occasion des journées de distribution organisées par la COBAS.

3. Conditions de mise à disposition

La mise à disposition d'un composteur est strictement réservée aux administrés résidant sur le territoire de la COBAS, en maison individuelle et est limitée à un composteur par foyer.

4. Prix

Les composteurs sont vendus à un prix préférentiel défini par délibération communautaire.



V. DISPOSITIONS D'EXÉCUTION ET SANCTIONS

A. APPLICATION DU RÈGLEMENT DE COLLECTE

Le présent règlement est applicable à compter de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat.

B. MODIFICATIONS DU RÈGLEMENT DE COLLECTE

Les modifications du présent règlement peuvent être décidées par la COBAS et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le présent règlement.

C. EXÉCUTION DU RÈGLEMENT DE COLLECTE

La Présidente de la COBAS ou Madame/Monsieur le Maire de chaque commune membre de la COBAS sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent règlement.

D. NON-RESPECT DES MODALITÉS DE COLLECTE

En vertu de l'article R 610-5 du code pénal, la violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par le présent règlement seront punis de l'amende prévue pour les contraventions de la 1^{ère} classe (art.131-13 du code pénal).

En cas de non-respect des modalités de collecte, il pourra être procédé d'office, conformément à l'article L 541-3 du Code de l'environnement, aux frais du contrevenant, à l'enlèvement des déchets concernés.

E. DÉPÔTS SAUVAGES

La gestion des dépôts sauvages est à la charge des communes membres de la COBAS.

Le fait d'abandonner, de jeter ou de déverser des déchets, en un lieu public ou privé, à l'exception des emplacements désignés à cet effet par la COBAS dans le présent règlement, constitue une infraction.

La collecte exceptionnelle, réalisée par la COBAS et faisant suite à une demande d'intervention des forces de Police ou des services municipaux pour enlèvement d'un dépôt sauvage suite à l'identification du contrevenant ou du gestionnaire du bien si le dépôt sauvage est sur le domaine privé, sera facturée selon les tarifs en vigueur au jour de l'enlèvement.

F. BRÛLAGE DES DÉCHETS

Le brûlage des déchets est interdit sur tout le département de la GIRONDE.



ANNEXES

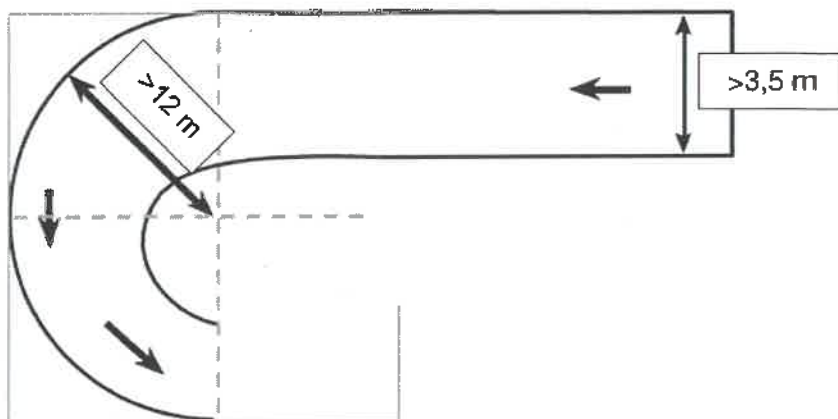
Chaine d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 85 3C 3C 5E A8 A8
Publié le : 19/12/2025
Par : DAVET Patrick
Document certifié conforme à l'original
<http://publiact.fr/documentPublic/844435>



ANNEXE 1 : ACCESSIBILITE DES VOIES AUX VEHICULES DE COLLECTE

Les voies utilisées par les camions de collecte doivent avoir les caractéristiques minimales suivantes :

Largeur : La largeur libre à la circulation en sens unique doit être au minimum de 3,50 mètres, hors stationnement ou autres circulations (piétons par exemple). L'élagage doit être entretenu par les riverains (zone privée) et la commune (zone publique) ;



Résistance des voies : les voies utilisées par les véhicules de collecte doivent pouvoir supporter une charge de 13 tonnes par essieu ;



Pentes : les pentes des voiries doivent restées inférieures à 10 % pour permettre la collecte en porte à porte ;



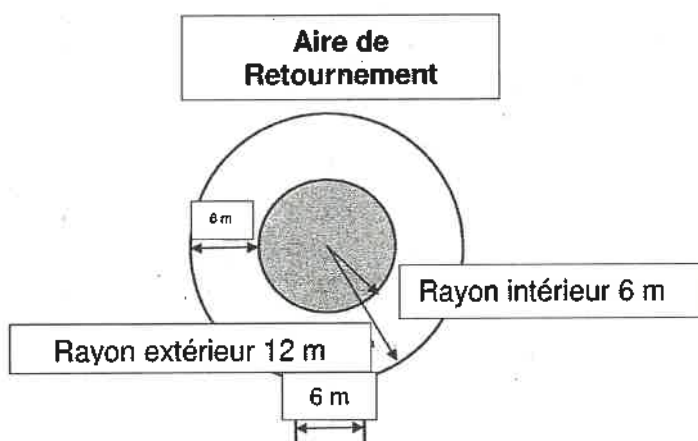
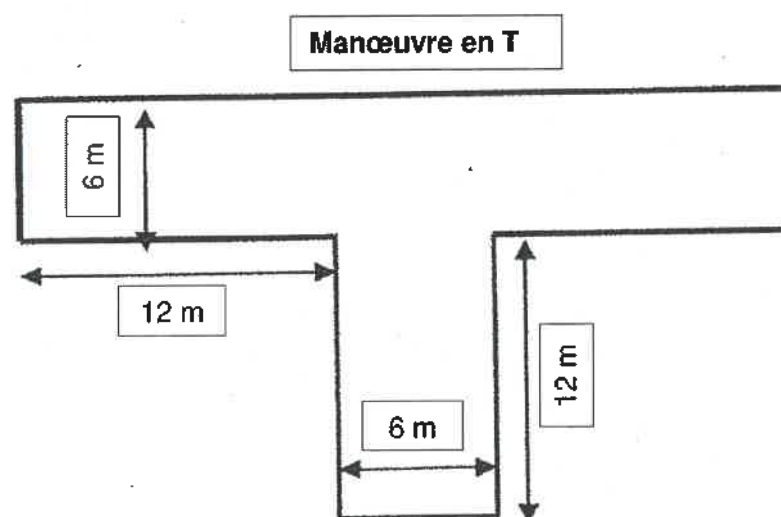


Impasse : une aire de retournement doit être aménagée à l'extrémité et rester libre. Une signalisation au sol et par panneau devra interdire le stationnement des véhicules autre que ceux exerçant une mission de service publique.

Les dimensions de cette aire doivent être compatibles avec les caractéristiques des véhicules de collecte :

- Largeur : 2,50 m
- Longueur : 10,00 m
- Hauteur : 4,30 m
- Rayon de braquage ext. : 12,00 m

Exemples d'aménagements conformes :



Le retournement doit pouvoir se faire avec une seule marche arrière de repositionnement de moins de 15,00 mètres.

Dans le cas d'ensemble de maisons desservies par une voirie présentant des caractéristiques qui ne répondent pas aux prescriptions ci-dessus, ou par une voirie tertiaire uniquement privative ne desservant aucun équipement public et ne participant pas au maillage du quartier, **une aire de**



stockage des déchets ménagers suffisamment aménagée, paysagée et entretenue doit être réalisée sur le domaine privé, en limite séparative de la voie publique desservie par le service. L'aménagement des bacs sera facilité par la création d'un cheminement piétonnier roulant, équipé d'une dépression charretière au niveau du trottoir et permettant de rejoindre la voie publique.

Il doit être le plus court possible et doit permettre le déplacement aisé des conteneurs par une seule personne : distance inférieure à 10 mètres et largeur minimale de 2 mètres.

Il doit être horizontal de préférence où, à la rigueur, dans le cas de conteneurs inférieurs à 750 litres, avec des pentes inférieures à 4 %.

Il ne devra pas présenter de changement de direction constituant des angles aigus.

Dans la mesure du possible, il sera rectiligne.

Il ne doit pas comporter des dénivellations supérieures à 3 cm.



ANNEXE 2 : REGLEMENT DE COLLECTE EN PORTE A PORTE DES DECHETS PROFESSIONNELS

La communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud (COBAS), compétente en matière d'élimination des déchets ménagers et assimilés, finance ce service public par la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM). De plus, la COBAS a institué la redevance spéciale en 2005, conformément à l'article L. 2333-78 (modifié par la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 - art. 57 (V) de finance rectificative pour 2015), qui dispose que les communes, les établissements publics de coopération intercommunale et les syndicats mixtes peuvent instituer une redevance spéciale afin de financer la collecte et le traitement des « déchets assimilés », à savoir les déchets collectés par le service public de gestion des déchets dont le producteur n'est pas un ménage.

A. OBJET

Le présent règlement a pour objet de définir le cadre et les conditions générales d'application de la redevance spéciale : il détermine notamment la nature des obligations que la COBAS et les producteurs de déchets assimilés s'engagent à respecter dans le cadre de la contractualisation de leur relation.

Sur la base de ces dispositions générales, un contrat est conclu entre la COBAS et chaque producteur exerçant une activité professionnelle sur son territoire et ayant recours au service public d'élimination des déchets. Ce contrat définit le contenu et l'étendue des engagements réciproques.

B. LES PERSONNES ASSUJETTIES

Sont assujettis à la redevance spéciale les établissements publics, les entreprises commerciales, artisanales, industrielles, les services, les professionnels du tourisme, les professions libérales, les associations, les clubs sportifs et culturels, implantés sur le territoire de la COBAS et qui décident de recourir au service public pour l'élimination de certains de leurs déchets d'activités assimilables aux déchets des ménages.

C. LES PERSONNES NON ASSUJETTIES

Sont exclus de la présente réglementation :

- Les ménages ;
- Les établissements assurant eux-mêmes l'élimination de leurs déchets conformément à la réglementation en vigueur, sous réserve de pouvoir en justifier par tous documents contractuels ou financiers.

D. NATURE DES DECHETS ET QUANTITÉS ACCEPTÉES

1. Définition des déchets assimilés

L'expression « déchets assimilés » désigne les déchets d'activités dont les caractéristiques sont similaires aux déchets ménagers des particuliers et qui peuvent être collectés sans contraintes techniques spécifiques.



La notion de déchets assimilés est définie par la combinaison de trois critères :

- L'origine des déchets : les établissements publics, les locaux à usage industriel ou commercial, les entreprises commerciales, artisanales, industrielles, de services, les professionnels du tourisme, les professions libérales, les établissements de santé et les associations.
- Le volume produit par le professionnel
- La nature des déchets : ils doivent avoir les mêmes caractéristiques que les déchets ménagers et être présentés dans les conteneurs mis à la disposition par la COBAS, **couvercles fermés**.

2. Déchets exclus

Les déchets suivants sont formellement exclus du champ de ce règlement :

- Les déchets industriels (bois, sciure, palettes, cagettes, plâtre...) ;
- Les gros cartons d'emballages ;
- Les déchets inertes (gravats, déblais) ;
- Les déchets spéciaux (déchets toxiques ou dangereux qui en raison de leur inflammabilité, leur pouvoir corrosif, explosif et/ou radioactif) ;
- Les déchets d'activité de soins à risque infectieux et assimilés (DASRI) ;
- Les déchets d'activité pour lesquels il existe des filières spécifiques de traitement ou de valorisation (bois, végétaux, huiles alimentaires...) ;
- Les déchets compactés ;
- Les déchets liquides (huiles, jus, glace...) ;
- Les bouteilles et flacons en verre, dont la collecte est réalisée exclusivement en apport volontaire*.

* Certaines communes membres peuvent par arrêté municipal, ajouter des restrictions d'accès à certains équipements de collecte installés sur le domaine public municipal. Consultez les éventuels arrêtés sur les sites internet des villes ou renseignez-vous auprès de la COBAS.

3. Quantités maximales acceptées

a) Cas général

La COBAS fixe les plafonds de volume hebdomadaire suivants :

- Pour les ordures ménagères assimilées : 20 m³/semaine ;
- Pour les déchets recyclables : 10 m³/semaine.

Au-delà de ces plafonds, le producteur doit recourir au secteur privé pour assurer l'élimination des déchets d'activité qu'il produit.

Remarque : Le volume hebdomadaire est calculé à partir du volume total des bacs mis à disposition par la COBAS et du nombre de collecte hebdomadaire défini par le contrat signé entre le producteur et la COBAS.



b) Cas spécifiques

Afin de tenir compte des spécificités des activités saisonnières dont la production de déchets est concentrée sur une période restreinte et qui nécessite une dotation en bacs roulants plus importante et/ou une augmentation ponctuelle du nombre de collecte hebdomadaire (en moyenne et haute saison), la COBAS fixe les plafonds de volume hebdomadaire suivants :

- Pour les ordures ménagères et assimilées : 60 m³/semaine ;
- Pour les déchets recyclables : 30 m³/semaine.

Au-delà de ces plafonds, le producteur doit recourir au secteur privé pour assurer l'élimination des déchets d'activité qu'il produit.

4. Contrôles

La COBAS ou son prestataire se réserve le droit d'inspecter à tout moment le contenu des bacs et le nombre de bac mis à la disposition du professionnel.

En cas d'anomalie(s), la COBAS se réserve le droit de refuser de collecter le bac et de résilier le contrat, le cas échéant.

E. MODALITÉS DE LA COLLECTE EN PORTE-À-PORTE

1. Modalités générales de présentation des déchets à la collecte

Les ordures ménagères assimilées doivent être présentés **EXCLUSIVEMENT** dans des sacs opaques fermés déposés dans le bac qui leur est réservé.

Les déchets recyclables doivent être présentés en vrac dans le bac qui leur est réservé.

Les biodéchets doivent être présentés selon les consignes définies par le prestataire mandaté par la COBAS au moment de la signature du contrat.

Les ordures ménagères assimilées, les déchets recyclables et les biodéchets doivent être exempts d'éléments indésirables, c'est à dire ne correspondant pas à la définition de chacune des catégories de déchets tel que précisé à l'article II-A-1-b du présent règlement.

Les bacs présentés à la collecte seront refusés :

- Si les conteneurs sont en surcharge volumique ou massique,
- Si les conteneurs sont compactés mécaniquement,
- Si les consignes de tri et/ou de présentation ne sont pas respectées,

La collecte reprendra lorsque le contenu du conteneur sera conforme à la réglementation.

2. Fréquence de collecte

Les déchets assimilés sont collectés au maximum deux fois par semaine (collecte en C2).

En fonction de la nature des déchets ou de la saisonnalité de l'activité du producteur, des passages supplémentaires en haute saison peuvent être assurés par la COBAS pour les ordures ménagères résiduelles ou les biodéchets (le nombre de collecte et la période concernée sont définies par les services de la COBAS ou son prestataire et inscrit au contrat ou aux avenants qui s'y attachent).

3. Cas des jours fériés et événements exceptionnels

Les collectes sont assurées certains jours fériés selon le calendrier défini par la COBAS.

En cas de force majeure, le service de collecte de la COBAS se réserve la possibilité d'adapter ou de modifier les jours et horaires de collecte.



F. MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DU CONTRAT

1. Procédure

a) Demande de recours au service de collecte de la COBAS

Le producteur de déchets assimilés qui souhaite recourir au service public d'élimination des ordures ménagères doit en faire la demande auprès du Pôle de Environnement de la COBAS :

- Par courrier adressé à :

La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud

Pôle Environnement

2 allée d'Espagne

33120 – ARCACHON

- Par courriel adressé à : redevance@aggllo-cobas.fr
- Par téléphone : 05 56 54 16 15

b) Estimation des besoins du producteur et proposition de contrat

Lors de la première rencontre, l'agent du Pôle Environnement de la COBAS :

- Délivre un exemplaire du présent règlement
- Estime, en concertation avec le demandeur, le volume hebdomadaire de déchets assimilés produits, les fréquences de collecte nécessaires et le montant estimatif de la redevance correspondante
- Définit et détermine le contenu de la prestation proposée dans le cadre du service public d'élimination

c) Signature du contrat

En cas d'accord, un contrat définira, d'une part les obligations des parties à l'acte et d'autre part les conditions d'exécution de la prestation et les coûts inhérents.

Ce document contractuel devra être dûment signé par le producteur et par le Président de la COBAS ou son représentant dûment habilité par délibération.

Tout autre document signé antérieurement à la date de mise en place par la COBAS de la redevance spéciale (le 1^{er} janvier 2006) est caduc et sans effet contractuel.

2. Obligations des parties au contrat

a) Obligations de la COBAS

Pendant la durée du contrat visé, la COBAS ou ses prestataires s'engagent à :

- Fournir des bacs conformes à la réglementation en vigueur,
- Assurer la collecte des déchets du producteur, tels que définis à l'article 2.1, conformément, d'une part aux prescriptions des arrêtés portant règlement sanitaire pris par les autorités préfectorales et municipales compétentes et d'autre part aux dispositions réglementaires de gestion des déchets ménagers fixées par la COBAS.
- Assurer l'élimination de ces déchets, conformément à la réglementation en vigueur et en particulier à l'obligation de valorisation posée par l'article L 541-24 alinéa 2 du Code de l'Environnement et l'article 2 du décret du 13 juillet 1994.



L'obligation de réalisation de ces prestations s'inscrit dans le cadre de l'exécution normale du service : une interruption provisoire du service, pour quelque cause que ce soit, n'ouvre pas droit à indemnité ou remboursement même partiel au profit du producteur.

b) Obligations du producteur

Pendant la durée de la convention, le producteur s'engage à :

- Respecter les prescriptions des arrêtés portant règlement sanitaire pris par les autorités préfectorales et municipales compétentes, ainsi que celles énoncées au présent règlement et dans les règlements des centres d'apports volontaires des particuliers et des professionnels de la COBAS, désignés « déchèteries », notamment en ce qui concerne les règles d'accès qui restent strictement limitées, pour les professionnels, au dépôt de cartons vides, propres et pliés, et aux bouteilles en verre,
- Ne pas faire subir aux conteneurs mis à disposition par la COBAS ou son prestataire de dégradations et déformations massives ou volumiques anormales dues au compactage des déchets stockés ou aux caractéristiques de déchets stockés (liquides, graisses...),
- Ne pas utiliser les conteneurs mis à disposition par la COBAS pour la collecte des déchets réalisée par un prestataire privé.

En cas de non-respect de ces règles, la COBAS se réserve le droit de procéder à la résiliation unilatérale du contrat, au retrait des bacs et, en cas de détérioration, à la facturation des bacs endommagés, selon le tarif en vigueur voté en Conseil Communautaire.

- S'acquitter de la redevance spéciale selon les modalités définies au présent règlement,
- Fournir sur demande de la COBAS, tous documents ou informations nécessaires au recouvrement de la redevance (extrait KBIS, avis d'imposition de Taxe Foncière...),
- Avertir la COBAS de tout changement pouvant intervenir (changement d'enseigne ou nom commercial, déménagement, cessation d'activité, redressement ou liquidation judiciaire...).

G. GESTION ET UTILISATION DES BACS POUR LA COLLECTE EN PORTE-À-PORTE

1. Propriété des conteneurs

Les conteneurs sont la propriété de la COBAS ou de ses prestataires, les usagers ont la garde juridique de ceux mis à leur disposition, à l'exception des conteneurs implantés sur le domaine public (conteneurs de proximité et conteneurs d'apport volontaire).

Dans le cas où il est constaté par les services que la capacité des conteneurs en place est supérieure à la dotation contractuelle, la COBAS est autorisée à récupérer lesdits bacs et à laisser en place la dotation adaptée.

2. Les contenants

Les déchets devront être déposés dans les bacs mis à la disposition du redevable.

La COBAS proposera au redevable des volumes de bacs allant de 120 L à 750 L adaptés selon les flux.

3. Gestion des bacs

a) Remplissage

Le remplissage des bacs devra être réalisé de façon à ce que les contenants ne débordent pas, qu'il n'y ait pas de compression pouvant entraîner une déformation du bac et que le couvercle soit fermé sans que les déchets puissent être exposés aux intempéries.



Le tassement excessif des déchets par compaction ou mouillage est formellement interdit : les bacs doivent pouvoir être vidés sans l'intervention de l'équipage.

b) Présentation des bacs

Les bacs seront présentés par le redevable sur le domaine public le ou les jours de collecte selon la ou les fréquences définies au contrat.

c) Entretien

Dans un souci de propreté, d'hygiène et de bonne conservation, le redevable s'engage à maintenir constamment les bacs fournis par la COBAS en bon état d'entretien et notamment à assurer périodiquement leur lavage et leur désinfection.

Le dépôt de déchets non-conformes dans le ou les bacs entraînera un refus immédiat de collecte. Il appartiendra au détenteur du bac de procéder à son vidage.

d) Réparation

Le redevable devra aviser la COBAS de dysfonctionnement du matériel mis à sa disposition.

Les bacs présentant des signes d'usure normale et nécessitant ainsi une réparation ou un remplacement seront remis en état ou échangés contre des bacs de même type et de même contenance.

e) Dégradation

Toute dégradation volontaire sur le matériel mis à disposition ou tout dommage résultant d'une utilisation qui se révélerait être non conforme aux prescriptions de la COBAS, entraînera une obligation de réparation à la charge du redevable.

En cas de dégradation rendant le bac non conforme aux prescriptions réglementaires le changement de bac fera l'objet d'une facturation selon le tarif fixé par délibération de la COBAS.

f) Vol

En cas de vol de bac il appartient au titulaire du contrat d'en aviser immédiatement le Pôle Environnement de la COBAS.

Dans le cas où le Producteur retrouverait son conteneur, il lui appartiendra de le signaler à la COBAS, dans les meilleurs délais qu'il lui sera possible.

g) Contrôles

La COBAS se réserve le droit d'inspecter à tout moment le contenu et le nombre de bacs présentés à la collecte.

H. GESTION ET UTILISATION DES CONTENEURS EN APPORT VOLONTAIRE

La COBAS, en partenariat avec les communes membres, a engagé un programme d'enfouissement de conteneurs, substituant des colonnes enterrées ou semi-enterrées aux bacs roulants.

Pour les conteneurs enterrées ou semi-enterrées équipés d'un contrôle d'accès, il est remis gratuitement au professionnel deux badges lui donnant accès à la colonne enterrée. En cas de perte ou de vol d'un badge, l'attributaire est tenu d'en informer la COBAS par écrit (courriel, ou courrier) afin que le badge concerné soit désactivé et qu'il soit procédé à son remplacement. A défaut, les utilisations, même frauduleuses, seront affectées au compte du professionnel titulaire du badge.

Le coût de la mise à disposition de badges supplémentaires et les remplacements de badges volés ou perdus, est fixé par délibération du Conseil Communautaire de la COBAS.



I. MODALITÉS FINANCIÈRES

Les tarifs relatifs à la collecte et au traitement des déchets assimilés aux déchets ménagers font l'objet d'une délibération votée en Conseil Communautaire et s'appliquent aux assujettis ayant recours au service public de collecte et traitement des déchets de la COBAS.

1. Calcul de la redevance pour la collecte en porte-à-porte

Sur présentation du justificatif, La Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères de l'année précédente fournie par le producteur, est déduite du montant total calculé.

Formule de calcul de la part variable :

RS = Prix unitaire de collecte et traitement (selon volume du bac) X nombre de collecte(s) annuelle(s) réelles - TEOM n-1.

RS = Montant de la redevance spéciale

A cette part variable, s'ajoute une part fixe correspondant à la location des contenants mis à disposition du producteur pour chaque flux collecté en porte à porte. La dotation est déterminée en début de contrat ou avenant, et fait l'objet d'une facturation trimestrielle.

2. Calcul de la redevance spéciale forfaitaire en bacs roulants collectifs ou en point d'apport volontaire

La redevance spéciale forfaitaire concerne les professionnels qui ne peuvent pas disposer d'un conteneur individuel propre à leur activité. L'utilisation de bacs collectifs ou PAV par le professionnel est assujettie à l'autorisation préalable de la COBAS et du syndic gestionnaire de l'immeuble.

La redevance spéciale est alors calculée de façon forfaitaire en fonction du type d'activité (code d'activité NAF) et de l'effectif salarié, selon la grille d'application des forfaits en **annexe 2 Bis**.

La TEOM payée l'année n-1 est déduite du forfait annuel proposé, sur présentation d'un justificatif.

La redevance forfaitaire est due pour une année civile et ne donne pas lieu à un remboursement en cas de résiliation en cours d'année. La facturation sera établie, annuellement, au début de l'année concernée, et sera due par le professionnel occupant le local au 1^{er} janvier de l'année en cours.

Pour un local neuf construit en cours d'année, ou pour un local vacant au 1^{er} janvier puis occupé en cours d'année, la redevance forfaitaire sera calculée au prorata des mois restants de l'année en cours.

Le tableau des forfaits est calculé selon une production théorique de référence par collecte, la fréquence hebdomadaire de collecte et le tarif du service (€/L).

3. Calcul de la redevance pour une collecte en colonnes enterrées ou semi-enterrées équipées d'un contrôle d'accès

Le prix unitaire de chaque dépôt est défini selon le volume (en litre) de l'avaloir du conteneur auquel s'appliquera le tarif au Litre voté chaque année par la COBAS.

Le calcul de la redevance s'établit selon la formule suivante :

RS = (N x P) – (TEOM n-1)

RS = Montant de la redevance spéciale

N = Nombre de dépôts (ouverture de la borne)

P = Prix unitaire pour un avaloir de X litres

TEOM = Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères

4. Calcul de la redevance pour une collecte en colonnes enterrées ou semi-enterrées utilisées par un seul usager

Le calcul de la redevance s'établit selon la formule suivante :

Page 34 sur 68



$$RS = (V \times P) - (TEOM \text{ n-1})$$

RS = Montant de la redevance spéciale

V = Volume collecté

P = Prix unitaire au litre voté par le conseil communautaire

TEOM = Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères

5. Recouvrement de la redevance spéciale

En l'absence de TEOM ou lorsque cette dernière ne suffit pas à couvrir le coût de la prestation de collecte réalisée au cours de la période considérée, une facture sera établie :

- Trimestriellement à terme échu, pour les collectes en porte-à-porte
- Annuellement pour les professionnels assujettis à la redevance forfaitaire.

La facturation sera émise par les services de la COBAS sur la base des relevés de collecte ou selon le forfait défini au contrat, suivant les tarifs applicables et sera adressée au Producteur ou au Payeur déclaré dans le contrat, s'il est différent.

Le Producteur devra s'acquitter de la redevance correspondante auprès de la régie redevance spéciale de la COBAS. Ce versement devra être effectué au plus tard à la date limite figurant sur la facture.

En cas de non-paiement dans ce délai, un courrier de relance sera adressé au Producteur. La collecte des déchets sera interrompue à l'expiration d'un délai de 8 jours et le Producteur devra régulariser son compte avant transmission du dossier au comptable du Trésor Public.

6. Révision des tarifs

Les tarifs sont révisés après délibération du Conseil Communautaire de la COBAS et applicables de plein droit, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant à la convention initiale.

7. Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) déductible

La Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM), conformément à l'article 1520 du Code Général des Impôts, est un impôt direct additionnel à la Taxe Foncière sur les propriétés bâties. Le montant payé est totalement indépendant du service rendu.

Le montant de la TEOM de l'année précédente est déduit du montant de la prestation de collecte, sous réserve de la transmission par le titulaire du contrat de la copie de l'avis d'imposition de taxe foncière de l'année n-1, avant le 31 mars de l'année de facturation.

Dans le cas où le montant de la TEOM serait supérieur au coût réel de la prestation, la COBAS ne remboursera pas la différence.

La COBAS se réserve le droit de contrôler les montants déclarés auprès des services fiscaux.

J. DURÉE DU CONTRAT

Le contrat est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de la date de signature des parties.

A l'expiration de ce délai, le contrat est prorogé par tacite reconduction.

Les contrats pourront être suspendus à la demande de la COBAS, si les déchets présentés à la collecte ne sont pas conformes aux conditions définies dans le contrat ou s'il est constaté un quelconque manquement aux préconisations des différents textes et règlements énoncés en préambule.



K. RÉVISION DU CONTRAT

Toutes modifications concernant le contenu des prestations réalisées devront faire l'objet d'un avenant.

La COBAS devra être informé par courrier de tous changements ou modifications intervenus ou à intervenir concernant l'activité, son lieu d'exercice, la nature des déchets produits et plus généralement tout élément susceptible d'influer sur l'exécution du contrat.

En cas d'évolution significative, en plus ou en moins, du nombre de bacs présenté à la collecte, un ajustement pourra être opéré, après avoir passé un avenant. La décision est laissée à l'appréciation de la COBAS et aucun recours ne pourra être formulé contre elle à ce titre.

L. RÉSILIATION DU CONTRAT

Le contrat peut être résilié à tout moment par le producteur, par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette résiliation ne prendra effet que le jour où les bacs auront été repris par la COBAS.

Le titulaire du contrat de redevance spéciale est tenu d'informer par écrit sans délai la COBAS de son arrêt d'activité, ou changement de gérant du local ; à défaut, les factures émises seront dues par le titulaire du contrat connu.

La COBAS peut mettre fin au contrat pour tout manquement au présent règlement de collecte ou motif d'intérêt général.

En cas d'inexécution par le producteur de ses obligations, et après mise en demeure restée sans effet dans un délai de 15 jours, le contrat sera résilié de plein droit.

A défaut de restitution des bacs, le producteur sera tenu d'acquitter une pénalité calculée sur la base de la valeur des bacs conservés, selon les modalités suivantes :

- Un quinzième de la valeur par jour de retard, la somme due le quinzième jour étant égale à la valeur totale des bacs conservés augmentée d'une somme forfaitaire de 150 euros par bac.

En cas de liquidation judiciaire, le contrat sera réputé résilié à la date de la liquidation.

M. LITIGES ET RECOURS

Tout différend qui naîtrait de l'exécution, de l'interprétation du présent règlement ou du contrat signé entre les parties devra faire l'objet d'une tentative de conciliation amiable entre les parties.

A défaut, les litiges de toute nature résultant de l'exécution du contrat seront du ressort du Tribunal Administratif de Bordeaux.

N. EXÉCUTION ET MODIFICATIONS DU RÈGLEMENT

1. Exécution

Le présent règlement est applicable à compter de son approbation en Conseil Communautaire sous réserve de l'accomplissement des formalités de l'entité de contrôle.

2. Modifications

Des modifications du présent règlement peuvent être décidées par la COBAS et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial.

Toutes modifications du Code Général des Collectivités Territoriales, du Code de la Santé Publique, du Code de l'Environnement ou/et du Règlement Sanitaire Départemental ou de la législation, seront applicables sans délai.



O. CONSULTATION DU RÈGLEMENT

Le présent règlement est disponible pour consultation :

- Au Pôle Environnement de la COBAS, 680B Avenue de l'Aérodrome 33260 LA TESTE-DE-BUCH
- Sur le site internet de la COBAS <https://www.agglo-cobas.fr/dechets/collecte-porte-a-porte/>



ANNEXE 2 BIS – REDEVANCE SPÉCIALE FORFAITAIRE : GRILLE D'APPLICATION DES FORAITS

NAF	LIBELLE	EFFECTIF SALARIE			
		0 à 2	3 à 5	6 à 9	10 et +
0119Z	Autres cultures non permanentes	0	0	0	0
0130Z	Reproduction de plantes	1	1	3	4
0162Z	Activités de soutien à la production animale	1	2	4	5
0164Z	Traitement des semences	1	1	2	3
0210Z	Sylviculture et autres activités forestières	1	1	1	2
0220Z	Exploitation forestière	1	1	1	1
0240Z	Services de soutien à l'exploitation forestière	1	1	1	1
0321Z	Aquaculture en mer	1	1	1	1
0322Z	Aquaculture en eau douce	1	3	4	4
0811Z	Extraction de pierres ornementales et de construction, de calcaire industriel,	1	1	1	1
0812Z	Exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin	1	1	1	1
0891Z	Extraction des minéraux chimiques et d'engrais minéraux	1	2	3	4
0990Z	Activités de soutien aux autres industries extractives	1	1	1	2
1011Z	Transformation et conservation de la viande de boucherie	3	4	5	5
1012Z	Transformation et conservation de la viande de volaille	2	3	4	5
1013A	Préparation industrielle de produits à base de viande	2	3	4	5
1013B	Charcuterie	3	4	5	5
1020Z	Transformation et conservation de poisson, de crustacés et de mollusques	2	3	4	5
1032Z	Préparation de jus de fruits et légumes	1	2	3	4
1039A	Autre transformation et conservation de légumes	1	2	3	4
1039B	Transformation et conservation de fruits	1	2	3	4
1041A	Fabrication d'huiles et graisses brutes	1	2	3	4
1052Z	Fabrication de glaces et sorbets	2	2	3	4
1061A	Meunerie	1	2	3	4
1071A	Fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche	3	4	4	5
1071B	Cuisson de produits de boulangerie	3	4	4	5
1071C	Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	3	4	4	5
1071D	Pâtisserie	3	4	4	4
1072Z	Fabrication de biscuits, biscottes et pâtisseries de conservation	1	2	3	3
1073Z	Fabrication de pâtes alimentaires	1	2	3	4
1082Z	Fabrication de cacao, chocolat et de produits de confiserie	2	2	3	3
1083Z	Transformation du thé et du café	1	2	3	4
1085Z	Fabrication de plats préparés	3	3	4	5
1086Z	Fabrication d'aliments homogénéisés et diététiques	2	3	4	5
1089Z	Fabrication d'autres produits alimentaires n.c.a.	3	3	4	5
1091Z	Fabrication d'aliments pour animaux de ferme	1	2	3	4
1101Z	Production de boissons alcooliques distillées	1	2	3	4
1102A	Fabrication de vins effervescents	1	2	3	4
1102B	Vinification	1	1	2	3
1105Z	Fabrication de bière	1	2	3	4
1320Z	Tissage	1	2	3	4
1392Z	Fabrication d'articles textiles, sauf habillement	1	2	3	4
1399Z	Fabrication d'autres textiles n.c.a.	1	2	3	4
1411Z	Fabrication de vêtements en cuir	1	1	2	2
1413Z	Fabrication de vêtements de dessus	1	2	3	4
1419Z	Fabrication d'autres vêtements et accessoires	1	2	3	4
1439Z	Fabrication d'autres articles à maille	1	1	2	3
1512Z	Fabrication d'articles de voyage, de maroquinerie et de sellerie	1	2	3	4
1520Z	Fabrication de chaussures	1	2	3	4
1610A	Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation	1	1	1	2
1610B	Imprégnation du bois	1	1	1	2
1621Z	Fabrication de placage et de panneaux de bois	2	3	4	5
1622Z	Fabrication de parquets assemblés	2	2	2	3
1623Z	Fabrication de charpentes et d'autres menuiseries	2	3	4	5
1624Z	Fabrication d'emballages en bois	1	2	3	4
1629Z	Fabrication d'objets divers en bois ; fabrication d'objets en liège, vannerie et	1	1	2	3
1723Z	Fabrication d'articles de papeterie	1	2	3	4
1729Z	Fabrication d'autres articles en papier ou en carton	1	2	3	4
1812Z	Autre imprimerie (labeur)	2	3	4	5
1813Z	Activités de pré-press	1	2	2	3
1814Z	Reliure et activités connexes	1	2	2	3
1820Z	Reproduction d'enregistrements	1	2	3	4
1910Z	Cokéfaction	2	3	4	5
1920Z	Raffinage du pétrole	1	2	3	4
2014Z	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	2	3	4	5
2015Z	Fabrication de produits azotés et d'engrais	2	3	4	5
2041Z	Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien	2	3	4	5
2042Z	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	2	3	4	5
2051Z	Fabrication de produits explosifs	2	3	4	5
2053Z	Fabrication d'huiles essentielles	2	3	4	5

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20250718-DEL-2025-12-5178-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



NAF	LIBELLE	EFFECTIF SALARIE			
		0 à 2	3 à 5	6 à 9	10 et +
2059Z	Fabrication d'autres produits chimiques n.c.a	1	2	3	4
2219Z	Fabrication d'autres articles en caoutchouc	2	3	4	5
2221Z	Fabrication de plaques, feuilles, tubes et profilés en matières plastiques	2	3	4	5
2222Z	Fabrication d'emballages en matières plastiques	2	3	4	5
2223Z	Fabrication d'éléments en matières plastiques pour la construction	2	3	4	5
2229A	Fabrication de pièces techniques à base de matières plastiques	2	3	4	5
2229B	Fabrication de produits de consommation courante en matières plastiques	2	3	4	5
2312Z	Façonnage et transformation du verre plat	2	3	4	5
2313Z	Fabrication de verre creux	2	3	3	4
2319Z	Fabrication et façonnage d'autres articles en verre, y compris verre technique	2	3	3	4
2332Z	Fabrication de briques, tuiles et produits de construction, en terre cuite	2	3	4	5
2341Z	Fabrication d'articles céramiques à usage domestique ou ornemental	2	3	3	4
2349Z	Fabrication d'autres produits céramiques	2	3	3	4
2351Z	Fabrication de ciment	2	3	4	5
2361Z	Fabrication d'éléments en béton pour la construction	2	3	4	5
2363Z	Fabrication de béton prêt à l'emploi	2	3	4	5
2369Z	Fabrication d'autres ouvrages en béton, en ciment ou en plâtre	2	3	4	5
2370Z	Taille, façonnage et finissage de pierres	1	1	2	3
2399Z	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques n.c.a.	1	1	2	3
2420Z	Fabrication de tubes, tuyaux, profilés creux et accessoires correspondants en acier	1	1	2	3
2433Z	Profilage à froid par formage ou pliage	1	1	2	3
2511Z	Fabrication de structures métalliques et de parties de structures	2	3	4	5
2512Z	Fabrication de portes et fenêtres en métal	2	3	3	4
2521Z	Fabrication de radiateurs et de chaudières pour le chauffage central	1	2	3	4
2529Z	Fabrication d'autres réservoirs, citernes et conteneurs métalliques	2	2	3	4
2540Z	Fabrication d'armes et de munitions	1	1	2	2
2550A	Forge, estampage, matriçage ; métallurgie des poudres	1	2	3	4
2561Z	Traitement et revêtement des métaux	2	3	4	5
2562A	Décolletage	1	2	3	5
2562B	Mécanique industrielle	2	2	3	3
2571Z	Fabrication de coutellerie	1	2	3	3
2572Z	Fabrication de serrures et de ferrures	1	2	3	4
2573A	Fabrication de moules et modèles	2	2	3	4
2573B	Fabrication d'autres outillages	1	2	3	3
2592Z	Fabrication d'emballages métalliques légers	2	2	3	4
2594Z	Fabrication de vis et de boulons	1	1	2	3
2599A	Fabrication d'articles métalliques ménagers	2	2	3	4
2599B	Fabrication d'autres articles métalliques	1	2	3	3
2630Z	Fabrication d'équipements de communication	1	1	1	2
2640Z	Fabrication de produits électroniques grand public	2	3	4	5
2651B	Fabrication d'instrumentation scientifique et technique	1	1	1	2
2652Z	Horlogerie	1	1	1	2
2660Z	Fabrication d'équipements d'irradiation médicale, d'équipements	1	1	1	2
2670Z	Fabrication de matériels optique et photographique	1	1	1	2
2733Z	Fabrication de matériel d'installation électrique	1	1	2	2
2740Z	Fabrication d'appareils d'éclairage électrique	1	1	2	2
2822Z	Fabrication de matériel de levage et de manutention	1	2	2	3
2823Z	Fabrication de machines et d'équipements de bureau (à l'exception des	1	2	3	4
2824Z	Fabrication d'outillage portatif à moteur incorporé	1	2	3	4
2825Z	Fabrication d'équipements aéronautiques et frigorifiques industriels	1	2	2	3
2829A	Fabrication d'équipements d'emballage, de conditionnement et de pesage	1	2	3	4
2829B	Fabrication d'autres machines d'usage général	1	2	3	4
2830Z	Fabrication de machines agricoles et forestières	1	2	3	4
2841Z	Fabrication de machines-outils pour le travail des métaux	1	2	3	4
2849Z	Fabrication d'autres machines-outils	1	2	3	3
2892Z	Fabrication de machines pour l'extraction ou la construction	2	3	4	5
2893Z	Fabrication de machines pour l'industrie agro-alimentaire	1	2	3	4
2899B	Fabrication d'autres machines spécialisées	1	2	3	4
2920Z	Fabrication de carrosseries et remorques	1	2	2	3
2931Z	Fabrication d'équipements électriques et électroniques automobiles	1	1	2	2
2932Z	Fabrication d'autres équipements automobiles	1	1	2	3
3011Z	Construction de navires et de structures flottantes	1	1	2	3
3012Z	Construction de bateaux de plaisance	2	3	3	4
3020Z	Construction de locomotives et d'autre matériel ferroviaire roulant	1	1	2	3
3030Z	Construction aéronautique et spatiale	1	1	2	3
3092Z	Fabrication de bicyclettes et de véhicules pour invalides	2	3	4	5
3099Z	Fabrication d'autres équipements de transport n.c.a.	1	2	2	3
3101Z	Fabrication de meubles de bureau et de magasin	1	3	4	5
3102Z	Fabrication de meubles de cuisine	2	3	4	5
3103Z	Fabrication de matelas	2	3	4	5
3109A	Fabrication de sièges d'ameublement d'intérieur	1	1	2	3
3109B	Fabrication d'autres meubles et industries connexes de l'ameublement	1	1	2	3
3212Z	Fabrication d'articles de joaillerie et bijouterie	1	1	2	3
3213Z	Fabrication d'articles de bijouterie fantaisie et articles similaires	1	1	1	2
3220Z	Fabrication d'instruments de musique	1	2	3	4
3230Z	Fabrication d'articles de sport	2	3	4	5
3240Z	Fabrication de jeux et jouets	2	3	4	5
3250A	Fabrication de matériel médico-chirurgical et dentaire	1	2	3	4
3299Z	Autres activités manufacturières n.c.a.	1	2	3	4





NAF	LIBELLE	EFFECTIF SALARIE			
		0 à 2	3 à 5	6 à 9	10 et +
3311Z	Réparation d'ouvrages en métaux	2	3	3	4
3312Z	Réparation de machines et équipements mécaniques	2	3	4	5
3313Z	Réparation de matériels électroniques et optiques	1	1	1	2
3314Z	Réparation d'équipements électriques	1	1	1	2
3315Z	Réparation et maintenance navale	1	1	2	3
3317Z	Réparation et maintenance d'autres équipements de transport	1	2	2	3
3319Z	Réparation d'autres équipements	2	3	3	4
3320A	Installation de structures métalliques, chaudronnées et de tuyauterie	1	1	2	3
3320B	Installation de machines et équipements mécaniques	1	2	3	4
3320C	Conception d'ensemble et assemblage sur site industriel d'équipements de contrôle des processus industriels	1	2	3	4
3320D	Installation d'équipements électriques, de matériels électroniques et optiques	1	1	2	2
3513Z	Distribution d'électricité	0	0	1	2
3514Z	Commerce d'électricité	2	3	4	5
3522Z	Distribution de combustibles gazeux par conduites	0	0	1	2
3523Z	Commerce de combustibles gazeux par conduites	0	0	1	2
3530Z	Production et distribution de vapeur et d'air conditionné	1	2	3	4
3600Z	Captage, traitement et distribution d'eau	1	2	3	4
3700Z	Collecte et traitement des eaux usées	1	2	3	4
3811Z	Collecte des déchets non dangereux	1	2	3	4
3821Z	Traitement et élimination des déchets non dangereux	1	2	3	4
3831Z	Démantèlement d'épaves	2	3	4	5
3832Z	Récupération de déchets triés	1	2	3	4
3900Z	Dépollution et autres services de gestion des déchets	2	3	4	5
4110A	Promotion immobilière de logements	1	1	1	2
4110B	Promotion immobilière de bureaux	1	1	1	2
4110C	Promotion immobilière d'autres bâtiments	1	1	1	2
4110D	Supports juridiques de programmes	1	1	1	2
4120A	Construction de maisons individuelles	1	1	2	3
4120B	Construction d'autres bâtiments	1	1	2	3
4211Z	Construction de routes et autoroutes	1	1	1	2
4212Z	Construction de voies ferrées de surface et souterraines	1	1	2	3
4213A	Construction d'ouvrages d'art	1	1	1	2
4221Z	Construction de réseaux pour fluides	1	1	2	3
4222Z	Construction de réseaux électriques et de télécommunications	1	2	3	4
4291Z	Construction d'ouvrages maritimes et fluviaux	1	1	1	2
4299Z	Construction d'autres ouvrages de génie civil n.c.a.	1	1	2	3
4311Z	Travaux de démolition	1	1	2	3
4312A	Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires	1	1	2	3
4312B	Travaux de terrassement spécialisés ou de grande masse	1	1	2	3
4313Z	Forages et sondages	1	1	2	3
4321A	Travaux d'installation électrique dans tous locaux	1	2	3	4
4321B	Travaux d'installation électrique sur la voie publique	1	2	3	4
4322A	Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux	1	2	3	4
4322B	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation	1	2	3	4
4329A	Travaux d'isolation	1	2	3	4
4329B	Autres travaux d'installation n.c.a.	1	2	3	4
4331Z	Travaux de plâtrerie	1	1	2	3
4332A	Travaux de menuiserie bois et pvc	1	1	2	3
4332B	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie	1	1	2	3
4332C	Agencement de lieux de vente	1	1	2	3
4333Z	Travaux de revêtement des sols et des murs	1	1	2	3
4334Z	Travaux de peinture et vitrerie	1	1	2	3
4339Z	Autres travaux de finition	1	1	2	3
4391A	Travaux de charpente	1	2	3	4
4391B	Travaux de couverture par éléments	1	2	3	4
4399A	Travaux d'étanchéification	1	2	3	4
4399B	Travaux de montage de structures métalliques	1	1	2	2
4399C	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	1	1	2	3
4399D	Autres travaux spécialisés de construction	1	1	2	3
4399E	Location avec opérateur de matériel de construction	1	2	3	4
4511Z	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	1	2	4	5
4519Z	Commerce d'autres véhicules automobiles	1	2	4	5
4520A	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers	2	3	4	5
4520B	Entretien et réparation d'autres véhicules automobiles	2	3	4	5
4531Z	Commerce de gros d'équipements automobiles	2	3	4	5
4532Z	Commerce de détail d'équipements automobiles	2	3	4	5
4540Z	Commerce et réparation de motocycles	1	2	3	4
4611Z	Intermédiaires du commerce en matières premières agricoles, animaux vivants, matières premières text	1	2	2	3
4612B	Autres intermédiaires du commerce en combustibles, métaux, minéraux et	1	2	2	3
4613Z	Intermédiaires du commerce en bois et matériaux de construction	1	2	2	3
4614Z	Intermédiaires du commerce en machines, équipements industriels, navires	1	2	2	3
4615Z	Intermédiaires du commerce en meubles, articles de ménage et quincaillerie	1	2	2	3
4616Z	Intermédiaires du commerce en textiles, habillement, fourrures, chaussures et	1	2	2	3
4617A	Centrales d'achat alimentaires	1	2	2	3
4617B	Autres intermédiaires du commerce en denrées, boissons et tabac	1	2	3	4
4618Z	Intermédiaires spécialisés dans le commerce d'autres produits spécifiques	1	2	3	4
4619B	Autres intermédiaires du commerce en produits divers	1	2	3	4



NAF	LIBELLE	EFFECTIF SALARIE			
		0 à 2	3 à 5	6 à 9	10 et +
4621Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de céréales, de tabac non manufacturé, de semences	1	1	2	3
4622Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fleurs et plantes	2	3	4	5
4623Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'animaux vivants	1	1	2	3
4624Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de cuirs et peaux	1	1	2	3
4631Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fruits et légumes	2	3	4	5
4632A	Commerce de gros (commerce interentreprises) de viandes de boucherie	2	3	4	5
4632B	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits à base de viande	2	3	4	5
4632C	Commerce de gros (commerce interentreprises) de volailles et gibier	2	3	4	5
4633Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits laitiers, œufs, huiles et matières grasses	1	2	3	4
4634Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de boissons	2	2	3	4
4637Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de café, thé, cacao et épices	2	2	3	4
4638A	Commerce de gros (commerce interentreprises) de poissons, crustacés et	2	3	4	5
4638B	Commerce de gros (commerce interentreprises) alimentaire spécialisé divers	2	3	4	5
4639A	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits surgelés	1	2	4	5
4639B	Commerce de gros (commerce interentreprises) alimentaire non spécialisé	1	2	4	5
4641Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de textiles	1	2	3	4
4642Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'habillement et de	1	2	3	4
4643Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'appareils électroménagers	2	3	4	5
4644Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de vaisselle, verrerie et	1	2	3	4
4646Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits pharmaceutiques	1	2	3	4
4647Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de meubles, de tapis et	2	3	4	5
4648Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'articles d'horlogerie et de	1	1	2	3
4649Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'autres biens domestiques	2	3	4	5
4651Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'ordinateurs, d'équipements informatiques périphérique	1	2	3	4
4652Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de composants et d'équipements électroniques et de télé	2	3	4	5
4661Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de matériel agricole	2	3	5	5
4662Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de machines-outils	2	3	4	5
4663Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de machines pour l'extraction, la construction et le gé	2	3	4	5
4665Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de mobilier de bureau	2	3	4	5
4666Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'autres machines et	2	3	4	5
4669A	Commerce de gros (commerce interentreprises) de matériel électrique	2	3	4	5
4669B	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures et	2	3	4	5
4669C	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures et équipements divers pour le commerce e	2	3	4	5
4671Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de combustibles et de	1	2	3	4
4672Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de minerais et métaux	1	1	2	2
4673A	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de	2	3	4	5
4673B	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'appareils sanitaires et de	2	3	4	5
4674A	Commerce de gros (commerce interentreprises) de quincaillerie	2	3	4	4
4674B	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures pour la	1	2	3	4
4675Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits chimiques	2	3	4	5
4676Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'autres produits	2	3	4	5
4677Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de déchets et débris	2	3	4	5
4690Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) non spécialisé	2	2	3	4
4711A	Commerce de détail de produits surgelés	4	5	5	5
4711B	Commerce d'alimentation générale	4	5	5	6
4711C	Supérettes	4	5	5	6
4711D	Supermarchés	6	6	6	6
4711F	Hypermarchés	6	6	6	6
4719A	Grands magasins	5	5	5	5
4719B	Autres commerces de détail en magasin non spécialisé	2	3	4	5
4721Z	Commerce de détail de fruits et légumes en magasin spécialisé	4	5	6	6
4722Z	Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin	4	5	6	6
4723Z	Commerce de détail de poissons, crustacés et mollusques en magasin	4	5	6	6
4724Z	Commerce de détail de pain, pâtisserie et confiserie en magasin spécialisé	4	5	6	6
4725Z	Commerce de détail de boissons en magasin spécialisé	2	3	3	4
4726Z	Commerce de détail de produits à base de tabac en magasin spécialisé	1	2	3	4
4729Z	Autres commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé	2	3	4	5
4730Z	Commerce de détail de carburants en magasin spécialisé	2	3	4	4
4741Z	Commerce de détail d'ordinateurs, d'unités périphériques et de logiciels en	2	3	4	5
4742Z	Commerce de détail de matériels de télécommunication en magasin	2	3	4	5
4743Z	Commerce de détail de matériels audio et vidéo en magasin spécialisé	2	3	4	5
4751Z	Commerce de détail de textiles en magasin spécialisé	2	3	3	4
4752A	Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en petites surfaces	2	3	4	4
4752B	Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en grandes surfaces	2	3	4	4
4753Z	Commerce de détail de tapis, moquettes et revêtements de murs et de sols	2	3	4	4
4754Z	Commerce de détail d'appareils électroménagers en magasin spécialisé	2	3	4	5
4759A	Commerce de détail de meubles	2	3	4	5
4759B	Commerce de détail d'autres équipements du foyer	2	3	4	5
4761Z	Commerce de détail de livres en magasin spécialisé	1	2	3	4
4762Z	Commerce de détail de journaux et papeterie en magasin spécialisé	2	2	3	4
4763Z	Commerce de détail d'enregistrements musicaux et vidéo en magasin	2	2	3	4
4764Z	Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé	2	2	3	4
4765Z	Commerce de détail de jeux et jouets en magasin spécialisé	2	3	3	4





NAF	LIBELLE	EFFECTIF SALARIE			
		0 à 2	3 à 5	6 à 9	10 et +
4771Z	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	2	3	3	4
4772A	Commerce de détail de la chaussure	2	3	3	4
4772B	Commerce de détail de maroquinerie et d'articles de voyage	2	3	4	5
4773Z	Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé	1	2	3	4
4774Z	Commerce de détail d'articles médicaux et orthopédiques en magasin	2	3	4	4
4775Z	Commerce de détail de parfumerie et de produits de beauté en magasin	2	2	3	4
4776Z	Commerce de détail de fleurs, plantes, graines, engrais, animaux de compagnie et aliments	2	3	4	5
4777Z	Commerce de détail d'articles d'horlogerie et de bijouterie en magasin	1	2	3	4
4778A	Commerces de détail d'optique	2	2	3	4
4778B	Commerces de détail de charbons et combustibles	2	2	3	4
4778C	Autres commerces de détail spécialisés divers	2	3	4	5
4779Z	Commerce de détail de biens d'occasion en magasin	1	1	1	2
4781Z	Commerce de détail alimentaire sur éventaires et marchés	2	2	3	4
4782Z	Commerce de détail de textiles, d'habillement et de chaussures sur	1	2	3	4
4789Z	Autres commerces de détail sur éventaires et marchés	1	2	3	4
4791A	Vente à distance sur catalogue général	1	1	1	1
4791B	Vente à distance sur catalogue spécialisé	1	1	1	1
4799A	Vente à domicile	1	1	2	2
4799B	Vente par automates et autres commerces de détail hors magasin, éventaires	1	2	2	3
4910Z	Transport ferroviaire interurbain de voyageurs	1	2	2	3
4920Z	Transports ferroviaires de fret	1	2	2	3
4931Z	Transports urbains et suburbains de voyageurs	2	2	3	4
4932Z	Transports de voyageurs par taxis	0	0	0	0
4939A	Transports routiers réguliers de voyageurs	1	1	2	2
4939B	Autres transports routiers de voyageurs	1	2	3	4
4941A	Transports routiers de fret interurbains	1	1	2	2
4941B	Transports routiers de fret de proximité	1	1	2	2
4941C	Location de camions avec chauffeur	1	1	2	3
4942Z	Services de déménagement	2	3	4	5
4950Z	Transports par conduites	1	2	4	5
5010Z	Transports maritimes et côtiers de passagers	1	1	2	2
5020Z	Transports maritimes et côtiers de fret	1	1	2	2
5210A	Entreposage et stockage frigorifique	2	3	4	5
5210B	Entreposage et stockage non frigorifique	2	3	4	5
5221Z	Services auxiliaires des transports terrestres	1	1	2	2
5222Z	Services auxiliaires des transports par eau	1	2	3	4
5224A	Manutention portuaire	1	2	3	4
5224B	Manutention non portuaire	1	2	3	4
5229A	Messagerie, fret express	1	2	3	4
5229B	Affrètement et organisation des transports	1	1	2	2
5310Z	Activités de poste dans le cadre d'une obligation de service universel	1	2	3	4
5320Z	Autres activités de poste et de courrier	1	2	3	4
5510Z	Hôtels et hébergement similaire	5	5	6	6
5520Z	Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée	6	6	6	6
5530Z	Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs	6	6	6	6
5590Z	Autres hébergements	5	5	6	6
5610A	Restauration traditionnelle	4	5	6	6
5610B	Cafétérias et autres libres-services	4	5	6	6
5610C	Restauration de type rapide	3	4	5	6
5621Z	Services des traiteurs	3	4	5	6
5629A	Restauration collective sous contrat	5	5	6	6
5629B	Autres services de restauration n.c.a.	5	5	6	6
5630Z	Débits de boissons	2	3	4	5
5811Z	Edition de livres	1	2	3	4
5813Z	Edition de journaux	1	2	3	4
5814Z	Edition de revues et périodiques	1	2	3	4
5819Z	Autres activités d'édition	1	2	3	4
5821Z	Edition de jeux électroniques	1	1	1	2
5829A	Edition de logiciels système et de réseau	1	1	1	2
5829B	Edition de logiciels outils de développement et de langages	1	1	1	2
5829C	Edition de logiciels applicatifs	1	1	1	2
5911A	Production de films et de programmes pour la télévision	1	1	1	2
5911B	Production de films institutionnels et publicitaires	1	1	1	2
5911C	Production de films pour le cinéma	1	1	1	2
5912Z	Post-production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de	1	1	1	2
5913B	Edition et distribution vidéo	1	1	1	2
5914Z	Projection de films cinématographiques	1	2	3	4
5920Z	Enregistrement sonore et édition musicale	1	1	2	3
6010Z	Edition et diffusion de programmes radio	2	3	4	5
6020A	Edition de chaînes généralistes	2	2	3	4
6110Z	Télécommunications filaires	1	1	1	2
6120Z	Télécommunications sans fil	1	1	1	2
6130Z	Télécommunications par satellite	1	1	1	2
6190Z	Autres activités de télécommunication	1	1	1	2
6201Z	Programmation informatique	1	1	1	2
6202A	Conseil en systèmes et logiciels informatiques	1	1	1	2
6202B	Tierce maintenance de systèmes et d'applications informatiques	1	1	1	2
6203Z	Gestion d'installations informatiques	1	1	1	2
6209Z	Autres activités informatiques	1	1	1	2





NAF	LIBELLE	EFFECTIF SALARIE			
		0 à 2	3 à 5	6 à 9	10 et +
6311Z	Traitement de données, hébergement et activités connexes	1	1	1	2
6312Z	Portails Internet	1	1	1	2
6391Z	Activités des agences de presse	1	1	2	2
6399Z	Autres services d'information n.c.a.	1	1	1	2
6411Z	Activités de banque centrale	1	1	1	2
6419Z	Autres intermédiations monétaires	1	1	1	2
6420Z	Activités des sociétés holding	1	1	1	2
6430Z	Fonds de placement et entités financières similaires	1	1	1	2
6492Z	Autre distribution de crédit	1	1	1	2
6499Z	Autres activités des services financiers, hors assurance et caisses de	1	1	1	2
6511Z	Assurance vie	1	1	1	2
6512Z	Autres assurances	1	1	1	2
6612Z	Courtage de valeurs mobilières et de marchandises	1	1	1	2
6619A	Supports juridiques de gestion de patrimoine mobilier	1	1	1	2
6619B	Autres activités auxiliaires de services financiers, hors assurance et caisses	1	1	1	2
6621Z	Evaluation des risques et dommages	1	1	1	2
6622Z	Activités des agents et courtiers d'assurances	1	1	1	2
6629Z	Autres activités auxiliaires d'assurance et de caisses de retraite	1	1	1	2
6630Z	Gestion de fonds	1	1	1	2
6810Z	Activités des marchands de biens immobiliers	1	1	1	2
6820A	Location de logements	1	1	1	2
6820B	Location de terrains et d'autres biens immobiliers	1	1	1	2
6831Z	Agences immobilières	1	1	1	2
6832A	Administration d'immeubles et autres biens immobiliers	1	1	1	2
6832B	Supports juridiques de gestion de patrimoine immobilier	1	1	1	2
6910Z	Activités juridiques	1	1	1	2
6920Z	Activités comptables	1	1	1	2
7010Z	Activités des sièges sociaux	1	1	1	2
7021Z	Conseil en relations publiques et communication	1	1	1	2
7022Z	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	1	1	1	2
7111Z	Activités d'architecture	1	2	2	3
7112A	Activité des géomètres	1	1	1	2
7112B	Ingénierie, études techniques	1	1	1	1
7120A	Contrôle technique automobile	1	2	2	2
7120B	Analyses, essais et inspections techniques	1	2	2	2
7211Z	Recherche-développement en biotechnologie	1	1	1	1
7219Z	Recherche-développement en autres sciences physiques et naturelles	1	1	1	1
7220Z	Recherche-développement en sciences humaines et sociales	1	1	1	1
7311Z	Activités des agences de publicité	1	2	2	3
7312Z	Régie publicitaire de médias	1	2	2	3
7320Z	Etudes de marché et sondages	1	1	1	2
7410Z	Activités spécialisées de design	1	1	1	2
7420Z	Activités photographiques	1	1	2	3
7430Z	Traduction et interprétation	1	1	1	1
7490A	Activité des économistes de la construction	1	1	2	2
7490B	Activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses	1	1	1	2
7500Z	Activités vétérinaires	1	2	2	3
7711A	Location de courte durée de voitures et de véhicules automobiles légers	1	2	2	3
7712Z	Location et location-bail de camions	1	1	2	3
7721Z	Location et location-bail d'articles de loisirs et de sport	1	1	2	3
7722Z	Location de vidéocassettes et disques vidéo	1	2	2	3
7729Z	Location et location-bail d'autres biens personnels et domestiques	1	2	2	3
7731Z	Location et location-bail de machines et équipements agricoles	1	2	2	3
7732Z	Location et location-bail de machines et équipements pour la construction	1	2	3	4
7739Z	Location et location-bail d'autres machines, équipements et biens matériels	1	2	3	4
7740Z	Location-bail de propriété intellectuelle et de produits similaires, à l'exception	1	1	1	2
7810Z	Activités des agences de placement de main-d'œuvre	1	1	1	2
7820Z	Activités des agences de travail temporaire	1	1	2	3
7830Z	Autre mise à disposition de ressources humaines	1	1	2	3
7911Z	Activités des agences de voyage	1	1	1	2
7912Z	Activités des voyagistes	1	1	1	2
7990Z	Autres services de réservation et activités connexes	1	1	1	2
8010Z	Activités de sécurité privée	1	1	1	1
8020Z	Activités liées aux systèmes de sécurité	1	1	1	1
8030Z	Activités d'enquête	1	1	1	1
8110Z	Activités combinées de soutien lié aux bâtiments	1	1	1	2
8121Z	Nettoyage courant des bâtiments	1	2	3	4
8122Z	Autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel	2	3	3	4
8129A	Désinfection, désinsectisation, dératisation	1	1	2	2
8129B	Autres activités de nettoyage n.c.a.	2	3	3	4
8130Z	Services d'aménagement paysager	1	1	2	3
8211Z	Services administratifs combinés de bureau	1	1	1	1
8219Z	Photocopie, préparation de documents et autres activités spécialisées de	1	2	3	4
8220Z	Activités de centres d'appels	0	0	0	0
8230Z	Organisation de foires, salons professionnels et congrès	1	1	1	1
8291Z	Activités des agences de recouvrement de factures et des sociétés d'information financière sur la	1	1	1	2
8292Z	Activités de soutien aux entreprises n.c.a.	2	3	3	4
8299Z	Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	1	1	1	1





NAF	LIBELLE	EFFECTIF SALARIE			
		0 à 2	3 à 5	6 à 9	10 et +
8411Z	Administration publique générale	1	2	3	4
8412Z	Administration publique (tutelle) de la santé, de la formation, de la culture et	1	2	3	4
8413Z	Administration publique (tutelle) des activités économiques	1	1	2	2
8423Z	Justice	1	2	3	4
8424Z	Activités d'ordre public et de sécurité	1	2	3	4
25Z	Services du feu et de secours	1	2	3	3
8430A	Activités générales de sécurité sociale	1	2	3	4
8430C	Distribution sociale de revenus	1	1	2	2
8510Z	Enseignement pré-primaire	0	0	0	0
8520Z	Enseignement primaire	0	0	0	0
8531Z	Enseignement secondaire général	0	0	0	0
8532Z	Enseignement secondaire technique ou professionnel	1	1	1	2
8542Z	Enseignement supérieur	2	3	4	5
8551Z	Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs	1	2	3	4
8552Z	Enseignement culturel	1	1	2	3
8553Z	Enseignement de la conduite	1	1	1	1
8559A	Formation continue d'adultes	1	1	1	2
8559B	Autres enseignements	1	1	1	2
8560Z	Activités de soutien à l'enseignement	1	1	1	2
8610Z	Activités hospitalières	1	1	1	1
8621Z	Activité des médecins généralistes	1	1	2	3
8622A	Activités de radiodiagnostic et de radiothérapie	1	1	2	3
8622B	Activités chirurgicales	1	1	1	2
8622C	Autres activités des médecins spécialistes	1	1	2	3
8623Z	Pratique dentaire	1	1	2	3
8690A	Ambulances	1	1	2	3
8690B	Laboratoires d'analyses médicales	1	1	2	3
8690C	Centres de collecte et banques d'organes	1	1	2	2
8690D	Activités des infirmiers et des sages-femmes	1	1	1	2
8690E	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des	1	1	1	2
8690F	Activités de santé humaine non classées ailleurs	1	1	1	2
8710A	Hébergement médicalisé pour personnes âgées	3	4	5	6
8710B	Hébergement médicalisé pour enfants handicapés	3	4	5	6
8710C	Hébergement médicalisé pour adultes handicapés et autre hébergement	3	4	5	6
8720A	Hébergement social pour handicapés mentaux et malades mentaux	3	4	5	6
8720B	Hébergement social pour toxicomanes	3	4	5	6
8730A	Hébergement social pour personnes âgées	3	4	5	6
8730B	Hébergement social pour handicapés physiques	3	4	5	6
8790A	Hébergement social pour enfants en difficultés	3	4	5	6
8790B	Hébergement social pour adultes et familles en difficultés et autre	3	4	5	6
8810A	Aide à domicile	1	1	2	3
8810B	Accueil ou accompagnement sans hébergement d'adultes handicapés	2	3	3	4
8810C	Aide par le travail	2	3	3	4
8891A	Accueil de jeunes enfants	2	2	3	3
8891B	Accueil ou accompagnement sans hébergement d'enfants handicapés	2	3	3	4
8899A	Autre accueil ou accompagnement sans hébergement d'enfants et	2	3	3	4
8899B	Action sociale sans hébergement n.c.a.	2	3	3	4
9001Z	Arts du spectacle vivant	1	2	2	3
9002Z	Activités de soutien au spectacle vivant	1	2	2	3
9003A	Création artistique relevant des arts plastiques	1	2	2	3
9003B	Autre création artistique	1	2	2	3
9004Z	Gestion de salles de spectacles	1	2	2	3
9101Z	Gestion des bibliothèques et des archives	1	2	2	3
9102Z	Gestion des musées	1	2	2	3
9103Z	Gestion des sites et monuments historiques et des attractions touristiques	1	2	2	3
9104Z	Gestion des jardins botaniques et zoologiques et des réserves naturelles	1	2	2	3
9200Z	Organisation de jeux de hasard et d'argent	2	3	4	5
9311Z	Gestion d'installations sportives	1	2	2	3
9312Z	Activités de clubs de sports	1	1	1	2
9313Z	Activités des centres de culture physique	1	2	3	4
9319Z	Autres activités liées au sport	1	1	1	2
9321Z	Activités des parcs d'attractions et parcs à thèmes	5	5	6	6
9329Z	Autres activités récréatives et de loisirs	5	5	6	6
9411Z	Activités des organisations patronales et consulaires	1	1	2	3
9412Z	Activités des organisations professionnelles	1	1	2	3
9420Z	Activités des syndicats de salariés	1	1	2	3
9491Z	Activités des organisations religieuses	0	0	0	0
9492Z	Activités des organisations politiques	1	1	1	1
9499Z	Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire	0	0	0	0
9511Z	Réparation d'ordinateurs et d'équipements périphériques	1	3	4	5
9512Z	Réparation d'équipements de communication	2	3	4	5
9521Z	Réparation de produits électroniques grand public	2	3	4	5
9522Z	Réparation d'appareils électroménagers et d'équipements pour la maison et	2	3	4	5
9523Z	Réparation de chaussures et d'articles en cuir	1	2	3	4
9524Z	Réparation de meubles et d'équipements du foyer	2	2	3	4
9525Z	Réparation d'articles d'horlogerie et de bijouterie	1	1	1	2
9529Z	Réparation d'autres biens personnels et domestiques	1	3	4	5
9601A	Blanchisserie-teinturerie de gros	2	3	4	5
9601B	Blanchisserie-teinturerie de détail	1	2	3	4

033-243300563-20240627-DEL-2024-06-088-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/07/2024
Publication : 02/07/2024

Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS



NAF	LIBELLE	EFFECTIF SALARIE			
		0 à 2	3 à 5	6 à 9	10 et +
9602A	Coiffure	1	2	2	3
9602B	Soins de beauté	1	1	1	2
9603Z	Services funéraires	1	1	1	2
9604Z	Entretien corporel	1	1	1	2
9609Z	Autres services personnels n.c.a.	1	2	3	4

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



ANNEXE 3 : COLLECTES EN POINT D'APPORT VOLONTAIRE POUR LES GROS PRODUCTEURS DE DECHETS

A. PRODUCTEURS CONCERNES

La COBAS prescrit la mise en place des conteneurs enterrés (ou semi-enterrés) pour la collecte des déchets ménagers et assimilés des gros producteurs, à savoir :

- les ensembles immobiliers (verticaux/horizontaux) dès lors que le nombre de logements est supérieur ou égal à 30,
- tout autre producteur public ou privé dont la production hebdomadaire de déchets est susceptible d'atteindre 5 000 litres d'ordures ménagères résiduelles ou d'emballages.

B. MODALITÉS DE MISE EN PLACE

Le gestionnaire ou porteur de projet prend à sa charge l'étude du projet, les demandes d'autorisation, la réalisation des travaux de génie civil selon le cahier des charges transmis par la COBAS.

L'acquisition des conteneurs enterrés ou semi-enterrés et la mise en place seront prises en charge par la COBAS.

Le porteur de projet associe les services de la COBAS aux réunions de chantiers et assure la diffusion des comptes-rendus de chantier et informe la COBAS de la date de démarrage des travaux de génie civil, afin de pouvoir planifier les commandes de conteneurs.

La COBAS se réserve la possibilité d'équiper à ses frais les conteneurs :

- D'un contrôle d'accès afin d'identifier le volume déposé par chaque producteur,
- D'une sonde de télérelève permettant de connaître le taux de remplissage des conteneurs et éviter ainsi les débordements.

C. CALCUL DE LA DOTATION

La dotation est calculée par la COBAS en fonction de la typologie des logements et du nombre théorique d'habitants par logement, selon la grille suivante :

Typologie du logement	Nombre d'occupants
T1	1
T2	2
T3	3
T4	4
T5	5
T6	6
T7	7

Collecte des ordures ménagères et emballages recyclables :

Dotation en bornes enterrées ou semi-enterrées de 5000 litres calculée selon le nombre d'occupants théoriques par type de logement x 7 jours de stockage x 5 litres de production journalière par flux.



Collecte des biodéchets : Mise à disposition par la COBAS d'un bac roulant de 120 litres ou 240 litres par tranche de 30 logements, qui sera disposé dans un abri-bac.

Une plateforme béton ou bitume permettant de recevoir le(s) bac(s) biodéchets sera créée par le producteur et prévoira dans sa conception, un cheminement piétonnier équipé d'une descente charretière pour faciliter l'aménage-replis des bacs jusqu'à la voie publique de collecte.

D. CONTRAINTES DE COLLECTE

La collecte des déchets ménagers et assimilés implique les contraintes suivantes :

- Respect des angles de giration, du sens de circulation (interdiction de reculer ou de collecter à contre sens) ;
- Vérification de la largeur des voies d'accès et implantation de bornes ou de potelets lors de la collecte des PAV ;
- Absence de stationnement devant les conteneurs et voie d'accès dégagée de tout véhicule gênant ;
- Pour les voies privées, signature préalable d'une convention actant la mise à disposition des contenants et les modalités de collecte avec la COBAS ;
- Si possible, prévision d'une voie d'accès réservée au camion de collecte.

E. CONTRAINTES GÉNÉRALES D'IMPLANTATION DES CONTENEURS ENTERRÉS (OU SEMI-ENTERRÉS)

L'implantation de conteneurs enterrés (ou semi-enterrés) doit être faite en fonction de l'accessibilité du camion de collecte et des contraintes de relevage, et nécessite une étude préalable des réseaux souterrains.

En particulier, les contraintes suivantes devront être prises en compte :

- Vérifier qu'il n'y ait aucun obstacle aérien (arbres, candélabres, câblages électriques, balcons, devantures...) ;
- Laisser entre l'équipement installé et un mur de façade, la distance minimale de 1,40 mètres pour permettre le cheminement piéton ;
- S'assurer de la parfaite étanchéité des mobiliers pendant la pose (eaux pluviales et souterraines).

Il est fait obligation aux porteurs de projets de soumettre à l'accord écrit de la COBAS :

- Le projet de localisation des points d'apport volontaire.

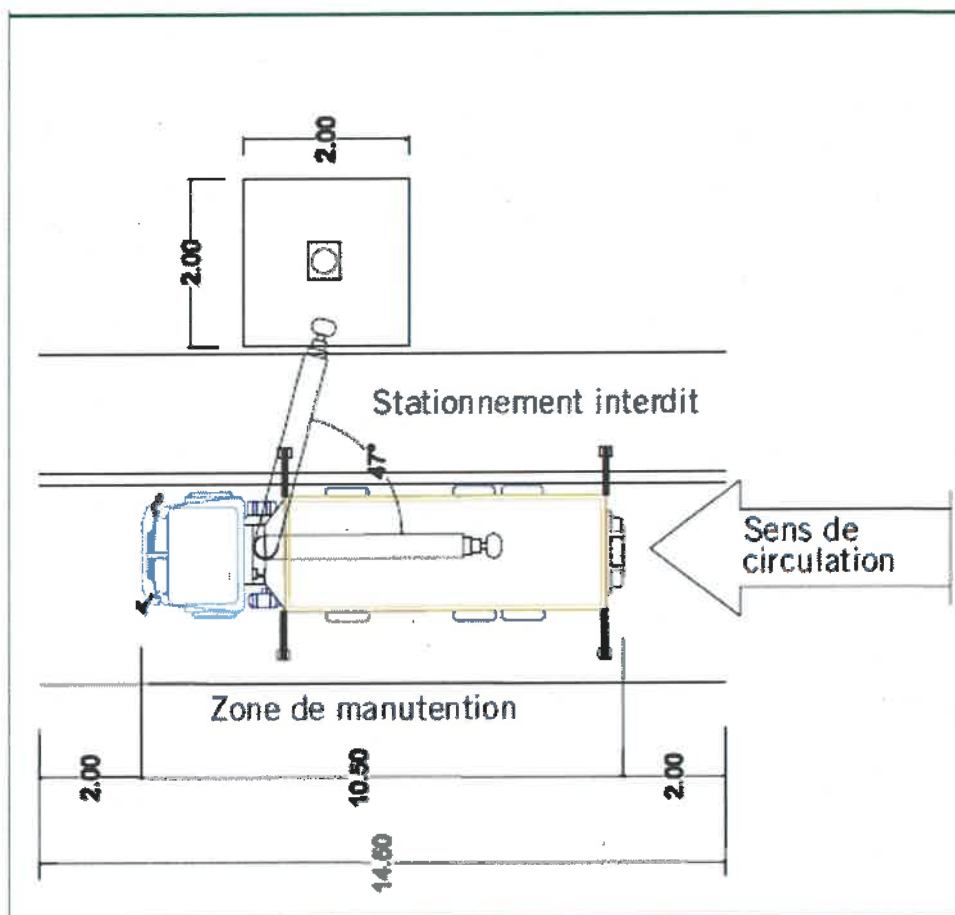
F. CARACTÉRISTIQUES DES VÉHICULES DE COLLECTE (D'APRÈS LES CONTRAINTES MAXIMALES)

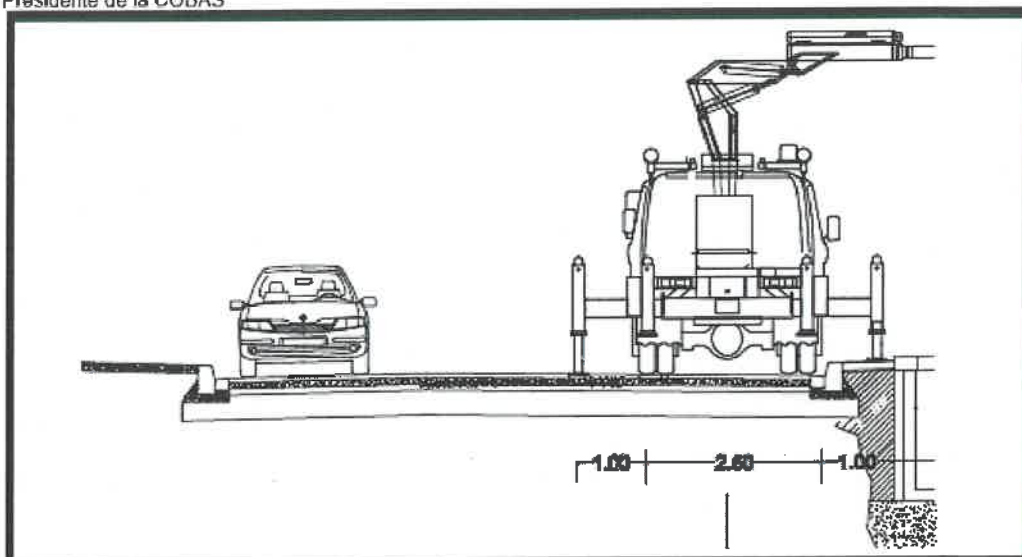
- Longueur hors tout : 10,50 mètres ;
- Largeur hors tout : 2,50 mètres ;
- Hauteur hors tout : 4,00 mètres ;
- Poids total en charge : 26 tonnes ;
- Rayon de braquage des roues avant : 8 mètres ;



- Hauteur maxi de levage : 10,50 mètres ;
- Béquilles stabilisatrices : 1 mètre déployé de chaque côté du camion, soit un gabarit d'une emprise totale de 4,5 mètres
- Longueur de la flèche maximum de 10 mètres linéaires depuis l'axe de la grue ;
- Poids maximal à lever : 1,5 tonne à 8 mètres.

G. SCHÉMAS DES CONTRAINTES DE COLLECTE ET D'IMPLANTATION DES CONTENEURS ENTERRÉS (OU SEMI-ENTERRES)





Sur les axes de forte circulation, la zone de stationnement et de manutention devra être matérialisée par un marquage au sol et strictement réservée aux véhicules de la COBAS.

H. DÉFINITION DES CONDITIONS MINIMALES NÉCESSAIRES À LA MISE EN ŒUVRE DES PAV

Les conteneurs implantés présenteront les volumes suivants :

- Ordures ménagères = 5 m³
- Emballages recyclables = 5 m³
- Verre = 4 m³
- Biodéchets : Bacs roulants 120 ou 240 litres

I. ABSENCE OU RETARD DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX

En cas de retard ou d'absence de réalisation des travaux de génie civil, demandés par la COBAS lors de l'instruction du permis de construire, il appartient au gestionnaire dudit ensemble d'en aviser la COBAS. Le constructeur devra également prendre en considération le délai de fourniture des équipements donné par la COBAS dans son planning d'exécution.

En cas de retard du fait du promoteur, des bacs roulants pourront être mis à disposition des occupants, de façon temporaire ; Il s'agit d'un dispositif visant à répondre aux règles de salubrité publique, facturé au demandeur (selon les tarifs en vigueur pour les collectes exceptionnelles) dans l'attente de la mise en place opérationnelle des conteneurs.



ANNEXE 4 : DISPOSITIONS RELATIVES À LA COLLECTE DES DECHETS EN HABITAT COLLECTIF DE MOINS DE 30 LOGEMENTS

A. RÈGLES D'ATTRIBUTION DES BACS ROULANTS EN HABITAT COLLECTIF

Pour les ensembles immobiliers dont le nombre de logements est inférieur ou égal à 29 logements, des bacs roulants sont mis à la disposition pour la collecte en porte-à-porte des ordures ménagères résiduelles (OMR), des emballages recyclables et des biodéchets.

Dès lors que le nombre de logements est supérieur ou égal à 30, le porteur du projet doit se référer à l'annexe 3 du présent règlement.

Le nombre de bacs roulants attribués par habitat collectif est déterminé en fonction du nombre de logements concernés et du volume des déchets ménagers à considérer.

En cas de présence de commerces en pied d'immeuble, le nombre de bacs doit être majoré, en fonction de l'activité professionnelle.

1. Détermination du nombre théorique d'occupants

Le nombre théorique d'occupants est déterminé sur la base du calcul suivant :

Typologie du logement	Coefficient Occupants
T1	1
T2	2
T3	3
T4	4
T5	5
T6	6
T7	7

Ce nombre est multiplié par le nombre de logements.

2. Détermination du nombre de bacs à mettre à disposition

La production théorique de déchets par habitant est multipliée par le nombre d'occupants théorique de l'ensemble immobilier : 5 litres pour les OMR, 5 litres pour les emballages recyclables et 3 litres pour les biodéchets.

3. Changement de dotation

La demande de changement de dotation à l'initiative du gestionnaire de l'ensemble immobilier ou du représentant des copropriétaires fera l'objet d'une facturation selon le tarif fixé par délibération de la COBAS.



B. DISPOSITIONS RELATIVES À L'AMÉNAGEMENT DES LOCAUX OU EMPLACEMENTS POUR LE STOCKAGE DES DÉCHETS

1. Détermination de la surface au sol nécessaire

La surface au sol des locaux ou emplacement pour le stockage des déchets à prévoir, est liée à l'emprise au sol des bacs mise en place par la COBAS. A cette surface initiale, il convient d'ajouter une majoration pour l'aisance de manipulation desdits contenants.

Surface de stockage à prévoir selon le type de bac :

Type	Surface de stockage à prévoir
120 ou 180 litres	0.8
240 litres	1
340 litres	1.2
660 litres	2.4
770 litres	2.4

Pour la collecte des biodéchets, le volume du ou des bacs mis à disposition sera de 120 litres ou 240 litres uniquement.

2. Dispositions à suivre pour la création d'un local « poubelle » collectif

Le local devra être à minima conforme aux prescriptions de l'article 77 du règlement sanitaire départemental (arrêté préfectoral du 23 décembre 1993).

« Art. 77 - Emplacement des récipients à ordures ménagères

Dans les immeubles collectifs, les récipients mis à la disposition des occupants pour recevoir leurs ordures ménagères doivent être placés à l'intérieur de locaux spéciaux, clos, ventilés. Le sol et les parois de ces locaux doivent être constitués par des matériaux imperméables et imputrescibles ou revêtus de tels matériaux ou enduits ; Toutes dispositions doivent être prises pour empêcher l'intrusion des rongeurs ou insectes. Les portes de ces locaux doivent fermer hermétiquement. Un poste de lavage et un système d'évacuation des eaux doivent être établis dans chacun de ces locaux pour faciliter l'entretien dans des conditions telles que ni odeur ni émanation gênante ne puissent pénétrer à l'intérieur des habitations.

Ces locaux ne doivent pas avoir de communications directes avec les locaux affectés à l'habitation, au travail ou au remisage de voitures d'enfants, à la restauration et à la vente de produits alimentaires.

Si dans certains bâtiments anciens, la disposition des lieux ne permet pas la création de tels locaux, les mesures suivantes doivent être adoptées selon les volumes disponibles :

- *Soit l'établissement de locaux pour le seul remisage des récipients vides, en dehors des heures de mise à disposition des usagers, et présentant les mêmes caractéristiques que les locaux visés à l'alinéa 1 ci-dessus,*
- *Soit le remisage des récipients vides correctement nettoyés aux emplacements où ils gênent le moins les occupants de l'immeuble. En tout état de cause, ils ne doivent pas être placés dans les lieux d'accès aux cages d'escaliers.*



Dans ces deux cas, un point d'eau et une évacuation des eaux usées doivent être aménagés pour permettre l'entretien des récipients.

Dans les immeubles collectifs importants, les locaux de remisage des récipients à ordures ou de réception des vide-ordures, quand ces derniers équipements sont prévus, doivent, sans préjudice des réglementations spécifiques, être conçus, quant à leurs dimensions, leurs dispositions et leurs accès à partir de la voie publique, de façon à permettre l'utilisation de récipients de grande capacité ou tous autres moyens adaptés aux productions importantes d'ordures susceptibles d'être imposés par les services de collecte des ordures ménagères en considération même de cette production. »

La COBAS complète les prescriptions de l'article 77 du règlement sanitaire départemental par les dispositions suivantes :

- Le rapport des dimensions du local (longueur sur largeur) doit être inférieur à 2 ;
- L'emplacement du local devra être compatible avec les règlements des P.L.U. et recevoir l'avis du service de collecte ;
- La surface au sol du local de stockage sera validée par le service de collecte de la COBAS ;
- Le sol sera aménagé avec un point d'évacuation des eaux usées raccordé au réseau d'assainissement selon les prescriptions du concessionnaire ;
- Le local sera équipé d'un point d'eau permettant le lavage et la désinfection du local et des conteneurs. Le nettoyage du local aura lieu aussi souvent que nécessaire ;
- Dans le cas de modification des locaux anciens ne donnant pas lieu à délivrance d'un permis de construire, les aménagements de logements ou de locaux commerciaux devront comporter un emplacement pour les conteneurs. Cet emplacement sera soumis à l'agrément préalable du service de collecte ;
- Le local doit être convenablement ventilé.

3. Cas des aires de présentation

Elles doivent avoir les caractéristiques suivantes :

- Être dimensionnées de manière à pouvoir contenir l'ensemble de la dotation des bacs
- Être situées en limite de propriété
- Les bacs doivent pouvoir être collectés sans qu'un obstacle ne se présente (portail etc....)
- L'accès à cette aire de présentation se fera directement depuis le domaine public
- L'ouverture devra permettre la descente et le passage des bacs (1,50 mètres minimum)

Page 258/439

Chaine d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 85 3C 3C 5E A8 A8
Publié le : 19/12/2025
Par : DAVET Patrick
Document certifié conforme à l'original
<http://publiact.fr/documentPublic/844435>



ANNEXE 5 : RÉGLEMENT DES DÉCHÈTERIES ET POINT VERT RESERVÉS AUX PARTICULIERS

A. DÉFINITION

Une déchèterie et un point vert sont des centres d'apport volontaire ouverts aux particuliers pour le dépôt sélectif des déchets dont ils ne peuvent se débarrasser de manière satisfaisante par la collecte en porte à porte du fait de leur encombrement, de leur quantité ou de leur nature.

Après un stockage transitoire, les déchets sont soit valorisés dans des filières adaptées, soit éliminés dans des installations autorisées à les recevoir.

La mise en place des déchèteries sur le territoire de la COBAS répond à plusieurs objectifs :

- Limiter la prolifération de dépôts sauvages en préservant l'environnement,
- Permettre à la population d'évacuer ses déchets dans de bonnes conditions,
- Economiser les matières premières en recyclant les déchets collectés.

B. ORGANISATION DE LA COLLECTE EN DECHETERIES ET POINT VERT SUR LE TERRITOIRE

La COBAS exploite un réseau de 6 déchèteries et d'un point vert réservés aux particuliers répartis sur le territoire :

Déchèterie d'Arcachon : bd Mestrezat, 33120 ARCACHON ;

Point Vert d'Arcachon : avenue du Parc, 33120 ARCACHON ;

Déchèterie de La Teste de Buch : av. de l'Aérodrome, Z.I., 33260 LA TESTE-DE-BUCH ;

Déchèterie de Cazaux : allée M. Dufaure, 33260 CAZAUX ;

Déchèterie du Pyla-sur-Mer : av. de Biscarrosse, 33115 PYLA SUR MER ;

Déchèterie de Gujan-Mestras : av. de Césarée, 33470 GUJAN-MESTRAS ;

Déchèterie du Teich : Allée de la Grande Craste, 33470 LE TEICH.

Le fonctionnement des déchèteries se caractérise par une harmonisation des conditions d'ouverture, avec l'application d'un horaire unique pour l'ensemble des déchèteries (hormis le point vert spécifiquement dédié aux dépôts de déchets végétaux).

Note : Les déchets des professionnels ne sont acceptés que sur les déchèteries réservées aux professionnels, à savoir au centre de transfert à La Teste de Buch, et au centre de valorisation des déchets au Teich.

Seuls les cartons pliés et mis à plat, le verre et le papier des professionnels sont acceptés dans toutes les déchèteries.

Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS



C. JOURS ET HORAIRES D'OUVERTURE

Les déchèteries et le point vert sont ouverts tous les jours selon les horaires présentés ci-après.

a) Horaires d'ouverture des déchèteries

DÉCHÈTERIES	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
du lundi au samedi	8h30-12h20 et 13h30-17h50	8h30-12h20 et 13h30-18h20					7h30-12h30 et 13h15-15h15		8h30-12h20 et 13h30-18h20		8h30-12h20 et 13h30-17h50	
le dimanche	8h30 à 11h50						7h30 à 12h30		8h30 à 11h50			

b) Horaires d'ouverture du point vert

POINT VERT ABATILLES	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	oct	novembre	décembre
du lundi au vendredi	14h-17h50			8h30-12h20 et 13h30-18h20			7h30 à 12H30	8h30-12h20 et 13h30 à 18h20	14h-17h50			
samedi	8h30-12h20 et 13h30-17h50.							8h30-12h20 et 13h30-17h50.				
dimanche	8h3-11h50							8h30-11h50				

c) Horaires d'ouverture Jours Fériés

Les déchèteries :

- Le matin uniquement de 08h30 à 11h50, à l'exception des 1^{er} janvier, dimanche de Pâques, 1^{er} mai, dimanche de Pentecôte et 25 décembre où l'ensemble des déchèteries sont fermées toute la journée.

Le point vert :

- En période estivale (1^{er} avril au 30 septembre) le matin uniquement de 08h30 à 11h50, à l'exception du dimanche de Pâques, 1^{er} mai et du dimanche de Pentecôte où le point vert est fermé toute la journée
- En période hivernale (du 1^{er} octobre au 31 mars) le point vert est fermé toute la journée les 1^{er} janvier, 1^{er} novembre, 11 novembre et 25 décembre.

D. CONDITIONS D'ACCÈS

L'accès en déchèteries est gratuit et est uniquement autorisé aux particuliers résidents sur le territoire et selon les conditions définies dans le présent règlement.

Le dépôt journalier est limité à 1m³ et l'accès aux déchèteries est réservé aux véhicules de tourisme et aux véhicules utilitaires légers de moins de 3.5 tonnes de PTAC et de moins de 1.90 mètres de hauteur.

Les véhicules hors gabarit conduit par un particulier sont autorisés à se stationner « au pied » de la déchèterie. Il appartiendra alors à l'usager d'assurer son déchargement depuis cette zone en respectant les consignes de sécurité du site.



Les déchèteries sont accessibles pendant les horaires d'ouverture, en présence d'un gardien. Il est interdit d'accéder aux déchèteries en dehors des horaires d'ouverture et de déposer des déchets aux portes des déchèteries durant les heures de fermeture, sous peine de poursuites judiciaires.

E. RÔLE DES USAGERS ET DES PERSONNELS DE DÉCHÈTERIES

Les usagers sont tenus de :

- Respecter le plan de circulation et ne pas encombrer l'accès aux déchèteries,
- Se référer à la signalétique pour le dépôt des déchets,
- Respecter les consignes de tri et les limitations de dépôts énoncés dans le présent règlement,
- Respecter les mesures sanitaires en vigueur.

Le ou les gardiens présents assurent l'accueil des usagers, le contrôle des apports et d'une façon générale le bon fonctionnement de la déchèterie. Ils assurent également la réception des déchets dangereux et leur rangement dans les contenants spécifiques.

F. RÈGLES DE SÉCURITÉ

La circulation dans l'enceinte des déchèteries doit se faire dans le strict respect du code de la route et de la signalisation mise en place. Les véhicules doivent être stationnés sur les quais à proximité des bennes.

Il est interdit de descendre dans les bennes et/ou de récupérer des matériaux ou objets déjà déposés (chiffonnage interdit). La COBAS se dégage de toute responsabilité en cas d'incidents relevant d'un non-respect du règlement intérieur des déchèteries.

Les usagers sont tenus de :

- Déposer les produits dans les bennes ou conteneurs prévus à cet effet, selon les consignes affichées,
- Déposer les déchets dangereux selon les consignes affichées, dans des contenants fermés et identifiés et/ou les confier au gardien,
- Ramasser les déchets qui seraient tombés au sol lors du dépôt dans les bennes ou conteneurs,
- Limiter la circulation à pied dans les déchèteries et utiliser le cheminement piétonnier en place,
- Respecter la zone de sécurité mise en œuvre lors des opérations de compaction des déchets.

G. DÉCHETS ACCEPTÉS

Sont acceptés les déchets suivants, dans la limite de 1 m³ par jour pour l'ensemble des déchèteries.

Dans toutes les déchèteries :

- Déchets encombrants non valorisables
- Déchets Inertes résultant de travaux effectués par les particuliers
- Bois Multi-REP en mélange (Bois d'ameublement et de construction)
- Plastiques Multi-Rep en mélange (Plastiques d'ameublement et de construction)
- Métaux



- Plâtre
- Menuiseries vitrées
- Papiers, cartons
- Déchets végétaux
- Huiles usagées (vidange moteur)
- Huiles alimentaires
- Verre
- Déchets spéciaux (batteries, piles, peintures, ...)
- DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques) Ce sont des équipements qui fonctionnent grâce à des courants électriques ou à des champs électromagnétiques c'est à dire tous les équipements avec prise électrique, piles ou accumulateurs (rechargeables). Ils deviennent des déchets lorsqu'ils sont voués à l'abandon par leurs détenteurs.

On distingue 5 grandes catégories :

- ✓ Le gros électroménager "froid" (congélateurs, réfrigérateurs...),
- ✓ Le gros électroménager "hors froid" (fours, lave-vaisselle, lave-linge...),
- ✓ Les ordinateurs, les télévisions, les caméscopes, les magnétoscopes, les chaînes hi-fi ...
- ✓ Les PAM, c'est-à-dire les petits appareils ménagers (fers à repasser, cafetières, robots ménagers, consoles de jeux, téléphones, perceuses...),
- ✓ Les lampes (tubes fluorescents, lampes basse consommation, lampes LED ou diodes électroluminescentes...), sauf les lampes à filaments.
- DEA (déchets d'éléments d'ameublement) : La benne autres « DEA » est composée des matelas, des sièges et rembourrés, couettes, oreillers, sacs de couchage, des éléments de décorations textiles et autres déchets d'ameublement et de décoration ne pouvant intégrer les bennes Bois ou Plastiques Multi-Rep.
- Souches (uniquement déchèteries de La Teste de Buch et Gujan-Mestras)
- Bois d'emballages (Palettes, cagettes), uniquement à La Teste de Buch et à Gujan-Mestras.
- Extincteurs de moins de 2 kg
- Textiles
- Aides techniques (fauteuils et lits médicalisés, siège de douche) : uniquement à la Teste de Buch.
- Articles de Sport et de Loisirs (ASL). Ce sont les équipements utilisés dans le cadre d'une pratique sportive ou d'un loisir de plein air ; incluant les accessoires et les consommables, définis à l'article R543-330 du Code de l'Environnement.
- Les Jeux et les Jouets. On entend par « les jouets, tels que définis à l'article 2 du décret n° 2010-166 du 22 février 2010 relatif à la sécurité des jouets » : les produits qui sont conçus pour être utilisés, exclusivement ou non, à des fins de jeux par des enfants de moins de quatorze ans ou destinés à cet effet.

En pratique, il s'agit notamment :

- ✓ Des jeux de plein air,
- ✓ Des jeux d'intérieur (poupée, peluche, construction, jeux d'action...)
- ✓ Des jeux de société et puzzles (moins de 500 pièces)



- ✓ Des jouets cadeaux (entendus comme un jouet distribué gratuitement au consommateur dans le cadre de la vente d'un autre produit, par exemple un repas d'enfant ou un magazine)

Les jouets à piles, électriques ou électroniques, les articles d'écriture ou de dessin, les articles de sport et loisirs, ainsi que les jouets pour animaux ne sont pas couverts par cette filière.

- Articles des Bricolage et de Jardin (ABJ). L'ADEME définit les articles de bricolage et de jardin comme étant « tout équipement, outillage manuel ou thermique, destiné à une activité consistant en des travaux de réparation, d'installation ou d'aménagement et/ou des activités d'aménagement et d'entretien d'un jardin, susceptible d'être possédé par les ménages ».

Ces articles sont répartis en 5 grandes catégories (liste non exhaustive) :

- ✓ Outillage à main : marteaux, tournevis, scies, pinces, ...
- ✓ Petits équipements : tuyaux d'arrosage et d'irrigation, dispositifs d'application de produits (pinceaux et brosses à peinture, rouleaux à peinture), protections pour jardin et bricolage (films plastiques filets, bâches) équipements de protection corporelle (casques, gants)...
- ✓ Accessoires et consommables : accessoires et consommables pour outils (mèches, forêts), accessoires et consommables pour l'arrosage (pistolets, lances, pommes d'arrosage), autres accessoires pour le bricolage et jardin (colliers de serrage, clips de serrage)
- ✓ Gros équipements : escabeau, échelle, marchepied, brouette ...
- ✓ Machines et appareils thermiques et non thermiques : débroussailleuses, coupes bordures, aspirateurs/souffleurs...

Pour le point vert, sont autorisés :

- Débris de jardin (tontes, tailles, branchages)
- Souches
- Cartons
- Piles et accumulateurs
- Textiles

A la déchèterie de la Teste de Buch uniquement :

La COBAS accepte de recevoir sur rendez-vous les plaques d'amiante en fibrociment entières et emballées des particuliers résidant sur le territoire selon les conditions suivantes, selon la procédure suivante :

- Se présenter à l'accueil du Pôle Environnement pour prise de rendez-vous (680 Bis, Av de l'aérodrome à la Teste. Heures d'ouverture : 8h-12h / 13h30- 17h du lundi au vendredi. Venir obligatoirement avec un justificatif de domicile et une carte d'identité).
- A cette occasion, un contenant spécifique (un big bag maximum) pour entreposer les plaques d'amiante sera remis.
- Le nombre de plaques contenues dans le big bag ne pourra excéder 2 pièces.
- La COBAS se réserve le droit de venir évaluer l'origine, la quantité et la qualité des déchets amiantés chez le particulier.



- Le jour du rendez-vous, déposer le big bag fermé à la déchèterie de la Teste de Buch située au 680 Bis Av de l'aérodrome, sur présentation de la carte d'identité utilisée lors de la prise de rendez-vous.
- Au moment du dépôt, le registre de réception des déchets amiantés sera complété par l'agent de la COBAS et signé par le déposant.

H. DÉCHETS INTERDITS

Sont strictement interdits les déchets suivants :

- Déchets industriels ;
- Déchets putrescibles (à l'exception des tontes et tailles de jardin) ;
- Déchets présentant des risques pour la sécurité des personnes et pour l'environnement en raison de leur inflammabilité, de leur toxicité, de leur pouvoir corrosif ou de leur caractère explosif ;
- Déchets d'assainissement (boue de fosse septique, déchets de bacs dégraisseurs, ...) ;
- Les déchets dangereux et les déchets industriels spéciaux appartenant aux catégories A, B et C, définis par les arrêtés ministériels du 18 décembre 1992 modifiés notamment les traverses de chemin de fer ;
- PCB (polychlorobiphényles) ;
- Déchets radioactifs ;
- Déchets présentant un risque pathogène ;
- Déchets solides, pulvérulent, boue ou liquide présentant un risque de pollution chimique ;
- Déchets physiquement ou chimiquement instables ;
- Tout emballage ayant contenu les produits précités ;
- Les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 %,
- Pneumatiques,
- Fusées de détresse,
- Le sable pelon et terre végétale.

I. SÉPARATION DES MATÉRIAUX VALORISABLES

Il est fait obligation aux utilisateurs de la déchèterie de procéder à la séparation des matériaux valorisables en déposant les matériaux à trier dans les conteneurs appropriés suivant les indications des gardiens.

Les déchets non valorisables devront être déposés dans les conteneurs qui leur sont destinés.

J. SURVEILLANCE ET ACCUEIL DES UTILISATEURS

Les gardiens sont chargés :

- De tenir les registres à jour (cahier mouvement, DDS, amiante etc...) ;
- D'assurer l'ouverture et la fermeture des déchèteries ;
- De veiller à la bonne tenue du centre ;
- D'informer, de guider et d'aider les utilisateurs à décharger les véhicules si nécessaire ;



- D'interroger les usagers afin d'établir des statistiques de fréquentation destinées à l'amélioration du service ou pour autoriser l'accès.

K. INFRACTION AU RÈGLEMENT ET COMPORTEMENT DES USAGERS

Sont interdits :

- Toute livraison de déchets tels que définis à l'article 4 ;
- Toute action de "chiffonnage" ou d'une manière générale toute action visant à entraver le bon fonctionnement de l'établissement ;
- Le stationnement des véhicules sur la plateforme (ils devront quitter la plateforme dès le déchargement afin d'éviter tout encombrement) ;
- Descente dans les bennes ;
- Fumer sur le site.

L. LITIGES

En cas de litige, la COBAS est seule habilitée à juger, en fonction de la qualité et de la quantité des déchets si ceux-ci sont acceptables.

M. MODIFICATIONS

Le présent règlement peut être modifié à tout moment et sans préavis par l'autorité communautaire pour tout motif tiré de l'intérêt général.

N. CONSULTATION DU RÈGLEMENT

Le présent règlement sera affiché sur chacune des déchèteries de la COBAS et sera disponible pour consultation au Pôle Environnement de la COBAS.

O. VIDÉOPROTECTION

Afin de lutter contre les incivilités, le vol et vandalisme et de lutter contre les dépôts sauvages de déchets à l'intérieur et aux abords des sites, la COBAS installe sur ces sites d'exploitation des caméras assurant une vidéo protection des individus et des équipements.

Ces équipements sont soumis à autorisation préfectorale.



ANNEXE 6 : REGLEMENT DES DECHETERIES PROFESSIONNELLES

A. DISPOSITIONS COMMUNES AUX DECHETERIES PROFESSIONNELLES DE LA COBAS

1. Définition

Les déchèteries professionnelles sont des équipements d'apport volontaire des déchets.

Il s'agit d'un espace aménagé et clôturé où les professionnels, artisans, commerçants et services communaux, peuvent apporter certains déchets en les répartissant dans des conteneurs spécifiques en vue de les valoriser ou de les éliminer.

2. Modalités d'accès et de dépôt

a) Qui

Sont autorisés à se rendre sur le site :

- Les professionnels, artisans, commerçants et services communaux
- Les particuliers, dont le gabarit du véhicule où le volume à déposer n'est pas en adéquation avec le règlement des déchèteries réservées aux particuliers.

b) Conditions d'accès aux sites

L'accès à ces sites est strictement réservé au détenteur d'un badge d'accès, lorsqu'il s'agit d'un professionnel ou d'une autorisation d'accès lorsqu'il s'agit d'un particulier, sous réserve de la signature préalable, d'une convention.

L'accès sans ouverture de compte, en paiement comptant, est autorisé sur la déchèterie professionnelle du centre de valorisation, lieu-dit Graulin, 33 470 LE TEICH.

1) Demande de badge(s) pour les professionnels

Elle s'effectue auprès de la COBAS sur remise :

- D'un extrait KBIS de l'établissement demandeur, en cours de validité,
- D'une copie de la carte grise du véhicule ou des véhicules qui seront utilisés pour se rendre à la déchèterie.

En cas d'utilisation d'un véhicule de location, il appartiendra au demandeur de remettre une copie de la carte grise de son véhicule personnel.

Le badge d'accès permet d'entrer sur l'ensemble des déchèteries professionnelles de la COBAS.

2) Demande d'accès pour les particuliers

Elle s'effectue auprès de la COBAS sur remise :

- D'une copie de la carte grise du ou des véhicules qui seront utilisés pour se rendre à la déchèterie.
- D'un justificatif de domicile

3) Convention



A réception de la demande la COBAS adressera au demandeur la convention désignant et fixant les conditions d'exécution du contrat et sur laquelle seront portées les indications ci-après énumérées :

- Pour les professionnels
 - La raison sociale de l'établissement
 - L'adresse de l'établissement
 - L'adresse de facturation
 - Le(s) numéro(s) du ou des badge(s) attribué(s)
 - Les conditions d'exécution du contrat

Le badge sera remis sous réserve de la signature de la convention par le professionnel qui en fait la demande.

En cas de perte ou de vol d'un badge, l'attributaire est tenu d'en informer la COBAS par écrit (courriel, télécopie ou courrier) afin que le badge concerné soit désactivé et qu'il soit procédé à son remplacement.

Le coût de la mise à disposition de badges supplémentaires et les remplacements de badges volés perdus, est fixé par délibération du Conseil Communautaire de la COBAS.

- Pour les particuliers
 - Les coordonnées du déposant
 - Les conditions d'exécution du contrat

4) Protocole de sécurité

Le déchargement doit être réalisé conformément aux dispositions inscrites au protocole de sécurité de chacun des sites de la COBAS. Le représentant de l'établissement professionnel détenteur d'un ou plusieurs badges d'accès ou le particulier détenteur d'une autorisation d'accès doit signer le protocole de sécurité pour chacun des sites fréquentés.

Pour les établissements professionnels, chacun des employés qui se présenteront sur les sites de la COBAS devront avoir pris connaissance du protocole de sécurité.

5) Fiche d'Information préalable à l'acceptation d'un déchet (FIPAD)

Lors du 1^{er} passage et pour chaque année civile, conformément à l'arrêté préfectoral du 13 avril 2016, chaque déposant devra avoir déclaré son prévisionnel de dépôt, uniquement pour les déchets inertes.

c) Le refus d'accès aux sites

Le détenteur d'un badge ou le particulier disposant d'un droit d'accès à la déchèterie professionnelle pourra se voir refuser l'accès aux déchèteries de la COBAS, par le blocage de son badge pour les professionnels et par le refus d'ouverture de la barrière d'entrée pour les particuliers, dans les cas ci-après énumérés :

- Non-respect des dispositions du présent règlement de collecte
- Non-respect des conditions de sécurité des sites fréquentés
- En cas de facture(s) impayée(s)



3. Dispositions financières

a) Pour les professionnels

Les apports réalisés dans les déchèteries professionnelles par un professionnel sont payants et feront l'objet d'une facturation mensuelle émise, par la COBAS, à terme échu.

Cependant, en cas de chantier ponctuel ou d'apports exceptionnels ne nécessitant pas la création d'un compte client, le paiement au comptant est possible sur le site du centre de valorisation des déchets du Teich.

Le coût du dépôt est calculé selon :

- la nature des déchets : en cas de déchets non triés, le tarif appliqué à l'ensemble du chargement vidé, sera celui des déchets non valorisables.
- le prix, fixé par délibération du Conseil de la COBAS. Les prix de l'ensemble des produits autorisés sont consultables à l'accueil des déchèteries professionnelles ou sur simple demande écrite formulée auprès de la COBAS.

b) Pour les particuliers

Les apports réalisés dans les déchèteries professionnelles par un particulier sont gratuits jusqu'à un seuil maximum par année civile (montant fixé par délibération). Au-delà, les dépôts feront l'objet d'une facturation mensuelle émise, par la COBAS, à terme échu et selon la nature des déchets déposés.

4. Durée du contrat

Le contrat est conclu pour une durée de 1 (UN) an à compter de la date de signature des parties.

A l'expiration de ce délai, le contrat est prorogé par tacite reconduction.

Les contrats pourront être suspendus à la demande de la COBAS, si les déchets déposés ne sont pas conformes aux conditions définies dans le contrat et s'il est constaté un quelconque manquement aux préconisations des différents textes et règlements énoncés en préambule.

5. Résiliation du contrat

Le contrat peut être résilié à tout moment par le producteur, par lettre recommandée avec accusé de réception. Toutefois, pour des raisons techniques, cette résiliation prendra effet :

- Pour les professionnels : le jour où les badges auront été remis à la COBAS
- Pour les particuliers : à réception de la demande de résiliation

La COBAS peut mettre fin au contrat pour tout motif d'intérêt général.

En cas d'inexécution par le producteur de ses obligations, et après mise en demeure restée sans effet dans un délai de 15 jours, le contrat sera résilié de plein droit et les badges mis à disposition du producteur, seront désactivés. L'entrée sur les sites de la déchèterie professionnelle ne sera dès lors plus possible.

En cas de liquidation judiciaire, le contrat sera réputé résilier à la date de la liquidation.

6. Litiges et recours

En cas de litige, sur la nature ou le volume des déchets déposés, il appartiendra au détenteur du badge d'en adresser la demande écrite auprès de la COBAS. La demande devra être accompagnée du ou des bons de pesées correspondant(s) ou autres justificatifs et objet(s) de la réclamation.

A défaut, la demande ne pourra pas faire l'objet d'un traitement par le service compétent de la COBAS. Tout différend qui naîtra de l'exécution ou de l'interprétation du présent règlement ou de la convention particulière signée entre les parties à l'acte, devra faire l'objet d'une tentative de conciliation amiable entre les parties.

Les litiges de toute nature, résultant de l'exécution de la convention seront du ressort du Tribunal Administratif de Bordeaux.



7. Exécution et modifications du règlement

a) Exécution

Le présent règlement est applicable à compter de son approbation en Conseil Communautaire sous réserve de l'accomplissement des formalités de l'entité de contrôle.

b) Modifications

Des modifications du présent règlement peuvent être décidées par la COBAS et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial.

Toutes modifications du Code Général des Collectivités Territoriales, du Code de la Santé Publique, du Code de l'Environnement ou/et du Règlement Sanitaire Départemental ou de la législation, seront applicables sans délai.

c) Consultation du règlement des déchèteries professionnelles

Le présent règlement sera affiché à l'accueil de la déchèterie professionnelle de la COBAS et sera disponible pour consultation :

- Au Pôle Environnement de la COBAS, 680B Avenue de l'Aérodrome 33260 LA TESTE-DE-BUCH
- À l'accueil des déchèteries professionnelles de la Teste de Buch et du Teich (cf. adresses ci-dessous)
- Sur le site internet de la COBAS : www.agglo-cobas.fr

B. DISPOSITIONS PARTICULIERES

1. Déchèterie professionnelle de La Teste de Buch

Adresse : 680B Avenue de l'Aérodrome, La Teste-de-Buch

Horaires d'ouverture :

- **Toute l'année**, du lundi au vendredi de **08h00 à 18h30** en continu
- **Sauf Juillet et Août** : du lundi au vendredi de **07h30 à 15h15** en continu

a) Déchets autorisés/refusés

1) Déchets autorisés

- Les déchets verts bruts et propres
- Bois brut et palettes
- Bois en mélange
- Emballages recyclables
- Cartons propres pliés

2) Matériaux inertes



- Déchets d'équipement et d'ameublement triés
- Souches
- Ferrailles
- Les déchets non valorisables

2) Déchets refusés

- Les médicaments
- Les pneumatiques
- Les déchets présentant des risques pour la sécurité des personnes et pour l'environnement en raison de leur inflammabilité, de leur toxicité, de leur pouvoir corrosif ou de leur caractère explosif
- Les déchets dangereux et les déchets industriels spéciaux appartenant aux catégories A, B, C définis par les arrêtés ministériels du 18 décembre 1992 modifié
- Les déchets d'activités de soins assimilés à risque infectieux
- Les déchets radioactifs
- Les déchets inflammables et explosifs, tels que les fusées de détresse
- Les déchets dangereux des ménages collectés séparément
- Les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30%
- Les déchets physiquement ou chimiquement instables
- Sable, pelon, terre végétale

b) La pesée

Si plusieurs produits sont à vider dans différents conteneurs, le véhicule devra effectuer autant de pesées que de produits à vider, dans le cas contraire, c'est le prix du produit le plus cher qui sera appliqué pour l'ensemble du chargement.

1) Entrée

L'accès au pont de pesée d'entrée est conditionné par la présentation du badge devant le lecteur spécialement dédié. Aucune levée de barrière ne pourra être réalisée en cas de dysfonctionnement du badge ou lorsque le détenteur ne dispose plus d'une autorisation d'accès pour quelque cause que ce soit.

2) Zone de dépôt :

Le port des EPI est obligatoire dans l'enceinte du site (gilet HV, Casque, Chaussures de sécurité). A l'entrée de la zone de dépôt, chaque professionnel se présente à l'agent d'accueil de la COBAS au niveau du bureau d'accueil ; l'agent de la COBAS contrôlera le chargement et orientera le déposant.

3) Sortie :

Après avoir réalisé le dépôt, il appartient au déposant :

- D'attendre le départ et la fermeture de la barrière de sortie lorsque qu'un utilisateur le précède,
- D'immobiliser son véhicule sur le pont de pesée,
- De présenter son badge sur le lecteur de sortie, afin de valider la pesée,

• De se présenter à l'agent d'accueil,



- Renseigner par son nom et prénom, dater et signer le bon de pesée. Un exemplaire du bon de pesée sera remis au déposant.

Le déposant qui quitterait la déchèterie professionnelle sans avoir respecté les conditions visées ci-dessus, se verra facturer la prestation de dépôt au tarif le plus élevé.

Le véhicule qui sortirait du site sans valider la pesée, s'expose à des poursuites de la COBAS et à une interdiction d'accès aux sites de la COBAS.

c) Règlement à respecter sur le site

1) Conditions de circulation

- L'accès à la déchèterie est limité aux véhicules de moins de 3.5 tonnes (hors remorque)
- La vitesse sur l'ensemble du site est limitée à 20 km/h
- En cas de marche arrière, si une personne guide le chauffeur, elle doit se trouver devant le véhicule
- Tous les véhicules entrant sur le site doivent être bâchés ou porter des filets afin d'éviter tout envol de déchets
- Interdiction absolue de circuler dans l'enceinte avec une porte arrière de benne ou de conteneur ouverte

2) Conditions de déchargement : protocole de sécurité

- Seuls les véhicules ayant un PTAC inférieur à 3,5 tonnes (hors remorque) et des déchets d'une longueur maximale de 2 m sont autorisés au déchargement sur le site de la Teste de Buch.
- Afin d'assurer la sécurité sur ses sites d'exploitation, la COBAS se réserve le droit de ne plus accepter les professionnels se présentant en surcharge.
- Seule une personne est autorisée à descendre du véhicule pendant le déchargement de celui-ci.
- S'assurer que personne n'est à proximité du véhicule au moment du déchargement
- Après vidage, les transporteurs devront s'assurer que des déchets ne restent pas accrochés aux infrastructures des véhicules, afin de limiter tout risque
- La zone de déchargement devra être nettoyée (en cas de débordement).

3) Conditions générales de sécurité

- La récupération et fouille dans les conteneurs sont strictement interdites
- Les chauffeurs devront respecter les consignes des responsables du site
- Interdiction de fumer dans l'enceinte de la structure
- La consommation d'alcool sur le site est interdite

D'une manière générale, il est demandé aux utilisateurs de faire preuve de civisme, de courtoisie et de tempérance.

2. Déchèterie professionnelle du Teich

Adresse : Lieu-dit Graulin 33470 Le Teich

• Toute l'année

du lundi au vendredi : 08h00 - 12h00 et 14h00 - 17h00 - le Samedi : 09h00 - 12h00



- **Sauf Juillet et Août**

du lundi au vendredi : **7h00-14h00 en continu** - le samedi matin : **7h30-12h00**

a) Déchets autorisés/refusés

1) Déchets autorisés

- Les déchets verts bruts et propres
- Ferrailles
- Bois brut et palettes
- Bois en mélange
- Les souches
- Les cartons
- Matériaux inertes
- Le Béton pur
- Les déchets d'ameublement (pour les détenteurs d'une carte éco mobilier)
- Plâtre brut et propre
- Les traverses de chemin de fer des particuliers (10 maximum/dépôt et sur présentation d'un justificatif de domicile et d'une pièce d'identité à la même adresse)
- Les déchets non valorisables

2) Déchets refusés

- Les médicaments
- Les pneumatiques
- Les déchets présentant des risques pour la sécurité des personnes et pour l'environnement en raison de leur inflammabilité, de leur toxicité, de leur pouvoir corrosif ou de leur caractère explosif
- Les déchets dangereux et les déchets industriels spéciaux appartenant aux catégories A, B, C définis par les arrêtés ministériels du 18 décembre 1992 modifié
- Les déchets d'activités de soins assimilés à risque infectieux
- Les déchets radioactifs
- Les déchets inflammables et explosifs, tels que les fusées de détresse
- Les déchets dangereux des ménages collectés séparément
- Les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30%
- Les déchets physiquement ou chimiquement instables
- Sables, pelon et terre végétale

b) La pesée

1) Entrée

L'accès au pont de pesée d'entrée est conditionné par la présentation du badge devant le lecteur spécialement dédié. Aucune levée de barrière ne pourra être réalisée en cas de



dysfonctionnement du badge ou lorsque le détenteur ne dispose plus d'une autorisation d'accès pour quelque cause que ce soit.

L'accès est limité aux dépôts en benne de 30m3 maxi.

Le port des EPI est obligatoire dans l'enceinte du site (gilet HV, Casque, Chaussures de sécurité).

2) Sortie

Après avoir réalisé le dépôt, il appartient au déposant :

- D'immobiliser son véhicule sur le pont de pesée
- De présenter son badge sur le lecteur de sortie, afin de valider la pesée
- De se présenter à l'agent d'accueil afin de désigner la nature du dépôt réalisé,
- Renseigner par son nom et prénom, dater et signer le bon de pesée et de retirer son exemplaire.

3) Le dépôt

La nature du dépôt et de facto le déchargement feront l'objet d'un contrôle visuel par l'agent posté à l'accueil de la déchèterie professionnelle.

Si plusieurs produits sont à déposer séparément, le véhicule devra effectuer autant de pesées que de produits à vider, dans le cas contraire, c'est le prix du produit le plus cher qui sera appliqué pour l'ensemble du chargement.

La COBAS pourra refuser l'accès aux entreprises ou professionnels n'ayant pas réglé les factures.

c) Règlement à respecter sur le site

1) Conditions de circulation

- L'accès à la déchèterie est limité aux véhicules de moins de 3.5 tonnes pour les cartons et aux bennes de 30m3 maximum non compactées pour les autres flux acceptés.
- La vitesse sur l'ensemble du site est limitée à 20 km/h
- En cas de marche arrière, si une personne guide le chauffeur, elle doit se trouver devant le véhicule
- Tous les véhicules entrant sur le site doivent être bâchés ou porter des filets afin d'éviter tout envol de déchets
- Interdiction absolue de circuler dans l'enceinte avec une porte arrière de benne ou de conteneur ouverte

2) Conditions de déchargement : protocole de sécurité

- Le déchargement doit être réalisé conformément aux dispositions inscrites au protocole de sécurité signé par le représentant de l'établissement professionnel détenteur d'un ou plusieurs badges d'accès ou le particulier détenteur d'une autorisation d'accès. Chaque personne qui se présentera sur le site devra avoir pris connaissance du protocole de déchargement.
- Afin d'assurer la sécurité sur ses sites d'exploitation, la COBAS se réserve le droit de ne plus accepter les professionnels se présentant en surcharge.
- Seule une personne est autorisée à descendre du véhicule pendant le déchargement de celui-ci.
- S'assurer que personne n'est à proximité du véhicule au moment du déchargement.



- Après vidage, les transporteurs devront s'assurer que des déchets ne restent pas accrochés aux infrastructures des véhicules, afin de limiter tout risque.
- La zone de déchargement devra être nettoyée (en cas de débordement).

3) Conditions générales de sécurité

- La récupération et fouille dans les conteneurs sont strictement interdites
- Les chauffeurs devront respecter les consignes des responsables du site
- Interdiction de fumer dans l'enceinte de la structure
- La consommation d'alcool sur le site est interdite
- Interdiction d'entrer sur les sites en surcharge.

D'une manière générale, il est demandé aux utilisateurs de faire preuve de civisme, de courtoisie et de tempérance.

4) Fiche d'information préalable à l'acception d'un déchet (FIPAD)

Lors du 1^{er} passage et pour chaque année civile, conformément à l'arrêté préfectoral du 13 avril 2016, chaque déposant devra avoir déclaré son prévisionnel de dépôt, uniquement pour les déchets inertes.



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE GIRONDE

Direction départementale
des territoires et de la mer
de la Gironde

ARRÊTÉ COMPLEMENTAIRE

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,
PRÉFET DE LA GIRONDE,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE PREFECTORAL n° 17122/1

Instituant des servitudes d'utilité publique sur les parcelles cadastrées
87, 88 et 89 section FG
de la commune de La Teste

VU le code de l'urbanisme et notamment son article L 126-1 ;

VU le code de l'environnement, titre 1er du livre V de la partie législative, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L.515-8 à L.515-12 ;

VU le code de l'environnement, titre 1er du livre V de la partie réglementaire, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L515-8 à L515-2 et R.515-24 à R.515-31 ;

VU les diagnostics réalisés par la société GINGER ENVIRONNEMENT réalisés les 11 septembre 2006, 28 mars 2007, 2 août 2007 et 4 février 2008 sur l'ancienne décharge municipale, exploitée par la commune d'Arcachon au lieu-dit « Mariolan » sur la commune de La Teste,

VU les compléments d'étude transmis par la société ANTEA le 22 avril 2010

VU l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2010 définissant les travaux de remise en état de la décharge et prescrivant surveillance périodique des eaux souterraines à la mairie d'Arcachon,

VU le dossier d'ouvrages exécutés n°10SBO075 réalisé par la société SAFEGE,

VU le calcul d'équivalence n°10SBO075 d'août 2011 transmis à l'inspection le 11 août 2011,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

VU le procès verbal de récolement de l'inspecteur des installations classées en date du 12 août 2011 ;

VU le dossier déposé par la COBAS demandant institution de servitude d'utilité publique déposée le 3 octobre 2011,

VU l'avis du Directeur du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile en date du 13 octobre 2011,

VU l'avis du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer en date du 13 octobre 2011,

VU l'avis du Maire de La Teste, compétent en matière d'urbanisme sur sa commune, en date du 2011,

VU l'avis de la mairie d'Arcachon propriétaire des terrains, en date du 20 octobre 2011,

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 20 octobre 2011,

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 10 novembre 2011,

CONSIDERANT que les diagnostics susvisés ont mis en évidence la présence d'une contamination des sols et des eaux souterraines en métaux lourds et en hydrocarbures,

CONSIDERANT qu'a fin de garder en mémoire les impacts résiduels et d'assurer dans le temps la compatibilité entre les travaux de réhabilitation et les usages des terrains définis au présent arrêté, ainsi que la préservation des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, le Préfet peut instituer des servitudes d'utilité publique, par arrêté préfectoral pris après avis du Conseil départemental de l'environnement, et des risques sanitaires et technologiques,

CONSIDERANT que l'appartenance des terrains à un seul propriétaire permet, en application de l'article L.515-12-3^{ème} alinéa du Code de l'environnement, de procéder à la consultation écrite du propriétaire par substitution à la procédure d'enquête publique prévue par l'article L.515-9, et que cette consultation a été réalisée,

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Gironde,

ARRÊTÉ

Article 1er : Objet

Des servitudes d'utilité publique sont instituées sur les parcelles, appartenant à la commune d'Arcachon, représentée par la COBAS, dont le siège est situé 2 allée d'Espagne - BP 147 33311 ARCACHON, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, représentée par Monsieur FOULON, en qualité de président du dit établissement.

situées sur la commune de LA TESTE (33)

cadastrees :

Parcelle n° 87 section FG

Parcelle n° 88 section FG

Parcelle n° 89 section FG

selon le plan figurant en annexe 1.

Article 2 : Portées des servitudes

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont destinées à assurer la protection des personnes et de l'environnement :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

- en cas d'occupation des terrains à des fins industrielles, artisanales ou d'activités tertiaires,
- en restreignant l'usage de la nappe.

Et permettre :

- les travaux de remise en état rendus nécessaires par l'évolution du site,
- la surveillance périodique du site,
- l'inspection régulière du site.

Article 3 : Détermination de l'usage au moment de la mise en place des servitudes

3.1 – Définition de l'usage

Les terrains constituant la zone figurant sur le plan joint en annexe 2 ont été excavés et confinés et placés dans un état tel qu'ils ne puissent accueillir qu'un usage de type industriel, artisanal ou des activités tertiaires.

3.2 – Situation environnementale du site

Les terrains visés par les présentes précautions et restrictions d'usage ont des impacts résiduels avérés ou potentiels décrits dans les diagnostics environnementaux susvisés et résumés en annexe 3.

3.3 – Maintien en l'état et servitude d'accès

La zone de servitudes visée à l'article 1er doit être clôturée et fermée en permanence.

L'accès aux piézomètres visés par le programme de surveillance prescrit par l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2010 susvisé et figurant en annexe 4, doit être assuré à tout moment à la COBAS, aux gestionnaires des équipements et aux représentants de l'Etat, ainsi qu'à toute personne dûment mandatée par ceux-ci.

Le propriétaire des terrains doit respecter les limitations portées par le présent arrêté à l'utilisation des sols, du sous-sol et des eaux souterraines, et assurer l'intégrité des aménagements réalisés ou à réaliser dans le cadre de la réhabilitation ainsi que les accès à ceux-ci.

Le propriétaire est tenu d'assurer, en toutes circonstances, aux représentants des autorités compétentes ou aux personnes mandatées par celle-ci, l'accès aux parcelles concernées par l'exécution des opérations fixées par le présent arrêté ou par le contrôle de leur exécution.

3.4 – Interdictions en l'état

L'emprise du dôme n°1 est soumise aux interdictions ci-après :

- construction à usage d'habitation,
- travaux de voirie sauf ceux nécessaires à l'accès du site et à son entretien,
- tous travaux d'affouillements, de sondage et de forage,
- cultures agricoles, potagères et de pâturages,
- prélèvement dans la nappe superficielle.

L'emprise en bordure de la plate-forme SNCF est soumise aux dispositions suivantes :

- mise en place de précautions préalablement aux travaux de terrassement afin de garantir la sécurité des personnes intervenant sur l'emprise,
- en cas d'excavation, les déchets seront évacués vers un site autorisé à les recevoir,
- les moyens de protection mis en place dans le cadre de la réhabilitation de la décharge devront être respectés ou reconstitués,

L'emprise du site restant (hors dôme, hors voiries, hors bâtiments existants) est soumise aux dispositions suivantes, l'usage industriel étant inchangé :

- obligation d'effectuer des analyses pour tous travaux de terrassement ou d'excavation de terres. Des dispositions seront prises pour traiter les pollutions détectées dans le cadre des travaux.
- obligation d'évacuer les terres excavées vers un site autorisé à les recevoir, l'alimentation en eau potable est exclusivement assurée par le réseau public d'alimentation en eau potable,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

- tout prélèvement d'eau dans la nappe superficielle est interdit.

L'emprise du dôme n°2 a fait l'objet d'une évacuation des déchets, la réhabilitation de cette emprise ne nécessite pas d'interdiction particulière au titre des travaux réalisés sur l'ancienne décharge.

La culture de denrée alimentaire est interdite sur la totalité du site.

3.5 – Dispositions complémentaires

Les dispositions du plan de prévention de risque naturel de submersion marine sur la commune de La Teste, prescrit par l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2010, doivent faire l'objet de mesures complémentaires de la part de la COBAS pour prendre en compte ce risque

Article 4 : Précautions pour les tiers intervenant sur le site

Compte tenu de la présence de polluants dans les sols et dans la nappe, la réalisation de travaux sur la totalité de la zone de servitudes n'est possible que sous la condition de mettre en œuvre un plan hygiène/sécurité pour la protection de la santé des travailleurs et des employés du site au cours des travaux.

Notamment, le personnel d'entretien, et de manière générale toute personne amenée à réaliser des travaux susceptibles de toucher les sols, doit être sensibilisé aux règles de préservation des sols et du sous-sol, et aux règles de préservation des puits de contrôle et de la qualité des eaux souterraines.

Article 5 : Élément concernant les interventions mineures

S'agissant d'intervention ne remettant pas en cause l'usage du terrain, les sols et matériaux excavés pourront éventuellement être réutilisés en remblais sur le site, à condition qu'ils ne soient pas pollués et après l'accord préalable de l'inspection des installations classées. A défaut, tous les sols et matériaux excavés devront faire l'objet d'un traitement adapté.

Article 6 : Modifications d'usages du site

Tout projet d'intervention, hors d'emprise du dôme, remettant en cause les conditions de remise en état des terrains, tout projet de changement d'usage des terrains défini par les présentes servitudes, toute utilisation de la nappe superficielle, ainsi que tout projet de travaux de construction ou d'aménagement mettant en cause l'intégrité des sols, par une quelconque personne physique ou morale, publique ou privée, nécessitent la réalisation, au préalable, aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'initiative du projet concerné, d'études techniques garantissant l'absence de risque pour la santé et l'environnement en fonction des travaux projetés, conformément à la méthodologie en vigueur. Si nécessaire, la révision des présentes servitudes doit être menée.

Les permis de construire sont notamment subordonnés aux prescriptions techniques qui découlent de ce plan de remédiation

Article 7 – Levée des servitudes

Les présentes servitudes ne pourront être modifiées ou levées qu'en cas de suppression des causes ayant rendu nécessaire leur instauration et après accord préalable du Préfet de la Gironde.

Article 8 : Information suivi cession

Tous travaux visés à l'article 6 et projetés sur le sol ou le sous-sol dans la zone de servitudes, quel que soit l'usage prévu, doivent être portés à la connaissance du Préfet de la Gironde, préalablement à leur réalisation, avec un préavis de 2 mois.

Toute transaction immobilière, totale ou partielle, doit être déclarée à M. le Préfet de la Gironde.

Le futur acquéreur doit être informé dans les conditions de l'article L 514-20 du code de l'environnement.

Chaque propriétaire s'engage à dénoncer à tout ayant droit, notamment en cas de cession ou de mise à disposition à titre gratuit ou onéreux de tout ou partie de la zone concernée, les servitudes dont elle est grevée, en obligeant expressément ledit ayant droit à les respecter en lieu et place.

Article 9: Publication

Les servitudes instituées par le présent arrêté seront publiées au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble et annexées au Plan local d'Urbanisme, dans les conditions prévues à l'article L.126-1 du code de l'urbanisme.

Article 10 : Information des tiers

Une copie du présent arrêté sera disponible en mairie de La Teste et pourra y être consultée par tout intéressé qui en fera la demande.

La COBAS sera destinataire du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Maire de La Teste.

Un avis sera inséré par les soins de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer et aux frais de l'exploitant dans deux journaux du département.

Si les parcelles considérées font l'objet d'une mise à disposition à un tiers (exploitant, locataire), à titre gratuit ou onéreux, le propriétaire s'engage à informer les occupants sur les restrictions d'usage instituées par le présent arrêté en les obligeant à les respecter.

Le propriétaire s'engage, en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux des parcelles considérées, à dénoncer au nouvel ayant droit les restrictions d'usage dont elles sont grevées, en obligeant ledit ayant-droit à les respecter en ses lieux et place.

Article 11 : Délais et voie de recours

Conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du code de l'environnement le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Bordeaux :

1°) par la COBAS, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de l'arrêté,

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs regroupements, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

Article 12 : Exécution et notification

Mme la secrétaire générale de la préfecture de la Gironde,

Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

les Inspecteurs des installations classées placés sous son autorité,

Monsieur le Maire de la commune de La Teste de Buch,

Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,

Monsieur le Directeur du SIDPC,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé à M. le Directeur des Services Fiscaux de la Gironde ainsi qu'à la COBAS

Fait à BORDEAUX, le 25 NOV. 2011

LE PREFET,

(Signature)
LE PRÉFET

(Signature)
LE PRÉFET

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire.

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



24/07/2025
COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH



0000376411

Le Président

Bordeaux, le 17 juillet 2025
DPM/LP/LG

Monsieur Patrick DAVET
Maire de La Teste de Buch

Hôtel de Ville – 1, Esplanade Edmond Doré – B.P.
33260 La Teste de Buch Cedex

Objet : Avis sur le projet de PLU arrêté de La Teste de Buch

Monsieur le maire,

Vous avez sollicité l'avis de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de Bordeaux Gironde concernant le projet arrêté de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de La Teste de Buch, conformément au code de l'urbanisme qui prévoit la consultation des CCI en tant que Personne Publique Associée sur ce type de document.

Commune la plus peuplée du bassin d'Arcachon, avec 27 141 habitants en 2022, La Teste de Buch constitue une polarité commerciale et économique importante à l'échelle du bassin mais également du département. La commune s'avère très attractive : d'un point de vue économique, le nombre d'emplois croît plus rapidement que le nombre d'actifs, avec une dynamique favorable sur l'ensemble des sphères économiques (présentielle, publique mais également productive) sur la période récente. Plus spécifiquement, une partie de l'économie locale est liée à la filière touristique, dynamisant l'ensemble des activités liées à la sphère résidentielle et pouvant s'appuyer sur une offre en hébergement touristique variée.

La déclinaison de cette volonté de soutenir une fonction économique, touristique et commerciale dynamique se matérialise principalement dans l'axe 2 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) « Pérenniser et conforter les activités économiques ».

La lecture du projet de PLU laisse apparaître une prise en compte soignée des spécificités de chaque tissu urbain présent au sein de la commune. Les différentes zones économiques ou à vocation de loisirs font l'objet d'un traitement réglementaire distinct, à travers la définition de zones ou secteurs dédiés sur le plan de zonage. La mixité fonctionnelle de certains tissus, et notamment la présence d'activités de proximité type commerce, artisanat, service ou restauration au sein de zones à dominante résidentielle, a également bien été prise en compte.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

T. 05 56 79 5000 | M. contact@bordeauxgironde.cci.fr | bordeauxgironde.cci.fr
Place de la Bourse – CS 61 274 – 33076 BORDEAUX Cedex

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



Le projet de PLU tel qu'arrêté appelle de notre part les observations suivantes :

Commerces

La Teste de Buch bénéficie d'un tissu commercial permettant globalement de soutenir les besoins de la population ainsi que ceux liés aux flux saisonniers touristiques. L'armature commerciale locale s'appuie principalement sur le centre-ville de La Teste ainsi que sur deux zones d'activités commerciales (ZACOM), le secteur Cap Océan et le secteur de Caillivole. Une offre commerciale diffuse se retrouve ailleurs sur le territoire, à Cazaux et Pyla-sur-Mer.

La commune ne pouvant plus accueillir de nouvelles Grandes et Moyennes Surfaces, le PLU entérine la protection voire le développement (notamment à Cazaux) du commerce de proximité. Cette volonté se traduit notamment par la définition d'un secteur de diversité commerciale sur les principaux linéaires commerciaux du centre-ville de La Teste afin d'encadrer les changements de destination des locaux commerciaux « *pour les séquences des rues et parties de rues concernées par l'article L 151-16 du code de l'urbanisme, et identifiées sur le plan de zonage* ». **Or, si ces séquences sont bel et bien identifiées au sein du règlement de la zone UA, le secteur de diversité commerciale n'apparaît pas sur le plan de zonage.** Il nous semble ainsi pertinent de clarifier ce point.

Zones d'activités économiques

La commune jouit d'un important tissu économique, principalement matérialisé par le parc d'activités du Pays de Buch, deux ZACOM, ainsi que des espaces économiques périphériques à vocations variées (aérodrome, base militaire, zoo...). Le projet de PLU entend conforter le dynamisme économique de La Teste de Buch à travers la densification et la spécialisation des zones économiques, et la requalification des ZACOM vers des quartiers mieux intégrés. Il prévoit également la requalification du secteur d'entrée de ville du Baou vers la création d'un quartier mixte présentant des fonctions hôtelières, para-hôtelières, tertiaires et commerciales.

Au regard de l'importance et du nombre de zones à vocation économique, une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) thématique « économie » a été réalisée, permettant notamment l'encadrement de l'intensification des fonctions urbaines et économiques, la gestion des flux de déplacement ou encore l'intégration architecturale et paysagère de ces zones. Nous ne pouvons que saluer une telle initiative, qui viendra apporter une dimension qualitative aux futurs constructions et aménagements des zones concernées.

La majorité du foncier économique est identifiée à travers deux zones, la zone UI dédiée à la zone d'activités du Pays de Buch et à la zone industrielle de Villemarie, et la zone UIc qui délimite les sites dont la vocation est tournée plus particulièrement vers l'activité commerciale. Le règlement mentionne les éléments suivants, sur lesquels nous aurions des observations à formuler :

Emprise au sol

L'emprise au sol des zones UI et UIc est limitée à 60% de la superficie de l'unité foncière. En cohérence avec l'objectif d'optimiser le foncier économique, nous vous proposons d'augmenter cette emprise au sol à 70%. Cette augmentation permettrait d'autoriser une plus forte densification des zones d'activités, tout en préservant la possibilité de respecter la règle de 15% de pleine terre sur l'unité foncière.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



À l'exception de la zone Ulch, la hauteur maximale au sein de ces deux zones n'est pas réglementée. Bien que la raison avancée (limitation des contraintes techniques potentielles des constructions nécessitant des hauteurs spécifiques, telles que les constructions à vocation industrielle) soit pertinente, la présence de tissu à vocation d'habitat à proximité directe de zones UI et UIC fait courir le risque de voir s'implanter des activités aux hauteurs pénalisantes pour le cadre de vie des riverains. **Il nous semble souhaitable d'intégrer certains garde-fous**, par exemple :

- Intégrer une limite de hauteur tout en excluant l'ensemble des éléments techniques nécessaires à certaines activités économiques : cheminées industrielles, silos de stockage, antennes techniques, tours de refroidissement, bâtiments techniques d'aération ou d'extraction, équipements en toiture... Il est par ailleurs possible de limiter leur surface d'emprise, par exemple à 5% de la surface du bâtiment.
- Mettre en place un principe similaire à celui observé en zone Ulch visant à limiter les hauteurs en limite avec des zones à dominante pavillonnaire. Ce type de règle pourrait venir limiter la hauteur des constructions uniquement sur les unités foncières en contact avec une zone UD, UC ou encore UF.

Tourisme

Le projet de PLU poursuit des objectifs de valorisation des différents sites touristiques et de loisirs, ainsi que d'accompagnement de la mutation de l'offre en hébergement touristique afin d'assurer la réponse à la demande tout en encourageant une répartition équilibrée de cette offre entre les différentes unités urbaines (La Teste, Cazaux, Pyla-sur-Mer). Nous saluons les efforts réalisés pour intégrer cette thématique au projet de PLU et n'avons pas de remarque spécifique à formuler.

En conclusion la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux Gironde **conditionne son avis favorable à la prise en compte des remarques formulées dans ce courrier**. Monsieur Laurent PUTZ, Directeur Adjoint du Département Data, Études et Projets urbains, se tient à votre disposition pour toute information complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes meilleures salutations.

Patrick SEGUIN



0000375360

Direction : D.G.S
Service : URBANISME

Suivi par : Alexia NAULEAU
AN n°028-2025
☎ : 05.57.52.98.59

Monsieur Patrick DAVET
Maire
Hôtel de Ville
1, Esplanade Edmond Doré
B.P. 50105
33260 LA TESTE DE BUCH Cedex

Arcachon, le 11 JUIL. 2025

Objet : Avis de la commune d'Arcachon (PPA) – Arrêt du projet de révision du PLU de la ville de La Teste de Buch.

Nos réf. : AN – 028-2025

Vos réf. : FB/AN/MV 363064

LR AR 1 A 209 069 3013 3

Monsieur le Maire,

J'ai bien pris connaissance de votre correspondance en date du 18 Juillet dernier dans laquelle vous portez à ma connaissance, en qualité de personne publique associée, l'entier dossier de votre Plan Local de l'Urbanisme (PLU) de votre commune.

À la lecture des documents transmis, j'ai pu apprécier la bonne prise en compte de nos secteurs à enjeux :

- la zone « UE » de Mariolan, correspondant au Centre Technique Municipal situés rue Lagrua.
- la parcelle FH n°160 située avenue du Général Leclerc d'une contenance de 3724 m². Ce terrain est classé en zone « Nv » et « UB » (dont une partie constructible de 1587 m²).
- et enfin, le projet structurant pour nos deux communes, l'extension du Golf d'Arcachon.

Sur ce point, j'aimerais vous faire part de mes observations en vue, éventuellement, de faire évoluer certains éléments.

L'étude de programmation a permis de mettre en lumière, avec une certaine précision, les futurs contours du golf.

L'identification sur le plan de zonage de votre PLU d'une zone de « *patrimoine naturel protégé au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme* » correspond à l'ilot de sénescence à conserver en partie Ouest de l'extension du golf. Il se situe au cœur de l'un des parcours.

La traduction graphique très précise de cette prescription n'est pas compatible avec le projet de golf tel que dessiné dans son extension qui a été validé. Il ressort que le périmètre figuré sur le plan de zonage correspond à une ancienne traduction spatiale de cette prescription environnementale qui prend une forme différente dans le projet envisagé.

Aussi, je souhaiterais vous proposer de ne pas figer spatialement l'ilot de sénescence dans le règlement graphique. Le règlement graphique doit porter une indication graphique sur le plan de zonage (de type pastille, trame ou

Accusé de réception en préfecture
033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Envoi en préfecture - Place Lucien de Gracia - 33311 Arcachon Cedex - Tél. : 05 57 52 98 98 - Fax : 05 57 52 98 00

Le Maire de La Teste de Buch / Patrick DAVET / Toute la correspondance doit être adressée à l'attention de M. le Maire d'Arcachon

Aussi, je souhaiterais vous proposer de ne pas figer spatialement l'îlot de sénescence dans le règlement graphique, mais plutôt de porter une indication graphique sur le plan de zonage (de type pastille, trame ou hachure), en mentionnant l'obligation de conserver une surface d'environ 2 hectares dédiée à la sénescence du boisement. Cette solution permettrait ainsi de garantir l'objectif écologique tout en laissant une marge d'adaptation au projet de golf.

D'autre part, le PLU prévoit d'encadrer de manière spécifique les affouillements dans les zones UG et NLg. Or, le Code de l'urbanisme prévoit déjà un encadrement clair et adapté de ces opérations, via les articles R.421-1 et suivants, en fonction de leur profondeur et de leur emprise au sol.

Ce cadre réglementaire national impose, le cas échéant, une déclaration préalable ou un permis d'aménager, assurant ainsi un contrôle suffisant des impacts sur le terrain naturel. L'ajout de règles spécifiques dans le PLU de La Teste pourrait restreindre la faisabilité de la création de bassins ou d'aménagements paysagers liés au projet de réaménagement du golf.

Le projet de PLU et notamment les prescriptions du règlement des zones UG et NLg n'appellent pas d'autres observations de notre part. Les projets d'hôtel et de Club House s'inscrivent en adéquation avec les règles d'implantation et d'emprise de ces deux zonages.

Je tiens vivement à vous remercier par avance de la prise en compte de ces observations qui participeront indéniablement à un meilleur déroulement des procédures administratives et réglementaires du projet d'extension du golf.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, à l'assurance de mes salutations les meilleures.

Claire MARESCOT
Maire-Adjoint déléguée à l'Urbanisme,
Aux Transports et à l'Animation



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



Feuillet fixe
Ne pas
détacher

Numéro de l'envoi : 1A 209 069 3013 3

Présenté / Avisé le : / /
Distribué le : / /

SGR2V31 - PTC6A - 20176427018 - 1023

Date : Prix : CRBT :

La Poste - SA au capital de 5 857 785 892 euros - 356 000 000 RCS Paris
Sé de réception Ministère de l'Intérieur
13305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE
Sé certifié exécutoire
Option par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025
Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



RECOMMANDÉ AVEC AVIS DE RÉCEPTION

Numéro de l'envoi :

1A 209 069 3013 3



LE TRI
+ FACILE

PAPIER



Mairie Arcachon



Hôtel de Ville
1 place Lucien de Gracia - CS 12051
33311 Arcachon Cedex



RECOMMANDÉ
AVEC AVIS DE RÉCEPTION
1A 209 069 3013 3

n° de l'envoi :



RECOMMANDE

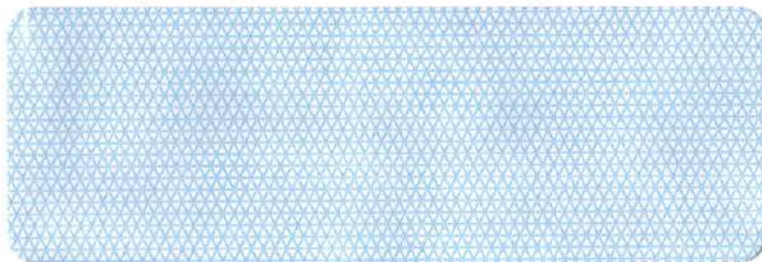
R1 AR

ARCACHON
33

15-07-25
414 L1 OH2691
A699 337330

€ R.F.
LA POSTE

007,01
HU 133701



Sé de réception - Ministère de l'Intérieur
13305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE
Sé certifié exécutoire
ption par le préfet : 19/12/2025
ation : 19/12/2025
aire de La Teste de Buch, Patrick DAVET





Arcachon, le 3 juillet 2025

Dossier suivi par : Jean Baptiste BERGER
Service : Pôle Urbanisme et SPANC
Courriel : jb.berger@siba-bassin-arcachon.fr

N/Réf. : 338693



MAIRIE DE LA TESTE DE BUCH
Monsieur Patrick DAVET
HOTEL DE VILLE
1 ESPLANADE EDMOND DORE
33260 LA TESTE DE BUCH

OBJET : avis du SIBA dans le cadre de la mise en révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

PJ : carte – ouvrages d'assainissement des eaux usées // éléments relatifs aux zonages

Monsieur le Maire,

Par courrier en date du 18 avril 2025, vous avez transmis au SIBA pour avis le projet d'arrêté de révision du PLU de votre commune.

En réponse, je me permets de vous faire part des éléments suivants :

- Le « rapport de présentation » - « Etat Initial de l'Environnement » a déjà fait l'objet de remarques envoyées par mail en date du 16 juin 2025 par mes soins à l'attention du bureau d'études Métropolis ainsi qu'au service urbanisme de la commune.
- Concernant la liste des « emplacements réservés » :
 - L'emplacement réservé B1 qui concerne la création d'un bassin de stockage pour sécuriser le fonctionnement de la station de pompage Lagrua peut être supprimé, ce dernier étant réalisé.
 - Il conviendrait d'ajouter les parcelles du stade et de la craste d'Arriet (parcelles FX 158, 172 et 173) à côté du collège pour prévoir l'expansion de cette dernière comme indiqué dans le Schéma directeur de gestion des eaux pluviales. Un mail a été envoyé le 30 juin dernier aux services communaux ainsi qu'au bureau d'étude prestataire pour localiser la zone concernée.
- Dans le « règlement écrit » : Emprise au sol jusqu'à 80% en zone UA et non réglementée sur plusieurs zones. Pour les aménageurs, ces dispositions peuvent entraîner des difficultés importantes pour respecter par ailleurs le point « 1.8.4 Eaux Pluviales » des « Dispositions générales » en ce qui concerne l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle. Et en particulier dans les secteurs où la nappe peut remonter très proche du sol. De manière générale, une emprise au sol maximale de 70 % serait souhaitable.
- Un plan en pièce jointe (également envoyé par mail à vos services le 30 juin dernier) présente les ouvrages d'assainissement des eaux usées dont les ouvrages publics en servitudes identifiées. Je vous demanderais de bien vouloir annexer cette carte au PLU. Ce document trace également l'emplacement du projet important de collecteur principal reliant la station de pompage de Lagrua à la station d'épuration de La Teste de Buch. Cet ouvrage vise à remplacer la canalisation de refoulement actuelle qui passe en zone urbaine. Il est important que ce projet soit compatible avec les prescriptions dictées par le PLU, les services du SIBA contacteront vos services à ce sujet.
- Deux « OAP » sont concernées par la présence du collecteur principal d'eaux usées :
 - Le Baou les Maraichers : le collecteur principal traverse cette zone. Comme indiqué au point précédent, ce collecteur vise à être abandonné quand le projet de nouveau collecteur sera finalisé. Il conviendra d'attendre que ces travaux soient réalisés avant

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-PLU 2025-12-31 (P) (A) (D)

Accusé certifié exécutoire

16, allée Corrigan, CS40002 - 33311 Arcachon Cedex

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025 Administration@siba-bassin-arcachon.fr

www.siba-bassin-arcachon.fr

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

d'engager les travaux relatifs à l'aménagement de ce secteur.

- Jaumar Pins de Cazaux : le collecteur principal traverse cette zone. Pour rappel : afin de garantir la pérennité de son système d'assainissement des eaux usées et la continuité du service, le SIBA doit pouvoir avoir accès en permanence à ses ouvrages dont le collecteur principal qui constitue un réseau majeur et intervenir sur ce réseau pour le renouveler ou le réparer en cas de casse. Pour cela, une emprise de dix mètres axés sur le collecteur principal doit être respectée (le collecteur principal est localisé sur les plans joints), zone dans laquelle le SIBA doit pouvoir avoir accès et intervenir y compris avec des engins de terrassement ou d'hydrocurage. Sur cette emprise, il ne doit être procédé à aucun affouillement profond du sol et à aucune construction. De même, aucune construction ou plantation ne devra être réalisée dans une emprise de cinq mètres axés sur les canalisations secondaires. Le propriétaire doit permettre au SIBA l'accès à toutes les parties de la canalisation pour en assurer la surveillance, l'entretien ou la réparation, ainsi que le remplacement.
- L'importance des zones d'ouverture à l'urbanisation 1AU et des zones d'ouverture future à l'urbanisation 2AU ainsi que celle des « OAP » nécessitera de réaliser des études de faisabilité par le SIBA au regard des ouvrages d'assainissement d'eaux usées qui seront sollicités par cette augmentation de la capacité d'accueil. Suivant les projets d'aménagement de ces zones, des délais avant réalisation pourront être imposés par le SIBA, pour adapter les ouvrages de collecte des eaux usées.
- Enfin, je me permets de vous rappeler les zonages d'assainissement des eaux usées et de gestion des eaux pluviales approuvés par le SIBA en avril 2019. Je me tiens à la disposition de vos services pour renouveler leur transmission si nécessaire afin qu'ils soient intégrés de manière adaptée au PLU.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, à l'assurance de mes salutations distinguées.



**Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint**

Yohan ICHER

Page 288/439
Chaine d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A
Publié le : 19/12/2025
Par : DAVET Patrick
Document certifié conforme à l'original
<http://publiad.fr/documentPublic/84435>

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET


www.siba-bassin-arcachon.fr

Courrier 338693

De: "Yohan ICHER" <y.icher@siba-bassin-arcachon.fr>
À: "undefined" <dupuy@metropolis-territoires.fr>
Cc: "undefined" <vayssade@metropolis-territoires.fr>, "Jean Baptiste BERGER" <jb.berger@siba-bassin-arcachon.fr>, "florence bonnin" <florence.bonnin@latestedebuch.fr>
Envoyé: lundi 16 juin 2025 09:34
Objet: RE: PLU La Teste

Bonjour,

Vous trouverez en PJ différentes remarques à votre document. Nous avons prévu de vous faire un courrier réponse « habituel » en faisant référence à ce document amendé et envoyé par mail.

Vous trouverez également via ce lien le RPQS 2024 qui vous permettra d'actualiser certaines données :  [RPQS 2024.pdf](#)

2 remarques principales :

- Vous écrivez un lien de cause à effet direct entre la saturation des réseaux EU (hiver 2023/2024) et la fermeture de la commercialisation des huitres. Je vous demanderais de bien vouloir mesurer votre rédaction à ce sujet : cette période a fait l'objet de plusieurs recours devant les tribunaux, et la justice n'a pas encore rendu ses conclusions. La situation n'est pas aussi claire que vous l'expliquez.
- En matière de pluvial : vous exposez la MAJ des schémas directeurs puis vous enchaînez avec le plan d'actions du SIBA à la suite de l'hiver 2023/2024. Mais le SIBA n'a pas attendu l'hiver dernier pour travailler et engager des travaux. Et ce, d'autant que Cazaux a été fléché dès 2014 comme une zone prioritaire. Raison pour laquelle la révision de son schéma a été prioritaire ainsi que les travaux fléchés. Ainsi, d'importants travaux ont été réalisés à Cazaux, et c'est une zone pour laquelle nous considérons que nos actions ont été particulièrement efficaces. En 2014, lors d'une période pluvieuse très sensible, Cazaux avait été une des principales zones touchées, au titre des eaux pluviales et des difficultés sur le réseau d'eaux usées. Et ce n'est plus du tout le cas depuis plusieurs hivers, dont le dernier 2023/2024. Les travaux ont clairement montré une très bonne efficacité.

A votre disposition pour tout échange,

Cordialement,

Yohan Icher

Yohan ICHER

Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon (SIBA)

Directeur Général Adjoint

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Directeur du Service d'Hygiène et de Santé

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

TR: PLU LTDB

From: Jean Baptiste BERGER <jb.berger@siba-bassin-arcachon.fr >

lun., juin 30, 2025 10:03 AM

Subject: TR: PLU LTDB

To: Thomas <thomas.saphore@latestedebuch.fr > , dupuy <dupuy@metropolis-territoires.fr > , vayssade <vayssade@metropolis-territoires.fr > , Florence <florence.bonnin@latestedebuch.fr >

Attachments:

 ER pour Craste d'Arriet.docx

Bonjour à tous,

Nous sommes en train de rédiger l'avis du SIBA concernant le projet de révision du PLU.

Une remarque relative aux emplacements réservés fait référence à la Craste d'Arriet (point évoqué dans Schéma Directeur d'Assainissement des Eaux Pluviales). Je vous joins un document en PJ vous permettant de localiser la zone concernée.

Restant disponible pour tout renseignement complémentaire,

Cordialement,

Jean Baptiste BERGER
Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon (SIBA)
Chef adjoint du pôle urbanisme & SPANC

2A Avenue de la Côte d'Argent
CS 73761
33380 BIGANOS
Tél : 05 57 76 23 23
www.siba-bassin-arcachon.fr

webmail.latestedebuch.fr

Page 290/439

Chaîne d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A7



Publié le : 19/12/2025
Par : DAVET Patrick
Document certifié conforme à l'original
<http://publiad.fr/documentPublic84435>

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Carbonio

thomas.saphore@latestedebuch.fr

Cartes assainissement EU - PLU 1/3

From: Jean Baptiste BERGER <jb.berger@siba-bassin-arcachon.fr >

lun., juin 30, 2025 11:39 AM

Subject: Cartes assainissement EU - PLU 1/3

To: vayssade <vayssade@metropolis-territoires.fr > , dupuy <dupuy@metropolis-territoires.fr > , florence bonnin <florence.bonnin@latestedebuch.fr > , thomas saphore <thomas.saphore@latestedebuch.fr >

Attachments:

📎 Carte EU Servitude la teste cazaux 2 dec.pdf

📎 Carte EU Servitude la teste collecteur.pdf

📎 Carte EU Servitude le teste Pilat dec 2022.pdf

Re-bonjour,

Dans la continuité de mon précédent mail, je me permets de vous joindre les cartes du réseau d'assainissement des eaux usées à insérer dans les annexes du PLU.

J'attire votre attention sur une carte en particulier « Réseau EU LTB + pro Coll » qui fait figurer, en plus du tracé actuel, le nouveau tracé du collecteur principal.

Compte tenu volume de ces documents je vais procéder en 3 fois.

Restant disponible pour tout renseignement complémentaire,

Cordialement,

Jean Baptiste BERGER
Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon (SIBA)
Chef adjoint du pôle urbanisme & SPANC

2A Avenue de la Côte d'Argent
CS 73761
33380 BIGANOS
Tél : 05 57 76 23 23
www.siba-bassin-arcachon.fr

webmail.latestedebuch.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Page 291/439

Chaîne d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A8

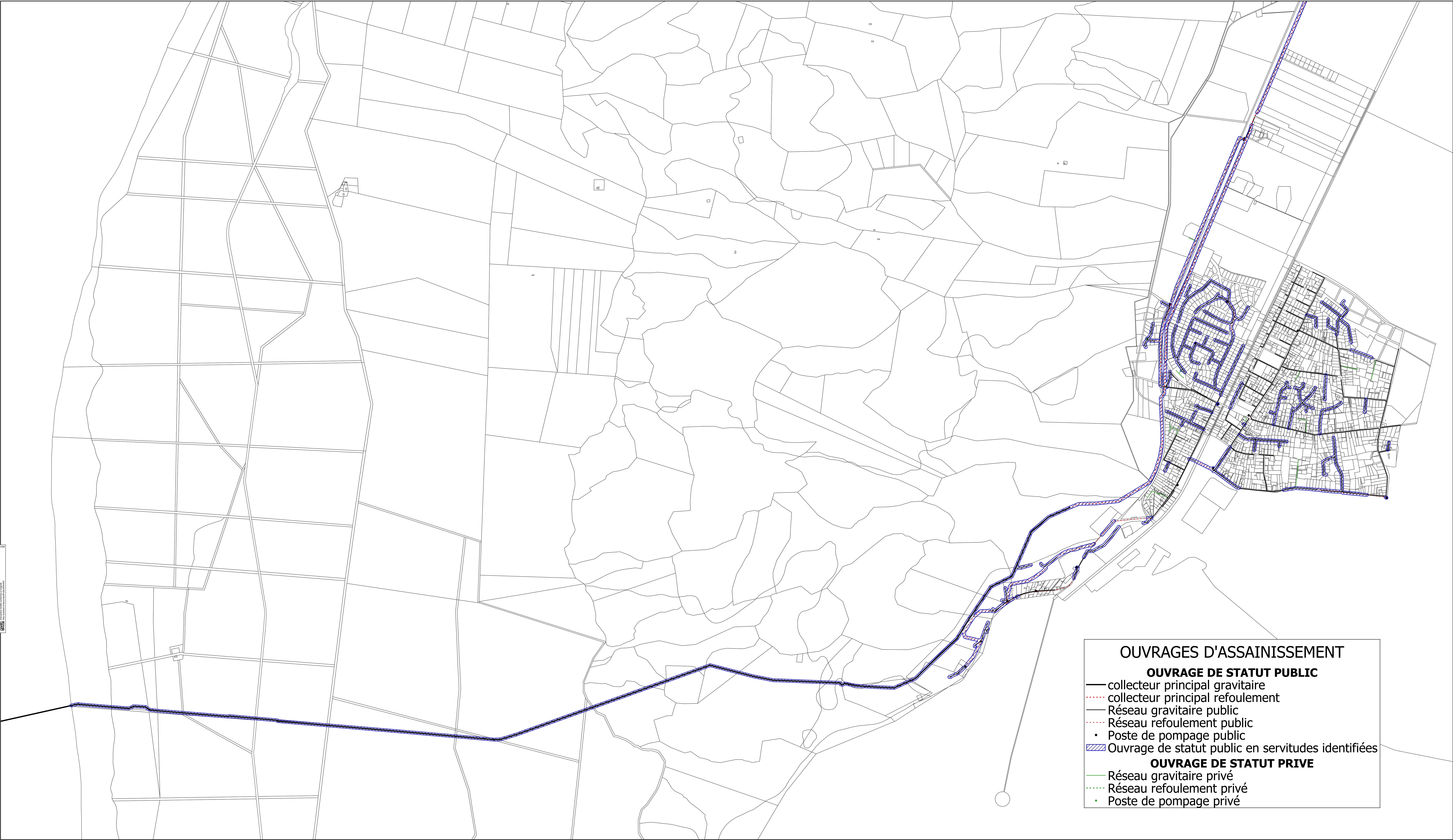
Publié le : 19/12/2025

Par : DAVET Patrick

Document certifié conforme à l'original

<http://publiad.fr/documentPublic844435>

Ouvrages d'assainissement des eaux usées - La Teste de Buch Cazaux



OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT

OUVRAGE DE STATUT PUBLIC

- collecteur principal gravitaire
- ... collecteur principal refoulement
- Réseau gravitaire public
- ... Réseau refoulement public
- Poste de pompage public
- ▨ Ouvrage de statut public en servitudes identifiées

OUVRAGE DE STATUT PRIVE

- Réseau gravitaire privé
- ... Réseau refoulement privé
- Poste de pompage privé

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

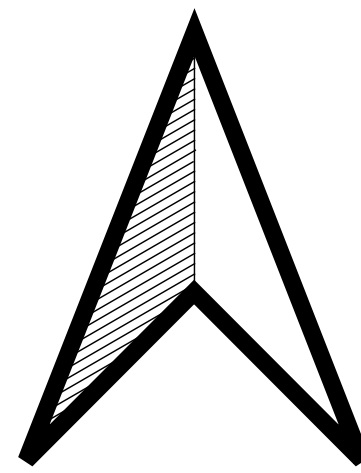
033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

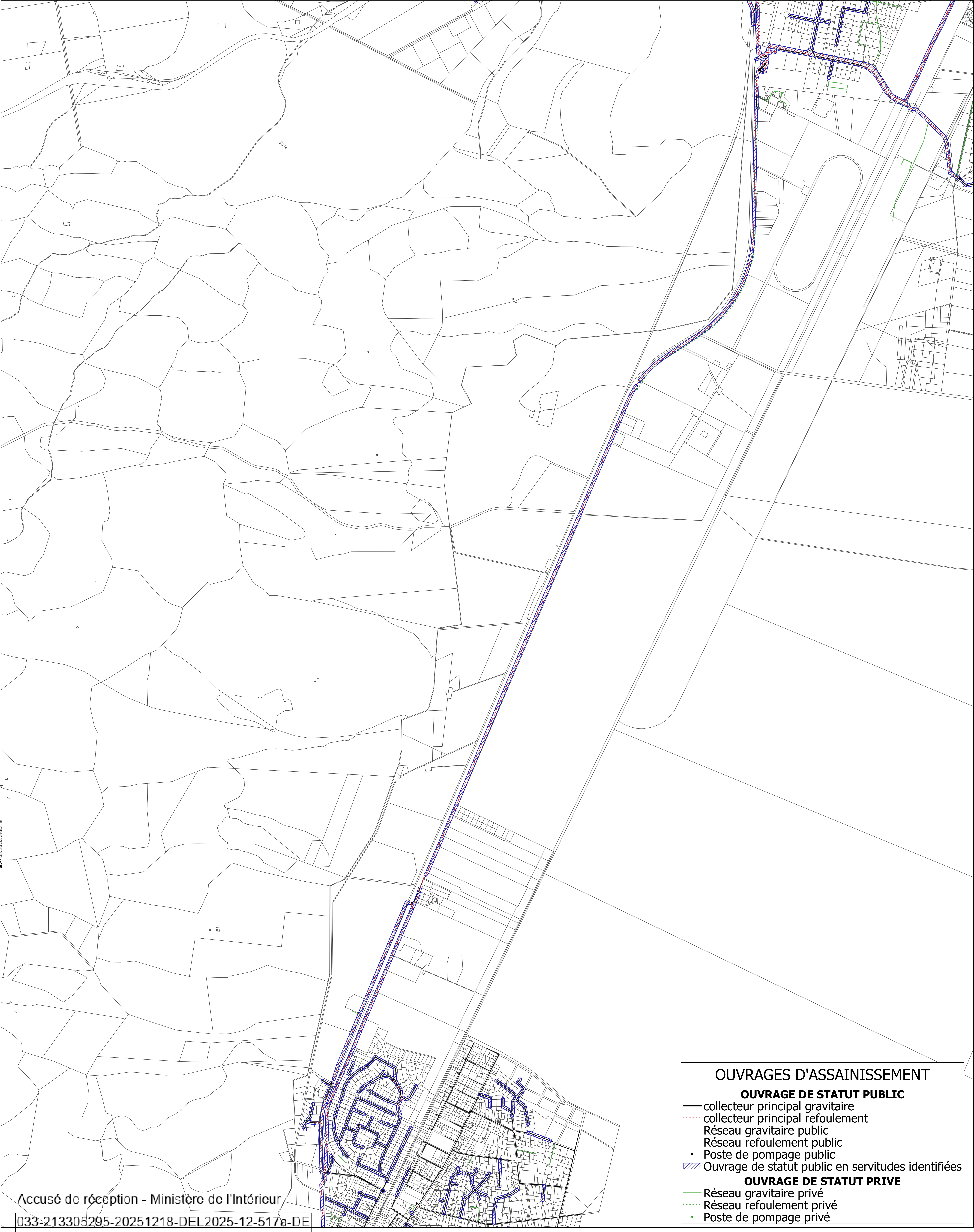
Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



Ouvrages d'assainissement des eaux usées - La Teste de Buch Collecteur



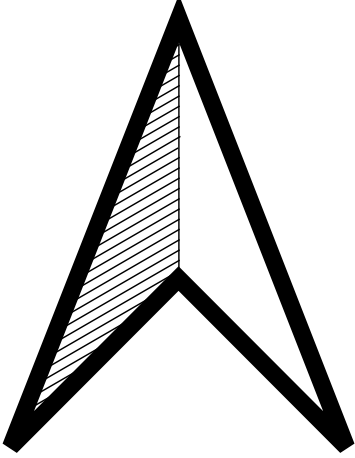
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

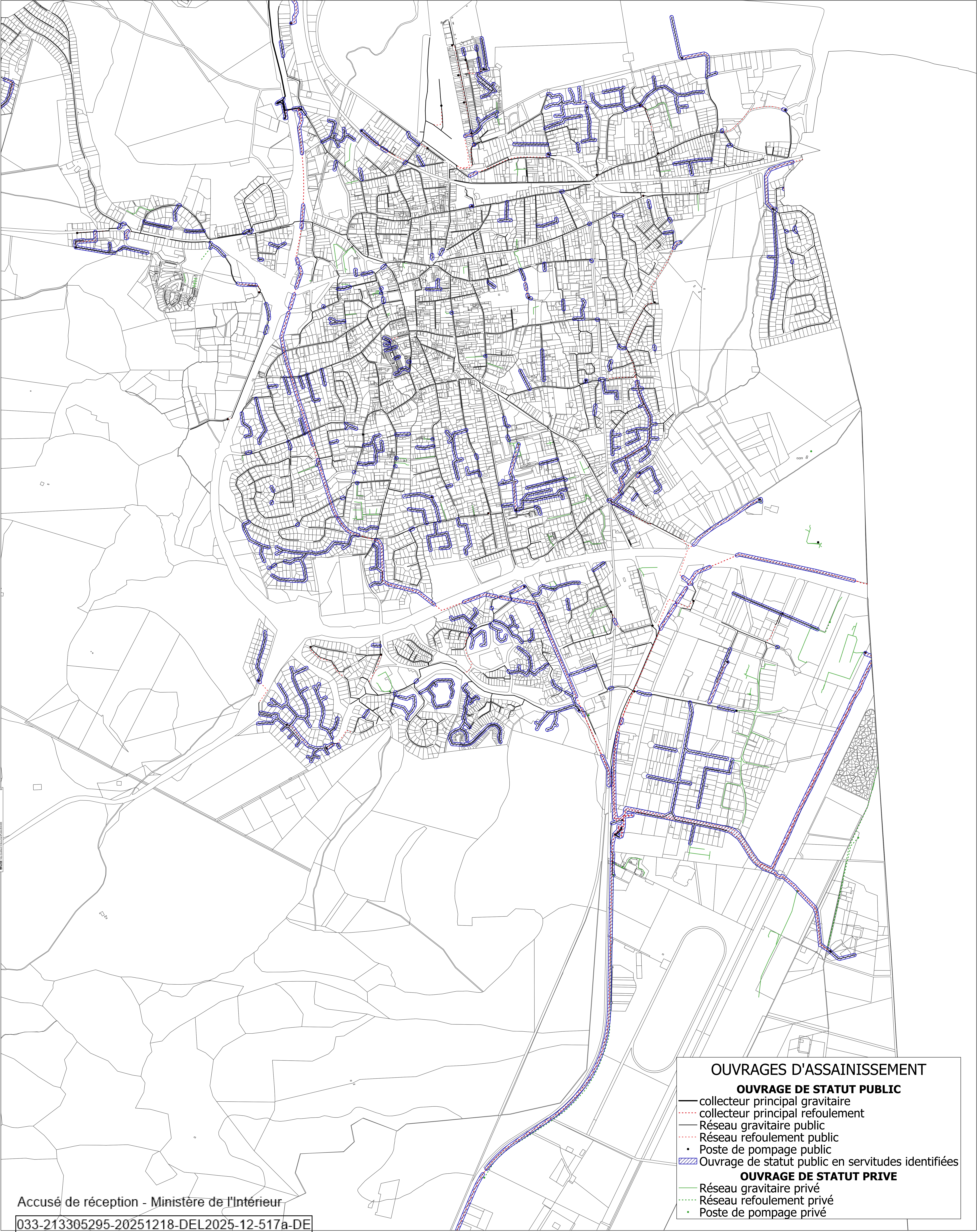
Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



Ouvrages d'assainissement des eaux usées - La Teste de Buch



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT

OUVRAGE DE STATUT PUBLIC

collecteur principal gravitaire

collecteur principal refoulement

Réseau gravitaire public

Réseau refoulement public

Poste de pompage public

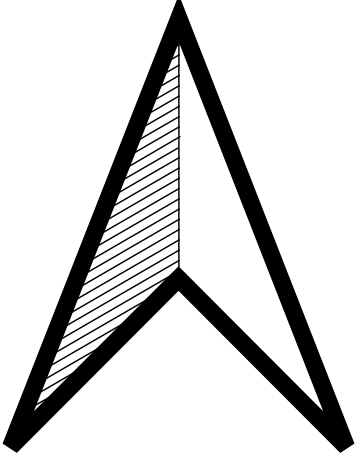
Ouvrage de statut public en servitudes identifiées

OUVRAGE DE STATUT PRIVE

Réseau gravitaire privé

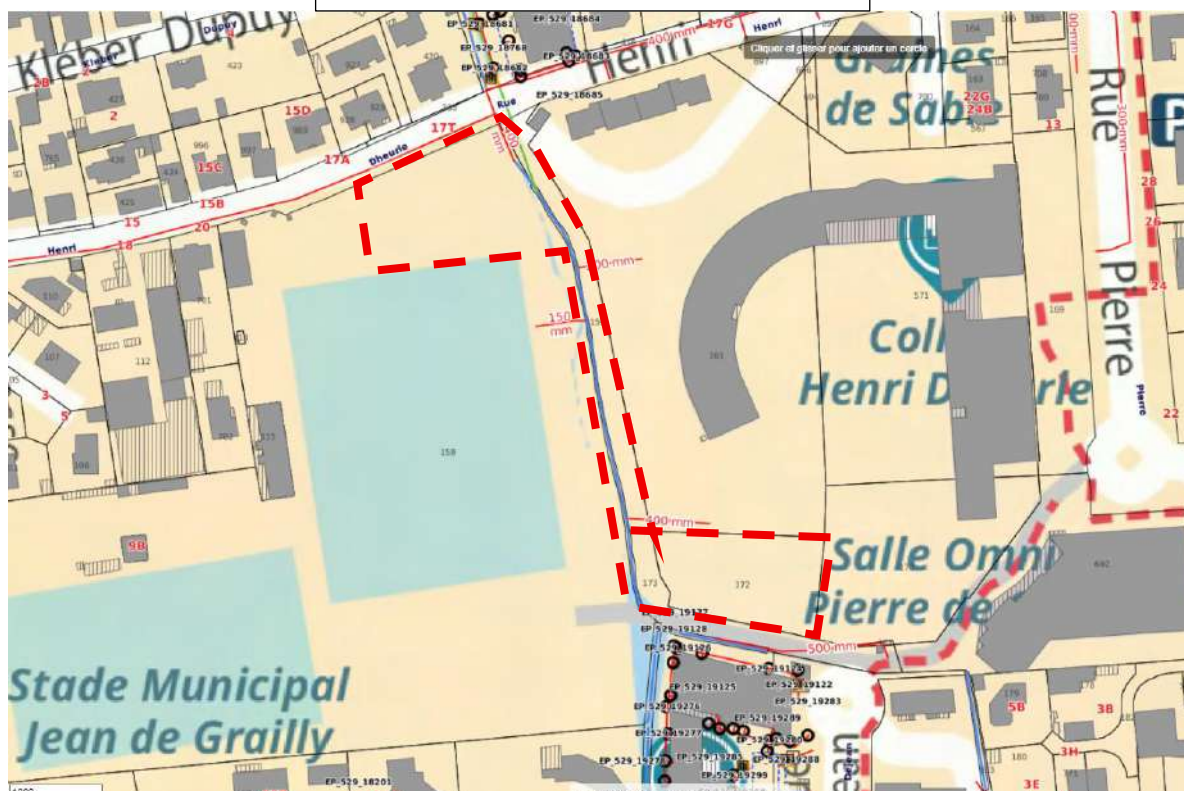
Réseau refoulement privé

Poste de pompage privé



Craste d'Arriet – Projet SDAEP

Rue Henry Dheurle



	Code commune	Bg Prefixe Ccosec	Numéro de plan	Adresse complète	Qualité abrégée	Nom ou Raison	Préno
<input type="checkbox"/>	LA TESTE DE BUCH	FX	0172	LENCLOS DU PING		DEPARTEMENT DE LA GIRONDE	
<input type="checkbox"/>	LA TESTE DE BUCH	FX	0173	LENCLOS DU PING		COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH	
<input type="checkbox"/>	LA TESTE DE BUCH	FX	0158	RUE HENRI DHEURLE		COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH	



Maîtriser les débordements en utilisant la partie basse du stade

Agrandir le lit de la craste

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



3.2.1 QUELQUES RAPPELS

En fonction de la concentration de l'habitat et des constructions, l'assainissement peut être :

- Rappelons que l'article L.2224 du Code Général des Collectivités Territoriales (modifié par la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006) impose aux communes de définir, après étude préalable, un zonage d'assainissement qui doit délimiter les zones d'assainissement collectif, les zones d'assainissement non collectif et le zonage pluvial. Le zonage d'assainissement définit le mode d'assainissement le mieux adapté à chaque zone. Il est soumis à enquête publique.

Enfin, les installations d'assainissement les plus importantes sont soumises à la police de l'eau en application du Code de l'Environnement en ce qui concerne les rejets d'origine domestique. Les rejets industriels et agricoles sont réglementés dans le cadre de la police des installations classées.

La commune de La Teste de Buch est reliée à deux stations d'épuration : l'assainissement des eaux usées est donc réalisé grâce à des équipements collectifs. Pour les secteurs non desservis par les réseaux d'assainissement, les eaux usées sont traitées via dispositifs autonomes. La commune est dotée d'un réseau séparatif d'assainissement.

La commune de La Teste de Buch dispose d'un schéma d'assainissement approuvé en 2019.

3.2.2 FOCUS SUR L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Source : RPQS 2022 du SIBA, puis mise à jour avec données du RPQS 2023

La loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 fait obligation aux communes, sur le fondement de l'article L2224.8 du Code Général des Collectivités Territoriales, de prendre obligatoirement en charge le contrôle des assainissements autonomes.

Les communes membres ont transféré cette compétence au SIBA qui, par délibération du 1er juillet 2005, a créé le Service Public de l'Assainissement Non Collectif, dénommé SPANC, dont l'activité a débuté le 1er janvier 2006.

Le SIBA assure la gestion du SPANC en régie.

Au 31 décembre 2023, le nombre d'installations d'assainissement non collectif recensé est de 2 773. La population concernée est évaluée à 6 933 habitants (source : RPQS 2023).



P301.3 - Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif					
	2019	2020	2021	2022	2023
nombre d'installations neuves ou à réhabiliter contrôlées conformes à la réglementation					
+					
nombre d'installations existantes qui ne présentent pas de danger pour la santé des personnes ou de risque avéré de pollution de l'environnement	981	2482	2 368	2516	2606
Nombre total d'installations contrôlées depuis la mise en place du service	1134	2669	2586	2 715	2773
Taux de conformité (%)	87%	93%	92%	93%	94%

Conformité des dispositifs d'assainissement non collectif sur le territoire du SPANC (source : RPQS 2023)

Sur l'ensemble du SPANC, le taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif est de 94% en 2023, et en progression globale depuis 2019. Le nombre total d'installations contrôlées depuis la création du service SPANC est de 2 773 à fin 2023.

3.2.3 FOCUS SUR L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Source : RPQS 2022 du SIBA (puis mise à jour avec les données du RPQS 2023) ; Agence de l'Eau Adour Garonne

3.2.3.1 Organisation

Le SIBA est maître d'ouvrage des installations du service public d'assainissement collectif : il définit la politique d'investissement du territoire, finance, réalise et renouvelle les systèmes de collecte et de traitement des eaux usées.

L'exploitation des installations d'assainissement collectif est déléguée à la Société ELOA, société dédiée du groupe Veolia eau. La délégation de service public a pris effet le 1er janvier 2021 et se terminera le 31 décembre 2026. La société ELOA est responsable du fonctionnement et de la continuité du service. Elle assure l'entretien

Page 297/439

Chaîne d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A7

Publié le : 19/12/2025

Par : DAVET Patrick

Document certifié conforme à l'original

http://publiad.fr/documentPublic844435

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

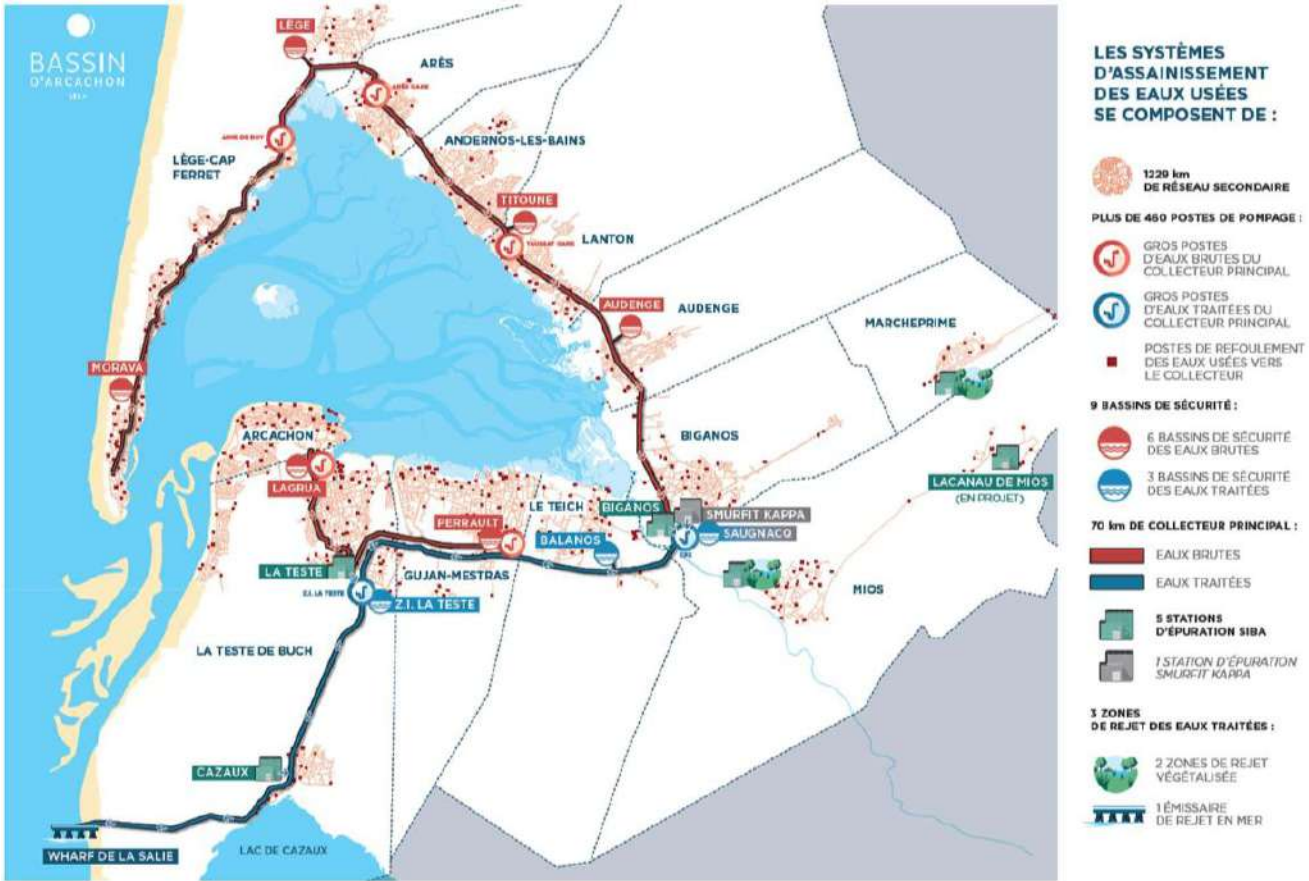
et une partie du renouvellement des installations construites par le SIBA, ainsi que les relations avec les abonnés.

Le SIBA compte 140 902 habitants (population municipale INSEE). En moyenne depuis 2014, la population enregistre ainsi une croissance annuelle de 1.5% à l'échelle du SIBA. Le territoire connaît également une population touristique très importante qui entraîne des variations sur les quantités d'effluents à collecter et traiter.

Créé en 1964, le SIBA a mis en place un vaste réseau d'assainissement, de type séparatif, destiné à la protection du Bassin d'Arcachon. ~~Le concept de l'absence de tout rejet d'effluents, même traités, dans le Bassin, a conduit à la réalisation d'un collecteur de ceinture et au rejet à l'océan des effluents après traitement.~~

Population municipale	
Source : INSEE - Population légale entrant en vigueur au 1 ^{er} janvier 2024	
ARCACHON	11 259
LA TESTE DE BUCH	26 556
GUJAN-MESTRAS	22 399
LE TEICH	9 004
BIGANOS	11 095
AUDENGE	9 371
LANTON	7 276
ANDERNOS-LES-BAINS	12 472
ARÈS	6 441
LÈGE-CAP FERRET	8 193
MARCHEPRIME	5 367
MIOS	11 469
TOTAL	140 902

~~Compte tenu de la sensibilité du milieu, le système d'assainissement mis en place consiste à garantir l'objectif « zéro rejet » dans le Bassin, d'où l'absence de déversoir d'orage sur le réseau d'assainissement.~~ La totalité des effluents collectés est traitée par les stations d'épuration de **La Teste de Buch**, de Biganos et de **Cazaux**.



Source : SIBA (RPQS 2023)

Page 298/439
Chaine d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A7
Publié le : 19/12/2025
Par : DAVET Patrick
Document certifié conforme à l'original
http://publiad.fr/documentPublic844435

3.2.3.2 La collecte des eaux usées

a. Le collecteur principal : une ceinture de collecte de près de 70 km

Le collecteur Nord et le collecteur Sud, d'une longueur avoisinant les 70 km, sont constitués de tronçons de canalisations fonctionnant soit en écoulement gravitaire, soit en refoulement, dont le diamètre augmente progressivement de 200 à 1 500 mm. Le refoulement est assuré par une succession de postes de pompage.

Le collecteur Nord reçoit les eaux usées issues des six communes du Nord Bassin : Lège-Cap Ferret, Arès, Andernos-les-Bains, Lanton, Audenge et Biganos.

Le collecteur Sud transporte et rejette à l'océan les effluents traités provenant des six communes du Nord Bassin, de la papeterie Smurfit Kappa, située sur la commune de Biganos, et des quatre communes du Sud Bassin : Le Teich, Gujan-Mestras, La Teste de Buch et Arcachon. Sont aussi injectées, après traitement, les eaux usées du bourg et de la base aérienne de Cazaux.



Le rejet à l'océan des eaux traitées est réalisé, via le Wharf de la Salie. Le rejet est effectué à environ 800 m du large. Deux diffuseurs sont ainsi situés au niveau des fonds marins.

Le Wharf de la Salie

b. Les réseaux secondaires

Ils se sont développés depuis 1973 dans chaque commune, en fonction de la réalisation du collecteur principal. Ils assurent la collecte des eaux usées. A ce jour, plus de 1000 km de canalisations ont été mis en place pour assurer la collecte des eaux usées des dix communes.

Réseaux secondaires (en mètres)

Commune	Gravitaire	Refoulement	Total
Arcachon	82 541	10 341	92 882
La Teste de Buch	184 816	31 207	216 023
Gujan-Mestras	123 863	24 320	148 183
Le Teich	46 210	14 441	60 651
Biganos	64 396	7 678	72 074
Audenge	45 470	1 974	47 444
Lanton	63 308	6 475	69 782
Andernos-les-Bains	116 200	3 951	120 151
Arès	57 811	6 868	64 679
Lège-Cap ferret	161 408	25 059	186 466
TOTAL	946 023	132 314	1 078 337

Source : RPQS 2023 du SIBA

c. Les bassins de sécurité et postes de pompage

Compte tenu de la sensibilité du milieu, le système d'assainissement vise à éviter tout rejet dans le bassin (aucun déversoir d'orage construit). Afin de pouvoir stocker temporairement les eaux usées lors de fortes pluies, lors d'accidents ou de travaux sur le collecteur de ceinture, des bassins de sécurité offrent une capacité totale de 270 m³. Ces ouvrages, initialement mis en place dans un souci de sécurité, permettent également, par un délestage des effluents du collecteur, de faire face à des surcharges hydrauliques des réseaux « séparatifs » lors d'événements pluvieux importants.

Un dernier bassin de sécurité a été mis en service en 2019 sur le site de Lagrua. D'un volume de 30 000 m³, il a vocation à stocker les effluents bruts des communes d'Arcachon et de La Teste de Buch.

Accusé de réception à l'attention du maire
033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Bassins de sécurité

Année de création	Commune	Capacité de rétention (en m³)
1987	La Teste de Buch - ZI	39 000
1990	Le Teich - Balanos	150 000
1992	Lège-Cap Ferret	12 000
1993	Audenge	15 000
1993	Lanton - Titoune	20 000
2006	Lège-Cap Ferret - Morava	2 000
2012	Gujan-Mestras - Perrault	1 500
2019	La Teste de Buch - Lagrua	30 000
TOTAL		269 500

Source : SIBA

Il convient en effet de noter que l'usine Smurfit Kappa dispose d'un bassin de sécurité spécifique d'une capacité de 80 000 m³.

Le fonctionnement des réseaux de collecte des effluents nécessite, à ce jour, 419 postes de pompage, dont 94 sur la commune de La Teste-de-Buch.

Remarque : Il existe un 2ème bassin de sécurité de 45 000 m³, en aval de la station de La Teste, acceptant uniquement des eaux traitées. Il permet de stocker les eaux traitées des stations de Biganos, Smurfit et de La Teste, en cas d'intervention sur les ouvrages situés en aval du bassin.

3.2.3.3 Stations d'épuration

La commune de La Teste du Buch est reliée à 2 stations d'épuration : **la STEP de La Teste du Buch** (mise en service le 18 avril 2007) et **la STEP de Cazaux** (mise en service le 01 janvier 1988).

a. Station d'épuration de La Teste de Buch

Cette station d'une capacité de 150 000 EH, est dotée de la filière suivante :

- Ouvrages de prétraitement : dégrillage, dessablage, dégraissage, traitement des sulfures par injection d'eau oxygénée,
- Deux filières de traitement des eaux usées par décantation primaire physico-chimique accélérée (procédé décantation lamellaire DENSADeg 4D), précédée d'une coagulation floculation intégrée qui conduit à une densification et un épaississement des boues,
- Traitement biologique par cultures fixées (procédé BIOFOR),
- Deux canaux de traitement bactéricide des effluents par rayonnements ultraviolets.

Les boues extraites de la filière de traitement des eaux sont envoyées vers l'unité de méthanisation, puis les boues digérées sont déshydratées par passage sur centrifugeuse puis en complément sur une filière de séchage thermique.



La STEP de La Teste-de-Buch (source : METROPOLIS)

b. Station d'épuration de Cazaux

La capacité de traitement de la station de Cazaux a été augmentée en 2022 de 5 000 à 7 400 équivalents habitants pour accepter les eaux usées de la base aérienne. Cette station est composée aujourd'hui de la filière suivante :

- **Ouvrages de prétraitement** : dégrillage, dessablage, dégraissage,
- **Bassin d'anoxie**,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

- Bassin biologique,
- Dégazeur,
- Clarificateur,
- Traitement de désinfection



Vue sur la STEP de Cazaux lors des travaux de redimensionnement (source : METROPOLIS)

Les boues extraites de la filière de traitement des eaux étaient déshydratées initialement par presse à bandes. Une centrifugeuse a été installée dans le cadre du projet d'amélioration en 2022. Début 2023, les travaux de réhabilitation de la station de Cazaux ont été achevés. La capacité de la station a été portée à 7400 équivalents-habitants afin de traiter les effluents de la BA120. Les travaux principaux ont consisté à construire un clarificateur, un bassin d'anoxie, remplacer le prétraitement et le dispositif de déshydratation des boues. Le clarificateur existant a été transformé en bassin de secours. Un traitement bactéricide a également été mis en œuvre pour un fonctionnement toute l'année (via l'acide performique - désinfix).

c. Bilan de l'année 2023 : taux de sollicitation observés

Le tableau suivant dresse la synthèse des taux de sollicitation observées pour les STEP de **La Teste-de-Buch**, **Cazaux** et Biganos.

Charges moyennes reçues par station et rapport (en %) avec la capacité nominale de traitement (calculées à partir de l'autocontrôle de l'exploitant en 2023)							
	Step de Biganos	%	Step de La Teste de Buch	%	Step de Cazaux*	%	TOTAL
Création	2007		2007		1987		
Capacité (Eq hab)	135 000		150 000		5 000		290 000
Volume traité (m³/j)	15 184	72%	20 139	81%	966	97	36 289
Volume nominal (m³/j)	21 000		25 000		1 000		47 000
DBO5 (kg/j) traitée	2 819	35%	3 698	41%	228	76%	6 745
DBO5 (kg/j) nominal	8 100		9 000		300		17 400
DCO (kg/j) traitée	7 409	39%	10 005	46%	558	112%	17 972
DCO (kg/j) nominal	19 000		22 000		500		41 500
MES (kg/j) traitées	3 365	28%	4 804	37%	223	64%	8 382
MES (kg/j) nominal	12 000		13 000		350		25 350

Source : RPQS 2023 du SIBA

Remarque : Les valeurs nominales de la station de Cazaux notées dans ce tableau ne tiennent pas compte des travaux d'augmentation de sa capacité effective depuis début 2023. Ces valeurs seront actualisées dans le RPQS 2024 (capacité : 7400 Eq Hab – volume : 1100 m³/j – DBO5 : 2130 kg/j – DCO : 5621 kg/j – MES : 339 kg/j) / (Source : RPQS 2023)

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

En 2023, les charges maximales en entrée furent de 116113 EH pour la STEP de La Teste-de-Buch (pour une capacité nominale de 150 000 EH), et de 5712 EH pour la STEP de Cazaux (pour une capacité nominale de 7400 EH suite à son redimensionnement) / (source : *portail de l'assainissement communal*).

Comme en témoignent ces données, les STEP présentent des capacités de traitement résiduelles importantes, par rapport aux charges moyennes reçues en entrée.

Concernant la STEP de La Teste-de-Buch, comme chaque année, les concentrations mesurées en entrée de station au cours du mois d'août sont généralement plus élevées que celles mesurées au cours du reste de l'année. Cependant, il n'est pas constaté de valeurs anormalement hautes.

d. Conformité

Les services de l'Etat ont acté la conformité 2022 du système d'assainissement en « collecte, équipement et performance » en mai 2023 (source : *RPQS 2022* / courrier de conformité pour l'année 2023 réceptionné postérieurement à la conception du RPQS 2023).

La conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau est, en 2023, de :

- 100% pour la STEP de La Teste-de-Buch ;
- 100% pour Cazaux.

3.2.3.4 Focus sur le Wharf de la Salie

Cet émissaire est conçu pour recevoir les eaux traitées des 10 communes du Bassin et les rejeter en mer, à 800 m au large, par l'intermédiaire de 2 diffuseurs situés au niveau des fonds marins.

Le volume moyen journalier rejeté au Wharf de la Salie est de l'ordre de 60 000 m³, constitué pratiquement à parts égales d'effluent urbain et industriel.

SMURFIT KAPPA		
Arrêté préfectoral du 18 novembre 2019		
Paramètres	Concentration - valeurs limites	
	moyenne mensuelle (mg/l)	moyenne journalière (en mg/l)
MES	100	130
DBO ₅	165	240
DCO	570	740

SIBA			
Arrêts préfectoraux du 20 mai 2019			
Paramètres	Concentration		Rendement (%)
	maxi (mg/l)	réducteurs (en mg/l)	
MES	35	85	90
DBO ₅	25	50	80
DCO	125	250	75

La Salie		
Arrêté inter-préfectoral du 10 mai 2019		
Paramètres	Concentration (mg/l)	Flux maxi (en kg/j)
MES	80	6 100
DBO ₅	150	10 000
DCO	400	30 500

Source : SIBA

Le volume rejeté en mer est la somme des volumes mesurés en continu au niveau :

- du rejet des 3 stations d'épuration,
- du rejet dans le collecteur de la station d'épuration de l'usine Smurfit Kappa.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Les effluents sont contrôlés au niveau :

- de la station de refoulement de La Teste de Buch (zone industrielle) sur un échantillon moyen 24 heures à une périodicité mensuelle avec :
 - paramètres physico-chimiques : MES, DBO₅, DCO, température, pH, azote ammoniacal exprimé en N, nitrate exprimé en N, ortho-phosphate exprimé en P, azote global exprimé en N, phosphore total exprimé en P,
 - micropolluants : mercure total (Hg), cadmium total (Cd), cuivre total (Cu), zinc total (Zn), plomb total (Pb),
 - paramètres bactériologiques : Escherichia coli, Entérocoques.
- du point de rejet dans le panache de l'effluent en mer au Wharf de La Salie à une périodicité mensuelle sur un prélèvement instantané avec :
 - paramètres bactériologiques : Escherichia coli, Entérocoques.

Les champs, proche et lointain, sont également contrôlés :

- Suivi du champ proche :
 - Localisation des points de prélèvement :
 - 1 point sur la plage au pied du Wharf,
 - 2 points sur la plage, à 200 et 400 m au Nord du wharf
 - 5 points sur la plage, au Sud, espacés de 200 m
 - Nature des analyses
 - paramètres bactériologiques : Escherichia coli, Entérocoques
 - Périodicité trimestrielle, excepté en période estivale (du 1er juin au 30 septembre) où la périodicité est hebdomadaire uniquement pour le prélèvement au pied du Wharf.
- Suivi du champ lointain :
 - Localisation des points de prélèvement :
 - point sur la plage centrale de Biscarosse,
 - 1 point sur la plage du Petit Nice,
 - 1 point sur la plage du Cap Ferret Océan.
 - Nature des analyses :
 - Paramètres bactériologiques : Escherichia coli, Entérocoques.
 - Périodicité : deux fois par mois en période estivale (du 1er juin au 30 septembre) pour l'ensemble des points. Pour la période hivernale, d'octobre à mai, un prélèvement bactériologique mensuel effectué sur la plage centrale de Biscarosse.

Les résultats de la campagne de suivi pour l'année 2023 sur le wharf de la Salie, *sur le secteur de La Teste-de-Buch*, indiquent :

- Pour le suivi trimestriel du champ proche du wharf :
 - *Pour E. Coli* : les prélèvements sont tous qualifiés de « bons » (E. Coli (en NPP/100 mL) : <100)
- Pour le suivi estival du champ proche du wharf (prélèvement sur la plage de la Salie, au pied du wharf) :
 - *Pour E. Coli* : les prélèvements sont tous qualifiés de « bons » (E. Coli (en NPP/100 mL) : <100)
 - *Pour les entérocoques intestinaux* : les prélèvements sont tous qualifiés de « bons » (E. Intestinaux (en NPP/100 mL) : <100).
- Pour le suivi du champ lointain du wharf (prélèvement à la plage du Petit Nice) :
 - *Pour E. Coli* : les prélèvements sont tous qualifiés de « bons » (E. Coli (en NPP/100 mL) : <100) ;
 - *Pour les entérocoques intestinaux* : les prélèvements sont tous qualifiés de « bons » (E. Intestinaux (en NPP/100 mL) : <100).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-01-PAGE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

3.2.3.5 Données et informations complémentaires

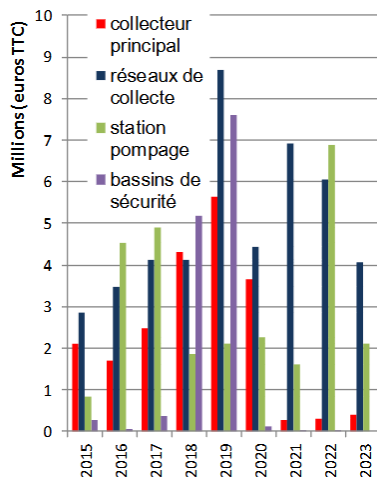
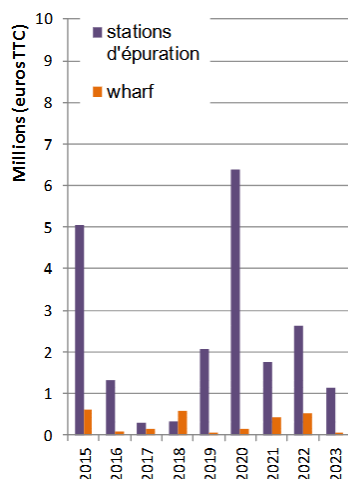
En 2020, 1859 abonnés sont raccordés au réseau de collecte de la STEP de Cazaux.

Cette même année, 24994 abonnés sont raccordés au réseau de collecte de La Teste-de-Buch, selon la répartition suivante :

- Arcachon : 6107 abonnés
- La Teste de Buch : 9818 abonnés
- Gujan-Mestras : 6943 abonnés
- Le Teich : 2126 abonnés

Le SIBA assure la maîtrise d'ouvrage de toutes les opérations de création d'ouvrages neufs et de « gros » renouvellement, ainsi que la maîtrise d'œuvre de l'ensemble de ces opérations. Depuis 2015, le SIBA investit en moyenne chaque année 15 M€ TTC pour assurer la pérennité des ouvrages.

Depuis 2018, parmi les investissements les plus conséquents qui expliquent l'augmentation significative des sommes engagées : le renouvellement d'un linéaire important du collecteur principal, la construction du bassin de sécurité de Lagrua, la création de la méthanisation, le renouvellement du poste de pompage SKCP et l'augmentation de la capacité de la station d'épuration de Cazaux.



Source : RPQS 2023

Au cours de l'année 2023, 1 871 mètres de réseaux ont été renouvelés. Le taux moyen de renouvellement (calculé sur la base des 5 dernières années) atteint 0,44% en 2023. Ces données témoignent de la gestion patrimoniale active menée par le SIBA : 5 422 mètres renouvelés en moyenne chaque année durant les 5 derniers exercices (source : RPQS 2023).

Le SIBA a également procédé aux travaux suivants :

- **Travaux sur le collecteur principal :**
 - Construction d'un poste de pompage (CP2) sur Biganos, qui s'est achevée en octobre 2023 (coût : 5,6 M€ HT)
 - Renouvellement collecteur Nord – Rue du Professeur Lande, à Biganos, en septembre 2023 (coût : 184 k€ HT)
 - Construction d'une ventouse sur le collecteur Sud, à La Teste-de-Buch, en août 2023 (coût : 60 k€ HT)
- **Travaux sur les stations d'épuration :**
 - Extension de la STEP de Cazaux, à La Teste-de-Buch, en 2022 et 2023 (coût : 2,7 M€ HT pour les travaux)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

- Création d'une STEP à Lacanau-de-Mios, sur la période 2023 à 2025. La capacité attendue de traitement est de 5 500 EH. L'objectif est de basculer les effluents bruts sur la nouvelle installation au mois de septembre 2025. L'objectif est d'augmenter les capacités de traitement de la commune de Mios.

— **Travaux sur les réseaux secondaires :**

- Renouvellement du réseau d'assainissement à Arcachon (Boulevard de la Plage), durant le 1^{er} trimestre 2023 (coût : 99 k€ HT)
- Renouvellement du réseau d'assainissement de Lège-Cap-Ferret (avenue des Chevreuils), de septembre 2022 à mars 2023 (coût : 556 k€ HT)
- Renouvellement du réseau public d'assainissement des eaux usées sur le lotissement « Le Courtiou » à Audenge, d'avril à octobre 2023 (coût : 437 k€ HT)
- Renouvellement et redimensionnement du réseau public d'assainissement des eaux usées sur l'Avenue de la Côte d'Argent à Biganos, de juillet 2023 à mars 2024 (coût : 927 k€ HT)
- Dévoiement de conduites eaux usées entre le parking de la mairie et l'avenue de Césarée à Gujan-Mestras (objectif d'amélioration de l'hydraulique), de janvier 2023 à juillet 2023 (coût : 593 k€ HT)
- **Renouvellement et redimensionnement du réseau, rue Carnot à La Teste-de-Buch, d'août 2023 à février 2024 (coût : 474 k€ HT)**
- Sécurisation du réseau public d'assainissement des eaux usées (et amélioration de la gestion quantitative et qualitative des eaux pluviales), à Mios, d'avril à mai 2023 (coût : 37 k€ HT)
- Réhabilitation des postes de pompage sur l'année 2023 (coût : 90 k€ HT) :
 - Lanton : Poste 302 « Parguines »
 - Lanton : Poste 305 « Mer et Soleil »
 - Lanton : Poste 306 « Vieux Port »
 - Lège-Cap Ferret : Poste 002 « La Forge »
 - **La Teste de Buch : Poste 885 « Paradis des canards »**
 - **La Teste de Buch : Poste 886 « Grand Large »**
 - Biganos : Station d'épuration : Cuve à Hydrolyse
 - Andernos : Poste 212 « Allègre »
 - Ares : Poste 105 « Paradis 6 »

 Voir la synthèse des travaux du SIBA en annexe du présent document (source : RPQS 2023).

3.2.4 GESTION DES EAUX PLUVIALES

3.2.4.1 La gestion des eaux pluviales pour garantir la bonne qualité des eaux du Bassin d'Arcachon

La gestion des eaux pluviales constitue une priorité environnementale pour pallier les risques d'inondation en milieu urbain mais également pour préserver la qualité des milieux aquatiques. Afin de neutraliser les effets de cette augmentation de l'imperméabilisation des sols, le SIBA impose depuis le début des années 80 des mesures compensatoires, à savoir un stockage et une infiltration des eaux à tous les aménageurs publics ou privés. Concrètement, et depuis plus de 30 ans, chaque aménageur doit stocker avant infiltration sur sa parcelle l'équivalent de 50 litres par mètre carré imperméabilisé. Cette mesure est inscrite dans le Plan Local d'Urbanisme de chaque commune et a été actée dans le zonage de gestion des eaux pluviales approuvé en 2019 par le SIBA. Elle permet sur un plan quantitatif de limiter les inondations et sur un plan qualitatif de limiter

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

l'impact du lessivage des sols par ruissellement et donc la contamination bactérienne des eaux pluviales. En effet, l'infiltration favorise l'épuration par le sol.

Notons que sur le territoire du SIBA, il n'y a pas de risques majeurs connus pour la sécurité des personnes en lien avec les eaux pluviales. Les dysfonctionnements rencontrés concernent des débordements qui peuvent entraîner une présence d'eau sur le domaine public ou sur des parcelles privées, et, de manière ponctuelle au sein de certaines habitations qui ne sont pas surélevées (à noter que le SIBA préconise, lors de l'instruction des demandes d'urbanisme, de surélever les bâtiments de 30 cm minimum par rapport au terrain naturel.


Depuis le 1er janvier 2018, le SIBA est également compétent en matière de « gestion des eaux pluviales urbaines ». Lors de très fortes pluies, les réseaux d'assainissement des eaux usées sont parfois saturés dans certains secteurs ; ces situations se sont produites à plusieurs reprises ces dernières années notamment en mai 2020 (pluies centennales sur l'ensemble des communes du territoire), en décembre 2020 et janvier 2021 (une pluviométrie de 500 mm sur ces 2 de mois). La fin d'année 2023 a également été marquée par des phénomènes pluvieux très importants (en quantité comme en durée), qui ont entraîné une saturation du réseaux d'eaux usées, ~~et en bout de chaîne, une interdiction de vente d'huîtres sur le bassin d'Arcachon fin décembre 2023.~~

Pour atténuer ces situations préjudiciables, plusieurs actions ont été engagées et se poursuivent. Elles portent sur deux axes. D'une part, il s'agit d'intensifier les contrôles de raccordement au réseau d'eaux usées (au 31 décembre 2023, 40 000 contrôles ont ainsi été réalisés depuis 2013 par ELOA). D'autre part, le SIBA travaille à limiter les zones d'inondation en réalisant des travaux d'amélioration de la gestion des eaux pluviales.

Le SIBA et ses exploitants poursuivent ainsi activement leur travail pour réduire du mieux possible les dysfonctionnements observés.

3.2.4.2 Le zonage pluvial

La cartographie suivante met en évidence le zonage pluvial établi sur le SIBA.

 *En annexe : Aptitude des sols à l'infiltration des eaux pluviales sur les communes riveraines du Bassin d'Arcachon (Source : Guide technique des eaux pluviales du Bassin d'Arcachon – 2ème édition – SIBA).*

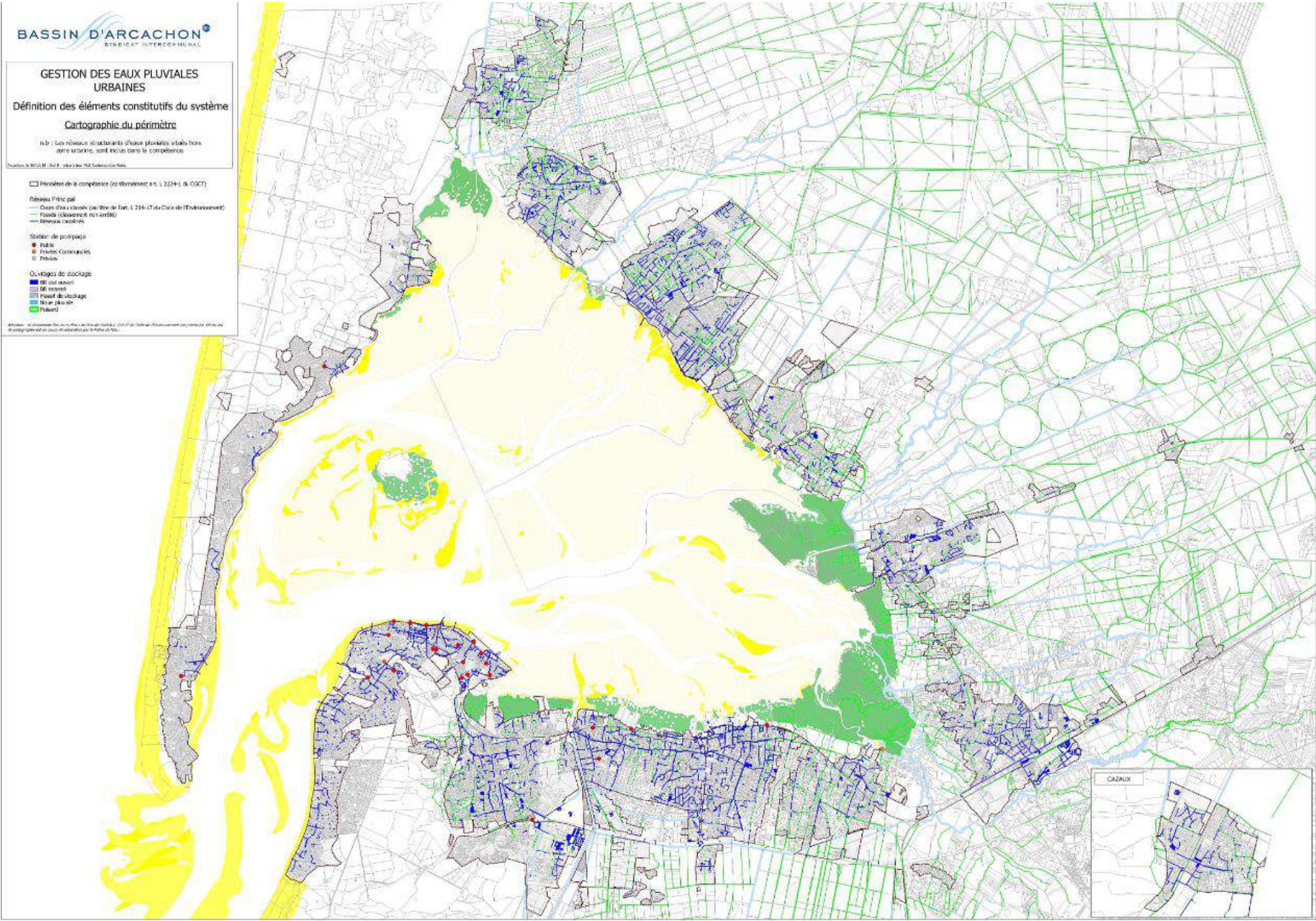
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



Page 307/439

Chaine d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 85 3C 3C 5E A8 A7

Publié le : 19/12/2025

Par : DAVET Patrick

Document certifié conforme à l'original

<http://publiad.fr/documentPublic84435>

cusé de réception - Ministère de l'Intérieur

3-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

cusé de réception

RAPPORT DE PRÉSENTATION

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Réseau Principal

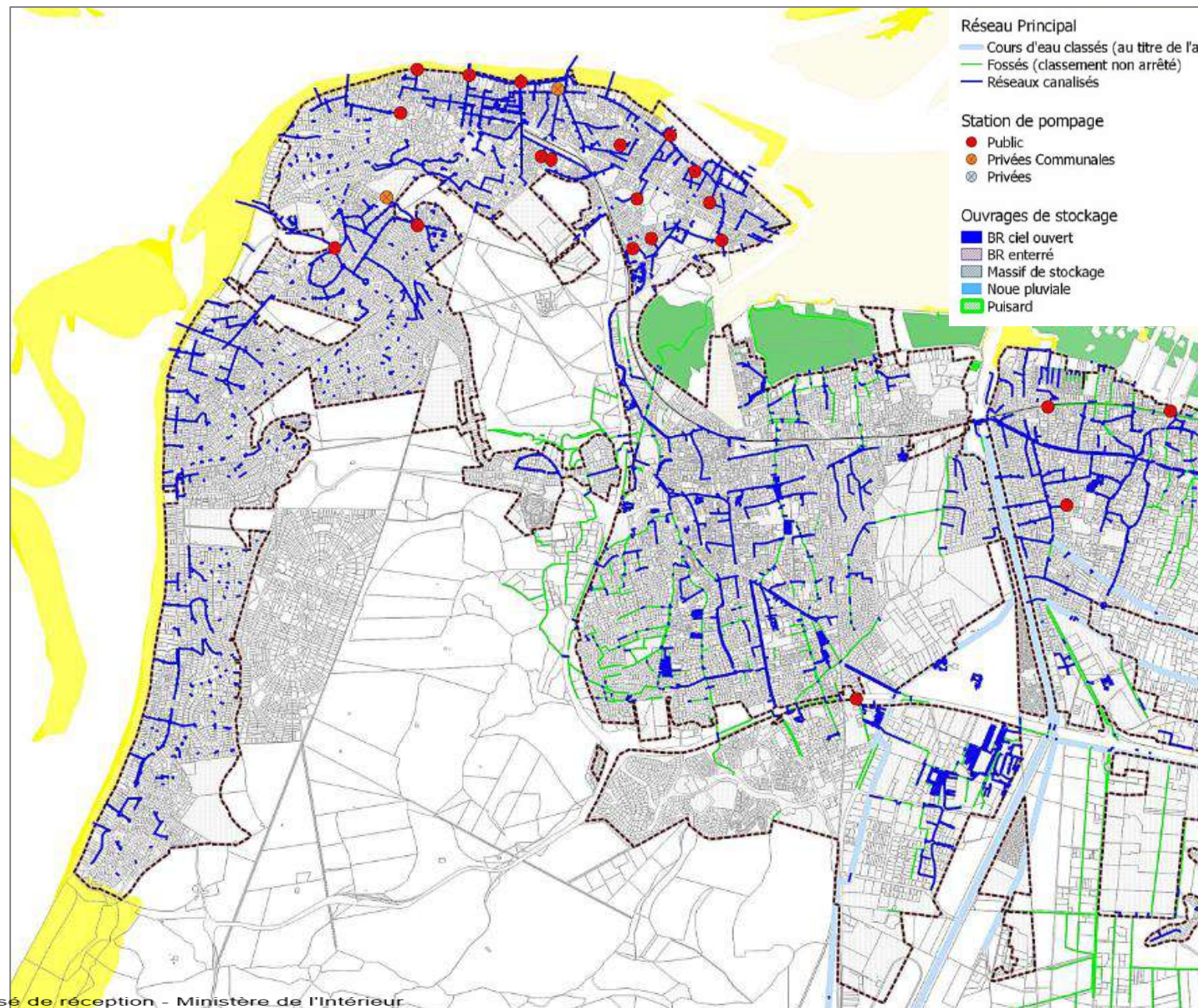
- Cours d'eau classés (au titre de l'art. L 214-17 du Code de l'Environnement)
- Fossés (classement non arrêté)
- Réseaux canalisés

Station de pompage

- Public
- Privées Communales
- ⊗ Privées

Ouvrages de stockage

- BR ciel ouvert
- BR enterré
- Massif de stockage
- Noue pluviale
- Puisard



cusé de réception - Ministère de l'Intérieur

3-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

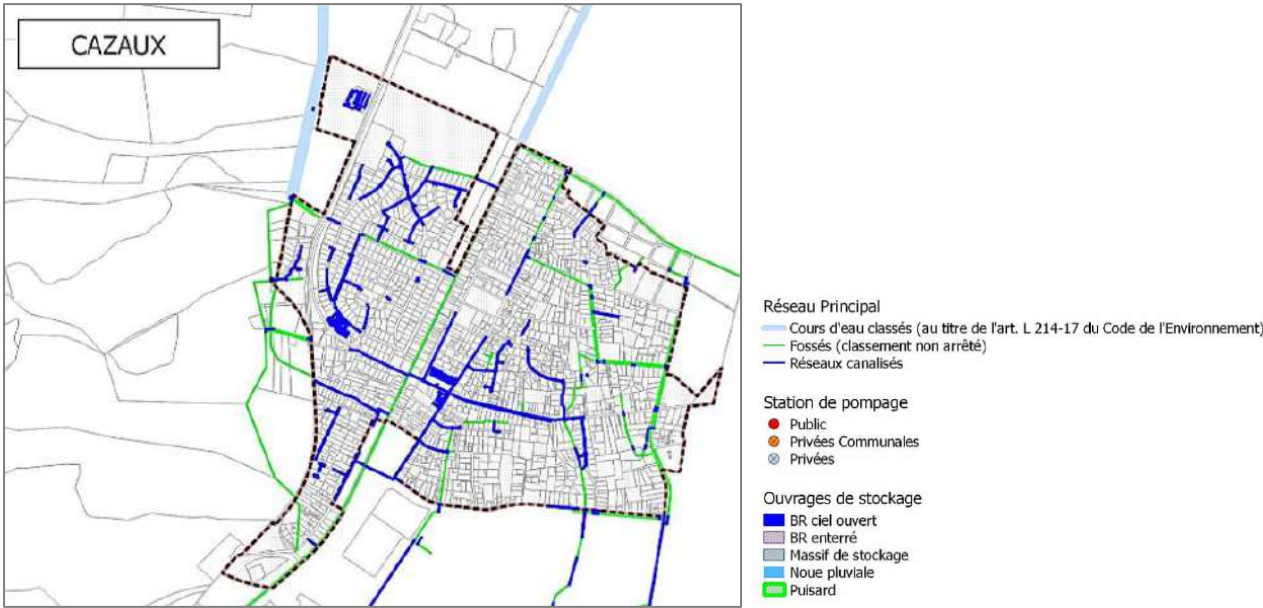
cusé certifié exécutoire

RAPPORT DE PRÉSENTATION

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

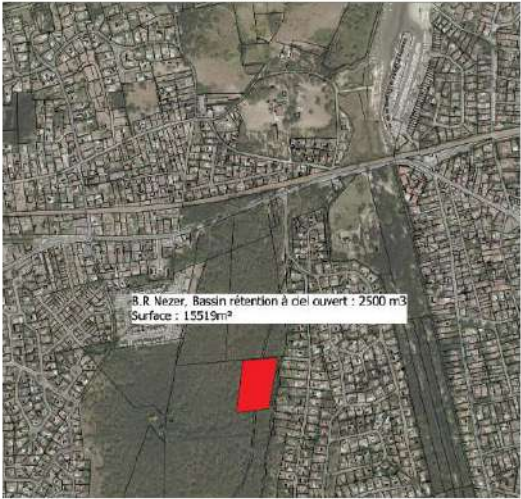
Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



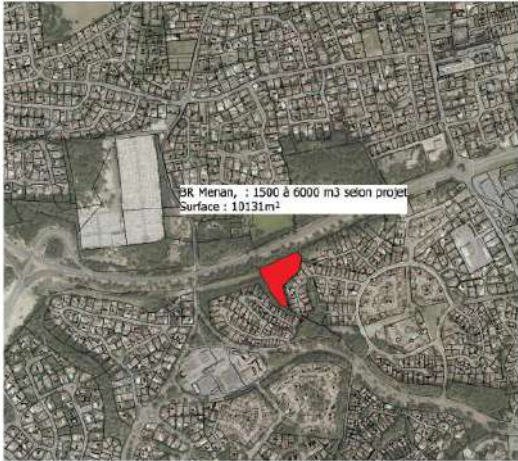
ANNEXE 2 : ZONAGE PLUVIAL, Implantation des emplacements réservés -
Juillet 2018
PLAN D'ENSEMBLE



ANNEXE 2a : Zonage PLUVIAL, Implantation des emplacements réservés -
Juillet 2018
BR NEZER



ANNEXE 2b : Zonage PLUVIAL, Implantation des emplacements réservés -
Juillet 2018
BR MENAN



Extrait de la notice du zonage pluvial du SIBA

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Le système de gestion des eaux pluviales est strictement distinct du réseau d'eaux usées. Le réseau d'eaux usées est séparatif à 100%, aussi, il est interdit d'y rejeter les eaux pluviales.

A l'échelle du SIBA, le système de gestion des eaux pluviales urbaines est constitué de :

- 267 km de canalisations et 92 km de canalisations drainantes ;
- 12 000 avaloirs ;
- 222 km de fossés publics ;
- 100 bassins de rétention/infiltration à ciel ouvert ;
- 38 bassins de rétention/infiltration enterrés ;
- 500 puisards ;
- 32 ouvrages de prétraitement ;
- 24 stations de pompage ;
- 120 clapets.

3.2.4.3 Le schéma directeur des eaux pluviales de la commune

Source : rapport provisoire de la révision du PLU de La Teste-de-Buch

La commune de la Teste-de-Buch est concernée par plusieurs schémas directeurs d'assainissement des Eaux Pluviales :

a. Le schéma directeur d'assainissement des Eaux Pluviales du bourg de La Teste-de-Buch

Le premier schéma d'assainissement pluvial de la commune a été réalisé en 2001 sur le bourg de La Teste. Celui-ci a été révisé en 2017. Dans le cadre du diagnostic, des modélisations ont été réalisées pour l'événement hydrométéorologique du 28-29 janvier 2014, qui constitue le dernier événement hydrologique ayant généré des disfonctionnements importants dans la commune. 13 zones de débordements ont été mises en évidence par le modèle hydraulique sur les bassins versants de la craste Menan (5), de la craste d'Arriet (5) et de la craste de Nezer (3).

BV	Identifiant	Lieu
Menan	MEN01	Au Nord de la place Jean Jaurès
	MEN02	Entre l'amont de la rue de la Brasserie et l'aval de la rue de Braouet
	MEN03	Le long de la rue de la Migreque, au nord de l'impasse Roger Lacoste
	MEN04	Au droit de l'impasse Roger Lagardère
	MEN05	Entre l'allée des Prés Saint-Jean et l'allée des Prés Fleuris
Arriet	ARR01	Entre le boulevard de Curepipe (D650) et l'avenue des Huttiers
	ARR02	Entre l'avenue du Général Charles de Gaulle et l'avenue Pasteur
	ARR03	Entre la rue Gaston de Foix et le collège Henri Dheurle
	ARR04	Au droit de l'intersection entre l'avenue de Bisserié et l'avenue Saint-Exupéry et de l'intersection entre la rue du Président Carnot et la rue des Alliés
	ARR05	Sur l'avenue Saint-Exupéry (juste au sud de la rue Michel Labarthe)
Nezer	NEZ01	Au nord de la ZAC, le long de l'avenue de l'Europe, au droit du Jardiland
	NEZ02	Le long de l'avenue du Parc des Expositions, au droit du centre hospitalier d'Arcachon
	NEZ03	A l'intersection entre la rue Marcel Dassault et l'avenue Vulcain

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305205-20251218-DEL2025-12-517a-DE

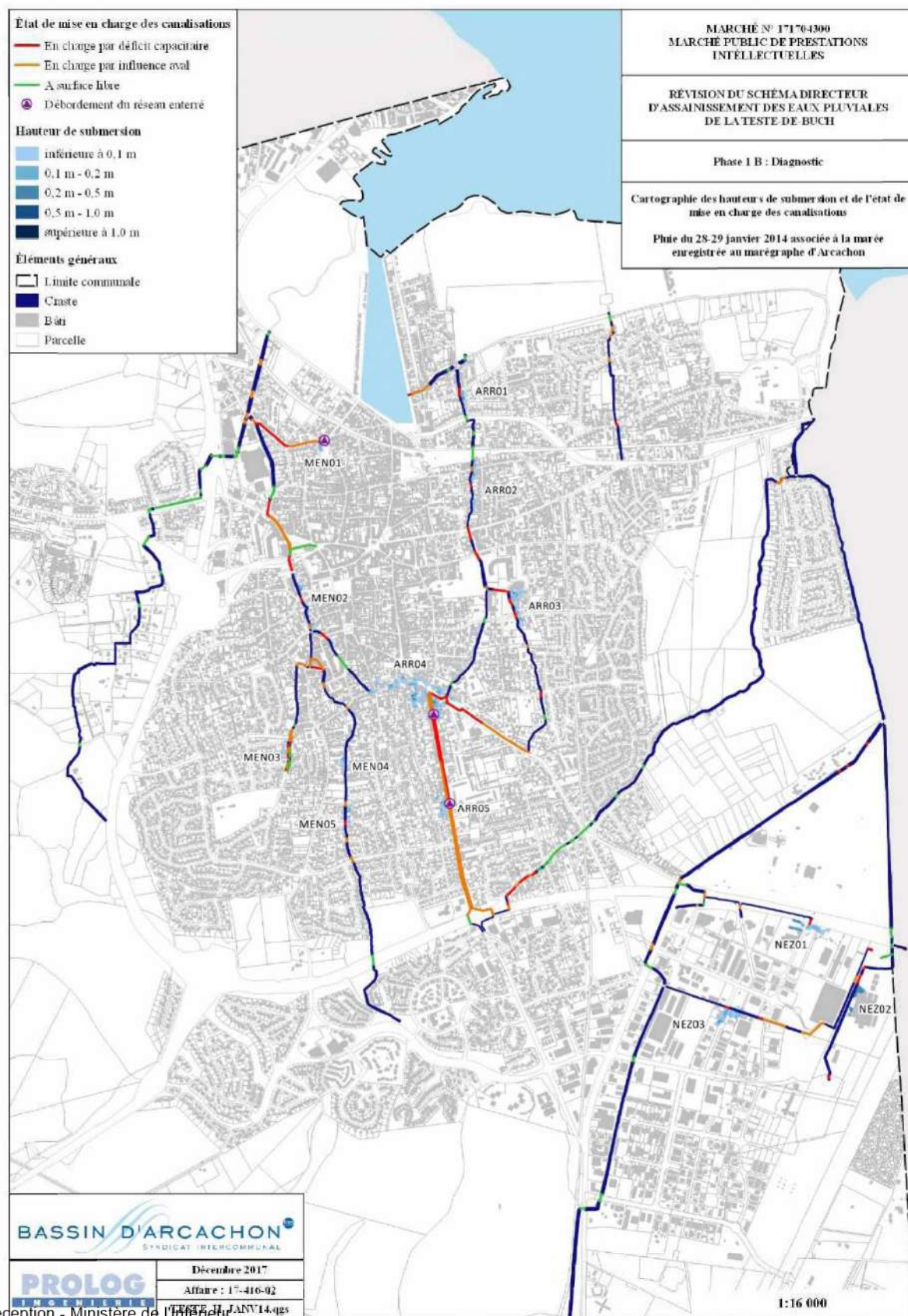
Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Les cartographies ci-après illustrent les secteurs de débordement et de mise en charge du réseau calculés par le modèle pour la pluie de fin janvier 2014 avec conditions réelles à l'aval (signal de marée enregistré au marégraphe d'Arcachon).



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

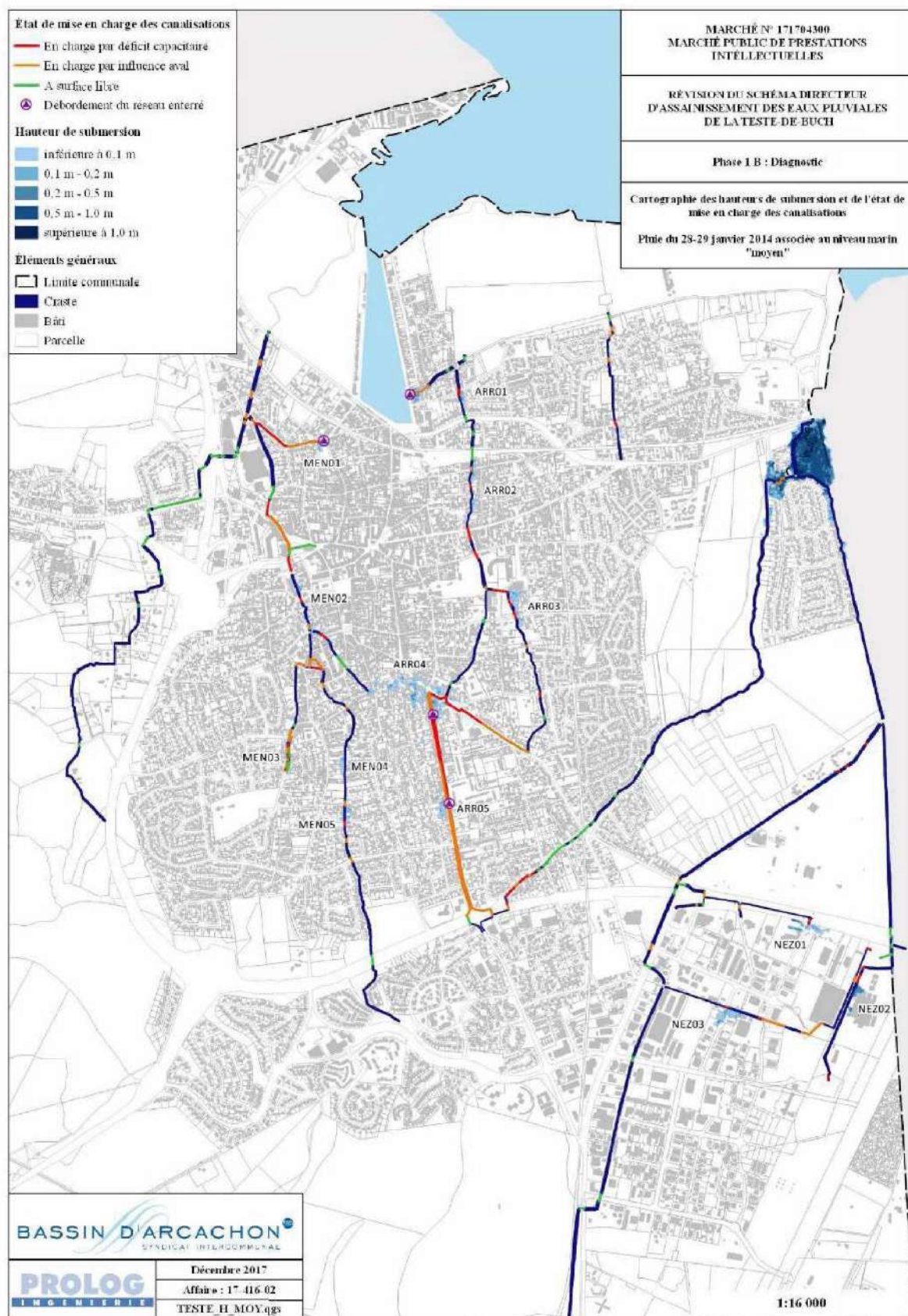
033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
 Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Les cartographies suivantes illustrent les zones de débordements et de mises en charge du réseau calculées par le modèle pour la pluie de fin janvier 2014 associée au niveau marin « moyen » et au niveau marin « rare ».



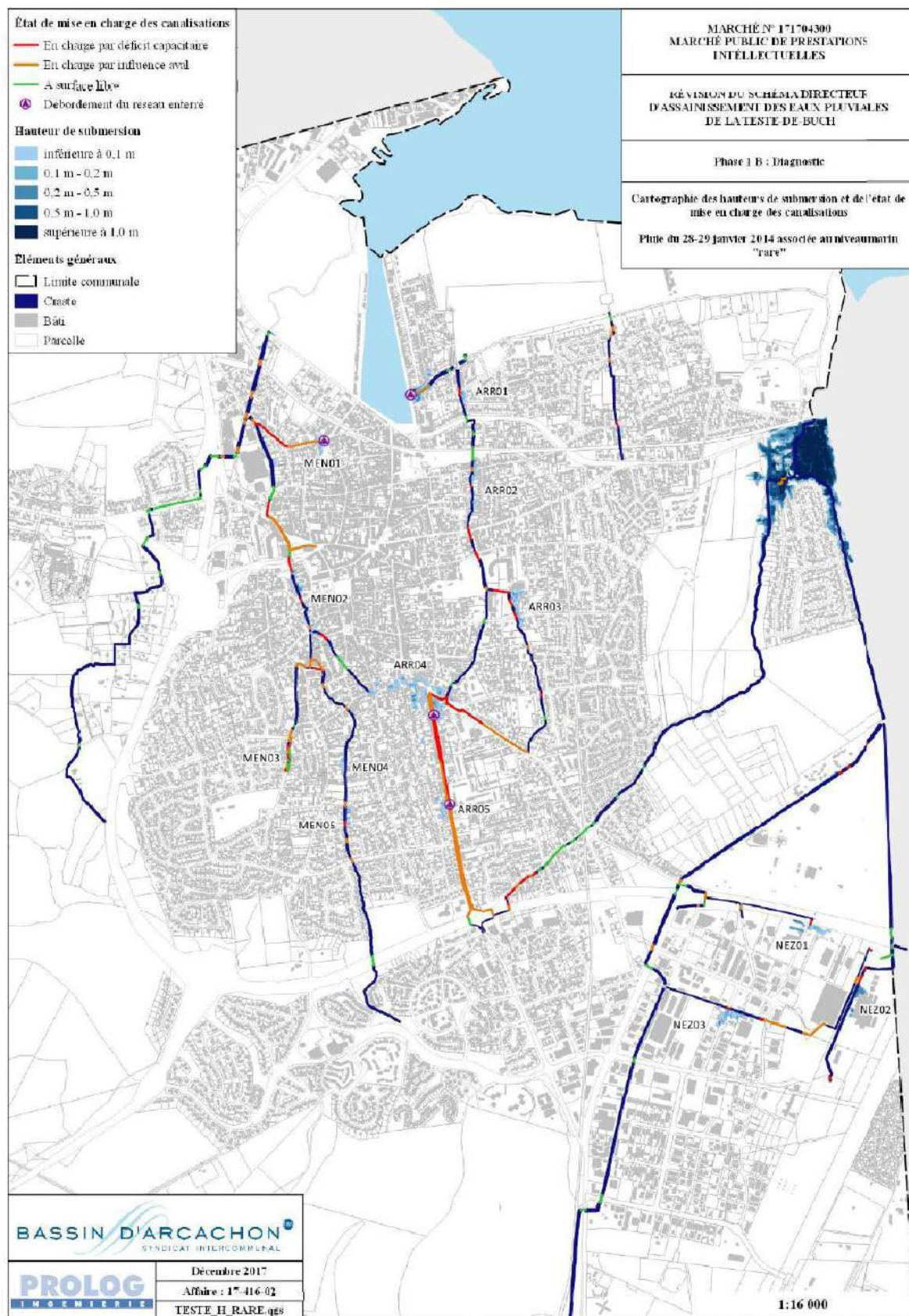
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
 Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



Ces débordements sont la plupart du temps imputables au déficit capacitair d'un ouvrage hydraulique (buses, dalots, ponts, etc.) ou d'un tronçon de craste ou fossé.

Accusé de réception
 033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
 Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Pour pallier ces débordements, la mise en place de solutions de stockage étant limitée sur le territoire (manque de disponibilité foncière, faibles pentes, niveau de la nappe haute), des solutions de renforcement du réseau ont été privilégiées sur la plupart des zones. Lorsque cela était possible, des solutions de stockage ont également été proposées en complément.

b. Le schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales du Pyla-sur-Mer

Il a été élaboré en 2011. La zone d'étude est exclusivement située sur les dunes actuelles, favorisant l'infiltration des eaux de pluies. Les habitations ont une gestion à la parcelle des eaux de pluies et en général, le réseau public de collecte des eaux pluviales ne prend en charge que les eaux de voirie. Sur ce secteur, les eaux pluviales sont soit rejetées en mer soit gérées par infiltration, en général par le biais de citernes d'infiltration.

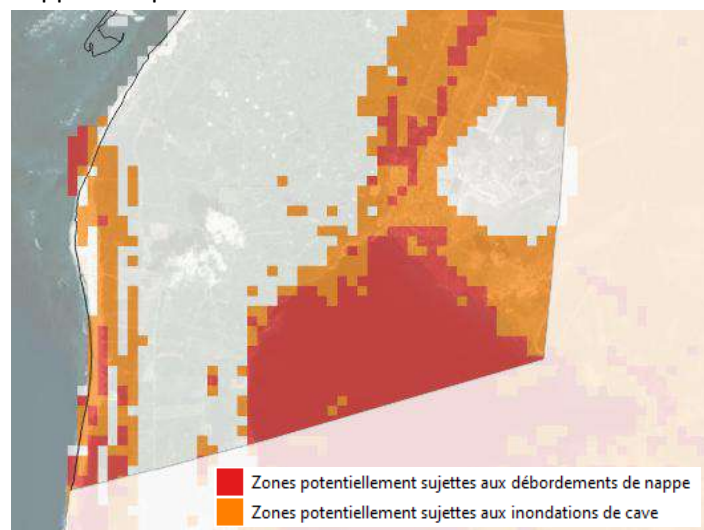
Il est à noter que les zones urbanisées sont constituées d'un nombre important d'arbres, essentiellement des pins des Landes dont le mélange avec le sable a tendance à obstruer les avaloirs et à rapidement combler les chambres de décantation.

Pour réduire les inondations et les rejets directs à l'océan observés lors de forts événements pluvieux, le schéma directeur a préconisé le remplacement des citernes d'infiltration sous dimensionnées, la réalisation d'ouvrages de stockage-infiltration et le changement de tronçons de canalisation au diamètre trop faible.

c. Le schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales de Cazaux

Lors des hivers 2013 et 2014, le quartier de Cazaux a été victime d'importantes inondations liées au ruissellement pluvial. Le SIBA a donc décidé d'actualiser le Schéma Directeur d'Assainissement Pluvial de Cazaux afin de définir un programme d'actions visant à réduire les dysfonctionnements. La révision a été finalisée en 2015.

L'étude hydrologique des bassins versants a montré que d'importants volumes de ruissellement peuvent être générés lorsque les terrains sont saturés. Les surfaces naturelles deviennent alors quasi imperméables, induisant un ruissellement direct sans infiltration. Les inondations ont donc deux origines : le niveau de la nappe et la pluviométrie.



En effet, il apparaît que la capacité des sols à évacuer la pluie par infiltration lorsque ceux-ci sont non saturés par la nappe ne pose que très peu de problèmes. Il faut alors corréler la pluviométrie au niveau de nappe. Elle semble influencer lourdement le problème d'inondation et permet de comprendre l'origine d'inondation par ruissellement sur le secteur de Cazaux, la nappe étant sub affleurante (inondation de caves) ou affleurante (débordements de nappes), comme le montre la carte ci-dessous. C'est donc la remontée des nappes et la saturation des sols qui sont à l'origine des inondations dans le secteur.

Une dizaine de zones à fort risque de débordement ont été mis en évidence dans l'étude. Des mises en charge (tronçons dont la ligne d'eau est supérieure à 70 % de la hauteur de canalisation) sont également observées sur des tronçons où des débordements apparaissent. De manière générale ces dysfonctionnements ont pour origine un nombre important de tronçons en contre-pente et de sections sous dimensionnées.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20231218-DEL2023-12-3178-DE

Accusé de réception

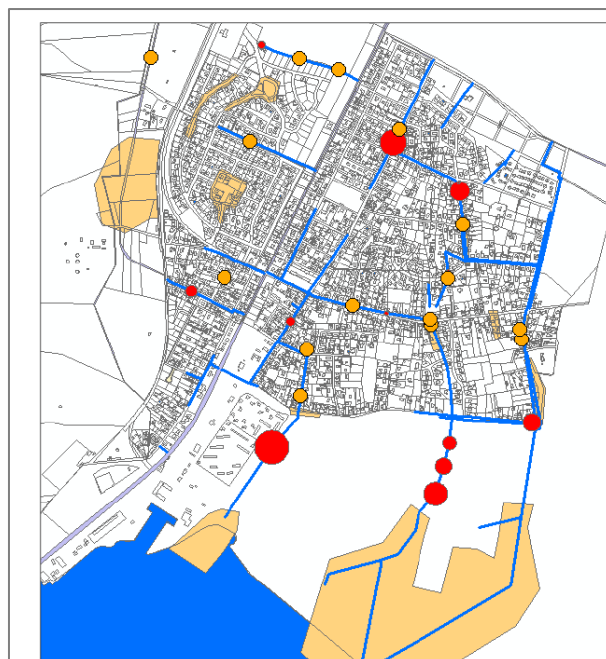
Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Le Schéma directeur propose des aménagements pour améliorer le fonctionnement, en priorisant la suppression des zones de débordements, et en réalisant dans un second temps le traitement des mises en charge observés sur certains tronçons de canalisation.

Figure 1-3 : Carte des débordements



3.2.5 PLAN D'INVESTISSEMENT PLURIANNUEL DU SIBA

~~Suite aux débordements et à la contamination aux norovirus observée durant l'hiver 2021-2022~~ SIBA a présenté un plan d'investissement sur les 5 prochaines années, pour un montant financier conséquent. Ce plan vise à améliorer le réseau d'assainissement et de collecte des eaux pluviales.

Il prévoit notamment 11 millions d'euros de travaux sur les 3 à 5 ans :

- 6 millions d'euros de travaux en zone urbaine :
 - Redimensionnement de canalisations pluviales existantes ;
 - Modification de la structure du pluvial (changement de l'orientation des écoulements pour amener les eaux de pluie vers un nouvel exutoire) ;
- 5 millions d'euros de travaux pour réguler et/ou ralentir les eaux pluviales en amont des zones urbaines, à l'instar du bassin de Canteranne (ouvrage de 18 ha créé par le SIBA, sur la commune de Gujan-Mestras visant à stocker et réguler les apports intenses d'eau provenant du massif forestier attendant).

Printemps 2023



Novembre 2023



Bassin de Canteranne, sur la commune de Gujan-Mestras (source : SIBA)

Une nouvelle station d'épuration est également attendue sur le Nord du Bassin d'Arcachon d'ici 5 ans. Ce nouvel équipement aura pour objectif de collecter et traiter un tiers des eaux usées émises au niveau du Bassin.

Les rejets seront infiltrés dans le sol.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Dès 2024, le SIBA a porté ses investissements (pour un montant de 3 millions d'euros) sur les actions suivantes :

- Travaux de redimensionnement de canalisations à Lège-Cap Ferret (Chemin du Cassieu)
- Création d'espaces d'infiltration à Gujan-Mestras (Chante Cigale)
- **Création d'une zone d'expansion des eaux de ruissellement à La Teste de Buch (Craste de Menan)**
- Recherche d'un changement de bassin versant à Arès (les Abberts)
- Gestion du Betey à Andernos les Bains
- Réalisation du plan de gestion des cours d'eau d'Aiguemorte et du Pontails à Audenge

Les travaux à venir pour la gestion des eaux pluviales sont notamment associés aux communes de :

- Arcachon : Carmagnat
- Andernos : Boulevard du Page
- Arès : Garguehos
- Mios : Route du Masquet

Par ailleurs, le SIBA a pour objectif de poursuivre le plan pluriannuel d'investissement pour la gestion des eaux pluviales urbaines sur les 12 communes associées, pour un montant de l'ordre de 36 000 000 d'euros TTC. Il s'agit ici de permettre l'accroissement du niveau de protection face à une situation de crise et aux inondations (source : SIBA).

3.3 LA RESSOURCE EN EAU POTABLE

3.3.1 ORGANISATION DE LA RESSOURCE AEP

Source : RPQS 2022 de la COBAS, puis mise à jour avec les données 2023 (dernières données validées)



COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
DU BASSIN D'ARCACHON SUD
RAPPORT ANNUEL SUR LE
PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU



ANNEE 2023

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud (C.O.B.A.S.) exerce la compétence alimentation en eau potable sur l'ensemble de son territoire.

L'année 2023 constitue la huitième année du nouveau contrat de délégation du service public d'eau potable qui, par délibération du Conseil Communautaire du 30 octobre 2015 a été attribué, à la société VEOLIA EAU, ayant constitué la société d'exploitation d'eau du Bassin d'Arcachon Sud (SEEBAS), pour une durée de 12 ans à compter du 1er janvier 2016.

Lors de cette année 2023, la COBAS a procédé à la réalisation des premières phases de son schéma directeur d'alimentation en eau potable et de défense extérieure contre l'incendie correspondant à l'audit global du fonctionnement de son service et la modélisation hydraulique du réseau.

Cette étude se poursuit en 2024, notamment par les phases de sécurisation des ressources et l'établissement d'un programme pluriannuel d'investissement devant permettre de répondre aux enjeux des prochaines décennies en matière de desserte en eau potable des usagers du territoire.

Avec plus de 69 500 habitants permanents et environ 200 000 habitants en période estivale, la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud (C.O.B.A.S.) est l'une des plus importantes Agglomération du Département de la Gironde.

Structure de Coopération Intercommunale, la COBAS regroupe 4 communes adhérentes : Arcachon, La Teste de Buch, Gujan-Mestras et Le Teich. Au 31 décembre 2023, le service public d'alimentation en eau potable de la C.O.B.A.S. dessert 69 504 habitants, soit 47358 abonnés. La répartition par commune est récapitulée dans le tableau suivant.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213303295-20231218-DEL2023-12-317a-DE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

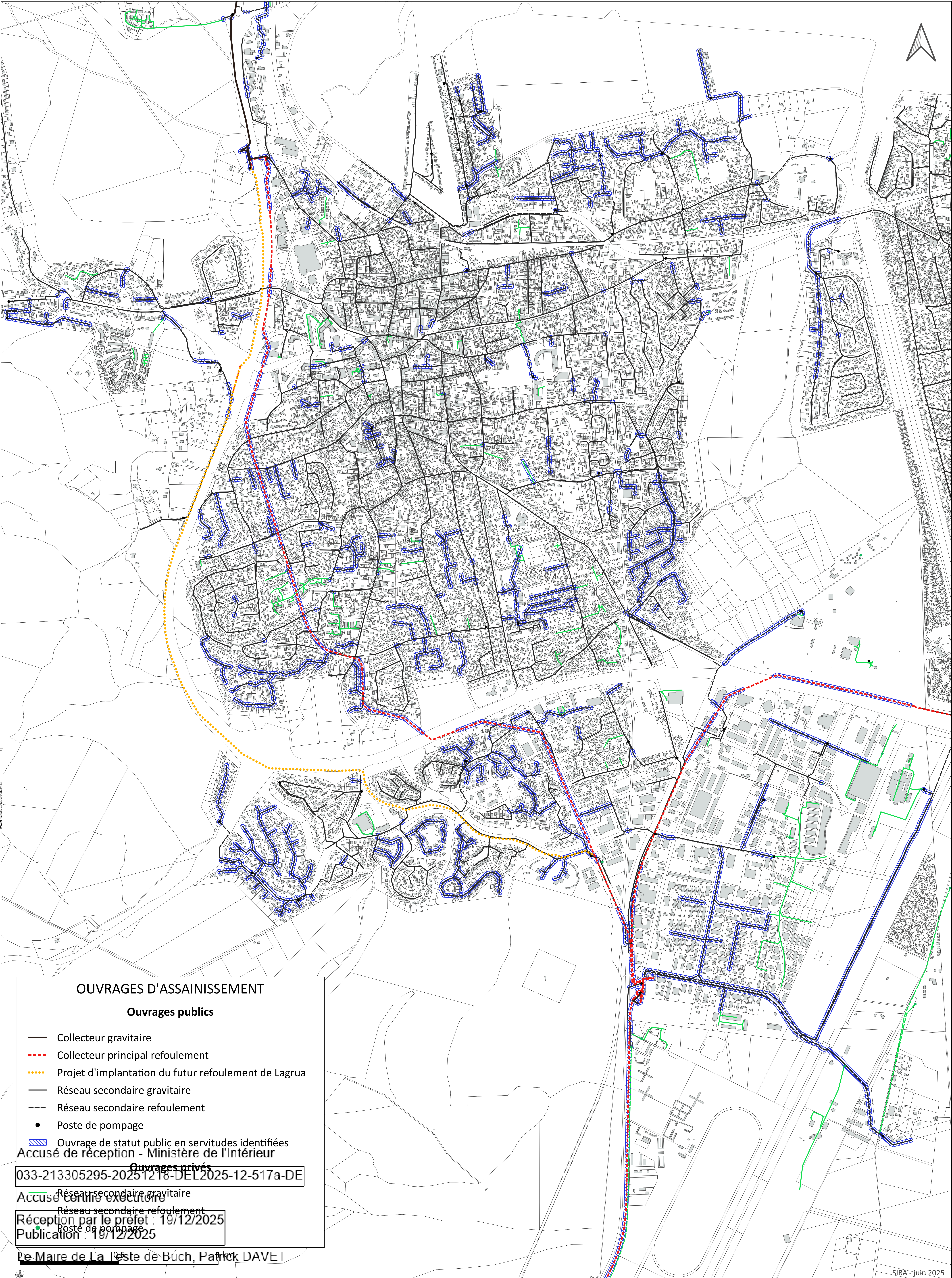
Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

La Teste de Buch

Ouvrages d'assainissement des eaux usées





BASSIN
D'ARCACHON

SIBA

Rapport annuel 2024

**SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ
DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT
DES EAUX USÉES**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE


Accusé certifié exécutoire

Maquette 3D
de la station d'épuration (STEP)
de Lacanau de Mios

Publié le : 19/12/2025
Par : DAVET Patrick
Document certifié conforme à l'original
<http://publiad.fr/documentPublic/84435>

www.siba-bassin-arcachon.fr

Chaîne d'intégrité du document : 98 E3 1D 66 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A8
Publié le : 19/12/2025
Par : DAVET Patrick
Document certifié conforme à l'original
<http://publiad.fr/documentPublic84435>



Page 319/439

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



PREAMBULE

Un rapport annuel à destination des usagers pour une transparence optimale

L'article L2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le Président du Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon (SIBA) doit présenter à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics d'assainissement collectif et non collectif (RPQS), destiné notamment à l'information des usagers. Ce rapport est également présenté à la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Le rapport doit ensuite faire l'objet d'une communication par le maire de chaque commune membre auprès du conseil municipal. Le maire indique alors dans une note liminaire la répartition des compétences en matière de gestion de l'eau et de l'assainissement et le prix total à l'échelle de la commune. Cette présentation fait apparaître la facture d'eau et d'assainissement pour un volume de référence fixé à 120 m³ par l'INSEE.

Cette communication vise à renforcer la transparence de l'information dans la gestion des services publics locaux. Le rapport doit être mis à la disposition du public dans les quinze jours qui suivent sa présentation devant le Comité.

Un rapport annuel pour mieux évaluer la qualité et le prix du service à l'utilisateur

Ce rapport présente, conformément à la réglementation (articles D. 2224-1 à 4 du Code Général des Collectivités Territoriales), différents indicateurs : des indicateurs descriptifs qui permettent de caractériser le service et des indicateurs de performance qui permettent d'évaluer de façon objective sa qualité et sa performance. Ces derniers sont définis sur des aspects techniques, économiques, sociaux et environnementaux, reprenant ainsi les composantes du développement durable.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Page 3 sur 109

SYNTHÈSE RAPPORT ANNUEL 2024

SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES

LA COMPÉTENCE ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES



Le SIBA regroupe 12 communes. Il exerce la compétence assainissement des eaux usées et définit la politique d'investissement du territoire, finance, réalise et renouvelle les systèmes de collecte et de traitement des eaux usées.

Deux délégataires sont responsables du fonctionnement et de la continuité du service de l'assainissement collectif, tandis que le SPANC est géré en régie. Ces deux délégataires assurent l'entretien et une partie du renouvellement des installations construites par le SIBA, ainsi que les relations avec les abonnés.

Pour les 10 communes riveraines du Bassin d'Arcachon, l'exploitation des installations d'assainissement collectif est déléguée à la Société ELOA (société mère VEOLIA), pour les territoires de Marcheprime et de Mios à SUEZ Eau France.

Les deux contrats de délégation prendront fin le 31 décembre 2026. A compter du 1er janvier 2027, par délibération du 18 décembre 2024, le conseil du SIBA a choisi un mode de gestion par voie de délégation à l'échelle de l'ensemble des 12 communes et pour une période de 8 ans.

LA COLLECTE DES EAUX USÉES



89 802 abonnés pour une population de
142 595 habitants permanents



1232 km de réseaux séparatif
(le rejet des eaux pluviales y est interdit)

462 postes de pompage

9 bassins de sécurité pour une capacité
de stockage de **344 000 m³**

Les délégataires assurent l'exploitation du système d'assainissement et procèdent, notamment, chaque année :

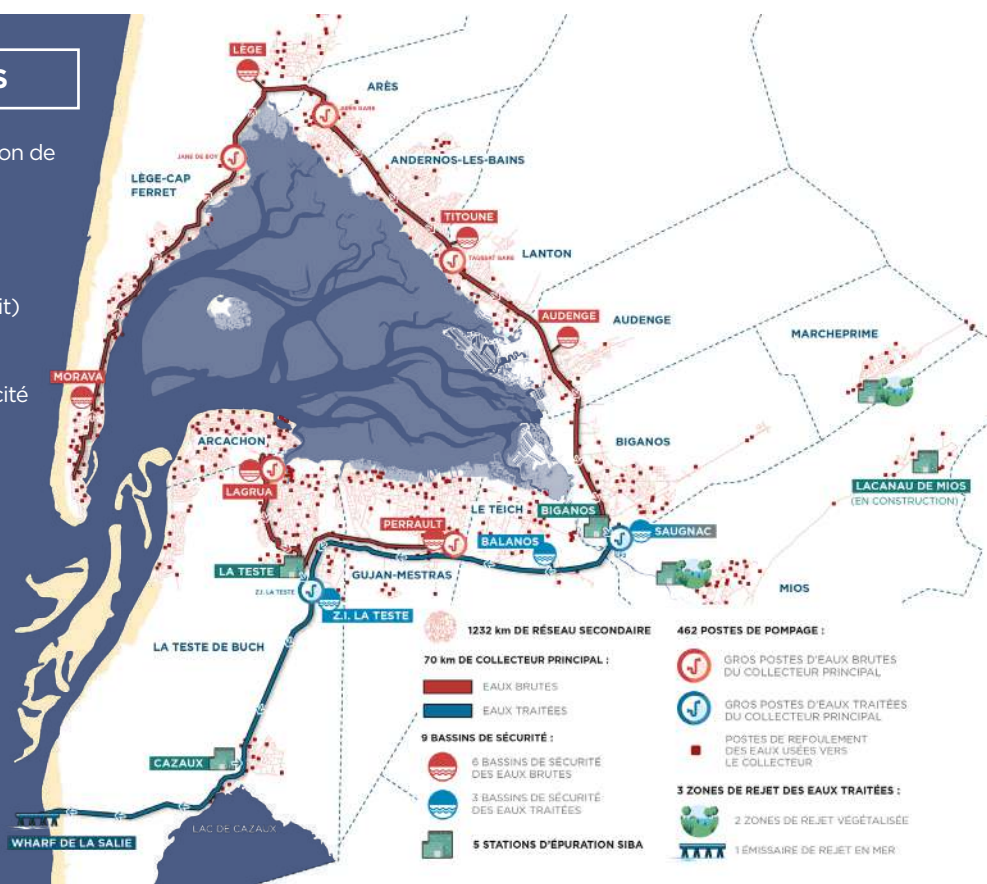
Accusé de réception n° 19/12/2025-1218-DEL2025-12-517a-DE

• au curage préventif de 135 km de réseau
Accusé certifié exécutoire

42 000 branchements

ont été contrôlés depuis 2013

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



LE TRAITEMENT DES EAUX USÉES

La totalité des effluents collectés est traitée par les stations d'épuration de La Teste de Buch, de Biganos, de Cazaux, de Marcheprime et de Mios d'une capacité totale de 310 400 équivalents-habitants.



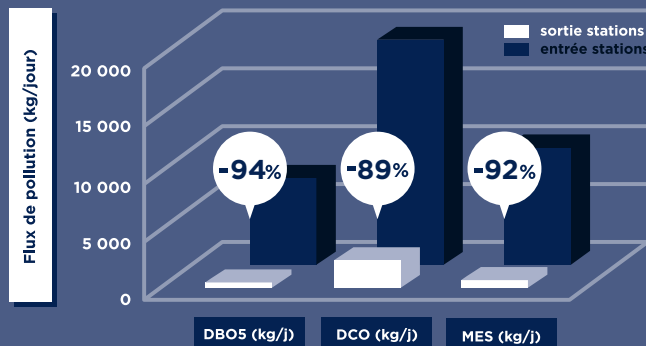
près de **43 000 m³**
traités chaque jour



3 088 tonnes
de matières sèche de boues
valorisées en compostage

Une unité de méthanisation produit du biométhane réinjecté dans le réseau local de distribution de gaz naturel, la production représente la consommation moyenne de **700 foyers domestiques**.

Abatement de la pollution par les stations d'épuration en 2024



LES INVESTISSEMENTS

Le SIBA décline une gestion patrimoniale active qui pilote des investissements importants afin d'assurer le renouvellement et la pérennité du système d'assainissement : 15,3 M€ TTC en moyenne chaque année depuis 2018.

Les délégataires consacrent également 1,3 M€ TTC chaque année au renouvellement des équipements.

LES INDICATEURS FINANCIERS

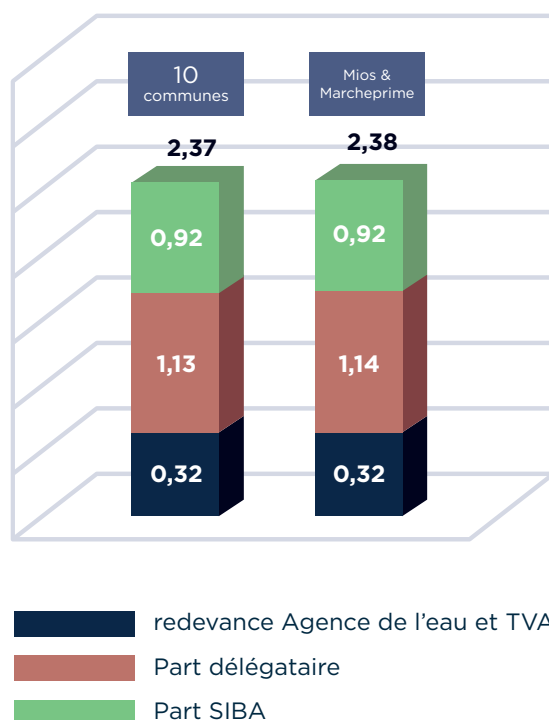
La redevance assainissement est perçue par l'intermédiaire de la facture d'eau en contrepartie du service rendu pour la collecte et l'épuration des eaux usées.

La part SIBA de cette redevance a été harmonisée en 2024 à l'échelle du territoire, le tarif des deux délégataires présente une différence minime.

Le service de l'assainissement est autonome sur un plan financier : les charges du service ne sont pas financées par la fiscalité locale mais uniquement par les recettes du service.

La situation financière du service de l'assainissement reste saine (durée d'extinction de la dette de 1,4 an).

Tarifs assainissement
€TTC/m³ (1^{er} janvier 2025)



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), géré en régie, est constitué de près de 2 806 sites.

SOMMAIRE

Les faits marquants.....	8
L'assainissement : priorité environnementale pour le Bassin d'Arcachon	11
La population, les services d'assainissement collectif et non collectif	17
L'assainissement collectif	20
1. Le mode de gestion.....	20
1.A Territoire des 10 communes riveraines du Bassin d'Arcachon.....	20
1.B Marcheprime et Mios.....	20
1.C 1 ^{er} janvier 2027 : une délégation de 8 ans à l'échelle des 12 communes	20
2. Le système d'assainissement des 10 communes riveraines	21
2.A Schéma de principe de l'assainissement collectif	21
2.B La collecte des eaux usées	22
2.C La gestion des abonnés	27
2.D L'épuration des eaux usées	30
2.E La réglementation et les résultats des contrôles	32
3. Le système d'assainissement de Marcheprime et de Mios	38
3.A La collecte des eaux usées	40
3.B La gestion des abonnés	40
3.C L'épuration des eaux usées	41
3.D La réglementation et les résultats des contrôles	42
4. La surveillance de l'environnement.....	44
5. Le pôle de recherche.....	45
6. Les opérations d'investissement sous maîtrise d'ouvrage du SIBA : bilan 2024	49
7. Données financières	64
7.A Les tarifs de la redevance assainissement collectif.....	64
7.A.1 Les composantes du tarif	64
7.A.2 Le tarif – 10 communes riveraines	65
7.A.3 Le tarif – Marcheprime et Mios	69

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251219-DE-2025-12-517-05

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

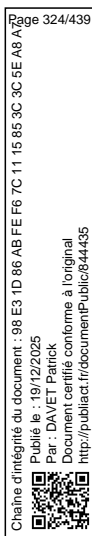
Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

7.B	La Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC).....	70
7.C	L'analyse financière du service de l'assainissement	71

L'assainissement non collectif74

1.	Caractéristiques du SPANC	75
2.	Données financières	77

Annexes.....78



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
 Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

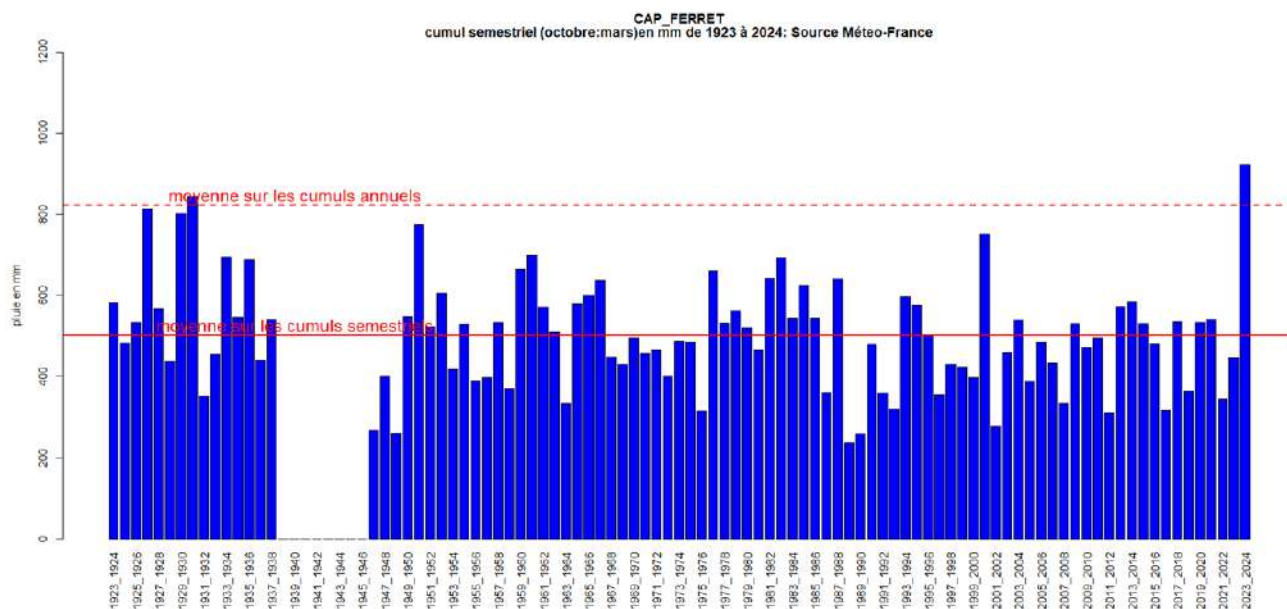
LES FAITS MARQUANTS

Hiver 2023 / 2024 : une pluviométrie exceptionnelle

Du mois d'octobre 2023 au mois de mars 2024, le SIBA a fait face à une pluviométrie sans précédent.

Cinq tempêtes se sont succédé (Aline, Bernard, Céline, Ciaran, et Domingo) du 20 octobre au 5 novembre 2023. Puis les tempêtes Karlotta (10 et 11 février 2025) et Monica (9 mars 2025).

Entre octobre 2023 et mars 2024 : 121 jours de pluie ont été comptabilisés sur un total de 165 (soit 73%) et un cumul sur 6 mois de 1200 mm. Un tel cumul n'a jamais été rencontré sur la station du Cap ferret depuis sa création en 1923 :



Selon les informations transmises par Météo France :

« Les précipitations observées sur le SIBA au cours de la période du 18/10/23 au 05/11/23 voire jusqu'au 11/11/23 (25 jours) sont exceptionnelles. Elles constituent un record pour les stations du Cap Ferret et de Cazaux avec 395 et 337 mm enregistrés respectivement.

Les cumuls quotidiens sont supérieurs à 5 mm presque tous les jours (exceptés du 21 au 24 octobre, le 31 octobre et le 10 novembre où ils sont faibles, entre 2 et 4 mm).

Ils sont maximaux le 25 octobre au Cap Ferret avec 40 mm mesurés, et le 2 novembre à Cazaux avec 39 mm mesurés.

En illustration : les cumuls de pluie observés sur la période (25 jours) et comparatif aux épisodes antérieurs depuis 1950 sont indiqués dans le tableau ci-dessous.»

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste du Duch, Patrick DAVET

Episodes de pluie de 25 jours avec des cumuls abondants
observés depuis 1950

Cap Ferret	
Période	Cumuls (mm)
Du 18/10/2023 au 11/11/2023	395
Du 22/12/1993 au 15/01/1994	239
Du 08/12/1981 au 01/01/1982	233
Du 15/09/1960 au 09/10/1960	237
Du 10/12/1950 au 03/01/1951	233

Cazaux	
Période	Cumuls (mm)
Du 18/10/2023 au 11/11/2023	337
Du 12/01/2014 au 05/02/2014	270
Du 30/10/2000 au 23/11/2000	293
Du 10/12/1952 au 03/01/1953	261

Ces situations exceptionnelles ont notamment conduit à la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle par arrêtés interministériels :

- pour les communes de Arcachon, Lège Cap-Ferret, Andernos-les-Bains, La Teste-de-Buch, Arès, Lanton, Gujan-Mestras du 10 au 11 février pour le phénomène inondations par choc mécanique des vagues ;
- pour la commune d'Andernos les Bains les 25 et 26 février pour le phénomène d'inondation ;
- pour la commune d'Arès du 18 au 29 février pour le phénomène d'inondations par remontée de nappe phréatique ;
- pour la commune d'Audenge du 01 au 31 mars pour le phénomène d'inondations par remontée de nappe phréatique.

Ces circonstances exceptionnelles perturbent gravement les réseaux d'eaux usées et génèrent des débordements. **Sont présentés en annexe 4 des éléments explicatifs relatifs à cette situation.**

Les services du SIBA et de son délégataire ELOA ont assuré une organisation de gestion de crise durant cette période en maintenant un travail de jour et de nuit en continu. Ils ont été renforcés par des ressources humaines et techniques supplémentaires exceptionnelles.

Le SIBA a fait l'objet de recours devant les tribunaux qui sont en cours d'instruction. Une ordonnance du Juge des Libertés et de la Détention (JLD) du 2 avril 2024 prescrivait notamment au SIBA de saisir la DDTM 33 pour officialiser la demande de construction d'un déversoir d'orage sur chacun des bassins de sécurité du réseau d'assainissement du Bassin d'Arcachon. Cette procédure nécessitait une modification en conséquence des arrêtés préfectoraux portant autorisation des systèmes d'assainissement. À cet effet, le SIBA a déposé une demande sous forme de porter à connaissance (PAC) permettant in fine au préfet de la Gironde de délivrer des arrêtés modificatifs en date du 28 février 2025. Ces éléments seront détaillés dans la prochaine édition du rapport annuel relative à l'exercice 2025.

Le SIBA reste mobilisé sur tous les fronts pour apporter une solution pérenne face à ces évolutions climatiques. Il poursuit ses investissements liés au renouvellement des réseaux et des ouvrages, que ce soit le collecteur principal, les réseaux dits secondaires et également des investissements neufs. Depuis 2018, le SIBA investit en moyenne chaque année 15 M€ TTC pour assurer la pérennité des ouvrages et améliorer leur fonctionnement. Il continue à investir dans la gestion des eaux pluviales

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-21330000 - 02/25/2025

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste-de-Buch, Patrick DAVET

(augmentation de la capacité du système, création de zones de stockage et d'infiltration, de bassins de régulation, de zones humides, ...).

De plus, pour répondre rapidement et alléger le réseau, le SIBA lance la création d'une station d'épuration supplémentaire sur le Nord Bassin. L'objectif de ce projet est de soulager la pression sur le système face à des situations pluviométriques exceptionnelles et de permettre à chaque acteur de travailler efficacement sur la gestion des eaux pluviales à l'échelle du bassin versant.

Assumer les faits, anticiper les risques, et investir 120 millions d'euros sur 5 ans : tels sont les engagements portés pour protéger durablement le Bassin d'Arcachon.

1^{er} janvier 2027 : une délégation de 8 ans à l'échelle des 12 communes

Le mode de gestion par voie de délégation du service public d'assainissement collectif a été retenu par le conseil du SIBA le 18 décembre 2024. Cette délégation couvrira l'ensemble des 12 communes du territoire pour une durée de 8 ans. Elle intégrera certaines prestations relevant des eaux pluviales urbaines. Il apparaît en effet opportun de mobiliser, dans le cadre de financements distincts relevant du budget général, des prestations relevant du service public de gestion des eaux pluviales afin de bénéficier notamment d'économies d'échelle :

- pour la mise en œuvre d'une astreinte du service public des eaux pluviales avec la mise en sécurité simple ;
- pour l'exploitation, l'entretien et la surveillance des stations de pompage de pluvial dont le fonctionnement est similaire à celui des stations de pompage d'eaux usées ;
- pour la réparation de casses sur canalisations selon des dispositions définies contractuellement.

Une société dédiée strictement affectée à l'exécution de cette délégation sera imposée, elle portera le nom commercial « ELOA ».

Construction d'une nouvelle station d'épuration à Lacanau de Mios

La construction d'une nouvelle unité de traitement de 5500 EH est en cours à Lacanau de Mios pour une livraison prévue au second semestre 2025. Ce projet libèrera une capacité de traitement sur la station actuelle de Mios qui se trouvera donc en situation d'assumer les augmentations liées au développement du centre bourg et permettra d'adapter une nouvelle station aux besoins actuels et futurs de Lacanau de Mios.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Page 10 sur 109

L'ASSAINISSEMENT : PRIORITE ENVIRONNEMENTALE POUR LE BASSIN D'ARCACHON

Le Bassin d'Arcachon est un vaste plan d'eau salée, de forme triangulaire, d'une superficie de 18 000 ha fortement soumis à l'influence des marées, qui renouvellent chaque fois un volume d'eau de 200 à 450 millions de mètres cubes.



Le SIBA

Créé en 1964, le Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon est un Syndicat Mixte au sens juridique du Code des Collectivités Territoriales

Ses compétences :

- L'assainissement
- La gestion des eaux pluviales
- La gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI)
- Les travaux maritimes
- L'hygiène et la santé
- La promotion touristique

Le SIBA exerce également ses compétences statutaires à l'intérieur du Domaine Public Maritime constitué du plan d'eau du Bassin d'Arcachon, de ses rivages et de certains de ses ports.

Il a donc une vocation terrestre et maritime.

Son territoire :

12 communes : Arcachon, La Teste de Buch, Gujan-Mestras, le Teich, Biganos, Audenge, Lanton, Andernos-les-Bains, Arès, Lège-Cap Ferret, Marcheprime, Mios.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement 2024



Les sites écologiques les plus significatifs sont l'Île aux Oiseaux, la réserve naturelle du Banc d'Arguin et le delta de la Leyre avec le parc ornithologique de Le Teich. Le relief est marqué, à l'ouest, par une côte océane d'aspect sauvage, caractérisée par son cordon dunaire, au nord-est, par une côte à pente faible, présentant toutes les caractéristiques du plateau landais, au nord et au sud, par la présence de prés salés et de zones humides endiguées.

Les conditions du milieu ambiant ont favorisé le développement de l'ostréiculture qui, avec ses 1 000 ha de parcs, ses villages et ports ostréicoles typiques, marque fortement la région. L'attrait du plan d'eau et de la forêt a, par ailleurs, entraîné un développement rapide des activités touristiques, conduisant à une urbanisation croissante des rives du Bassin et une fréquentation accrue du plan d'eau par les bateaux de plaisance.

L'activité industrielle est également représentée à Factice-Biganos, où se situe la papeterie Smurfit Kappa Cellulose du Pin, usine dont la présence, compte tenu de l'importance de ses rejets d'eaux industrielles, a constitué un élément essentiel dans l'élaboration du réseau d'assainissement du SIBA.

Préserver la qualité des espaces naturels, maintenir et développer l'activité humaine liée à la mer, en particulier l'ostréiculture, créer les infrastructures et les équipements destinés à favoriser le tourisme, tels ont toujours été les objectifs des élus locaux

Les premières études sur l'assainissement du Bassin ont été entreprises dès 1939, avec la création du groupement d'urbanisme du Bassin d'Arcachon. Ces études ont débouché sur un avant-projet en 1951, qui prévoyait la constitution de quatre groupements intercommunaux, rattachés chacun à une station d'épuration :

- Arcachon - La Teste de Buch ;
- Biganos - Gujan Mestras - Le Teich ;
- Audege - Lanton (moins Taussat) ;
- Arès – Andernos-les-Bains - Lanton (Taussat).

Rien n'était prévu pour la presqu'île du Cap-Ferret, dont le développement ne permettait pas, à l'époque, de présenter une étude valable.

Lorsqu'en 1963, les communes d'Arcachon, La Teste de Buch et Gujan-Mestras voulurent passer à l'exécution de ce projet, elles rencontrèrent l'opposition formelle de la profession ostréicole et de son administration de tutelle à tout rejet dans les eaux du Bassin, même après épuration.

Il s'ensuivit un second projet, plus ambitieux, qui reposait sur le ceinturage complet du Bassin, par la création de deux collecteurs, nord et sud, prolongés par des émissaires en mer.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-21330124 - 19/12/2025 - 15:06:12 - 15/12/2025 - 15:06:12

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

En 1964, naissance du S.I.A.C.R.I.B.A, dont les compétences seront ensuite transférées au S.I.B.A

Pour préserver la qualité de ce site, tout en conciliant des intérêts qui, parfois et en apparence, pouvaient sembler contradictoires, il était nécessaire d'entreprendre une vaste opération d'assainissement de la région. Les dix communes riveraines du Bassin d'Arcachon ont créé, le 23 juin 1964, sous le sigle S.I.A.C.R.I.B.A., un **Syndicat dont la principale vocation est de construire et d'exploiter un réseau d'eaux usées d'origine urbaine et industrielle. L'assainissement constitue une priorité environnementale pour le Bassin d'Arcachon. Le S.I.A.C.R.I.B.A est dissous en 1973, au profit du SIBA qui élargit ses compétences initiales (balisage des chenaux intérieurs) à l'assainissement.**

Le 28 mars 1966, le Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France donnait un avis favorable à la réalisation du collecteur sud en priorité, de façon à intercepter les rejets de la papeterie de Facture, dont les eaux industrielles se déversaient au fond du Bassin, via la Leyre, et à les rejeter en mer par l'intermédiaire d'un émissaire dont la longueur, qui ne serait, semble-t-il, par inférieure à 4 km, serait fixée après étude préalable des courants marins.

Le Syndicat, ayant accepté de cautionner cette solution en janvier 1967, fit démarrer en novembre 1967 l'exécution des travaux, confiés au Service des Ponts et Chaussées, comportant trois stations de refoulement liées à un collecteur de 36,5 km reliant l'usine de Facture à la plage de La Salie et desservant une population théorique de 200 000 habitants, évaluée sur les communes de Le Teich, Gujan-Mestras, La Teste de Buch et Arcachon.

Les premiers travaux furent menés rapidement, sans ennuis techniques majeurs apparents. Cependant, la réalisation mise en œuvre s'écartait sensiblement du projet initial par le diamètre de la conduite et par le débit des stations de pompage qui permettaient l'évacuation des eaux usées de l'ensemble des communes du Syndicat et de l'usine, et non plus des quatre collectivités initialement rattachées à la branche sud.

Le collecteur sud était fonctionnel en décembre 1970. Les rejets d'effluents de la papeterie dans le Bassin d'Arcachon, via la Leyre, cessaient le 4 janvier 1971

Les caractéristiques nouvelles données par le maître d'œuvre furent adoptées par le Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France, le 29 novembre 1971. Elles consistaient en la création d'un seul ouvrage de ceinture reliant le Cap-Ferret à la maison forestière de La Salie et au rejet à 4 500 m au large des effluents non traités, par un émissaire constitué d'une canalisation ensouillée.

En fait, la difficulté principale rencontrée dans l'assainissement du Bassin d'Arcachon a résidé dans la construction de la canalisation de rejet en mer, qui devait être réalisée parallèlement à la mise en place du collecteur sud. En dépit des sérieuses garanties prises, il s'avéra très vite que l'entreprise choisie pour enfouir la canalisation de diffusion des effluents en mer avait mal apprécié l'incidence hostile du milieu marin local sur ses conditions de travail.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Devant les difficultés d'exécution de l'émissaire en mer, les effluents étant temporairement déversés à la côte, le Comité Interministériel d'Action pour la Nature et l'Environnement imposait, le 6 décembre 1972, la construction de stations d'épuration, les effluents urbains et industriels devant subir un traitement primaire avant d'être rejetés en mer. La solution de l'émissaire court sur pilotis était adoptée lors de la réunion interministérielle tenue le 16 janvier 1973, le traitement primaire des effluents confirmé. Le wharf de La Salie était réceptionné au printemps 1974.

Depuis le 1^{er} janvier 2020, le SIBA a élargi son territoire aux communes de Mios et de Marcheprime.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Accusé certifié exécutoire

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement 2024



L'Eau'ditorium est un centre de ressources et d'éducation pour comprendre les enjeux de l'eau sur le Bassin d'Arcachon, au travers des compétences du SIBA.

Le SIBA propose en ce lieu des visites gratuites toute l'année, réservées aux groupes de 10 à 50 personnes, et adaptées aux publics scolaires du CE2 aux post-bac, comme aux adultes.

L'aménagement et les supports pédagogiques ont été totalement repensés en 2024 pour favoriser l'interaction et l'intérêt du visiteur, dans le cadre d'un projet Educ'EAU soutenu par l'agence de l'Eau Adour Garonne.

L'Eau'ditorium propose des visites commentées et adaptées à chaque public, notamment autour des thèmes suivants :

• LES PAYSAGES AU FIL DE L'EAU

Le Bassin est un territoire façonné par l'eau, sa riche biodiversité et ses usages (pêche, ostréiculture, nautisme et baignade) en dépendent.

• LE BASSIN D'ARCACHON ET LA MER

Sur le Bassin, l'eau est source de vie mais aussi source de risque. Le Bassin d'Arcachon est une lagune à marée, sujette à des phénomènes de submersion du littoral.

• UTILISER L'EAU ET LA RENDRE À LA NATURE

Les eaux usées doivent être collectées, traitées pour être rendues acceptables pour le milieu récepteur et ainsi retourner dans le cycle naturel de l'eau.

• SOUS LA PLUIE

Les eaux pluviales doivent prendre le plus court chemin avant de rejoindre le milieu naturel et ainsi limiter notre empreinte sur l'environnement.

• TOUS ACTEURS !

La qualité de l'eau est le reflet de nos usages, nous avons tous une empreinte, sur l'eau. C'est individuellement et collectivement que l'on doit agir pour réduire notre impact afin qu'il reste acceptable pour le milieu, sa biodiversité et la santé humaine.

2 SALLES, 2 AMBIANCES !



UN ESPACE « LOW-TECH »

Une salle axée sur la manipulation où vous serez répartis en petits groupes autour de 5 îlots reprenant les 5 thèmes de la visite.

L'animateur sera à votre disposition pour vous accompagner sur la découverte des notions-clefs et débriefer avec le groupe.



Durée : 1h30-2h



**NOUVEAUTÉ
2025**



UN ESPACE « SHOW TIME »

Une salle qui permet la projection de documents audiovisuels et multimédia permettant d'approfondir certains thèmes.

Vous pourrez également participer à un quiz collectif et interactif.



Durée : 30 à 45 min.



Informations pratiques :

- visites gratuites toute l'année ;
- accessibles uniquement en visite commentée pour les groupes constitués (minimum 10 personnes - maximum 50 personnes) ;

Lieu : au sein du pôle assainissement (joutant l'usine Smurfit Kappa) - 2a avenue de la côte d'argent - 33 380 Biganos.

Sur réservation préalable : pôle assainissement du SIBA.

Tél. : 05 57 76 23 23 (du lundi au vendredi) ou par mail : assainissement@siba-bassin-arcachon.fr.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

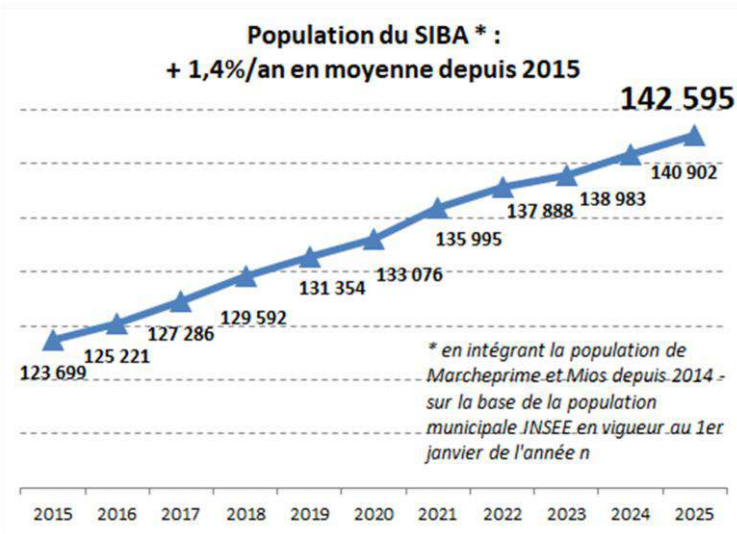
Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

LA POPULATION, LES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF

142 595 habitants permanents et une population saisonnière importante



Le SIBA compte 142 595 habitants (population municipale INSEE).

En moyenne depuis 2015, la population enregistre ainsi une croissance annuelle de 1.4%.

Le territoire connaît également une population touristique très importante qui entraîne des variations sur les quantités d'effluents à collecter et traiter.

La répartition de cette population par commune est présentée dans le tableau suivant :

Population municipale	
Source : INSEE - Population légale entrant en vigueur au 1 ^{er} janvier 2025	
ARCACHON	10 895
LA TESTE DE BUCH	27 141
GUJAN-MESTRAS	22 643
LE TEICH	9 213
BIGANOS	11 303
AUDENGE	9 550
LANTON	7 315
ANDERNOS-LES-BAINS	12 614
ARÈS	6 477
LÈGE-CAP FERRET	8 051
MARCHEPRIME	11 756
MIOS	5 637
TOTAL	142 595

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

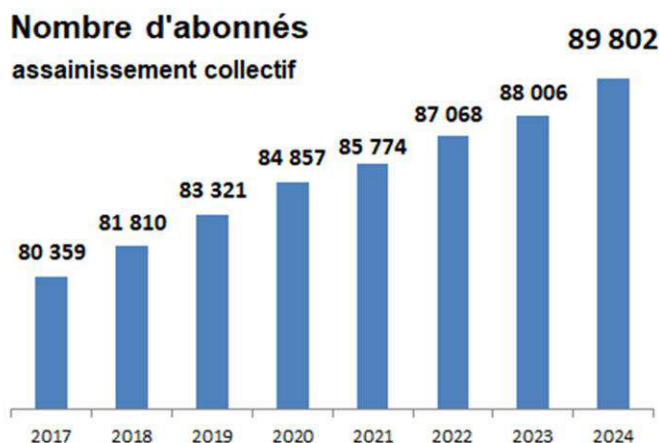
Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Tous les immeubles du territoire sont équipés d'un système d'assainissement des eaux usées : soit ils sont raccordés au réseau public d'assainissement collectif, soit ils sont dotés d'un système d'assainissement individuel. Un zonage délimite les secteurs qui dépendent de l'assainissement collectif ou de l'assainissement individuel.

Un nombre d'abonnés en constante augmentation



Au 31 décembre 2024, le service d'assainissement collectif compte 89 802 abonnés soit une augmentation de 2.0 % par rapport à 2023. A noter que le nombre d'abonnés communiqué par le délégataire SUEZ pour les communes de Marcheprime et Mios était anormalement faible en 2023. L'augmentation annuelle de 2.0% est ainsi surévaluée.

Le nombre d'installation d'assainissement individuel s'élève à 2806 unités.

Ainsi, **le service d'assainissement collectif dessert 97% de la population.**

En reportant ce ratio d'abonnés de ces deux services à la population, le nombre d'habitants desservis par le réseau de collecte est estimé à 138 275 habitants tandis que le nombre d'habitants du service public d'assainissement non collectif est estimé à 4 320 habitants.

D201.0 : estimation du nombre d'habitants desservis par le réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif

138 275 habitants

D301.0 Nombre d'habitants desservis – assainissement non collectif

4 320 habitants

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Page 18 sur 109

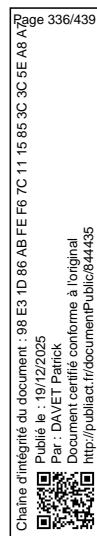
P201.1 : taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées

Le taux de desserte des zones d'assainissement collectif est de **99.9%** (43 sites en zone d'assainissement collectif ne sont pas raccordés au réseau public et sont équipés d'une installation d'assainissement non collectif).

Définition : qualité de service à l'usager. Cet indicateur permet d'apprécier l'état d'équipement de la population et de suivre l'avancement des politiques de raccordement pour les abonnés relevant du service d'assainissement collectif.

Un nouvel abonné est considéré comme desservi s'il bénéficie de la mise en place d'une boîte de branchement (et non nécessairement du raccordement effectif qui dépend des propriétaires).

Le nombre potentiel d'abonnés de la zone relevant du service d'assainissement collectif est déterminé à partir du document de zonage d'assainissement collectif, les zones d'assainissement non collectif doivent être exclues lors du dénombrement des abonnés potentiels.



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

1. Le mode de gestion

Le SIBA est maître d'ouvrage des installations du service public d'assainissement collectif : il définit la politique d'investissement du territoire, finance, réalise et renouvelle les systèmes de collecte et de traitement des eaux usées.

1.A Territoire des 10 communes riveraines du Bassin d'Arcachon

L'exploitation des installations d'assainissement collectif est déléguée à la Société ELOA, société dédiée du groupe Veolia eau. La délégation de service public a pris effet le 1^{er} janvier 2021 et se terminera le 31 décembre 2026. La société ELOA est responsable du fonctionnement et de la continuité du service. Elle assure l'entretien et une partie du renouvellement des installations construites par le SIBA, ainsi que les relations avec les abonnés.

Un avenant n°1 a été signé le 27 septembre 2022 après délibération du comité du SIBA en date du 26 septembre 2022. Cet avenant a pour objet d'acter les évolutions survenues au titre de l'exploitation du service et les décisions induites par l'application du contrat, telles que la prise en compte de la pluviométrie exceptionnelle début 2021, de la modification de la législation sur les boues, la mise en exploitation de la méthanisation, la hausse substantielle des prix d'approvisionnement (inflation), l'application des pénalités contractuelles, l'augmentation des effectifs de la société dédiée.

1.B Marcheprime et Mios

L'exploitation des installations d'assainissement collectif est déléguée à SUEZ Eau France. La délégation de service public a pris effet le 1^{er} janvier 2022 et se terminera le 31 décembre 2026. Le délégataire est responsable du fonctionnement et de la continuité du service. Il assure l'entretien et une partie du renouvellement des installations construites par le SIBA, ainsi que les relations avec les abonnés.

1.C 1^{er} janvier 2027 : une délégation de 8 ans à l'échelle des 12 communes

Le mode de gestion par voie de délégation du service public d'assainissement collectif a été retenu par le conseil du SIBA le 18 décembre 2024. Cette délégation couvrira l'ensemble des 12 communes du territoire pour une durée de 8 ans.

Une société dédiée strictement affectée à l'exécution de cette délégation sera imposée, elle portera le nom commercial « ELOA ».

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

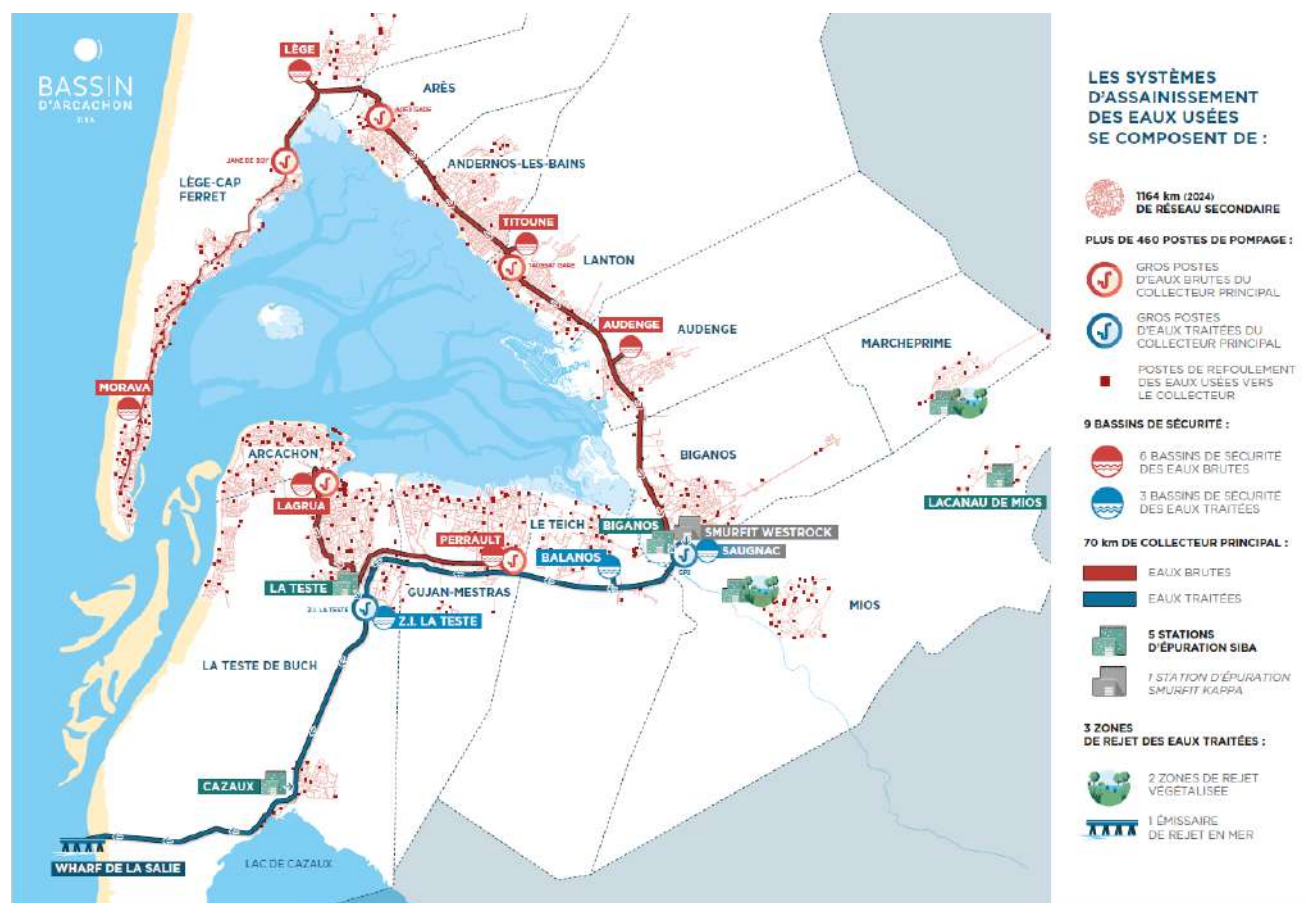
Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste du Duch, Patrick DAVET

2. Le système d'assainissement des 10 communes riveraines

2.A Schéma de principe de l'assainissement collectif



Créé en 1964, le SIBA a mis en place un vaste réseau d'assainissement, de type séparatif, destiné à la protection du Bassin d'Arcachon. La totalité des effluents collectés est traitée par les stations d'épuration de La Teste de Buch, de Biganos et de Cazaux. La cartographie globale du système d'assainissement collectif du SIBA est présentée ci-contre.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

2.B La collecte des eaux usées

Le collecteur principal : une ceinture de collecte de près de 70 km

Le collecteur Nord et le collecteur Sud, d'une longueur avoisinant les 70 km, sont constitués de tronçons de canalisations fonctionnant soit en écoulement gravitaire, soit en refoulement, dont le diamètre augmente progressivement de 200 à 1 500 mm. Le refoulement est assuré par une succession de postes de pompage.

Collecteur principal (en mètres)

	Diamètre	Nature	Gravitaire	Refoulement	Longueur totale
AC : amiante ciment ; PEHD : polyéthylène haute densité ; B : béton ; PVC : polychlorure de vinyle ; PRV : Polyester Renforcé de fibres de verre ; F : fonte	300	F		83	83
	315	PVC		167	167
	400	AC		5346	5346
	400	F	9	47	57
	500	B		1610	1610
	500	F		4716	4716
	500	PVC	28	0	28
	600	B		10948	10948
	600	F	1501	682	2182
	600	PEHD		339	339
	600	PRV	54	42	96
	700	B	24		24
	700	F	7		7
	700	PRV	177		177
	710	PEHD	13		13
	710	PVC	55		55
	800	F		469	469
	800	PRV	41		41
	1000	Acier inox		38	38
	1000	B	1163	5286	6449
	1000	F	69	7127	7196
	1000	PEHD		138	138
	1000	PRV	2952	332	3284
	1200	B	4516	6296	10812
	1200	F		18	18
	1200	PEHD		340	340
	1200	PRV	2950		2950
	1400	F		226	226
	1400	PRV	9		9
	1500	B	1035	8761	9795
	2400	PRV	409		409
	indéterminé			151	151
Total général			15 801	53 162	68 963

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste du Duch, Patrick DAVET

Collecteur Nord

Ce réseau collecte les eaux usées issues des six communes du Nord Bassin : Lège-Cap Ferret, Arès, Andernos-les-Bains, Lanton, Audenge et Biganos.

Collecteur Sud

Il transporte et rejette à l'océan les effluents traités provenant des six communes du Nord Bassin, de la papeterie Smurfit Kappa, située sur la commune de Biganos, et des quatre communes du Sud Bassin : Le Teich, Gujan-Mestras, La Teste de Buch et Arcachon. Sont aussi injectées, après traitement, les eaux usées du bourg et de la base aérienne de Cazaux.

Les réseaux secondaires : un linéaire supérieur à 1000 km

Ils se sont développés depuis 1973 dans chaque commune, en fonction de la réalisation du collecteur principal. Ils assurent la collecte des eaux usées. A ce jour, plus de 1000 km de canalisations ont été mis en place pour assurer la collecte des eaux usées des dix communes.

Réseaux secondaires (en mètres)

Commune	Gravitaire	Refoulement	Total
Arcachon	83 911	11 391	95 301
La Teste de buch	183 703	27 537	211 240
Gujan-Mestras	124 362	29 367	153 729
Le Teich	46 436	12 004	58 440
Biganos	64 405	7 496	71 901
Audenge	45 498	1 974	47 472
Lanton	63 379	6 285	69 664
Andernos-les-Bains	116 513	4 149	120 662
Arès	57 764	6 797	64 561
Lège-Cap ferret	161 526	25 060	186 586
TOTAL	947 497	132 058	1 079 556

Les bassins de sécurité

Afin de pouvoir stocker temporairement les eaux usées lors de fortes pluies, lors d'accidents ou de travaux sur le collecteur de ceinture, des bassins de sécurité offrent une capacité totale de 344 000 m³. Ces ouvrages, initialement mis en place dans un souci de sécurité, permettent également, par un délestage des effluents du collecteur, de faire face à des surcharges hydrauliques des réseaux « séparatifs » lors d'événements pluvieux importants.

Un dernier bassin de sécurité a été mis en service en 2019 sur le site de Lagrua. D'un volume de 30 000 m³, il a vocation à stocker les effluents bruts des communes d'Arcachon et de La Teste de

Buch

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Bassins de sécurité

Année de création	Commune	Capacité de rétention (en m³)
1987	La Teste de Buch - ZI	39 000
1990	Le Teich - Balanos	150 000
1992	Lège-Cap Ferret	9 000
1993	Audenge	15 000
1993	Lanton – Titoune	17 000
2006	Lège-Cap Ferret – Morava	2 500
2012	Gujan-Mestras – Perrault	1 500
2019	La Teste de Buch – Lagrua	30 000
	Biganos - Saugnac	80 000
TOTAL		344 000

Les postes de pompage

Le fonctionnement des réseaux de collecte des effluents nécessite, à ce jour, 420 postes de pompage dont la répartition par commune est la suivante :

Postes de pompage

Commune	
Arcachon	48
La Teste de buch	94
Gujan-Mestras	58
Le Teich	31
Biganos	27
Audenge	10
Lanton	18
Andernos-les-Bains	22
Arès	22
Lège-Cap ferret	90
TOTAL	420

Lutte contre les odeurs et la corrosion

Afin de lutter contre les odeurs et la corrosion des réseaux d'assainissement liées à la formation de sulfures dans les portions de réseau fonctionnant en pression, puis à leur transformation sous la forme d'hydrogène sulfuré dans les ouvrages gravitaires, le SIBA a mis en place un traitement des eaux usées au nitrate de calcium. Conformément au contrat de délégation de service public, le délégataire est tenu de respecter des seuils sur différents points du réseau.

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

P202.2B : indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées (selon l'arrêté du 2 décembre 2013)

A Plan des réseaux (15 points)	Existence d'un plan des réseaux de collecte et de transport des eaux usées mentionnant la localisation des ouvrages annexes (postes de relèvement ou de refoulement, déversoirs d'orage, ...), et s'ils existent, des points d'autosurveillance du fonctionnement des réseaux d'assainissement	10/10
	Définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux La mise à jour est réalisée au moins chaque année	5/5
B- Inventaire des réseaux (30 points)	10 points sont acquis si les 2 conditions suivantes sont remplies : 1. Existence d'un inventaire des réseaux identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage ainsi que de la précision des informations cartographiques définie en application du V de l'article R. 554-23 du code de l'environnement et, pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux , les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de collecte et de transport des eaux usées 2. La procédure de mise à jour du plan des réseaux est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux	10/10
	Lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10% supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux	4/5
	L'inventaire des réseaux mentionne pour chaque tronçon la date ou la période de pose des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié (50%) du linéaire total des réseaux étant renseigné. Lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10% supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux	12/15
C- Informations complémentaires sur les éléments constitutifs du réseau et les interventions sur le réseau (75 points)	Le plan des réseaux comporte une information géographique précisant l'altimétrie des canalisations, la moitié au moins du linéaire total des réseaux étant renseignée	10/10
	Lorsque les informations disponibles sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10% supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux	1/5
	Localisation et description des ouvrages annexes (postes de relèvement, postes de refoulement, déversoirs, ...)	10/10
	Existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées	10/10

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-5179-DEL

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste du Duch, Patrick DAVET

	Le plan ou l'inventaire mentionne le nombre de branchements pour chaque tronçon du réseau (nombre de branchements entre deux regards de visite)	0/10
	L'inventaire récapitule et localise les interventions et travaux réalisés sur chaque tronçon de réseaux (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...)	10/10
	Mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau, un document rendant compte de sa réalisation. Y sont mentionnés les dates des inspections de l'état des réseaux, notamment par caméra, et les réparations ou travaux effectuées à leur suite.	10/10
	Mise en œuvre d'un programme pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif chiffré portant sur au moins 3 ans).	0/10
TOTAL	92/120	

Définition : Gestion financière et patrimoniale : politique patrimoniale

Finalité : évaluer le niveau de connaissance des réseaux d'assainissement, s'assurer de la qualité de la gestion patrimoniale, et suivre leur évolution

A noter que les modalités de calcul de cet indicateur ont fait l'objet d'une évolution réglementaire par le biais de l'arrêté du 2 décembre 2013

Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans des réseaux (partie A) sont acquis.

Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

P203.3 : conformité de la collecte des effluents

En attente de la décision des services de l'Etat pour 2024

Les 3 systèmes d'assainissement (La Teste de Buch / Biganos / Cazaux) sont conformes au titre de l'année 2023.

Définition : Performance environnementale – préserver durablement le cadre de vie et le milieu naturel

Finalité : évaluer la performance de la collecte des eaux usées

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Page 26 sur 109

P252.2 : nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau

2.4 pour 100 km de réseau

(soit 23 points recensés par le délégataire pour 947 km de réseaux de collecte gravitaires)

23 interventions curatives sur réseau et 117 interventions curatives sur branchements.

Nota : le nombre de points ayant nécessité au moins 2 interventions curatives sur réseau dans la même rue était de 22 en 2023, 14 en 2022, 22 en 2021, 24 en 2020, 35 en 2019, 37 en 2018, 24 en 2017, 26 en 2016, 38 en 2015, 67 en 2014 et 76 en 2013.

Dans les éditions précédentes du RPQS, cet indicateur était calculé sur la base de du nombre total de points concernés, alors que la règle de calcul stipule que les données utilisées sont "hors branchements". Le calcul a ainsi été réajusté en 2024. Comme chaque année, les intempéries ont été retirées du décompte afin de différencier les réseaux obstrués et nécessitant un curage, et ceux saturés par la pluie.

Définition : Gestion financière et patrimoniale : état et performance des installations du service

Finalité : l'indicateur donne un éclairage sur l'état et le bon fonctionnement du réseau de collecte des eaux usées à travers le nombre de points sensibles nécessitant des interventions d'entretien spécifique ou anormalement fréquentes

On appelle point noir tout point structurellement sensible du réseau nécessitant au moins deux interventions par an (préventive ou curative), quelle que soit sa nature (contre-pente, racines, déversement anormal par temps sec, odeurs, mauvais écoulement, etc.) et le type d'intervention requis (curage, lavage, mise en sécurité...) Les interventions sur la partie publique des branchements ainsi que les interventions dans les parties privatives des usagers dues à un défaut situé sur le réseau public (et seulement dans ce cas-là) sont à prendre en compte

P251.1 : taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers

0,13 par millier d'habitants desservis

16 demandes d'indemnisation ont été enregistrées

Définition : Qualité de service à l'utilisateur : continuité du service. L'efficacité environnementale est aussi visée dans la mesure où les débordements ont un impact sur le cadre de vie.

Finalité : l'indicateur mesure un nombre d'événements ayant un impact direct sur les habitants, de par l'impossibilité de continuer à rejeter les effluents au réseau public et les atteintes portées à l'environnement (nuisances, pollution). Il a pour objet de quantifier les dysfonctionnements du service dont les habitants ne sont pas responsables à titre individuel

Liste des demandes d'indemnisations déposées avec date d'ouverture du dossier, nature du sinistre (inondation, débordement, infiltrations, refoulement) et cause présumée du sinistre

2.C La gestion des abonnés

P258.1 : taux de réclamations

0.86 par millier d'abonnés (= 72 / 83 657 * 1000)

Définition : qualité de service à l'utilisateur : amélioration de la qualité du service public

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste du Duch, Patrick DAVET

Finalité : traduction de manière synthétique du niveau d'insatisfaction des abonnés au service de l'assainissement collectif

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'assainissement collectif, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix. Elles comprennent notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service

Les abonnés non domestiques

Sont classés dans les eaux usées non domestiques, tous les rejets liquides correspondant à une utilisation de l'eau autre que domestique, et résultant d'activités industrielles, commerciales, artisanales ou autres. Conformément au Code de la Santé Publique, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques doit être préalablement autorisé par le SIBA. Ces autorisations peuvent être complétées, le cas échéant, par une convention spéciale de déversement.

A la fin de l'exercice 2024, le SIBA a ainsi autorisé : 44 déversements d'effluents non domestiques :

- Nanni Industrie (La Teste de Buch),
- SEEBAS - Cabaret des Pins (La Teste de Buch),
- Entreprise Lixol (La Teste de Buch),
- Pôle de santé d'Arcachon (La Teste de Buch),
- Aire de Stockage des déchets verts de la COBAS / pôle environnement (La Teste de Buch),
- BA 120 (La Teste de Buch),
- Entreprise Smurfit Westrock (Biganos),
- CET COBAN (Audenge),
- Centre de transfert des déchets (Lege Cap Ferret),
- CET COBAN (Lège-Cap Ferret),
- Brasserie MIRA (La Teste de Buch),
- Société des eaux minérales d'Arcachon – Les Abatilles (Arcachon)
- Andernos Auto (Andernos-les-Bains),
- Biovitis (Andernos-les-Bains),
- Blanchisserie BNB Para (Andernos-les-Bains),
- Andernautic (Andernos-les-Bains),
- Pressing de la Côte d'Argent (Arcachon),
- SASU Gerard Nautique (Arcachon),
- Sud-Ouest 4x4 (Biganos),
- Chantier naval Couach Yachts (Gujan-Mestras),
- Dubourdieu Services Chantier Naval (Gujan-Mestras),
- Dimer Bateau (Gujan-Mestras),
- Atlantic Navy Service (La Teste de Buch),
- Etablissements Mercedes-Benz (La Teste de Buch),
- Chantier Naval Testerin (La Teste de Buch),
- Arcachon Nettoyage Bateaux (La Teste de Buch)
- Y Service (La Teste de Buch),
- Chantier naval Bonnin (La Teste de Buch),
- SARL Dos santos (La Teste de Buch)
- Constructions navales RABA (La Teste de Buch)
- Fontaine Nautic (Lanton),

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet le 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

- Atlantic Concept (Lège-Cap Ferret),
- Marine Plaisance Service (Lège-Cap Ferret)

D202.0 : nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées

33

La société Smurfit Westrock Cellulose du Pin

La société Smurfit Westrock Cellulose du Pin, implantée à Biganos, produit des papiers kraft destinés à la fabrication d'emballages en cartons ondulés. Elle dispose de sa propre station de traitement des eaux usées et bénéficie d'un arrêté préfectoral, daté du 10 novembre 2024 dans sa dernière version, d'autorisation environnementale relative à l'exploitation du site.

Le SIBA assure, depuis 1974, le transfert des effluents traités de cette unité papetière jusqu'au rejet en mer, le wharf de la Salie, par l'intermédiaire du collecteur Sud et de ses deux stations de pompage de Facture et de La Teste de Buch.

Une convention spéciale de déversement des eaux industrielles issues de la papeterie définit les paramètres qualitatifs de l'effluent que l'industriel doit maîtriser avant le déversement dans les ouvrages du SIBA, elle arrête également les conditions de rémunération du SIBA et du Délégué en considération des services rendus.

En 2020, cette convention a fait l'objet d'un avenant afin d'intégrer les incidences du projet de renouvellement du poste de pompage de Facture. La participation de Smurfit a été réévaluée : la prime fixe de la redevance mensuelle a été augmentée de 30 000 € HT à 54 000 € HT (*en valeur de référence 2013*), la partie variable restant fixée à 0,01156 € hors taxes /m³ (*valeur 2013 révisable*). Le SIBA a assuré la maîtrise d'ouvrage de l'opération réalisée sur une parcelle située à proximité et cédée par l'industriel.

En 2022, un avenant a été signé afin de prendre en compte les dispositions relatives au contrat de DSP avec en particulier le changement de société dédiée et la modification de la formule de révision. Cet avenant intègre une modification de la valeur maximale de température du rejet portée à 38°C tout en respectant les contraintes fixées au rejet final.

En décembre 2024, un avenant a été signé afin d'acter les travaux de construction du poste de pompage CP2, de prendre en compte les modifications du nom de la société qui devient Smurfit Westrock Cellulose du Pin et les modalités de gestion du bassin de sécurité SAUGNAC. Le SIBA assure dorénavant l'exploitation de ce bassin qui reste propriété de la société.

L'industriel se pose également en tant que partenaire du REseau de surveillance des Micropolluants du Bassin d'Arcachon, et réaffirme ainsi son souhait d'accompagner la collectivité dans la connaissance des rejets et la maîtrise de leur qualité.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

La base aérienne de Cazaux

La BA 120 est une base aérienne de l'Armée de l'air située à Cazaux sur le territoire de la commune de La Teste de Buch. Depuis mars 2023, le traitement des eaux usées du site est assuré par les installations du SIBA (station d'épuration de Cazaux).

La convention initiale a été modifiée afin de tenir compte de cette évolution sur un plan technique et financier.

2.D L'épuration des eaux usées

Les effluents traités : 14.7 millions de m³ au cours de l'année

La totalité des effluents collectés est traitée par trois stations d'épuration dont les stations de La Teste de Buch et de Biganos, mises en service en 2007, qui bénéficient des installations de traitement les plus performantes.

Les filières de traitement de ces deux stations sont quasiment identiques. Elles sont notamment équipées :

- d'une unité de traitement des eaux usées par décantation primaire physico-chimique accélérée par une décantation lamellaire, précédée d'une coagulation floculation intégrée qui conduit à une densification et un épaississement des boues,
- d'un traitement biologique par cultures fixées,
- d'un traitement bactéricide des effluents par rayonnements ultraviolets (toute l'année).

Ces deux stations sont également équipées d'un traitement des odeurs et du bruit. Ainsi, tous les ouvrages susceptibles d'émettre des odeurs sont, soit situés dans les bâtiments, soit couverts afin d'être ventilés et désodorisés. Les équipements générant du bruit sont regroupés dans des locaux insonorisés.

La station de La Teste de Buch est également équipée d'une méthanisation des boues.

Début 2023, les travaux de réhabilitation de la station de Cazaux ont été achevés. La capacité de la station a été portée à 7400 équivalents-habitants afin de traiter les effluents de la BA120. Les travaux principaux ont consisté à construire un clarificateur, un bassin d'anoxie, remplacer le prétraitement et le dispositif de déshydratation des boues. Le clarificateur existant a été transformé en bassin de secours. Un traitement bactéricide a également été mis en œuvre pour un fonctionnement toute l'année (via l'acide performique - désinfix).

La capacité totale de traitement atteint **292 400 équivalents habitants**.

A noter que l'usine Smurfit Kappa a mis en service sa propre station d'épuration physico-chimique en avril 1997, puis un traitement biologique par méthanisation des effluents les plus concentrés en décembre 2002.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Page 30 sur 109

Charges moyennes reçues par station et rapport (en %) avec la capacité nominale de traitement (calculées à partir de l'autocontrôle de l'exploitant en 2024)								
	Step de Biganos	%	Step de La Teste de Buch	%	Step de Cazaux	%	TOTAL	%
Création	2007		2007		1987			
Capacité (Eq hab)	135 000		150 000		7 400		292 400	
Volume traité (m³/j)	18 762	89%	20 333	81%	1 078	98%	40 173	85%
Volume nominal (m³/j)	21 000		25 000		1 100		47 100	
DBO5 (kg/j) traitée	3 456	43%	3 764	42%	226	51%	7 446	42%
DBO5 (kg/j) nominal	8 100		9 000		444		17 544	
DCO (kg/j) traitée	9 091	48%	10 636	48%	568	51%	20 295	48%
DCO (kg/j) nominal	19 000		22 000		1 119		42 119	
MES (kg/j) traitées	4 071	34%	5 057	39%	245	49%	9 373	37%
MES (kg/j) nominal	12 000		13 000		497		25 497	

Gestion des boues

La production et la valorisation des boues

L'épuration des eaux résiduaires conduit à la création de déchets dénommés « boues », qu'il convient de traiter par élimination progressive de l'eau.

Les boues, dont la valeur azotée est relativement faible, constituent un excellent amendement calcique et représentent une source intéressante d'acide phosphorique pour les végétaux. Par ailleurs, issues d'ouvrages traitant uniquement des eaux usées urbaines, elles sont pratiquement exemptes de métaux lourds, préjudiciables à la qualité des sols et des cultures.

La production de boues déshydratées et de boues séchées, pour l'année 2024, s'est élevée à 2 882 tonnes de matières sèches (MS). Les boues produites ont été valorisées par compostage.

Méthanisation

Sur le site de la station d'épuration de La Teste de Buch, une unité de méthanisation, d'une capacité de 3 600 m³, valorise pleinement toute l'énergie contenue dans les sous-produits de l'assainissement (boues mixtes et graisses) en assurant la production de biogaz. Ce dernier est épuré en biométhane avant d'être injecté dans le réseau local de distribution de gaz naturel. La production de biométhane représente l'équivalent de la consommation moyenne de 700 foyers domestiques.

L'unité de méthanisation permet également de réduire la quantité finale de boues à évacuer, de stabiliser les boues entraînant une meilleure sécurisation du fonctionnement du traitement aval et de

supprimer l'évacuation des graisses vers la station de Biganos. Cette modification de la filière boues a aussi un impact environnemental positif avec une diminution du trafic routier et de la consommation de gaz pour le séchage des boues.

Sur un plan financier, les produits de la vente de biogaz sont partagés pour moitié entre le SIBA et le Déléataire. L'injection en biométhane est en légère augmentation depuis le démarrage du contrat avec une valeur linéaire de 60 Nm3/h environ.

D203.0 : quantité de boues issues des ouvrages d'épuration

STEP La Teste de Buch : 1 060.8 TMS

STEP Biganos : 1 751.3 TMS

STEP Cazaux : 70.0 TMS

Total : 2 882.1 tonnes de matière sèche

P206.3 : taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation

Pour chaque station d'épuration : 100%

Compostage : 2 882 TMS

Cet indicateur mesure le pourcentage de la part des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation. Les filières de traitement et/ou de valorisation de ces boues peuvent être la valorisation agricole, le compostage, l'incinération, la gazéification et la décharge agréée.

2.E La réglementation et les résultats des contrôles

Le système d'assainissement des communes du Bassin d'Arcachon et du rejet en mer des eaux urbaines et industrielles au wharf de La Salie fait l'objet :

- d'un arrêté inter-préfectoral d'autorisation pour le rejet en mer des eaux urbaines et industrielles au wharf de la Salie ;
- d'un arrêté préfectoral pour chacun des trois systèmes d'assainissement.

L'ensemble des paramètres réglementaires qui s'imposent aux systèmes d'assainissement du SIBA et au rejet en mer sont ainsi prévus par ces arrêtés préfectoraux d'autorisation qui fixent les valeurs limites de rejet de chaque station d'épuration, en concentration et en rendement ainsi que les obligations relatives au rejet en mer.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Page 32 sur 109

La réglementation relative à la performance des stations d'épuration : des résultats conformes qui vont au-delà des normes réglementaires

Le Bassin d’Arcachon est classé en zone sensible au titre de la directive « eaux résiduaires urbaines » du 21 mai 1991. Mais, le SIBA n’est pas visé par l’exigence de traitement de l’azote et du phosphore, compte tenu de la présence du dispositif de rejet en mer des effluents hors bassin pertinent.

Le rejet en mer au lieu-dit « La Salie » est donc considéré comme étant situé en zone normale, pour laquelle les eaux entrant dans le système de collecte doivent, excepté dans le cas des situations inhabituelles dues à de fortes pluies, être soumises à un traitement biologique avec décantation secondaire ou à un traitement équivalent, avant d'être rejetées dans le milieu naturel.

Les échantillons moyens journaliers prélevés en sortie des stations d'épuration doivent respecter, par temps sec :

- soit les valeurs fixées en concentration,
- soit les valeurs fixées en rendement.

Paramètres	Concentration à ne pas dépasser	Rendement	Valeur rédhibitoire	Objectif contractuel DSP pour les STEP de La Teste de Buch et Biganos
DBO5	25 mg/l	80%	50 mg/l	
DCO	125 mg/l	75%	250 mg/l	90
MES	35 mg/l	90%	85 mg/l	20

Les contrôles : caractéristiques et résultats

L'exploitant du service, ELOA, est responsable de l'autosurveillance qui consiste à réaliser un échantillon moyen, sur 24 heures, des effluents bruts et traités à l'aide de préleveurs automatiques. La fréquence des prélèvements instantanés est proportionnelle au débit. En vertu de l'application de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015, **868 analyses des paramètres DBO5, DCO et MES** ont été effectuées sur les stations de Biganos, La Teste de Buch et Cazaux.

Nombre annuel de contrôles par station d'épuration			
Paramètres	La Teste de Buch Biganos	Cazaux	Total
DBO5	104	12	220
DCO	156	12	324
MES	156	12	324

Les résultats moyens annuels du traitement des stations d'épuration du SIBA sont présentés dans le tableau suivant.

Au-delà de cette autosurveillance, l'exploitant met en œuvre un autocontrôle qui va au-delà des contraintes réglementaires. MES et DCO sont analysés de manière quotidienne afin de vérifier la bonne marche des stations.

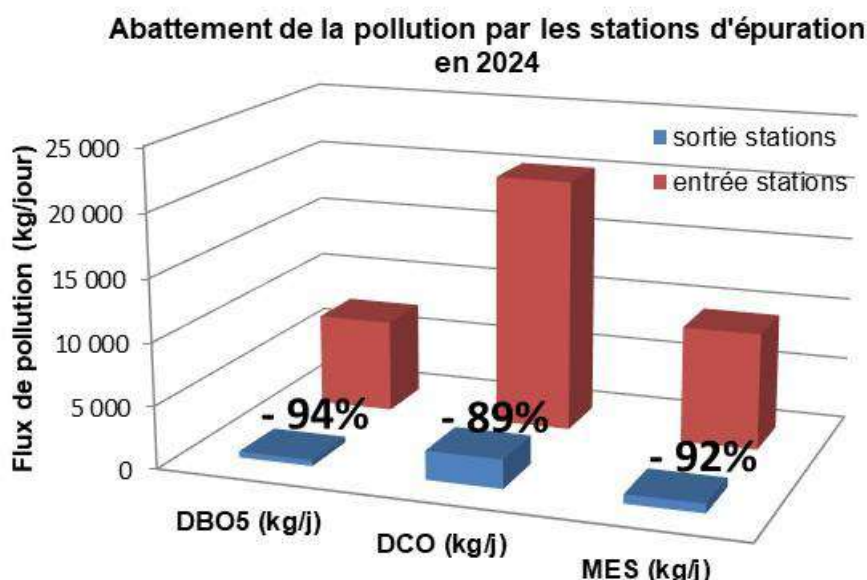
Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire du La Poste de l'Union Patronale de la Vallée

Pour renforcer ces contrôles, deux stations de mesure en continue de la qualité ont été créées par le SIBA (au niveau du poste de pompage CP et en amont du wharf). Elles permettent de surveiller en continue les paramètres susmentionnés (pH, température, conductivité, Redox, turbidité) afin de mettre en œuvre des actions correctives en cas d'évolution des mesures.

	Performance des stations d'épuration sur la base des résultats 2024 envoyés par le délégataire à la Police de l'eau			
		Biganos	La Teste de Buch	Cazaux
MES	Rendement (%)	93.7	90.6	98.4
	Concentration (mg/l)	9.6	22.4	3.0
DCO	Rendement (%)	89.0	88.1	92.3
	Concentration (mg/l)	43.2	59.8	34.0
DBO5	Rendement (%)	94.6	92.4	98.2
	Concentration (mg/l)	7.4	13.4	3.1

En moyenne, la DBO5 est abattue à hauteur de 94%, la DCO 89% et les MES 92%.



P254.3 : conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau

Step La Teste de Buch : 95%

Step Biganos : 100%

Cazaux : 100%

Au titre de l'année 2023, les 3 systèmes d'assainissement sont conformes en équipement et performance. En attente de la décision de l'Etat pour 2024

Définition : performance environnementale : préserver durablement le cadre de vie et le milieu naturel

Finalité : s'assurer de l'efficacité du traitement des eaux usées

Pourcentage de bilans sur 24 h réalisés dans le cadre de l'autosurveillance conformes à la réglementation. Un bilan est considéré comme non conforme dès qu'un paramètre ne respecte pas les objectifs de rejet.

Un bilan est composé d'analyses sur plusieurs paramètres indiqués dans l'arrêté préfectoral ou le manuel d'autosurveillance. Seuls les bilans considérés comme étant utilisables pour évaluer la conformité des rejets sont à prendre en compte dans le calcul de l'indicateur. Les bilans jugés utilisables mais montrant que l'effluent arrivant à la station est en dehors des limites de capacité de traitement de la station (en charge hydraulique ou en pollution) sont à exclure.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Rejet en mer : le wharf de la Salie

Cet émissaire est conçu pour recevoir les eaux traitées des 10 communes du Bassin et les rejeter en mer, à 800 m au large, par l'intermédiaire de 2 diffuseurs situés au niveau des fonds marins.

Le volume moyen journalier rejeté au Wharf de la Salie est de l'ordre de 60 000 m³, constitué pratiquement à parts égales d'effluent urbain et industriel.



SMURFIT KAPPA		
Arrêté préfectoral		
Paramètres	Concentration - valeurs limites	
	moyenne mensuelle (mg/l)	moyenne journalier (en mg/l)
MES	100	130
DBO5	165	240
DCO	570	740

SIBA			
Arrêtés préfectoraux			
Paramètres	Concentration		Rendement (%)
	maxi (mg/l)	réductible (en mg/l)	
MES	35	85	90
DBO5	25	50	80
DCO	125	250	75

La Salie		
Arrêté inter-préfectoral		
Paramètres	Concentration (mg/l)	Flux maxi (en kg/j)
MES	80	6 100
DBO5	150	10 000
DCO	400	30 500

Le volume rejeté en mer est la somme des volumes mesurés en continu au niveau :

- du rejet des 3 stations d'épuration,
- du rejet dans le collecteur de la station d'épuration de l'usine Smurfit Kappa.

Les effluents sont contrôlés au niveau :

- de la station de refoulement de La Teste de Buch (zone industrielle) sur un échantillon moyen 24 heures à une périodicité mensuelle avec :
 - ✓ paramètres physico-chimiques : MES, DBO5, DCO, température, pH, azote ammoniacal exprimé en N, nitrate exprimé en N, ortho-phosphate exprimé en P, azote global exprimé en N, phosphore total exprimé en P,
 - ✓ micropolluants : mercure total (Hg), cadmium total (Cd), cuivre total (Cu), zinc total (Zn), plomb total (Pb),
 - ✓ paramètres bactériologiques : Escherichia coli, Entérocoques.
- du point de rejet dans le panache de l'effluent en mer au Wharf de La Salie à une périodicité mensuelle sur un prélèvement instantané avec : paramètres bactériologiques (Escherichia coli, Entérocoques).

Les champs, proche et lointain, sont également contrôlés :

- Suivi du champ proche :
 - ✓ Localisation des points de prélèvement :
 - 1 point sur la plage au pied du Wharf,
 - 2 points sur la plage, à 200 et 400 m au Nord du wharf
 - 5 points sur la plage, au Sud, espacés de 200 m
 - ✓ Nature des analyses
 - paramètres bactériologiques : Escherichia coli, Entérocoques
 - ✓ Périodicité trimestrielle, excepté en période estivale (du 1^{er} juin au 30 septembre) où la périodicité est hebdomadaire uniquement pour le prélèvement au pied du Wharf.
- Suivi du champ lointain :
 - ✓ Localisation des points de prélèvement :
 - 1 point sur la plage centrale de Biscarosse,
 - 1 point sur la plage du Petit Nice,
 - 1 point sur la plage du Cap Ferret Océan.
 - ✓ Nature des analyses :
 - Paramètres bactériologiques : Escherichia coli, Entérocoques.
 - ✓ Périodicité : deux fois par mois en période estivale (du 1^{er} juin au 30 septembre) pour l'ensemble des points. Pour la période hivernale, d'octobre à mai, un prélèvement bactériologique mensuel effectué sur la plage centrale de Biscarosse.

Conformément aux arrêtés préfectoraux, le SIBA a mis en place une **surveillance de la présence de micropolluants** dans les eaux traitées en sortie des stations de Biganos et de La Teste de Buch qui était déjà existante avant l'obligation réglementaire.

Sont présentés dans les tableaux et documents de l'annexe 2 :

- le contrôle mensuel de la qualité des effluents rejetés en mer par rapport aux normes fixées par les arrêtés préfectoraux,
- la répartition des débits rejetés,
- le suivi des eaux de baignade, concernant le champ proche et le champ lointain.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295262312193512623126112611

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025 Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement 2024

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Les résultats des contrôles présentent deux non-conformités : en février et mars 2024, des dépassements en flux de MES ont été enregistrés. Elles s'expliquent probablement par les situations inhabituelles rencontrées à cette période qui pourraient être à l'origine de remise en suspension dans le collecteur principal.

3. Le système d'assainissement de Marcheprime et de Mios

La commune de Marcheprime a mis en service une station d'épuration à la fin des années 1970 pour traiter les effluents de 2 500 équivalents habitants. Au milieu des années 1990, la capacité du système de traitement a été augmentée à 5 000 équivalents habitants, avec notamment la création d'un bassin tampon en vue de stocker le sur-volume d'eaux usées lors d'épisode pluvieux.

Depuis 2016, la capacité de la station a été portée à 8 000 équivalents habitants. Avant infiltration dans une zone de rejet végétalisée, les eaux font l'objet d'un traitement bactéricide par UV.

La commune de Mios a mis en service une station d'épuration à la fin des années 1970 pour traiter les effluents de 2 000 équivalents habitants. Au milieu des années 1990, le système de traitement a été augmenté à 5 000 équivalents habitants.

Depuis 2013, la capacité de la station d'épuration a été portée à 10 000 équivalents habitants. Avant infiltration dans une zone de rejet végétalisée, les eaux font l'objet d'un traitement bactéricide par UV.

Ces deux systèmes d'assainissement font l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation.

P202.2B : indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées (selon l'arrêté du 2 décembre 2013)

A Plan des réseaux (15 points)	Existence d'un plan des réseaux de collecte et de transport des eaux usées mentionnant la localisation des ouvrages annexes (postes de relèvement ou de refoulement, déversoirs d'orage, ...), et s'ils existent, des points d'autosurveillance du fonctionnement des réseaux d'assainissement	10/10
	Définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux La mise à jour est réalisée au moins chaque année	5/5
B- Inventaire des réseaux (30 points)	10 points sont acquis si les 2 conditions suivantes sont remplies : 1. Existence d'un inventaire des réseaux identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage ainsi que de la précision des informations cartographiques définie en application du V de l'article R. 554-23 du code de l'environnement et, pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux , les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de collecte et de transport des eaux usées 2. La procédure de mise à jour du plan des réseaux est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux	10/10

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement 2024

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

	<p>Lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10% supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%.</p> <p>Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux</p>	5/5
	<p>L'inventaire des réseaux mentionne pour chaque tronçon la date ou la période de pose des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié (50%) du linéaire total des réseaux étant renseigné. Lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10% supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux</p>	15/15
C- Informations complémentaires sur les éléments constitutifs du réseau et les interventions sur le réseau (75 points)	Le plan des réseaux comporte une information géographique précisant l'altimétrie des canalisations, la moitié au moins du linéaire total des réseaux étant renseignée	0/10
	Lorsque les informations disponibles sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10% supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux	0/5
	Localisation et description des ouvrages annexes (postes de relèvement, postes de refoulement, déversoirs, ...)	10/10
	Existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées	10/10
	Le plan ou l'inventaire mentionne le nombre de branchements pour chaque tronçon du réseau (nombre de branchements entre deux regards de visite)	10/10
	L'inventaire récapitule et localise les interventions et travaux réalisés sur chaque tronçon de réseaux (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...)	10/10
	Mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau, un document rendant compte de sa réalisation. Y sont mentionnés les dates des inspections de l'état des réseaux, notamment par caméra, et les réparations ou travaux effectuées à leur suite.	0/10
	Mise en œuvre d'un programme pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif chiffré portant sur au moins 3 ans).	0/10
TOTAL	85 /120	

Définition : Gestion financière et patrimoniale : politique patrimoniale

Finalité : évaluer le niveau de connaissance des réseaux d'assainissement, s'assurer de la qualité de la gestion patrimoniale, et suivre leur évolution

Accusé de réception du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A8 A8
033-213305205-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement 2024

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

A noter que les modalités de calcul de cet indicateur ont fait l'objet d'une évolution réglementaire par le biais de l'arrêté du 2 décembre 2013

Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

3.A La collecte des eaux usées

Chiffres clés	Linéaire Gravitaire (m)	Linéaire Refoulement (m)	Linéaire eaux traitées	Linéaire total (m)	Nombre de postes de pompage
	64 331	18 905	602	83 838	41

P252.2 : nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau

3.8 pour 100 km de réseau

Définition : Gestion financière et patrimoniale : état et performance des installations du service

Finalité : l'indicateur donne un éclairage sur l'état et le bon fonctionnement du réseau de collecte des eaux usées à travers le nombre de points sensibles nécessitant des interventions d'entretien spécifique ou anormalement fréquentes

On appelle point noir tout point structurellement sensible du réseau nécessitant au moins deux interventions par an (préventive ou curative), quelle que soit sa nature (contre-pente, racines, déversement anormal par temps sec, odeurs, mauvais écoulement, etc.) et le type d'intervention requis (curage, lavage, mise en sécurité...) Les interventions sur la partie publique des branchements ainsi que les interventions dans les parties privatives des usagers dues à un défaut situé sur le réseau public (et seulement dans ce cas-là) sont à prendre en compte

3.B La gestion des abonnés

P251.1 : taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers

0.11 par millier d'habitants desservis

Définition : Qualité de service à l'utilisateur : continuité du service. L'efficacité environnementale est aussi visée dans la mesure où les débordements ont un impact sur le cadre de vie.

Finalité : l'indicateur mesure un nombre d'événements ayant un impact direct sur les habitants, de par l'impossibilité de continuer à rejeter les effluents au réseau public et les atteintes portées à

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement 2024

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

l'environnement (nuisances, pollution). Il a pour objet de quantifier les dysfonctionnements du service dont les habitants ne sont pas responsables à titre individuel
Liste des demandes d'indemnisations déposées avec date d'ouverture du dossier, nature du sinistre (inondation, débordement, infiltrations, refoulement) et cause présumée du sinistre

P258.1 : taux de réclamations

1,14 par millier d'abonnés

Définition : qualité de service à l'usager : amélioration de la qualité du service public
Finalité : traduction de manière synthétique du niveau d'insatisfaction des abonnés au service de l'assainissement collectif
Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'assainissement collectif, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix. Elles comprennent notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service

D202.0 : nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées

2

Entreprise Elis (blanchisserie à Lacanau de Mios)
Details&Car

3.C L'épuration des eaux usées

Les stations d'épuration sont composées :

- pour la « filière eau » d'un prétraitement (dégrillage, dessableur, déshuilage/dégraissage), d'un traitement biologique de type boues activées (bassin d'aération/décantation, clarificateur, dégazeur), d'un traitement bactéricide (UV) avant infiltration ;
- pour la « filière boues » de Marcheprie d'un silo de stockage, d'une centrifugeuse et d'une aire de stockage des boues déshydratées ;
- pour la « filière boues » de Mios d'un silo de stockage, d'une presse et d'une aire de stockage des boues déshydratées.

L'unité de traitement de Marcheprie est équipée d'un bassin tampon qui permet de recueillir le volume d'eaux usées à l'entrée de la station lorsque les arrivées sont supérieures à la capacité de traitement.

La capacité totale de traitement atteint **18 000 équivalents habitants**.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement 2024

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

D203.0 : quantité de boues issues des ouvrages d'épuration

173.7 tonnes de matière sèche

P206.3 : taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation

100 % en compostage

Cet indicateur mesure le pourcentage de la part des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation. Les filières de traitement et/ou de valorisation de ces boues peuvent être la valorisation agricole, le compostage, l'incinération, la gazéification et la décharge agréée.

3.D La réglementation et les résultats des contrôles

P203.3 : conformité de la collecte des effluents

En attente de la décision de l'Etat pour 2024

Les 2 systèmes d'assainissement (Marcheprime et Mios) sont conformes au titre de l'année 2023.

*Définition : Performance environnementale – préserver durablement le cadre de vie et le milieu naturel
Finalité : évaluer la performance de la collecte des eaux usées*

Charges moyennes reçues par station et rapport (en %) avec la capacité nominale de traitement (calculées à partir de l'autocontrôle de l'exploitant en 2024)				
	STEP de Marcheprime	%	STEP de Mios	%
<i>Création</i>	2016		2013	
<i>Capacité (Eq hab)</i>	8 000		10 000	
Volume traité (m³/j)	1316	110%	1 675	112%
<i>Volume nominal (m³/j)</i>	1 200		1 500	
DBO5 (kg/j) traitée	150	31%	287	48%
<i>DBO5 (kg/j) nominal</i>	480		600	
DCO (kg/j) traitée	399	42%	736	61%
<i>DCO (kg/j) nominal</i>	960		1 200	
MES (kg/j) traitées	212	29%	353	39%
<i>MES (kg/j) nominal</i>	720		900	
NTK (kg/j) traités	60.2	50%	108	77%
<i>NTK (kg/j) nominal</i>	120		140	
P (kg/j) traités	6.5	20%	10.6	42%
<i>P (kg/j) nominal</i>	32		25	

Performance des stations d'épuration sur la base des résultats 2024 envoyés par le délégataire à la Police de l'eau			
		Marcheprime	Mios
MES	Rendement (%)	98	99
	Concentration (mg/l)	4.3	2.8
DCO	Rendement (%)	91	94
	Concentration (mg/l)	32.9	30.2
DBO5	Rendement (%)	97	98
	Concentration (mg/l)	3.9	3.6
Ntk	Rendement (%)	83	95
	Concentration (mg/l)	9.7	3.4
Pt	Rendement (%)	88	89
	Concentration (mg/l)	0.8	0.8

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement 2024

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

P254.3 : conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau

100% pour Mios

100% pour Marcheprime

Au titre de l'année 2023, les 2 systèmes d'assainissement sont conformes en équipement et performance. En attente de la décision de l'Etat pour 2024.

*Définition : performance environnementale : préserver durablement le cadre de vie et le milieu naturel
Finalité : s'assurer de l'efficacité du traitement des eaux usées*

Pourcentage de bilans sur 24 h réalisés dans le cadre de l'autosurveillance conformes à la réglementation. Un bilan est considéré comme non conforme dès qu'un paramètre ne respecte pas les objectifs de rejet.

Un bilan est composé d'analyses sur plusieurs paramètres indiqués dans l'arrêté préfectoral ou le manuel d'autosurveillance. Les paramètres qui font l'objet d'une évaluation sur une période autre que le bilan 24 h sont exclus (par exemple les paramètres jugés sur une moyenne annuelle). Seuls les bilans considérés comme étant utilisables pour évaluer la conformité des rejets sont à prendre en compte dans le calcul de l'indicateur. Les bilans jugés utilisables mais montrant que l'effluent arrivant à la station est en dehors des limites de capacité de traitement de la station (en charge hydraulique ou en pollution) sont à exclure. Parmi les bilans retenus, nombre de bilans jugés conformes d'après l'arrêté préfectoral ou par défaut selon les règles d'évaluation de la conformité identifiées avec la Police de l'eau et transcrites dans le manuel d'autosurveillance.

4. La surveillance de l'environnement

Le Bassin d'Arcachon, zone sensible

Le rendement du couple réseau d'assainissement - stations d'épuration est essentiel. En fait, le SIBA est soumis à un double objectif :

- **protéger la mer intérieure que constitue le Bassin d'Arcachon**, en s'assurant du bon fonctionnement des systèmes de collecte,
- et **préserver la qualité du rejet en mer** par la fiabilité du fonctionnement des stations d'épuration.

Dans un souci d'efficacité du contrôle de ses systèmes d'assainissement, le SIBA réalise un contrôle de la qualité bactériologique des eaux de baignade et pilote des études visant à mesurer l'incidence des rejets sur le milieu naturel.

La surveillance des eaux de baignade

La mise en place d'un réseau de contrôle de la qualité bactériologique des eaux de baignade, à l'initiative du Ministère de la Santé depuis la saison estivale 1977, permet de **démontrer à ce jour l'efficacité du système d'assainissement** mis en œuvre autour du Bassin, qui concourt à l'obtention d'un milieu favorable à la pratique de l'ostréiculture et des activités de baignade. En effet,

Accusé de réception du document : 033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement 2024

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

les résultats de ces contrôles (disponibles sur le site internet du SIBA) démontrent qu'il a fallu plus de 15 années de travaux pour supprimer les différents points noirs, sources de pollution.

La surveillance du milieu naturel

Le SIBA, toujours vigilant au regard de l'impact des rejets sur l'environnement et également soucieux de répondre aux questionnements des professionnels et usagers du plan d'eau, pilote différentes études à vocation environnementale. Le site internet du SIBA propose ainsi une bibliothèque des études réalisées.

P255.3 : indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées

Le réseau du SIBA ne comporte aucun déversoir d'orage.

Au regard de la pluviométrie exceptionnelle subie durant l'hiver 2023 / 2024, le SIBA et son délégataire ELOA se sont rapprochés de la DDTM – police de l'eau afin d'identifier les points de déversement liés à cet événement. Puis le SIBA a déposé une demande sous forme de porter à connaissance (PAC) afin de solliciter la création d'ouvrages d'évacuation conformément à la réglementation. Ces éléments seront détaillés dans la prochaine édition du rapport annuel relative à l'exercice 2025.

Performance environnementale : protection de la qualité des milieux récepteurs

Finalité : l'indicateur mesure le niveau d'investissement du service dans la connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux d'assainissement, en temps sec et en temps de pluie (hors pluies exceptionnelles)

Définition : indice de 0 à 120 attribué selon l'état de la connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux d'assainissement en relation avec l'application de l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement

5. Le pôle de recherche

Le SIBA a souhaité développer un partenariat technique et scientifique sous la forme d'un pôle de recherche, dirigé par un comité de pilotage conjoint avec le Délégué.

Le contrat de délégation de service public vient cadrer cette collaboration. Ses objectifs sont l'acquisition de connaissances, l'amélioration des procédés et/ou l'amélioration du système d'assainissement en lui-même.

Le Délégué et le SIBA apportent une dotation annuelle de 100 k€ chacun pour financer des actions concrètes qui se déclinent sur plusieurs années. Certaines d'entre elles sont présentées en suivant.

Expertise vidéo des rejets au wharf

Une caméra située au bout du Wharf surveille en continu le rejet. Des algorithmes de traitement des images font l'objet d'un développement permanent afin de détecter toute variation du panache

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025
Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement 2024

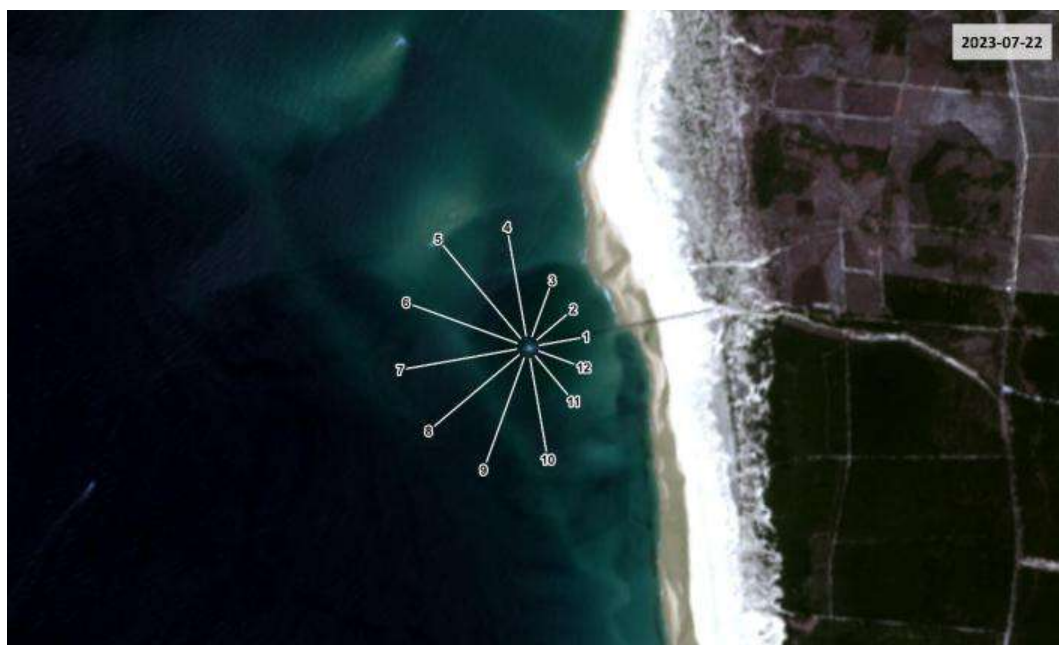
Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

(turbidité, présence de mousse, etc.). Si une variation est détectée, elle entraîne des investigations immédiates avec, notamment, l'analyse de différents paramètres de l'effluent en amont du wharf afin de comprendre l'origine de ce changement d'état.

Les barres sédimentaires à proximité immédiate du wharf peuvent gêner le bon écoulement au niveau de l'exutoire. Leur dynamique est un processus complexe lié à la dynamique du banc d'Arguin et aux chenaux d'évacuation et de remplissage du Bassin d'Arcachon.

En 2024, les efforts de recherche ont principalement été consacrés :

- au développement d'une alarme de répétabilité des événements quand des épisodes de mousses ou de turbidité se succèdent dans la journée. En effet, l'étude de l'ensemble des alarmes reçues indique qu'il est difficile de mettre en lien un événement ponctuel à l'exutoire avec une possible modification de paramètres en amont.
- au développement d'algorithmes qui détectent la position des barres sédimentaires dans un rayon d'environ 4km autour de l'exutoire. L'algorithme développé à ce stade de l'étude semble suffisamment robuste pour analyser leur dynamique à grande échelle mettant en avant l'hypothèse d'un caractère cyclique de ces migrations. Dès lors, la mise en place d'un outil de détection automatique des distances de barre à l'exutoire semble pertinente.



Analyse des passe-débites

Les « passes débits » récupèrent les eaux de ruissellement de temps secs dans le réseau d'eaux usées. En cas de pluie, l'écoulement vers le réseau d'eaux usées est stoppé. Ces ouvrages sont présents uniquement sur la commune d'Arcachon et font l'objet d'un suivi particulier afin d'assurer leur bon fonctionnement. Dans le cadre du pôle de recherche, des analyses sont menées afin de s'assurer que leur utilité est toujours réelle.

En 2024, le suivi du passe débit Boron a mis en évidence des concentrations anormalement élevées en Escherichia coli. Une investigation du réseau amont a ainsi été déclenchée et se poursuit en 2025.

Accusé de réception en préfecture de la Gironde
033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement 2024

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

De plus, cet ouvrage pouvait entraîner des mises en charge dans le réseau pluvial en cas de pluies importantes. Il a donc été décidé de supprimer le muret gênant la section de l'ouvrage.



Muret Boron



Simplification du muret Boron

OPALINE C+ : traitement des micropolluants et REUT

Depuis 2018, le pôle de recherche mène des travaux sur le traitement des micropolluants en sortie de la station d'épuration de Biganos avec la technologie OPALINE. Ce procédé est un système hybride qui combine l'ozonation, le procédé de charbon actif en poudre et le procédé membranaire d'ultrafiltration. Il s'agit d'un traitement d'affinage complémentaire aux traitements biologiques conventionnels.

Ainsi, des essais pilotes et des campagnes d'analyses ont été réalisés pour performer le traitement tertiaire d'effluents et l'élimination de micropolluants.

Le SIBA réfléchit depuis des années aux opportunités de réutilisation des eaux usées traitées (REUT). Le pilote produit environ 100 m³/jour d'une eau d'excellente qualité. En application du cadre réglementaire qui prévoit de nouveaux usages, une cuve de stockage de 40 m³ directement alimentée par le perméat d'OPALINE C+, et dont le volume est renouvelé deux fois par jour, a été installée à l'entrée de la station d'épuration de Biganos.

Conformément à l'arrêté préfectoral n°SEN/2023/12/08-177 du 22 décembre 2023, les usages autorisés pour cette eau traitée sont les suivants :

- Le nettoyage avec jet haute pression des équipements et matériels d'exploitation de la station d'épuration ;
- Le lavage des véhicules professionnels du SIBA et d'ELOA ;
- L'arrosage de trois ronds-points ;
- Le nettoyage des voiries ;
- L'hydrocurage des réseaux d'assainissement.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement 2024

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Le succès de cette action et les demandes des usagers ont conduit la signature en avril 2025 d'un nouvel arrêté n° SEN/2025/08/09-278 autorisant les arrosages de deux ronds-points supplémentaires, du cimetière de la commune de Biganos, et autorisant également l'utilisation des eaux usées traitées pour les opérations d'hydrocurage du réseau d'assainissement.

COVID et eaux usées

Mapping Température

Une nouvelle action a été créée en 2024 concernant l'analyse des données températures à disposition ou à acquérir sur les postes ceinturant le Bassin d'Arcachon. Un objectif double se dessine à travers l'analyse des données. Le lien entre l'augmentation des températures et l'H2S étant parfaitement reconnu, des postes plus ou moins sensibles seront ainsi mis en évidence. Enfin, l'interprétation des données pourrait mettre en lumière de possibles entrées d'eaux claires parasites.

6. Les opérations d'investissement sous maîtrise d'ouvrage du SIBA : bilan 2024

Le SIBA assure la maîtrise d'ouvrage de toutes les opérations de création d'ouvrages neufs et de « gros » renouvellement, ainsi que la maîtrise d'œuvre de l'ensemble de ces opérations.

Des investissements importants pour assurer la pérennité des ouvrages

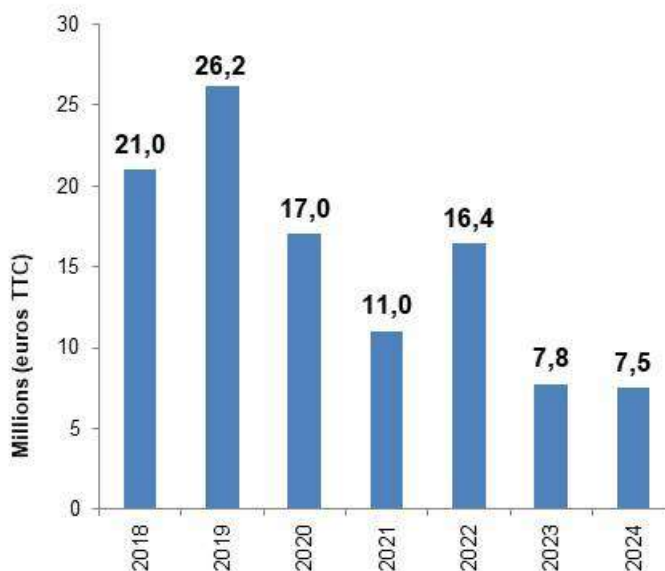
Le SIBA assure la maîtrise d'ouvrage des travaux neufs sur les stations d'épuration, des travaux de renouvellement et d'extension des réseaux, des travaux de raccordement au réseau public (hors raccordement des habitations domestiques classiques réalisées par les délégataires).

(Les travaux réalisés sous maîtrise d'ouvrage des exploitants sont présentés dans le rapport annuel des délégataires. Les travaux de renouvellement ainsi engagés s'élèvent à 1.3 M€ TTC).

Depuis 2018, le SIBA investit en moyenne chaque année 15.3 M€ TTC pour assurer la pérennité des ouvrages.

La répartition des investissements est présentée dans les graphes suivants (source : comptes administratifs).

Montants investis par le SIBA



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

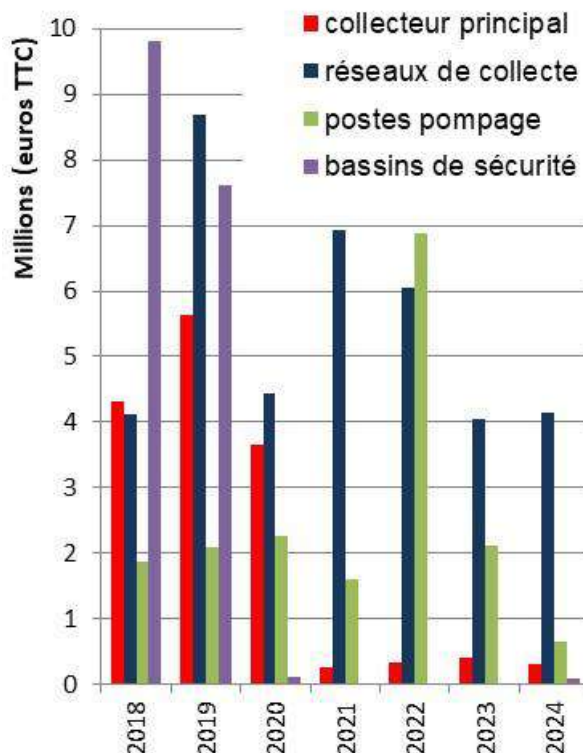
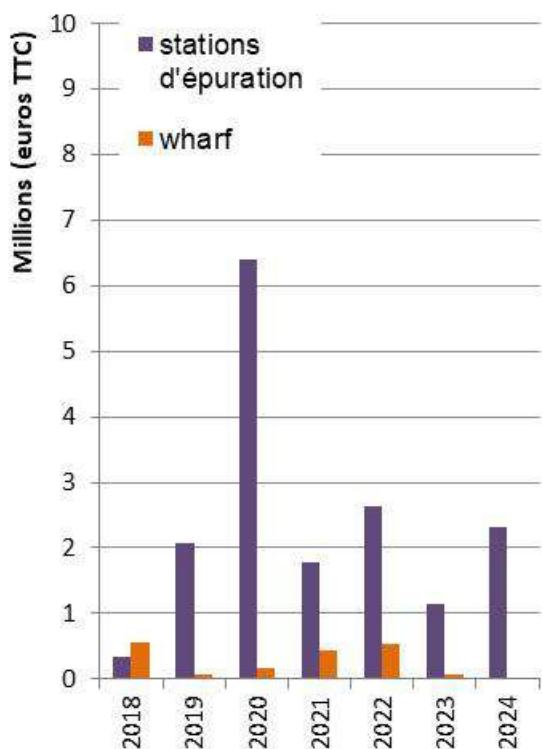
033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025
Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement 2024

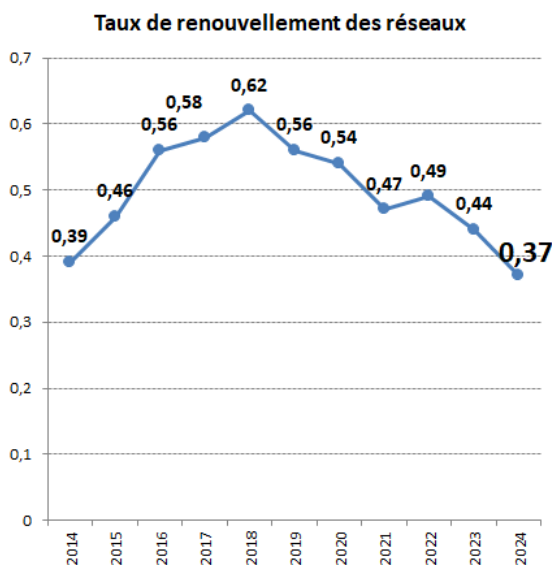
Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



Depuis 2018, parmi les investissements les plus conséquents qui expliquent l'augmentation significative des sommes engagées : le renouvellement d'un linéaire important du collecteur principal, la construction du bassin de sécurité de Lagrua, la création de la méthanisation, le renouvellement du poste de pompage SKCP et l'augmentation de la capacité de la station d'épuration de Cazaux. En 2024, la construction de la station d'épuration de Lacanau de Mios a également débuté.

Sont présentées en suivant les principales opérations d'investissement de l'année 2024, au cours de laquelle **3 031 mètres de réseaux ont été renouvelés**.

Le taux moyen de renouvellement (calculé sur la base des 5 dernières années) **atteint 0,37% en 2024**. 4 500 mètres renouvelés en moyenne chaque année durant les 5 derniers exercices.



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement 2024

Publication : 19/12/2025
Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

P253.2 : taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées

0.37 %

Le taux moyen de renouvellement a été calculé sur la base des années 2020 (5 054 m), 2021 (4 869 m), 2022 (7 671 mètres), 2023 (1 871 mètres) et 2024 (3 031 mètres) soit une moyenne de 4 500 mètres renouvelés chaque année pour un linéaire total de 1 232 km au 31/12/2023 (1 148 km pour les 10 communes et 84 km pour Marcheprime et Mios).

Dimension développement durable

Gestion financière et patrimoniale : maintien de la valeur du patrimoine de la collectivité

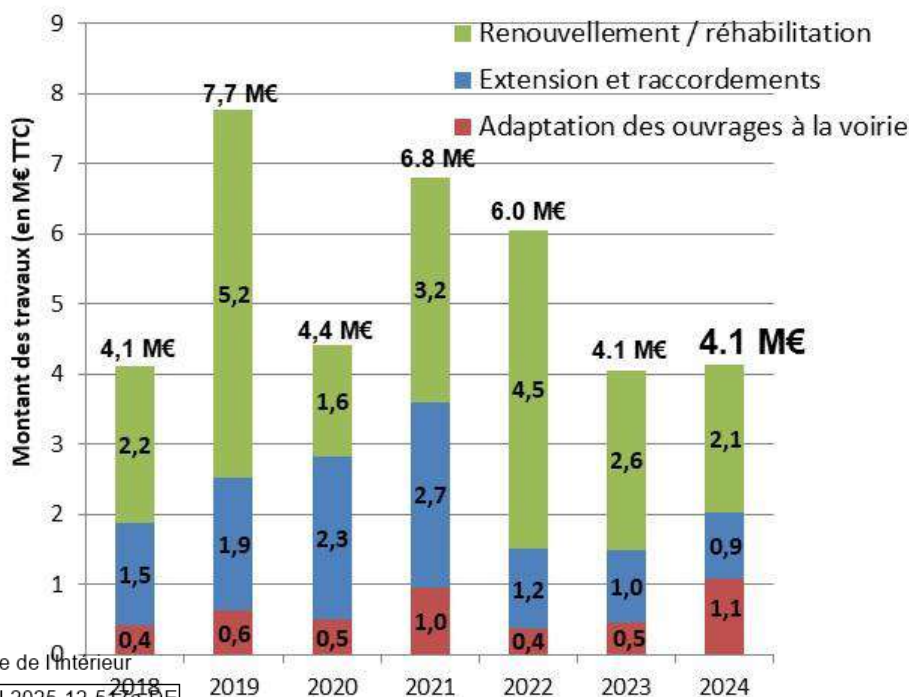
Finalité : compléter l'information sur la qualité de la gestion patrimoniale du service donné par l'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées

Réseaux secondaires : les principaux travaux d'investissement

Le SIBA assure la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre en interne des travaux d'extension et de rénovation du réseau, ainsi que les travaux d'adaptation des ouvrages à la voirie (mise à la côte des regards de visite et des boîtes de branchement selon les travaux de voirie engagés par les communes).

En 2024, **un montant global de 4.1 M€ TTC** a été réalisé (hors postes de pompage).

Les travaux sur les réseaux secondaires - € TTC (hors poste de pompage) - source : comptes administratifs



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire



Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement 2024

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Travaux sur le collecteur principal

Renouvellement du puits de la Cabane d'Arnaud Collecteur Sud Ø1500		La Teste de Buch
Descriptif	<p>À la suite des incendies survenus durant l'été 2022, le puits d'accès situé à la Cabane d'Arnaud, implanté sur le collecteur principal Sud Ø1500, a subi d'importants dommages structurels. Après l'achèvement des travaux forestiers de sécurisation, le SIBA a engagé une opération de remplacement de cet ouvrage, motivée par des impératifs de sécurité et de maintien de la fonctionnalité du réseau.</p> <p>Consistance des travaux :</p> <ul style="list-style-type: none">• Déconstruction et évacuation de l'ouvrage existant• Fourniture et mise en œuvre d'un puits d'accès neuf adapté au site et aux contraintes du réseau• Remblaiement compacté conforme aux prescriptions techniques en vigueur• Repose des ganivelles de protection périphérique	
Coût : 83 k€ HT Entreprise : SOBEBO		Période : janvier – mars 2024
 <p>Dépose de l'ancien ouvrage</p>		 <p>Nouveau puits</p>

Page 369/439

Chaîne d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A8 A8
Publié le : 19/12/2025
Par : DAVET Patrick
Document certifié conforme à l'original
<http://publiad.fr/documentPublic844435>

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement 2024

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Déconstruction de la station de pompage CP	Biganos
--	---------

Descriptif

À la suite de la mise en service de la nouvelle station de pompage CP2 en juin 2023, le SIBA a engagé la déconstruction complète des installations obsolètes de la station « CP FACTURE ». Cette opération comprend la démolition totale de l'ancienne station, le démantèlement partiel du collecteur aérien en béton armé DN1200, ainsi que la suppression de la cheminée d'équilibre attenante.

Consistance des travaux :

- Déconstruction des superstructures (bâtiments, charpentes, couvertures) de la station CP FACTURE
- Dépose et évacuation des équipements électromécaniques et hydrauliques existants
- Démolition des ouvrages en infrastructure : voiles en béton armé, canaux de dessablage, chambres de vannes, etc.
- Démantèlement de l'ancienne cheminée d'équilibre associée au collecteur principal
- Démolition de la conduite gravitaire aérienne Ø1200 mm en béton armé, située entre les ouvrages CP et CP2

Coût : 208 k€ HT

Entreprise : GEA BASSIN

Période : janvier – mars 2024



Démolition des voiles et ouvrages hydrauliques



Déconstruction de la cheminée d'équilibre

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement 2024

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Descriptif

Le collecteur principal d'assainissement du Nord Bassin présente plusieurs points d'injection d'eaux usées, notamment au niveau du poste de pompage n°001 dit « Le Bourgeon ». Dans le cadre de l'optimisation hydraulique et du suivi des apports sur cet ouvrage structurant, le SIBA a installé un débitmètre. Cet équipement permet une quantification précise des volumes injectés, d'affiner la connaissance des charges hydrauliques transitant dans le collecteur, et de renforcer le pilotage global du système d'assainissement.

Consistance des travaux :

- Mise en place d'un débitmètre DN 250
- Mise en place d'un afficheur déporté dans l'armoire existante
- Terrassement et réfection
- Mise en place d'un regard de visite pour accueillir le débitmètre
- Fourniture et pose des fourreaux de jonction regard débitmètre / armoire
- Programmation

Coût : 36 k€ HT

Entreprise : SOBEBO

Période : octobre 2024



Raccordement amont



Raccordement aval

Travaux sur les stations d'épuration

Création d'une station d'épuration à Lacanau de Mios		Mios
Descriptif	<p>Objectif : augmenter les capacités de traitement de la commune de Mios</p> <p>Les perspectives d'évolution démographique de la commune de Mios ont conduit la commune et le SIBA à s'interroger sur les différentes solutions d'adaptation du système. La création d'une unité de traitement à Lacanau de Mios a été la solution retenue. Les travaux ont débuté en octobre 2024 avec une fin programmée en septembre 2025 (marché de conception réalisation).</p> <p>Données principales :</p> <ul style="list-style-type: none">• Capacité de traitement de 5 500 EH / 825 m³/j• Process de boues activées en aération prolongée• Désinfection du rejet toute l'année• Unité de traitement pour la REUT (ultrafiltration) à hauteur de 400 m³/j• Rejet des effluents traités par infiltration• Création d'une ferme solaire destinée à l'autoconsommation de la station : 167 kWc soit 70% des besoins théoriques	
	<p>Coût : 5.91 M€ HT</p> <p>Entreprises : OPURE / ETCHART / DUBREUILH / BRUNO JACQ / EGIS / GCIS / CPROM</p>	<p>Période : 2023 à 2025</p>
		
Travaux – le 12 mars 2025		

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement 2024

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Descriptif

L'ensemble des bâches de servitudes (boues, eaux sales, sables et graisses) de la station d'épuration de La Teste a fait l'objet d'une réhabilitation comprenant : la reprise des bétons, un renforcement structurel, la mise en œuvre d'un micro-mortier, ainsi que l'application d'un complexe de protection contre les agressions liées à l'hydrogène sulfuré (H₂S).

Au cours de cette intervention, une migration d'eau a été constatée à travers la dalle et les voiles, en provenance des ouvrages Densadeg® implantés au-dessus des bâches de servitudes. Afin d'assurer la pérennité du nouveau revêtement, il a été décidé de procéder à la réalisation d'un cuvelage étanche des Densadeg®, visant à supprimer les infiltrations d'eau dans les bétons et à renforcer la protection contre les attaques chimiques induites par le H₂S.

Consistance des travaux :

- Dépose et stockage des équipements existants
- Préparation soignée des supports béton (décapage, nettoyage, ouverture de fissures)
- Traitement des aciers apparents et des fissurations structurelles
- Réagréage des surfaces pour régularisation des supports
- Mise en œuvre d'un système d'étanchéité adapté à l'environnement H₂S
- Repose et raccordement des équipements déposés

Coût : 1 037 k€ HT

Entreprises : ETANDEX - OPURE

Période : 2024 - 2026



Dépose des équipements



Mise en œuvre d'un système d'étanchéité adapté à l'environnement H₂S

Travaux sur les réseaux secondaires

Réhabilitation des bâches des postes de pompage

Descriptif

Objectif : réhabilitation d'ouvrages

Le réseau d'assainissement des eaux usées desservant le territoire du Bassin d'Arcachon comprend 462 postes de pompage. Le SIBA programme chaque année des opérations de réhabilitation des bâches par cuvelage avec entoilage entre deux couches de résine.

Ce procédé de rénovation accroît la durabilité des ouvrages tout en les protégeant efficacement contre les phénomènes de corrosion induits par la production de sulfure d'hydrogène (H₂S).

Consistance des travaux :

- Préparation et nettoyage des surfaces ;
- Traitement des aciers apparents et des fissures ;
- Ragréage complet des parois ;
- Application du revêtement d'étanchéité avec entoilage ;
- Traitement des points singuliers (pénétrations, angles, percements, arrivées de canalisations).

Liste des postes de pompage concernés :

- Andernos les Bains : Poste 212 « Allègre »
- Arès : Poste 105 « Paradis 6 »
- Gujan-Mestras : Poste 752 « Haurat »
- La Teste-de-Buch : Poste 859 « Firmament »
- Lège-Cap Ferret : Poste 008 « VVF »

Coût : 55 k€ € HT

Entreprise : ETANDEX

Période : 2024



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218 DEL 2025-12-31 14:57
Réhabilitation de la bâche du poste de pompage du « HAURAT » à Gujan-Mestras

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement 2024

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Descriptif

Objectif : renouvellement du réseau public d'assainissement des eaux usées et optimisation hydraulique

Le poste de refoulement des eaux usées « 105 – PARADIS 6 » évacue les effluents d'une zone résidentielle, amenée à s'agrandir. Il a été créé en 1978. Sa conduite d'évacuation en PVC pression Ø160 a été posée dans l'emprise d'une propriété privée. L'exutoire du poste de pompage se situe rue Antoine WATTEAU, dans le réseau de collecte du poste de pompage « 10A Arès gare », après avoir croisé une conduite en gravitaire, du même bassin de collecte.

Le SIBA a décidé de renouveler cette canalisation de refoulement pour la positionner le long de la piste cyclable et la raccorder sur le collecteur en Ø 200 mm avenue Léonard de VINCI, via une parcelle communale. Ces travaux visent, à réduire les pertes de charges du réseau existant, optimiser le fonctionnement des pompes du poste de pompage associé « 105-Paradis 6 » et régulariser le tracé en partie publique pour faciliter l'exploitation.

Consistance des travaux :

- Pose d'une nouvelle nourrice, dans l'alignement du nouveau refoulement
- Pose de 305 mètres linéaires de canalisation en PEHD DN 160 PN 16
- Raccordement amont et aval de la conduite de refoulement
- Réfection à leur état d'origine des voiries et espaces verts

Coût : 77 k€ HT

Entreprise : DUBREUILH

Période : janvier à avril 2024



Vue de la chambre à vannes



Vue de la tranchée

Descriptif

Renouvellement du poste 604 Chiquoy		Le Teich
Descriptif	Objectif : renouvellement de poste de pompage des eaux usées Le poste de refoulement des eaux usées 604-Chiquoy se situe au niveau du 63 allée de Chiquoy sur la commune du Teich (33470). Au regard de son état de vieillissement, ce poste a été renouvelé. Consistance des travaux : <ul style="list-style-type: none">• Construction du nouveau poste de pompage et ses équipements à proximité du poste existant ainsi que de sa chambre à vannes• Pose des canalisations à écoulement gravitaire transportant les effluents jusqu'au poste• Pose de la conduite de refoulement raccordant le nouveau poste au réseau existant• Opérations de raccordements• Dépose, évacuation et élimination de l'ancien poste de pompage• Aménagements périphériques du poste (intégration paysagère)	
	Coût : 83 k€ HT Entreprise : Chantiers d'Aquitaine	Période : mai 2024 à avril 2025

Renouvellement des postes 601-Canteranne et 602-Canteranne bis		Le Teich
Descriptif	Objectif : renouvellement de poste de pompage des eaux usées Les postes de pompage des eaux usées 601 « Canteranne » et 602 « Canteranne bis » se situent au niveau du 1 allée de Canteranne au Teich. Au regard de leur état de vieillissement, ces deux ouvrages ont été renouvelés au profit d'un seul ouvrage. Consistance des travaux : <ul style="list-style-type: none">• construction du nouveau poste y compris les équipements à proximité des postes existants• pose des canalisations à écoulement gravitaire transportant les effluents jusqu'au nouveau poste ainsi que les regards de visite• pose de la conduite de refoulement raccordant le nouveau poste au réseau existant• opérations de raccordements définitifs au nouveau poste de pompage• dépose, évacuation et élimination de l'ancien poste de pompage• aménagements périphériques du poste (accès, intégration paysagère)	
	Coût : 143 k€ HT Entreprise : Chantiers d'Aquitaine	Période : mai 2024 à avril 2025

Descriptif

Le SIBA a réalisé des travaux de renouvellement et de redimensionnement du collecteur et des branchements d'eaux usées associés afin d'améliorer sa structure hydraulique. Ce chantier a également été couplé avec des travaux de modification du réseau d'eaux pluviales situés au niveau du carrefour.

Consistance des travaux :

- Pose d'une canalisation PP_SN10 D200 mm (linéaire d'environ 315ml)
- Construction de 15 canalisations de branchement PP_SN10 DN160mm (linéaire cumulé d'environ 100 ml)
- Construction de 8 regards de visite BA_DN800mm et 24 regards de branchements DN315mm
- Réfection en enrobé à chaud d'environ 700 m²

Coût : 437 k€ HT

Entreprise : SADE

Période : octobre 2024 à avril 2025

7. Données financières

7.A Les tarifs de la redevance assainissement collectif

7.A.1 Les composantes du tarif

L'abonné reçoit, chaque année, deux factures de la part du gestionnaire du service public de l'eau potable. Chaque facture comprend une **part eau potable** et une **part assainissement**.

Ainsi, l'abonné paye l'assainissement en même temps que l'eau, sur la base de la consommation d'eau potable. Le gestionnaire de l'eau potable reverse les sommes correspondantes au SIBA et à la société exploitante de l'assainissement ELOA.

Le tarif de l'assainissement pour l'ensemble des abonnés du SIBA est présenté dans le tableau ci-avant. Il comprend :

- **une part revenant au SIBA**, décomposée en une part fixe (due quel que soit le volume consommé) et une part variable basée sur la consommation d'eau potable. Ce tarif fait l'objet d'une délibération annuelle du SIBA, les recettes correspondantes permettent de financer tous les travaux qui incombent directement au SIBA, à savoir les travaux d'investissement relatifs au système d'assainissement.
- **une part revenant au délégataire**, décomposée en une part fixe (due quel que soit le volume consommé) et une part variable basée sur la consommation d'eau potable. Ce tarif est un élément contractuel de la délégation de service public, il est révisé chaque année selon une formule de révision, également contractuelle et vérifiée par les services du SIBA. Les recettes correspondantes permettent de financer l'exploitation et l'entretien des ouvrages qui ont été confiés au délégataire par le SIBA,
- **une redevance Agence de l'eau Adour Garonne** : jusqu'au 31 décembre 2024, l'Agence de l'eau fixe le montant et prélève auprès de chaque usager une redevance « modernisation des réseaux de collecte ». L'Agence redistribue les recettes correspondantes sous forme de subventions à l'attention des collectivités selon sa politique de financement. Ainsi, cette redevance finance la construction et l'amélioration des réseaux d'assainissement et permet de réduire l'impact du rejet des eaux usées sur l'environnement. Une note d'information de l'Agence de l'Eau Adour Garonne est jointe en annexe 3.
A compter du 1^{er} janvier 2025, l'Agence de l'eau a modifié ce dispositif. Dorénavant, le SIBA est le redevable d'une redevance globale à l'échelle du territoire, dite « redevance pour performance des systèmes d'assainissement collectif » et il en répercute le montant global auprès de chaque usager via un supplément de prix au m³ d'eau assaini. Ce supplément correspond au montant de la redevance estimé par le SIBA, divisé par le volume assaini facturé aux usagers. Il est fixé par délibération du SIBA.

- **Une part TVA, qui relève de l'Etat.**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement 2024

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

7.A.2 Le tarif – 10 communes riveraines

	10 communes		10 communes		
Prix unitaires et montant de la facture pour une consommation de 120 m ³	au 01/01/2024		au 01/01/2025		
	prix unitaire	montant	prix unitaire	montant	
Part délégataire					
abonnement (€ HT)		13,78		13,54	
consommation (€ HT / m ³) 120	1,037	124,44	1,019	122,28	
Total délégataire		138,22		135,82	-1,74%
Part SIBA					
abonnement (€ HT)		44,50		44,50	
consommation (€ HT / m ³) 120	0,530	63,60	0,550	66,00	
consommation (€ HT / m ³) - 200 < V < 500 m ³	0,750		0,750		
consommation (€ HT / m ³) - 500 m ³ < V	0,830		0,830		
Total SIBA	0,901	108,10	0,921	110,50	2,22%
Part délégataire + SIBA	2,05	246,32	2,05	246,32	0,00%
Organismes publics (Agence de l'eau)					
Redevance performance 120	0,250	30,00	0,105	12,60	-58,00%
Total assainissement - € HT	2,30	276,32	2,16	258,92	
TVA	0,23	27,63	0,22	25,89	-6,30%
Total assainissement - € TTC		303,95		284,81	
Cout unitaire (€ TTC/ m ³) (facture 120 m ³)		2,533		2,373	-6,30%

Le tarif global enregistre une baisse de 6.3% en raison de la baisse de la redevance Agence de l'Eau dont le mode de calcul a été refondu en 2025.

D204.0 : 10 Communes - prix TTC du service au m³ pour 120 m³

2.37 € TTC au 1^{er} janvier 2025

Page 382/439

Chaine d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A7

Publié le : 19/12/2025

Par : DAVET Patrick

Document certifié conforme à l'original

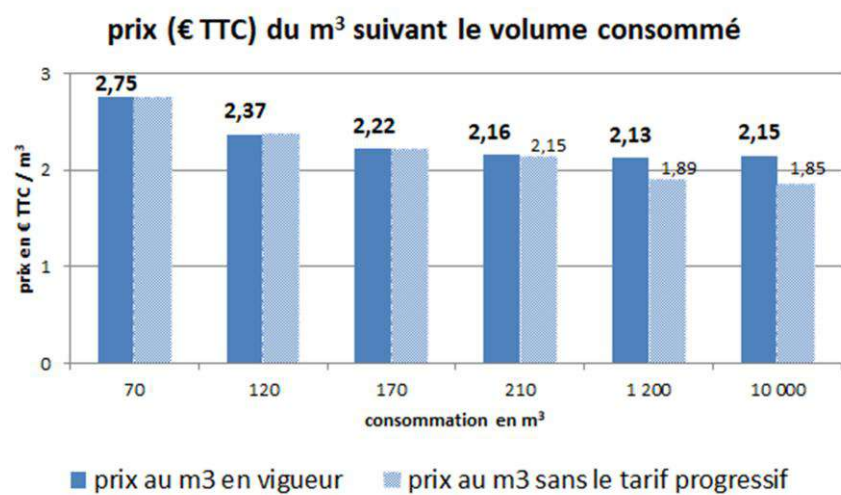
Publication : 19/12/2025

http://publiact.fr/documentPublic/84435

Le tarif de l'assainissement en fonction du volume consommé

La part variable du tarif du SIBA - 10 communes riveraines augmente en fonction du volume consommé. Alors qu'elle s'élève à 0.550 €HT/m³ jusqu'à 200 m³, elle augmente ensuite à 0.750 €HT/m³ pour un volume consommé compris entre 200 et 500 m³, pour atteindre 0.830 €HT/m³ au-delà de 500 m³. Cette progressivité du tarif a pour objectif d'inciter les économies d'eau.

Sur le graphique présenté ci-contre, sous l'effet de la part fixe, le prix unitaire s'élève à 2.75 € TTC/m³ pour une consommation de 70 m³ contre 2.22 € TTC pour une consommation de 170 m³.

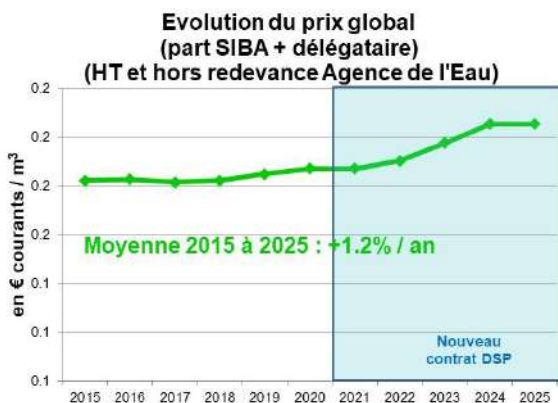
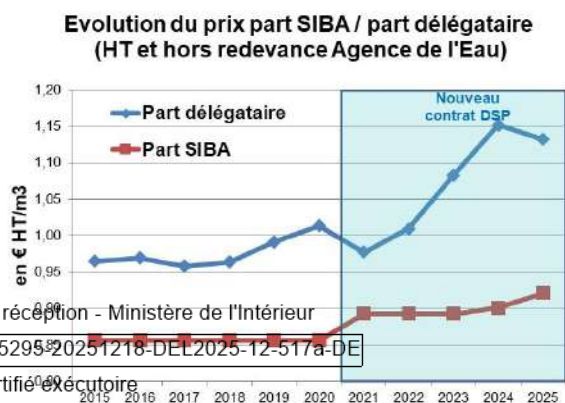


Pour des consommations plus importantes, ce prix unitaire s'affiche à 2,13 € TTC/m³ pour une consommation de 1200 m³, alors qu'il « aurait été » de 1.89 € TTC/m³ sans la mise en œuvre du tarif progressif, soit une augmentation incitative du tarif de 13% dans ce cas.

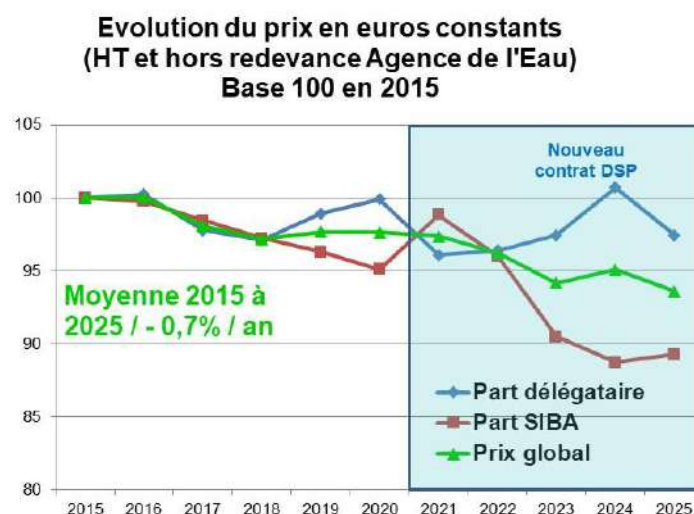
L'évolution du prix de l'assainissement – 10 communes riveraines

En euros courants :

- le **prix global (SIBA + délégataire) a connu une augmentation moyenne annuelle de 1.2 % de 2015 à 2025**. Cette augmentation est nettement plus marquée sur les exercices 2022 à 2024 frappés par une inflation beaucoup plus forte qui s'est traduite par une nette augmentation des coefficients de révision contractuels du tarif du délégataire.

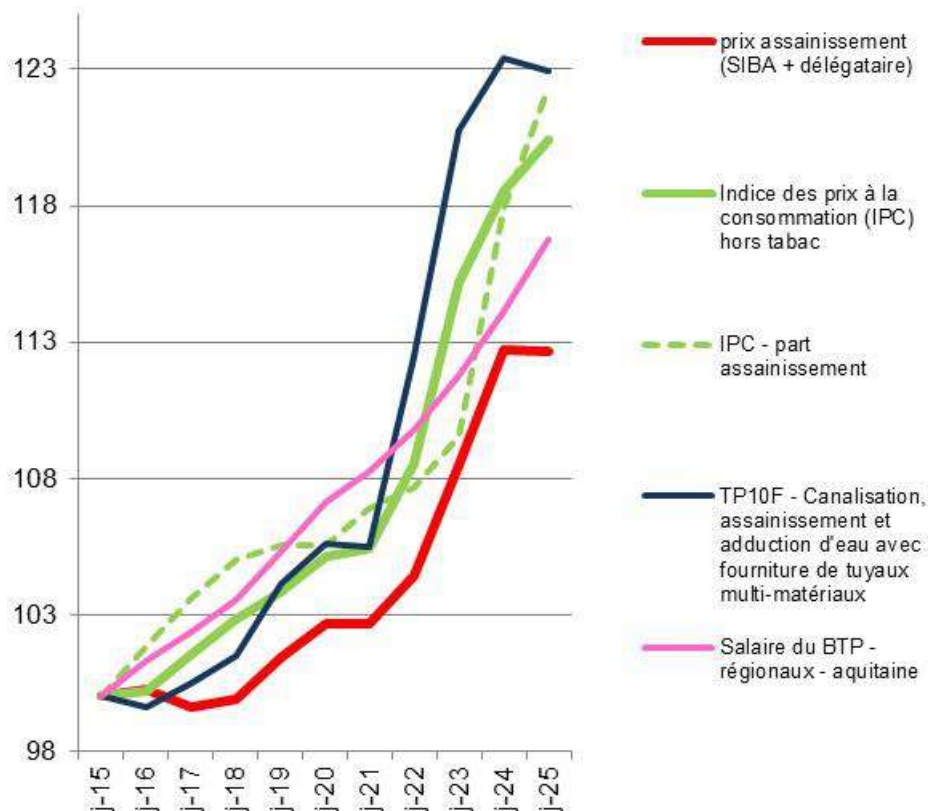


En euros constants (soit une neutralisation des effets de l'inflation par rapport à l'indice des prix à la consommation hors tabac) : le prix global (redevance SIBA et redevance délégataire) **a baissé chaque année en moyenne de 0.7% depuis 2015, soit une baisse cumulée de 4.9%.**



De plus, **les charges d'exploitation du service de l'assainissement ont subi une augmentation plus forte que l'inflation hors tabac**. En effet, l'évolution de l'inflation hors tabac n'est pas corrélée avec l'évolution du niveau des charges d'un service de l'assainissement. Le graphe suivant montre par exemple que l'indice TP10F (canalisation) a subi des progressions plus fortes que l'inflation hors tabac (« IPC hors tabac ») depuis 2015.

Evolution du prix de l'assainissement, de l'inflation et d'indicateurs complémentaires base 100 en 2015



7.A.3 Le tarif – Marcheprime et Mios

		Marcheprime & Mios		Marcheprime & Mios	
Prix unitaires et montant de la facture pour une consommation de 120 m ³		au 01/01/2024		au 01/01/2025	
		prix unitaire	montant	prix unitaire	montant
Part délégataire					
abonnement (€ HT)			14,70		14,20
consommation (€ HT / m ³)	120	1,054	126,48	1,018	122,16
Total délégataire			141,18		136,36
Part SIBA					
abonnement (€ HT)			44,50		44,50
consommation (€ HT / m ³)	120	0,530	63,60	0,550	66,00
consommation (€ HT / m ³) - 200 < V < 500 m ³		0,750		0,750	
consommation (€ HT / m ³) - 500 m ³ < V		0,830		0,830	
Total SIBA		0,901	108,10	0,921	110,50
Part délégataire + SIBA		2,08	249,28	2,06	246,86
					-3,41%
Organismes publics (Agence de l'eau)					
Redevance performance	120	0,250	30,00	0,105	12,60
					-58,00%
Total assainissement - € HT		2,33	279,28	2,16	259,46
TVA		0,23	27,93	0,22	25,95
					-7,10%
Total assainissement - € TTC			307,21		285,41
Cout unitaire (€ TTC/ m ³) (facture 120 m ³)			2,560		2,378
					-7,10%

Le tarif global enregistre une baisse de 7.1% en raison de la baisse de la redevance Agence de l'Eau dont le mode de calcul a été refondu en 2025.

D204.0 : Marcheprime et Mios - prix TTC du service au m³ pour 120 m³

2.38 € TTC au 1^{er} janvier 2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025 Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement 2024

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

7.B La Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC)

L'article L 1331-7 du Code de la santé publique prévoit que : « *Les propriétaires des immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées [...] peuvent être astreints par [...] le syndicat mixte compétent en matière d'assainissement collectif, pour tenir compte de l'économie par eux réalisée en évitant une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire ou la mise aux normes d'une telle installation, à verser une participation pour le financement de l'assainissement collectif.* »

Lorsque la parcelle est desservie par le réseau public de collecte des eaux usées, la PFAC est due par les propriétaires lors de la construction d'un immeuble ou lors de travaux d'extension et/ou d'aménagement d'un immeuble existant ayant pour effet de générer des eaux usées supplémentaires.

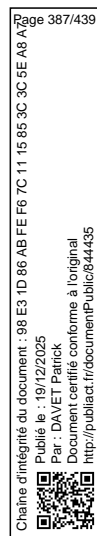
Lorsque des travaux d'extension du réseau public de collecte sont réalisés par le SIBA, les propriétaires des immeubles existants desservis par ce nouveau réseau et jusqu'alors équipés d'une installation d'assainissement autonome, ont une obligation de raccordement sous un délai de 2 ans. La PFAC est due par ces propriétaires lorsque le raccordement de leur immeuble est effectif.

Le SIBA a institué une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC), une PFAC avait également été décidée sur les territoires de Marcheprime et de Mios avant leur intégration dans le périmètre du SIBA en 2020.

Par délibération du 12 décembre 2023, à compter du 1^{er} janvier 2024, le SIBA a décidé d'instaurer une PFAC harmonisée sur l'ensemble des 12 communes. Le tarif de la PFAC est constitué d'une part fixe et d'une part dépendante de la surface de plancher de la construction.

Pour un immeuble d'habitation / logement, le montant de la PFAC est de : 850 €/logement + 9 €/m² × surface totale de plancher.

L'ensemble des éléments sont détaillés sur le site internet du SIBA.



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement 2024

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

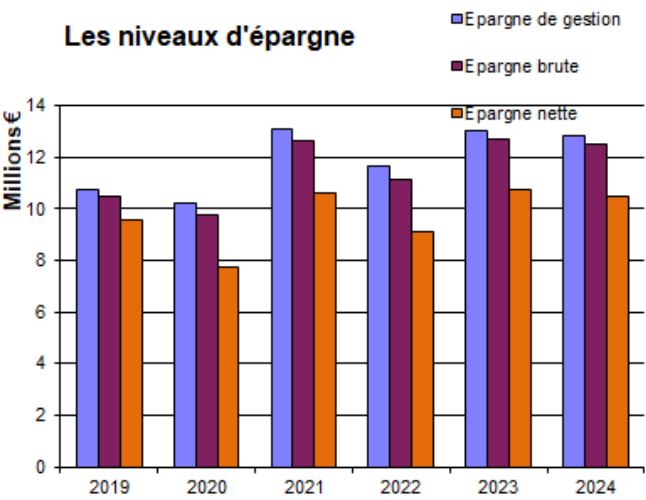
7.C L'analyse financière du service de l'assainissement

Le service de l'assainissement collectif a une obligation d'équilibre budgétaire par le biais de la perception de la redevance assainissement et de la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) auprès des abonnés. Leur montant est ainsi fixé de manière à couvrir les charges d'exploitation et d'investissement du service. Le service de l'assainissement n'a aucun impact sur la fiscalité locale.

L'analyse présentée en suivant est consolidée à l'échelle des 12 communes.

Une épargne de gestion de 12.8 M€ et une épargne nette de 10.5 M€

Le niveau d'épargne est stable entre 2023 et 2024.



	2019	2020	2021	2022	2023	2024
recettes de gestion	11 657 406	11 449 390	14 024 898	12 626 375	14 034 738	14 464 035
- redevance	9 317 358	9 204 339	11 166 841	9 905 758	11 799 733	12 333 889
- PFAC	1 986 000	1 862 900	2 486 674	2 408 655	2 199 021	2 114 759
- autres produits	354 048	382 151	371 383	311 962	35 984	15 386
dépenses de gestion	935 083	1 253 005	965 445	950 689	1 013 672	1 617 842
Epargne de gestion	10 722 323	10 196 385	13 059 453	11 675 687	13 021 066	12 846 193
charges financières (sans ICNE)	235 284	457 667	441 945	567 489	361 558	333 343
Epargne brute (hors résultat exceptionnel)	10 487 039	9 738 718	12 617 508	11 108 198	12 659 508	12 512 850
remboursement capital dette	938 929	1 974 996	2 032 605	2 033 674	1 941 227	2 054 878
Epargne nette	9 548 110	7 763 722	10 584 903	9 074 523	10 718 281	10 457 972

Page 388/439

Chaîne d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A7

Publié le : 19/12/2025

Par : DAVET Patrick

Document certifié conforme à l'original

http://publiact.fr/documentPublic/844435

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement 2024

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Montant des amortissements réalisés par la collectivité organisatrice du service

2019	2020	2021	2022	2023	2024
4 934 k€	5 559 k€	5 732 k€	6 168 k€	6 382 k€	6 354 k€

P257.0 : taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente

0.98% (périmètre 10 communes)
1.88% (Marcheprime et Mios)

Taux d'impayés au 31/12/2024 relatif aux factures émises en 2023.

P207.0 : montant des actions de solidarité

10 communes : 0.0012 €/m³ (Montant des abandons de créance : 9840 €)

Mios et Marcheprime : 0 €/m³ (Montant des abandons de créance : 0 €)

Définition : qualité de service à l'usager – implication citoyenne du service

Finalité : mesurer l'impact du financement des personnes en difficultés

Définition : abandons de créance annuels et montants versés à un fond de solidarité divisé par le volume facturé

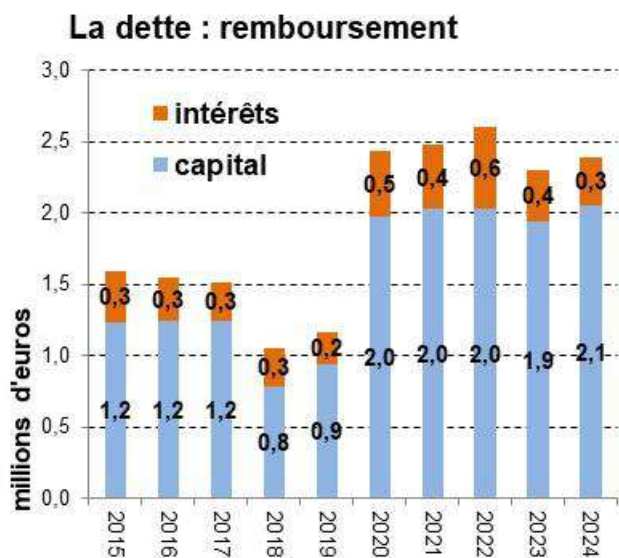
Un niveau d'endettement en augmentation (durée d'extinction de 1.4 an)



A compter de 2017, le SIBA a contracté de nouveaux emprunts afin de financer les nouveaux investissements : 2 M€ en 2017, 3,5 M€ en 2018, 10,8 M€ en 2019 et 1.7 M€ en 2020.

De plus, la dette 2020 a également été augmentée des dettes issues des territoires de Marcheprime et Mios soit 4.4 M€.

La durée d'extinction de la dette est la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la totalité de l'autofinancement dégagé était affecté à son remboursement. Cette durée d'extinction est de **1.4 ans à la fin de l'exercice 2024**.



P256.2 : durée d'extinction de la dette de la collectivité

1.4 années

La durée d'extinction de la dette, exprimée en année, est égale au rapport entre l'encours total de la dette de la collectivité contractée pour financer les installations et l'épargne brute annuelle. L'épargne brute annuelle est égale aux recettes réelles déduction faite des dépenses réelles incluant notamment le montant des intérêts des emprunts à l'exclusion du capital remboursé.

L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

La loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 fait obligation aux communes, sur le fondement de l'article L2224.8 du Code Général des Collectivités Territoriales, de prendre obligatoirement en charge le contrôle des assainissements autonomes.

Les communes membres ont transféré cette compétence au SIBA qui, **par délibération du 1er juillet 2005, a créé le Service Public de l'Assainissement Non Collectif, dénommé SPANC**, dont l'activité a débuté le 1^{er} janvier 2006.

Le SIBA assure **la gestion du SPANC en régie** : les agents du SIBA réalisent les prestations suivantes.

D'une part, le SPANC assure un **rôle de conseil et d'accompagnement des usagers** dans la mise en place de leur installation d'assainissement individuel et la réalisation de son entretien afin d'assurer une maîtrise du risque environnemental et sanitaire.

D'autre part, le SPANC a une **obligation de contrôle** des installations d'assainissement non collectif qui se divisent en deux catégories :

- Le contrôle des installations neuves ou à réhabiliter qui consiste en un examen préalable de la conception joint, s'il y a lieu, à tout dépôt de demande de permis de construire ou d'aménager et en une vérification de l'exécution. A l'issue du contrôle, le SPANC établit un document qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires,
- Le contrôle périodique des installations existantes qui consiste en une vérification du fonctionnement et de l'entretien. A l'issue du contrôle, le SPANC établit un document précisant les travaux à réaliser pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement.

1. Caractéristiques du SPANC

Au 31 décembre 2024, le nombre d'installations d'assainissement non collectif recensé est de 2 806.

D302.0 Mise en œuvre de l'assainissement non collectif		
A. – Éléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du service public d'assainissement non collectif (A=100 pour prise en compte de B)	Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération	20/20
	Application d'un règlement du service public d'assainissement non collectif approuvé par une délibération	20/20
	Pour les installations neuves ou à réhabiliter, la délivrance de rapports de vérification de l'exécution évaluant la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires, conformément à l'article 3 de l'arrêté du 27 avril 2012 relatif à l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif	30/30
	Pour les autres installations, la délivrance de rapports de visite établis dans le cadre de la mission de contrôle du fonctionnement et de l'entretien, conformément à l'article 4 de l'arrêté susmentionné	30/30
B. – Éléments facultatifs du service public d'assainissement non collectif : points comptabilisés seulement si tous les éléments obligatoires sont en place	Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire l'entretien des installations	0/10
	Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations	0/20
	Existence d'un service capable d'assurer le traitement des matières de vidange.	0/10
TOTAL		100 / 140

Page 392/439

Chaîne d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A8

Publié le : 19/12/2025

Par : DAVET Patrick

Document certifié conforme à l'original

<http://publiad.fr/documentPublic84435>

P301.3 - Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif

	2020	2021	2022	2023	2024
nombre d'installations neuves ou à réhabiliter contrôlées conformes à la réglementation					
+					
nombre d'installations existantes qui ne présentent pas de danger pour la santé des personnes ou de risque avéré de pollution de l'environnement	2482	2 368	2516	2606	2642
Nombre total d'installations contrôlées <u>depuis la mise en place du service</u>	2669	2586	2 715	2773	2806
Taux de conformité (%)	93%	92%	93%	94%	94%

Définition : Dimension développement durable – performance environnementale : protection du milieu naturel par la maîtrise des pollutions domestiques dans les zones non desservies par l'assainissement collectif.

Finalité : L'indicateur traduit la proportion d'installations d'assainissement non collectif ne nécessitant pas de travaux urgents à réaliser

A noter que la définition de cet indicateur a été modifiée par l'arrêté du 2 décembre 2013, ce qui explique l'absence d'historique.

2. Données financières

Le SPANC a une obligation d'autonomie financière : les recettes nécessaires pour faire face aux charges du service doivent être financées uniquement par les usagers du SPANC et ainsi ne pas peser sur la fiscalité locale ou sur la redevance assainissement collectif.

Le montant du contrôle facturé aux usagers correspond aux coûts globaux du service.

Type de contrôle	n°	Redevance	Montant
Contrôle des installations neuves ou à réhabiliter	R1	Redevance de vérification préalable du projet	100 €
	R2	Redevance de vérification de l'exécution des travaux	120 €
Contrôle des installations existantes	R3	Redevance de vérification du fonctionnement et de l'entretien (contrôle périodique / concerne également les installations contrôlées pour la 1 ^{ère} fois)	115 €
	R4	Redevance contrôle exceptionnel (non facturée si aucun défaut, ni risque pour l'environnement et la santé de personnes n'est relevé)	
	R5	Redevance contrôle en vue de la vente d'un bien immobilier à usage d'habitation	150 €
Contre-visite (vérification de l'exécution des travaux prescrits par le SPANC à la suite d'un contrôle)	R6	Redevance de contre-visite	100 €
Déplacement sans intervention	R7	Redevance de déplacement sans intervention	70 €
Analyse : MES, DB0 ₅ , DCO			60 €

Les recettes du SPANC :

	2020	2021	2022	2023	2024
Recettes de gestion (en €)	22 310	34 690	73 565	62 576	51 265
Subventions (en €)	0	0	0	0	0

Le SPANC présente une dette nulle. Aucun investissement n'a été financé par le SPANC depuis son existence.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement 2024

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

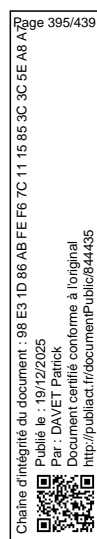
ANNEXES

Annexe 1 : récapitulatif annuel du fonctionnement du système de traitement envoyé par le délégataire à la police de l'eau (10 communes riveraines)

Annexe 2 : contrôle de la qualité physico-chimique et bactériologique des effluents rejetés en mer

Annexe 3 : note d'information de l'Agence de l'eau Adour Garonne

Annexe 4 : Eaux usées & eaux pluviales – le SIBA vous répond



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

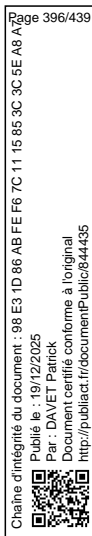
Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement 2024

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Annexe 1 : récapitulatif annuel du fonctionnement du système de traitement envoyé par le délégataire à la police de l'eau (10 communes riveraines)



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET





C.6 - Recapitulatif annuel du fonctionnement du système de traitement et évaluation de la conformité réglementaire

65 (565) - Station d'épuration de BIGNOS

Année 2024

Ces calculs sont réalisés sur le système de traitement, c'est-à-dire en prenant en compte l'entrée station d'épuration (A3), les apports extérieurs (A7), le déversoir en tête de station (A2), la sortie station (A4), et le by-pass en cours de traitement (A5).
Les volumes sont considérés jusqu'à l'atteinte du débit de référence en entrée et en sortie de système (en considérant en priorité l'entrée station, puis les apports extérieurs, puis le déversoir en entrée du système et la sortie station, puis le by-pass, puis le déversoir en sortie du système).
La concentration en sortie est calculée à partir des volumes retenus (jusqu'à l'atteinte du débit de référence) et des concentrations mesurées en sortie générale (A4), des by-pass (A5) et du déversoir en tête de station (A2).
Pour le rendement, l'entrée est calculée à partir des volumes retenus (jusqu'à l'atteinte du débit de référence) et des concentrations en entrée de la station (A3), des apports extérieurs (A7) et du déversoir en tête de station (A2).

		MES		DCO		DBO5		NGL		NTK		N-NH4	N-NO2	N-NO3	PT	pH	T°			
Debit journalier de reference (m3/j)		Rendement (%)	Concentration sortie (mg/l)	Rendement (%)	Concentration sortie (mg/l)	Rendement (%)	Concentration sortie (mg/l)	Rendement (%)	Concentration sortie (mg/l)	Rendement (%)	Concentration sortie (mg/l)	Concentration sortie (mg/l)	Concentration sortie (mg/l)	Concentration sortie (mg/l)	Rendement (%)	Concentration sortie (mg/l)	T° sortie A4	T° sortie A4 (°C)		
Capacite nominale constructeur (kg DBO5/j)		8100																		
Ensemble des mesures	Nombre réglementaire de mesures par an (1)		156		156		104				52		52	52	52	52	156	156		
	Nombre de mesures réalisées		157		157		104				52		52	52	52	52	157	157		
	Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées		95,73		8,58	97,33	43,24	95,10	7,42	23,06	37,03	38,70	30,09	27,98	1,22	1,73	97,02	0,90	17,3	16,76
	Nombre de mesures réalisées en conditions normales d'exploitation		148		148		98		48		48		48	48	48	48	148	148		
	Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation		96,61		9,32	97,85	43,57	95,26	7,53	25,51	40,32	38,25	33,09	30,33	1,35	1,87	97,61	0,90	17,2	17,66
Conditions normales d'exploitation (*)	Valeur redhibitoire (1)		>=85		>=90		>=90													
	Nombre de résultats non conformes à la valeur redhibitoire		0		0		0		0		0		0	0	0	0	0	0		
	Valeurs limites (1) en moyenne journalière		>=90		<=35	>=75	<=125	>=80	<=25											
	Nombre maximum de non conformités aux valeurs limites par an (1)		13		13		9													
	Nombre de résultats non conformes aux valeurs limites (2)		0		0		0		0		0		0	0	0	0	0	0		
Valeurs limites (1) en moyenne annuelle																				

Liste des paramètres non Conformés selon l'exploitant : Tous les paramètres sont conformes sur la période d'évaluation

Conformité en Performances selon l'exploitant : Conforme

(1) : ces valeurs sont déterminées par l'arrêté d'autorisation de l'ouvrage ou à défaut par l'arrêté du 21 juillet 2015, selon la pollution reçue par la station d'épuration.
(2) : le nombre de résultats non conformes aux valeurs limites est égal au nombre de mesures, réalisées dans des conditions normales de fonctionnement (*), dont les résultats sont non conformes à la valeur limite en concentration et/ou en rendement.
(*) Les conditions normales de fonctionnement sont atteintes les jours où le débit de référence n'est pas dépassé en entrée de station d'épuration (A3) et en l'absence de situations inhabituelles telles que décrites dans l'art 15 de l'arrêté du 21/07/2015.
Pour l'évaluation de conformité en Performances des paramètres ayant des seuils journaliers (généralement MES, DCO, DBO5), le nombre de mesures prises en compte intègre les mesures journalières réalisées Hors conditions normales de fonctionnement mais conformes.



C.6 - Recapitulatif annuel du fonctionnement du système de traitement et évaluation de la conformité réglementaire

64 (584) - Station d'épuration de CAZAUX 2

Année 2024

Ces calculs sont réalisés sur le système de traitement, c'est-à-dire en prenant en compte l'entrée station d'épuration (A3), les apports extérieurs (A7), le déversoir en tête de station (A2), la sortie station (A4), et le by-pass en cours de traitement (A5).
Les volumes sont considérés jusqu'à l'atteinte du débit de référence en entrée et en sortie de système (en considérant en priorité l'entrée station, puis les apports extérieurs, puis le déversoir en entrée du système et la sortie station, puis le by-pass, puis le déversoir en sortie du système).
La concentration en sortie est calculée à partir des volumes retenus (jusqu'à l'atteinte du débit de référence) et des concentrations mesurées en sortie générale (A4), des by-pass (A5) et du déversoir en tête de station (A2).
Pour le rendement, l'entrée est calculée à partir des volumes retenus (jusqu'à l'atteinte du débit de référence) et des concentrations en entrée de la station (A3), des apports extérieurs (A7) et du déversoir en tête de station (A2).

				MES		DCO		DBO5		NGL		NTK		N-NH4	N-NO2	N-NO3	PT	pH	T°	
				Rendement (%)	Concentration sortie (mg/l)	Rendement (%)	Concentration sortie (mg/l)	Rendement (%)	Concentration sortie (mg/l)	Rendement (%)	Concentration sortie (mg/l)	Rendement (%)	Concentration sortie (mg/l)	Concentration sortie (mg/l)	Concentration sortie (mg/l)	Concentration sortie (mg/l)	Rendement (%)	Concentration sortie (mg/l)	pH sortie A4	T° sortie A4 (°C)
Débit journalier de référence (m³/j)				~1100																
Capacité nominale constructeur (Kg DBO5/j)				444																
Ensemble des mesures	Nombre réglementaire de mesures par an (1)			12	12	12					4	4	4	4	4	4	4	12	12	
	Nombre de mesures réalisées			12	12	12					4	4	4	4	4	4	4	12	12	
	Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées			98,72	2,98	93,87	33,59	98,61	3,02	94,02	3,31	93,31	2,75	1,10	0,12	0,64	97,02	0,09	16,82	
	Nombre de mesures réalisées en conditions normales d'exploitation			8		8		8		2		2		2		2		2	8	8
	Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation			99,01	2,73	95,36	32,87	98,97	2,87	94,31	4,33	94,91	4,03	2,06	0,13	0,37	97,07	0,30	16,76	
	Valeur redhibitoire (1)				>85		>90		>90											
	Nombre de résultats non conformes à la valeur redhibitoire			0		0		0		0		0		0		0		0	0	0
	Valeurs limites (1) en moyenne journalière			>=90	<=35	>=75	<=125	>=80	<=25											
Conditions normales d'exploitation (*)	Nombre maximum de non conformités aux valeurs limites par an (1)			2		2		2												
	Nombre de résultats non conformes aux valeurs limites (2)			0		0		0		0		0		0		0		0	0	
	Valeurs limites (1) en moyenne annuelle																			

Liste des paramètres non Conformés selon l'exploitant : Tous les paramètres sont conformes sur la période d'évaluation

Conformité en Performances selon l'exploitant : Conforme

(1) : ces valeurs sont déterminées par l'arrêté d'autorisation de l'ouvrage ou à défaut par l'arrêté du 21 juillet 2015, selon la pollution reçue par la station d'épuration.
(2) : le nombre de résultats non conformes aux valeurs limites est égal au nombre de mesures, réalisées dans des conditions normales de fonctionnement (*), dont les résultats sont non conformes à la valeur limite en concentration et/ou en rendement.
(*) Les conditions normales de fonctionnement sont atteintes les jours où le débit de référence n'est pas dépassé en entrée de station d'épuration (A3) et en l'absence de situations inhabituelles telles que décrites dans l'art 15 de l'arrêté du 21/07/2015.
Pour l'évaluation de conformité en Performances des paramètres ayant des seuils journaliers (généralement MES, DCO, DBO5), le nombre de mesures prises en compte intègre les mesures journalières réalisées Hors conditions normales de fonctionnement mais conformes.



C.6 - Recapitulatif annuel du fonctionnement du système de traitement et évaluation de la conformité réglementaire

66 (566) - Station d'épuration de LA TESTE

Année 2024

Ces calculs sont réalisés sur le système de traitement, c'est-à-dire en prenant en compte l'entrée station d'épuration (A3), les apports extérieurs (A7), le déversoir en tête de station (A2), la sortie station (A4), et le by-pass en cours de traitement (A5).
Les volumes sont considérés jusqu'à l'atteinte du débit de référence en entrée et en sortie de système (en considérant en priorité l'entrée station, puis les apports extérieurs, puis le déversoir en entrée du système et la sortie station, puis le by-pass, puis le déversoir en sortie du système).
La concentration en sortie est calculée à partir des volumes retenus (jusqu'à l'atteinte du débit de référence) et des concentrations mesurées en sortie générale (A4), des by-pass (A5) et du déversoir en tête de station (A2).
Pour le rendement, l'entrée est calculée à partir des volumes retenus (jusqu'à l'atteinte du débit de référence) et des concentrations en entrée de la station (A3), des apports extérieurs (A7) et du déversoir en tête de station (A2).

		MES		DCO		DBO5		NGL		NTK		N-NH4	N-NO2	N-NO3	PT	pH	T°	
		Rendement (%)	Concentration sortie (mg/l)	Rendement (%)	Concentration sortie (mg/l)	Rendement (%)	Concentration sortie (mg/l)	Rendement (%)	Concentration sortie (mg/l)	Rendement (%)	Concentration sortie (mg/l)	Concentration sortie (mg/l)	Concentration sortie (mg/l)	Concentration sortie (mg/l)	Rendement (%)	Concentration sortie (mg/l)	pH sortie A4	T° sortie A4 (°C)
Ensemble des mesures	Debit journalier de référence (m3/j)	~ 32324																
	Capacité nominale constructeur (kg DBO5/j)	9000																
2. Conditions normales d'exploitation (*)	Nombre réglementaire de mesures par an (1)	156		156		104				52		52	52	52	52	156	156	
	Nombre de mesures réalisées	126		178		125				64		64	54	64	64	178	170	
	Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées	91,12	21,40	88,44	58,72	92,82	12,94	8,39	47,96	20,18	11,42	37,72	1,32	5,01	89,00	0,83	17,38	
	Nombre de mesures réalisées en conditions normales d'exploitation	165		165		117		60		60		60	60	60	60	165	145	
	Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation	93,26	17,08	89,39	53,34	94,39	10,79	9,07	49,82	20,82	13,06	38,43	1,63	5,14	90,40	0,97	17,39	
	Valeur redhibitoire (1)	>85		>90		>90												
	Nombre de résultats non conformes à la valeur redhibitoire	0		0		0		0		0		0	0	0	0	0	0	
	Valeurs limites (1) en moyenne journalière	>=90		<=35		>=75		<=125		>=80		<=25						
	Nombre maximum de non conformités aux valeurs limites par an (1)	13		14		10												
	Nombre de résultats non conformes aux valeurs limites (2)	8		0		0		0		0		0	0	0	0	0	0	
Valeurs limites (1) en moyenne annuelle																		

Liste des paramètres non Conformés selon l'exploitant : Tous les paramètres sont conformes sur la période d'évaluation

Conformité en Performances selon l'exploitant : Conforme

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-51-a-DE

Accusé certifié exécutoire

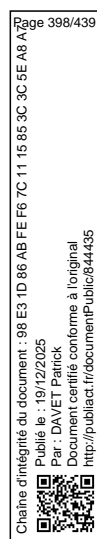
Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



Annexe 2 : contrôle de la qualité physico-chimique et bactériologique des effluents rejetés en mer



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Année 2024														
Fréquence de prélèvement : Mensuelle														
Lieu de prélèvement : Station de refoulement de la zone industrielle à la Teste-de-Buch														
Type d'échantillon : Moyen sur 24 h														
Dates de récupération des prélèvements			16/01/2024	14/02/2024	13/03/2024	03/04/2024	22/05/2024	13/06/2024	04/07/2024	20/08/2024	12/09/2024	10/10/2024	05/11/2024	03/12/2024
Paramètres physico-chimiques	Température	°C	Non mesurée : car les échantillons sont conservés dans un préleveur réfrigéré et la mesure ne représenterait pas la température de l'effluent											
	p.H.	unitépH	7,6	7,8	7,5	7,7	8,4	8,4	8,4	8,4	8,6	8,5	8,4	8,3
	M.E.S.	mg/L	31	96	72	28	32	29	29	42	44	42	35	32
	D.C.O. (DCO-ST)	mg O2/L	102	144	197	125	127	139	197	179	214	194	160	181
	D.B.O ₅	mg O2/L	18	26	46	27	38	40	39	32	50	41	25	41
	Ammonium en N	mg/L	30,1	16	11,5	14,6	18,7	28	29,5	45,1	23	18,7	28,9	29,5
	Nitrates en N	mg/L	1,86	<0,02	0,648	0,12	<0,02	<0,02	<0,02	<0,02	<0,02	0,225	0,316	0,23
	Azote total en N	mg/L	36,85	21,128	17,051	18,36	22,539	32,123	36,926	45,32	31,279	26,255	35,686	35,066
	Orthophosphates en PO ₄	mg/L	0,181	0,774	0,277	0,394	1,52	1,13	1,35	0,445	1,27	1,49	1,4	0,223
Micropolluants	Phosphore total	mg/L	0,76	0,78	1,04	0,62	0,8	0,64	0,65	0,61	0,91	0,83	0,92	0,5
	Mercur	µg/L	<0,025	<0,025	<0,025	<0,025	<0,025	<0,025	0,0733	<0,025	<0,025	< 0,025	0,0958	< 0,025
	Cadmium	µg/L	<1,0	<1,0	<1,0	<1,0	<1,0	<1,0	<1,0	<1,0	<1,0	<1,0	<1,0	<1,0
	Cuivre	µg/L	4,43	4,02	5,07	<2,0	<2,0	<2,0	2,53	<2,0	<2,0	<2,0	<2,0	<2,0
	Zinc	µg/L	15,6	18,6	20,2	11,5	22	6,9	8,64	18,4	44	11,3	32,8	7,53
Paramètres bactériologiques	Plomb	µg/L	<5	<5	<5	<5	<5	<5	<5	<5	<5	<5	<5	<5
	Escherichia coli	UFC/100mL	11 840	9 835	880 106	5 468	633	3 309	357	16 813	5 578	916	116 135	2 555
	Entérocoques	UFC/100mL	349	77	45 942	38	<40	163	349	1 430	618	<40	4 984	<40

Année 2024													
Fréquence de prélèvement : Mensuelle													
Lieu de prélèvement : Point de rejet (extrémité du wharf)													
Type d'échantillon : Ponctuel													
Date du prélèvement	16/01/2024	14/02/2024	13/03/2024	03/04/2024	22/05/2024	13/06/2024	04/07/2024	20/08/2024	12/09/2024	10/10/2024	05/11/2024	03/12/2024	
Heure du prélèvement	9h53	10h10	9h43	10h25	9h53	9h37	9h35	9h45	9h45	10h00	09h50	09h50	
Heure de la pleine mer	9h03	8h38	7h32	13h26	5h32	11h05	4h56	6h45	12h16	10h35	7h06	6h20	
Coefficient de marée	87	97	111	33	72	46	68	96	29	40	72	77	
Escherichia coli (NPP/ 100 mL)	110	160	6580	61	45	61	15	<15	434	<15	1224	143	
Entérocoques (NPP/ 100 mL)	<15	30	893	<15	45	<15	<15	<15	61	<15	16740	30	

art. 6 CONDITIONS TECHNIQUES IMPOSEES AU REJET DU WHARF DE LA SALIE**VOLUMES JOURNALIERS D'EFFLUENTS TRAITES TRANSITANT DANS LE COLLECTEUR DU SIBA
LORS DES PRELEVEMENTS MENSUELS
ANNEE 2024**

Dates de récupération des prélèvements	Station de BIGANOS en m³	Station de LA TESTE DE BUCH en m³	Station de CAZAUX en m³	SMURFIT KAPPA en m³	TOTAL des VOLUMES en m³
16/01/2024	21 828	21 259	1 108	8 410	52 605
14/02/2024	26 356	22 642	1 394	25 004	75 396
13/03/2024	29 587	30 964	1 822	23 482	85 855
03/04/2024	30 158	26 882	1 883	29 510	88 433
22/05/2024	28 049	25 602	1 209	25 647	80 507
13/06/2024	12 696	16 039	678	27 225	56 638
04/07/2024	13 513	18 227	751	25 137	57 628
20/08/2024	15 963	17 569	752	25 004	59 288
12/09/2024	12 497	15 127	795	24 558	52 977
10/10/2024	14 697	18 600	918	25 523	59 738
05/11/2024	11 927	15 418	740	24 715	52 800
03/12/2024	13 579	15 654	943	24 697	54 873
VOLUMES MOYENS JOURNALIERS	19 238	20 332	1 083	24 076	64 728

**CONTROLES MENSUELS DES EFFLUENTS DANS LE COLLECTEUR DU SIBA
comparaison des résultats d'analyses avec les normes de rejet fixées par l'arrêté préfectoral**

Fréquence de prélèvement : Mensuelle

Lieu de prélèvement : Station de refoulement de la zone industrielle à la Teste-de-Buch

Type d'échantillon : Moyen sur 24 h

Paramètres	MES		DBO5		DCO	
Dates de récupération des prélèvements	en mg/l (< 80)	en kg/j (< 6100)	en mg/l (< 150)	en kg/j (< 10000)	en mg/l (< 400)	en kg/j (< 30500)
16/01/2024	31	1 631	18	947	102	5 366
14/02/2024	96	7 238	26	1 960	144	10 857
13/03/2024	72	6 182	46	3 949	197	16 913
03/04/2024	28	2 476	27	2 388	125	11 054
22/05/2024	32	2 576	38	3 059	127	10 224
13/06/2024	29	1 643	40	2 266	139	7 873
04/07/2024	29	1 671	39	2 247	197	11 353
20/08/2024	42	2 490	32	1 897	179	10 613
12/09/2024	44	2 331	50	2 649	214	11 337
10/10/2024	42	2 509	41	2 449	194	11 589
05/11/2024	35	1 848	25	1 320	160	8 448
03/12/2024	32	1 756	41	2 250	181	9 932
% résultats < seuil arrêté préfectoral	92%	83%	100%	100%	100%	100%
% résultats > seuil arrêté préfectoral	8%	17%	0%	0%	0%	0%

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

art.7.2 SUIVI DU CHAMP PROCHE

SUIVI DU CHAMP PROCHE DU WHARF DE LA SALIE

Année 2024

Fréquence de prélèvement : Trimestrielle
Lieu de prélèvement : Champ proche du wharf
Type d'échantillon : Ponctuel

Conditions de prélèvement		Paramètres	Points de prélèvement par rapport au wharf							
			Pied du wharf	200 m au nord	400 m au nord	200 m au sud	400 m au sud	600 m au sud	800 m au sud	1000 m au sud
DATE	13/03/2024	Heure prélèvement	9h55	9h58	10h02	10h05	10h07	10h09	10h12	10h13
COEF	111									
PM	7h32	Escherichia Coli en NPP/100 ml	415	291	291	1 294	539	533	539	568
T° EAU	12,8°C	Entérocoques en NPP/100 ml	15	15	15	125	125	161	125	93
DATE	22/05/2024	Heure prélèvement	10:14	10:17	10:19	10:22	10:23	10:25	10:28	10:29
COEF	72									
PM	5h32	Escherichia Coli en NPP/100 ml	<15	<15	<15	<15	<15	<15	<15	<15
T° EAU	16,7° C	Entérocoques en NPP/100 ml	<15	<15	<15	<15	<15	<15	<15	<15
DATE	2024-09-12	Heure prélèvement	10:08	10:14	10:16	10:20	10:23	10:25	10:26	10:28
COEF	29									
PM	12h16	Escherichia Coli en NPP/100 ml	<15	<15	15	<15	<15	<15	<15	<15
T° EAU	19,8°C	Entérocoques en NPP/100 ml	<15	<15	<15	<15	<15	<15	<15	<15
DATE	05/11/2024	Heure prélèvement	10:06	10:10	10:08	10:13	10:15	10:17	10:19	10:21
COEF	72									
PM	7h06	Escherichia Coli en NPP/100 ml	109	196	110	15	<15	<15	<15	<15
T° EAU	18,5°C	Entérocoques en NPP/100 ml	15	<15	<15	<15	<15	<15	<15	<15

Qualification du prélèvement	Escherichia Coli (NPP/100mL)	Entérocoques Intestinaux (NPP/100mL)
BON	≤100	≤100
MOYEN	>100 et ≤1000	>100 et ≤370
MAUVAIS	>1000	>370

Page 401/439

Chaîne d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A8 A8

Publié le : 19/12/2025

Par : DAVET Patrick

Document certifié conforme à l'original

http://publiad.fr/documentPublic/844435

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



art.7.2 SUIVI DU CHAMP PROCHE

SUIVI DU CHAMP PROCHE DU WHARF DE LA SALIE

Saison estivale 2024 (du 1er juin au 30 septembre)

Fréquence de prélèvement : Hebdomadaire
Lieu de prélèvement : Pied du wharf (plage de la Salie)
Type d'échantillon : Ponctuel

Dates de prélèvement	RESULTATS D'ANALYSES		A titre indicatif qualification du prélèvement
	Escherichia Coli NPP/ 100mL	Entérocoques NPP/100mL	
2024-06-06	<15	<15	BON
2024-06-13	<15	<15	BON
2024-06-20	<15	<15	BON
2024-06-27	<15	<15	BON
2024-07-04	<15	<15	BON
2024-07-11	<15	<15	BON
2024-07-18	<15	<15	BON
2024-07-25	<15	<15	BON
2024-08-01	<15	15	BON
2024-08-08	<15	<15	BON
2024-08-14	15	15	BON
2024-08-20	<15	<15	BON
2024-08-29	<15	<15	BON
2024-09-05	<15	<15	BON
2024-09-12	<15	<15	BON
2024-09-19	15	15	BON
2024-09-26	15	<15	BON

A TITRE INDICATIF QUALIFICATION DES RESULTATS D'ANALYSES EN COURS DE SAISON DE BAINNADE

Qualification du prélèvement	Escherichia Coli (NPP/100mL)	Entérocoques Intestinaux (NPP/100mL)
BON	≤100	≤100
MOYEN	>100 et ≤1000	>100 et ≤370
MAUVAIS	>1000	>370

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

art. 7.3 SUIVI DU CHAMP LOINTAIN

SUIVI DU CHAMP LOINTAIN DU WHARF DE LA SALIE

Année 2024

Fréquence de prélèvement : 2 fois par mois en période estivale (1 juin au 30 septembre) et une fois par mois d'octobre à mai
Lieu de prélèvement : la plage centrale (commune de Biscarrosse)
Type d'échantillon : Ponctuel

Dates de prélèvement	RESULTATS D'ANALYSES		A titre indicatif qualification du prélèvement
	Escherichia Coli NPP/100mL	Entérocoques NPP/100mL	
2024-01-16	<15	<15	BON
2024-02-14	<15	<15	BON
2024-03-13	<15	<15	BON
2024-04-03	<15	<15	BON
2024-05-22	<15	<15	BON
2024-06-13	<15	<15	BON
2024-06-27	<15	<15	BON
2024-07-04	<15	<15	BON
2024-07-18	<15	<15	BON
2024-08-08	<15	<15	BON
2024-08-20	<15	<15	BON
2024-09-12	<15	<15	BON
2024-09-26	45	76	BON
2024-10-10	<15	<15	BON
2024-11-05	<15	<15	BON
2024-12-03	<15	<15	BON

A TITRE INDICATIF QUALIFICATION DES RESULTATS D'ANALYSES EN COURS DE SAISON DE BAINNADE

Qualification du prélèvement	Escherichia Coli (NPP/100mL)	Entérocoques Intestinaux (NPP/100mL)
BON	≤100	≤100
MOYEN	>100 et ≤1000	>100 et ≤370
MAUVAIS	>1000	>370

Chaine d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A8
Publié le : 19/12/2025
Par : DAVET Patrick
Document certifié conforme à l'original
<http://publiad.fr/documentPublic84435>

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

art. 7.3 SUIVI DU CHAMP LOINTAIN			
SUIVI DU CHAMP LOINTAIN DU WHARF DE LA SALIE			
Année 2024			
Fréquence de prélèvement : 2 fois par mois en période estivale (01/06 au 30/09)			
Lieu de prélèvement : plage du Petit Nice (commune de la Teste-de-Buch)			
Type d'échantillon : Ponctuel			
Dates de prélèvement	RESULTATS D'ANALYSES		A titre indicatif qualification du prélèvement
	Escherichia Coli NPP/100mL	Entérocoques NPP/100mL	
2024-06-13	<15	<15	BON
2024-06-27	<15	15	BON
2024-07-04	<15	<15	BON
2024-07-18	<15	<15	BON
2024-08-08	<15	<15	BON
2024-08-20	<15	<15	BON
2024-09-12	<15	15	BON
2024-09-26	<15	<15	BON
A TITRE INDICATIF QUALIFICATION DES RESULTATS D'ANALYSES EN COURS DE SAISON DE BAINNADE			
Qualification du prélèvement	Escherichia Coli (NPP/100mL)	Entérocoques Intestinaux (NPP/100mL)	
BON	≤100	≤100	
MOYEN	>100 et ≤1000	>100 et ≤370	
MAUVAIS	>1000	>370	

art. 7.3 SUIVI DU CHAMP LOINTAIN			
SUIVI DU CHAMP LOINTAIN DU WHARF DE LA SALIE			
Année 2024			
Fréquence de prélèvement : 2 fois par mois en période estivale (01/06 au 30/09)			
Lieu de prélèvement : plage du Cap Ferret Océan (commune de Lège-Cap Ferret)			
Type d'échantillon : Ponctuel			
Dates de prélèvement	RESULTATS D'ANALYSES		A titre indicatif qualification du prélèvement
	Escherichia Coli NPP/100mL	Entérocoques NPP/100mL	
2024-06-06	<15	<15	BON
2024-06-20	<15	<15	BON
2024-07-11	<15	<15	BON
2024-07-25	110	<15	MOYEN
2024-08-01	<15	45	BON
2024-08-29	<15	<15	BON
2024-09-05	<15	<15	BON
2024-09-19	15	<15	BON
A TITRE INDICATIF QUALIFICATION DES RESULTATS D'ANALYSES EN COURS DE SAISON DE BAINNADE			
Qualification du prélèvement	Escherichia Coli (NPP/100mL)	Entérocoques Intestinaux (NPP/100mL)	
BON	≤100	≤100	
MOYEN	>100 et ≤1000	>100 et ≤370	
MAUVAIS	>1000	>370	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Page 404/439

Chaîne d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A8

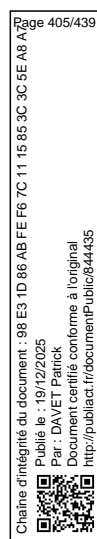
Publié le : 19/12/2025

Par : DAVET Patrick

Document certifié conforme à l'original

http://publiad.fr/documentPublic844435

Annexe 3 : note d'information de l'Agence de l'eau Adour Garonne



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET





RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

Édition avril 2025
CHIFFRES 2024

Note d'information sur les redevances

L'agence de l'eau vous informe



POURQUOI DES REDEVANCES ?

Les redevances des agences de l'eau sont des recettes fiscales environnementales perçues auprès de ceux qui utilisent l'eau et qui en altèrent la qualité et la disponibilité (consommateurs, activités économiques).

Les agences de l'eau redistribuent cet argent collecté sous forme d'aides pour mettre aux normes les stations d'épuration, fiabiliser les réseaux d'eau potable, économiser l'eau, protéger les captages d'eau potable des pollutions d'origine agricole, améliorer le fonctionnement naturel des rivières...

Au travers du prix de l'eau, chaque habitant contribue à ces actions au service de l'intérêt commun et de la préservation de l'environnement et du cadre de vie.

LE SAVIEZ-VOUS ?

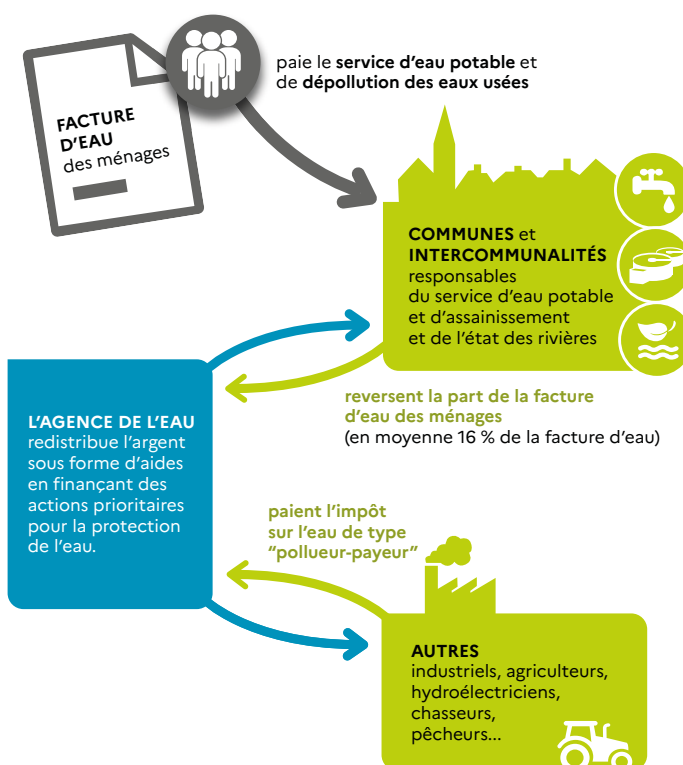
Vous pouvez retrouver le prix de l'eau de votre commune sur :
www.services.eaufrance.fr

Les composantes du prix de l'eau :

- le service de distribution de l'eau potable (abonnement, consommation)
- le service de collecte et de traitement des eaux usées
- les redevances de l'agence de l'eau
- les contributions aux organismes publics (OFB, VNF...) et l'éventuelle TVA.

Au 1^{er} janvier 2023, le prix moyen de l'eau dans le bassin Adour-Garonne est de **4,56 euros TTC/m³** dont 2,28€ TTC/m³ pour l'eau potable et 2,27€ TTC/m³ pour l'assainissement collectif.

Pour un foyer consommant 120 m³ par an desservi par l'assainissement collectif, cela représente une dépense de 547,2 euros par an et une mensualité de 45,60 euros en moyenne. (Données SISPEA 2022)



NOTE D'INFORMATION DE L'AGENCE DE L'EAU

Document à joindre au RPQS - Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement

L'article L.2224-5 du code général des collectivités territoriales, modifié par la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 - art.31, impose à la/au **maire ou à la/au président-e de l'établissement public de coopération intercommunale** l'obligation de présenter à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public (RPQS) destiné notamment à l'information des usagers. Ce rapport est présenté au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné. La/le maire ou La/le président-e de l'établissement public de coopération intercommunale y joint la présente note.

RPQS > des réponses à vos questions : <https://www.services.eaufrance.fr/gestion/rpqs/vos-questions>

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-21330520

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet - 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

NOTE D'INFORMATION DE L'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE
Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement

D'OÙ PROVIENNENT LES REDEVANCES 2024 ?

En 2024, le montant global des redevances (tous usages de l'eau confondus) perçues par l'agence de l'eau Adour-Garonne s'est élevé à environ 330 millions d'euros dont 267 millions en provenance de la facture d'eau payée par les ménages et les industriels dont les activités de production sont assimilées domestiques (APAD).

recettes / redevances

Qui paie quoi à l'agence de l'eau pour 100 € de redevances en 2024 ?

(valeurs résultant d'un pourcentage pour 100 €) - source agence de l'eau Adour-Garonne



0,05 €
de redevance de pollution
payé par les éleveurs concernés



2,10 €
de redevance de pollution
payés par les industriels
(y compris réseaux de collecte) et les activités économiques concernés



68,90 €
de redevance de pollution domestique
payés par les abonnés
(y compris réseaux de collecte)



9,85 €
de redevance de pollutions diffuses
payés par les distributeurs de produits phytosanitaires et répercutés sur le prix des produits



100 €
de redevances perçues par l'agence de l'eau en 2024



1,70 €
de redevance pour la protection du milieu aquatique et cynégétique
payé par les pêcheurs et les chasseurs



1,90 €
de redevance de prélèvement
payés par les irrigants



3,80 €
de redevance de prélèvement
payés par les activités économiques



11,70 €
de redevance de prélèvement
payés par les collectivités pour l'alimentation en eau

À QUOI SERVENT LES REDEVANCES ?

Grâce à ces redevances, l'agence de l'eau apporte, dans le cadre de son programme d'intervention, des concours financiers (subventions, prêts) aux personnes publiques (collectivités territoriales...) ou privées (acteurs industriels, agricoles, associatifs...) qui réalisent des actions ou projets d'intérêt commun au bassin ayant pour finalité la gestion équilibrée des ressources en eau. Ces aides réduisent d'autant l'impact des investissements des collectivités, en particulier, sur le prix de l'eau.

interventions / aides

Comment se répartissent les aides pour la protection des ressources en eau pour 100 € d'aides en 2024 ?

(valeurs résultant d'un pourcentage pour 100 € d'aides en 2023) • source agence de l'eau Adour-Garonne.



4,20 €
aux acteurs économiques pour la dépollution industrielle, le traitement de certains déchets dangereux pour l'eau et la gestion de la ressource en eau



6,80 €
pour l'animation des politiques de l'eau
(études, connaissances, réseaux de surveillance eaux, éducation, information et l'international)



30,90 €
aux collectivités pour l'épuration des eaux usées urbaines et rurales et la gestion des eaux de pluie



21,80 €
aux exploitants concernés pour des actions de dépollution et la gestion de la ressource en eau dans l'agriculture



100 €
d'aides accordées par l'agence de l'eau en 2024



16,10 €
aux collectivités pour la protection et la restauration de la ressource en eau potable



9,30 €
aux collectivités pour la gestion quantitative de la ressource



10,90 €
principalement aux collectivités pour la restauration et la protection des milieux aquatiques (en particulier des cours d'eau -renaturation, continuité écologique- et des zones humides).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

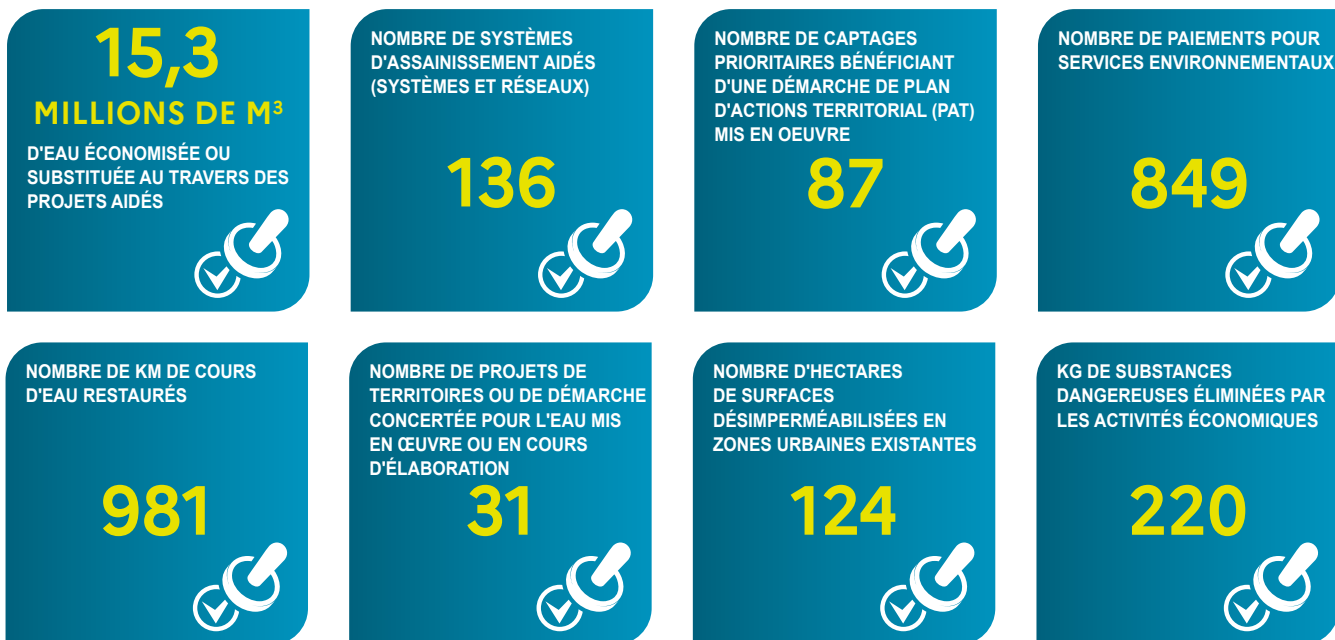
Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET
NOTE D'INFORMATION DE L'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE
Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement

ACTIONS AIDÉES

PAR L'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE EN 2024

L'année 2024 marque un élan inédit pour l'eau du grand Sud-Ouest. Elle est la concrétisation d'une mobilisation remarquable des acteurs du bassin née dans les suites de la sécheresse 2022 et des annonces du Plan eau. Ce sont **plus de 560 millions d'euros d'aides qui ont été alloués à des projets structurants sur l'année sur le bassin Adour-Garonne**. Un résultat exceptionnel qui clôture ainsi le 11^{ème} programme d'intervention de l'Agence.

EN 2024...



PSE : paiement pour services environnementaux

CHANGEMENT CLIMATIQUE

70% des aides attribuées par l'Agence en 2024 ont été consacrés de façon directe ou indirecte à l'adaptation au changement climatique : solutions fondées sur la nature ; gestion et partage de la ressource ; économies d'eau ; gestion durable des eaux de pluie ; étude ; sensibilisation ; communication...

Les solutions fondées sur la nature représentent près de 126 millions d'euros d'aides qui ont permis de soutenir : la conversion à l'agriculture biologique, les paiements pour services environnementaux, la renaturation des cours d'eau, la préservation des zones humides ou encore la désimperméabilisation des sols en ville.

UN 12^{ÈME} PROGRAMME ADOPTÉ DANS UN CONSENSUS PARTAGÉ

Le 12^{ème} programme 2025-2030, adopté en octobre 2024, acte des évolutions majeures de la politique de l'agence, notamment en matière de prise en compte du changement climatique. Ce programme ambitieux, intitulé « les solutions sont dans l'action », prévoit une augmentation de 30% des moyens financiers par rapport à la précédente programmation, soit une moyenne de 332 M€ par an. Il promeut la sobriété et les solutions de substitution, à travers d'un mix de solutions financièrement adéquats et un accompagnement sans précédent des territoires.

En savoir plus :

<https://eau-grandsudouest.fr/eau-2025-2030-solutions-sont-dans-action>

LES ENJEUX DE LA REFORME DES REDEVANCES

À partir de 2025, les redevances des agences de l'eau font l'objet d'une révision dans le cadre de la loi de finances 2024 avec des objectifs multiples : rééquilibrer progressivement l'origine des contributions pour moins faire peser la fiscalité de l'eau sur les ménages, valoriser les efforts des collectivités pour une gestion patrimoniale vertueuse et accroître les capacités financières des agences de l'eau, dans le cadre du déploiement du plan Eau, pour accompagner plus vite et plus fortement (aides et subventions) les territoires et les acteurs économiques face à l'urgence climatique.

En savoir plus :

<https://eau-grandsudouest.fr/vos-redevances/reforme-redevances>



LA CARTE D'IDENTITÉ DU BASSIN ADOUR-GARONNE

Le bassin Adour-Garonne couvre les bassins versants des cours d'eau qui, depuis les Charentes, le Massif Central et les Pyrénées, s'écoulent vers l'Atlantique (115 000 km², soit 1/5^e du territoire national). Il compte 120 000 km de cours d'eau, d'importantes

ressources souterraines et un littoral d'environ 630 km. **Sur ses 8 millions d'habitants**, 30 % vivent en habitats épars. C'est un bassin essentiellement rural : sur les quelques 6 700 communes, 35 comptent plus de 20 000 habitants, ces dernières rassemblant 28 % de la population.

Siège

AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE

90 rue du Férétré - CS 87801
31078 Toulouse Cedex 4
05 61 36 37 38

Les 7 bassins hydrographiques métropolitains



Délégations

ATLANTIQUE-DORDOGNE

BORDEAUX (dépt. 16 • 17 • 33 • 47 • 79 • 86)
4 rue du Professeur André-Lavignolle
33049 Bordeaux Cedex
05 56 11 19 99

SAINT-PANTALÉON-DE-LARCHÉ

(dépt. 15 • 19 • 23 • 24 • 63 • 87)
94 rue du Grand Prat
19600 Saint-Pantaléon-de-Larche
05 55 88 02 00

Délégation

ADOUR ET CÔTIERS

PAU (dépt. 40 • 64 • 65)
7 passage de l'Europe - BP 7503
64075 Pau Cedex
05 59 80 77 90

Délégations

GARONNE ET RIVIÈRES D'OCCITANIE

TOULOUSE (dépt. 09 • 11 • 31 • 32 • 34 • 81 • 82)
97 rue Saint Roch - CS 14407
31405 Toulouse Cedex 4
05 61 43 26 80

RODEZ (dépt. 12 • 30 • 46 • 48)
Rue de Bruxelles - Bourran - BP 3510
12035 Rodez Cedex 9
05 65 75 56 00



Suivez l'actualité de l'eau du bassin sur
www.eau-grandsudouest.fr

PARTICIPEZ À LA CONSULTATION SUR LES ENJEUX L'EAU DU GRAND SUD-OUEST ET LES RISQUES D'INONDATION !

Le bassin Adour-Garonne, les partenaires institutionnels et les citoyens sont invités à s'exprimer sur les enjeux de l'eau du grand Sud-Ouest, temps fort qui marque l'ouverture du 4^e cycle de élaboration de la politique de l'eau 2028-2033.

Qualité de l'eau, disponibilité de la ressource, protection des milieux aquatiques et de la biodiversité, adaptation au changement climatique et prévention des risques sécheresse et inondation... sont des sujets qui nous concernent tous.

Participez dès aujourd'hui et jusqu'au 25 mai sur notre site : <https://eau-grandsudouest.fr/consultation-enjeux-eau-grand-sud-ouest>

Agence de l'eau Adour-Garonne | Consultation sur les enjeux de l'eau du grand Sud-Ouest | Agence de l'eau Adour-Garonne (eau-grandsudouest.fr)

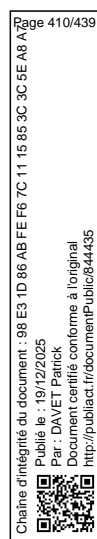
Accusé certifié exécutoire

Révisé par le préfet le 19/12/2025
Publié le 19/12/2025
AGENCES
DE L'EAU

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



Annexe 4 : Eaux usées & eaux pluviales – le SIBA vous répond



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET





SIBA

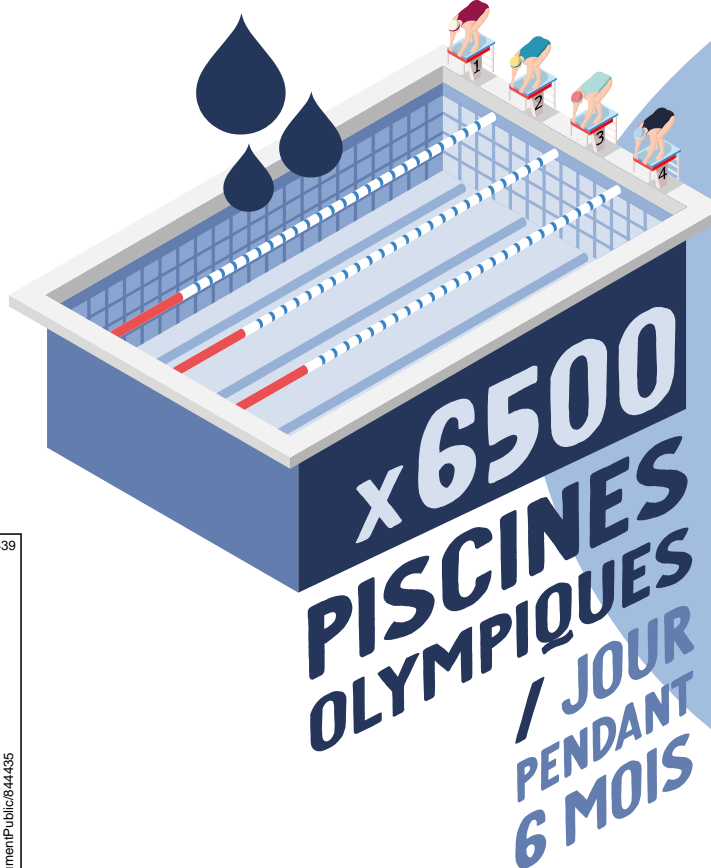
Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

QUE S'EST-IL PASSÉ CET HIVER 2023-2024 ?

Sur le Bassin d'Arcachon, il est tombé 1,20 m de pluie en 6 mois (contre 0,5 m en moyenne).

Cette pluie ruisselle du bassin versant* vers le Bassin d'Arcachon : il faut imaginer l'équivalent de 6500 piscines olympiques se déversant, chaque jour pendant 6 mois, dans le Bassin d'Arcachon.

(source : Agence de l'eau Adour-Garonne)



**UN BASSIN
VERSANT
DE 4000 KM²**



**Et le phénomène ne s'est pas limité
au Bassin d'Arcachon :**

- + 50%** de pluie dans le nord de la France
- + 20%** sur toute la côte Atlantique.

La France a connu un hiver extrêmement pluvieux avec cette impression persistante d'un automne sans fin ou d'un tunnel de pluie...

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

À SAVOIR :

*** C'EST QUOI
LE BASSIN
VERSANT ?**

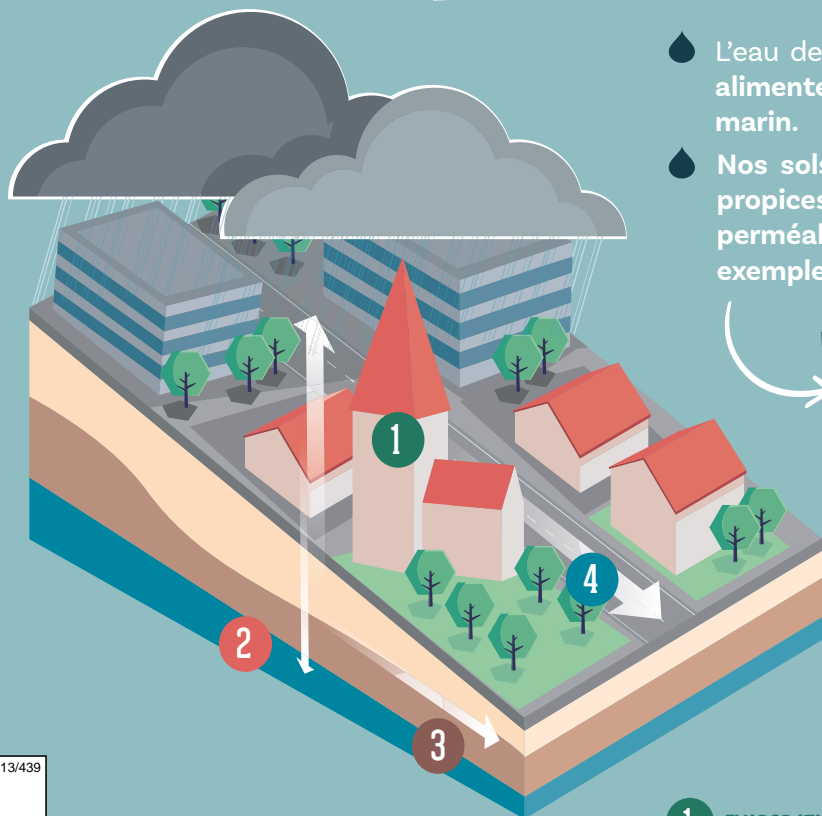
Territoire constitué du Médoc, du Val de l'Eyre, des Landes et du Bassin d'Arcachon.

32 cours d'eau et tout un réseau de crastes et fossés qui serpentent au travers des forêts, des zones urbaines et du littoral et finissent leur course dans le Bassin d'Arcachon.

QUESTIONS-RÉPONSES

GESTION DES EAUX PLUVIALES

EN SITUATION NORMALE, OÙ VONT LES EAUX DE PLUIE ?



- L'eau de pluie doit suivre le cycle naturel de l'eau et alimenter les nappes, les cours d'eau et le milieu marin.
- Nos sols, principalement constitués de sable, sont propices à l'infiltration des eaux sur site : ils sont perméables (à la différence des sols argileux par exemple).

C'est la raison pour laquelle, depuis 1982, le SIBA impose aux habitants, aux aménageurs privés et lotisseurs ainsi qu'aux gestionnaires des voiries, une réglementation spécifique pour que les eaux de pluie s'infiltrent dans le sol, en compensation de l'imperméabilité produite par les constructions et les voiries.

- 1 EVAPORATION
- 2 INFILTRATION PROFONDE
- 3 INFILTRATION SUPERFICIELLE
- 4 RUISSELLEMENT

QUE SE PASSE-T-IL EN CAS DE PLUIE INTENSE ?

DES EMBOUTEILLAGES en raison du grand volume d'eau généré par le bassin versant de 4000 km² qui ruisselle vers le Bassin d'Arcachon.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET





LA PROXIMITÉ DE LA NAPPE EMPÊCHE-T-ELLE L'INFILTRATION DE L'EAU DE PLUIE ?

Il est vrai, qu'en cas de nappe affleurante, l'eau de pluie ne peut pas s'infiltrer, comme en situation normale.

LE RÉSEAU DE SECOURS :

Les crastes et fossés prennent le relais pour accueillir les eaux de pluie non absorbées par le sol, à la condition que ce réseau naturel soit bien entretenu !

Sur les 15 dernières années, lorsque la nappe a atteint des niveaux très élevés : 6% des surfaces habitées ont été concernées par des débordements de nappe

(source : « MOHYS » étude de la nappe phréatique - projet de recherche et développement BRGM/SIBA).

**MAIS QUAND TOUT EST PLEIN,
TOUT EST PLEIN !**

TERRAINS, JARDINS, FOSSÉS, CRASTES ET PARFOIS MAISONS

6% DES CAS
EN ZONE URBAINE



**NIVEAUX DE NAPPE TRÈS ÉLEVÉS
(NAPPE AFFLEURANTE)**

DÉBORDEMENTS

Au quotidien, le SIBA travaille pour trouver des solutions pour ces 6% de surfaces impactées : créer de nouvelles voies de direction pour que l'eau ralentisse et finisse sa course vers un nouvel exutoire (ruisseau, cours d'eau...).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

L'IMPERMÉABILISATION DES SOLS

AVEC LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE,

ON EN PARLE ?

La croissance démographique génère une augmentation des surfaces imperméabilisées de 0,3% par an depuis 10 ans . Au total, c'est environ 6% du territoire qui est imperméabilisé.

LE SIBA IMPOSE :

depuis 1982, aux habitants, aux aménageurs privés et lotisseurs ainsi qu'aux gestionnaires des voiries, une réglementation spécifique pour que les eaux de pluie s'infiltrent dans le sol, en compensation de l'imperméabilité produite par les constructions et les voiries.



POUR RÉDUIRE LES EFFETS DU RUISSELLEMENT, LE SIBA IMPOSE DES MESURES COMPENSATOIRES !

UN EXEMPLE

RUISSELLEMENT DES EAUX DE VOIRIE VERS UNE NOUE

CES MESURES S'IMPOSENT À TOUS !

♦ Habitants :

accueillir les eaux de pluie sur son terrain (cf. page 15) et surélever les nouvelles constructions de 30 cm par rapport au niveau du terrain naturel (tout en se situant au dessus de la route).

♦ Aménageurs publics, privés, lotisseurs :

Accusé de réception : Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

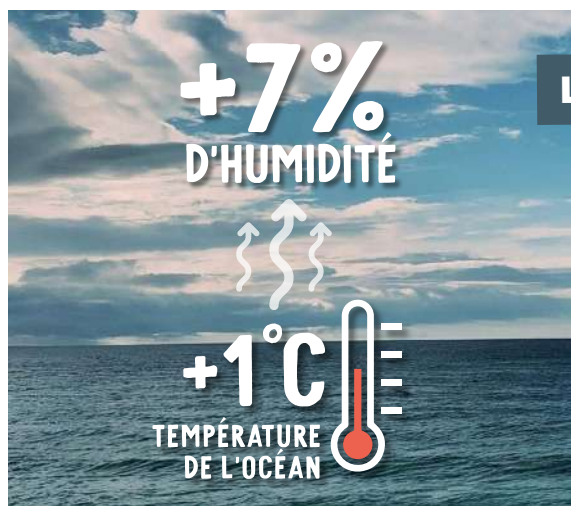
Exemples : chaussée à structure réservoir, tranche drainante / d'infiltration, noue, puits d'infiltration, fossé

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET





L'AVIS DES SCIENTIFIQUES

Le GIEC (Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat) explique que lorsque la température des océans augmente d'un degré, elle engendre une augmentation de l'humidité de 7%. Ce phénomène s'observe dans plusieurs régions en France.

Autrement dit, à mesure que le climat se réchauffe, la vapeur d'eau stockée au-dessus de nos têtes se multiplie : il pleut donc davantage !

L'accélération des évolutions climatiques - comme nous l'avons vu dans le Nord-Pas-de-Calais, en Vallée d'Aspe, à Marseille, en Corse, ou récemment à Cannes - pousse le SIBA à s'adapter et à prendre des mesures similaires à celles adoptées partout ailleurs en France, cf. page 10 « A quoi servent les bassins de sécurité ? ».

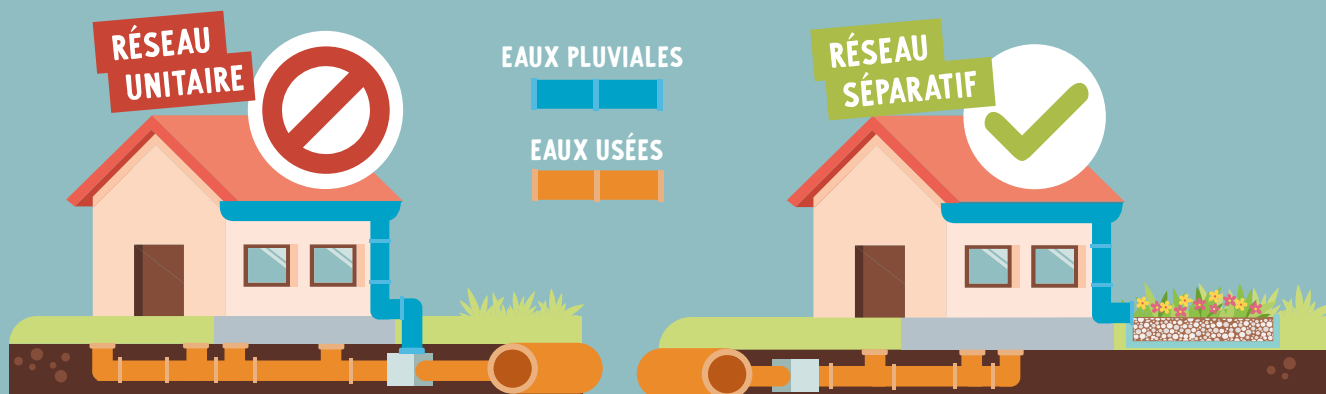
Cet hiver 2023-2024, Vigicrue annonce un taux record de départements placés en vigilance, avec des inondations subies au moins un jour sur deux, durant 6 mois.



POURQUOI LES EAUX PLUVIALES NE SONT-ELLES PAS TRAITÉES AVEC LES EAUX USÉES ?

Accepter les eaux de pluie dans le réseau des eaux usées est interdit sur le Bassin d'Arcachon comme partout en France par les règlements sanitaires.*

LE TEMPS DU TOUT TUYAU EST RÉVOLU !



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE
Sur les territoires de France où l'infiltration est possible (comme chez nous où le sol est sableux par exemple), l'enjeu est plus que jamais de séparer les eaux pluviales et les eaux usées.

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025
Sur les territoires de France où l'infiltration est possible (comme chez nous où le sol est sableux par exemple), l'enjeu est plus que jamais de séparer les eaux pluviales et les eaux usées.

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

QUESTIONS-RÉPONSES

ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES

AVANT LA CRÉATION DU SIBA EN 1964, QUE DEVENAIENT LES EAUX USÉES ?

Il n'y avait **AUCUN** traitement collectif des eaux usées (domestiques et industrielles).

Les eaux usées dites brutes (y compris les eaux de la Cellulose du Pin) se déversaient directement dans le Bassin d'Arcachon et la Leyre.

En 1964, le préfet de l'époque Gabriel DELAUNAY réunit les maires des 10 communes riveraines et le directeur de la Cellulose du Pin (aujourd'hui Smurfit Westrock) pour tenter d'endiguer la pollution.

Le rôle initial du SIBA, à une époque où on ne parlait pas d'environnement, a été de protéger la qualité des eaux du Bassin. Une mission qui reste l'ADN des actions du SIBA !

Un chantier gigantesque s'est alors ouvert pour raccorder chaque habitation, chaque entreprise, chaque bâtiment à un collecteur d'eaux usées.

À SAVOIR :

LE SIBA GÈRE LES SYSTÈMES D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES DES 12 COMMUNES

ILS SE COMPOSENT DE :



**1230 KM
DE RÉSEAU
SECONDAIRE**

9 BASSINS DE SÉCURITÉ :



6 BASSINS DE RÉGULATION
DES EAUX BRUTES



3 BASSINS DE RÉGULATION
DES EAUX TRAITÉES

70 KM DE COLLECTEUR PRINCIPAL :



EAUX BRUTES



EAUX TRAITÉES



**5 STATIONS
D'ÉPURATION SIBA
+ 1 EN CONSTRUCTION**



1 STATION D'ÉPURATION
SMURFIT WESTROCK

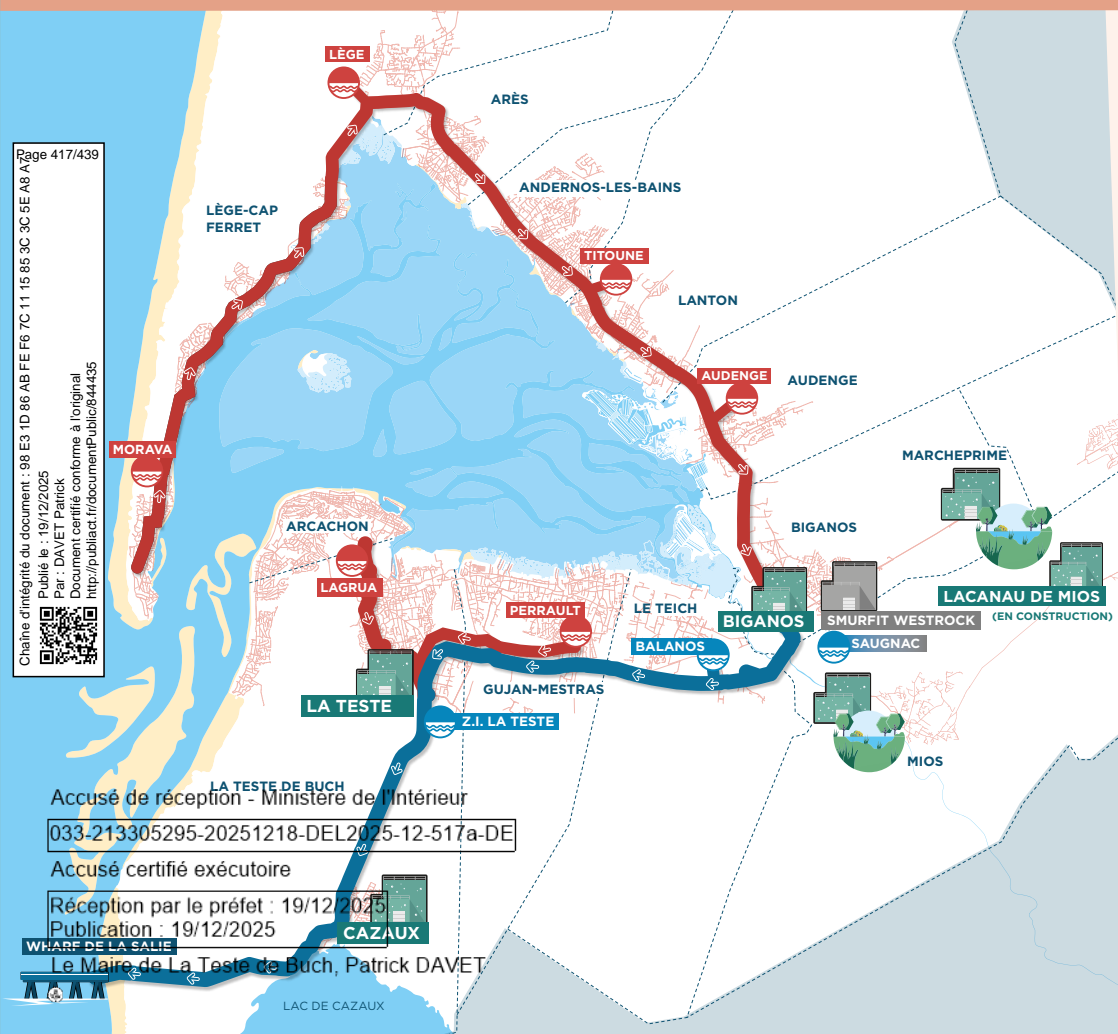
3 ZONES DE REJET DES EAUX TRAITÉES :



2 ZONES DE REJET
VÉGÉTALISÉES



1 ÉMISSAIRE DE REJET
EN MER



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

WHARF DE LA SALIE

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

LAC DE CAZAUX

LE RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES

EST-IL BIEN DIMENSIONNÉ AU NOMBRE DE RÉSIDENTS Y COMPRIS L'ÉTÉ ?

OUI

Nous utilisons tous de l'eau. Le réseau d'eaux usées collecte les eaux que nous consommons au quotidien dans nos habitations et nos entreprises. Ces eaux usées sont acheminées vers des stations d'épuration grâce à un réseau de plus de 1200 km de tuyaux qui ceinture le Bassin d'Arcachon.

UN RÉSEAU D'EAUX USÉES EN ADAPTATION CONSTANTE

Le SIBA investit **15 000 000 €** par an (en moyenne) pour sécuriser et entretenir les ouvrages.



En plein été, alors que la population sur le Bassin d'Arcachon passe de **140 000 à 400 000** personnes, le système d'assainissement fonctionne parfaitement et traite sans difficulté le surplus d'eau généré par la fréquentation estivale.

LA SATURATION D'EAUX USÉES N'EST PAS LIÉE AU NOMBRE DE PERSONNES.

EST
LA QUANTITÉ
D'EAUX DE PLUIE
S'EST INVITÉE DANS
LE RÉSEAU QUI POSE
PROBLÈME !

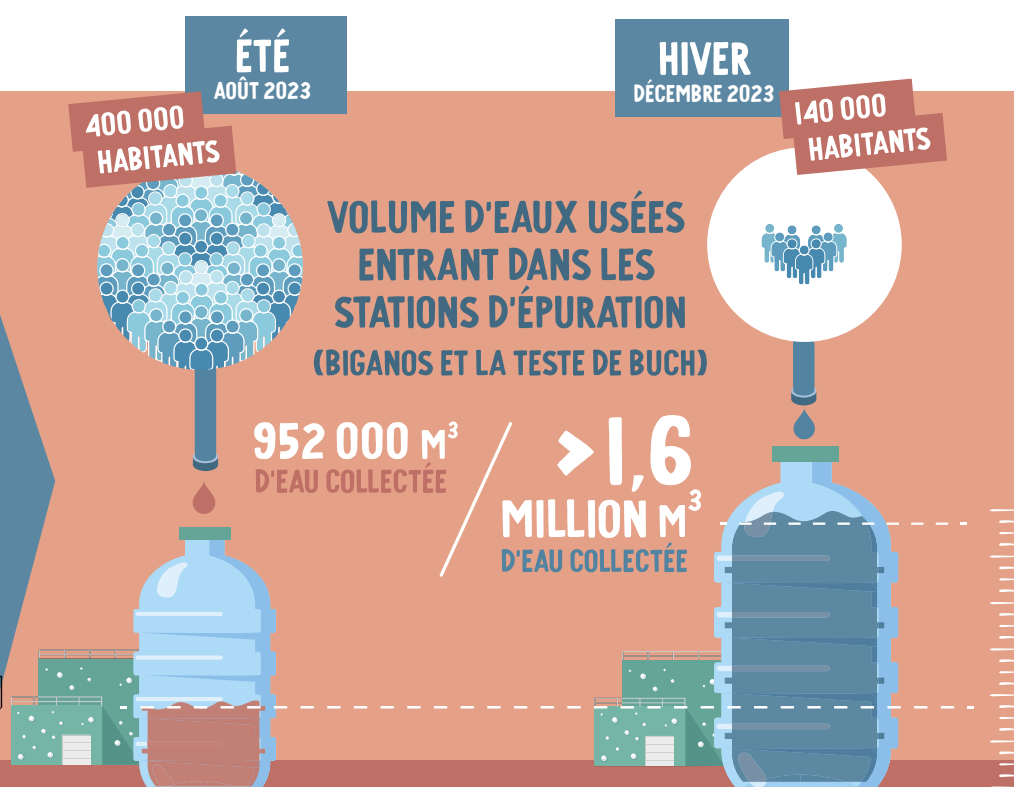
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET





COMMENT LES EAUX DE PLUIE S'INVITENT DANS LE RÉSEAU D'EAUX USÉES ?

Durant un épisode pluvieux selon son intensité, son volume et sa durée, des eaux dites « parasites » pénètrent dans le réseau des eaux usées par de multiples voies :



Les boîtes de branchement, les regards de visite ou les postes de pompage situés dans les zones inondées

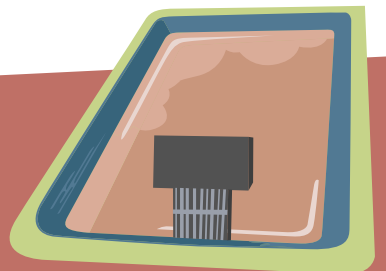


La nappe phréatique exerce une pression sur les réseaux de collecte enterrés et peut finir par s'immiscer à l'intérieur.



Les raccordements illicites d'eaux pluviales sur le réseau d'eaux usées

Les actes volontaires de personnes en situation d'inondation qui transfèrent les eaux de leur terrain vers le réseau d'eaux usées



C'EST ALORS QUE LES BASSINS DE SÉCURITÉ PERMETTENT DE STOCKER, DANS LA LIMITE DE LEUR CAPACITÉ, LES SURCHARGES HYDRAULIQUES ET D'ÉVITER LA MULTIPLICATION DES DÉBORDEMENTS.

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

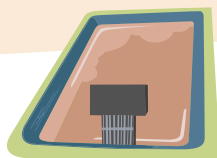
2 À QUOI SERVENT LES BASSINS DE SÉCURITÉ ET LES DÉVERSOIRS D'ORAGE ?

Des bassins de sécurité ont été créés, pour :

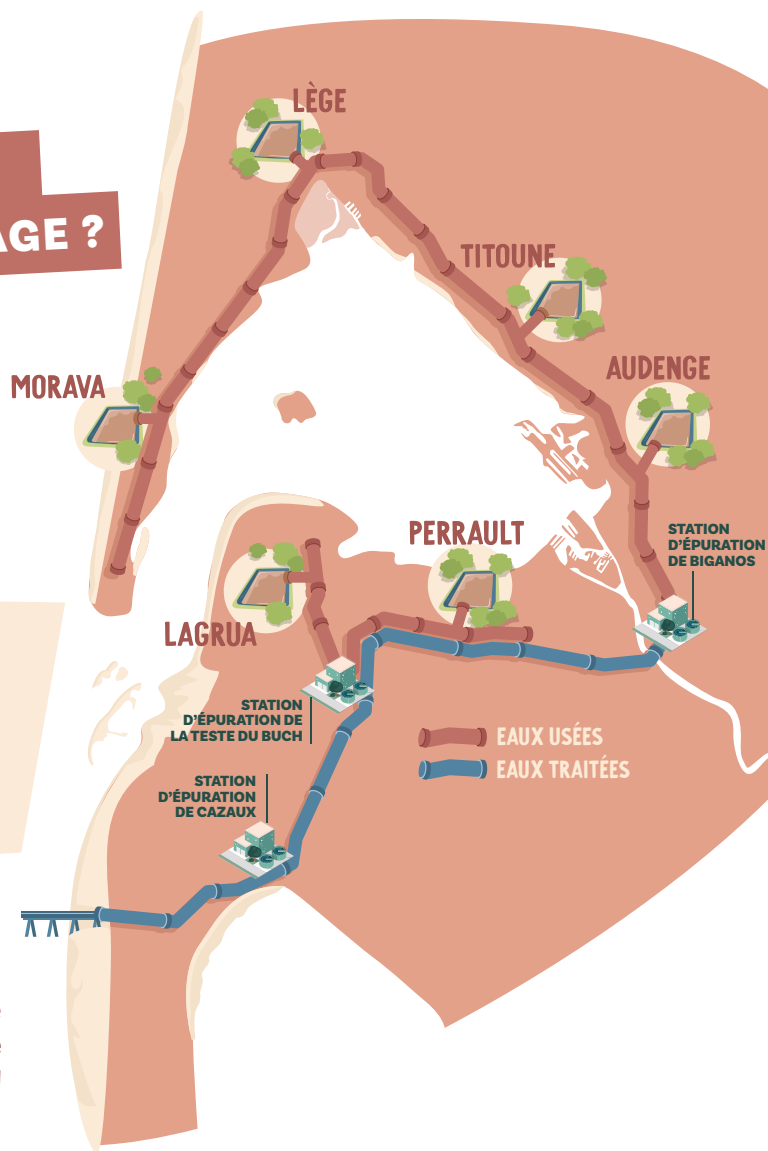
Stocker les eaux usées le temps de travaux ou interventions d'exploitation sur le réseau et gérer les surcharges hydrauliques

Quand la quantité d'eau de pluie devient trop importante, une partie des volumes est dirigée vers les bassins de sécurité.

Dès que la situation le permet, l'eau stockée revient vers le collecteur et les stations d'épuration.



Ce n'est que lorsque la capacité de stockage des bassins est dépassée que les déversements ont lieu. Mais l'eau rejetée dans le milieu naturel n'est pas celle des toilettes ! C'est une eau très diluée par les eaux de pluie.



Afin d'éviter dans ce cas des débordements généralisés, la justice a imposé d'officialiser la création de déversoirs d'orage sur les bassins de sécurité pour concentrer et donc limiter les débordements.

En cas de sollicitation de ces déversoirs d'orage, des analyses quotidiennes seront effectuées afin de s'assurer de la qualité des eaux surversées.

Administrativement, on caractérise une situation inhabituelle sur la base d'une pluviométrie de 70 mm sur 7 jours consécutifs pour déterminer la conformité réglementaire du système d'assainissement.

Le SIBA, fervent défenseur du zéro rejet dans le milieu, a maintenu son cap mais force est de constater que l'accélération des évolutions climatiques oblige le SIBA à s'adapter et à prendre des mesures similaires à celles adoptées ailleurs en France (exemple Montpellier, Bordeaux...) ; le temps de réaliser l'ambitieux programme de travaux sur les eaux pluviales.

Page 420/439
Chaine d'intégrité du document : 98 E3 1D 86 AB FE F6 7C 11 15 86 3C 3C 5E A8 A8
Publié le : 19/12/2025
Par : DAVET Patrick
Document certifié conforme à l'original
<http://publiact.fr/documentPublic/84435>

SEPTEMBRE 2024
Une des mesures mise en œuvre : installation de dégrilleurs à macro déchets, à l'entrée des bassins de sécurité d'Audenge et de Lanton (Titoune)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
033-213305295-20251218DEL2025_12-517a-DE
Accusé de réception
Réception par le préfet - 19/12/2025
Publication - 19/12/2025
Le Maire de La Teste du Buch, Patrick DAVET

COMMENT LE SIBA PRÉPARE LE TERRITOIRE À FAIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ?

LE SIBA TRAVAILLE À FLUIDIFIER LA CIRCULATION DES EAUX DE PLUIE

Chaque commune du SIBA possède son Schéma Directeur des Eaux Pluviales Urbaines. Le SIBA a étudié comment l'eau circule dans chaque quartier, en se basant sur des événements importants. Cela a permis de définir des directions à suivre pour mieux gérer les eaux pluviales :



(RE)CALIBRAGE ET RÉFECTION DES CANALISATIONS EXISTANTES EN ZONE URBAINE



ENTRETIEN ET AMÉNAGEMENT DES CRASTES ET FOSSÉS SUR LE DOMAINE PUBLIC*



UNE TÉLÉSURVEILLANCE DES INSTALLATIONS PAR LE SIBA



- Surveiller les installations 7j/7, 24h/24 (postes de pompage, ...) et recevoir une alarme en cas de problème pour déclencher une intervention.
- Instrumenter le réseau pour poser un diagnostic et réaliser des travaux pertinents.



LE SAVIEZ-VOUS ?

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

033-213305295-20251218 DEL 2025-12-517a-DEL

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Sur plus de 400 km de fossés, la moitié se situe sur des propriétés privées. Un fossé non entretenu sur une parcelle impacte le réseau d'eaux usées et parfois peut inonder tout un quartier !

RALENTISSEMENT DES EAUX PLUVIALES EN AMONT DES ZONES URBAINES GRÂCE À DES SOLUTIONS FONDÉES SUR LA NATURE (SFN)*

2 EXEMPLES D'AMÉNAGEMENTS

● COURS D'EAU DU VIGNEAU (AUDENGE/BIGANOS)

Le quartier des Trucails à Audenge subissait des inondations à cause des aménagements réalisés au XIX^e siècle pour irriguer les parcelles forestières.

C'est en se replongeant dans les cartes anciennes que l'état naturel du site a pu être retrouvé et a inspiré les nouveaux aménagements réalisés par le SIBA : installation de rangées de pieux en bois qui retiennent le sable et font remonter le niveau de l'eau du cours d'eau ; recréation de fossés (« reméandrage ») et de nouvelles connections. Ainsi, une réduction du risque inondation est constatée sur le quartier des Trucails situé à l'aval.



**Crue 2023, efficacité
du reméandrage du fossé**

- **BASSIN DE CANTERANNE**, ouvrage de 18 ha créé par le SIBA, sur la commune de Gujan-Mestras. Il stocke et régule les apports intenses d'eau provenant du massif forestier attenant : pensé aussi pour recréer des habitats permanents pour la faune et la flore locales qui peu à peu colonisent l'espace.

Ci-dessous à différents niveaux de remplissage :

Printemps 2023



Novembre 2023



Durant la crue de novembre 2023, le Bassin de Canteranne a réduit les apports en eau vers l'aval de 30% (source : comptage sur site) préservant des quartiers du Teich et de Gujan-Mestras, auparavant inondés.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Ces travaux s'inscrivent dans le programme RéZHiIience du SIBA, qui a remporté un concours de projets pour la restauration des zones humides 2021-2024.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié par le SIBA, les SFN sont définies par l'UICN (réseau des organismes et des experts de l'Union internationale pour la conservation de la nature en France) comme : « les actions visant à protéger, gérer de manière durable et restaurer des écosystèmes naturels ou modifiés pour relever directement les défis de société de manière efficace et adaptative, tout en assurant le bien-être humain et en produisant des bénéfices pour la biodiversité ».

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

QUESTIONS-RÉPONSES

EAUX USÉES & EAUX PLUVIALES



COMMENT LE TERRITOIRE RÉPOND-T-IL AUX PRÉOCCUPATIONS DE LA PROFESSION OSTRÉICOLE ?

Depuis 2021, le territoire s'est mobilisé pour comprendre et travailler sur les sources potentielles de contamination du plan d'eau.

- L'Etat a confié au SIBA, avec l'ensemble des acteurs concernés, la réalisation d'un PROFIL DE VULNERABILITE DES EAUX CONCHYLICOLES
- En 2022, il en résulte un programme collégial de 63 actions. Celui-ci réinterroge la gestion des eaux sur les 4000 km² du bassin versant, et pas seulement sur les 900 km² correspondant au territoire du SIBA !
- Dès 2024, le SIBA accélère ses investissements :
3 MILLIONS D'EUROS SUR LES ACTIONS PRIORITAIRES SUIVANTES :

EN COURS

- Travaux de redimensionnement de canalisations à Lège-Cap Ferret (Chemin du Cassieu)
- Création d'espaces d'infiltration à Gujan-Mestras (Chante Cigale)
- Création d'une zone d'expansion des eaux de ruissellement à La Teste de Buch (Crate de Menan)
- Recherche d'un changement de bassin versant à Arès (les Abberts)
- Gestion du Betey à Andernos les Bains
- Réalisation du plan de gestion des cours d'eau d'Aiguemorte et du Pontails à Audenge

TRAVAUX À VENIR

Gestion des eaux pluviales :

- Arcachon : Carmagnat
- Andernos : Boulevard du Page
- Arès : Garguehos
- Mios : Route du Masquet

PROJET DE CRÉATION
D'UNE NOUVELLE STATION
D'ÉPURATION



NOUVEAU PROJET DES ÉLUS DU SIBA

Pour répondre rapidement et rendre le réseau moins vulnérable, les élus du SIBA projettent la création d'une station d'épuration supplémentaire sur le Nord Bassin ; le temps de permettre à chacune des Institutions de travailler efficacement sur la gestion des eaux pluviales qui reste le véritable enjeu !

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

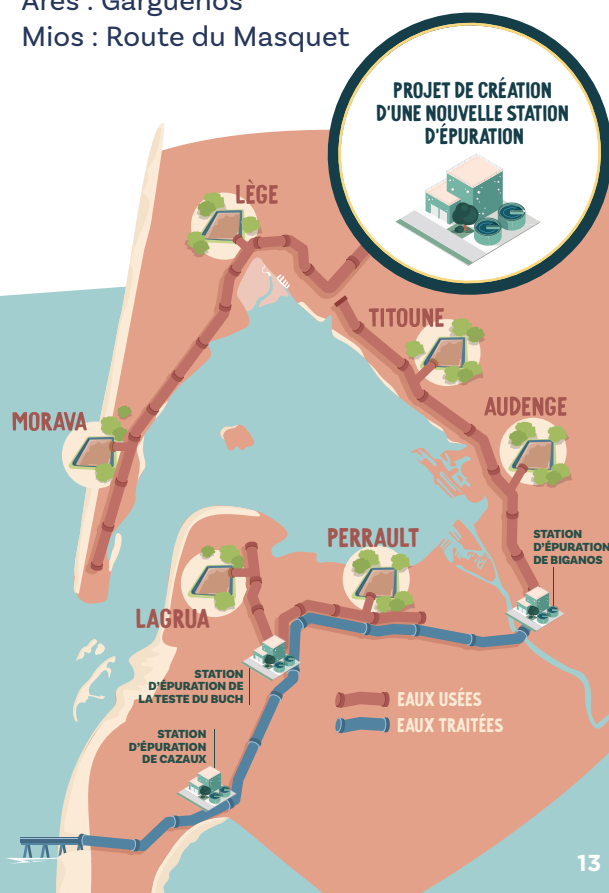
033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025

Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



COMMENT LE SIBA ACCÉLÈRE SES INVESTISSEMENTS ?

1. 11 000 000 € TTC

dont 3 000 000 € pour 2024 sont débloqués par l'Etat, les agences de l'eau et le SIBA, grâce au soutien de la COBAS et de la COBAN. La totalité des actions « prioritaires », issues du programme d'investissement du SIBA, **va être réalisée en 3-5 ans au lieu de 10 ans :**

6 millions de travaux en zone urbaine :

- Redimensionner des canalisations pluviales existantes ;
- Modifier la structure du pluvial (changer l'orientation des écoulements pour amener les eaux de pluie vers un nouvel exutoire).

5 millions pour réguler et/ou ralentir les eaux pluviales en amont des zones urbaines :

- En créant des Solutions Fondées sur la Nature type Canteranne, cours d'eau du Vigneau (cf. page 12).

SIBA
BASSIN D'ARCACHON

900 KM²

UN BASSIN
VERSANT
DE 4000 KM²

C'est l'affaire de tous !

Le Préfet a rappelé l'importance et toute l'attention qui sera portée sur le bassin versant de 4000 km² dont les eaux se déversent par écoulement dans le Bassin d'Arcachon.

2.

36 000 000 € TTC Poursuivre le plan pluriannuel d'investissement pour la gestion des eaux pluviales urbaines sur nos 12 communes

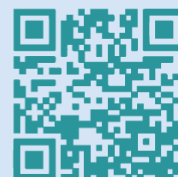
- Accroître le niveau de protection face à une situation de crise et aux inondations.

3.

Projet de contrat « Eau et Climat » en cours de rédaction :

Pour que l'ensemble des 63 actions du profil de vulnérabilité puisse se réaliser et aller au-delà.

Le document complet du profil de vulnérabilité des eaux conchylicoles est disponible ici :



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

MON BASSIN, MON ACTION

PARTICIPATION & ENGAGEMENT CITOYEN

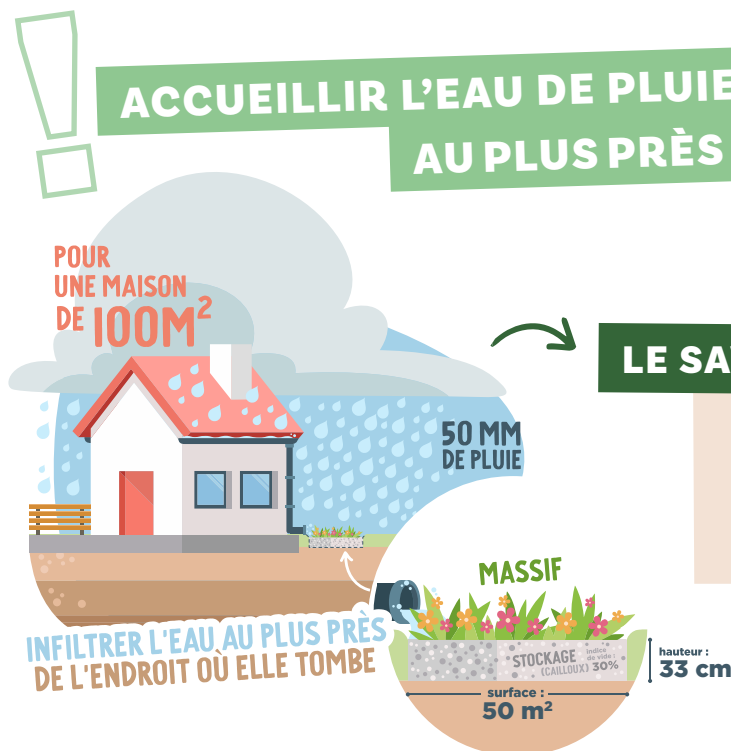
NOUS AVONS TOUS UN RÔLE À JOUER !
LA NATURE VOUS DIRA MERCI ET VOS VOISINS AUSSI

ACCUEILLIR L'EAU DE PLUIE DANS MON JARDIN,
AU PLUS PRÈS DE L'ENDROIT OÙ ELLE TOMBE

- Naturalisation du jardin
- Récupérateur / cuve d'eau de pluie
- Zones d'infiltration (puits, tranchée, noue...)

LE SAVIEZ-VOUS ?

Si chaque maison de 100 m² réalise une zone d'infiltration de 50 m²... chacun à son niveau contribuera à résoudre les problèmes d'inondation !



ENTREtenir MA CRASTE, MON FOSSÉ !

Le SIBA ou les services municipaux ne peuvent pas intervenir CHEZ VOUS !

Ce réseau naturel permet de drainer les eaux pluviales qui ne peuvent être absorbées par le sol. On évite ainsi les embouteillages... et les inondations à la condition qu'il soit bien entretenu !

NE PAS RACCORDER MES GOUTTIÈRES
AU RÉSEAU D'EAUX USÉES



Si je raccorde ma toiture au réseau d'assainissement collectif, les canalisations seraient rapidement saturées et la collecte des eaux usées de mes voisins ne pourrait plus être assurée. **C'est pour cela que c'est interdit !**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Le SIBA tient à remercier les acteurs, associations et particuliers, qui s'engagent à ses côtés pour maintenir un bon entretien des crastes et fossés à proximité de chez eux. Indispensable au bon fonctionnement des eaux pluviales. Aucune canalisation ne pourra remplacer ce réseau naturel de drainage que constituent les crastes et fossés.



Retrouvez en vidéo les réponses à vos questions
www.siba-bassin-arcachon.fr
 et www.tvba.fr



Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon (SIBA)
 16 allée Corrigan, CS40002, 33311 Arcachon Cedex
 Tél. 05 57 52 74 74 administration@siba-bassin-arcachon.fr





**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service Procédures Environnementales et Utilité Publique
Pôle Consultations et Procédures Environnementales

Bordeaux, le 29/07/25

Le Préfet

à

Monsieur le Maire
Commune de La Teste de Buch

Objet : Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites (CDNPS),
Formation « sites et paysages » — avis de la CDNPS du 08 juillet 2025

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites qui s'est réunie le 08 juillet 2025 dans sa formation « sites et paysages », pour examiner le **projet de révision du PLU de La-Teste-de-Buch – Classement et déclassement des Espaces Boisés Classés (EBC)**, au titre de la loi littoral – Article L.121-27 du Code de l'urbanisme a émis les avis suivants :

VOTE/ secteur Façade Océane

« avis favorable à l'unanimité ».

VOTE/ secteur Plan Plages

« avis favorable à l'unanimité ».

VOTE/ Création d'un parking supplémentaire au Pyla

« avis défavorable à l'unanimité.

Le projet de la commune diffère du SCOT. Les motifs avancés par la commune reposent sur la fréquentation du site. Les arguments avancés ne mentionnent pas le fait que le boisement concerné ne constituerait plus un des espaces boisés significatifs de la commune, tel que prévu à l'article L. 121-27 du Code de l'urbanisme. Le projet est situé en zone Natura 2000 et en ZNIEFF. Les parcelles sont également protégées au titre du site classé de la « Dune du Pilat et forêt usagère ».

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Cité administrative
033-213305296-20251218-DE-2025-12-517a-DE
2 rue Jules Ferry – BP 90

Accusé de réception - Direction départementale de la Gironde

www.gironde.gouv.fr
Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service Procédures Environnementales et Utilité Publique
Pôle Consultations et Procédures Environnementales

VOTE/ secteur du golf

« avis défavorable à l'unanimité. La demande de révision est compatible avec le SCOT, mais il n'y a pas de justification du déclassement ».

VOTE/ secteur Lac de Cazaux

« avis défavorable à la majorité pour manque de cohérence et de justification ».

VOTE/ Secteur de La Teste

« avis défavorable à la majorité, dans un souci de préservation des îlots de fraîcheur ».

Pour le Préfet,
Pour le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer
Pour la Cheffe du service des Procédures Environnementales
et Utilité Publique
l'Adjoint

Cédric DIENER

Carbonio

thomas.saphore@latestedebuch.fr

Notification de l'avis Ae concernant le projet de révision du PLU de la commune de La Teste-de-Buch (PP-2025-17734)

From: DREAL Nouvelle-Aquitaine/MEE/PPSP (Pôle plans schémas programmes) emis ven., juil. 18, 2025 03:52 PM
par RENAUDIN Cindy (Assistante) - DREAL Nouvelle-Aquitaine/MEE/PPSP <
ppsp.mee.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr >

Subject: Notification de l'avis Ae concernant le projet de révision du PLU de la
commune de La Teste-de-Buch (PP-2025-17734)

To: thomas saphore < thomas.saphore@latestedebuch.fr >

Cc: florence < florence.bonnin@latestedebuch.fr > , "Sandrine," <
sandrine.sagnes@latestedebuch.fr > , Arnaud < arnaud.nicoullaud@latestedebuch.fr > ,
ars-dd33-sante-environnement < ars-dd33-sante-environnement@ars.sante.fr > , DDTM
33/Direction < ddtm-directeur@gironde.gouv.fr >

Attachments:

📎 PP 2025 17734 R PLU La Teste-de-Buch 33signé.pdf

Monsieur le Maire,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint, à titre de notification,
l'avis de l'Autorité environnementale portant sur le dossier cité en objet.

L'avis porte sur la qualité du rapport environnemental et sur la manière
dont l'environnement est pris en compte dans le projet.
Pour toutes questions relatives à cet avis, en particulier pour
faciliter la compréhension et la prise en compte de ses recommandations,
vous pouvez nous contacter par retour de courriel afin de convenir d'un
éventuel rendez-vous.

Il est publié sur le site internet suivant :
<http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/>

Le présent avis est à joindre au dossier d'enquête publique ou de mise à
la disposition du public.

En application de l'article R.104-39 du Code de l'urbanisme, je vous
rappelle que vous devrez, lors de l'approbation produire un document
précisant en particulier la manière dont il a été tenu compte du rapport
environnemental et des consultations auxquelles vous avez procédé.

La MRAe demande, à des fins d'amélioration de ses analyses, d'être
directement destinataire de la déclaration résumant la manière dont il a
été tenu compte du présent avis aux adresses suivantes :
boitefonctionnellemraena.migt-bordeaux.cgedd@developpement-durable.gouv.fr
ppsp.mee.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Je vous remercie par avance de bien vouloir accuser réception de ce mail
pour le bon suivi du dossier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma
considération la plus distinguée.

--

DREAL Nouvelle-Aquitaine
Mission évaluation environnementale
Pôle Plans-Schémas-Programmes
Tél. 05.56.93.32.50
Cité administrative - Rue Jules Ferry - CP 55 - 33090 Bordeaux cedex
ppsp.mee.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEJ-2025-12-517a-DE
webmail.latestedebuch.fr

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

**Avis de la Mission régionale d'autorité environnementale de
Nouvelle-Aquitaine sur le projet de révision du plan local
d'urbanisme (PLU) de la commune de La Teste-de-Buch (33)**

n°MRAe 2025ANA76

dossier PP-2025-17734

Porteur du Plan : commune de la Teste-de-Buch

Date de saisine de l'Autorité environnementale : le 24 avril 2025

Date de la consultation de l'Agence régionale de santé : le 29 avril 2025

Préambule

Il est rappelé ici que, pour tous les plans, programmes ou schémas soumis à évaluation environnementale ou à étude d'impact, une « autorité environnementale » désignée par la réglementation doit donner son avis sur la qualité de l'évaluation environnementale, ainsi que sur la prise en compte de l'environnement dans le dossier qui lui a été soumis.

En application du décret n° 2016-519 du 28 avril 2016 et du décret n°2022-1025 du 20 juillet 2022, l'autorité environnementale est, dans le cas présent, la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe).

Cet avis d'autorité environnementale a été rendu par délégation de la commission collégiale de la MRAe Nouvelle-Aquitaine à Jérôme WABINSKI.

Le délégataire cité ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans l'avis à donner sur le projet qui fait l'objet du présent avis.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

AVIS N°2025ANA76 rendu par délégation de la

Accusé certifié exécutoire

Mission régionale d'autorité environnementale de Nouvelle-Aquitaine

1/10

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

I. Contexte et objectifs généraux du projet

Le présent avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) porte sur la qualité du rapport environnementale et sur la manière dont l'environnement a été pris en compte par le projet de révision du plan local d'urbanisme (PLU) de La Teste-de-Buch.

La collectivité a prescrit la révision du PLU le 12 avril 2022.

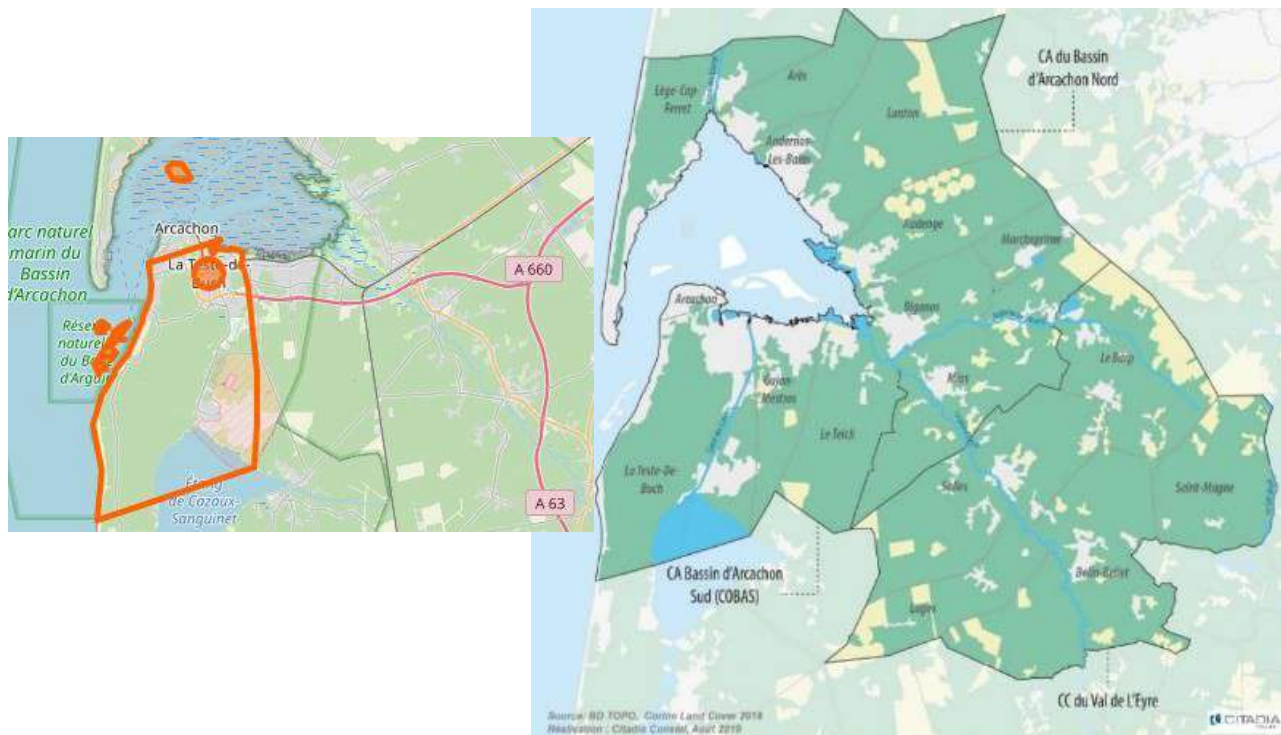
L'évaluation environnementale est une démarche itérative qui doit permettre au pétitionnaire, ainsi qu'au public, de s'assurer de la meilleure prise en compte possible des enjeux environnementaux, entendus dans une large acception, aux différents stades d'élaboration du document.

La démarche a pour but d'évaluer les incidences du plan sur l'environnement et d'envisager les mesures visant à éviter, réduire ou, en dernier lieu, compenser les incidences négatives.

A. Localisation et contexte des documents en vigueur

La commune de La Teste-de-Buch compte 26 556 habitants en 2021 d'après les données de l'INSEE, sur un territoire de 180 km². Elle est membre de la communauté d'agglomération du bassin d'Arcachon Sud (COBAS), qui compte trois autres communes : Arcachon, Gujan-Mestras, Le Teich.

La COBAS est couverte par le schéma de cohérence territoriale du syndicat d'Arcachon et du Val de l'Eyre (SYBARVAL) qui a fait l'objet d'un avis¹ de la MRAe du 23 août 2023 et qui a été approuvé le 6 juin 2024. Pour mémoire, le territoire du SCoT comprend 17 communes. Il regroupe la COBAS, la communauté d'agglomération du bassin d'Arcachon Nord (COBAN) et la communauté de communes du Val de l'Eyre.



Localisation de la commune de la Teste-de-Buch sur le territoire du SCoT Sybarval (sources : diagnostic du SCoT, page 6 et Openstreetmap.org)

D'après le SCoT, La Teste-de-Buch constitue avec Arcachon la principale polarité du territoire au regard de la concentration des habitants, des activités, équipements et services. Le SCoT prévoit une augmentation annuelle de la population de +0,8 % à horizon 2030 pour la COBAS, puis 0,7 % de 2030 à 2040. Il en déduit un besoin en logements de 11 852 logements à horizon 2040, laissant toutefois aux PLU(i) le soin d'affiner ces prévisions, en tenant compte de l'armature territoriale du SCoT et des enjeux locaux de préservation des milieux naturels et du patrimoine.

¹ https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/pp_2023_14236_scot_sybarval_collegiale_final.pdf

Le dossier de révision du PLU met en avant le fait que les capacités de développement du territoire sont contraintes par les risques littoraux, le phénomène d'érosion côtière, et les enjeux patrimoniaux liés notamment à la dune du Pyla et aux cinq sites Natura 2000 recensés sur le territoire communal.

B. Description du projet communal

Le projet de PLU a été arrêté le 10 avril 2025. Son projet d'aménagement et de développement durable (PADD) repose sur plusieurs axes :

- permettre l'accueil de nouvelles populations en confortant le centre-ville et en privilégiant le renouvellement urbain ;
- développer les activités économiques en réservant les zones d'activités pour l'artisanat, en réaménageant la façade maritime pour développer les commerces ;
- réduire la vulnérabilité du territoire face aux risques (incendies, inondations), notamment en réfléchissant à la relocalisation des campings ;
- développer les énergies renouvelables et les mobilités décarbonées, notamment en améliorant la desserte des pôles de loisirs, d'équipements et de commerces par les pistes cyclables ;
- préserver les milieux sensibles, avec une vigilance particulière sur les milieux humides et les paysages liés à l'eau ;

Le projet de PLU prévoit à horizon 2037, fixée comme échéance du PLUi :

- une croissance moyenne annuelle de la population de +0,8 % maximum ;
- la création de 2 460 logements, dont 132 logements vacants à remettre sur le marché, et 1 456 logements à créer par densification de l'enveloppe urbaine ;
- la délimitation de huit zones à urbaniser 1AU à court terme (27,45 hectares) et de quatre zones à urbaniser 2AU à long terme (19,09 hectares) ;
- la définition de 12 orientations d'aménagement et de programmation (OAP) sectorielles afin de préciser les conditions d'aménagement des zones à urbaniser, et d'une OAP thématique « économie » afin d'optimiser le foncier économique et sa gestion, notamment en entrée de ville ;
- la délimitation de 36 emplacements réservés pour prévoir l'aménagement d'espaces publics, de cheminements et de voiries, et d'ouvrages de gestion des eaux pluviales ;
- la consommation de 39,55 hectares de 2021 à 2037, avec un rythme de consommation visant à atteindre l'objectif de réduction de la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers (ENAF) de -55 % en 2031 fixés par le SRADDET² Nouvelle-Aquitaine en vigueur ;

Le dossier ne précise pas si le projet de PLU crée des secteurs de taille et de capacité limitée (STECAL) et s'il autorise des bâtiments à changer de destination. **Il convient d'explicitier ce point, et le cas échéant, de compléter l'évaluation environnementale.**

C. Articulation du projet avec les documents de rang supérieur

Le rapport de présentation comporte une partie spécifique rendant compte de l'articulation du projet de PLU avec les documents de rang supérieurs : le SRADDET Nouvelle-Aquitaine, afin de rendre compte de la prise en compte de la modification des objectifs de réduction de la consommation d'espace approuvée le 18 novembre 2024, et le SCoT du SYBARVAL.

Le rapport mentionne également les objectifs du plan local de l'habitat (PLH) de la COBAS approuvé le 13 février 2025.

La MRAe recommande de préciser l'articulation du projet de PLU avec les objectifs du plan climat air énergie territorial (PCAET) du Bassin d'Arcachon et du Val de l'Eyre approuvé le 20 décembre 2018.

² SRADDET : schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

AVIS N°2025ANA76 rendu par délégation de la

Accusé certifié exécutoire

Mission régionale d'autorité environnementale de Nouvelle-Aquitaine

3/10

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

D. Principaux enjeux

Le dossier fait ressortir un territoire caractérisé par les principaux enjeux suivants :

- un territoire attractif, constituant, avec Arcachon, la polarité principale du bassin d'Arcachon ; un rythme de construction de logements soutenus depuis 2009 ; l'accueil de saisonniers et le vieillissement de la population nécessitent cependant de développer des logements spécifiques ;
- un développement urbain qui s'est traduit par un étalement urbain et des difficultés de déplacements sur les axes assurant les échanges avec la métropole bordelaise ;
- des capacités de développement contraintes par les enjeux patrimoniaux, les risques littoraux et le phénomène d'érosion côtière ;
- des pressions sur la ressource en eau, avec notamment des pollutions diffuses liées aux ruissellements d'eau pluviale ;
- une mosaïque de milieux liés à la situation littorale de la commune ; une grande richesse écologique se traduisant notamment par la présence de cinq sites Natura 2000 et huit zones naturelles d'intérêt faunistique et floristique (ZNIEFF).

Le dossier souligne que le changement climatique est susceptible d'accroître les enjeux environnementaux susmentionnés, notamment pour ce qui concerne l'exposition du territoire face aux risques, et les pressions en quantité et qualité sur la ressource en eau.

II. Contenu du dossier, qualité des informations qu'il contient et prise en compte de l'environnement

A. Remarques générales

Le dossier comporte les éléments attendus au regard du Code de l'urbanisme, notamment le résumé non technique visant à faciliter l'appropriation des enjeux du document par le public. Le rapport est clair, illustré, et présente des synthèses à la fin de chaque sous-partie visant à faire ressortir les principaux enjeux.

B. Qualité de l'évaluation environnementale

1. Méthodes de diagnostic, de l'état initial de l'environnement et des perspectives d'évolutions

Le rapport décrit les principales caractéristiques du territoire (topographie, milieux naturels, risques, climat) et présente les évolutions de l'occupation humaine.

L'approche ayant consisté à traduire les principaux enseignements du diagnostic en « besoins du territoire », présentés dans la justification du projet de PLU est intéressante, et permet de dégager les principaux enjeux. Le dossier fait notamment ressortir un ralentissement de la croissance démographique depuis 2014 (+0,2%), malgré un rythme de construction de logement soutenu³. Cette quasi-stagnation est attribuée au vieillissement de la population, ayant pour conséquence une baisse du solde naturel qui n'est plus compensée par le solde migratoire. **La MRAe recommande de préciser comment cette tendance est appelée à se prolonger à échéance du PLU, en tenant compte notamment des prévisions de l'INSEE.**

Le dossier montre la diversité de l'économie locale, justifiant le statut de polarité économique de la commune sur le bassin :

- activités industrielles et artisanales localisées principalement sur le parc d'activités du Pays de Buch, et les ports pour la pêche et l'ostréiculture ;
- activités commerciales, relativement dispersées sur le territoire avec une offre importante sur le centre-ville, les ZACOM⁴ Cap Océan et Caillivolev, et dans une moindre mesure à Cazaux ;
- tourisme, avec les campings et hôtels présents notamment sur la façade littorale, au Pyla ;

Le diagnostic conclut à une armature territoriale complexe, tripolaire, faisant ressortir La Teste-de-Buch comme la polarité principale à développer, Cazaux comme un pôle complémentaire, et Le Pyla comme un espace à préserver au regard de ses enjeux patrimoniaux.

³ Le dossier dénombre en effet 19 000 logements en 2020, soit +21 % par rapport à 2009. Voir, Rapport de présentation, tome 1, page 19.

⁴ ZACOM : zones d'aménagement commercial

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

AVIS N°2025ANA76 rendu par délégation de la

Accusé certifié exécutoire

Mission régionale d'autorité environnementale de Nouvelle-Aquitaine

4/10

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

La MRAe relève avec intérêt que le rapport comporte une étude détaillée de la densité des constructions observées sur la période 2013-2023. Cette étude fait ressortir une densité moyenne des constructions de 37 logements par hectare. Une densité plus forte est cependant observée sur le centre de la Teste-de-Buch (49 logements par hectare), les densités sur Cazaux et Pyla étant respectivement de 17 et 8 logements par hectare⁵.

S'agissant de l'état initial de l'environnement, il repose sur une étude croisée des données des sites d'inventaires et de protection (sites Natura 2000, zones naturelles d'intérêt faunistique et floristiques, parcs naturels), des trames vertes et bleues du SRADDET, du SCoT, et des données bibliographiques, notamment celles du SDAGE et du Conservatoire Botanique National Sud-Atlantique. L'analyse aboutit à une présentation des différents milieux représentés sur le territoire (forêt, dunes, landes, milieux humides et aquatiques) et des espèces qui leur sont inféodées.

2. Méthodes d'analyse des solutions alternatives

Le dossier présente trois scénarios envisagés dans le cadre de l'élaboration du PLU⁶ :

- une hypothèse basse de 0,6 % de croissance annuelle ;
- une hypothèse médiane de 0,75 % de croissance annuelle, correspondant d'après le dossier au scénario du SCoT (+0,8 % à horizon 2030, puis 0,7 % de 2030 à 2040) ;
- une hypothèse haute de +0,86 %.

Le scénario retenu porte sur une croissance de +0,8 %, objectif qui traduit d'après le dossier la volonté de maintenir l'accueil de jeunes et de familles avec enfants afin de ralentir le vieillissement de la population. Le dossier insiste, dans cette perspective, sur la nécessité de favoriser la mixité de l'habitat pour permettre l'accès au logement de tous les publics. La collectivité prévoit ainsi une augmentation significative de la part de logements sociaux dans la production (205 logements par an dont 130 logements sociaux sachant que 80 logements sociaux ont été produits en moyenne entre 2014 et 2020). Elle insiste également sur la nécessité de développer prioritairement le logement à proximité des services et des commerces, c'est-à-dire entre le centre-ville et le port central.

Le projet vise d'ailleurs à développer l'offre de commerces de proximité dans le centre de la Teste-de-Buch, mais également sur la polarité secondaire que constitue Cazaux. Il s'agit également de privilégier le développement de l'artisanat et de l'industrie dans les zones d'activités économiques, étant observé que le parc d'activités du Pays de Buch ne peut plus être étendu d'après le dossier.

La MRAe considère qu'en l'absence des projections démographiques de l'INSEE à échéance du PLU, la pertinence des différents scénarios envisagés ne peut être pleinement évaluée. Elle recommande de faire apparaître ces projections dans le dossier, et de compléter la justification de la croissance démographique retenue (+0,8 %) par rapport à cette projection.

La méthodologie retenue pour définir l'enveloppe urbaine n'est pas décrite de façon suffisamment précise⁷. Faute d'identification précise de l'enveloppe urbaine, il ne paraît pas possible d'identifier correctement ce qui correspond à de la densification urbaine ou à de la consommation d'espaces naturel, agricole et forestier (NAF).

La MRAe recommande de préciser les critères utilisés pour définir l'enveloppe urbaine afin de distinguer les espaces à densifier et les espaces NAF.

Le dossier présente une étude de densification comportant un volet relatif à l'habitat, et un volet relatif au foncier économique. Cette étude s'attache à identifier le potentiel de logements vacants pouvant être remis sur le marché, ainsi que les espaces libres (terrains non construits ou partiellement construits) pouvant être mobilisés au sein des espaces déjà urbanisés. Le potentiel de logements pouvant être créés est estimé en fonction de ratios moyens de densité observés sur la commune, déclinés par secteurs (bourg, Pyla, Cazaux) et par type d'opération (logements individuels ou collectifs).

5 Rapport de présentation, tome 1, page 78 et suivantes.

6 Rapport de présentation, tome 3, pages 105 et suivantes.

7 Rapport de présentation, étude de densification, page 16. Le rapport affirme simplement que l'enveloppe urbaine correspond à un périmètre autour des espaces bâtis et contigus.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

AVIS N°2025ANA76 rendu par délégation de la

Accusé certifié exécutoire

Mission régionale d'autorité environnementale de Nouvelle-Aquitaine

5/10

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

3. Qualité de la démarche d'évitement-réduction-compensation (ERC)

Le dossier présente une analyse des incidences environnementales par pièce du PLU (PADD, règlement, OAP), et pour chaque pièce, par thématiques. Les thématiques traitées concernent les milieux naturels, la biodiversité, la ressource en eau, les risques et nuisances, les paysages. Les mesures d'évitement et de réduction des incidences sont présentées dans une partie distincte par thématiques. Cette présentation conduit à fractionner l'exercice de l'évaluation environnementale, et ne favorise pas une démarche d'évaluation transversale du projet de PLU, et de ses effets cumulés du projet de PLU.

Le dossier conclut à des incidences du PLU favorables pour l'environnement, y compris pour ce qui concerne le choix des secteurs ouverts à l'urbanisation. Le dossier met en avant la réalisation d'un diagnostic écologique sur 18 secteurs pressentis pour être urbanisés, dont 3 ont été abandonnés et 3 réduits au regard de leurs enjeux écologiques⁸. Ce diagnostic, réalisé en mars 2024, a visé à identifier les habitats et espèces faunistiques et floristiques susceptibles de fréquenter les sites étudiés.

Selon le dossier, la densification et le renouvellement urbain est privilégié, notamment dans des « poches libres » autour du centre-ville de La Teste-de-Buch. Le PLU prévoit ainsi la création de 2 460 logements dont 60 % par densification, 5 % par remobilisation de la vacance, et le reste (35 %) par consommation d'espaces NAF. Le dossier précise que l'urbanisation d'espaces NAF se situant en limite ou au cœur de zones urbanisées ont été privilégiés.

Pour la clarté du dossier, la MRAe recommande de préciser la définition utilisée pour les espaces naturels, agricoles et forestiers (NAF), et notamment pour distinguer au sein des tissus urbains les espaces libres considérés comme NAF de ceux considérés comme artificialisés. Pour mémoire, la loi climat résilience distingue la consommation d'espace en tant qu'extension effective d'espaces urbanisés, de l'artificialisation en tant qu'altération des fonctions écologiques des sols.

S'agissant du volet économique, la MRAe recommande de préciser la localisation des terrains densifiables identifiés, et de faire ressortir clairement la conclusion de l'étude, un flou demeurant dans le dossier sur la capacité de densification finalement retenue.

4. Méthode de suivi

Le dossier propose un dispositif de suivi, conformément à ce que prévoit le Code de l'urbanisme.

En revanche, les indicateurs proposés ne semblent pas suffisants pour traiter l'ensemble des problématiques identifiées. Le tableau de bord traduit un suivi de la mise en œuvre du PLU et pas une démarche de suivi de ses incidences environnementales. La question des déplacements n'est traitée qu'à travers celle des émissions de gaz à effet de serre, tandis que celle de l'eau n'est traitée que par le taux de charge des stations d'épuration. La collectivité relève en outre l'importance de l'enjeu d'adaptation du territoire au changement climatique. La MRAe invite la collectivité à réfléchir à la mise en place d'indicateurs permettant de suivre les enjeux environnementaux en lien avec ce phénomène (par exemple, le rapport signale l'enjeu de densifier sans créer d'îlots de chaleur).

La MRAe recommande de compléter le dispositif de suivi prévu en fonction des enjeux environnementaux identifiés.

III. Analyse de la prise en compte de l'environnement par le projet de PLUi

A. Consommation d'espace et densités

Le dossier indique une consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (NAF) de 67,2 hectares sur la période 2013-2022. Une consommation d'espace de 69,89 hectares est constatée sur la période 2011-2021.

Le dossier comporte une étude détaillée qui restitue la localisation des consommations, la nature des espaces impactés, et la destination des terrains urbanisés (habitat, économie, tourisme).

⁸ Rapport de présentation, tome 5, page 83 et suivantes.

S'agissant de l'objectif de réduction de la consommation d'espace à échéance du PLU, le rapport tient compte de l'objectif de -55 % défini par le SRADDET Nouvelle-Aquitaine en vigueur pour les territoires littoraux⁹. Cela représente une consommation d'espaces NAF maximale de 32,15 hectares à horizon 2031. La collectivité applique en outre un objectif de réduction de -55 % également pour la période 2031-2040 par rapport à la période 2021-2031, la trajectoire fixée par le SRADDET étant de -30 %.

La collectivité conclut que le projet de PLU doit atteindre un objectif de consommation d'espaces NAF maximal de 39,55 hectares entre 2021 à 2037, tout en relevant que 2,7 hectares ont déjà été consommés entre 2021 et 2024.

Cependant, le projet de PLU prévoit une consommation d'espace NAF de 54 hectares à horizon 2037, dont 30,44 hectares situés en zone urbaines U et à urbaniser 1AU, et 23,56 hectares situés en zone à urbaniser à long terme (2 AU). Le dossier ne fait pas mention de consommation d'espace pour les activités économiques (hors mixité des fonctions prévues sur les zones à urbaniser à vocation dominante d'habitat). Notamment, les modalités de prise en compte du projet d'extension du golf d'Arcachon (18 hectares d'après le dossier) ne sont pas précisées. En outre, le dossier ne comporte pas d'explications sur les incidences en termes de consommation d'espaces NAF des secteurs de taille et de capacité limitée en zone naturelle (N) et des emplacements réservés sur la consommation d'espace (la zone agricole n'en comporte pas d'après le dossier).

En l'absence des précisions demandées plus haut sur la définition utilisée pour identifier les espaces NAF, la MRAe constate que le dossier ne démontre pas l'inscription du projet de PLU dans la trajectoire de réduction prévue par le SRADDET Nouvelle-Aquitaine en vigueur. Elle relève que l'importance de la réserve foncière constituée en zone 2AU emporte un risque de dépassement de cette trajectoire. Cette réserve ne semble pas justifiée au regard des objectifs démographiques de la collectivité. Le dossier identifie en effet un potentiel de création de 3 185 logements en cumulant les zones U, 1AU et 2AU, à comparer aux 2 460 logements prévus.

La MRAe recommande de re-dimensionner la zone 2AU au plus près des besoins fonciers nécessaires pour atteindre les objectifs démographiques du PLU. Il convient également de tenir compte des consommations d'ENAF éventuelles induites par le golf d'Arcachon, les STECAL et les emplacements réservés, ce qui pourrait conduire le cas échéant à adapter d'autres aspects du projet de PLUi, tels que le nombre et la densité des zones à urbaniser.

B. Prise en compte des incidences sur les milieux naturels

Le dossier fait ressortir la richesse écologique du territoire, et la multiplicité des enjeux qui le caractérisent, en lien avec la présence de milieux littoraux, aquatiques, forestiers, humides, constituant des habitats pour des espèces d'intérêt patrimonial (notamment le Vison d'Europe ou le Fadet des Laïches).

L'analyse des sensibilités écologiques du territoire aboutit à l'identification d'une trame verte et bleue (TVB) communale, qui tient compte des TVB du SRADDET Nouvelle-Aquitaine, et du SCoT Bassin d'Arcachon Val de l'Eyre.

Le dossier met l'accent, de façon pertinente sur les éléments de fragmentation de la TVB. Outre les fragmentations liées à l'urbanisation et aux axes de transport, le dossier mentionne les incendies de 2022 en tant que facteur de fragilisation du massif boisé qui occupe le cœur de la commune.

La MRAe recommande, comme déjà formulée pour le SCoT, de définir une trame noire, notamment dans l'objectif affirmé par le PLU, de limiter les incidences de l'urbanisation sur la biodiversité.

Le projet de PADD et de règlement paraît globalement cohérent avec les enjeux identifiés, notamment avec une large couverture des boisements du territoire par le classement en espace boisé classé (EBC) au titre de l'article L. 113-1 du Code de l'urbanisme, le classement des boisements littoraux (identifiés en tant que corridor de biodiversité) en zone NR spécifique, et l'identification des espaces arborés en milieu urbain favorable à la préservation de la nature en ville. Le projet de PLU reprend les zones humides prioritaires identifiées par le SAGE des Etangs Born et Buch (Craste de Nézer, Canal des Landes, zones humides d'arrière dune), et met en place des zonages (NR, Nepr) avec des protections renforcées, telles qu'une règle d'inconstructibilité dans une bande de 50 à 100 mètres.

La MRAe relève néanmoins que le projet de PLU prévoit un règlement commun aux zones NR et NRfu (« forêt usagère », faisant l'objet d'une exploitation sylvicole) qui présentent pourtant des enjeux très différents. Cela conduit ainsi à autoriser en zone NR des installations liées à la recherche et à l'exploitation du pétrole, sans aucune condition limitative, alors que le dossier souligne la fragilisation de ces espaces constituant un corridor de biodiversité, impactés par les incendies de 2022.

La MRAe recommande de renforcer la protection réglementaire des boisements en zone NR en évitant en particulier les possibilités d'installations d'exploitations pétrolières et en tenant compte de la forte sensibilité des milieux potentiellement impactés. Les conflits d'usage potentiels au sein de la forêt usagère doivent également être évalués.

Le dossier comporte l'analyse des incidences du projet de PLU sur les sites Natura 2000, conformément aux attendus du Code de l'environnement. Le dossier conclut que les mesures prises pour limiter l'extension de l'urbanisation, et préserver les milieux aquatiques et humides permettent d'éviter les incidences négatives pour la conservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire. La MRAe relève toutefois qu'il n'est pas fait mention des incidences du projet d'extension du projet de golf, couvert notamment par le site Natura 2000 *Forêts dunaires de la Teste-de-Buch*.

Le dossier présente en outre un état initial des secteurs de développement de l'urbanisation envisagés, qui aboutit à une hiérarchisation de leurs enjeux écologiques, tenant compte de la présence de zones humides, de leur intérêt du secteur pour les espèces, et de leur localisation par rapport à la TVB. Le rapport rend compte de la façon dont les enjeux identifiés ont été pris en compte, soit par l'évitement total (3 secteurs), par la réduction de leur périmètre (3 secteurs) et par des mesures de préservation via le règlement et les OAP.

La MRAe recommande en premier lieu d'expliquer de façon plus précise la stratégie d'évitement retenue, le rapport ne permettant pas de comprendre, pour des sites présentant a priori des niveaux d'enjeu équivalents, les motifs ayant conduit à l'évitement total ou à la mise en œuvre de mesures de réduction.

La MRAe observe de plus que les inventaires de terrain, incluant la recherche de zones humides selon les critères pédologiques et floristiques, ont été réalisés en mars. Or, le dossier signale que cette période n'est pas optimale pour l'observation de la faune et de la flore. Il signale en outre la présence potentielle, au regard de la bibliographie, de plusieurs espèces protégées sur des secteurs de développement de l'urbanisation.

Il conviendrait de procéder à des inventaires complémentaires afin de confirmer la présence d'espèces protégées sur les secteurs concernés, et d'adapter le cas échéant les mesures ERC, en privilégiant l'évitement. Le dossier doit faire apparaître clairement les incidences du projet de PLU sur les espèces protégées.

C. Gestion de la ressource en eau

Selon le dossier, la collectivité dispose de ressources en eau et d'une capacité épuratoire suffisantes permettant de mettre en œuvre le projet démographique du PLU. Des données relatives à la capacité résiduelle du réseau d'approvisionnement en eau potable et des stations d'épurations sont présentées à l'appui de cette affirmation.

Le dossier n'évoque cependant pas la problématique des variations saisonnières de la population, alors que le PADD prévoit de développer l'activité touristique à travers notamment la création d'un nouveau camping. Les incidences du projet d'extension du Golf, également évoqué dans le PADD, ne sont pas évaluées.

La MRAe recommande de compléter l'évaluation du projet de PLU en tenant compte des besoins supplémentaires induits par les activités économiques et leur saisonnalité (plus particulièrement le tourisme). Les effets du changement climatique sur la disponibilité de la ressource en eau doivent également être considérés.

D. Prise en compte des risques et nuisances

Le dossier dresse un état des risques identifiés sur le territoire. Il met l'accent sur les risques littoraux, s'appuyant sur les éléments des plans de préventions des risques (PPR) en vigueur : le plan de prévention des risques inondations et de submersion marine. Pour ce qui concerne l'avancée dunaire et l'érosion du trait de côte, le rapport fait état des travaux réalisés dans le cadre de la stratégie locale de gestion de la bande côtière.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

AVIS N°2025ANA76 rendu par délégation de la

Accusé certifié exécutoire

Mission régionale d'autorité environnementale de Nouvelle-Aquitaine

8/10

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET

Le dossier précise qu'aucune zone à urbaniser n'est définie à l'intérieur des zones inconstructibles définies par le plan de prévention du risque de submersion marine en vigueur, celles-ci étant classées en zone naturelle (N). Il précise également que les secteurs de développement de l'urbanisation ne se situent pas dans des zones exposées au recul du trait de côte.

S'agissant du risque inondation, le dossier met en avant la contribution du projet de PLU à la bonne gestion des eaux pluviales, à travers la préservation des milieux naturels, la limitation de la consommation d'espace, et un objectif de désimperméabilisation des espaces urbanisés affirmé par le PADD. Sur ce dernier point, il conviendrait d'expliquer comment cette stratégie de désimperméabilisation se décline dans le règlement et les OAP.

Le règlement s'attache à donner suite à l'orientation du PADD appelant à une réflexion sur l'évolution des usages de la forêt après les incendies de 2022. **Dans cette perspective cependant, la MRAe recommande de reconsidérer l'autorisation de la reconstruction à l'identique des cabanes forestières détruites par les incendies de 2022 afin de limiter les risques à l'avenir, dans un contexte de changement climatique.**

S'agissant des secteurs de développement de l'urbanisation, la MRAe recommande également de prendre en compte les dispositions du SCoT relatives à la gestion des lisières entre zones urbanisées ou urbanisables et forêts (bandes inconstructibles ménageant un recul des constructions par rapport aux lisières et permettant de respecter les obligations légales de débroussaillage).

E. Prise en compte des enjeux littoraux

Le dossier identifie bien les enjeux liés à la situation littorale du territoire, et présente la façon dont les dispositions de la loi Littoral ont été mises en œuvre.

Le volet littoral du projet de PLU comporte toutefois plusieurs lacunes. En premier lieu, la façon dont la capacité d'accueil du territoire au sens de l'article L. 121-21 du Code de l'urbanisme a été évaluée et prise en compte ne fait l'objet d'aucune explication. De plus, le projet de PLU reprend les cartographies des agglomérations, villages et secteurs déjà urbanisés (SDU) du SCoT, sans expliquer la méthodologie de délimitation de ces entités urbaines.

La MRAe recommande d'expliquer la méthodologie d'estimation de la capacité d'accueil du territoire au sens de la loi Littoral, ainsi que les critères retenus pour délimiter les agglomérations, villages et SDU, en démontrant la pertinence de ces critères pour prendre en compte les enjeux environnementaux du territoire.

F. Prise en compte du changement climatique

Le dossier met en avant la prise en compte par le projet de PLU des enjeux d'atténuation et d'adaptation du territoire au changement climatique. Notamment, il précise que la priorité donnée à la densification, à proximité de services existants, est favorable au développement de mobilités douces. Il souligne la priorité accordée à la préservation des milieux naturels, à l'urbanisation à l'intérieur des enveloppes urbaines existantes en veillant à éviter les îlots de chaleur.

Dans cette perspective, la MRAe observe qu'une OAP thématique relative à la préservation de la trame verte et bleue et de la nature en ville est nécessaire, dans l'optique de maîtriser les incidences des projets en densification.

Le projet de PLU prévoit le développement des énergies renouvelables dans les zones urbanisées, sur les ombrières, les parkings et les bâtiments.

La MRAe observe enfin que le dossier annonce des réflexions à mener sur la recomposition du territoire pour faire face aux effets du changement climatique, sans traduire concrètement cette annonce. À cet égard, plusieurs secteurs 2AU semblent se situer dans la bande des espaces proches du rivage, telle que définie par le SCoT. **La MRAe observe que ces secteurs pourraient être ré-interrogés en priorité.**

IV. Synthèse des points principaux de l'avis de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale

Le projet de plan local d'urbanisme de la commune de La Teste-de-Buch (33), vise à encadrer le développement de son territoire à l'horizon 2037. Il prévoit un taux de croissance de +0,8 % maximum, la construction de 2 460 logements et la mobilisation de 39,55 hectares en extension.

Le dossier est clair, présenté de façon à favoriser sa compréhension par le public. Les enjeux du territoire sont bien identifiés, à l'exception de l'enjeu de prise en compte de la capacité d'accueil au sens de la loi littorale. L'évaluation s'efforce de démontrer la mise en œuvre d'une démarche ERC adaptée aux enjeux environnementaux identifiés.

Le dossier n'est cependant pas conclusif quant au caractère suffisant de la disponibilité de la ressource en eau et des capacités épuratoires, ce qui est déterminant pour l'évaluation de la cohérence du projet de PLU avec la capacité d'accueil.

En outre, le projet de PLU dégage des réserves foncières importantes qui ne sont pas justifiées au regard du projet démographique, et qui compromettent le respect de la trajectoire de réduction de la consommation d'espace du SRADDET Nouvelle-Aquitaine en vigueur.

Le dossier témoigne d'une démarche visant à éviter les incidences sur les milieux naturels. Toutefois, le dossier doit être complété pour démontrer l'absence d'atteinte à des espèces protégées, en expliquant mieux les choix effectués s'agissant des secteurs de développement de l'urbanisation, et en complétant les inventaires lorsque les données bibliographiques le justifient.

La Mission Régionale d'Autorité environnementale fait par ailleurs d'autres observations et recommandations plus détaillées dans le corps de l'avis. Les réponses apportées ont vocation à être prises en compte dans le dossier et son résumé non technique.

Fait à Bordeaux, le 3 juillet 2025

Pour la MRAe Nouvelle-Aquitaine,
le membre délégataire

Signé

Jérôme Wabinski

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305295-20251218-DEL2025-12-517a-DE

AVIS N°2025ANA76 rendu par délégation de la

Accusé certifié exécutoire

Mission régionale d'autorité environnementale de Nouvelle-Aquitaine

10/10

Réception par le préfet : 19/12/2025
Publication : 19/12/2025

Le Maire de La Teste de Buch, Patrick DAVET